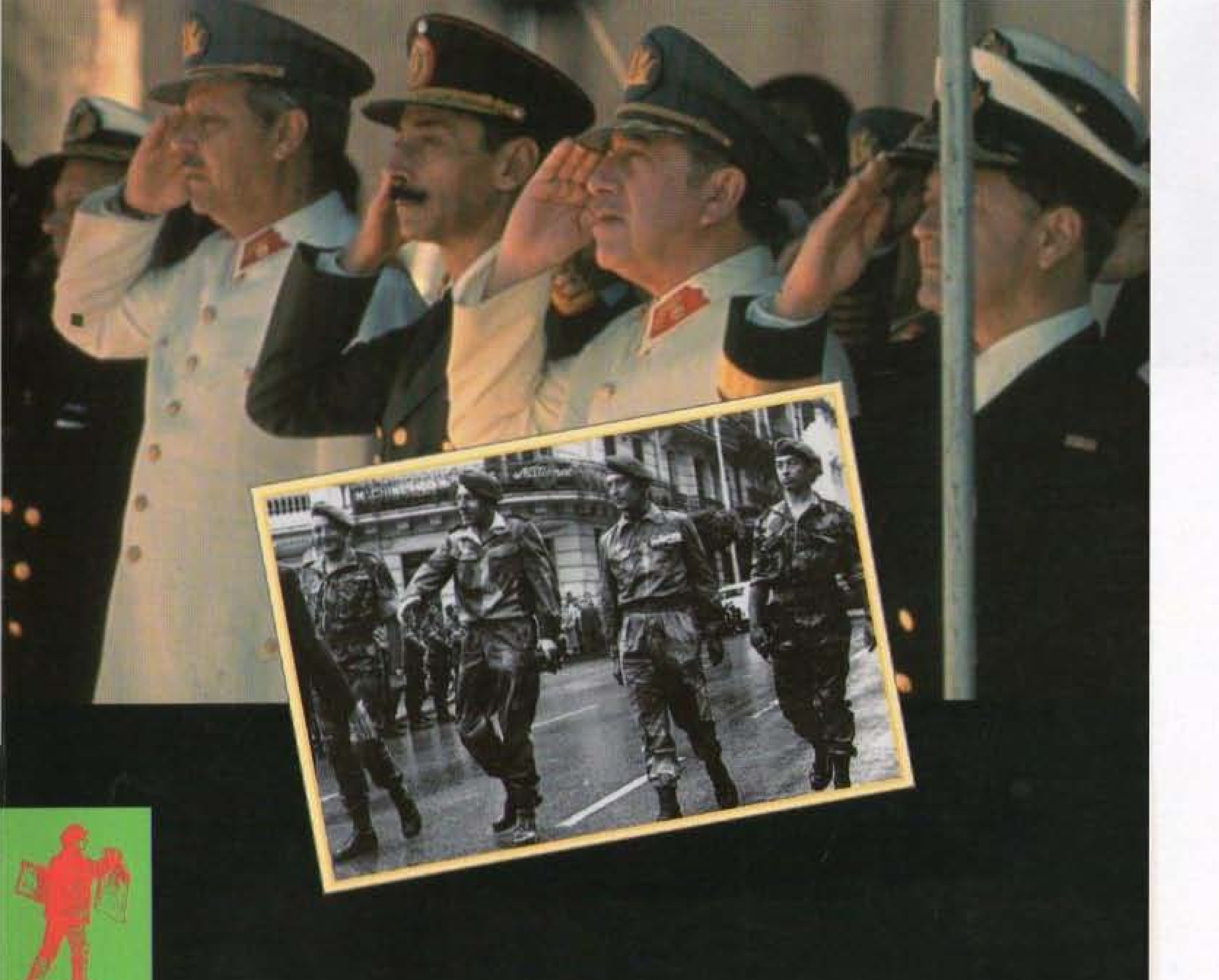


La Découverte/Poche

Marie-Monique Robin

Escadrons de la mort, l'école française

Escadrons de la mort, l'école française

Marie-Monique Robin

Dans les années 1970 et 1980, les dictatures militaires du Cône sud de l'Amérique latine ont férocement réprimé leurs opposants, utilisant à grande échelle les techniques de la « guerre sale » (rafles, torture, exécutions, escadrons de la mort...). C'est en enquêtant sur l'organisation transnationale dont s'étaient dotées ces dictatures — le fameux « Plan Condor » — que Marie-Monique Robin a découvert le rôle majeur joué secrètement par des militaires français dans la formation à ces méthodes de leurs homologues latino-américains. Dès la fin des années 1950, les méthodes de la « bataille d'Alger » sont enseignées à l'École supérieure de guerre de Paris, puis en Argentine, où s'installe une « mission militaire permanente française » constituée d'anciens d'Algérie. De même, en 1960, des experts français en lutte antisubversive, dont le général Paul Aussaresses, formeront les officiers américains aux techniques de la « guerre moderne », qu'ils appliqueront au Sud-Vietnam.

Des dessous encore méconnus des guerres françaises en Indochine et en Algérie, jusqu'à la collaboration politique secrète établie par le gouvernement de Valéry Giscard d'Estaing avec les dictatures de Pinochet et de Videla, ce livre — fruit d'une enquête de deux ans, en Amérique latine et en Europe — dévoile une page occulte de l'histoire de France, où se croisent aussi des anciens de l'OAS, des fascistes européens ou des « moines soldats » agissant pour le compte de l'organisation intégriste la Cité catholique...

« La "bataille d'Alger" est restée le modèle de référence des tortionnaires de l'armée et des services secrets américains jusqu'en Afghanistan et en Irak. Un livre terrifiant. »

Le Nouvel Observateur

Marie-Monique Robin est lauréate du prix Albert-Londres (1995). Journaliste et réalisatrice, elle a réalisé de nombreux documentaires et reportages tournés en Amérique latine, Afrique, Europe et Asie. Elle est notamment l'auteur, à La Découverte/Arte Éditions, de *Le Monde selon Monsanto* (2008) ainsi que de *Notre poison quotidien* (2011).

En couverture : en haut, au centre : général Videla et général Pinochet, rencontre de Viña del Mar, 1er novembre 1976 © Diego Goldberg / Corbis Sygma ; en vignette, de gauche à droite : colonel Bigeard, général Massu, colonel Trinquier, capitaine Léger, pendant la bataille d'Alger en 1957 (DR).



La Découverte
www.editionsladecouverte.fr
9 *bis*, rue Abel-Hovelacque
75013 Paris

Du même auteur

Voleurs d'organes. Enquête sur un trafic, Bayard Éditions, Paris, 1996.

Les 100 Photos du siècle, Éditions du Chêne, Paris, 1999.

Le Sixième Sens. Science et paranormal (avec Mario Varvoglis), Éditions du Chêne, Paris, 2002.

L'École du soupçon. Les dérives de la lutte contre la pédophilie (avec David Charrasse), La Découverte, Paris, 2006.

Le Monde selon Monsanto. De la dioxine aux OGM, une multinationale qui vous veut du bien, La Découverte/Arte éditions, Paris, 2008, 2009.

100 photos du XXIe siècle (avec David Charrasse), La Martinière, Paris, 2010.

Notre poison quotidien. La responsabilité de l'industrie chimique dans les maladies chroniques, La Découverte/Arte éditions, Paris, 2011.

Marie-Monique Robin

Escadrons de la mort, l'école française

La Découverte / Poche
9 *bis*, rue Abel-Hovelacque
75013 Paris

Cet ouvrage a été précédemment publié en 2004 aux Éditions La Découverte dans la collection « Cahiers libres ».

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier tous ceux et celles qui m'ont aidée à écrire ce livre, par leurs conseils, leur soutien amical ou en m'orientant dans ma recherche : Françoise Gazio et Pierre-Olivier Bardet d'Idéale Audience, qui m'ont permis de réaliser le documentaire à l'origine de mon enquête ; Paul Moreira, qui s'est engagé à le diffuser sur Canal Plus ; Pierre Merle, qui a permis sa rediffusion sur Arte ; Mónica Gonzales et Horacio Verbitsky, qui ont partagé avec moi le fruit de trente années de travail ; Marie-Catherine et Paul Villatoux, qui m'ont reçue longuement et m'ont ouvert leurs archives ; William Bourdon, Mario Ranalletti, María Oliveira Cezar, Roger Faligot, Sophie Thenon, Anibal Acosta, Carl Bernard, Maïté Albagly, Jean-Pierre Lhande, Ricardo Parvex, Arlette Welty-Domon, Alberto Marquardt, Lucia Cedrón, André Gazut, Patrice McSherry, Pierre Vidal-Naquet et David Charrasse.
Je remercie également les nombreux témoins qui, en acceptant de répondre à mes questions, ont contribué de façon décisive à éclairer ces pages d'histoire.

ISBN 978-2-7071-5349-4

I

De l'Indochine à l'Algérie, la naissance de la doctrine française

1

Garder l'empire à tout prix

De la colline de Théoule, sur la Côte d'Azur, on n'aperçoit d'abord que la mer, étrangement bleue en ce jour de Toussaint 2002. Puis, en dévalant le chemin rocailleux de l'arrière-pays cannois, on ne voit qu'elle, bras tendus vers la Méditerranée et couronne sur la tête, qui, du haut de ses douze mètres, balaie de son regard d'acier la foule agglutinée à ses pieds : anciens légionnaires, coiffés de leurs bérets verts et bérets rouges des parachutistes coloniaux, brandissant drapeaux tricolores et croix de Lorraine ; pieds-noirs venus de France et d'Espagne ; militaires déchus après la tentative avortée du putsch d'Alger de 1961 ; ex-membres de l'OAS, l'Organisation de l'armée secrète, qui s'était opposée par les armes à l'indépendance algérienne ; militants du Front national, représenté par Marie-France Stirbois ; et jeunesse musclée d'extrême droite, qui se presse, toute de noir vêtue, autour des organisateurs de la « cérémonie du souvenir ».

« Quarante ans après », les nostalgiques les plus virulents de l'Algérie française sont réunis au grand complet pour inaugurer une réplique monumentale de Notre-Dame d'Afrique.

« Notre si chère Algérie »

« C'est notre mère à tous », murmure une ancienne Oranaise, yeux humides tendus vers la statue. « Sans elle, nous n'aurions jamais pu endurer les souffrances de nos quarante ans d'exil… » Symbole de la colonisation française en Afrique du Nord, la statue de Notre-Dame d'Afrique trône derrière l'autel de la basilique de Bal-el-Oued, construite au XIXe siècle sur un

promontoire dominant la baie de la capitale algérienne. Celle que l'on surnomme la « Vierge noire d'Alger » a désormais une copie, érigée sur ce petit bout de terrain prêté gracieusement par André-Charles Blanc, l'ancien maire RPR de Théoule-sur-Mer et ex-vice-président du conseil général des Alpes-Maritimes (il s'est suicidé d'une balle de revolver en novembre 1998).

Réalisée par le sculpteur Fortune Évangéliste, la statue est le « fruit d'un long combat », m'explique, pince-sans-rire, Jean-François Collin, le président de l'« Association amicale pour la défense des intérêts moraux et matériels des anciens détenus politiques de l'Algérie française » (ADIMAD). Créée en 1968, à l'initiative du général Salan, qui fut le chef des troupes françaises pendant la guerre d'Algérie, avant de devenir celui de l'OAS, l'ADIMAD poursuit deux objectifs, clairement stipulés dans ses statuts : « Défendre la mémoire des combattants de l'Algérie française assassinés par le pouvoir gaulliste », et « entretenir le mémorial de ceux qui sont tombés pour l'Algérie française ».

C'est précisément pour inaugurer ce « mémorial », situé au pied de la Vierge noire de Théoule, que Jean-François Collin a organisé ce rassemblement. Un mausolée en bonne et due forme, constitué de plaques où sont gravés les noms des « cent deux combattants de l'OAS morts au combat ». Parmi eux : Roger Degueldre, le chef des « commandos Delta », le bras armé de l'OAS, spécialiste des plasticages et des assassinats aveugles, ou Jean-Marie Bastien-Thiry, l'auteur principal de l'attentat manqué contre le général De Gaulle, tous les deux fusillés au fort d'Ivry, le premier en 1962, le second en 1963.

« Il s'en est fallu de peu pour qu'il y ait mon nom ! », ricane Gérard Baudry, béret vert vissé sur la tête. « Mais finalement, la Grande Zohra [a] a décidé d'épargner ma peau... » Sous-officier déserteur du 2e régiment d'infanterie, quatre fois cité au feu et médaillé militaire, l'ancien légionnaire et membre d'un commando Delta avait été condamné à mort pour l'assassinat du commandant Joseph Kubaziak, le 24 juin 1962.

« Tiens, voilà du boudin, pour les Alsaciens, les Suisses et les Lorrains », entonne, hilare, celui qui, finalement, bénéficia de la loi d'amnistie accordée par le général De Gaulle en 1968. Autour de lui s'affairent, d'embrassades en accolades, Jacques Zajek, ancien membre du commando Delta n° 1, le capitaine Marcel Ronda, aide de camp de Salan, condamné à trois ans de prison lors du fameux procès dit « des barricades » (voir *infra*, chapitre 10), et qui suivit le « Mandarin » dans son exil espagnol, ou le commandant Guillaume, qui fut l'adjoint du général Jouhaud, chef de l'OAS d'Oranie : « Comment avons-nous pu laisser démanteler l'empire français qui faisait la grandeur de la France ? », continue de s'interroger l'ancien marin, qui demanda à servir à terre pour venger son frère tué au combat par le Front de libération nationale. Son face à face légendaire avec l'amiral Querville, qui refusa de se joindre aux généraux du putsch d'Alger d'avril 1961, inspirera Pierre Schoendoerffer pour son film *Le Crabe-Tambour*.

a L'un des surnoms du général De Gaulle dans les milieux d'extrême droite (*zohra* est le nom arabe familier pour désigner le chameau).

Tandis que l'on se rue pour saluer Pierre Sidos, un ex de l'« OAS métropole » et fils d'un chef de la milice fusillé à la Libération, qui fonda avec ses deux frères le mouvement Jeune Nation, un haut-parleur réclame le silence. Retentit alors la sonnerie aux morts, et Jean-François Collin prend la parole, devant un public recueilli : « C'est avec une grande émotion que je m'adresse à vous... À vous, les parents et les amis qui êtes là pour honorer ceux qui ne sont plus là, cachant vos larmes qui n'ont pourtant cessé de couler depuis quarante ans... Bien sûr, nous pensons tous à ceux qui furent les figures emblématiques de notre combat et qui l'acquittèrent de leur vie, dans des culs-de-basse-fosse, au terme de procès iniques délivrés par des juges, qui, sous leurs galons de militaires ou leur robe couleur de sang, payaient d'un peu de sang leur carrière et leur nourriture. Mais aussi, dans notre combat, combien d'anonymes qui furent abattus par la soldatesque gouvernementale, les polices parallèles, les terroristes FLN, oui combien ? C'est en pensant à eux que nous avons décidé de retrouver leurs noms à demi effacés dans nos mémoires, ravivant peut-être des plaies mal cicatrisées, mais comment ne pas leur rendre hommage ? Un hommage solennel, au pied de Notre-Dame d'Afrique, face à cette mer qui fut le chemin de notre exil, face à notre si chère Algérie dont la lave bouillante brûle toujours en nous... »

Au premier rang de l'assistance, impassible, blason couvert de médailles militaires, il y a celui que je suis venue rencontrer : le colonel Charles Lacheroy, quatre-vingt-seize ans, qui fut condamné à mort pour sa participation au putsch d'Alger. Ancien élève de Saint-Cyr, celui qui avait choisi l'infanterie coloniale pour assouvir son « rêve de voyage », connut une gloire fulgurante au sein de l'état-major français, pour avoir contribué de façon décisive à l'invention, au début des années 1950, de la théorie de la « guerre révolutionnaire ». C'est un témoin capital pour l'enquête que je mène depuis plus d'un an déjà sur le rôle des militaires français dans la genèse des dictatures latino-américaines des années 1970.

Tandis que les enfants sont invités à déposer des gerbes de fleurs sur les stèles des « morts pour la France », au détour d'une conversation à bâtons rompus, je glisse la question qui me taraude depuis que j'ai aperçu le vieux militaire : « Saviez-vous que votre théorie a inspiré les généraux qui ont pris le pouvoir en Argentine en 1976 ? »

Sourd d'oreille, le colonel Lacheroy se penche vers Chantal, son épouse et cadette de plus de vingt ans, pour qu'elle lui répète la question : « Je ne suis pas au courant », grommelle-t-il, avec cet accent bourguignon qui subjugua les nombreux auditoires gradés à qui il dispensa ses enseignements. « Tout ce

que je sais, c'est que j'avais fait le tour de l'empire : j'avais servi en Syrie, en Extrême-Orient, en Afrique noire et, après l'Indochine, je ne pouvais pas admettre qu'on perde l'Algérie... »

Au même moment, l'assistance entonne le *Chant des Africains* :

« C'est nous les Africains qui revenons de loin...
Revenons des colonies pour sauver la patrie.
Nous avons tout quitté, nos parents, nos amis,
Et nous avons au cœur une invincible ardeur.
Car nous voulons porter, porter haut et fier
Le beau drapeau de notre France entière. »

Conçu comme un hommage aux troupes d'Afrique levées pour défendre la mère patrie lors de la Première Guerre mondiale, ce chant est devenu l'hymne de l'OAS et de tous ceux qui se sont opposés à l'indépendance algérienne : « Battez le tambour, pour le pays, pour la patrie... »

L'épopée indochinoise du colonel Lacheroy

« Vous savez, c'est Chantal qui m'a sauvé la vie... » Un mois après le rassemblement de Théoule, le colonel Lacheroy me reçoit chez lui, à Aix-en-Provence. Sur son bureau s'étale le manuscrit de ses Mémoires, dans lesquels il consacre un chapitre à la rencontre avec sa seconde épouse [1]. Manifestement, cette histoire lui tient plus à cœur que sa doctrine de la « guerre révolutionnaire », qu'il semble avoir quelque peu oubliée. Pas question de le contrarier : s'il y a une chose que j'ai apprise dans cette enquête, c'est bien la patience.

Pendant un an, d'Europe en Amérique du Nord et du Sud, je vais interviewer quelque quarante militaires de haut rang, dont la moyenne d'âge dépasse les quatre-vingts ans et qui manifestent tous les mêmes travers, dus notamment à leur grand âge : digressions et anecdotes interminables, trous de mémoire pas toujours involontaires, accès de surdité réels ou d'autant plus opportuns que les questions sur les méthodes de la « guerre contre-révolutionnaire » se feront plus précises...

« Après le putsch d'Alger, m'explique le doyen de mes interlocuteurs, j'ai été condamné à mort par un tribunal militaire. Grâce à la complicité d'une communauté religieuse, puis d'un officier de la marine et d'un policier, j'ai pu quitter clandestinement l'Algérie et m'embarquer pour Gênes, d'où j'ai rejoint la France [2]. »

C'est là qu'intervient Chantal de Bardies-Montfa, une « jeune fille très Algérie française » (pendant la Seconde Guerre mondiale, son père, colonel de cavalerie, avait commandé le 5e régiment de chasseurs d'Afrique à Alger ; résistante, elle s'était engagée dans l'armée en 1943 ; devenue agent secret des services spéciaux, elle avait effectué plusieurs missions en Algérie). En 1961, contactée par un certain abbé Lapouge de la rue d'Assas, elle est chargée d'exfiltrer le colonel Lacheroy vers l'Espagne. C'est ainsi que la passeuse et son protégé traversent tout le sud de la France, à bord d'une Renault, pour franchir la frontière à Bourg-Madame, dans les Pyrénées.

Amnistié par la loi du 31 juillet 1968, le « colonel en retraite » retourne en France, après sept ans d'exil, où il finit par épouser la jolie passeuse, « devant les hommes à la mairie de Neuilly et devant Dieu à l'église de Saint-Evroult, Notre-Dame-du-Bois, église paroissiale d'Arnaud de Bardies-Montfa, l'aîné des frères de Chantal ». À soixante-trois ans, Charles Lacheroy n'est pas un inconnu pour sa nouvelle belle-famille : il a connu Arnaud en Indochine, alors que tous les deux servaient dans le secteur de Bien-Hoa.

L'Indochine, justement, nous y voilà : « Comment avez-vous élaboré votre doctrine de la "guerre révolutionnaire" ? » Pour toute réponse, le colonel me tend un feuillet, rédigé pour la préface de ses Mémoires par le colonel Paul Paillole, issu comme lui de la promotion « Maroc et Syrie » de Saint-Cyr (1925-1927), où l'on peut lire : « En Indochine, confronté aux pénétrations sournoises de la propagande communiste, il s'est révélé le plus conscient et le plus efficace des spécialistes militaires et civils des luttes idéologiques. Théoricien reconnu de la guerre subversive, son enseignement, comme ses ouvrages et conférences, fait autorité dans le monde intellectuel spécialisé [3]. »

« C'est la découverte du communisme qui est à l'origine de votre doctrine ?

– Oui, mais avant cela, il y avait mon amour pour l'empire. »

Et d'énumérer avec une nostalgie non feinte les vastes territoires qui constituaient l'empire français, lorsque en octobre 1927, à vingt et un ans, le jeune sous-lieutenant, grand admirateur de Charles de Foucault, choisit l'infanterie coloniale : « L'Algérie, la Tunisie, le Maroc, en Afrique du Nord ; l'Afrique occidentale, l'Afrique équatoriale, Madagascar et Djibouti en Afrique noire ; la Cochinchine, l'Annan, le Tonkin, le Cambodge et le Laos en Indochine, la Syrie et le Liban au Proche-Orient ; la Nouvelle-Calédonie et les Archipels dans le Pacifique ; les Antilles et la Guyane en Amérique. Même en Chine, nous étions présents. L'empire français, c'était un douzième des terres du globe : un être humain sur vingt vivait sous le drapeau français ! Or ce fantastique empire, nous le maintenions dans la paix et dans le progrès avec une économie de moyens que l'on a peine à imaginer. Les troupes coloniales ne dépassaient pas, normalement, 40 000 hommes. Ce chiffre fait rêver : un douzième de la terre avec 40 000 hommes ! »

Catholique fervent, habité par cette vision idéalisée de la mission civilisatrice de la France – « Je suis devenu un officier colonial sachant faire des maisons avec de la glaise, des ponts avec des palmiers mâles et des routes avec

rien », écrit-il dans ses Mémoires –, Charles Lacheroy réalise son rêve en 1931 : servir en Terre sainte. Nommé lieutenant à la 3e compagnie méhariste du Levant, il rejoint le désert de Syrie, où il se familiarise avec la langue arabe et se lie d'amitié avec Noury Chaalan, le chef de la tribu des Rouallahs qui lui raconte ses exploits aux côtés de Lawrence, l'officier britannique agent de l'Intelligence Service, devenu le roi sans couronne d'Arabie. De cette figure légendaire, il retiendra une technique militaire, la guérilla, et une devise : « C'est de la psychologie que dépend la victoire [4]. »

Après un séjour de quatre ans auprès des « derniers grands seigneurs du désert », l'officier colonial est nommé instructeur au groupe aérien d'observation du Maroc, où il forme notamment le lieutenant-colonel Antoine Argoud (que nous retrouverons en Algérie, devenu l'un des plus féroces experts de la « guerre antisubversive »). En juillet 1941, Lacheroy est affecté auprès du général de Lattre en Tunisie, avant d'être envoyé en juin 1942 à Dakar, auprès de l'état-major du général Salan. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, il participe à la campagne d'Italie, aux côtés du maréchal Juin, puis à celle d'Allemagne, dans la Ire armée du général de Lattre, qui lui demandera de le rejoindre en Indochine.

C'est ainsi qu'en février 1951 le jeune lieutenant-colonel débarque à Saigon, où il reçoit le commandement de l'important secteur de Biên Hoa, en Cochinchine, qui regroupe trois bataillons du 22e régiment d'infanterie coloniale, deux escadrons de l'arme blindée, ainsi que les unités supplétives, caractéristiques de la « France d'outre-mer » : caodaïstes [a], « unités mobiles de défense de la chrétienté Binh Xuyên », supplétifs des plantations et gardes des voies ferrées, soit un total de 8 000 hommes.

Rompu aux techniques de la guerre classique, qu'il a largement expérimentées pendant la Seconde Guerre mondiale, Lacheroy est complètement dérouté par l'ennemi qu'il est censé combattre : le Viêt-minh, dont les insaisissables combattants semblent être partout et nulle part à la fois et qui donnent bien du fil à retordre au corps expéditionnaire français, en dépit d'un effectif et d'un armement largement supérieurs.

« Avec ma batterie d'artillerie, mes pièces de position et une grosse dotation de mortiers, je disposais d'une supériorité matérielle considérable, explique-t-il aujourd'hui. En matière d'arme blindée, d'aviation et de marine, j'avais la suprématie absolue. Et pourtant, j'étais tenu en échec. [...] Certes, le jour, je contrôlais l'essentiel du pays utile et des axes de communication, mais j'étais loin d'y être le roi la nuit. Enfin, malgré nos efforts, le Viêt-minh conservait des poches importantes et des tas d'enclaves où il était à 90 % chez lui. En bonne logique militaire traditionnelle, ce bilan était anormal et il

a Fondé en 1926, le caodaïsme est une secte syncrétique très liée au système colonial, dont les membres furent largement recrutés par l'armée française lors de la guerre d'Indochine.

posait un problème. Pendant le reste de mon séjour, je me suis efforcé de creuser ce problème, d'en analyser les éléments, de le résoudre et de mettre noir sur blanc le résultat de mon travail [5]. »

« À aucun moment, vous ne vous êtes demandé si le but poursuivi par la France était bien légitime ?

– Non, jamais. Pour moi, il fallait défendre l'empire à tout prix, contre les agents du communisme mondial qui avait déjà commencé la Troisième Guerre mondiale [6]. »

L'option militaire du colonialisme français

La réponse du colonel Lacheroy est exemplaire de l'état d'esprit qui règne alors en France au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Humiliés par la défaite de 1940, les militaires traversent une crise profonde : « Qui veut comprendre l'état d'esprit de l'armée française doit réfléchir à la longue route qu'elle a parcourue depuis 1940, aux défaites qu'elle a subies, aux crises morales qu'elle a endurées, aux souffrances éprouvées, aux expériences vécues », écrira le colonel Roger Trinquier, un autre fervent défenseur de l'empire, dont nous reparlerons souvent dans ce livre. « L'armée a été profondément blessée par la défaite de la bataille de France [7]. »

En 1949, un rapport secret de l'Institut des hautes études de la Défense nationale tente de tirer la sonnette d'alarme auprès du ministère de tutelle : « La situation actuelle de l'armée française est lamentable. Jamais dans son histoire, elle n'a été atteinte d'un mal aussi profond, dans l'ordre moral comme dans l'ordre matériel [8]. »

Pour l'état-major français, l'enjeu des guerres coloniales est d'abord d'effacer cette image d'armée vaincue, en montrant sa puissance dans des territoires dont le rattachement à l'« empire » ne peut être en aucun cas remis en question. Un point de vue largement partagé par les politiques de tous bords, mais aussi par les intellectuels tels que Raymond Aron, qui, en octobre 1945, enjoint la France de tout faire pour sauvegarder l'Algérie française, faute de quoi « notre pays tomberait encore de plusieurs degrés dans l'échelle des nations [9] ».

C'est aussi la conviction du général De Gaulle, qui ne conçoit pas la restauration de la grandeur de la France sans celle de son empire, alors même que le récent conflit mondial a profondément ébranlé les empires coloniaux : « La fin de la Seconde Guerre débouche sur un changement radical au plan international, dont les tenants du maintien de l'empire ne tiennent pas compte, commente François Maspero. C'est d'abord que, pour venir à bout du totalitarisme nazi, les alliés occidentaux ont dû, en bonne logique, proclamer à la face du monde une idéologie antitotalitaire qui se traduit par la Charte des

Nations unies puis par la Déclaration universelle des droits de l'homme. Or il était difficile de ne pas faire figurer, bon gré mal gré, dans le cadre d'une dénonciation globale des systèmes d'oppression, celle du système colonial. De proclamer un idéal de libération de tous les hommes sans y inclure les colonisés. De parler au nom de l'humanité en en excluant une partie [10]. »

De même, signée le 14 août 1941, « quelque part en mer » par Roosevelt et Churchill, et prémisse au Pacte de l'Atlantique auquel souscrira la France en 1949, la Charte de l'Atlantique proclame le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, c'est-à-dire à l'autodétermination.

Pourtant, obsédé par la reconstruction du pays, le gouvernement français de l'après-guerre se révèle complètement insensible au vent d'émancipation qui souffle sur ses colonies. Un aveuglement qui entraînera de funestes conséquences : incapable d'envisager une solution politique conforme à l'inéluctable évolution historique, la France s'enferrera dans une option purement militaire pour résoudre ses problèmes coloniaux, laquelle suivra son implacable logique, envers et contre tous les principes moraux et éthiques, pourtant largement revendiqués par le « pays des droits de l'homme »...

Tandis qu'en Algérie la rébellion de Sétif du 8 mai 1945 est écrasée dans le sang, la métropole continue de considérer l'Indochine comme la « perle de l'empire ». Avec ses 25 millions d'habitants, la péninsule d'Extrême-Orient a toujours constitué le territoire le plus peuplé de la France d'outre-mer. Menée par Napoléon III et achevée sous la IIIe République, la conquête conduit à la création de l'Union indochinoise, en 1887. Désireux de casser l'unité politique vietnamienne qui caractérisait l'ancien empire conquis, le colonisateur s'emploie à le diviser en trois parties de statut différent : la Cochinchine, considérée comme une « colonie intégrée », fait juridiquement partie du territoire de la République ; l'Annam et le Tonkin, quant à eux, ont le statut de protectorat [a]. À ce triangle « vietnamien » – un terme banni par l'administrateur français et que ne cessera de revendiquer la future organisation Viêt-minh – s'ajoutent deux régions périphériques, le Laos et le Cambodge, l'ensemble de l'Union étant placé sous la houlette d'un gouverneur général.

À la différence des colonies de peuplement comme l'Algérie, l'Indochine est une colonie dite « d'exploitation », où 42 000 Européens [b] règnent sur 22 millions d'habitants, dont 17 millions de Vietnamiens. Dans la riche et fertile Cochinchine, les Français possèdent 300 000 hectares de rizières

a De par ce statut, les habitants « autochtones » de la Cochinchine sont réputés français, même s'ils ne jouissent pas de la citoyenneté, étant de simples sujets français. L'Annam et le Tonkin ont conservé leur souverain, qui « dirige » gouvernement et institutions.

b Dont 36 000 sont des « personnes de nationalité française par droit de naissance » et 3 000 des « personnes de nationalité française par naturalisation » ; 59 % sont des militaires et 19 % des fonctionnaires.

travaillées par des métayers indigènes, mais aussi des plantations d'hévéas, des mines et des usines textiles. Malgré l'imbroglio administratif et les injustices sociales et économiques qui caractérisent le « territoire d'outre-mer », prévaut toujours avant la Seconde Guerre mondiale un « humanisme colonial » qu'illustre parfaitement Charles Lacheroy : hauts fonctionnaires, militaires, intellectuels, théologiens et hommes politiques s'accordent pour reconnaître que les peuples les plus avancés ont le droit et même le devoir d'apporter le progrès aux « populations attardées ». Officiellement, en France, seul le Parti communiste proclame un anticolonialisme rhétorique, puisque celui-ci représente l'une des vingt et une conditions imposées par Lénine, en août 1920, pour qu'un parti puisse intégrer l'Internationale communiste.

L'empire français menacé en Indochine

La belle construction française en Indochine subit un premier coup de boutoir avec la débâcle de 1940 : stationnées aux frontières de la péninsule, les troupes japonaises de l'empereur Hirohito exigent du gouverneur général, le général Georges Catroux, la cession de certains aérodromes et le stationnement d'un contingent de 25 000 hommes sur le territoire. Catroux cède devant la promesse de Tokyo de respecter la souveraineté française sur l'Indochine. Bientôt limogé par Vichy, il est remplacé par l'amiral Jean Decoux, un pétainiste convaincu. Tandis que l'empire nippon n'a de cesse de proclamer qu'il libérera les peuples d'Extrême-Orient de la domination blanche, Decoux s'attend, dès la fin 1944, à un coup de main qui assurerait au Japon une emprise totale sur l'Indochine et aboutirait à l'indépendance de trois États : le Viêt-nam, le Laos et le Cambodge.

C'est chose faite le 9 mars 1945 : l'armée japonaise attaque les garnisons françaises et fait prisonniers la quasi-totalité de leurs soldats. C'en est fini de la souveraineté française en Indochine. En mettant hors jeu l'appareil colonial, le Japon contribue au développement de l'action du Viêt-minh, qui avait été créé quatre ans plus tôt en zone frontalière sino-vietnamienne, par un certain Nguyen Sinh Cung, dit Nguyen Ai Quoc, dit... Hô Chi Minh. Forme abrégée de *Viêt nam Doc Lap Dong Minh* (Ligue pour l'indépendance du Viêt-nam), le Viêt-minh représente, selon la terminologie officielle, un « large front national rassemblant non seulement les ouvriers, les paysans, les petits-bourgeois et les bourgeois nationaux, mais aussi les propriétaires terriens patriotes ». Son objectif est de lutter contre les « fascistes japonais » et contre « leurs complices français », en regroupant les divers groupes nationalistes autour d'une idéologie indépendantiste *a priori* peu marquée par l'idéologie communiste.

Dans les faits, la personnalité charismatique de son chef, un intellectuel formé à Paris et à Moscou, membre influent du Komintern, donnera vite la part belle au Parti communiste indochinois, que Hô Chi Minh avait fondé en 1930. En octobre de la même année, le comité central avait adopté le programme politique rédigé par le secrétaire général Tran Phu : « La révolution dans la période actuelle ne peut être qu'une révolution agraire et anti-impérialiste. La révolution démocratique bourgeoise est la période de préparation de la révolution socialiste. [...] Elle consiste essentiellement, d'une part, à effacer les vestiges du féodalisme, à liquider les méthodes d'exploitation précapitaliste et à réaliser la réforme agraire, d'autre part, à renverser l'impérialisme français et à rendre l'Indochine complètement indépendante. Ces deux aspects de la lutte sont intimement liés, car ce n'est qu'en renversant l'impérialisme qu'on peut abolir la classe des propriétaires fonciers et réaliser avec succès la révolution agraire, et ce n'est qu'en anéantissant le régime féodal qu'on peut renverser l'impérialisme [11]. »

Au lendemain du coup de force japonais, et alors que se profile la fin de la guerre, le général De Gaulle affirme sa volonté de rétablir la souveraineté française dans la péninsule. La chose paraît si naturelle que l'académicien André Chamson, un homme de gauche, reconnaîtra bien plus tard : « Le rétablissement de notre présence en Extrême-Orient me semblait faire partie de la restauration de la France, et même de la liberté, tout comme il en était allé pour l'Alsace et la Lorraine [12]. »

C'est ainsi que le 24 mars 1945 le Gouvernement provisoire de la République française rend public un nouveau statut de l'Indochine, reconnue comme partie intégrante de l'« Union française », qui remplace officiellement l'empire. Dans cette nouvelle construction, où l'on ne parle plus d'« indigènes » ni de « sujets », mais de « citoyens », l'Indochine reste une fédération, morcelée en cinq pays : la division coloniale entre Cochinchine, Annam et Tonkin est perpétuée, alors que sur place les Vietnamiens se battent pour la réunification de leur nation, du cap Saint-Jacques à Lang Son. Après la capitulation allemande, en juillet-août 1945, à la conférence de Potsdam, Américains et Anglais organisent le désarmement imminent des Japonais : il est confié aux Chinois pour le nord de l'Indochine, et aux Anglais pour le sud, le 16e parallèle constituant le ligne de démarcation entre les aires d'action des deux armées.

Au lendemain d'Hiroshima et de la capitulation définitive de Tokyo, comptant sur le soutien des États-Unis, qui ont toujours été hostiles à la présence française en Indochine, le Viêt-minh lance un appel à l'insurrection générale. Le 10 août 1945, Hô Chi Minh dirige vers Hanoi la petite armée de guérilleros formés par son bras droit et chef militaire, Vô Nguyên Giap. Les 5 000 hommes de l'« Armée de libération nationale » prennent d'assaut la capitale du Tonkin, devenu la base arrière du mouvement indépendantiste.

Le 2 septembre, alors que les Japonais signent la capitulation sur le porte-avions américain *Missouri*, est proclamée la République indépendante du Viêt-nam. « La révolution d'août est la première victoire du marxisme-léninisme dans un pays colonial et semi-féodal », affirmera, plus tard, le général Giap. L'ex-empereur Bao Dai abdique et devient conseiller du nouveau gouvernement, tandis qu'à leur tour le Laos et le Cambodge proclament leur indépendance. Pour la deuxième fois, l'Indochine française est rayée de la carte, au nez et à la barbe de Paris, qui n'a rien vu venir.

Curieuse coïncidence : c'est le jour de la capitulation japonaise que les Vietnamiens choisissent de proclamer leur indépendance, faisant écho aux Algériens, qui, quatre mois plus tôt, le 8 mai 1945, le jour de la capitulation allemande, s'étaient soulevés dans le Nord-Constantinois, comme pour signifier que le succès allié était aussi celui du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ainsi que le stipulent les chartes de l'Atlantique et de l'ONU. Au moment où se termine le second conflit mondial, la France se trouve confrontée à l'irruption simultanée des nationalismes algérien et vietnamien. Les signaux sont clairs, mais elle a décidé de ne pas les voir, en jouant, dès la capitulation japonaise, la carte militaire.

Le choix des armes

C'est ainsi que le 5 octobre débarque à Saigon un corps expéditionnaire, dirigé par le général Leclerc, avec le groupement Massu de la 2e DB, dont la mission est de « dégager la capitale cochinchinoise ». Convaincus que l'enjeu est bien la « grandeur de la France », les militaires désignés ou volontaires n'ont pas d'états d'âme, comme le raconte, dans l'un de ses nombreux livres, le général Marcel Bigeard, qui à l'époque n'est encore que capitaine : « Octobre 1945, je pars en Indochine, une partie merveilleuse de notre empire. À l'époque, j'y crois. Gaby aimerait me voir rester. Pour moi, c'est impossible, j'irai là où la France se bat. Toute mon enfance, je l'ai vécue dans l'héroïsme des poilus de 14-18. Gamin, j'ai côtoyé les grands blessés, les mutilés, les gueules cassées. Nos instituteurs disaient : "Mourir pour la patrie, c'est le sort le plus beau, le plus digne d'envie." Tout ça j'y ai cru. Ça m'a marqué [13]. »

Au début de 1946, alors que les Britanniques commencent à évacuer la zone qui leur avait été confiée, les Français sont pratiquement maîtres de l'Indochine au sud du 16e parallèle. Quant au Cambodge et au Laos, ils ont été « repris en main ».

Restent le Tonkin et sa capitale Hanoi, où siège le gouvernement vietnamien. Le 6 mars 1946, un accord est signé entre Hô Chi Minh et Jean Sainteny, commissaire de la République à Hanoi, qui prévoit la reconnaissance du

Viêt-nam en tant qu'État libre dans le cadre de la « Fédération indochinoise et de l'Union française » [14]. Malgré les critiques parfois virulentes de ses compagnons, Hô Chi Minh fait des concessions importantes, puisqu'il renonce, momentanément du moins, à l'indépendance et à l'unité vietnamiennes, tandis qu'il autorise l'installation des troupes du général Leclerc dans tout le pays, ce qui ne peut que favoriser un retour à l'ordre colonial.

Et puis c'est l'entourloupe en bonne et due forme. Qui l'a décidée ? Près de soixante ans plus tard, les historiens n'ont toujours pas tranché. Toujours est-il qu'en juillet 1946, au moment où le chef du Viêt-minh s'envole pour la conférence de Fontainebleau, où doivent être précisés les liens qui uniront l'État vietnamien à l'Union française, l'amiral Thierry d'Argenlieu, haut commissaire en Indochine, encourage la proclamation de la République autonome de Cochinchine, violant ainsi les accords du 6 mars.

Placé devant le fait accompli, Hô Chi Minh n'a d'autre solution que de signer avec le ministre Moutet un *modus vivendi*, qui, laconique, prévoit de nouvelles négociations en janvier 1947, pour un « accord ferme et définitif ». Celles-ci n'auront jamais lieu...

Tandis qu'au Tonkin les incidents se multiplient entre les deux armées, Français et Vietnamiens se querellent sur la question des droits de douane. Bien que l'accord du 6 mars ait prévu que cette question serait réglée par des négociations ultérieures, le 10 septembre, les Français décident de reprendre en main le service des douanes maritimes. Le 20 novembre, à Haiphong, des soldats chinois tirent sur un bateau français qui remorque une chaloupe de contrebande saisie par la Sécurité militaire [a]. La fusillade se généralise. Des hommes du Viêt-minh assassinent les officiers et sous-officiers de la mission française d'Haiphong. Des barricades sont dressées.

Commandant les troupes du Tonkin, le général Morlière parvient à obtenir un cessez-le-feu, mais sa volonté d'apaisement n'est pas partagée par son subordonné, le colonel Dèbes, qui dirige le secteur d'Haiphong, ni par son supérieur, le général Valluy, qui, le 22, envoie cet ordre sans ambiguïtés : « Le moment est venu de donner une dure leçon à ceux qui nous ont traîtreusement attaqués. Par tous les moyens à votre disposition, vous devez vous rendre maîtres complètement d'Haiphong et amener le commandement de l'armée vietnamienne à résipiscence. »

Le lendemain, après avoir lancé un ultimatum, les Français passent à l'attaque, en mobilisant l'aviation et la marine. Bilan : 6 000 morts dans la population civile. Un massacre que Jacques Raphaël-Leygues, commissaire de la marine, décrit en ces termes : « La vision de Haiphong, après les bombardements du 23 novembre, [...] est terrible. La ville est complètement détruite. Les murs tronqués fument et la ville est sillonnée de jeeps conduites par des légionnaires allemands à la barbe blonde qui font la loi [15]. » Quant à André Chamson, ancien membre du Front populaire, qui préface le livre de Jacques Raphaël-Leygues, il s'interroge : « Mais comment avons-nous pu accepter, même tacitement, les massacres d'Haiphong avec leurs 6 000 cadavres, femmes et enfants confondus ! Comment n'avons-nous pas compris que tout se renversait et que nous étions en train de devenir parfois "les autres" ! Ce n'était pas la peine d'avoir abattu Hitler et d'avoir mis un terme au règne de l'Ordre noir, si c'était pour traiter les autres comme ces démons nous avaient traités nous-mêmes ! »

a Alors présent à Haiphong, le général Jean Compagnon m'a confirmé que c'étaient bien les Chinois qui avaient tiré sur le bateau, et non les Vietnamiens (entretien avec l'auteur, 25 février 2003).

Pas de chance pour la paix : au moment où les défenseurs acharnés de l'empire tiennent le terrain en Indochine, la France n'a plus de gouvernement. Georges Bidault est démissionnaire le 28 novembre (après les élections du 10 novembre, marquée par le succès du PCF), et Léon Blum n'obtient l'investiture que trois semaines plus tard. Le 13 janvier 1947, le général Leclerc remet un rapport au nouveau et éphémère président du Conseil [a], où il recommande vivement de « gagner la partie politique dans les meilleurs délais », faute de quoi la France « se laissera entraîner à une nouvelle guerre ». Et de conclure : « Les événements d'Indochine ont d'importantes répercussions sur le reste de l'Union française. De la manière dont nous résoudrons le problème dépend l'avenir de la France [16]. » Et de l'empire, fût-il relooké.

Finalement, le choix des armes va l'emporter. À l'heure où les États-Unis confirment aux Philippines l'indépendance promise avant la guerre et où la Grande-Bretagne abandonne le sous-continent indien, à peine posée sur ses fonts baptismaux, la IV[e] République entame sa première guerre coloniale...

a Léon Blum est censé remettre sa démission au premier président de la IV[e] République, dont l'élection est prévue le 16 janvier. Il a déjà fait savoir qu'il ne serait pas candidat à sa propre succession.

2

En Indochine, l'invention de la « guerre moderne »

Il m'a donné rendez-vous dans son appartement cossu du VIII[e] arrondissement. À quatre-vingt-sept ans, le général Compagnon est issu d'une grande famille parisienne qui possède tout un immeuble, rue de... Moscou, à Paris. Lecteur assidu, passionné d'histoire, membre de l'Académie des sciences d'outre-mer, Jean Compagnon est un spécialiste reconnu des questions militaires, que sollicitent régulièrement journalistes et universitaires. Ancien élève de Saint-Cyr, il a participé à la bataille de Normandie, puis à la Libération de Paris, dans la 2[e] division blindée du général Leclerc.

En octobre 1945, il débarque à Saigon avec le groupement de marche de la 2[e] DB, qui participe à la « pacification de la Cochinchine » et au « débarquement à Haiphong ». En clair : à la reconquête militaire de l'Indochine, peu après la proclamation de l'indépendance du Viêt-nam par Hô Chi Minh. À l'instar de son collègue Lacheroy, qu'il a croisé notamment à l'École supérieure de guerre de Paris, le général Compagnon écrit ses Mémoires, où il s'attarde longuement sur son expérience indochinoise.

Signe révélateur : alors qu'officiellement la France n'est pas en guerre, puisqu'elle ne l'a pas déclarée, pour les militaires du corps expéditionnaire français, il ne fait pas l'ombre d'un doute que c'est bien une guerre qu'on leur a demandé de mener, même si le gouvernement est censé négocier avec le chef du Viêt-minh. Une ambiguïté originelle, qui sera maintenue tout au long du conflit, et que résume cette déclaration du député Jacques Bardoux (le grand-père de Valéry Giscard d'Estaing), devant l'Assemblée nationale, le 21 mars 1947 : « Il ne s'agit pas, quoi qu'on ait dit, d'une expédition, d'une reconquête, d'une guerre, mais d'une opération de police [1]. » Drôle

d'« opération de police » qui mobilise déjà, au moment où parle l'élu français, quelque 115 000 militaires [a].

« Guérilla contre guérilla »

« Je suis arrivé dans le premier bateau qui a remonté la rivière de Saigon, et j'ai tout de suite compris que l'adversaire auquel nous avions affaire était totalement nouveau, me raconte le général Compagnon. J'ai compris aussi que cette guerre n'avait rien à voir avec celle que nous venions de mener en Europe.

– En quoi était-elle différente ?

– La Seconde Guerre mondiale fut une guerre linéaire, avec un front vers lequel on progressait pour affronter les lignes ennemies et les repousser. C'est comme ça qu'on a libéré Alençon, puis Paris. Tandis qu'en Indochine il n'y avait pas de front, c'était une guerre de surface, avec des ennemis par conséquent qui sont partout, derrière vous, devant vous, à côté de vous. Nous étions en état d'alerte permanente.

– Est-ce que cela a changé vos habitudes militaires ?

– Complètement ! Nous avons bien été obligés de nous adapter ! Par exemple, je commandais les blindés du colonel Massu : j'ai immédiatement vu qu'il ne servait à rien de mener des actions de masse avec les chars, mais, au contraire, qu'il fallait les disperser très largement sur le terrain. Concrètement, mes pelotons de cinq chars, je les ai divisés et les ai envoyés dans la nature avec de petits groupes d'infanterie. Au fur et à mesure de la guerre, le corps expéditionnaire a été totalement éclaté sur l'ensemble du territoire. Nous avons innové, mais ça n'a pas suffi, car en face l'ennemi était redoutablement organisé [2]... »

En fait, le Viêt-minh mène une guerre de « guérilla » qu'il n'a pas inventée, mais largement perfectionnée. Ainsi que le rappelle le lieutenant Morio, auteur d'une conférence intitulée « Évolution du combat de nuit dans la guerre d'Indochine » (et conservée dans les archives du SHAT, le Service historique de l'Armée de terre), cette technique militaire fut déjà utilisée pendant la guerre de Vendée par les Chouans, harcelant par des attaques surprises et dispersées les troupes républicaines, ou par Lawrence d'Arabie, dans le désert syrien, ou encore par Tito en Yougoslavie. De même, la résistance à l'occupation nazie s'organisa autour de maquis menant une guerre de guérilla, encouragée notamment par Staline, qui, dans un appel radiodiffusé du

---

a Trois ans plus tard, les effectifs engagés seront de 68 000 militaires français de « souche », 54 000 Africains (Marocains, Algériens, Sénégalais) et 45 000 Indochinois ; en 1954, on comptera 335 000 hommes et 140 000 maquisards.

3 juillet 1941, soit douze jours après le début de l'offensive allemande, déclarait : « Dans les régions occupées par l'ennemi, des sections de partisans, montées ou à pied, doivent être créées. La guérilla doit tout embraser. Elle doit procéder à la destruction des ponts et des routes, du matériel militaire, téléphonique et télégraphique, des dépôts et trains de munitions. L'ennemi et ses suppôts doivent être placés dans des conditions d'existence insupportables. Ils doivent être pourchassés, pas à pas, puis anéantis [3]. »

S'il n'a donc rien inventé, le Viêt-minh a su en revanche transformer la technique en un outil d'une redoutable efficacité, en l'intégrant dans un programme politique et militaire cohérent, qui s'inspire essentiellement de l'expérience des communistes chinois. Formés à l'école de Mao Zedong, les chefs du Viêt-minh savent que pour gagner la guerre contre les Français, plus nombreux et mieux équipés, il faut jouer la stratégie de l'espace – en s'étendant pour disperser l'effort de l'adversaire –, mais aussi du temps.

Chef militaire et bras droit de Hô Chi Minh, le général Giap explique clairement la tactique qui finira par mettre à genoux l'armée de l'une des plus grandes puissances militaires : « Éviter l'ennemi quand il est fort, l'attaquer quand il est faible ; se disperser ou se regrouper, livrer des combats d'usure et d'anéantissement suivant les cas ; attaquer l'ennemi partout, afin que, partout, il se trouve submergé par une mer d'hommes armés hostiles, afin de miner son moral et d'user ses forces. [...] Comme l'accumulation des coups de vent fait la tempête, l'accumulation des succès remportés lors de petits combats use graduellement les forces vives ennemies tout en alimentant graduellement notre potentiel [4]. »

L'Indochine, avec ses montagnes couvertes de forêts tropicales et de jungles de bambou, ses rizières, ses vastes régions marécageuses, comme la plaine des Joncs, au sud de Saigon, offre un cadre idéal pour ce genre de lutte. Difficile d'accès, car dépourvue de routes, abritant dépôts, ateliers, et hôpitaux clandestins, et parfois souterrains, la quasi-totalité du territoire peut servir de refuge pour les guérilleros et de base de départ pour leurs opérations. Alors que le corps expéditionnaire est tributaire pour ses déplacements des rares voies de communication et des quelques aérodromes, le combattant vietnamien peut marcher des jours dans la jungle, se cacher des heures dans la rizière ou dans les forêts, avec pour toute réserve un « boudin de riz » et quelques grammes de sel pour une semaine.

Une ténacité farouche qui provoque l'admiration des militaires français, ainsi que le prouve cette documentation de l'état-major, retrouvée dans les archives du SHAT : « Cette armée VM possédait des qualités militaires hors pair :

– déplacement en tous terrains sur des centaines de kilomètres, à raison de 25 km/jour, avec vivres et munitions,

– sait se rendre invisible grâce à un art du camouflage, se battre sans appui d'artillerie et sans se soucier des arrières,

– logistique légère : 3 kg par homme et par jour contre 9 kg chez les Français [5]. »

Parfois, la description est plus enflammée, mais derrière le lyrisme n'en perce pas moins la fascination : un autre texte, non daté et anonyme, intitulé « Guérilla contre guérilla », décrit les « hordes de l'ennemi », approvisionnées par des « nuées de porteurs à dos venus de dépôts d'armes cachés dans des grottes » qui se lancent telles des « tentacules dans les arrières des Français », entraînant un « étranglement progressif et efficace. [...] Sans uniforme, maigrement équipés de quelques grenades et d'un vieux fusil, comme autant d'insectes cherchant à sucer le sang d'un animal, ils ne lâchaient pas leur emprise sur les organes vitaux de l'ennemi ».

Sachant tirer parti de l'environnement qu'ils connaissent comme leur poche, les soldats du Viêt-minh utilisent des pièges traditionnels telles que les « chausse-trapes », de petites branches en bois munies de piques affilées d'une flèche de 30 à 60 cm, comprenant des crocs comme des hameçons. Nombreux sont les Français qui ont fini empalés sur ces lances meurtrières, dissimulées au fond d'un trou. L'autre hantise du corps expéditionnaire, ce sont les mines qui parsèment voies et sentiers [a].

Les intuitions du colonel Trinquier

Et puis, il y a la nuit, incontrôlable et incontrôlée, où tout peut arriver, sans que les Français n'y puissent jamais rien, ou si peu. Cette obsession de la nuit est telle que le lieutenant Morio y consacre une conférence, dans laquelle il hasarde cette explication : « Les Européens voient moins bien de nuit que les peuples moins évolués [6] ! »

De même, le colonel Lacheroy n'en finit pas de décliner le thème de la nuit, dans ses nombreuses conférences sur son expérience indochinoise : « De jour, nous parvenons, tant bien que mal, à conserver la situation en main ; mais dès que la nuit tombe, malgré nos sentinelles, nos patrouilles et nos embuscades, le Viêt rôde et accomplit ses missions :

– il harcèle nos postes et nos tours avec ses engins à tir courbe ;

– il place ses mines et ses pièges sur nos axes de communication ;

– il regonfle ses finances en pénétrant par les communs, chez le commerçant vietnamien, chinois, hindou ou français, pour lui rappeler sous la

a C'est ainsi qu'a perdu la vie, en mai 1954, le célèbre photographe Robert Capa, dans le delta du fleuve Rouge.

menace de son arme la taxe de guerre dont il ne s'est pas acquitté ou la commande de matériel qui lui a été passée et qu'il n'a pas encore livrée ;

– il guette dans l'ombre pour le châtier dans sa personne ou dans celle de ses proches celui qui s'est compromis pour nous ;

– il noue des contacts avec les familles de nos partisans pour arracher, généralement par crainte de représailles, des renseignements sur nos postes, des promesses de désertions, des complicités intérieures en cas d'attaque.

C'est tout cela qui fait que nous menons là-bas une "guerre pourrie". Il n'y a pas de fronts ni de frontières pour protéger nos vies, nos réalisations et même nos desseins. »

Et de conclure : « Partout, malgré nos efforts et ceux des autorités légales vietnamiennes, *le pays nous échappe*[7]. »

Aujourd'hui encore, Charles Lacheroy est intarissable sur le rôle de la nuit dans ce type de guerre. Manifestement, c'est un point clé qu'il n'a eu de cesse de transmettre aux milliers d'officiers qu'il a formés : « Nous avons compris tardivement que pour gagner contre le Viêt-minh, il fallait être maître de la nuit, alors que nous étions habitués à nous coucher avec les poules ! Heureusement, en Algérie, nous n'avons pas commis la même erreur...

– Concrètement, ça voulait dire quoi ?

– Eh bien, faire des patrouilles de nuit... Vous comprenez, quand vous en arrivez à un point où vous ne pouvez pas aller pisser dehors sans que votre adversaire le sache, on n'en sort plus ! En fait, la clé de la nuit, c'est la population qui la tient, ce que Mao appelait les "arrières". Fidèle à ses enseignements, le Viêt-minh avait très bien compris qu'il fallait soigner les arrières, avant de soigner la troupe. Évidemment, ce n'est pas comme cela que travaille une armée classique[8]... »

Dans ces mots pointe un reproche à peine voilé, partagé par un certain nombre d'officiers qui ont « fait l'Indochine » : le sentiment que l'état-major ne comprend rien à la guerre menée par le Viêt-minh et que, faute de savoir innover, l'armée est condamnée à l'échec. Certains de ces « contestataires » sont précisément ceux qui « innoveront » le plus, quelques années plus tard, en Algérie, au risque d'y perdre leur âme...

Parmi eux, le colonel Roger Trinquier[a] que son livre *La Guerre moderne*, publié en 1961[9], rendra célèbre, on le verra, dans toutes les armées du monde. « Le colonel était un militaire classique, qui ne concevait la guerre que dans le cadre strict du champ de bataille », écrit-il en 1976, commentant sa première année en Indochine, où il a alors le grade de commandant. « Toute autre action lui semblait inutile, oiseuse et indigne d'une unité de choc. Il était saint-cyrien, breveté de l'École de guerre. La science qu'il avait

a Le colonel Trinquier est décédé le 11 janvier 1986.

acquise dans ces écoles lui paraissait la panacée pour résoudre tous les problèmes posés à une unité militaire[10]. » Et d'ajouter : « Chaque fois que quelques officiers, en Indochine comme plus tard en Algérie, ont cherché à adapter nos méthodes de guerre à celles de l'adversaire, ils se sont heurtés à une incompréhension systématique, à une opposition sourde de la grande masse de l'armée. Un esprit routinier, une rare étroitesse d'esprit, le manque d'imagination, la certitude pour certains de posséder la vérité sans avoir besoin de la chercher, la suffisance de beaucoup de cadres supérieurs, voilà parmi beaucoup d'autres, les causes qui nous ont fait perdre la guerre d'Indochine et celle d'Algérie. »

Désorienté par l'absence de front qui caractérise cette « guerre de surface », l'état-major oscille en permanence entre deux options : concentrer les forces, au risque d'abandonner une bonne partie du pays à l'emprise du Viêt-minh, ou disperser les moyens pour tenir le maximum de terrain, avec le danger de s'offrir aux coups de l'adversaire. Dans la première partie de la guerre, c'est-à-dire jusqu'à la victoire de Mao Zedong en Chine, en 1949, le corps expéditionnaire français est souvent mobilisé pour effectuer des opérations de « ratissage », aussi fastidieuses que meurtrières : « C'est une tâche difficile et ingrate, reconnaît à l'époque le député gaulliste Raymond Dronne, dans un pays d'eau et de boue, de rizières et de jardins plantés d'aréquiers et d'arbres fruitiers, coupé de lacis compliqués de canaux, de rivières, d'arroyos, de rachs, saupoudré de villages, de hameaux, d'habitations isolées, dont beaucoup ne sont accessibles que par voie d'eau. Le rebelle est dans son élément, il bénéficie de la complicité volontaire ou forcée de la population, il passe de l'état de paisible paysan à celui de guérillero et réciproquement avec la plus grande facilité. Il circule dans ces dédales d'eau rapidement et silencieusement sur de minuscules sampans, il connaît les mystères des marées à retardement des arroyos les plus reculés[11]. »

Le désarroi du capitaine Léger

Face à un ennemi aussi mouvant et fluide, une « espèce d'entité sans front ni arrières, qui se répand partout à la façon d'un gaz », selon le mot de Lawrence d'Arabie, les opérations de « nettoyage » sont autant de coups d'épée dans l'eau, entraînant le découragement d'officiers comme le capitaine Paul-Alain Léger[a], autre « contestataire », qui deviendra un acteur « innovateur » de la guerre d'Algérie (voir *infra*, chapitre 8).

a Paul-Alain Léger est décédé à Paris, le 31 décembre 1999.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, ce résistant de la première heure avait été affecté au Bureau central de renseignement et d'action (BCRA) de Londres, puis parachuté dans un maquis de l'ouest de la France. Volontaire pour l'Indochine, il débarque à Saigon en février 1946. Aussitôt, son unité est engagée dans une « multitude d'opérations de ratissage montées dans les régions les plus variées de Cochinchine » : « Pour ma part, je commence à avoir un doute sur l'efficacité de ce genre d'action, écrira-t-il en 1983. J'ai le souvenir du combat du Bois d'Anjou, au cours duquel nous avions échappé au ratissage de troupes nombreuses et aguerries. Comment pourrait-il en être autrement dans un pays couvert de jungle épaisse où l'ennemi peut vivre, se déplacer et imposer un combat d'embuscades meurtrières [12] ? »

Parfois, la perplexité laisse la place au désarroi le plus profond, comme en témoigne le récit de cet « ancien d'Indochine » : « Il y a des heures où nous sommes si découragés que nous avons envie de tout abandonner. Les postes toujours attaqués, les routes toujours coupées, les convois que l'on doit obligatoirement escorter, les attentats contre les isolés, les coups de feu dans toutes les directions chaque soir et, comme encouragement, l'indifférence de la France [13]. »

Pour occuper le terrain, le général de Latour fait construire en bordure des routes, tous les kilomètres, des tours en bambou dotées d'une mitrailleuse et d'un drapeau tricolore accroché au sommet d'une perche. Hérissant le paysage, tels des donjons médiévaux, ces fortins sont dirigés par un officier ou un sous-officier du corps expéditionnaire qui commande le plus souvent à des Vietnamiens – tirailleurs ou supplétifs – contraints de dormir sur place, après avoir tiré l'échelle. De ces petites places fortes partent des patrouilles chargées de débusquer les « Viêts », et de découvrir les caches d'armes. Leur mission militaire se double d'une activité sociale – ouverture d'écoles, approvisionnement des marchés –, censée rassurer les populations et les amener à se rallier. Car, très vite, les militaires français comprennent que la technique de guérilla développée par le Viêt-minh n'est que la face émergée d'un programme éminemment politique, reposant sur ce qu'ils appellent le « contrôle idéologique des populations ».

Dès décembre 1946, le général Morlière, commandant les troupes françaises en Indochine du Nord, note dans un rapport secret l'« impasse » dans laquelle il se trouve, en décrivant les spécificités du mouvement ennemi :

« – Un noyau dur représenté par un parti dynamique concentrant entre ses mains les pouvoirs politiques et militaires et recrutant ses militants et ses cadres parmi les couches les plus jeunes de la société ;

– un discours politique mêlant habilement nationalisme et idéologie révolutionnaire ;

– un outil privilégié : la propagande à destination de la population, dont le ralliement s'avère l'élément déterminant de la lutte engagée contre le pouvoir colonial. »

Ce que le général Leclerc résume d'une phrase lapidaire, en désignant les chefs du Viêt-minh comme une « poignée d'agitateurs abusant de la naïveté du peuple [14] ».

Tandis que le Gouvernement révolutionnaire annamite, réfugié dans le Tonkin, au nord de l'Indochine, mène un train de réformes appliquées dans les « zones libérées » – journées de huit heures, salaire minimum, droit de grève, réforme agraire et campagne d'alphabétisation –, Hô Chi Minh dirige un appareil politique, militaire et administratif pyramidal, où le Parti communiste vietnamien détient tous les leviers de commande. Reposant sur une structure ternaire répétée à tous les échelons – trois hommes forment une cellule de base, trois cellules un groupe, etc. –, l'organisation clandestine s'appuie sur la coordination des forces militaires, elles-mêmes divisées en trois sections : les troupes régulières, dirigées par le général Giap, les troupes régionales et les milices populaires. Les premières sont chargées « de mener la guerre de mouvement sur un vaste théâtre d'opérations pour anéantir les forces vives de l'ennemi » ; les deuxièmes ont la mission « d'opérer dans leur région et de coordonner, avec les troupes régulières, les partisans et guérilleros ». Quant aux milices populaires, qui représentent la bête noire du corps expéditionnaire français, elles ont pour tâche « de défendre leur village, de participer à la production et de se joindre aux troupes régulières et aux unités régionales, tant pour préparer que pour mener le combat [15] ».

Un « ennemi étonnant »

Dans ce dispositif, les « arrières » si chers au colonel Lacheroy, c'est-à-dire la population, jouent un rôle fondamental. Sur tout le territoire, dans les zones « libérées » mais aussi « occupées », le Viêt-minh a mis en place un système d'« encadrement des masses », calqué sur les structures traditionnelles de la société vietnamienne, où « chaque village était soumis à un conseil de notables aux fonctions hiérarchisées. Celui-ci veillait notamment à ce que chacun accomplisse exactement ses devoirs civiques ou religieux [16] ». À l'ancien système administratif mandarinal, le Viêt-minh a substitué progressivement la hiérarchie des « comités administratifs », devenus en 1949 les « comités exécutifs et résistants », eux-mêmes coiffés par un « comité central ». Dans le même temps, il s'est appuyé sur les réseaux de la vie associative, traditionnellement très développés au Viêt-nam, où existait une multitude de confréries et fraternités, pour grouper la population dans des structures locales, dirigées par des représentants du Parti communiste.

Mobilisés et encadrés en permanence, les habitants se trouvent ainsi insérés, bon gré, mal gré, dans une organisation politico-administrative reposant sur une double hiérarchie :

– une hiérarchie territoriale qui regroupe les populations depuis l'échelon local le plus bas – le village ou le quartier – jusqu'à l'échelon régional, puis provincial ; au sommet se trouve le gouvernement central avec le président Hô Chi Minh, le vice-président Pham Van Dong et le conseil des ministres ;

– une hiérarchie fonctionnelle, composée d'associations – syndicats paysans, mouvement de jeunesse, sociétés sportives, écoles, dispensaires, etc. – constituant le *Lien Viet*, qui rassemble tous les habitants selon leur sexe, âge, profession et religion.

Conscient de son infériorité militaire, le Viêt-minh s'emploie très tôt à la compenser par une arme redoutable : la propagande, qui, contrôlée par le tout-puissant ministère de l'Information, s'adapte minutieusement à l'auditoire visé, qu'ils soient paysans, militaires, intellectuels, catholiques ou membres de minorités ethniques. Partout, dans les coins les plus reculés du pays, il organise des campagnes d'émulation et des séances journalières d'endoctrinement, à grand renfort de slogans et de consignes révolutionnaires, fondées sur l'inculcation de la haine (*Cam Thu*) et la dénonciation constante des crimes du colonialisme. Développant la pratique de la critique et de l'autocritique individuelles et collectives, qui provoquera chez les Français ayant à la subir un sentiment ambivalent de fascination-répulsion, Hô Chi Minh et ses hommes accordent aussi un intérêt particulier à la propagande destinée aux soldats nord-africains du corps expéditionnaire, pour qui ils rédigent des tracts en arabe.

« C'était un ennemi étonnant », dira sobrement le général Salan. « Un ennemi qui a des yeux et des oreilles un peu partout autour de nous », écrit le capitaine Paul-Alain Léger.

« En fait, m'explique le général Compagnon, le Viêt-minh exerçait une pression permanente sur la population, qui est devenue le véritable enjeu de la guerre. Je me souviens qu'un jour nous avons séjourné dans un village, où les gens nous ont très bien reçus. Quelque temps plus tard, nous sommes revenus, la population nous était devenue hostile, car les communistes étaient passés par là... C'est vraiment en Indochine que j'ai touché du doigt la force du communisme. Ce qui fait que, lorsque je suis rentré en France, j'ai essayé d'expliquer à l'École des blindés de Saumur qu'on se trompait complètement en continuant d'enseigner la guerre qu'on venait de faire en Europe. Je leur ai dit que gagner la guerre n'était plus une question de puissance militaire, mais une question politique, et que là les communistes avaient une longueur d'avance. J'en étais tellement persuadé que, bien après, certains de mes anciens camarades m'ont dit : on croyait que tu étais devenu communiste [17] ! »

À l'instar du général Compagnon, nombreux sont les officiers de terrain – « ceux qui se coltinent le boulot », comme le dit crûment le général Bigeard – qui comprennent qu'il ne s'agit pas seulement de combattre une force militaire, mais une « organisation politico-administrative tentaculaire », selon l'expression du capitaine Prestat, auteur de plusieurs conférences à l'École supérieure de guerre de Paris. Aujourd'hui général en retraite, il travailla notamment sous les ordres du colonel Lacheroy, lorsque celui-ci dirigeait les Services d'action psychologique, les fameux « 5es bureaux », à Alger.

En Indochine, Maurice Prestat dirigea pendant deux ans une compagnie du 1er régiment colonial de parachutistes : « Il y avait vraiment une coupure entre l'état-major et les capitaines, comme moi, qui découvraient ce que nous appelions la "guerre moderne", se souvient-il. Très vite, nous avons compris qu'il ne suffisait pas de contrôler le territoire, mais qu'il fallait surtout s'atteler à une tâche ô combien plus difficile : la destruction des réseaux du Viêt-minh, ce qui supposait de développer le renseignement au sein de la population, chose que nous ne savions absolument pas faire. Nous avons compris aussi qu'il fallait répondre à la propagande du Viêt-minh par notre propre propagande, ce qu'on appelle en termes militaires l'action psychologique [18]. »

Comment détecter l'ennemi ? Comment lire dans les « indéchiffrables visages des *nha qué* (paysans) si on a affaire à un agent du Viêt-minh » ? Cette question obsède les officiers qui commencent à défiler à l'École supérieure de guerre, pour transmettre leur expérience. Orateur talentueux, Charles Lacheroy sait mieux que quiconque exposer les enjeux de cette « guerre moderne » : « À l'intérieur des zones que nous occupons militairement et où s'est implantée l'administration vietnamienne, le Viêt-minh est parvenu à maintenir des "îlots d'insécurité" nombreux et reliés entre eux par un réseau de communications clandestines et généralement nocturnes qui mordent dans notre dispositif militaire. [...] Il trouve toujours auprès des populations, facilement manœuvrées par ses agents secrets, des formes de complicité passive ou active qui font que des isolés et même des détachements viêt-minh peuvent venir, à notre insu, travailler contre nous jusqu'aux bords même de nos postes. Ce n'est que très difficilement qu'avec nos services de sûreté et de contre-espionnage, le 2e bureau [a] parvient à entretenir quelques rares agents en zone rebelle, agents très vite dépistés et abattus. Mais il n'a pas et ne peut pas avoir, à cette époque, un réseau de renseignements rappelant, même de loin, celui dont bénéficie l'ennemi chez nous et dont les ramifications

---

a Au sein des états-majors, le 1er bureau est chargé de l'organisation et de l'administration ; le 2e du renseignement (à l'exception de l'espionnage et du contre-espionnage) ; le 3e de l'instruction et des opérations ; le 4e des moyens (matériel et transports).

s'étendent jusqu'à nos domestiques et jusqu'au petit personnel de nos états-majors [19]. »

Une « guerre pourrie »

À la fin de 1948, les Français peuvent se targuer de contrôler tout le « Viêt-nam utile », à savoir les plaines les plus riches et les plus peuplées. Quant au reste du territoire, il est complètement « pourri » – selon l'expression consacrée du corps expéditionnaire – par le Viêt-minh, qui profite alors d'un événement majeur pour son évolution : l'entrée des troupes de Mao à Pékin, le 20 janvier 1949. Aussitôt, le nouveau pouvoir chinois reconnaît la République démocratique du Viêt-nam et met à sa disposition des camps d'entraînement où viennent se former les divisions du général Giap, sur le modèle de l'Armée rouge. Fini les guérilleros va-nu-pieds aux munitions rationnées, l'armée vietnamienne a désormais les moyens de préparer la troisième phase du programme qu'avait défini Truong Chinh, le secrétaire général du Parti communiste, dans un opuscule de 1947 intitulé *Nous vaincrons certainement*. Il y distinguait trois phases pour la conquête du pouvoir : essentiellement défensive, la première est basée sur la guérilla ; vient ensuite la phase dite « d'équilibre », où la guerre de mouvement accompagne la guérilla. Enfin, le corps de bataille progressivement constitué passe à la contre-offensive générale.

C'est dans la jungle, en territoire méo où est cultivé l'opium avec la complicité secrète des Français, que le corps expéditionnaire fait la douloureuse expérience de ce changement de cap. Et plus précisément sur la route coloniale numéro 4 (RC4), qui relie Langson à Cao Bang sur 116 kilomètres. En octobre 1950, la première bataille d'envergure de la guerre d'Indochine restera dans les annales comme le « désastre de Cao Bang » : encerclés par 30 000 soldats viêt-minhs, en quelques jours, sept bataillons français sont pratiquement anéantis (on compte au moins 2 000 tués et 2 500 prisonniers).

« Ce fut l'horreur absolue », me dit aujourd'hui le capitaine Yves de La Bourdonnaye, qui appartenait alors au 1er régiment colonial de parachutistes, et qui n'a pas la réputation d'être un tendre [20]. Un avis partagé par tous les survivants, comme le lieutenant Lefébure, qui écrira bien plus tard : « La guerre, je l'avais connue en Italie, en France, en Allemagne. Sur la RC4, je n'ai vu qu'une boucherie à laquelle rien ne peut se comparer. À Paris, en notre honneur, l'Assemblée nationale observera une minute de silence. J'en suis flatté [21]. »

Remarque amère qui résume bien le sentiment général régnant alors au sein du corps expéditionnaire français : celui de mener une guerre « pourrie » et oubliée, loin des yeux et loin du cœur de la métropole, qui, obsédée par les

problèmes de ravitaillement et de reconstruction de l'après-guerre, ne se passionne guère pour ce conflit lointain où les appelés du contingent n'ont pas été mobilisés. Au plus fort de la guerre, il n'y aura jamais plus de 100 000 métropolitains en Indochine, dont un tiers de civils.

« Je vous le dis, insiste Yves de La Bourdonnaye, tout le monde s'en foutait ! Et pourtant, moi, j'ai eu de la chance : je suis en vie, et je ne suis pas passé par les camps... »

C'est à partir de la bataille de Cao Bang que le Viêt-minh organise le système des camps de rééducation, qui marqueront à jamais les soldats de la guerre d'Indochine, et notamment les officiers, regroupés dans le funeste « camp numéro 1 ». De cette expérience cauchemardesque [22] certains concevront une haine tenace, à laquelle la guerre d'Algérie servira d'exutoire ; d'autres, plus pragmatiques, essaieront d'en reproduire les méthodes, sans le moindre état d'âme.

Après le désastre de la RC4, les 2 500 *Tu Binh* (prisonniers) sont conduits à marche forcée, jour et nuit, dans la jungle, vers des camps de regroupement, où les conditions de vie ont bien souvent été comparées à celles des camps de concentration nazis. Sous-alimentation, déshydratation, dysenterie, paludisme, béri-béri, typhus des broussailles, manque de soins, corvées incessantes et mauvais traitements entraînent la mort de près de la moitié des détenus [a]. Au camp numéro 1, ce conditionnement physique est le prélude à une tentative de conversion au communisme des officiers, qui sont soumis à un lavage de cerveau, avec interrogatoires permanents, séances de critique et d'autocritique où, sous la contrainte ou le chantage à la libération, on leur demande de signer des manifestes dénonçant la sale guerre menée par le gouvernement français et les exactions commises contre le peuple vietnamien. Les réfractaires sont exécutés ou sévèrement punis.

« L'alternative, racontera le capitaine Jean Graziani, un survivant de Cao Bang, qui a passé quatre ans dans le camp numéro 1 avec son collègue Jean Planet, c'était crever ou plier [23]. » De fait, à la fin de la guerre, certains officiers adhéreront au Parti communiste ou deviendront d'ardents prosélytes de la révolution vietnamienne, mais ils sont une minorité. La plupart, tel Jean Graziani, qui rejoindra le 2e bureau de l'état-major du général Massu, à Alger, fera partie de cette nouvelle « race d'officiers », qui, pour reprendre une expression chère au général Bigeard, « n'aura pas froid aux yeux »...

Si la bataille de Cao Bang et la découverte des camps entraînent un sursaut dans l'opinion publique française, elle marque surtout un tournant dans la guerre d'Indochine : commencée comme une guerre coloniale *stricto sensu*, elle se double désormais d'une guerre anticommuniste, opposant trois États

---

a Sur les 22 000 prisonniers faits par le Viêt-minh pendant la guerre, 40 % ne sont pas revenus.

indochinois – le Viêt-nam[a], le Cambodge et le Laos –, soutenus par la France, au Viêt-minh et à ses alliés, chinois et soviétiques. Au moment où les Hollandais accordent l'indépendance à l'Indonésie, qui rejoint ainsi les Philippines, l'Inde, le Pakistan, Ceylan et la Birmanie, fraîchement émancipés de leurs tutelles coloniales, la France s'enfonce définitivement dans une guerre devenue le premier front de la guerre froide...

a Le 8 mars 1949, la France signait les accords de Paris avec le souverain Bao Dai, habitué des casinos de Cannes, grand amateur de femmes et de chasse. La France reconnaissait, enfin, l'unification et l'indépendance du Viêt-nam, en ignorant Hô Chi Minh et le Viêt-minh.

3

Guerre froide et guerre révolutionnaire

« C'était vraiment une sale guerre, non seulement on se faisait tuer par les communistes indochinois, mais, en plus, quand nos camarades blessés arrivaient au port de Marseille, ils se faisaient insulter par les syndicalistes de la CGT, c'est-à-dire par les communistes de chez nous... C'était honteux, mais tout le monde s'en foutait[1]... »

Regard éternellement rieur derrière sa moustache, Yves de La Bourdonnaye-Montluc, quatre-vingt-un ans, appartient à une vieille famille aristocratique qui a « tout perdu ». Entendez : depuis la Révolution française. Aîné de onze enfants, il habite aujourd'hui, avec Brigitte, sa troisième épouse, un petit appartement près de la gare du Nord, à Paris, où il me reçoit. Retraité du Crédit commercial de France – « L'armée mène à tout, aime-t-il à dire, à condition d'en sortir ! » –, il a deux passions : la chasse, qu'il pratique assidûment en Alsace, et les réunions mensuelles des « Paras au feu[a] », une association d'anciens parachutistes, qui ont tous « fait l'Indo ou l'Algérie ».

Les « militaires révolutionnaires »

La plupart de ces « camarades » sont répertoriés sur une liste mystérieuse qu'il ne montre qu'avec réticence, où figurent quelque trois cents noms de « militaires révolutionnaires ». Parmi eux : le général Maurice Schmitt, ancien

a Baptisée « Club des chefs de section parachutiste au feu », l'association a été fondée à la fin des années 1970 par Paul-Alain Léger, Georges Oudinot, François Rioual et Raymond Muelle. Elle se réunit environ quatre fois par an au Cercle militaire, à Paris.

chef d'état-major de l'armée, le général Chabannes, « poulain » de Bigeard pendant la bataille d'Alger, le colonel Bernard Cazaumayou, qui fut assesseur militaire en Argentine, ou le capitaine Michel Bésineau, destitué de l'armée après sa participation au putsch des généraux d'Alger en 1961 et réfugié ensuite à Buenos Aires avec un groupe de l'OAS – nous retrouverons plusieurs d'entre eux dans la suite de ce livre.

« C'est quoi, des "militaires révolutionnaires" ? Des gens fidèles à la mémoire du maréchal Pétain ?

– Non, sûrement pas ! Disons que nous partageons deux convictions : l'attachement à l'empire disparu et l'anticommunisme. »

Lors de la défaite de 1940, Yves de La Bourdonnaye-Montluc a dix-huit ans. Sans « hésiter un instant », il s'engage dans l'armée pour « défendre la patrie ». Il rejoint plus tard le maquis de Saint-Marcel, près de Vannes. À la fin de la guerre, il est officier d'active et intègre l'école d'Aix-en-Provence, où il choisit les paras. C'est ainsi qu'il est affecté au 1er régiment colonial de parachutistes, où officie un certain Paul Aussaresses, alors lieutenant. Puis il débarque en Indochine. Même s'il n'a pas participé à la « bataille désastreuse de Cao Bang », celle-ci l'a profondément marqué.

« Les politiques parisiens n'ont pas compris la signification de cette bataille...

– C'était la guerre froide ?

– Pour nous elle était chaude, très chaude, même ! À l'époque, nous pensions que la Troisième Guerre mondiale avait commencé en Indochine... »

« Nous », c'est bien sûr l'armée, dont l'état-major suit alors avec une attention quasi obsessionnelle les récents événements européens : tandis qu'en juillet 1947 le président américain Truman a proclamé sa « doctrine de l'endiguement », visant à contenir par tous les moyens la poussée communiste pour assurer la « défense du monde libre », trois mois plus tard l'Union soviétique a créé le Kominform, lors d'une réunion des partis communistes européens, à Varsovie. Latente depuis les rencontres soviéto-britannique et soviéto-américaine de la fin 1944, où Roosevelt, Churchill et Staline s'étaient partagé le monde, la guerre froide a définitivement balayé les alliances antifascistes de la Seconde Guerre mondiale. Le 25 février 1948, renforçant la psychose naissante, les communistes prennent le pouvoir en Tchécoslovaquie. Quelques jours plus tard, alors que la France, la Grande-Bretagne et les pays du Benelux s'apprêtent à signer un traité d'assistance mutuelle, à Bruxelles, le général Jacquin, inspecteur technique de l'armée de l'air, affirme, dans un cours supérieur d'état-major : « Notre avenir est sous le signe de la guerre froide... La politique extérieure de la Russie des Soviets recherche des résultats par le noyautage des partis politiques et des organisations syndicales des autres pays [2]. »

Peu après le blocus de Berlin, moment paroxystique de la tension Est-Ouest, lors d'un colloque auquel participent des militaires de haut rang, le général Mast, directeur de l'Institut des hautes études de la Défense nationale, déclare : « La bataille est déjà commencée sur nos territoires : ouverte par personnes interposées contre nos propres forces armées en Indochine ou sous forme d'une "guerre froide" en métropole. [...] On peut se demander si la guerre froide ou la guerre par intermédiaires n'est pas suffisante pour obtenir à la longue les buts stratégiques lointains que se propose Moscou. [...] L'expérience l'a montré, en Europe centrale ou dans certains pays balkaniques, l'occupation par guerre froide a pu être réalisée sans combats [3]. »

Convaincu que, pour satisfaire leur appétit de domination mondiale, les Soviétiques ont décidé de ne plus intervenir directement mais par des voies détournées, le haut commandement militaire en tire deux conclusions : d'un point de vue externe, la guerre d'Indochine dépasse désormais le cadre colonial français, pour s'inscrire dans ce conflit larvé qui oppose, par pays interposés, le Kremlin et le « monde libre » ; d'un point de vue interne, la démocratie est menacée par les agissements clandestins d'activistes liés au Parti communiste français, qui appliquent les consignes de Moscou, pour prendre le pouvoir à l'instar de leurs camarades de Prague. Concrètement, l'état-major craint des tentatives de sabotage et de subversion au sein des forces armées, menées par des militaires communistes, issus pour la plupart des Francs-Tireurs et Partisans, qui ont été intégrés dans l'armée avec les Forces françaises de l'intérieur, sur ordre du général De Gaulle [4].

La hantise de la « cinquième colonne »

Cette psychose du complot subversif est renforcée, sur le plan politique, par l'irrésistible ascension du PCF, qui, lors des premières élections législatives de la IVe République, le 10 novembre 1946, devient le premier parti de France avec 28,8 % des suffrages exprimés. Élu président du Conseil en janvier 1947, le socialiste Paul Ramadier confie le ministère de la Défense au communiste François Billoux, ce qui provoque quelques remous au sein de l'état-major. C'est l'époque du « tripartisme », qui réunit au gouvernement le PCF, la SFIO et le MRP (Mouvement républicain populaire), après la démission du général De Gaulle, en janvier 1946. Mais l'alliance ne fera pas long feu. Le premier accroc concerne précisément la guerre d'Indochine : les députés communistes refusent de voter les crédits militaires demandés par le gouvernement [a]. Le second est en lien avec la politique salariale de Paul

a En mai 1949, les communistes lanceront le slogan : « Plus un homme, plus un sou pour la guerre en Indochine. »

Ramadier, notamment aux usines Renault, qui décide finalement d'exclure les ministres communistes du gouvernement, le 4 mai 1947.

Pour les défenseurs du « monde occidental », avec en tête l'état-major de l'armée, le Parti communiste apparaît plus que jamais comme le « parti de l'étranger ». Ils n'ont de cesse de brandir cette déclaration du bureau politique du PCF, du 30 septembre 1948, dans laquelle celui-ci s'oppose ouvertement à la doctrine de l'endiguement prônée par le président Harry Truman : « Le peuple de France ne fera pas, ne fera jamais la guerre à l'Union soviétique. » Au même moment, le Parti adopte une attitude résolument offensive sur le terrain des luttes sociales, en appuyant les grandes grèves de 1947-1948, que le socialiste Jules Moch, ministre de l'Intérieur, qualifie d'« insurrectionnelles ». La répression est féroce, notamment à l'automne 1948, lorsque le gouvernement mobilise l'armée pour mater la grève des mineurs du Nord. Convaincu de l'imminence d'un « coup de Paris », qui serait la réplique de Prague, le gouvernement socialiste opte pour une extrême fermeté [a].

Parallèlement, dans les milieux militaires, on s'emploie à stigmatiser la menace de l'« ennemi intérieur », inféodé à Moscou, comme le fait par exemple, le 21 décembre 1948, le colonel de Sainte-Opportune lors d'une conférence prononcée à l'Institut des hautes études de la Défense nationale : « La France connaît trois dangers : le danger aérien, le danger parachutiste et le danger interne, c'est-à-dire la cinquième colonne [5]. »

Inventée lors du siège de Madrid par le général franquiste Mola, l'expression « cinquième colonne » désignait à l'origine les agents nationalistes infiltrés dans la capitale alors aux mains des républicains. En 1940, on la retrouve dans la bouche de certains militaires français qui, pour expliquer la défaite honteuse, invoquent la « main diabolique de la cinquième colonne » au service de l'ennemi allemand. Avec la guerre froide, la « cinquième colonne » devient l'obsession de l'état-major, qui dénonce ainsi la présence insaisissable de forces occultes et subversives sur le territoire national. Potentiellement perverse et mortifère – comme lorsqu'elle deviendra la justification du terrorisme d'État, notamment dans l'Argentine des généraux –, la notion d'« ennemi intérieur » est l'objet d'études et de conférences multiples dès la fin des années 1940, en particulier à l'École supérieure de guerre.

Parmi les conférenciers phares de la vénérable école, située au cœur de Paris, à proximité des Invalides, un certain « Monsieur Joba », qui peut se targuer de connaître les « complots » de l'intérieur. Né en 1909, Jean Joba entre

---

a « En fait, expliquent les historiens Serge Berstein et Pierre Milza, il apparaît aujourd'hui qu'il n'existait pas en 1947-1948 de projet insurrectionnel du Parti communiste, mais seulement une volonté très nette d'affaiblir le camp occidental (pour la part qui lui en revenait) afin de dissuader celui-ci d'attaquer l'URSS en lui faisant craindre le risque d'une guerre civile » (Serge Bernstein et Pierre Milza, *Histoire du xx[e] siècle*, tome 1, Hatier, Paris, 1996, p. 67).

dans la marine, où il finit capitaine de corvette. En 1937, il fait la connaissance du commandant Labat, chef du 2[e] bureau de Toulon, qui le fait entrer dans les réseaux « Corvignolles », créés par le chef de bataillon Loustaunau-Lacau pour démanteler les cellules communistes au sein de l'armée. Éminemment secrets, ces cercles d'officiers sont liés à la « Cagoule », d'où leur surnom de « Cagoule militaire ». Vichyssois convaincu, Jean Joba quitte le service actif en octobre 1944. On ne retrouve sa trace qu'en 1949, à l'École supérieure de guerre, où il dispense de nombreuses conférences jusqu'en 1958. « Le but que j'assignais à cet enseignement n'était autre que de libérer la France du complot subversif », a-t-il expliqué aux historiens Paul et Marie-Catherine Villatoux juste avant de mourir, dans la seule et unique interview qu'il ait jamais donnée [6].

Spécialiste de la « guerre psychologique », « Monsieur Joba » est un exégète du *Viol des foules par la propagande politique*, la bible des théoriciens de la propagande, rédigée par Serge Tchakhotine, un élève du physiologiste russe Pavlov. Pour l'ancien cagoulard, l'information et la propagande sont les deux outils essentiels de la « guerre totale » que doit mener la nation contre les complots menés par l'« ennemi intérieur ». Nombreux sont les jeunes officiers qui seront influencés par sa pensée et l'utiliseront sur les théâtres d'Extrême-Orient et d'Afrique du Nord.

À l'École supérieure de guerre, nul doute que Joba devait bien s'entendre avec un autre théoricien assidu : le général Lionel-Max Chassin, commandant de l'aviation en Indochine de 1951 à 1953, dont je croiserai le nom à différents stades de mon enquête. Proche de la Cité catholique, un mouvement intégriste qui exercera une influence idéologique importante sur les officiers de la guerre d'Algérie, comme le colonel Lacheroy, Chassin sera de tous les complots extrémistes, avant de rejoindre l'agence Aginter-Presse, sous les auspices de la police politique portugaise et de l'extrême droite internationale [7].

Dans la *Revue militaire d'information* de février et mars 1951, il publie un article pionnier consacré à « La conquête de la Chine par Mao Tsé Toung », bientôt suivi d'un livre, dans lequel le premier biographe du « Grand Timonier » constate : « En quatre ans seulement, le chef presque inconnu d'une minorité infime, mal armé, sans aide extérieure, a réussi à vaincre un des "Cinq Grands" de l'univers, qui avait résisté pendant huit ans au puissant empire du Soleil levant [8]. » Et de s'interroger : « Comment expliquer cette victoire absolument imprévisible ? » L'aviateur décortique alors les spécificités stratégiques et tactiques de l'Armée rouge, avant de conclure : « La leçon profonde du drame chinois est la suivante : même en ce siècle de matérialisme et de mécanisation, c'est toujours l'esprit qui commande, c'est le moral qui gagne les batailles. [...] Tout réside dans l'éducation, ou, si l'on préfère, dans le *conditionnement* des hommes. » Dans un autre article, reprenant le même

thème, il se fait plus précis : « Le moment est venu pour le monde libre, s'il ne veut pas mourir de mort violente, d'appliquer certaines méthodes de l'adversaire [9]... »

À cette époque intervient aussi à l'ESG le colonel Jean Boucher de Crèvecœur, ancien commandant des forces du Laos, qui dirige alors le Centre d'études africaines et asiatiques (CEAA), dont la mission est de former les officiers s'apprêtant à partir en Indochine. Futur délégué général de l'OAS-Métro, il prononce une conférence sur la « position stratégique de la France en Indochine », pour « stopper la poussée du camp rouge qui groupe déjà 800 millions d'êtres humains, soit un tiers de la population du globe ». Rappelant que la guerre d'Indochine est une « guerre de surface » et une « guerre idéologique », il précise : « Une cause [...] de notre impuissance à conclure cette campagne réside certainement dans les difficultés et l'insuffisance de notre adaptation à *un problème militaire nouveau* ou, ce qui revient au même, dans les méthodes et procédés très originaux et singulièrement efficaces que le Viêt-minh a su trouver pour nous tenir en échec. [...] La solution du problème exige des *innovations tactiques et techniques* [10]. »

Lacheroy, théoricien de la « guerre révolutionnaire »

C'est dans ce contexte propice qu'entre en scène le colonel Charles Lacheroy, considéré comme l'un des « principaux penseurs militaires français de la seconde moitié du XXe siècle », selon le mot des historiens Marie-Catherine et Paul Villatoux. Dans les années 1950, son influence est si grande, tant dans les milieux militaires que politiques, que d'aucuns lui reconnaîtront un véritable « rôle de sorcier » [11]. Pour l'officier de la coloniale, tout commence en novembre 1952, à Biên Hoa, à une trentaine de kilomètres au sud de Saigon, lorsqu'il donne une conférence à l'école des cadres du secteur qu'il commande. Parmi ses auditeurs, il y a l'officier de cavalerie Arnaud de Bardies-Montfa, le frère de Chantal, sa future seconde épouse.

Intitulée « Une arme du Viêt-minh, les hiérarchies parallèles », cette fameuse conférence sera remaniée, un an plus tard, pour le CEAA, puis, à peine modifiée, lue et relue ensuite devant des centaines d'auditoires militaires [12]. C'est dans ce texte fondateur que Charles Lacheroy utilise, pour la première fois, l'expression « guerre révolutionnaire », qui fera bientôt le tour des états-majors internationaux, pour devenir la marque patentée de la « doctrine française ». Manifestement, c'est à l'œuvre de Mao Zedong, *La Stratégie de la guerre révolutionnaire en Chine*, publiée en 1936 et traduite en français en 1950, que le jeune colonel – il a alors quarante-six ans – emprunte ce concept pour caractériser ce que les officiers du corps expéditionnaire en Extrême-Orient appelaient jusqu'alors la « guerre moderne ».

Avant d'en préciser le contenu, le brillant orateur, qui ne s'est jamais départi de son accent bourguignon pour le plus grand plaisir de ses auditeurs, a coutume de commencer par une anecdote fleurant bon le règlement de comptes : « J'allais partir en Indochine et j'étais allé dire au revoir à mes chefs, l'un d'eux me dit ceci : "Vous allez partir en Indochine, c'est bien, vous allez faire votre devoir d'officier supérieur, mais retenez bien ce que je vais vous dire : à votre grade, à votre âge, avec votre formation antérieure, vous n'avez plus rien à apprendre là-bas. Rien à apprendre sur le plan stratégique, car vous aurez affaire à une *stratégie de fourmis* qui est complètement dépassée dans les guerres modernes. Rien à apprendre sur le plan de la tactique, car vous aurez affaire à une *tactique périmée* qui s'apparente davantage aux guerres de 1870 et 1914-1918, qu'à celle de 1939-1945 pourtant déjà si périmée. Rien à apprendre sur le plan de *l'emploi des armes*, car c'est un pays où on les emploie à contresens." [...] Or, nous sommes un certain nombre qui sommes revenus de cette aventure et qui [...] disons qu'aucune période de notre carrière militaire n'a été aussi formatrice, parce qu'aucune d'elle ne nous a amenés à ce point à repenser les problèmes, à faire une croix sur les formules qu'on nous avait données, à découvrir chaque fois des idées nouvelles [a]. »

Après ce léger coup de patte pour ses chefs, le colonel Lacheroy imagine alors immanquablement un dialogue entre Khrouchtchev et Boulganine [b] :
« Boulganine dit à Khrouchtchev :

– Nous, on s'en moque de la bombe atomique : on ne l'emploiera pas...

– Comment, dit Khrouchtchev, on ne les attaquera pas ? Alors, on trahit ?

– Non, rassure-toi, il y aura toujours la guerre. Mais nous, parce que nous sommes communistes, [...] nous la ferons par personnes interposées. [...] Nous essaierons de l'appliquer aux maillons qui paraissent les plus faibles, c'est-à-dire d'abord les maillons de la chaîne de l'empire colonial français. [...] Dans ce domaine des guerres dites coloniales, nous avons une chance inespérée : nos adversaires les plus puissants, les Américains, vont être nos alliés. »

Voilà pour le décor, Lacheroy entre alors dans le vif du sujet : « Les normes qui nous servaient à peser les forces en présence, ces normes traditionnelles sont mortes. Nous avons à faire face à une forme de guerre nouvelle, nouvelle dans ses conceptions et nouvelle dans ses réalisations. C'est cette forme de guerre que nous appelons la "guerre révolutionnaire"... Le problème numéro un, c'est la *prise en main des populations* qui servent de support à cette guerre et au milieu desquelles elle se passe. Celui qui les prend ou qui les tient a déjà gagné. »

a Les mots soulignés le sont par Lacheroy.

b Boulganine a été nommé président du Conseil de l'Union soviétique en 1953.

En d'autres termes, dans la « guerre révolutionnaire », ou plutôt dans la « guerre contre-révolutionnaire », antidote à la première, les populations deviennent *a priori* suspectes, parce que susceptibles d'apporter un soutien aux rebelles. C'est la fameuse théorie du « poisson dans l'eau » de Mao Zedong, que Lacheroy et ses émules se plaisent à citer à tout bout de champ [a]. Cette focalisation sur le rôle de la population, c'est-à-dire des civils, entraîne une modification capitale dans l'univers conceptuel des militaires : celle de la notion d'« ennemi », qui jusque-là désignait le soldat en uniforme, brandissant fusil et drapeau de l'autre côté de la frontière ; désormais, l'ennemi peut être n'importe qui, puisqu'il est disséminé au cœur même de la société civile, grâce à la technique des « hiérarchies parallèles », qui constitue, d'après Lacheroy, la clé de voûte de l'organisation subversive : « Au Sud-Viêt-nam, explique-t-il, les habitants sont plutôt hostiles au communisme. Mais ils sont enfermés dans un système de coercition d'une perfection machiavélique, dont il est très difficile de s'évader et à l'intérieur duquel il n'y a de place que pour le dévouement ou au moins l'obéissance. Ce système est celui des *hiérarchies parallèles*. [...] Ces deux hiérarchies, celle des associations d'État (*Lien viet*) et la hiérarchie territoriale, sont théoriquement indépendantes l'une de l'autre, mais, en fait, à tous les échelons, elles se surveillent et se mouchardent mutuellement. »

Après avoir précisé que l'« efficacité du système » repose sur l'« endoctrinement et la prise de possession des âmes », le colonel conclut par une série de réflexions lourdes de présages : « Ce que les élites viêt-minh, nationalistes et communisées ont fait en Indochine, d'autres élites nationalistes et communisées peuvent le faire sur un autre territoire de l'Union française... Et si c'est le cas, interroge-t-il, quelles solutions l'armée peut-elle adopter pour gagner la guerre ? Il faut savoir ce que l'on veut : dans le domaine *militaire pur*, quand un des adversaires prend l'initiative de mettre en œuvre une *arme nouvelle plus ou moins défendue par la réglementation internationale*, l'autre adversaire ne se contente pas d'épiloguer sur son aspect déloyal, voire *révoltant pour la conscience humaine*. [...] On ne fait pas une guerre révolutionnaire avec une armée endivisionnée, on ne fait pas une guerre révolutionnaire avec une *administration de temps de paix, on ne fait pas une guerre révolutionnaire avec le Code Napoléon* [b] ! »

---

a La phrase exacte de Mao est la suivante : « Pour un soldat qui combat, il faut dix civils sympathisants. Les populations sont au partisan ce que l'eau est au poisson. »

b Souligné par moi.

Le « scénario type » de la guerre subversive

Le message est clair : à « arme nouvelle », techniques militaires nouvelles, même si ces dernières doivent choquer la « conscience humaine ». Écartant d'emblée toute solution politique au conflit indochinois, Lacheroy ouvre la porte à ce qui caractérisera bientôt la gestion du conflit algérien : une logique militaire « pure », dont les promoteurs n'auront de cesse de stigmatiser les obstacles, à savoir les textes réglementaires du « Code Napoléon » censés précisément encadrer leur action en cas de trouble à l'ordre public.

C'est après avoir analysé cette « arme nouvelle » que constitue ce qu'il appelle le « mariage de la technique des hiérarchies parallèles et des techniques du moral » que le colonel Lacheroy deviendra le maître à penser de l'« action psychologique », au point d'occulter en France tous les travaux réalisés précédemment dans ce domaine – pourtant nombreux dans les différents cercles de l'OTAN. Persuadé d'avoir trouvé « le » remède à cette guerre d'Indochine qui semblait sans issue, il demande à être rappelé en métropole : « Je m'étais fixé comme objectif de convaincre mes anciens chefs des bouleversements apportés par la guerre révolutionnaire dans nos conceptions traditionnelles, raconte-t-il aujourd'hui. Je voulais, par leur intermédiaire, amener les états-majors et l'enseignement militaire à se pencher sur les problèmes nouveaux... Et pour cela, il fallait être à Paris [13]. »

En 1953, il est nommé directeur du Centre d'études asiatiques et africaines (CEAA) de la caserne de Lourcine, où il remplace le général de Crèvecœur. Cette affectation le comble, car désormais il peut mener sa croisade auprès des jeunes lieutenants et capitaines, qui vont rejoindre l'Indochine, et bientôt l'Algérie. Parmi eux, Paul-Alain Léger, qui, entre deux séjours en Extrême-Orient, effectue un stage au CEAA. À l'instar de ses camarades, ce dernier est fasciné par le « dur visage du moine-soldat [14] » de Lacheroy, lequel reçoit le soutien inespéré d'un journaliste du *Monde*, André Blanchet, alors conférencier occasionnel au CEAA. Celui-ci publie, les 3 et 4 août 1954, avec l'accord de son directeur Hubert Beuve-Méry, de larges extraits d'une conférence de Lacheroy, sous le titre : « La campagne d'Indochine ou une leçon de guerre révolutionnaire ».

Parmi les émules passionnés du théoricien, il y a notamment les fils du maréchal Joffre et du général Guillaume, le chef d'état-major de l'armée. La suite, c'est Lacheroy qui tient à me la raconter, car manifestement c'est un moment de gloire qu'il n'a cessé de savourer depuis tout juste cinquante ans : « C'est comme ça que j'ai été appelé au ministère de la Défense nationale. Quand j'ai poussé la porte, j'ai vu le général Guillaume, qui m'a regardé de haut en bas et qui m'a dit : "Ah ! Alors c'est vous qui dites à nos enfants qu'on est des cons !"

« Alors je lui dis : "Mon général, je n'ai certainement jamais dit ça à vos enfants, mais j'ai essayé de leur expliquer les enjeux de la guerre révolutionnaire, et les solutions qu'on devait lui apporter d'un point de vue militaire, notamment dans les colonies..." Contrairement à son habitude, le général écoutait ! C'est là qu'il m'a proposé de faire une conférence, dès le lendemain, devant tout l'état-major réuni. J'ai réfléchi quelques secondes et puis j'ai dit : "Mon général, je suis d'accord [15] !" »

L'ascension de Lacheroy est alors fulgurante : une semaine plus tard, il est nommé à l'état-major de l'armée. Du jour au lendemain, il est assailli de demandes de conférences, de Saint-Cyr à l'Institut des hautes études de la Défense nationale, en passant par l'École d'état-major et l'École supérieure de guerre. Entre-temps, tandis qu'éclate l'insurrection algérienne, il a peaufiné sa théorie, en proposant une « vision globale de la guerre révolutionnaire menée par le communisme international à l'encontre du monde libre, à travers une véritable modélisation du processus subversif à l'échelle mondiale [16] ».

Cette « modélisation » sera la bible de nombre d'officiers français pendant la guerre d'Algérie – et, on le verra, elle sera largement exportée ensuite, principalement en Amérique du Nord et du Sud. D'après Lacheroy, les révolutionnaires, qui opèrent sous le masque de l'indépendantisme, suivent immuablement un « scénario type » de cinq phases, pour conquérir le pouvoir : « Dans une *première phase*, il n'y a rien : ça commence comme dans la Genèse. Au début il n'y a rien, rien pour tout le monde. Seules quelques personnes dont c'est le métier [...] sentent qu'il va se passer quelque chose, le signalent à leur chef et naturellement ne sont pas crues. Puis, tout d'un coup, sans préavis... les bombes éclatent. [...] Naturellement, la presse et la radio de tous les pays du monde avec leur goût du sensationnel viennent verser de l'eau au moulin. Elles font le problème ou aident à le faire, avec leurs grands titres.

« Dans la *deuxième phase*, les attentats continuent, mais prennent une tout autre forme. On tue à l'hectare ou, si vous voulez, les attentats deviennent individuels. [...] On ne cherche pas du tout à tuer le général ou le préfet. L'intérêt serait nul ! On va tuer le gardien de nuit, le garde forestier... le gendarme de deuxième classe. [...] Et à ce moment-là se déclenchent naturellement des mesures policières, pas toujours adroites, des actes d'autorité quelquefois malencontreux et, ces crimes se poursuivant, il arrive un moment où la population se replie sur elle-même, terrorisée, jusqu'au jour où, quoi qu'il arrive, plus personne n'a jamais rien vu, rien entendu. L'adversaire a gagné la deuxième phase, c'est-à-dire la *bataille pour la complicité du silence*. [...]

« À l'intérieur de cette masse préalablement rendue amorphe, seront glissés les premiers éléments actifs, les premiers commissaires politiques, le ferment qui va faire lever la pâte, qui va transformer pour certains la passivité en activité puis en élan : c'est la *troisième phase*. [...]

« À la *quatrième phase*, [...] du côté militaire, l'adversaire procède à la constitution de sections ou de compagnies d'éléments armés ; du côté civil, il spécialise les tâches : argent, justice, etc.

« À la *cinquième phase*, les conditions civiles et militaires sont réunies pour mener la guerre ou l'insurrection générale [17]. »

Mécanique et quasi clinique, la modélisation proposée par Lacheroy repose sur une double conviction, récurrente dans le discours militaire sur la « guerre révolutionnaire » : privées de volonté propre, les « masses amorphes » sont la proie d'une poignée d'agitateurs machiavéliques, qui les « pourrissent » tel un cancer social. Pour soigner le corps malade, il suffit donc d'extraire les métastases révolutionnaires, ce qui implique bien sûr de savoir les identifier, condition *sine qua non* de leur neutralisation. En d'autres termes, et pour reprendre la métaphore de Mao, pour détruire le poisson, il faut le retirer de son eau. *In fine*, l'acte essentiel de la chirurgie est donc le « renseignement » : voilà pourquoi les cinq étapes du « scénario type » se retrouveront dans le *Manuel d'instruction de l'officier de renseignement en Algérie* [18]...

« Réduire au silence l'ennemi intérieur »

Avec Lacheroy, la « guerre révolutionnaire » obtient donc droit de cité à l'École supérieure de guerre, où elle entre dans les programmes officiels dès 1954. La « greffe indochinoise » est telle qu'elle suscite l'émergence d'une véritable « école stratégique française de la guerre révolutionnaire, amorçant une émulation intellectuelle sans précédent au sein des forces armées [19] ». Née « sous la pression de l'événement et dans l'urgence d'une réaction efficace », cette « école », qui mêle réflexions théoriques et pratiques, anticipe, accompagne ou synthétise le « travail des armées sur le terrain, les mêmes officiers passant au débotté de l'Indochine à l'Algérie », ainsi que l'explique le général Lucien Poirier, acteur et observateur privilégié de cette époque, qui ajoute : « Les autres problèmes politico-stratégiques du moment, en Europe, étaient complètement occultés par l'avatar de la guerre révolutionnaire [20]. »

Loin de se limiter à de purs essais prospectifs, les émules du colonel Lacheroy tentent alors de dessiner un « support à l'action proprement dite en proposant un certain nombre de solutions susceptibles d'être appliquées immédiatement afin de donner la réplique à la menace révolutionnaire, quel que soit le cadre géographique où elle s'exerce – mondial, national et régional [21] ». Pour ce faire, ils se nourrissent constamment des expériences militaires du moment, d'abord en Indochine puis en Algérie, Lucien Poirier n'hésitant pas à parler de « cas exemplaire d'agilité mentale, puis de transfert immédiat de la pensée sur l'action à la pensée de l'agir, celle-ci sollicitant celle-là ».

Parmi les théoriciens influents : le général Jacques Hogard, saint-cyrien comme son maître Lacheroy. Considéré comme un « spécialiste du Laos et du Cambodge, et un familier du bouddhisme du petit véhicule Hinayana ou Terravada [22] », l'officier colonial a servi en Indochine, quasiment sans interruption entre 1945 et 1953, d'abord au 6e bataillon de chasseurs laotiens, puis au 4e bataillon de chasseurs cambodgiens. C'est à la tête de ce dernier qu'il accomplit l'un de ses plus hauts faits d'armes en débusquant et en éliminant le général Nguyên Binh, dit « le Borgne », chef de l'armée du Sud et grand spécialiste Viêtminh des méthodes de guérilla. De retour en métropole, Hogard enseigne au CEAA, que dirige alors Lacheroy, puis à l'École supérieure de guerre, où il multiplie conférences et publications dans les organes militaires spécialisés [23].

C'est lui qui dirigea notamment la rédaction, à la fin de l'année 1956, de l'*Instruction provisoire sur l'emploi de l'arme psychologique* (TTA 117), document fondamental fixant officiellement pour la première fois les méthodes à adopter au sein des armées face à la menace de guerre révolutionnaire. L'originalité de Hogard, c'est de souligner le caractère « permanent, universel et véritablement total » de la guerre révolutionnaire – d'où la nécessité d'avoir les moyens « totaux » pour la combattre –, tout en insistant sur les liens intrinsèques qui unissent sa manifestation dans les territoires de l'Union française et les menées subversives en métropole.

« Il faut réduire au silence l'ennemi intérieur », explique-t-il, en amorçant une réflexion, qui sera largement développée pendant la guerre d'Algérie, sur le rôle politique des forces armées pour anéantir la subversion, dans les colonies, mais aussi en France. De son côté, le général Jean Némo, autre spécialiste en vue de la guerre révolutionnaire, insiste, lui, sur l'importance des « facteurs politiques et sociaux » constituant le terreau de l'action révolutionnaire. Également saint-cyrien, ayant effectué deux séjours en Extrême-Orient, ce « penseur militaire et magistral propagateur d'idées », pour reprendre une prédiction formulée par l'un de ses chefs alors qu'il était jeune officier [24], introduit le concept de « guerre dans le milieu social » ou de « guerre dans la foule [25] » en soulignant que la réponse à cette forme de guerre « n'est ni politique ni militaire ; elle doit être totale ».

Le général Hogard ne dit pas autre chose en 1957, quand tentant à son tour de répondre à la question posée par... Lénine en 1902, « Que faire ? », il suggère de mener de front trois types d'action complémentaires : « La recherche et la destruction des forces ennemies, la reprise en main psycho-politique de la population et le démantèlement de l'infrastructure politique [26]. » Pour ce faire, il appelle de ses vœux la mise en place d'une « hiérarchie administrativo-militaire », reposant sur une union quasi intime entre la nation et son armée, une suggestion que ne manqueront pas de reprendre à leur compte les putschistes d'Alger – et, plus tard, les dictateurs latino-américains...

4

De la Résistance à la « guerre sale »

« Ça vous gêne qu'on parle de vous comme d'un voyou ? » Silence au bout du fil. Manifestement, Paul Aussaresses, général de brigade de l'armée française, ne s'attendait pas à cette question. « Madame, finit-il par lâcher, si je suis un voyou, alors je suis un voyou de la République... Toute ma vie, je n'ai été qu'un soldat qui a fait son travail de soldat pour la France parce que la France le lui a demandé [1]... »

Après des mois d'attente, j'ai enfin décroché cet entretien téléphonique avec celui qui défraya la chronique nationale et internationale en 2001, après avoir publié un livre où il reconnaissait avoir pratiqué la torture et les exécutions sommaires en Algérie [2]. Un témoignage cru, exempt de tout remords, qui lui a valu deux procès : un pour « complicité d'apologie de crimes de guerre », à l'initiative de la Ligue des droits de l'homme ; et un autre, intenté par le Mouvement contre le racisme et l'amitié entre les peuples, qui l'accuse de « crimes contre l'humanité ».

Les secrets du général Aussaresses

Depuis, son avocat Me Gilbert Collard lui a recommandé la prudence et le général Aussaresses a décidé de ne plus parler. Ayant fourbi mes armes, je choisis de jouer cartes sur table, en lui disant ce qui est, au demeurant, le fond exact de ma pensée : « Quelles que soient les raisons pour lesquelles vous avez agi ainsi, je ne pourrai jamais approuver ce que vous avez fait. C'est une question de morale. En revanche, au nom de la vérité historique, je trouve important que vous parliez. Je ne comprends pas que ceux qui n'ont cessé, avec

raison d'ailleurs, de dénoncer le silence de la "grande muette" sur la guerre d'Algérie, vous tirent aujourd'hui dessus à boulets rouges... S'il faut vous juger, c'est pour ce que vous avez fait, pas pour ce que vous avez dit...

– Tout a été amnistié par De Gaulle au lendemain de l'indépendance algérienne[a]. »

Certes. En tout cas, mon argument l'a convaincu. Pendant un an, je rencontrerai le général Aussaresses à plusieurs reprises : au siège d'Idéale Audience, le producteur du documentaire que je réalise pour Canal +, où je filmerai trois heures d'interview ; dans son appartement parisien, près de la tour Montparnasse, et en Alsace, où il vit avec Elvier, sa seconde épouse[b].

À chaque rencontre, une question n'a cessé de me poursuivre : pourquoi parle-t-il ? Pourquoi a-t-il finalement accepté d'aller toujours plus loin dans le récit de sa « carrière » ? J'y vois trois raisons. D'abord, il est à la fin de sa vie et, à l'instar de ses collègues argentins qui me parleront également, il ressent, consciemment ou non, le besoin de soulager sa conscience, d'écrire lui-même sa part de l'Histoire, avant que d'autres s'en chargent à sa place. Ensuite, il aime parler aux femmes : avant moi, il y eut Florence Beaugé, du *Monde*[3]. Enfin, bien qu'il le nie farouchement, il a envie de mouiller les politiques, ceux qui l'ont « envoyé au casse-pipe », pour reprendre l'une de ses expressions favorites. Ceux, en tout cas, qui ont fait du jeune provincial qui préparait Normale Sup, après avoir été premier prix de version latine au concours général, un spécialiste des « coups tordus » et des basses œuvres, en reconnaissant constamment ses mérites, puisqu'il a fini bardé de médailles avec le grade de général de brigade.

De fait, rien ne préparait Paul Aussaresses, né en 1918, dans le Tarn, d'un père historien et directeur de journal, à devenir un spécialiste des « coups durs et des coups tordus[4] ». Il a vingt-deux ans quand il refuse de prêter serment au maréchal, parce qu'il « n'apprécie pas sa politique collaborationniste ». Quand est signé l'armistice, le 22 juin 1940, il choisit de rester sous les drapeaux et se porte volontaire pour commander une section de tirailleurs algériens au sud de Constantine. Devenu officier de carrière, il intègre l'école de Saint-Maixent qui s'était repliée avec l'école de Saint-Cyr à la caserne Miollis d'Aix-en-Provence, en zone libre. « C'est à l'automne 1942, raconte-t-il, que je suis devenu agent secret. À vingt-quatre ans, ma famille bourgeoise de province et mon adolescence studieuse, mes convictions religieuses, les principes

a Allusion aux décrets d'amnistie du 22 mars et du 14 avril 1962 concernant les « faits commis dans le cadre des opérations de maintien de l'ordre dirigées contre l'insurrection algérienne ».

b La première femme d'Aussaresses était aussi membre des services spéciaux. Elle est décédée peu après la publication du livre de son ex-mari sur l'Algérie. Celui-ci dit qu'elle n'a pas supporté les révélations qu'il y faisait...

démocratiques auxquels j'étais attaché m'avaient préparé à devenir tout autre chose qu'une barbouze ou un tonton flingueur[5]. »

C'est ainsi que le futur « capitaine Soual », son nom de guerre, rejoint la France libre à Madrid, où il est recruté par les gaullistes pour les « services spéciaux ». Il est envoyé à Alger où un certain « capitaine aviateur Delmas » tente d'« éprouver sa détermination ».

L'anecdote vaut la peine d'être rapportée telle qu'Aussaresses la raconte, car elle constitue une justification *a posteriori* et une tentative de « rationalisation » de l'usage de la torture pendant la guerre d'Algérie : « Je sais exactement ce que je risque, mon capitaine, dit la jeune recrue au "Bordelais" : si je suis pris, je serai fusillé, que je sois en uniforme ou pas. [...] Alors Delmas éclata d'un fou rire nerveux : "Ah, mon pauvre garçon ! Quand on vous fusillera, vous serez bien content, car avant on vous aura torturé et la torture – croyez-moi –, c'est bien pire que la mort. C'est à cet instant que je compris un point essentiel : les guerres où l'un des deux camps mène une action clandestine sont d'autant plus impitoyables que la mauvaise foi y est l'arme principale. C'est cette mauvaise foi qui justifie toujours la violence et cette violence n'a jamais d'autre limite – pour paraphraser Clausewitz – que la violence mise en œuvre par l'adversaire. En l'occurrence, du moment que le principe était d'exécuter sommairement un ennemi auquel on refusait *a priori* toute qualité de combattant, cela supposait implicitement que l'on ait préalablement tiré de cet ennemi tous les renseignements dont il pouvait être porteur[6]. »

Après cette explication *pro domo*, suit une note en bas de page encore plus tortueuse : « C'est ce principe qui fut appliqué plus tard en Algérie. Mais la différence entre les résistants et le FLN, c'est qu'il n'était pas envisageable, dans l'esprit des résistants, de s'en prendre aux populations civiles. Pour cette raison, l'action de la Gestapo, lorsqu'elle torturait ou exécutait sommairement des résistants ou des combattants des forces spéciales – dont les objectifs étaient toujours militaires –, ne saurait être comparée à l'action menée en Algérie quelques années plus tard par l'armée française contre un FLN dont la politique était d'attaquer systématiquement des civils. De ce fait, j'ai souvent considéré que les terroristes sont les fils spirituels de la Gestapo qui s'en prenait, elle aussi, aux otages civils[7]. »

De l'esprit des « Jedburgh » au « 11ᵉ Choc »

Le 18 novembre 1943, « Jean Soual » atterrit sur la « terre promise », très précisément en Écosse. Après avoir subi des « tests sévères », il est envoyé dans un camp d'entraînement des services spéciaux, où trois cent quarante

volontaires – britanniques, américains, français, néerlandais, belges et canadiens – s'initient au parachutisme, mais aussi à toutes les techniques des barbouzes : « J'allais ainsi accomplir, dans l'intérêt de mon pays et dans la clandestinité, des actions réprouvées par la morale ordinaire, tombant sous le coup de la loi et, de ce fait, couvertes par le secret : voler, assassiner, vandaliser, terroriser, écrit Aussaresses dans son livre. On m'a appris à crocheter les serrures, à tuer sans laisser de traces, à mentir, à être indifférent à ma souffrance et à celle des autres, à oublier et à me faire oublier. Tout cela pour la France [8]. »

Les consignes sont simples : « Taper très vite, sans jamais se poser de questions, pour tuer l'adversaire le plus vite possible. » Ou encore : « S'affranchir de tout élan moral, ne jamais chercher à être loyal, mais être simplement efficace et décidé à sauver sa vie par n'importe quel moyen. » Et Aussaresses de commenter : « Je suis sûr que c'est cet état d'esprit très particulier [...] qui m'aida à tenir le coup lorsque, onze ans plus tard, je fus envoyé en Algérie. »

En fait, le jeune Français est entré dans la famille des « Jedburgh [a] », la fine fleur des forces spéciales aériennes interalliées, où il fait la connaissance de l'avocat américain William Colby, futur patron de la CIA, au moment de la guerre du Viêt-nam, version US. La mission des « tontons flingueurs » est plus que risquée : s'infiltrer derrière les lignes ennemies, par équipes de trois – un Américain ou un Britannique, un officier du pays où se déroule l'opération et un opérateur radio –, pour soutenir les maquis de la Résistance, en prévision du débarquement des Alliés. C'est ainsi qu'Aussaresses est parachuté dans le maquis de l'Ariège, commandé provisoirement par un certain... Marcel Bigeard. Et puis, le 25 avril 1945 – « Et là, disent ses anciens camarades, il fallait vraiment en avoir... » –, il saute de nouveau, mais cette fois en uniforme allemand, entre Berlin et Magdebourg, pour prendre contact avec les prisonniers du camp 11A d'Altengrabow.

Repéré pour sa témérité à toute épreuve, il est affecté, à la fin de la guerre, à la DGER, la Direction générale des services spéciaux, bientôt rebaptisé SDECE, le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage [b]. En clair : les services secrets, surnommés dans le jargon la « Piscine », dont le siège est situé dans la caserne Mortier, à l'angle du boulevard Mortier et de la rue des Tourelles, dans le XXe arrondissement parisien.

À la différence de la Direction de la sécurité du territoire (DST), le SDECE n'est pas un service de police, mais un organisme militaire qui dépend directement du Premier ministre. Officiellement, sa mission est « de rechercher hors du territoire national tous les renseignements et la documentation

a Du nom de l'abbaye écossaise en ruine.

b Le SDECE deviendra l'actuelle DGSE, en 1981.

susceptibles d'informer le gouvernement, pour signaler aux administrations intéressées les agents des puissances étrangères qui nuiraient à la défense nationale ou à la sûreté de l'État [9] ». Il dispose d'une structure éminemment clandestine, le « service Action », dont les agents sont habilités à mener toutes sortes d'« opérations spéciales » : « L'élimination physique fait partie de la routine quotidienne des hommes du "service Action" du SDECE, raconte Thyraud de Vosjoli, un ancien de la "Piscine" qui dirigea l'antenne du SDECE à Washington au début des années 1950. Ces hommes font leur devoir et sont fiers de leur professionnalisme, conscients de rien avoir à envier au savoir-faire de la Gestapo ou du KGB [10]. »

C'est précisément dans le service Action qu'est intégré le capitaine Aussaresses, en 1946. Jacques Morlane, son patron, lui demande de créer une « unité spéciale », le 11e « bataillon parachutiste de choc », dit « 11e Choc », véritable bras armé des services secrets [a]. Nommé commandant, il est affecté à la citadelle de Mont-Louis, à 80 km à l'est de Perpignan, où il entraîne quelque 850 hommes, dont un certain Philippe Castille (qui mènera l'attentat contre le général Salan en 1957, avant de devenir le chef des plastiqueurs de l'OAS). L'insigne de ce bataillon spécial, c'est « Bagheera », une tête de panthère noire choisie « pour honorer la mémoire des membres du service Action en Extrême-Orient ». C'est pour avoir créé le 11e Choc que Paul Aussaresses est décoré de la Légion d'honneur, à vingt-neuf ans.

« Quelle était la mission du 11e Choc ?

– Eh bien, il devait mener ce qu'on appelait alors la "guerre psychologique", partout où c'était nécessaire, et notamment en Indochine.

– Concrètement ?

– Je préparais mes hommes à des opérations clandestines, aéroportées ou non, qui pouvaient être le plasticage de bâtiments, des actions de sabotage ou l'élimination d'ennemis... Un peu dans l'esprit de ce que j'avais appris en Angleterre [11]. »

La « guerre psychologique »

Née dans l'entre-deux-guerres, l'expression « guerre psychologique » désigne à l'origine les méthodes de propagande, ouverte ou clandestine, utilisées par le puissant « Service A » du KGB soviétique [b], pour lutter contre ses

a Il sera dissous en décembre 1963, sur ordre du général De Gaulle, à cause de l'attitude de ses cadres, majoritairement favorables à l'OAS.

b Premier directorat du KGB, le « Service A » était chargé de la propagande secrète (diffusion de fausses rumeurs, manipulation des médias à l'étranger, désinformation), mais aussi de l'organisation d'actions paramilitaires.

ennemis intérieurs ou extérieurs [12]. À partir de 1940, elle devient une préoccupation majeure des gouvernements alliés, qui cherchent une riposte aux campagnes d'intoxication nazies. C'est ainsi qu'en 1941 le président Roosevelt crée l'Office of Strategic Services (OSS), dont son directeur, le général Donovan, définit ainsi la mission : « La coordination et l'utilisation de tous les moyens, aussi bien moraux que physiques, [...] qui ont pour but de détruire la volonté de combattre de l'ennemi, de handicaper ses capacités politiques et militaires afin de le priver du soutien, de l'aide ou de la sympathie de ses alliés ou des pays neutres [13] » (on y reviendra en détail dans le chapitre 16).

Au lendemain de la Libération, et alors que se profile la guerre froide, l'OSS éclate en deux structures complémentaires : la CIA (Central Intelligence Agency), les services secrets américains, chargés de la « propagande noire », celle-ci recouvrant tout type d'opérations clandestines, y compris l'assassinat de dirigeants étrangers [14] ; et l'USIA (United States Information Agency), chargée, elle, de la « propagande blanche » : désinformation, infiltration des médias étrangers ou diffusion de programmes proaméricains sur des radios gérées par l'agence, comme Voice of America [15]. Pour le National Security Office, l'organisme qui coiffe les deux agences, la CIA et l'USIA sont les deux faces jumelles d'un même programme de « guerre psychologique », représentant le volet offensif de l'« arme psychologique », destinée à défendre les intérêts et l'image du « monde libre » face au communisme.

Au printemps 1948 apparaît, sous la plume d'officiers français servant en Indochine, l'expression « action psychologique », qui fera bientôt l'objet de multiples études à l'École supérieure de guerre, à l'instigation notamment du colonel Lacheroy, qui en devient, on l'a vu, le chantre invétéré. Considérée comme le volet défensif de l'« arme psychologique », elle a pour mission de « conquérir l'âme des populations » par des « campagnes d'information » – diffusion de tracts, meetings, projections de films –, mais aussi par une action sociale : construction d'écoles ou programmes de vaccination. Le tout visant à contrecarrer l'implantation du Viêt-minh, en anticipant une double parade, tant dans le domaine de la propagande que dans celui des réalisations sociales. C'est ainsi qu'est créée en 1953, à Saigon, une « section psychologique » au sein de l'état-major – prélude aux 5es bureaux mis en place par Lacheroy pendant la guerre d'Algérie –, dirigée par le colonel Jean Gardes, l'un des futurs chefs de l'OAS.

Agent du SDECE, le commandant Aussaresses est évidemment un acteur « offensif » de la « guerre psychologique », laquelle devient prioritaire après le désastre de Cao Bang. Débarqué à Saigon en 1948, au 1er RCP, le régiment d'Yves de La Bourdonnaye, il est affecté, en février 1951, à la demi-brigade parachutiste du sud de l'Indochine comme chef d'état-major du lieutenant-colonel Paris de Bollardière.

« Bollo », comme tous le surnomment, n'a pas encore battu sa coulpe, pour dénoncer avec courage l'usage de la torture en Algérie. « En Indochine, disent ses subordonnés, c'était un grand chef, dur et sans états d'âme », même si, bien plus tard, il confiera les doutes qui auraient habité l'ancien résistant : « En réalité, j'étais confronté avec la guerre d'une armée contre un peuple dont je discernais de plus en plus qu'il était soulevé par une inspiration absolument profonde et authentique de recherche de sa liberté. Et, sortant d'un maquis, je ne pouvais pas ne pas me sentir dans une sorte de communion avec ces hommes qui faisaient exactement ce que j'avais fait et pour les mêmes raisons, quelques mois auparavant. » Et d'ajouter : « Cette guerre révolutionnaire que je découvrais m'a montré très rapidement qu'elle avait une logique absolument inéluctable qui pousse l'armée qui se bat contre un peuple à glisser de plus en plus vers une violence de moins en moins contrôlée, parce que l'ennemi c'est le peuple, c'est-à-dire des femmes, des enfants, des vieillards, la population d'un village [16]. »

C'est dans la brigade de « Bollo » qu'Ausseresses fait la connaissance du commandant Château-Jobert, dit « Conan », qui avait appartenu aux paras en Angleterre et deviendra l'un des théoriciens les plus radicaux de la « guerre révolutionnaire ». Ce futur chef de l'OAS [a], bras droit de Bollardière, lui propose d'intégrer le « très musclé SEF (service Efficacité) qui laissait présager l'état d'esprit – sinon les méthodes – de la bataille d'Alger [17] ».

« Que vouliez-vous dire par "musclé" ?

– Disons que nous avions le droit d'utiliser tous les moyens...

– C'est-à-dire ?

– Eh bien, tous les moyens pour éliminer, par exemple, les chefs Viêts [18]... »

La logique aurait voulu que l'agent du SDECE rejoigne le GCMA, le Groupement des commandos mixtes aéroportés, une structure du service Action spécialement créée pour l'Indochine et constituée d'effectifs du 11e Choc. Mais, après deux séjours réglementaires de dix-huit mois en Extrême-Orient, Aussaresses est rappelé en métropole.

La « guerre moderne » du colonel Trinquier

Créé en 1951, à l'initiative du général de Lattre de Tassigny, fraîchement promu commandant des troupes françaises en Indochine, le GCMA est l'enfant chéri de Roger Trinquier, alors lieutenant-colonel, dont le livre

a Proche de la Cité catholique de Jean Ousset, Château-Jobert créera, en septembre 1962, le Mouvement de combat contre-révolutionnaire, de tendance catholique intégriste (Rémi KAUFFER, *OAS, histoire d'une guerre franco-française*, *op. cit.*).

La Guerre moderne, publié en 1961, deviendra plus tard la bible de tous les spécialistes de la « lutte antisubversive », de l'Argentine au Chili, en passant par les États-Unis, l'Irlande du Nord ou la Russie de Poutine.

Devenu officier à la faveur de la Seconde Guerre mondiale, cet ancien instituteur des Alpes-Maritimes est un jusqu'au-boutiste qui passe son temps à sommer ses chefs d'« innover », au risque de susciter quelques solides inimitiés. La création du GCMA, dont « toutes les opérations doivent demeurer cachées, selon la consigne du SDECE de Paris [19] », lui donne, enfin, les moyens de ses ambitions. Sa mission : pénétrer en « zone occupée », c'est-à-dire derrière les lignes ennemies, en menant des opérations de contre-guérilla, avec des maquisards recrutés dans les hautes montagnes, et issus de minorités autochtones traditionnellement hostiles aux Annamites, comme les Thaïs, les Méos, les Rhes, les Nungs, les Thos ou les Mans.

Concrètement, il s'agit de former des équipes de sabotage, d'effectuer des coups de main contre les chefs du Viêt-minh et d'implanter des zones de résistance, en s'appuyant sur les « autochtones », car « leur instinct naturel et leurs connaissances du pays sont les meilleurs atouts [20] », selon les mots de Pierre Dabezies, bras droit de Trinquier en Indochine, puis pendant la bataille d'Alger. Avec ses hommes du 11ᵉ Choc, dont Paul-Alain Léger, celui-ci entend « empêcher les populations de collaborer avec les Viêts, créer sur les arrières Viêts un climat d'insécurité permanente et amener progressivement les populations à prendre part à l'action, en détruisant systématiquement l'organisation politique et militaire installée par les Viêts sur leurs arrières ».

Pour financer les opérations du GCMA, Trinquier ne recule devant rien : il organise un vaste trafic d'opium avec les Méos, une ethnie des montagnes du Laos et de la haute région du Tonkin, qu'il justifie avec des arguments de « bon soldat » : « Il arrive que tous les services spéciaux de tous les pays du monde soient amenés, pour servir la politique de leur gouvernement, à agir hors du cadre des lois habituelles afin de pouvoir remplir des missions délicates, d'une importance capitale pour le pays. Ce qu'on leur demande, c'est d'accomplir ces missions par des moyens appropriés sans que leur gouvernement soit compromis ou même soupçonné. Les exécutants savent qu'en cas d'échec ils ne seront soutenus par personne et qu'ils porteront l'entière responsabilité d'une mission acceptée en connaissance de cause et mal exécutée. Le trafic de l'opium en Extrême-Orient entrait dans cette catégorie de missions officiellement inavouables, mais nécessaires pour la conduite de la guerre en Indochine... »

Tandis que Trinquier s'évertue à installer des maquis dans l'arrière-pays vietnamien, des officiers, férus de « guerre psychologique », ouvrent des camps de prisonniers, spécialisés dans la « désintoxication et la rééducation politique ». S'inspirant des méthodes du Viêt-minh, leur objectif est de conduire progressivement les prisonniers au ralliement, puis de les « réinjecter dans le circuit », à des fins de renseignement. Balbutiante en Indochine, cette méthode sera développée, on le verra, avec une redoutable efficacité par le capitaine Paul-Alain Léger à Alger (voir *infra*, chapitre 8).

De même, c'est en Extrême-Orient que les militaires français inaugurent le regroupement des populations, notamment au Laos, où Robert Bentresque, futur assesseur militaire en Argentine, crée de véritables « villages fortifiés ». Un système qui sera largement développé en Algérie, et que le colonel Trinquier préconise comme une méthode efficace de « guerre contre-révolutionnaire » : « Nous organiserons [...], non plus la défense du seul poste militaire, mais celle de tout le village et de ses habitants. Un périmètre étanche et infranchissable sera créé (fils de fer barbelés, broussailles, matériaux divers), protégé par quelques blockhaus armés d'armes automatiques et capables de flanquer la totalité du périmètre. [...] Les habitants des villages les plus proches, ou les isolés, seront progressivement ramenés à l'intérieur du périmètre de sécurité. [...] Les habitants ne pourront quitter le village que par des portes où toutes les sorties seront contrôlées. [...] La nuit, personne ne pourra quitter le village ou y entrer. Nous rétablirons ainsi le vieux système des villages fortifiés du Moyen Âge, destinés à protéger les habitants contre les "grandes bandes" [21]. »

Au même moment, le capitaine Jacques Hogard, futur conférencier phare de l'École supérieure de guerre, développe au Cambodge, avec son camarade André Souyris [22], une méthode d'encadrement paramilitaire des villageois destinée à assurer leur autodéfense afin d'enlever « aux rebelles l'appui de la population et [...] mettre à l'abri des représailles les habitants, dispersés sur des distances parfois considérables [23] ». Strictement individuelle, cette initiative se déroule hors de tout ordre du commandement, attestant d'une tendance à l'autonomie des officiers qui s'amorce dès la guerre d'Indochine et qui deviendra la caractéristique essentielle du conflit algérien, avec tout ce qu'elle implique de dérives et excès potentiels. Cette évolution des capitaines, devenus les « patrons » des bouts de terrain dont ils ont la charge, est liée à l'application de la technique du « quadrillage » inaugurée par l'état-major d'Extrême-Orient, qui entend ainsi assurer une « défense en surface » face à un ennemi mobile et insaisissable. Concrètement, tout le territoire indochinois a été découpé en zones, elles-mêmes divisées en secteurs, sous-secteurs, quartiers, sous-quartiers, l'échelon le plus bas étant le poste.

Un système qui comble d'aise le commandant Marcel Bigeard, lequel n'aime guère partager la direction de sa « boutique », selon l'un de ses mots favoris : « Je ne reçois pas d'ordres du commandement, agis à mon initiative, rends compte seulement de mon avance, jubile-t-il dans l'un de ses livres. C'est la guérilla au vrai sens du mot, bien renseigné par mes émissaires, utilisant des pistes inconnues des Viêts, nous camouflant de jour, prenant

l'ennemi à revers après des déplacements de nuit, dormant habillés à nos emplacements de combat, vivant sur le pays en achetant riz et buffles [24]. »

Les méthodes de la « sale guerre »

Est-ce le délitement de la chaîne de commandement ou une conséquence directe de la théorie de la « guerre révolutionnaire », ainsi que le suggérera Pierre Vidal-Naquet dans son livre consacré aux « crimes de l'armée française [25] » ? Toujours est-il que, d'après des témoignages concordants, les exactions commises par les soldats français furent loin d'être exceptionnelles : « C'est en Indochine que, pour la première fois dans l'époque contemporaine, l'armée de métier, au contact d'une révolution coloniale, tente de penser politiquement, écrit l'historien. C'est là que se forge la théorie de la "guerre révolutionnaire". C'est aussi là que sont théorisées les pratiques criminelles de l'armée [26]. »

Dès 1948 apparaît une expression qui, inversée, sera plus tard la triste panacée des dictatures latino-américaines. Dans un article du *Monde* du 17 janvier, Hubert Beuve-Méry parle de la « sale guerre » indochinoise. Apparemment, il l'aurait empruntée au journaliste américain William Bullitt, lequel l'avait recueillie de la bouche de soldats français. Reprise quatre jours plus tard par *L'Humanité*, l'expression devient le mot d'ordre du Parti communiste, qui mène campagne contre cette guerre sans nom – elle n'a toujours pas été déclarée –, en dénonçant pillages, exécutions de civils et d'otages, représailles massives et torture. Tandis qu'à Marseille les dockers s'opposent à l'embarquement du matériel militaire destiné au corps expéditionnaire, une affaire devient le flambeau de l'opposition à la guerre : celle du jeune Henri Martin. Affecté à la base de Toulon, après avoir servi en Indochine, cet ancien résistant est condamné en octobre 1950 à cinq ans de réclusion pour avoir distribué des tracts antimilitaristes (et pour une fausse accusation de sabotage d'un navire). La campagne menée par le PCF pour sa libération durera trois ans.

Le 29 juillet 1949, le journaliste Jacques Chégaray rapporte, dans un article de *Témoignage chrétien*, la visite qu'il a effectuée dans un poste de brousse de Phul Cong, dans le Tonkin : « Ici, c'est mon bureau, lui explique l'officier français. La table, la machine à écrire, le lavabo ; et là, dans le coin, la machine à faire parler. [...] Oui, la dynamo, quoi ! C'est bien commode pour l'interrogatoire des prisonniers. Le contact, le pôle positif et le pôle négatif ; on tourne, et le prisonnier crache ! »

Plus tard, un autre officier lui fait visiter un petit poste à Cholon. Il découvre, trônant sur son bureau, un crâne humain : « Un sale Viêt, vous savez, c'est moi qui lui ai coupé la tête. Il criait... il fallait l'entendre ! Vous voyez, ça me sert de presse-papiers. Mais quelle affaire pour enlever la chair. Je l'ai fait bouillir quatre heures ; après, j'ai gratté avec mon couteau... »

Et le journaliste de conclure : « On a poussé les hauts cris en 1944 quand on a découvert les supplices de la Gestapo : la baignoire et l'électricité. On s'est récrié quand on a découvert, sur la table d'un commandant du camp de Buchenwald, la tête momifiée d'un prisonnier... Quatre ans ont passé... Aujourd'hui, ces méthodes que l'on réprouvait avec indignation sont entrées dans les mœurs [27]. »

Les crimes perpétrés par l'armée française sont confirmés par des militaires alors en poste en Indochine, comme le commissaire Jacques Raphaël-Leygues, qui note dans un rapport publié le 31 mars 1946 : « Un de mes camarades, officier de marine, a assisté cet après-midi sur une jonque armée par la Marine nationale, à la torture et à l'assassinat d'un jeune Vietnamien, par un second maître, qui voulait seulement montrer : "Les Nhac, on n'en a pas peur !" Ce Vietnamien a été torturé devant dix matelots et l'officier pendant une heure, puis le second maître lui a coupé la tête d'un coup de sabre [28]. »

Lui faisant écho, Henry Ainley, un ancien légionnaire du corps expéditionnaire, témoigne dès 1955 : « Non seulement des suspects mais aussi d'innocents paysans du Viêt-minh de bonne foi avaient à souffrir de la cruauté des militaires français, hommes de troupe comme officiers et sous-officiers... J'ajouterai que le langage que nous employions était destiné à masquer la vérité. On ne disait pas enlèvement, vols, tortures, mais expédition punitive, recouvrement de matériel, interrogatoires [29]. » Il raconte aussi que l'officier de renseignement de son bataillon dirigeait une « bande noire », composée de sous-officiers et de « déserteurs Viêts et de repris de justice. [...] Les interrogatoires de suspects étaient fréquents et j'assistai, écœuré et impuissant, à de nombreuses séances de torture ». Faisant « partie intégrante du corps expéditionnaire français », cette « bande noire » était vraisemblablement l'une des unités spéciales mises sur pied par Château-Jobert dans son « service Efficacité » auquel collabora le général Aussaresses...

Enfin, dans un livre paru en 1988, le sergent de la Légion Henryk Szarek témoigne de l'utilisation d'une technique de disparition, ancêtre des « crevettes Bigeard » d'Algérie : un soir de 1951, alors qu'il monte la garde sur le pont Doumer, à l'entrée d'Hanoi, il voit une Jeep passer et s'arrêter au milieu du pont, malgré l'interdiction. Le lendemain, il découvre que des cadavres lestés ont été jetés dans le fleuve Rouge [30].

L'humiliante défaite de Diên Biên Phu

13 mars 1954. Alors que la guerre semble s'enliser à jamais, le général Giap crée la surprise en lançant l'offensive finale sur le camp retranché de Diên Biên Phu. Commence alors le « Verdun exotique ». Pendant cinq semaines, on se bat dans la boue, au corps à corps, sous des bombardements incessants. Pour cette bataille, où les généraux brillent par leur absence, le commandement français mobilise 15 000 hommes, dont 4 000 sont parachutés pendant le siège.

C'est dans cet enfer que se distingue celui qu'on appellera désormais « Bigeard », le héros des Bérets rouges, nommé lieutenant-colonel à trente-huit ans, en plein combat : « Franchement, c'est incroyable ce qu'a réussi à faire Giap, me dit-il aujourd'hui avec sa gouaille légendaire. De ces petits Vietnamiens, dont on pensait qu'ils étaient tout juste bons à faire des chauffeurs ou des infirmiers, il a fait une armée formidable, fanatisée, qui montait à l'assaut, qui se faisait descendre... Mais bon, on s'est bien défendus [31] ! »

Quand, le 7 mai, les Français finissent par se rendre, le bilan est lourd : 3 000 tués, 12 000 prisonniers, dont la moitié de blessés [a]. Pour signifier leur victoire, mais aussi celle de l'Est sur l'Ouest, et du Sud sur le Nord, les hommes d'Hô Chi Minh ont recours aux techniques éprouvées de la propagande. Ils demandent à des cinéastes soviétiques de filmer du haut d'une colline la longue colonne de prisonniers, constituée pour la circonstance. Tournée en plongée, comme pour bien souligner que la défaite française à de Diên Biên Phu sonne le glas des puissances coloniales, l'image fait le tour du monde, galvanisant les « frères algériens », dont la rébellion est imminente.

Commence alors pour les prisonniers du corps expéditionnaire la longue marche vers les camps. Affaibli par les blessures, miné par la dysenterie et le béribéri, « tout homme est un mort en puissance, écrit Bigeard. Il avance, le pantalon amidonné de sang, dégageant une odeur fétide, et marche jusqu'à épuisement complet de ses forces [32] ». Et d'ajouter : « Nous sommes humiliés, diminués, et je suis un pauvre type parmi tant d'autres. [...] Pauvre armée de battus ! Ce n'est pas possible, tous ces merveilleux chefs de bataillon, l'élite de notre armée, confinés dans ce coin de forêt [33]. »

Le 20 juillet, l'armistice est signé à Genève. L'accord prévoit la partition du Viêt-nam de part et d'autre du 17ᵉ parallèle, les troupes françaises se retirant au Sud et celles d'Hô Chi Minh au Nord. Lors de la conférence de Bandung, en avril 1955, qui entérine l'émergence politique du tiers monde, les

a Au total, la guerre d'Indochine a fait près de 100 000 morts dans le corps expéditionnaire et dans les forces engagées à ses côtés : 20 000 Français (dont 11 000 légionnaires), 15 000 Africains et 46 000 Indochinois. 1 900 officiers français sont tombés, dont les fils des généraux de Lattre, Leclerc, et Gambiez.

deux Viêt-nam seront représentés. Mais pour la population, la guerre est loin d'être finie : dès le départ des Français, les Américains prennent la relève, en appuyant le dictateur Ngô Dinh Diêm, qui déclare lors d'une visite à la Maison-Blanche : « La frontière des États-Unis se prolonge jusqu'au 17ᵉ parallèle. » La deuxième guerre d'Indochine peut commencer...

Du côté du corps expéditionnaire, l'amertume est tenace. À l'humiliation de la défaite s'ajoute, pour certains, le sentiment d'avoir trahi, comme Hélie de Saint-Marc, qui raconte ainsi son départ d'Indochine : « C'est là que j'ai vu ceux que je n'avais pas voulu voir, auxquels je n'avais pas voulu penser. Les habitants des villages environnants, prévenus par la rumeur, accouraient pour partir avec nous. Ils avaient accepté notre protection. Certains avaient servi de relais. Ils savaient que, sans nous, la mort était promise. Nous ne pouvions pas les embarquer, faute de place, et les ordres étaient formels : seuls les partisans pouvaient nous accompagner. Les images de cet instant-là sont restées gravées dans ma mémoire comme si elles avaient été découpées au fer, comme un remords qui ne s'atténuera jamais. Des hommes et des femmes qui m'avaient fait confiance, que j'avais entraînés à notre suite et qui s'accrochaient aux ridelles, recevaient des coups de crosse jusqu'à tomber dans la poussière. Certains criaient, suppliaient. D'autres nous regardaient, simplement, et leur incompréhension rendait notre trahison plus effroyable encore [34]. »

Dans les hautes sphères militaires, on n'hésite pas à parler d'un « Munich asiatique », en vilipendant les politiques, accusés de brader l'empire si cher à Lacheroy : « Ils n'ont jamais osé indiquer au pays qu'il y avait la guerre en Indochine, écrit le général Navarre, ancien commandant des forces françaises en Extrême-Orient. Ils n'ont su ni engager la nation dans la guerre, ni faire la paix. Bien plus, ils ont permis que cette armée soit frappée dans le dos. [...] Les tergiversations, les fautes, les lâchetés accumulées pendant huit ans sont trop nombreuses et trop continues pour n'être imputables qu'aux hommes, et même aux gouvernements, qui se sont succédé au pouvoir. Elles sont les fruits du régime. Elles procèdent de la nature même du système politique français. [...] Un régime qui abolit l'esprit national, qui isole de la nation l'armée. [...] Un système politique à qui il a suffi de quatre décades pour faire du grand pays victorieux de 1918 l'homme malade de l'Europe. [...] Si le régime reste quelque temps encore ce qu'il est, les mêmes raisons qui nous ont fait perdre l'Indochine nous feront perdre inéluctablement demain ou après-demain l'Afrique du Nord et tout le reste de ce qui fut l'empire français [35]. »

L'obsession anticommuniste

« L'ennemi est "un" de Paris à Saigon, d'Alger à Brazzaville[36] », renchérit Jacques Hogard, qui préconise l'interdiction pure et simple du Parti communiste français, tandis qu'à l'état-major et à l'École supérieure de guerre se poursuit la réflexion sur le rôle politique de l'armée, considérée comme la seule institution apte à faire face au défi révolutionnaire.

Car si l'armée s'emploie à tirer les leçons de la guerre d'Indochine, ce n'est pas pour s'interroger sur les racines sociales ou économiques des mouvements nationaux dans les pays sous-développés ou sur l'inéluctabilité de la décolonisation. Obsédée par la théorie de la « guerre révolutionnaire », elle est incapable d'appréhender l'évolution des territoires d'outre-mer autrement qu'à travers le prisme de la menace communiste. Des rizières au djebel, elle applique la même grille de lecture, en niant d'emblée « les aspirations des populations, qu'elles soient de nature sociale ou de type nationaliste », ainsi que le soulignent Paul et Marie-Catherine Villatoux, qui précisent : « Ce discours englobant, loin d'être le fruit amer d'un colonialisme à teneur paternaliste, voire raciste, est marqué du sceau d'un anticommunisme virulent, qui dès lors oblitère toute réflexion qui n'entre pas en phase avec un schéma mental devenu obsessionnel[37]. »

S'il y a autocritique, c'est donc uniquement pour perfectionner et enrichir le corpus doctrinal conçu à partir du modèle indochinois, afin de parer à toute nouvelle attaque de la « subversion ». Dès leur retour d'Indochine, et alors que balbutie l'insurrection algérienne, les officiers, tels que les capitaines Maurice Prestat ou Henri Grand d'Esnon, un rescapé du camp numéro 1, mais aussi les Lacheroy, Hogard, Trinquier, défilent dans les instituts militaires pour témoigner de leur expérience. Devenue la tribune privilégiée des émules du colonel Lacheroy, la *Revue militaire d'information* ira jusqu'à publier, début 1957, un numéro entier consacré à la « guerre révolutionnaire », avec un tirage exceptionnel de 52 000 exemplaires[38].

Cette réflexion théorique se double d'un bilan pratique du conflit indochinois. S'inscrivant dans une logique purement militaire, l'état-major essaie de trouver de nouvelles solutions techniques à la guerre révolutionnaire, en répertoriant et codifiant les méthodes utilisées parfois de manière très « artisanale » sur le théâtre d'Extrême-Orient. C'est ainsi qu'à l'initiative du général Ély, ancien commandant en chef des troupes françaises, 1 400 officiers de tous grades sont sollicités pour établir un rapport sur leur expérience indochinoise[39]. En ressort une étude de synthèse de mille pages, intitulée *Enseignements de la guerre d'Indochine*, où l'un des « éléments essentiels » cités de manière récurrente est la « recherche du renseignement ».

Subrepticement, et avant même que n'éclatent les bombes du FLN algérien, les officiers français ont effectué une mue sans précédent dans l'histoire

de l'armée : désormais, ils sont convaincus que leur mission n'est pas seulement d'assurer la défense du territoire, mais qu'elle est également de nature politique et policière. Une nouvelle conception du rôle de l'institution militaire qu'ils auront tout le loisir de mettre en application pendant la guerre d'Algérie...

5

Des « Viêts » aux « fellouzes » : la guerre contre-révolutionnaire

Un « officier de caractère »

« Il y a quelque chose que je n'oublierai jamais, vous m'entendez, jamais... » Brusquement, le général Chabannes s'est raidi sur son fauteuil et sa voix s'est durcie [1]. Devant cet accès de violence contenue, l'image de la « gégène » m'a traversé l'esprit. À quatre-vingts ans, Raymond Chabannes est un « Bigeard boy », selon l'expression de son ancien chef, qui le définit en outre comme un « officier de caractère ». Ensemble, ils ont « nettoyé Alger de ses terroristes », pendant la fameuse « bataille d'Alger ».

« C'était le 20 août 1955, quelque part dans le Constantinois, raconte-t-il. Lors d'une opération de ratissage, nous sommes tombés sur une grande exploitation d'agrumes, qui appartenait à un colon français. Nous avons remonté l'allée très longue, avec des arbres de chaque côté, et c'est là que j'ai vu, pour la première fois, des victimes égorgées : le grand-père, les parents, les enfants, toute la famille avait été massacrée. Et puis ce fut l'horreur absolue : ces ordures de fellouzes avaient cloué la petite fille, qui avait peut-être huit ans, sur une porte... Depuis, la rage et la haine contre le fellagha ne m'ont jamais quitté. Plus tard, quand j'ai entendu De Gaulle dire que l'Algérie c'était la France, je me suis dit : il est fou ! » Et d'ajouter, après un silence : « On n'intègre pas les Arabes, c'est eux qui vous intègrent...

– Alors pourquoi vous avez fait cette guerre ?

– Parce qu'un militaire obéit aux ordres et qu'il n'était pas question de perdre une nouvelle guerre ! »

Ancien résistant, devenu officier de carrière, Raymond Chabannes intègre le 3ᵉ régiment des parachutistes coloniaux (3ᵉ RPC) au lendemain de la

Seconde Guerre mondiale, avant de se porter volontaire pour l'Indochine. Dès lors, il ne quittera plus Bigeard, à qui il voue une admiration sans bornes, même s'il lui reproche – mais là-dessus personne le contredira – de ne « rouler que pour lui » : « D'habitude, explique-t-il, les régiments sont dirigés par des saint-cyriens, mais Bigeard, lui, il venait de la troupe. Il crapahutait partout avec nous, vivait comme nous, et, comme Rommel, il n'était pas attaché aux grades mais aux hommes... C'est ça qui a fait notre succès à Alger. »

Chabannes me remet alors un document qu'il a rédigé pour une assemblée des « Paras au feu », l'association mystérieuse à laquelle appartient aussi Yves de La Bourdonnaye. Véritable panégyrique du 3ᵉ RPC, il n'en reste pas moins un résumé saisissant de ce qui fit l'« originalité » de la guerre d'Algérie : « Octobre 1957 : la bataille d'Alger est terminée... Le bilan est considérable. Le FLN a subi un échec cuisant. Son organisation politique est démantelée, son organisation militaire et ses réseaux "bombes" sont anéantis. L'ordre est rétabli durablement. C'est une victoire incontestable des parachutistes. Le *trois* [3ᵉ RPC] y a participé très largement. Son action a été déterminante. La destruction des deux tiers de l'organisation politique et des quatre cinquièmes de l'organisation militaire de la Zone autonome d'Alger est à son actif...

– Que s'est-il passé ? Comment cela a-t-il été possible ?

– À l'arrivée des paras, il y avait déjà à Alger toutes les forces nécessaires pour rétablir l'ordre et la sécurité, mais elles étaient paralysées par les contraintes juridiques et administratives du temps de paix maintenues inconsidérément en Algérie par le gouvernement. C'est *en s'affranchissant de ces contraintes* [a] que les paras ont pu réussir là où les autres avaient échoué ; la victoire d'Alger est leur victoire !

– Vous êtes passé directement de l'Indochine à l'Algérie ?

– Oui, après un temps de repos en France. D'ailleurs, au début, nous n'arrêtions pas d'appeler les fellaghas les "Viêts" [b]. Il faut dire que nous avions vraiment l'impression que la même histoire recommençait. J'ai eu très tôt la preuve qu'il y avait un lien entre les deux : lors d'une opération à la frontière du Maroc, j'ai trouvé sur le cadavre d'un fellouze une copie du rapport rédigé par le général Ély sur « Les enseignements de la guerre d'Indochine ». Cela dit, j'ai toujours pensé qu'il y avait une grande différence entre les Viêts et les fellaghas : les premiers étaient de vrais politiques, tandis que les seconds n'étaient que des terroristes, qui ne comprenaient que la manière forte... »

a Souligné par l'auteur.

b Dans une note de service datée du 31 mai 1956, le général Noiret déplore l'utilisation de l'expression « le Viêt » pour « désigner notre adversaire actuel » (document SHAT).

Colonisation et racisme ordinaire

« Les Arabes ne comprennent que la violence » : ce jugement à l'emporte-pièce, fondé sur un racisme tenace et le « mépris total du bicot[a] », fait partie des stéréotypes associés à l'image des « indigènes d'Algérie » depuis que les Français ont entrepris de conquérir cette province de l'Empire ottoman, en juillet 1830 : « Voilà comment il faut faire la guerre aux Arabes, explique en 1843 dans une lettre le lieutenant-colonel de Montagnac, l'un des chefs de l'expédition. Tuer tous les hommes jusqu'à l'âge de quinze ans, prendre toutes les femmes et les enfants, en charger des bâtiments, les envoyer aux îles Marquises ou ailleurs, en un mot anéantir tout ce qui ne rampe pas à nos pieds comme des chiens[2]. »

Lancée par Charles X pour des raisons politiques afin de faire diversion à des difficultés intérieures, mais aussi avec le dessein de donner au drapeau blanc des Bourbons un prestige extérieur, la conquête est d'une brutalité extrême, associant politique de la terre brûlée et razzia : « Nous avons envoyé au supplice, sur un simple soupçon et sans procès, des gens dont la culpabilité est toujours restée plus que douteuse, note un rapport de la commission nommée par le roi le 7 juillet 1833. Nous avons massacré des gens porteurs de sauf-conduits, égorgé sur un soupçon des populations entières qui se sont ensuite trouvées innocentes ; nous avons mis en jugement des hommes réputés saints dans le pays, des hommes vénérés parce qu'ils avaient assez de courage pour venir s'exposer à nos fureurs, afin d'intercéder en faveur de leurs malheureux compatriotes. Il s'est trouvé des juges pour les condamner et des hommes civilisés pour les faire exécuter. [...] En un mot, nous avons débordé en barbarie les barbares que nous venions civiliser, et nous nous plaignons de n'avoir pas réussi auprès d'eux[3] ! »

Malgré ce constat sans fard, la conquête poursuit les mêmes exactions, sous la houlette du général Bugeaud, un « rustre dictatorial, totalement dénué de sensibilité, indiscipliné et passablement prévaricateur », selon le mot des historiens Bernard Droz et Évelyne Lever[4].

Dénommés « Algérie » en 1839, les territoires conquis dans le nord de l'Afrique deviennent une importante colonie de peuplement, notamment entre la guerre franco-allemande de 1870 et la Première Guerre mondiale, la population européenne triplant pour atteindre les 750 000 habitants. À cette

a Cette expression est de Jean Mairey, le directeur général de la Sûreté nationale, qui l'emploie dans un rapport sur le fonctionnement des services de police en Algérie, remis le 13 décembre 1955 au ministre de l'Intérieur François Mitterrand (cité par Pierre Vidal-Naquet, *La Raison d'État. Textes publiés par le Comité Maurice Audin*, Minuit, Paris, 1962, pp. 72-89 ; nouvelle édition : La Découverte, Paris, 2001. Cet ouvrage particulièrement précieux réunit vingt-deux textes officiels français, souvent confidentiels, rendant compte du déroulement de la guerre, dont des « notes » de Massu, Trinquier et Argoud).

implantation française massive s'ajoute une immigration espagnole, italienne et maltaise.

Quand, le 1er novembre 1954, éclate l'insurrection, le pays souffre de disparités sociales criantes, dans lesquelles le nationalisme algérien puise sa légitimité et la rébellion son principal atout. À cette époque, la population européenne frise le million d'habitants, soit un peu plus du dixième de la population d'Algérie. Minoritaire, le grand colonat agricole tient les rênes du pouvoir économique et politique[a]. Qu'elle s'appelle Borgeaud, du nom du sénateur et seigneur du domaine viticole de la Trappe, ou Blachette, député, roi de l'alfa et propriétaire du *Journal d'Alger*, cette oligarchie jalouse de ses privilèges applaudit des deux mains, quand, le 8 mai 1945, l'armée s'emploie à mater dans le sang le soulèvement de Sétif. Ce jour-là, des groupes de musulmans déchaînés massacrent une centaine d'Européens. Impitoyables, les représailles de l'armée et des milices civiles feront plusieurs milliers de victimes.

Révoltés par ces tueries aveugles, certains Algériens nationalistes, comme Ahmed Ben Bella ou Hocine Aït-Ahmed, s'engagent dans le combat anticolonialiste au lendemain du drame de Sétif, que d'aucuns considèrent comme le véritable début de la guerre d'Algérie[5]. Leur détermination est renforcée par l'absence de perspective politique, toute tentative de réforme du statut et des droits des populations arabes étant systématiquement bloquée par les potentats français, qui s'accrochent bec et ongles au *statu quo*. C'est ainsi que le timide « statut de 1947 », qui prévoit la création d'une Assemblée algérienne de cent vingt membres formés par deux collèges électoraux, comptant chacun soixante élus – le premier représentant les 900 000 Français, le second les huit millions de musulmans –, restera lettre morte. Même si on est loin de l'égalité, puisque le bulletin de vote d'un Européen vaut celui de huit musulmans, c'est déjà trop pour l'oligarchie qui fait capoter le projet après avoir truqué les élections de 1948.

Désormais persuadés que le changement ne passe que par l'action directe, les nationalistes algériens, dont d'anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale, comme Ahmed Ben Bella ou Mohammed Boudiaf, créent l'Organisation spéciale, chargée de préparer secrètement une insurrection armée. Tandis que les chefs de l'OS et leurs présumés complices subissent sévices et mauvais traitements dans les commissariats et gendarmeries, la population musulmane s'enfonce dans la « clochardisation », selon l'expression de l'ethnologue Germaine Tillion, qui enquête alors dans les Aurès. Au début des années 1950, moins de 13 % des enfants musulmans ont accès à

a 22 000 familles accaparent 87 % du domaine rural européen.

l'école publique et l'université d'Alger ne compte que 10 % de musulmans parmi les 5 000 étudiants inscrits.

« C'est vrai que le système était injuste, reconnaît le général Bigeard, qui ne portait pas le grand colonat dans son cœur. Un jour, j'étais dans une grande exploitation viticole et j'ai été choqué d'apprendre que le propriétaire faisait venir sa main-d'œuvre du Maroc, parce qu'elle coûtait moins cher que les saisonniers locaux. Mais bon, nous ne sommes pas venus pour défendre les riches colons, mais la France, menacée par une poignée d'agitateurs [6]... »

L'empire encore et toujours, et l'incapacité de mesurer, un instant, l'ampleur des frustrations, voire de la haine accumulées par les populations algériennes depuis la « conquête », lesquelles sont pourtant le terreau de l'« agitation ». Mais là où le vieux militaire n'a pas tort, c'est qu'à la différence de la Tunisie et du Maroc tout proches l'insurrection du 1er novembre 1954 n'est pas le produit d'une poussée de nationalisme populaire, mais découle bien de la volonté de quelques hommes – Mourad Didouche, Larbi Ben M'Hidi ou Mostapha Ben Boulaïd – convaincus que l'Algérie n'a pas d'autre issue que d'arracher son indépendance par la violence, ainsi que l'a montré la récente guerre d'Indochine.

L'insurrection des « hors la loi »

C'est dans la nuit du 31 octobre 1957 qu'éclate une série d'attentats sur une trentaine de points du territoire, principalement dans le département de Constantine et dans les Aurès. Le bilan se solde par huit morts, dont un instituteur français de vingt-trois ans abattu à bout portant, et d'importants dégâts matériels. Au même moment, des tracts annoncent la naissance du Front de libération nationale, dont l'objectif principal est l'« indépendance » qui passe par la « restauration de l'État algérien souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques et le respect de toutes les libertés fondamentales sans distinction de races et de confessions ». Il s'agit de rassembler et d'organiser « toutes les énergies saines du peuple algérien pour la liquidation du système colonial ». Enfin, le manifeste affirme, « conformément aux principes révolutionnaires et compte tenu des situations intérieure et extérieure, la continuation de la lutte par tous les moyens jusqu'à la réalisation de notre but [7] ».

« Le 1er novembre fut d'abord et avant tout le résultat d'une révolte, d'une remise en cause de tous les appareils établis, c'est-à-dire une rupture catégorique avec tous les anciens mouvements nationalistes [8] », dira plus tard Mohammed Boudiaf, l'un des chefs de la rébellion.

Sur place, les déclarations officielles sont quelque peu discordantes : le gouverneur général Roger Léonard dénonce un complot fomenté au Caire, là où le général Cherrière, commandant la 10e région militaire, ne voit qu'un « soulèvement tribal ». Mais tous s'accordent à reconnaître le caractère artisanal des bombes et l'amateurisme de l'insurrection.

Quant au gouvernement, il réagit par la voix de son ministre de l'Intérieur, François Mitterrand : « L'Algérie, c'est la France, proclame-t-il le 6 novembre, et la France ne reconnaîtra pas chez elle d'autre autorité que la sienne... Des Flandres au Congo, il y a une seule loi, une seule nation et un seul Parlement. »

Six jours plus tard, c'est au tour de Pierre Mendès France, président du Conseil, de déclarer devant l'Assemblée : « Qu'on n'attende de nous aucun ménagement à l'égard de la sédition, aucun compromis avec elle. On ne transige pas lorsqu'il s'agit de défendre la paix intérieure de la nation et l'intégrité de la République. [...] Entre l'Algérie et la métropole, il n'y a pas de sécession concevable. »

Aussitôt, la police et la gendarmerie procèdent à quelque 2 000 arrestations de « suspects » qui n'ont pour la plupart rien à voir avec l'insurrection, et qui sont souvent très maltraités : dès la fin de 1954, *L'Humanité* et *France-Observateur* dénoncent l'usage de la torture dans les commissariats et prisons d'Alger.

Si le projet du Front de libération nationale reste flou quant à la configuration politique et sociale de la future Algérie – à la différence du programme du Viêt-minh, qui affirmait d'emblée son orthodoxie marxiste-léniniste [a] –, il s'est doté d'une armée du même nom, comprenant initialement au maximum un millier d'hommes, dont 450 en Kabylie et 350 dans les Aurès. Armées de vieux fusils, les « hors la loi » (ou « HLL », selon la terminologie officielle) s'emploient d'abord à scier des poteaux télégraphiques, à saboter des voies ferrées ou à rechercher les accrochages avec les forces de l'ordre peu nombreuses et sous-équipées, l'essentiel des troupes françaises étant alors mobilisé en Indochine [b] ou pour des opérations de maintien de l'ordre au Maroc et en Tunisie. Très vite, les 50 000 hommes du général Cherrière sont débordés par la rébellion qui s'étend en Kabylie dès janvier 1955, en profitant de sa dispersion dans l'immense espace algérien, de la mobilité de ses combattants et de leur connaissance du terrain.

L'action de l'Armée de libération nationale (ALN) est en effet positivement perçue par une majorité de la population algérienne : depuis plusieurs années, l'idée d'indépendance faisait son chemin, sous l'effet conjugué de

a Pour continuer la comparaison, de même le FLN ne put jamais proclamer de « zone libérée » et y installer son gouvernement ; la lutte en resta au niveau de la guérilla et ne put jamais passer à l'offensive générale ; les Français ne connurent pas de défaite militaire, mais c'est la volonté politique qui entraîna leur retrait...

b Les dernières troupes françaises quitteront le Nord-Viêt-nam le 15 mai 1955.

l'humiliation coloniale et de l'action des différentes composantes du mouvement nationaliste. Pour le FLN/ALN, fort de ce soutien populaire, un enjeu essentiel est à la fois d'unifier toutes ces composantes et de « neutraliser » les réfractaires. Dans ce but, nombre de chefs combattants n'hésitent pas à recourir aux méthodes les plus violentes. Parallèlement aux actions armées contre le « système colonial », un terrorisme ciblé vise d'abord les agents du pouvoir colonial, puis les notables algériens, coupables de « collaboration », retrouvés bien souvent égorgés, avec ce « sourire kabyle » qui hantera bientôt la nuit des appelés du contingent [a]. Dans certaines régions, cette politique d'assassinats se double de campagnes d'intimidation, avec la diffusion de consignes et mots d'ordre tels que l'interdiction de fumer ou de boire de l'alcool, les réfractaires subissant des sanctions graves : lèvres ou nez tailladés à coups de rasoir. Enfin, pour asseoir son implantation sur tout le territoire, les « rebelles » exigent un soutien ou une participation directe des paysans, lesquels seront bientôt soumis à une terreur permanente, avec, d'un côté, le marteau du FLN et, de l'autre, l'enclume des militaires.

Comment expliquer une telle stratégie de la violence ? Pour les historiens Bernard Droz et Évelyne Lever, « le crime a toujours valeur d'exemple, tout comme la mutilation, et participe à la mise en condition puis au ralliement contraint des populations. La violence vise à substituer aux structures de l'ordre colonial les cadres politiques, administratifs et sociaux d'une Algérie libérée [9]. »

L'influence des « officiers malades de l'Indochine »

Côté français, puisque la solution politique est exclue, on tape fort et tous azimuts, au risque justement de se mettre à dos les populations. Officiellement, la France n'est pas en guerre. L'Algérie faisant partie intégrante du territoire français et un État ne pouvant se faire la guerre à lui-même, la tâche de l'armée est donc théoriquement préventive. Dès la fin de l'année 1954, le général Cherrière déclenche de vastes opérations de ratissage dans les zones « infectées », à grand renfort de véhicules blindés et d'appui aérien, dans la meilleure tradition du *Kriegspiel*. Mobilisant des milliers d'hommes, ces opérations, baptisées « Aloès » en Kabylie, « Véronique » ou « Ariane » ailleurs, se révèlent psychologiquement désastreuses : bombardements au napalm, expéditions punitives et arrestations massives de faux suspects terrorisent les populations et constituent, finalement, les meilleurs agents recruteurs du FLN.

a De novembre 1954 à mai 1957, les attentats contre les personnes ont fait 6 350 morts dans la population musulmane, contre 1 035 chez les Européens.

Dans le même temps, s'inspirant de l'expérience indochinoise, l'état-major de la 10e région militaire procède à un « quadrillage de protection », avec la mise en place d'un système de maillage territorial censé couvrir les 2 400 000 km² du territoire algérien. Pour cela, il faut des hommes : porté à 80 000 en janvier 1955, l'effectif militaire atteindra 190 000 un an plus tard. « La défense en surface exige des moyens considérables pour simultanément garnir le pays d'un quadrillage suffisant et avoir à portée les moyens mobiles d'intervention nécessaires », explique le général Cherrière dans une lettre au ministère de la Défense nationale, datée du 22 juin 1955.

Au même moment arrive sur le bureau du ministre un rapport signé du lieutenant-colonel Roger Trinquier. Chargé de créer un bataillon parachutiste, qui deviendra le 3e RCP, il rencontre à Paris, au mois de juin, Jacques Morlane, le patron du service Action du SDECE : « La guerre d'Algérie était commencée. Elle était l'objet de toute son attention, raconte-t-il dans l'un de ses livres. L'Algérie si près de la France... c'était la France. Là, les services spéciaux allaient pouvoir déployer tous leurs talents avec le personnel de leur choix [10]... »

Convaincu que « la guerre révolutionnaire commence toujours par un mouvement insurrectionnel interne, apparemment sans interférence étrangère [11] », Trinquier tente de secouer le cocotier ministériel pour le convaincre d'« innover », au risque, dit-il, de « perdre une nouvelle guerre » : « L'expérience a montré qu'il n'était nullement nécessaire d'avoir les sympathies de la totalité des populations qui, en général, sont amorphes et indifférentes. Il suffit de former une élite agissante et de l'introduire dans la masse comme un levain, qui agira au moment voulu. » Et d'ajouter : « On se bat actuellement en Afrique du Nord à peu près comme on se battait en 1946 en Indochine. Contre un adversaire qui offre les mêmes caractéristiques, on utilise un instrument de guerre inadapté ; on recherche toujours à écraser la mouche avec le marteau-pilon. »

Car, petit à petit, arrivent en Algérie les paras de l'ex-corps expéditionnaire d'Extrême-Orient, avec la rage au ventre et l'envie d'en découdre, pour venger les humiliations subies, mais aussi mettre en application les fameux « enseignements de la guerre d'Indochine » : « Cette Algérie, prolongement de la France, il nous faut la garder [...] peut-être sous une autre forme mais ne pas la laisser filer entre les mains des communistes poussant leurs pions un peu partout », écrit Bigeard, qui prend la tête d'un bataillon du 1er RPC dans la région de Bône, en octobre 1955. « Je me sens fort, conscient de bien connaître les guerres révolutionnaires ; oui, je me battrai pour ne pas voir l'Algérie tomber sous un régime comme celui que j'ai connu en captivité [12]. »

Quelques mois plus tard débarque à son tour le colonel Antoine Argoud, qui a servi en Indochine de 1947 à 1950, à l'état-major du général de Lattre. À la tête d'une compagnie du 3e régiment colonial d'Afrique, ce futur chef de

l'OAS inaugurera bientôt à M'sila une technique de guerre psychologique qu'il affectionne particulièrement : l'exposition publique des cadavres de « rebelles ». « Dès les premières heures, nous sommes confrontés aux réalités de la guerre révolutionnaire, que j'étudiais depuis dix ans sur le plan théorique, écrit-il dans ses Mémoires. Visiblement, ni les autorités civiles ni les autorités militaires n'ont compris quelle était la nature de la lutte qui leur est imposée : tout se passe comme si la guerre d'Indochine n'avait jamais eu lieu. Les généraux mènent une guerre classique. Ils pourchassent des bandes, qui, neuf fois sur dix, s'évanouissent comme des ombres [13]. » Et d'ajouter : « L'armée est convaincue d'avoir compris mieux que personne en France la véritable nature de la menace qui pèse sur le pays et sur l'Occident entier. Elle est exaspérée par la perspective d'une nouvelle défaite en Algérie, qui signifierait pour elle une humiliation de plus, et une rupture des engagements moraux qu'elle a contractés à l'égard de la population. »

L'influence des « officiers malades de l'Indochine [14] » sur l'évolution de ce qu'on appelle alors les « opérations de maintien de l'ordre en Algérie » est déterminante. Non seulement sur le terrain, mais aussi à l'École supérieure de guerre où transitent et se forment les officiers de la guerre d'Algérie, présents et futurs, en liaison étroite avec l'état-major. Dès 1954, la 68e promotion de l'ESG inaugure une commission intitulée « Guerre idéologique : enseignements de la guerre d'Indochine » [a]. Pour la promotion suivante (1956-1957), l'enseignement intègre officiellement l'étude de la « guerre subversive » dans l'une des trois périodes du premier cycle, aux côtés de la « guerre classique » et de la « guerre atomique ». Fait sans précédent dans l'histoire militaire : l'enseignement théorique dispensé aux cadres s'adapte en temps réel aux expériences du terrain, en le nourrissant à son tour, dans des allées et venues permanentes entre la théorie et la pratique, permettant l'élaboration d'un modèle complet, prêt à l'emploi et donc à l'exportation.

Dans les hautes sphères militaires, rares sont ceux qui écrivent, comme le colonel Lanusse, formé au Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes (CHEAM), qu'il faut s'attaquer « non pas aux conséquences du mal, mais à ses causes : si les populations ont perdu la confiance dans la France, explique-t-il, c'est parce qu'en notre nom ont été, dans ce pays, tolérées ou commises des malhonnêtetés ou des injustices. [...] Parce que nous avons fait trop de promesses non tenues. [...] Il faut se garder d'exagérer le rôle du communisme international ou même local ou celui de l'URSS dans la rébellion algérienne [15] ».

Même si, en 1955, l'état-major reconnaît volontiers que la collusion entre le FLN et le mouvement communiste international est loin d'être établie, le discours prédominant se contente de calquer la grille d'interprétation issue de la théorie de la guerre révolutionnaire sur le conflit algérien, en le réduisant systématiquement à un avatar de la guerre froide. À l'heure de la parité atomique, qui oblige les superpuissances à la détente, puis à la coexistence pacifique, l'état-major est plus que jamais convaincu que Moscou et Pékin cherchent à rompre l'équilibre des blocs par la prolifération des foyers révolutionnaires. En Algérie, il ne s'agit donc plus uniquement de conserver à la France le dernier vestige de son empire, mais de défendre un bastion stratégique du monde libre face à la subversion communiste.

a C'est aussi en 1954 que l'étude de l'opuscule de Mao Zedong, *La Guerre révolutionnaire en Chine*, est rendue obligatoire aux officiers qui suivent les cours de l'École de guerre.

Cette vision manichéenne du monde devient un dogme intangible asséné à longueur d'articles et de conférences : « La suite des événements mondiaux auxquels conduit l'opposition de l'Occident à l'idéologie du Kominform place aujourd'hui nos prolongements africains en zone névralgique de pourrissement », écrit, par exemple, le général Libermann, contrôleur général de l'armée, dans un rapport intitulé *La guerre révolutionnaire va-t-elle nous embraser ?*, remis au ministre de la Défense nationale en octobre 1955. De même, le chef d'escadron Louis Pichon affirme dans la revue de l'OTAN : « En Algérie, comme il l'a déjà fait précédemment en Chine ou en Indochine, le marxisme international utilise le nationalisme ou le panarabisme comme un *axe d'action révolutionnaire* et compte bien profiter du désarroi des esprits et du vide spirituel résultant de la campagne de terreur menée par les chefs algériens pour s'installer en maître le moment venu [16]. »

Ce discours théorique se double d'une réflexion pratique, l'armée s'emparant du conflit algérien pour « valider les thèses de la guerre révolutionnaire et expérimenter sur le terrain une véritable parade contre-révolutionnaire [17] ». À l'École supérieure de guerre comme dans les autres instituts militaires, la guerre révolutionnaire n'est jamais étudiée pour elle-même, comme un exercice d'école, mais « comme le préalable nécessaire et indispensable à la recherche d'une riposte [18] » militaire sur le terrain algérien, où les débuts de l'insurrection ne sont pas sans rappeler les phases du « scénario type » si cher à Lacheroy. Dans le nouveau jargon militaire, cette « parade » est appelée « guerre contre-révolutionnaire » ou « lutte antisubversive » et, tout simplement, « pacification ».

La guerre contre-révolutionnaire

Dans les djebels algériens, puis plus tard dans les villes, la « riposte » s'organise autour de trois objectifs fondamentaux : la reconquête militaire du terrain, la reprise en main des populations et la destruction de l'« OPA », l'Organisation politique et administrative du FLN, un terme inventé par l'état-major d'Algérie pour désigner les structures clandestines soutenant

l'implantation des « rebelles » dans la population – concept qui découle directement des enseignements de Lacheroy sur les « hiérarchies parallèles ».

S'appuyant sur le quadrillage du territoire et les techniques de contre-guérilla acquises en Indochine, la reconquête militaire passe par la dissémination géographique des forces armées, et donc par la décentralisation du commandement, dans le but de traquer au plus près les « bandes de hors-la-loi » : « La guerre du bled, écrit l'historien Pierre Vidal-Naquet, plus qu'une guerre de généraux et de colonels, est une guerre de capitaines [...] et même une guerre de sous-officiers et de troufions [19]. » Résultat : livrés à eux-mêmes sur un bout de territoire, les officiers mènent la guerre comme ils l'entendent, c'est-à-dire en s'asseyant le plus souvent sur tous les principes qui régissent normalement leur « art » : exécution « pour l'exemple » de fuyards ou de simples suspects, achèvement des blessés, « corvées de bois », assassinats d'otages en représailles à la mort de soldats, destruction de mechtas, égorgement d'un Arabe, histoire de montrer que le fameux « sourire kabyle » n'est pas l'apanage du FLN ou de venger un camarade retrouvé « massacré les couilles dans la bouche », selon les mots du général Chabannes, ou encore largage de prisonniers dans la mer : le 19 août 1956, le jeune rappelé Noël Favrelière déserte, emmenant avec lui un prisonnier qui devait être jeté du haut d'un hélicoptère [20]...

L'arbitraire de la répression est tel qu'elle se retourne bien souvent contre l'armée elle-même, en alimentant indéfiniment le cycle répression-rébellion, lequel contribue à étendre l'insurrection, bien plus qu'à la contenir. C'est ainsi que le colonel Bigeard passe deux mois dans le douar Aïn-Madjar où il prétend avoir abattu vingt-quatre fellaghas. En fait, les « rebelles » étaient de simples *choufs*, des bergers qui n'avaient rien à voir avec l'insurrection. Quelques jours plus tard, dix-neuf soldats du 51e régiment d'infanterie sont massacrés en représailles [21].

Loin d'être le fait de sadiques – sauf à supposer qu'ils sont légion dans l'armée d'Algérie –, ces exactions systématiques sont l'expression d'une « révolution dans l'art de la guerre [22] », censée répondre à la « guerre totale » menée par les rebelles par une politique de la terreur dont l'enjeu est le ralliement des populations. C'est pour dissuader celles-ci de prêter main-forte à l'insurrection que le colonel Argoud, l'un des plus féroces partisans de la « guerre révolutionnaire », décide d'exposer les cadavres de ses victimes : « Je fusillerai les grands coupables, écrit-il. Ma justice sera donc juste. Elle répondra ainsi au premier critère d'une justice chrétienne. J'exposerai leurs cadavres, non mû par je ne sais quel sadisme, mais pour accroître la vertu d'exemplarité... Mon action, je ne me le dissimule pas, sera en marge de la loi, avec tout ce que cela comporte. Mais comment agir autrement et à qui la faute [23] ? »

De même, ces techniques de répression aveugle sont la réponse militaire à la nouvelle définition de l'ennemi véhiculée par les enseignements du colonel Lacheroy. Face à un ennemi interne, impossible à identifier car disséminé dans la population, il convient de ratisser large, en prenant les grands moyens : c'est ainsi que sont délimitées, dès 1956, des « zones interdites » que la population civile doit évacuer impérativement, sous peine de mort, l'ordre étant donné de tirer sans sommation sur quiconque s'y déplaçant. Puisque les rebelles sont « comme le poisson dans l'eau », on décide de vider l'eau, une mesure radicale qui s'inscrit dans la guerre psychologique qu'entend mener l'armée face à la « guerre totale » du FLN.

Les débuts de l'« action psychologique »

Car, sur le terrain, la politique de pacification a deux visages : représentant le volet offensif de la guerre psychologique, la répression se double d'un volet défensif, baptisé « action psychologique » et visant à conquérir l'attachement des « indigènes » à la France : « La population est l'enjeu de l'adversaire comme des forces de l'ordre », explique une « Instruction pour la pacification en Algérie » destinée aux chefs de corps. « Elle détient la clé de voûte du problème, car le succès appartiendra à celui des deux qui la fera s'engager dans l'action. »

Supervisée à Paris par le colonel Lacheroy, devenu un personnage incontournable de la rue Saint-Dominique, siège du ministère de la Défense nationale, l'action psychologique connaît un développement spectaculaire à partir de 1955, au point d'entraîner des modifications substantielles dans les structures militaires. C'est ainsi qu'est créé, le 1er mars, un Bureau régional d'action psychologique – ancêtre des 5es bureaux –, dont la première mission est la mise en place des « SAS », les Sections administratives spécialisées, incarnant le visage humain de la pacification, et largement soutenues par Jacques Soustelle, promu gouverneur général au début de l'année : « La lutte contre la rébellion serait vaine si elle ne se doublait d'une action en profondeur, d'un effort de rééquipement administratif et économique propre à effacer la dissidence et à en éviter le retour », écrit-il dans un courrier retrouvé dans les archives du SHAT.

Censée se substituer aux structures clandestines du FLN, qui pallient bien souvent les carences de l'administration, l'action des SAS – on en comptera six cents en mai 1958 – est exclusivement d'ordre social : composées d'un personnel militaire et civil, européen et musulman, elles s'occupent du ravitaillement des douars, mènent des campagnes d'alphabétisation ou dispensent des soins médicaux, grâce à des équipes médico-sociales itinérantes. Dans les faits, le travail des fameux « képis bleus » est bien souvent compromis par la

politique de répression menée sans discernement par les bérets rouges et verts, les deux volets de la « guerre psychologique » s'annulant bien plus qu'ils ne se complètent...

L'importance accordée à l'action psychologique est telle qu'elle conduit à la création d'un centre de formation spécifique, dédié à l'enseignement des techniques de la guerre psychologique et lieu de passage obligé de tous les officiers et sous-officiers fraîchement débarqués en Algérie. Ouvert à Arzew, à l'est d'Oran, au début de l'année 1955, le Centre d'instruction de la pacification et de la contre-guérilla (CIPCG), où Lacheroy donne régulièrement des conférences, joue un rôle capital dans la diffusion des méthodes de la guerre contre-révolutionnaire : « Il y a beaucoup à faire pour enseigner cette guerre si particulière aux cadres et à la troupe, explique le général Salan, chef de la 10ᵉ région militaire et futur patron de l'OAS ; le cours d'Arzew que dirige avec beaucoup d'intelligence le colonel Bruge, ancien prisonnier des camps Viêt-minh, est fréquenté avec assiduité par les cadres [a]. Si bien que, dès le mois de mai, nous sentons les premiers effets de cette œuvre [24]. »

Au CIPCG, où transiteront un certain nombre d'officiers étrangers venus se former à la « doctrine française », on explique ainsi que « la guerre en Algérie est une guerre révolutionnaire », titre d'un programme de formation qui précise les modalités de « conduite de la guerre révolutionnaire en Algérie » :

« – Action psychologique
– Guerre psychologique
– Destruction des bandes armées [...]
– Destruction de l'infrastructure rebelle : le renseignement politique ; l'enquête ; l'action policière ; la lutte contre le terrorisme. »

Dans ce programme, il est important de noter la place accordée au « renseignement politique » et à l'« action policière », des missions qui normalement n'incombent pas à l'armée, mais à la police ou à la gendarmerie. Subrepticement, et alors que la politique de « pacification » se révèle incapable de juguler l'extension de l'insurrection, les militaires s'arrogent des compétences policières qu'ils finiront par revendiquer haut et fort, en réclamant notamment une législation d'exception taillée sur mesure.

a En deux ans, d'octobre 1957 à septembre 1959, 7 172 stagiaires passent par le CIPCG : 39 colonels, 136 lieutenants-colonels, 616 commandants, 1 694 capitaines, 1 158 lieutenants, 1 434 sous-lieutenants et 2 095 sous-officiers.

L'état-major revendique des « méthodes nouvelles »

Dès 1955, les rapports établis par l'état-major d'Alger reprennent à leur compte les recommandations des anciens de l'Indochine, comme Lacheroy ou Trinquier, qui n'ont eu de cesse d'inciter à l'« innovation » : « La guerre qui nous est imposée actuellement en Algérie est une guerre de style révolutionnaire à laquelle nos cadres et nos troupes ne sont pas habitués et pour laquelle ils sont mal adaptés », note le général Lorillot, commandant la 10ᵉ RM, dans un document classé « secret » du 9 novembre 1955. « Ce nouveau théâtre d'opérations nous oblige à penser et à mettre au point des *méthodes nouvelles* adaptées à cette forme de guerre, si nous ne voulons pas subir l'emprise démoralisante d'un adversaire peu nombreux, certes, mais entreprenant et très fluide et ne pratiquant que les méthodes de guérilla. Il faut que nous arrivions par nos recherches à inventer des *procédés techniques* qui, sans enfreindre les prescriptions de la convention de Genève, permettront ou tout au moins faciliteront la neutralisation des saboteurs ennemis [a]. »

Certes, pour l'heure, le général de corps d'armée reste prudent : il ne s'agit pas, tient-il à préciser, de violer les conventions de Genève, chose qui est d'ailleurs déjà largement pratiquée en Algérie, comme le prouvent l'exécution de prisonniers ou le déplacement forcé des populations civiles [b]. De toute façon, même s'il pensait qu'il faut violer lesdites conventions, il ne l'écrirait pas : en pleine bataille d'Alger, alors que la torture est employée de manière systématique, le mot n'apparaît jamais écrit dans aucun rapport officiel. Au plus, on parle de « méthode de coercition », un processus d'euphémisation qui caractérise toutes les opérations massives et coordonnées de violation des droits de l'homme, des nazis aux dictateurs argentins.

On peut légitimement s'interroger sur ce que sont les « méthodes nouvelles » préconisées par le général Lorillot, et si l'expression ne désigne pas finalement des pratiques déjà existantes, dont le général aimerait qu'elles soient officiellement reconnues comme les armes nécessaires d'un nouveau type de guerre. Un rapport rédigé par le colonel Bigeard, après « sept mois passés dans le Nord-Constantinois », tend à confirmer que, lorsqu'ils parlent d'« innovations », les officiers tentent de justifier *a posteriori* des techniques militaires qu'ils savent condamnées par les lois de la guerre, mais dont ils pensent qu'elles sont indispensables dans le cadre d'une action

a Le rapport est adressé au chef d'état-major de l'armée, avec copie au ministre de la Défense (SHAT ; souligné par l'auteur).

b Signées par la France en 1951, les quatre conventions de Genève régissent le droit de la guerre : la première concerne les blessés et malades des forces armées sur le champ de bataille, la deuxième les blessés et malades en mer, la troisième le traitement des prisonniers et la quatrième les personnes civiles.

contre-révolutionnaire : « Face à cette guerre en surface, écrit Bigeard, il faut bien reconnaître que malgré nos efforts, le mal non seulement demeure, mais s'étend chaque jour. Dans cette conjoncture et devant un adversaire fanatique, qui s'aguerrit de jour en jour, nous cherchons sans cesse, nous innovons [25]. »

En fait, l'innovation majeure à laquelle le chef du 3e RPC fait référence, sans oser encore la nommer, c'est la recherche du renseignement, destinée à traquer, pour mieux la détruire, la fameuse « OPA », l'organisation politico-militaire du FLN. Or, qui dit « renseignement » dit « interrogatoire » et donc « torture », comme a le mérite de le reconnaître sans détour le colonel Argoud : « L'organisation politico-administrative (OPA) constitue l'aspect original et fondamental de la guerre révolutionnaire. Elle est clandestine, c'est-à-dire noyée dans la masse de la population, dont rien ne la distingue. [...] Le pourrissement de la population par l'OPA s'est progressivement étendu comme un cancer. [...] Mais comment procéder, puisque aucun règlement n'existe traitant du problème, aucune directive d'ensemble n'est proposée par le commandement ? Une question, d'emblée, se pose à moi ; elle constitue le nœud du problème, à la fois sur les plans temporel et spirituel : existe-t-il, à cette nouvelle forme de guerre qui nous est imposée, une parade efficace et compatible avec les exigences de la civilisation occidentale ? »

Question rhétorique, dont la réponse est bien évidemment négative, comme l'admet sans sourciller le futur putschiste : « Menacés des pires représailles (menaces dont ils sont à même de vérifier chaque jour la fiabilité), les musulmans ne consentent à parler, aussi longtemps qu'ils ne *seront pas totalement protégés*, que si nous leur faisons subir des violences [26]... »

Exit donc les « exigences de la civilisation occidentale », incarnées notamment par les lois de la République qui protègent les droits et la vie des individus, fussent-ils terroristes. Or, du côté militaire, c'est précisément là que le bât blesse : obsédés par la recherche du renseignement, érigée en arme absolue de la guerre contre-révolutionnaire, ils vont s'employer à faire voler en éclats le « carcan » de la légalité pour obtenir carte blanche, avec la bénédiction des politiques, incapables de gérer le conflit algérien autrement que par les armes...

6

Une justice taillée sur mesure, ou vers une législation d'exception

Paul Aussaresses, le « nettoyeur »

« Vous vous souvenez de la première fois où vous avez torturé quelqu'un à mort ?

– Oui ! Oui... »

Silence. Ce n'est pas la première fois que le général Aussaresses parle des forfaits qu'il a commis au « nom de la France », mais manifestement le sujet est sensible [1]. Peut-être craint-il d'être attaqué de nouveau pour « complicité d'apologie de crimes de guerre ». À moins que ce ne soit un reste d'atavisme professionnel : chez les agents secrets, on est muet jusqu'à la tombe...

« Alors, c'était quand ?

– Le 18 juin 1955, à Philippeville. Le matin, un musulman avait assailli un pied-noir à coups de hache dans la rue. Il lui avait fendu le crâne. Le jour de l'anniversaire de l'appel du Général ! J'ai considéré que c'était une insulte personnelle : en tant qu'ancien FFL, j'étais gaulliste et j'avais une grande admiration pour De Gaulle. Alexandre Filiberti, le chef de la Sûreté urbaine, s'est rendu à l'hôpital, au chevet de la victime qui lui a donné le nom de son agresseur. Il le connaissait : ils travaillaient dans la même mine de fer. Le même jour, cinq bombes ont éclaté dans la ville, dont une au bureau de poste. Le type a été arrêté. La police judiciaire le remet aux Renseignements généraux qui me le confient, car ils n'avaient pas les moyens d'exploiter ce genre de renseignement. Il fallait le faire parler, et j'ai commencé à lui poser des questions du genre : "Qui vous a donné l'ordre de massacrer votre compagnon de travail ? Qui est votre chef ?" Je voulais savoir quelle était l'organisation qui

se cachait derrière lui et quels en étaient les membres. Le type n'a pas voulu parler, il en est mort...

– Comment ?

– Eh bien, avec de l'eau, un chiffon...

– Qu'est-ce qui fait qu'un ancien résistant se met à utiliser les mêmes méthodes que la Gestapo ?

– Le fait d'avoir affaire à un terroriste qui s'attaque à des civils. Par ses actes, il n'est plus un humain, il échappe donc à la pitié que provoque naturellement tout être qui souffre...

– Qu'est-ce que vous avez ressenti ?

– Rien. J'ai simplement regretté qu'il n'ait pas parlé avant de mourir... »

Inutile d'attendre que le général Aussaresses exprime un quelconque remords. Il ne fera pas, dit-il, comme son collègue Jacques Massu, qui au seuil de sa mort a finalement lâché qu'« on aurait pu faire autrement ».

« Il était gâteux, affirme Aussaresses, c'est pour cela qu'il s'est repenti. Étant donné le genre de guerre qu'on nous demandait de mener, on ne pouvait pas faire autrement... »

Enfermé dans sa logique de « bon soldat », le militaire invoque encore et toujours les ordres qu'on lui a donnés. Il rappelle ainsi qu'à son retour d'Indochine, en 1952, il fut chargé d'éliminer ceux qui, à l'étranger, soutenaient la rébellion algérienne. À l'époque, le SDECE et son service Action sont littéralement obnubilés par la guerre froide : « Morlane était persuadé qu'une invasion soviétique était imminente et il s'était occupé de créer des dépôts d'armes secrets sur le territoire pour que, le moment venu, une résistance puisse s'organiser [2] », raconte-t-il dans son livre.

Convaincu que Moscou tire les ficelles nord-africaines, la « Piscine » demande à Aussaresses d'« envoyer par le fond un navire battant pavillon neutre, qui se trouvait à quai en Égypte et transportait des armes portatives, des munitions et des grenades destinées à l'Algérie ». Muni d'un passeport diplomatique qui lui permet de « transporter du plastic sans être fouillé », et accompagné de deux nageurs de combat, il obéit aux ordres sans sourciller. Même chose quand il est envoyé en Suisse, pour mener une série d'actions « homo », comme « homicides », dans des conditions sur lesquelles l'exécutant n'entend pas s'étendre... Des actions qui continueront pendant la guerre d'Algérie (plusieurs trafiquants d'armes, tchèques, belges et néerlandais, travaillant pour le FLN, seront assassinés par le SDECE, en 1958 et 1959) ; mais là, Aussaresses n'était pas dans le « coup ». Car, entre-temps, il a été muté en Algérie, après avoir officiellement quitté les services spéciaux, qui, en principe, « n'ont pas le droit d'intervenir en Algérie, puisqu'elle fait partie de la France ».

« Concrètement, ça veut dire quoi ?

– Que j'ai été affecté à la 41ᵉ demi-brigade parachutiste de Philippeville...

– Mais vous aviez vraiment quitté le SDECE ?

– Non, sauf accident de parcours, on ne quitte jamais la "Piscine". Je pense qu'on m'a envoyé en Algérie parce que j'avais une certaine expérience... »

C'est ainsi que le commandant Aussaresses débarque à Philippeville, dans le Constantinois, le 1ᵉʳ janvier 1955, soit deux mois après le début de l'insurrection. Autant dire que les services ont réagi au quart de tour... Son chef, le colonel de Cockborne, lui demande de devenir son officier de renseignement, une fonction apparemment peu reluisante si l'on en croit les commentaires de l'intéressé : « En temps de guerre, l'officier de renseignements est principalement chargé de rassembler la documentation nécessaire à l'exécution des opérations. Cette documentation porte sur le terrain et sur l'adversaire. De telles tâches sont peu estimées par le milieu militaire. Pour les accomplir, il faut une mentalité particulière qui permette de souffrir les railleries des autres cadres. »

Et d'ajouter : « Liquider le FLN, cela supposait évidemment une volonté politique mais aussi des moyens adaptés. La police n'était pas faite pour cette mission et les cadres des régiments n'étaient pas non plus formés pour ce type de guerre où une armée classique doit affronter une rébellion qui, pour vivre et se développer, est obligée de se mêler à la population civile et de l'entraîner dans sa lutte par la propagande et la terreur. On commençait donc à envoyer des nettoyeurs et j'en faisais partie [3]. »

Philippeville, ou l'embryon d'un système

Aussaresses inaugure ce qui deviendra la caractéristique principale de la bataille d'Alger : une collaboration étroite avec les services de police, ceux-ci finissant par passer complètement sous la coupe de l'armée. L'objectif : repérer les « suspects » qui, noyés dans la population civile, peuvent, à un titre ou à un autre, soutenir les réseaux clandestins du FLN.

Le militaire se met en rapport avec les Renseignements généraux, la police judiciaire, la Sûreté urbaine et la gendarmerie, avec tous ceux qui sont normalement chargés d'enquêter sur les crimes – qu'ils soient des délits communs ou des attentats terroristes – et donc de mener des interrogatoires : « Les policiers me firent vite comprendre que la meilleure façon de faire parler un terroriste qui refusait de dire ce qu'il savait était de le torturer, rapporte-t-il, sans se départir de son ton clinique et détaché. Ils s'exprimaient à mi-voix, mais sans honte, sur ces pratiques dont tout le monde, dans la hiérarchie comme à Paris, savait qu'elles étaient utilisées et dont certains journaux commençaient à parler. Sans état d'âme, ils me montrèrent la technique des interrogatoires "poussés" : d'abord les coups qui, souvent, suffisaient, puis les

autres moyens dont l'électricité, la fameuse "gégène", enfin l'eau. La torture à l'électricité se pratiquait à l'aide des générateurs de campagne utilisés pour alimenter les postes émetteurs-récepteurs. Ces appareils étaient très répandus. On appliquait des électrodes aux oreilles, ou aux testicules, des prisonniers. Les policiers se tenaient à un principe : quand il fallait interroger un homme qui, même au nom d'un idéal, avait répandu le sang d'un innocent, la torture devenait légitime dans le cas où l'urgence l'imposait. Un renseignement obtenu à temps pouvait sauver des dizaines de vies humaines [4]... »

L'argument du « renseignement qui peut sauver des vies humaines » deviendra un poncif (j'y reviendrai dans le chapitre 9), quand les officiers français, avec en tête le colonel Trinquier, s'emploieront à théoriser les techniques de la guerre antisubversive, et notamment l'usage de la torture. Anticipant sur une pratique qui sera bientôt généralisée avec l'aval du pouvoir politique, le commandant Aussaresses est tellement convaincu de la validité de l'argument qu'il franchit très vite un pas supplémentaire : l'exécution pure et simple de ceux dont il a décidé qu'ils avaient un « lien avec les crimes terroristes ». Ce qui lui vaut quelques remontrances de son chef, le colonel de Cockborne : « Ce ne serait pas mieux de les remettre à la justice, plutôt que de les exécuter ? On ne peut quand même pas flinguer tous les membres d'une organisation ! Cela devient dingue !

– C'est pourtant ce que les plus hautes autorités de l'État ont décidé, mon colonel. La justice ne veut pas avoir affaire au FLN, justement parce qu'ils deviennent trop nombreux, parce qu'on ne saurait pas où les mettre et parce qu'on ne peut pas guillotiner des centaines de personnes. La justice est organisée selon un modèle correspondant à la métropole en temps de paix. »

Et le colonel de conclure : « C'est une sale guerre. Je n'aime pas ça [5]. »

L'anecdote est exemplaire : aucune sanction n'est prise contre Aussaresses, qui continue d'agir en toute impunité, en se substituant à la police et à la justice [a]. Une évolution qui caractérise les « opérations de maintien de l'ordre en Algérie » : en niant l'état de guerre, cet euphémisme place les militaires dans un *no man's land* juridique qui ouvre la porte à toutes les dérives, avec le soutien tacite des politiques, incapables d'assumer leurs responsabilités : « C'est parce que cette guerre s'inscrit dans une légalité qui ne peut pas être celle du temps de paix, mais qui n'est pas non plus celle du temps de guerre, que des actes habituellement illégaux sont autorisés implicitement », note l'historienne Raphaëlle Branche, qui ajoute : « Cette guerre d'un type nouveau produit sa propre légitimité et sa légalité implicite [6]. »

a N'approuvant pas les méthodes de son subordonné, le colonel de Cockborne demandera sa mutation ; remplacé par le colonel Georges Mayer, il sera nommé attaché militaire auprès de l'ambassade de France à Rome.

Amorcée tout au long de l'année 1955, cette tendance devient la règle après les émeutes de Philippeville du 20 août. Ce jour-là, plusieurs milliers de *fellahs* (paysans) et de femmes recrutées dans les campagnes prennent d'assaut une trentaine de villes et de villages, avec une violence qui n'est pas sans rappeler celle du 8 mai 1945 à Sétif. Français et musulmans sont assassinés à coups de haches, de serpes, de pioches ou de couteaux. À El-Halia, un centre minier situé à vingt-deux kilomètres de Philippeville, où vit une cinquantaine d'Européens au milieu de deux mille Arabes, trente-sept Français sont massacrés : scènes hallucinantes de femmes éventrées et d'enfants fracassés contre les murs... Au total, la folie meurtrière fait cent vingt-trois morts, dont soixante et onze Européens. Assoiffés de vengeance, les pieds-noirs constituent des milices privées qui se livrent à de véritables ratonnades, tandis que l'armée procède à des représailles sanglantes. Au stade de Philippeville, les prisonniers sont abattus à la mitraillette, sous la houlette du commandant Aussaresses, qui dirige personnellement les exécutions. D'après une enquête minutieuse du FLN et jamais sérieusement démentie, le bilan de la répression avoisine les 12 000 morts, dont quelque 1 200 exécutions sommaires [7].

« J'ai été félicité pour mon action par le général Massu, qui est venu spécialement à Philippeville, tient à préciser le général Aussaresses.

– Félicité pour avoir exécuté tant de personnes ?

– Non ! Grâce à mon travail de renseignement, j'avais su que quelque chose se préparait pour le 20 août. Nous étions donc prêts, ce qui a permis de limiter les dégâts : l'ALN n'a pas pu s'emparer des armes des gendarmeries et postes militaires... »

La primauté absolue du renseignement

Inexorable, la machine de la guerre contre-révolutionnaire est en branle, les événements de Philippeville marquant un point de non-retour. Désormais, les deux communautés sont irréductiblement dressées l'une contre l'autre, tandis que, loin d'être matée, la rébellion ne cesse de s'étendre : à la fin de l'année 1955, l'ALN compte 6 000 soldats réguliers, ce qui en France provoque le rappel des réservistes. Commencée dans l'improvisation, l'insurrection ne s'est pas seulement étendue, elle est aussi devenue un mouvement de résistance organisé, capable de frapper dans les villes : de moins de 200 en avril 1955, le nombre des actes terroristes passe à 900 en octobre et à plus d'un millier à la fin de l'année.

Désormais, du côté militaire, il n'y a plus qu'un seul et unique mot d'ordre : démanteler la fameuse « OPA », l'Organisation politico-administrative du FLN. Dans une directive intitulée « Les missions de l'armée française dans la guerre révolutionnaire d'Algérie », le général Allard, commandant la

division d'Alger, souligne l'importance accordée à « la recherche et l'exploitation du renseignement », à l'« action policière », et à l'« action psychologique ». Désormais, l'ennemi véritable n'est plus le soldat de l'ALN, mais le commissaire politique qui fait régner l'ordre révolutionnaire dans chaque mechta, douar ou ville. Une orientation de la guerre qu'approuve entièrement le pouvoir politique : « Il convient, écrit le socialiste Robert Lacoste, nommé ministre résident le 10 février 1956, d'aborder résolument une lutte systématique contre l'OPA rebelle qui est la base même de l'organisation adverse et qui doit à ce titre être détectée et détruite [8]. »

Première règle : le principe de la responsabilité collective qui équivaut à suspecter tout Algérien d'être hostile aux forces françaises. Une psychose générale s'empare ainsi des soldats, tétanisés par ce « danger enveloppant [9] », qui peut se terrer partout, y compris derrière le voile des femmes. Deuxième règle : la primauté absolue du renseignement, pour remonter les filières de ce que l'état-major appelle désormais la « subversion ». Jusque-là peu considéré par ses pairs, l'officier de renseignement devient l'homme clé de cette guerre, où le glissement du suspect vers le coupable est induit par la logique même de la lutte antisubversive. Et où tout suspect est un mort en sursis, ainsi que le prouve le rapport établi par Pierre Wiehn, inspecteur général de l'administration, après une mission en Algérie : « Le souci des autorités militaires de ne point revoir dans le secteur où elles l'ont arrêté un suspect qui sera relâché quelques jours après par la police ou le juge d'instruction, faute de preuves suffisantes, mais sur lequel pèsent de sérieuses présomptions [les conduit] au procédé radical et définitif, mais intolérable, qui consiste à supprimer purement et simplement le suspect », écrit-il au ministre résident Robert Lacoste, le 10 septembre 1956.

Car la place exorbitante accordée à la « recherche du renseignement » entraîne des bouleversements substantiels dans les pratiques de la guerre et les traditions de l'armée. « Tous les moyens doivent être mis en œuvre pour que cette recherche ait le maximum d'efficacité », écrit le général Phédron dans une note classée « secrète » aux commandants de zone et de division du corps d'armée d'Oran, le 17 septembre 1956. « Et une fois de plus, il convient d'insister sur la nécessité :

– d'exploiter rapidement le renseignement recueilli, et souvent sans attendre des confirmations aléatoires ;

– de procéder sans merci aux éliminations indispensables [10]. »

De même, dans une instruction du 27 avril, le général Noguez ordonne d'« ouvrir le feu sur tout prisonnier ou suspect qui tente de s'enfuir ». Obéissants, les soldats en viendront à demander à leurs prisonniers de courir devant eux avant de les abattre. C'est la pratique des « fuyards abattus », devenue un « moyen pratique de camoufler des exécutions sommaires en actes légaux », selon le mot de Raphaëlle Branche, la formule consacrée étant « abattu après sommations réglementaires alors qu'il tentait de s'enfuir ».

L'expression n'est pas anodine : elle témoigne de la volonté des militaires de couvrir d'un minimum de légalité apparente les exactions commises. Ce maquillage s'accompagne progressivement d'une dénonciation de plus en plus virulente de la législation et des procédures judiciaires, considérées comme complètement inadaptées aux situations particulières qu'engendre la guerre révolutionnaire. Bien souvent, la pratique des exécutions sommaires ou des « corvées de bois » est justifiée par l'incapacité des tribunaux à juger les présumés terroristes, ainsi que l'écrit le capitaine Pierre Montagnon, futur chef de l'OAS : « Ces prisonniers, quelquefois en mauvais état, peuvent être encombrants. Ne risque-t-on pas aussi, avec l'indulgence des tribunaux, de les retrouver une arme à la main ? Le raisonnement conduit tout naturellement, à la tombée de la nuit, à des missions spéciales. Une Jeep ou un Dodge s'éloigne discrètement. Une rafale de PM claque dans un fond d'oued ou en lisière de forêt. Dans quelques jours, les chacals auront éliminé tout vestige. C'est la "corvée de bois", pratique secrète mais réelle dans une guerre où la justice depuis fort longtemps a renoncé à se faire entendre [11]. »

Vers une législation d'exception

Tout au long de l'année 1956, nombreux sont les officiers qui s'élèvent contre ce qu'ils considèrent comme une « absurdité » : la France n'étant pas en guerre, les procédures de droit commun restent applicables. Sauf cas de flagrant délit, toute arrestation doit théoriquement être exécutée par des agents de la force publique, tenus de procéder à une enquête, après avoir constaté le délit. Faute de preuves formelles, les suspects sont relâchés. Certes, la loi du 3 avril 1955, qui instaure l'état d'urgence, renforce les pouvoirs de police sur la circulation des personnes, les réunions et la presse, mais pour les militaires, enferrés dans leur logique contre-révolutionnaire, cela est loin de suffire.

Face à un ennemi qui délaisse les accrochages trop coûteux avec l'armée, pour privilégier le terrorisme individuel, les officiers réclament désormais haut et fort une législation d'exception, première étape vers leur irrésistible conquête du pouvoir : « Où faut-il rechercher les causes de notre impuissance à régler le compte d'une poignée de tueurs ? », s'énerve le colonel Bigeard, l'un des chefs de la révolte. « Elles sont très simples, nous opposons des formules de temps de paix. Notre action, qui doit être à base de vitesse, dynamisme, est freinée – pour ne pas dire souvent paralysée, voire annihilée – par une lourdeur administrative qui n'est plus de mise. » Et de citer pour « preuve » l'« obligation faite à un commandant d'unité de fournir, pour chaque fouille

de gourbi, un ordre de perquisition. Nous avons l'impression d'avoir pieds et mains liés, alors que la situation s'aggrave de jour en jour [12] ».

Pendant ce temps, à Paris, on suit l'évolution du terrain de très près en intégrant ses revendications dans une réflexion théorique qui, à son tour, nourrit les praticiens de la guerre antisubversive, de plus en plus convaincus que seule l'armée est à même de sauver la nation des périls qui la menacent. À l'École supérieure de guerre, les travaux de la commission n° 2 de la 70e promotion, intitulée « L'action psychologique en Algérie », reprennent à leur compte les éléments du débat pour tenter de le légitimer : « Le crime révolutionnaire est un crime exceptionnel perpétré au cours de circonstances exceptionnelles qui sont celles d'une partie de la phase tactique africaine de la guerre révolutionnaire bolchevique, écrivent les rapporteurs. À des crimes exceptionnels doivent répondre une législation et une juridiction d'exception. Nous évoquons là l'instauration de cours martiales ayant à connaître des seuls crimes révolutionnaires et appliquant une procédure expéditive peut-être sans appel. L'état de guerre et la conduite de la pacification n'ont pas à modifier le droit et ne dispensent pas de la morale. Mais il est souhaitable que la répartition des pouvoirs et les procédures s'adaptent aux circonstances anormales de la guerre révolutionnaire. »

Au même moment, une commission nommée par le ministre de la Guerre Maurice Bourgès-Maunoury – un émule du colonel Lacheroy, qui consacra son ascension en le faisant venir rue Saint-Dominique – publie une « Instruction pour l'emploi des forces armées dans la lutte contre la subversion », dans laquelle il recommande une « adaptation du régime légal » : « La subversion exploite à son avantage les dispositions légales en vigueur en temps normal dans le système politique et juridique des pays démocratiques, et qui ont notamment pour but de garantir les droits ou la liberté du citoyen, explique le général Aubertin, le président de la commission. Ces dispositions imposent des règles ou des formalités qui constituent un obstacle puissant à l'action des organismes civils ou militaires chargés de la lutte contre la subversion. La modification locale et momentanée de ces dispositions est donc indispensable pour permettre une action efficace [13]. »

Mais c'est probablement la commission « Légalité-guerre subversive », présidée par le général de Brebisson, ancien commandant de zone en Algérie, qui poussera le plus loin la réflexion sur « les *mesures* et *aménagements* que les *forces armées* attendent des *autorités* compétentes pour permettre une intervention efficace contre la subversion [14] ». Examiné aujourd'hui au regard de l'histoire des dictatures récentes, et notamment latino-américaines, ce texte apparaît comme l'ancêtre des manuels du terrorisme d'État pratiqué par les généraux Videla et Pinochet...

Après avoir rappelé qu'il existe trois textes concernant des états de crise (sur l'état d'urgence, sur les pouvoirs spéciaux et sur l'état de siège), aucun n'étant « satisfaisant dans le cas de la subversion totale », la commission souligne la nécessité de « créer un texte nouveau et complet » et préconise « l'adoption urgente de mesures propres à diminuer le handicap dont sont frappées les forces de l'ordre, exposées à agir dans l'illégalité avec tous les inconvénients qu'elle comporte ». Parmi ces mesures, les plus importantes concernent la « lutte contre l'appareil politico-administratif subversif », qui doivent pouvoir être prises « sans intervention parlementaire » :

« – la centralisation du renseignement ;

– l'assignation à résidence : cette mesure administrative doit permettre de conserver les individus arrêtés aussi longtemps que le besoin s'en fait sentir, afin qu'ils puissent être interrogés, confrontés, réinterrogés à la lumière de nouvelles arrestations et maintenus dans le cadre de la recherche du renseignement et non de celui des poursuites judiciaires ;

– le pouvoir de perquisition de jour et de nuit ;

– le contrôle de la circulation des personnes et des biens ; [...]

– le droit de suspension des fonctionnaires et des élus ;

– l'interdiction des réunions publiques ou privées ;

– l'usage de leurs armes par les forces de l'ordre ;

– l'accélération des jugements et, de façon plus générale, l'adaptation de l'appareil judiciaire. »

Et de conclure : « À la notion de guerre révolutionnaire totale, correspond celle de stratégie totale qui intéresse les différentes branches de l'activité du pays, politique, financière, économique, psychologique, militaire, judiciaire. [...] C'est pourquoi il importe que la responsabilité de décision soit unique. »

« Unique » et, bien entendu, militaire. Cette dernière phrase est capitale pour mesurer l'ampleur du chemin parcouru par l'état-major depuis que, trois ans plus tôt, le colonel Lacheroy a formulé sa doctrine de la « guerre révolutionnaire » : progressivement, ses émules sont passés d'une réflexion analytique et défensive sur les conséquences de la « guerre révolutionnaire » à une position résolument offensive où l'armée s'auto-investit du monopole de la violence, tout en s'arrogeant une fonction éminemment politique fondée sur un antirépublicanisme jusqu'alors latent mais qui ne cessera de s'affirmer à la faveur de l'évolution de la guerre d'Algérie.

Les ultras d'Algérie prennent le relais

Sur place, une fois de plus, les événements vont apporter de l'eau au moulin militaire, avec l'entrée en scène des ultras européens, qui, depuis le massacre de Philippeville, n'ont cessé de s'activer. En janvier 1956, ajoutant une nouvelle mesure à la valse gouvernementale qui caractérise la IVe République, le président du Conseil Edgar Faure jette l'éponge, suite aux élections

du 2 janvier, qui voient la victoire du « Front républicain » formé par les socialistes et les radicaux. Lui succède Guy Mollet, qui forme un nouveau gouvernement à dominante socialiste où François Mitterrand obtient le portefeuille de la Justice et Maurice Bourgès-Maunoury celui de la Guerre, tandis que – innovation majeure – un poste de « ministre résident » est créé en Algérie, confié au général Catroux, grand chancelier de la Légion d'honneur. Ancien gouverneur général d'Algérie de 1943 à 1944, ce disciple de Lyautey a la réputation d'un modéré qui sut œuvrer avec finesse pour une politique de la détente au Maroc : c'est précisément ce qui déclenche la fureur de la population algéroise, chauffée à blanc depuis les manifestations tumultueuses qui avaient accompagné, le 2 février, le départ de l'ancien gouverneur Jacques Soustelle.

Lorsque, le 6 février, Guy Mollet débarque à Alger pour préparer l'intronisation du ministre résident, les ultras sont sur le pied de guerre. En tête : le Comité d'entente des anciens combattants, auquel se sont joints l'Association des élus d'Alger, l'Interfédération des maires de l'Algérois, présidée par Amédée Froger, et le Comité d'action universitaire où se distingue déjà un certain Pierre Lagaillarde, un étudiant en droit, futur fondateur de l'OAS. S'y ajoutent les activistes locaux de l'extrême droite, comme les Cadres de l'Union française nord-africaine, dirigés par le pied-noir intégriste Robert Martel, et le leader local du poujadisme, le cafetier Joseph Ortiz[a].

À peine arrivé dans le centre d'Alger, le cortège du président du Conseil est alpagué par une foule déchaînée qui le bombarde d'œufs pourris et de tomates mûres. Ébranlé, Guy Mollet commet alors l'irréparable : sous la pression du préfet d'Oran, un socialiste rallié à l'Algérie française, il demande au général Catroux de démissionner. « La capitulation du 6 février, car c'est bien de cela qu'il s'agit, marque un tournant capital de la guerre d'Algérie », commentent les historiens Bernard Droz et Évelyne Lever[15]. De fait, la « journée des tomates » devient une date clé dans la légende pied-noir, qui, du 13 mai 1958 au putsch des généraux d'avril 1961, retiendra la leçon : Alger peut dicter sa loi à Paris...

En remplacement du général Catroux, Guy Mollet nomme Robert Lacoste, un socialiste attaché à la « grandeur de l'empire », qui va devenir le meilleur soutien des militaires. C'est à sa demande que le gouvernement dépose un projet de loi lui conférant les « pouvoirs spéciaux » en Algérie. Le texte prévoit de dessaisir le pouvoir législatif au profit du gouvernement, habilité à prendre par décrets « toute mesure jugée nécessaire dans les domaines administratif, économique, social et militaire ». Quant à l'article 5,

a Lors des élections législatives du 2 janvier, Pierre Poujade, fondateur de l'Union de défense des artisans et commerçants, avait remporté cinquante-deux sièges, soit 11,5 % des suffrages exprimés. C'est ainsi qu'avait été élu un certain Jean-Marie Le Pen.

il accorde au gouvernement les « pouvoirs les plus étendus pour prendre toute mesure exceptionnelle en vue du rétablissement de l'ordre ». Contre toute attente, et alors que Jacques Duclos avait dénoncé la capitulation devant le « complot fasciste » du 6 février, le Parti communiste vote le projet de loi, qui confère à Robert Lacoste les « pouvoirs quasi dictatoriaux[16] » d'un proconsul.

Tandis que le ministre résident s'installe au Palais d'été, la rébellion poursuit son inexorable extension pour gagner la zone oranaise, jusque-là épargnée. Forte de 20 000 hommes, l'ALN multiplie les actes terroristes, y compris dans les agglomérations urbaines[a]. Poursuivant sa logique militaire[b] et fort de ses pouvoirs spéciaux, le gouvernement de Guy Mollet décide de recourir massivement aux appelés du contingent : de 200 000 au début de l'année 1956, les effectifs militaires passent à 400 000, en juillet, pour atteindre 450 000 à la fin de 1957. Renforcé, le quadrillage s'accompagne d'un remaniement du commandement militaire : les trois divisions d'Alger, d'Oran et de Constantine deviennent des corps d'armée, à l'intérieur desquels sont créées des zones opérationnelles placées sous la direction d'un général, divisées elles-mêmes en secteurs sous la responsabilité d'un colonel. Visant la décentralisation des décisions et leur rapidité d'exécution, l'autonomie des responsables d'unités est officiellement confirmée.

Dans le même temps, les moyens de l'action psychologique connaissent une progression fulgurante. Au grand bonheur du colonel Lacheroy, à qui le ministre Bourgès-Maunoury, un fervent adepte de la théorie de la « guerre révolutionnaire », confie les rênes du nouveau Service d'information et d'action psychologique. En un an, 4 500 000 tracts sont déversés sur les populations rurales des zones opérationnelles, soit par avion, soit par des troupes itinérantes, tandis que sont mises en place des structures, véritables « hiérarchies parallèles », destinées à encadrer les populations musulmanes, pour les soustraire à l'influence du FLN.

C'est ainsi que sont créés le Centre d'entraînement des moniteurs de la jeunesse algérienne, ou les associations des anciens combattants ou des femmes algériennes. Dans le même temps, le mentor du ministre, dont la mission est aussi de « vendre l'armée à la compréhension du peuple français », entre en croisade contre une certaine presse jugée « antinationale », les journaux communistes en premier lieu, bien sûr, mais aussi *France-Observateur*, *L'Express*, *Témoignage chrétien*, les revues *Esprit* ou les *Temps modernes*, accusés de mener une « entreprise de démoralisation malfaisante de l'armée ». Dès

a À partir de janvier 1956, la courbe des faits de terrorisme (les coups de toute nature portés par l'ALN sur les personnes et les biens) est constamment ascendante : 1 785 en janvier ; 2 624 en mars ; 2 924 en octobre et 3 069 en décembre.

b D'un point de vue politique, Guy Mollet reste attaché à l'intégration de l'Algérie, tout en prônant le cessez-le-feu comme préalable à des élections, suivies de négociations.

1956, des journaux sont régulièrement saisis et des journalistes inquiétés, au point d'être parfois arrêtés et incarcérés, comme l'éditorialiste de *France-Observateur* Claude Bourdet. Pour exécuter sa fonction de censeur, Lacheroy s'entoure de jeunes étudiants marqués politiquement à droite, qui, comme lui, se sentent proches des militants de l'Algérie française.

L'engrenage du terrorisme

Encouragés par leur victoire du 6 février, les plus radicaux d'entre eux commencent à s'organiser en Algérie en groupuscules paramilitaires, sous la houlette notamment d'André Achiary, un ancien du SDECE qui fut sous-préfet dans le Constantinois au moment du massacre de Sétif. C'est avec des membres de l'Union française nord-africaine, créée par Robert Martel, un viticulteur de la Mitidja, que l'ancien commissaire monte l'attentat de la rue de Thèbes, au cœur de la Casbah, le quartier arabe d'Alger. Commis dans la nuit du 10 août 1956, l'attentat fait soixante-treize victimes et marque un tournant tragique dans la guerre d'Algérie. Comme le souligne Patrick Rotman, dans son livre *L'Ennemi intime*, « à Alger, le contre-terrorisme précède le terrorisme [17] ».

« C'est vrai, m'a confirmé Yacef Saâdi, qui était alors le chef militaire du FLN à Alger. Jusqu'au massacre de la rue de Thèbes, nous ne faisions des attentats à Alger qu'en réponse à des arrestations massives ou à des exécutions. Mais là, nous n'avions plus le choix : fous de rage, les habitants de la Casbah ont commencé à marcher sur la ville européenne pour venger leurs morts. J'ai eu beaucoup de mal à les arrêter, en les haranguant depuis les terrasses, pour éviter un bain de sang. Je leur ai promis que le FLN les vengerait [18]. »

Né le 20 janvier 1928 à Alger, Yacef Saâdi a dix-neuf ans quand il entre au Parti du peuple algérien, avant de rejoindre l'Organisation secrète, de 1947 à 1949. Après un séjour de trois ans en métropole, il reprend son métier de boulanger dans la Casbah, puis rallie le FLN, en 1955. Au mois de juin, il est envoyé en Suisse, pour une mission de liaison avec Ben Bella. Expulsé par les autorités helvétiques, il est arrêté à Orly par la police française. Transféré à Alger, il est emprisonné, puis libéré en septembre contre la promesse d'informer la Direction de la sécurité du territoire sur les activités du FLN à Alger. Un double jeu risqué, dont il parvient à se défaire, m'explique-t-il, en replongeant dans la clandestinité. C'est ainsi qu'il devient le bras droit de Larbi Ben M'Hidi, le chef du FLN pour la Zone autonome d'Alger (ZAA).

Lui-même est assisté d'Ali Ammar, dit « Ali la Pointe », un jeune proxénète de vingt-cinq ans recruté pour ses redoutables qualités de tueur : semant la terreur, il est notamment chargé de nettoyer la Casbah de sa pègre et de

faire appliquer les consignes révolutionnaires, comme l'interdiction de boire de l'alcool ou de fumer. À l'époque, l'effectif total de l'appareil politique du FLN à Alger compte quelque 1 500 militants ou sympathisants actifs [19], sur une population musulmane de 400 000 habitants, dont 70 000 vivent dans la Casbah.

L'attentat de la rue de Thèbes lève les derniers scrupules de l'intellectuel Ben M'Hidi, qui décide de porter le terrorisme au cœur de la ville européenne. D'un point de vue stratégique, l'objectif est double : atteindre les couches urbaines, et en particulier la bourgeoisie commerçante et les intellectuels arabes, jusque-là peu engagés dans l'insurrection ; et utiliser la capitale algérienne comme une caisse de résonance pour toucher l'opinion publique métropolitaine et internationale.

Pas l'ombre d'un doute, en visant des civils dans les lieux publics, le FLN atteindra ces deux objectifs. Mais ce qu'il ignore, c'est que les adeptes de la guerre contre-révolutionnaire n'attendent que cela pour pousser plus loin encore leur conquête du pouvoir : « Les attentats sur la population européenne étaient dramatiques et il fallait faire face à cette situation, explique le général Paris de Bollardière, qui finira par quitter l'armée après avoir dénoncé l'usage de la torture. Elle nous mettait devant un véritable choix : ou bien nous posions le problème en termes politiques clairs, ou bien nous nous acharnions à résoudre ce problème par la violence. Si nous prenions cette dernière optique, il fallait, dans la cohérence même de ce raisonnement, éliminer physiquement tout le réseau de terrorisme et de renseignement que le FLN était en train de mettre en place et il fallait le faire bien entendu par n'importe quels moyens [20]. »

Le 30 septembre 1956, deux bombes éclatent au Milk Bar et à la Cafétéria, deux établissements à la mode chez la jeunesse européenne. Bilan : quatre morts et cinquante-deux blessés, dont plusieurs enfants amputés. Cruelle et aveugle, la bataille d'Alger a commencé, et avec elle s'envolent les derniers espoirs d'un règlement politique, dont ne veulent d'ailleurs ni les pieds-noirs ni l'armée.

Celle-ci n'hésite pas à franchir un nouveau pas, en violant ouvertement la légalité : le 22 octobre doit se tenir à Tunis une conférence réunissant le sultan du Maroc, les chefs historiques du FLN et le président Bourguiba, pour tenter d'élaborer une solution négociée, et acceptable pour la France, au conflit algérien. Reçus préalablement par Mohammed V, Ahmed Ben Bella, Mohammed Boudiaf, Hocine Aït-Ahmed, Mohammed Khider et Mostefa Lacheraf s'envolent pour la Tunisie à bord d'un DC 3 marocain, mis à disposition par le roi.

À Rabat, le colonel Jean Gardes, un ancien d'Indochine, futur chef de l'OAS, alors responsable du 2e bureau, informe aussitôt le SDECE du départ de l'avion. La suite provoquera un tollé international : l'appareil est détourné sur

Alger par le général Frandon, patron de l'Air en Algérie, avec l'accord de Max Lejeune, secrétaire d'État à la Défense, un va-t-en-guerre qui place Guy Mollet devant le fait accompli. Les chefs « historiques » sont arrêtés, et ils resteront emprisonnés jusqu'à la fin de la guerre, en mars 1962.

Désormais, la porte de la négociation est fermée pour longtemps, tandis que, pour faire bonne figure, le gouvernement invoque la « main de l'étranger » en pointant du doigt l'Égypte.

Le « coup dans le dos » de l'expédition de Suez

« Avec des moyens simples et relativement modestes, l'Égypte [...] constitue actuellement le principal facteur d'agitation et de subversion dans tout le continent africain », écrivait Jacques Soustelle en juillet 1956. « C'est grâce à eux que la rébellion de novembre 1954, simple affaire locale au début, est devenue un conflit sanglant étendu à l'ensemble de l'Algérie [21]. » Le 26 juillet, au moment où la *Revue de défense nationale* publie l'article de l'ancien gouverneur général d'Alger, le président Nasser annonce la nationalisation du canal de Suez. L'affaire est une aubaine pour les militaires français, qui espèrent laver l'affront de Diên Biên Phu en gagnant une victoire facile.

Regroupant tous les régiments paras affectés en Indochine, la 10e division parachutiste est aussitôt mobilisée, avec à sa tête le général Jacques Massu. Cet ancien saint-cyrien issu de la Coloniale a dirigé la 6e compagnie de tirailleurs sénégalais du Tchad où – comble d'honneur – il a reçu la visite du chef de la France libre, le 1er mai 1941. Gaulliste de la première heure, il participe à la Libération dans la 2e division blindée du général Leclerc, avant de le suivre en Indochine où son groupement de marche dirige la reconquête militaire de Saigon. Promu général de brigade, quand il débarque en Algérie en juillet 1955, le « roi des nases [22] », comme le surnomment ses hommes, est nommé « commandant du groupement parachutiste d'intervention et des troupes aéroportées d'Afrique du Nord », et chargé de créer une nouvelle unité : la 10e DP, qui entrera bientôt dans la légende (noire) de la bataille d'Algérie.

Le 27 octobre 1956, trois mois après la nationalisation du canal de Suez, le gouvernement de Guy Mollet, qui voit dans Nasser un « nouvel Hitler » et le principal soutien au FLN, envoie les troupes parachutistes, en liaison avec les Britanniques, sauter sur le canal de Suez. Massu reçoit l'ordre de départ pour Chypre, d'où doit être lancée l'intervention militaire en Égypte. Dans le convoi maritime qui s'éloigne du port de Bône, il y a le 1er régiment colonial de parachutistes d'Yves de La Bourdonnaye et Paul Aussaresses (alors cloué à l'hôpital en raison d'un accident de parachute), le 2e et le 3e régiment de parachutistes coloniaux de Marcel Bigeard (également privé de guerre à la suite d'un attentat) et de Raymond Chabanne. Mais aussi Paul-Alain Léger, Pierre-Yvon Château-Jobert, tous les spécialistes de la guerre antisubversive, à l'exception de Trinquier, qui a renoncé à l'expédition, faute d'avoir obtenu un poste à sa mesure... Tandis que les premiers paras français et britanniques commencent à sauter sur Port-Fouad et Port-Saïd, cédant aux pressions soviétiques et américaines, Paris donne l'ordre de... rentrer.

Chez les paras, cette reculade de la dernière minute provoque un effet désastreux, où se mêlent amertume et « rage rentrée », selon le mot du général Beaufre, mais aussi le sentiment qu'une fois de plus les politiques ne sont pas à la hauteur : « C'était un vrai coup dans le dos », me dit aujourd'hui Yves de La Bourdonnaye ; un « fiasco révoltant », renchérit le général Chabannes, « on nous privait d'une victoire assurée ».

Quand, quelques jours plus tard, les centurions débarquent au port d'Alger, la cassure avec le gouvernement est consommée : « Nous pensions en partant à Suez que nous allions trouver là-bas la solution au problème algérien, explique le capitaine Jacques Allaire, bras droit de Bigeard. Quand nous sommes rentrés en Algérie, nous avions le sentiment que nous avions perdu un atout majeur vis-à-vis du FLN. D'ailleurs, l'attitude des populations algériennes avait changé. Nous avons senti tout de suite qu'ils avaient basculé. Au retour, nous avions perdu la face [23]. » « La défaite de Nasser a été transformée ici en victoire, renchérit le général Bigeard, les fells relèvent la tête, les attentats se multiplient, les bombes explosent à Alger [24]. »

Alors que se termine l'expédition avortée de Suez, le général Salan remplace le général Lorillot à la tête de la 10e région militaire. Ancien président de l'ACUF, l'Association des combattants de l'Union française, où gravite une kyrielle de comploteurs d'extrême droite – dont Jean Joba, le conférencier phare de l'École supérieure de guerre –, le « Mandarin » a fait ses armes pendant la Seconde Guerre mondiale à l'état-major des colonies, avant de diriger le corps expéditionnaire d'Extrême-Orient, de 1952 à 1953. Dès son arrivée à Alger, il s'entoure d'anciens d'Indochine, comme les généraux Dulac, Goussault, Allard ou le lieutenant-colonel Trinquier : les adeptes de la guerre antisubversive tiennent désormais l'état-major d'Algérie.

Et, plus que jamais, ils sont décidés à taper dans la « fourmilière algéroise » : depuis l'assassinat, le 24 décembre 1956, d'Amédée Froger, un ultra, président de l'Association des maires de l'Algérois, la Ville blanche est à feu et à sang, la foule européenne se livrant à des ratonnades ignobles sous l'œil complice de la police [a]. Témoin de ce déchaînement de violence, Jean Mairey,

a Dans une interview accordée à l'auteur le 18 juin 2003, Yacef Saâdi affirme que l'assassinat d'Amédée Froger fut commandité par des ultras de l'armée pour déstabiliser le pouvoir civil et provoquer la prise de pouvoir des militaires ; ce point n'est toutefois pas du tout établi (voir aussi : Yacef Saâdi, *La Bataille d'Alger*, *op. cit.*).

directeur général de la Sûreté nationale, écrit à Guy Mollet : « À ceux, s'il en demeure encore, qui se bercent de l'illusion de la seule solution du problème algérien par la force – de l'armée et de la police conjuguées –, je réponds que c'est là une dangereuse chimère parce que désormais irréalisable. Le fossé est trop large, la haine trop intense, l'incompréhension trop totale après trop de violences et trop d'injustices pour que l'Algérie redevienne sans grands bouleversements une unité réelle... Le sort de l'Algérie est entre les mains des politiques [25]. »

Ce que ne sait pas Jean Mairey, c'est que les politiques sont alors sur le point de remettre le pouvoir aux paras du général Massu. L'heure des colonels a sonné, la bataille d'Alger peut commencer...

7

La bataille d'Alger : le pouvoir civil abdique

Yacef Saâdi, acteur et producteur de... La Bataille d'Alger

Alger, 18 juin 2003. « Quel reportage venez-vous faire en Algérie ? », me demande le responsable de la Sécurité militaire de l'aéroport Houari-Boumediene, alors que je viens juste d'atteindre le contrôle de la douane. Pour toute réponse, je lui tends la demande officielle adressée à l'ambassade d'Algérie pour l'obtention de mon visa : « Interview de M. Saâdi Yacef sur les techniques militaires développées par les Français pendant la bataille d'Alger. » Le sujet ne pouvait que plaire aux autorités algériennes d'aujourd'hui, qui n'ont de cesse de rappeler la guerre sale menée par l'ancienne puissance coloniale, pour faire oublier celle qui ensanglante l'Algérie depuis 1992. De fait, alors que des collègues journalistes se voient régulièrement refuser leur visa, j'ai obtenu le mien en vingt-quatre heures.

« Quand vous verrez Yacef, me dit le militaire, après avoir lu attentivement le document, demandez-lui pourquoi il a balancé Ali la Pointe... » À peine arrivée, me voici au cœur du sujet. Je raconte l'anecdote à Lofti Bouchouchi, le cameraman avec qui je vais filmer en Algérie : « Yacef est quasiment interdit de séjour à la Casbah à cause de cette histoire, m'explique-t-il, tandis que sa voiture longe la Méditerranée en direction de la Ville blanche. La dernière fois qu'il y est allé, il a failli se faire lyncher.

– Mais c'est vrai qu'il a dénoncé Ali la Pointe ?

– Je ne sais pas... »

Le père de Lofti a bien connu l'ancien chef du FLN pour la Zone autonome d'Alger : il fut le chef opérateur du film *La Bataille d'Alger*, tourné en

1966 par le réalisateur italien Gillo Pontecorvo et produit par... Yacef Saâdi, qui y joue son propre rôle. En effet, arrêté par les paras le 24 septembre 1957, celui-ci fut condamné trois fois à la peine de mort, incarcéré, puis libéré après les accords d'Évian du 18 mars 1962. Proche de Ben Bella, il fonde alors Casbah Films, une société de production cinématographique, financée par des capitaux algériens et yougoslaves.

C'est ainsi que Saâdi produit *La Bataille d'Alger*, sur un scénario de Franco Solinas [a], qui s'inspire du récit qu'il avait rédigé pendant ses cinq ans d'emprisonnement. Présenté à la Mostra de Venise, le film décroche le Lion d'or, au grand dam de la délégation française. Malgré un prix de la critique à Cannes, et trois nominations aux oscars de Hollywood, il devra attendre 1971 pour obtenir son visa d'exploitation en France. À sa sortie à Paris, le cinéma Saint-Séverin est dévasté par une charge explosive, tandis qu'à Lons-le-Saulnier un commando met en pièces l'écran et détruit la copie à l'acide sulfurique. Deux attentats attribués officieusement à l'OAS.

Au moment où j'enquête, il est toujours extrêmement difficile de se procurer une copie du film, qui n'a jamais été diffusé sur aucune chaîne française, à l'exception de Ciné Classic, le 25 septembre 2001. Preuve, s'il en était besoin, que les méthodes utilisées par les militaires français pendant la bataille d'Alger constituent toujours un sujet tabou...

Pour moi, le film fut une révélation : œuvre majeure, tant du point de vue de la forme que du contenu, il évite l'écueil du manichéisme entre les « bons » et les « méchants », pour restituer avec une force documentaire l'enfer que connut la Ville blanche de janvier à septembre 1957. Et surtout, il présente, sans fioritures, la panoplie des méthodes militaires déployée par les paras français tout au long de cette funeste période, qui constituera bientôt un cas d'école. Tourné dans la Casbah avec 30 000 figurants, encore habités par les affres de ce qu'on appelle en Algérie la « guerre de libération », *La Bataille d'Alger* ne comprend qu'un seul acteur professionnel, Jean Martin, qui tient le rôle du colonel Mathieu.

« Qui est le "colonel Mathieu" du film ?

– C'est Bigeard ! », répond sans hésiter Yacef Saâdi, qui me reçoit dans sa « villa de 2 000 mètres carrés », selon sa propre estimation. Située à Tamentafoust, en bord de mer, avec une terrasse monumentale qui surplombe la baie d'Alger, cette magnifique demeure appartenait autrefois à un riche colon. À ce patrimoine s'ajoute l'« un des plus anciens palais mauresques », situé près de l'hôtel Al-Djazira, l'ancien hôtel Saint-Georges, que le sénateur algérien [b] loue aujourd'hui à la société British Petroleum.

a La musique est de Ennio Moricone, qui sera lancé par ce film.

b Le 6 janvier 2001, Yacef Saâdi a été nommé sénateur par le président Bouteflika sur le contingent de vingt-neuf nominations qui lui est réservé.

« D'où vient l'expression "bataille d'Alger" ?

– D'après mes informations, elle a été utilisée la première fois par Jacques Le Prévost, un éditorialiste de Radio-Alger qui passait son temps à faire de la propagande pour les paras. Puis elle a été reprise par Massu [a], qui, après toutes les défaites qu'avait connues l'armée française de juin 1940 à l'Égypte, voulait, enfin, gagner une "bataille". Personnellement, je n'aime pas cette expression : de quelle "bataille" nous parle-t-on ? À Alger, le général Massu a combattu un peuple qui avait les bras croisés, en s'attaquant à des civils, des femmes, des adolescents désarmés...

– Et les bombes que vous faisiez poser, elles ne tuaient pas des civils ?

– Si, mais c'est l'engrenage voulu par les Français – que ce soient les politiques, les militaires ou les pieds-noirs ultras –, qui a fait que nous n'avons pas eu d'autres choix. À un moment, nous avons compris que faire exploser un pétard dans la ville avait le même impact que cinq embuscades dans le maquis. Si nous ne l'avions pas fait, nous serions toujours une colonie française...

– Comment avez-vous réagi quand Lacoste a remis les pleins pouvoirs à Massu ?

– Ça a été un choc, car j'ai tout de suite compris que nous entrions dans une phase très difficile. J'ai réuni mes groupes armés et je leur ai demandé de réduire au minimum leurs contacts avec la population et de prendre des mesures de sécurité draconiennes : moi-même, j'ai commencé à me déguiser en femme pour me déplacer dans la Casbah. Certes, Massu a gagné sa bataille, mais, en suivant un chemin qui menait à l'enfer, il est devenu le meilleur recruteur du FLN et a finalement perdu la guerre... »

Une législation taillée sur mesure

« Massu, je vais vous confier l'ordre dans ce département. Vous aurez tous les pouvoirs. Avec votre division, vous allez reprendre tout en main. » Voilà ce qu'aurait dit le ministre résident Robert Lacoste au général Massu, « en cet après-midi gris du lundi 7 janvier 1957, fête de sainte Mélanie », que le patron de la 10ᵉ division parachutiste s'empresse d'invoquer, en inscrivant sur son agenda : « Priez pour le nouveau commandant militaire du département d'Alger [1]. »

Évidemment, le socialiste Lacoste n'a pas pris tout seul cette décision, unique dans l'histoire de l'armée française : « Tout le monde est dans la même charrette. [Il n'y a] pas de "politique Robert Lacoste". Il s'agit d'une politique

a Le général Massu emploie l'expression dans une lettre adressée, le 13 juin 1957, au préfet d'Alger.

gouvernementale [2] », avait déclaré, le 23 novembre 1956, Guy Mollet lors d'une réunion du Conseil des ministres.

Le 4 janvier 1957, le président du Conseil réunit à l'hôtel Matignon Robert Lacoste, Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères, Paul Ramadier, ministre des Finances, Maurice Bourgès-Maunoury, ministre de la Défense, et ses deux secrétaires d'État, Max Lejeune et Louis Laforêt. L'ordre du jour porte sur la session de l'ONU qui doit s'ouvrir le 28 janvier, à New York, où le FLN prévoit d'introduire un débat sur la « question algérienne », tout en appelant à une grève générale à Alger. C'est lors de cette réunion qu'est prise la décision de remettre les pouvoirs de police au général Massu, qui désormais règne non seulement sur sa division, mais aussi sur la police urbaine et judiciaire, la DST, le SDECE, et son bras armé, le 11ᵉ Choc, soit 3 200 parachutistes, la compagnie du 9ᵉ zouaves implantée dans la Casbah, 350 cavaliers du 5ᵉ chasseurs d'Afrique, 400 hommes du 25ᵉ dragons, 650 hommes des deux détachements d'intervention et de reconnaissance, et 1 100 policiers, 55 gendarmes, 920 CRS, auxquels s'ajoutent les quelque 1 500 hommes des unités territoriales [a].

Après avoir bataillé pendant deux ans, les émules du colonel Lacheroy ont obtenu gain de cause en décrochant les moyens de mettre leurs idées en pratique : désormais, ils peuvent utiliser en toute légalité ce qu'ils considèrent comme l'arme principale de la « guerre contre-révolutionnaire », à savoir l'action policière. Dans la foulée, ainsi qu'ils l'avaient si souvent réclamé, la justice finit par « s'adapter » : à partir de janvier 1957, elle devient, elle aussi, un « instrument de guerre contre-révolutionnaire [3] », les textes administratifs et légaux répondant « aux besoins exprimés par les militaires sur le terrain ou constatés dans les pratiques [4] ».

« Comme on ne pouvait éradiquer le terrorisme urbain par les voies policières et judiciaires ordinaires, on demandait aux parachutistes de se substituer tant aux policiers qu'aux juges [5] », résume Paul Aussaresses, qui avait déjà largement ouvert la voie à Philippeville.

En un mot, le pouvoir civil abdique, ainsi que le reconnaît avec bonheur le capitaine Pierre Montagnon, futur membre de l'OAS : « Lacoste donne à la 10ᵉ DP les pouvoirs voulus pour débarrasser Alger du mal qui le ronge. Aux militaires d'intervenir. L'habituel cloisonnement, pour ne pas dire la rivalité entre grands services de police, DST, PRG, PJ, etc. a démontré son inefficacité. Seuls des moyens puissants et surtout une tête unique et ferme peuvent briser l'action terroriste. Les civils reconnaissent ainsi leur impuissance et passent la main [6]. »

a Composées pour l'essentiel de pieds-noirs ultras, les UT sont dirigées par le colonel Jean-Robert Thomazo, dit « Nez de cuir ».

C'est ainsi que, dès le 7 janvier, le préfet Serge Barret signe sur ordre du ministre résident une délégation de pouvoir au général Massu, stipulant que « sur le territoire du département d'Alger, la responsabilité du maintien de l'ordre passe, à dater de la publication du présent arrêté, à l'autorité militaire qui exercera les pouvoirs de police normalement impartis à l'autorité civile ».

Désormais investi des pouvoirs spéciaux votés au printemps 1956, le chef de la 10ᵉ DP est notamment chargé « d'instituer des zones où le séjour est réglementé ou interdit ; d'assigner à résidence, surveillée ou non, toute personne dont l'activité se révèle dangereuse pour la sécurité ou l'ordre public ; de réglementer les réunions publiques, salles de spectacles, débits de boissons ; de prescrire la déclaration, ordonner la remise et procéder à la recherche et l'enlèvement des armes, munitions et explosifs ; d'ordonner et autoriser des perquisitions à domicile de jour et de nuit ; de fixer les prestations à imposer, à titre de réparation des dommages causés aux biens publics ou privés, à ceux qui auront apporté une aide quelconque à la rébellion ».

Toutes missions auparavant dévolues à la police, mais à une énorme différence près : l'armée est habilitée à les exercer *hors de tout cadre judiciaire*, d'où ce commentaire du général Paris de Bollardière : « L'armée, petit à petit, a conquis les uns après les autres tous les instruments du pouvoir, y compris judiciaire, et est devenue un véritable État dans l'État [7]. »

« Sortez la nuit », aurait dit à Massu le général Salan, qui se fend aussitôt de directives adressées aux chefs de corps d'armée, et préconisant l'« enlèvement provisoire et par surprise, par action héliportée, de quelques habitants pris au hasard ou repérés comme suspects en vue d'un interrogatoire sur l'organisation rebelle implantée dans le douar », ou encore des « interrogatoires poussés à fond et immédiatement exploités », « aussi serrés que possible [8] ».

Installé au PC de sa division, dans son « agréable bureau de style mauresque, perdu au fond du bois d'Hydra [9] », le général Massu répète à l'envi qu'il n'a pas accepté sa nouvelle mission de gaieté de cœur, préférant traquer le rebelle « dans l'air pur des djebels plutôt que de risquer la corruption en exécutant vaille que vaille, dans l'atmosphère trouble de la capitale, un travail d'éboueurs [10] ». Il dit aussi que ses « réticences » sont finalement tombées, car « en tant qu'égorgeurs et tortionnaires de tant de victimes innocentes, européennes et musulmanes, les "rebelles" nous inspirent, à mes subordonnés et à moi-même, un profond dégoût [11] ».

Dès lors, le premier souci du nouveau proconsul est de « faire éclater la fourmilière terroriste » en s'attaquant à son principal repaire, la Casbah, qui compte 74 000 habitants, dont 62 000 musulmans et donc autant d'ennemis potentiels ainsi que le reconnaît Pierre Montagnon : « Un poseur de bombes peut parfaitement se dissimuler sous l'apparence d'un honnête travailleur.

La contrepartie terrible et raciste est évidente : tout musulman devient suspect [12]. »

Dominant la mer, tassé dans un angle de la Ville blanche, le vieux quartier arabe, avec son dédale inextricable de ruelles, d'impasses, de portes furtives et de murs entrelacés, constitue un vaste labyrinthe, ouvert sur le ciel par un enchevêtrement de terrasses, et « prédestiné à la lutte et à la rébellion [13] », comme l'avoue lui-même Yacef Saâdi.

Dès le 8 janvier, Massu décide d'isoler entièrement la Casbah du reste de la ville, avec des barbelés, patrouilles et voitures radio à tous les carrefours, tandis que sont mis en place cinq lieux de passage obligatoires, avec fouilles systématiques pour toutes entrées et sorties. Un ghetto en bonne et due forme, placé sous la surveillance permanente d'unités armées, installées sur les toits et terrasses et protégées par des sacs de sable.

Les rafles, ou les « arrestations groupées » du commandant Aussaresses

Une fois le décor planté, reste à organiser les « forces de l'ordre » pour qu'elles puissent exercer, avec le maximum d'efficacité, ce qui est désormais leur mission principale : la recherche du renseignement en milieu urbain. C'est ainsi que le chef de la 10ᵉ DP décide de couper le « gâteau algérois » en quatre parts, distribuées à quatre colonels, à charge pour eux de les subdiviser en quartiers, répartis à leur tour aux capitaines de leurs compagnies.

Le PC du 1ᵉʳ régiment étranger parachutiste du colonel Jeanpierre s'installe dans la Villa Sésini, un palais mauresque qui deviendra l'un des hauts lieux de la torture, notamment sous la houlette de Roger Faulques, un rescapé de Cao Bang aujourd'hui membre de l'association des « Paras au feu » d'Yves de La Bourdonnaye [a]. Son fief : le Ruisseau, la Redoute, le Clos-Salambier, Mustapha et l'hôtel Saint-Georges. Le 2ᵉ régiment de parachutistes coloniaux du colonel Château-Jobert, *alias* « Conan » – bientôt remplacé par le colonel Fossey-François –, couvre le secteur de Hussein-Dey, Kouba et Bir-Kadem.

Le 3ᵉ RPC du colonel Bigeard installe son PC dans le vieux fortin de Fort-l'Empereur, ses compagnies étant éclatées entre Saint-Eugène, Climat de France (où officie le capitaine Raymond Chabannes), Bouzaréah, Bab-el-Oued et El-Biar. Enfin, le 1ᵉʳ RCP du colonel Mayer, auquel appartient le capitaine Yves de La Bourdonnaye, est implanté à Maison-Carrée, sans le commandant

a À la Villa Sésini, officiaient notamment les lieutenants Jean-Marie Le Pen, *alias* « Borniol », et Jean Pérez, le soldat Feldmayer et le sous-lieutenant Lagaillarde, futur député et fondateur de l'OAS.

Aussaresses, appelé à de plus « hautes » fonctions, ainsi que l'explique le général Massu : « Pendant toute la première phase de la bataille [a], je manipule personnellement une équipe spéciale (deux officiers expérimentés, dix-huit sous-officiers triés sur le volet) chargée, en liaison avec les polices dont les fichiers lui sont ouverts, et avec la justice, de coordonner, d'épauler, d'exploiter l'action des régiments Chaque jour aux environs de midi, à Hydra, je reçois, en présence du chef du 2ᵉ bureau de la 10ᵉ DP, le responsable de cette équipe qui me rend compte de toutes affaires en cours et auquel je communique mes directives. Il repart aussitôt préparer son action pour la nuit suivante [14]. »

Les « deux officiers expérimentés » dont parle Massu sont le colonel Trinquier, à qui il confie le renseignement, et le commandant Aussaresses, chargé de l'« action », qui constituent son état-major parallèle et clandestin, avec la mission de « coordonner la liaison entre les différentes unités militaires ». Devenu l'« homme des services spéciaux de la bataille d'Alger [15] », Aussaresses s'installe dans la Villa des Tourelles, au nom prédestiné puisque c'est aussi celui du siège du SDECE à Paris. C'est dans ce « local discret », à Mustapha, dans la banlieue d'Alger, avec « deux étages sur cave et un jardin à l'abandon », qu'il mènera les basses œuvres de la guerre sale d'Alger.

« Le 8 janvier [1957], Massu m'a appelé, me raconte-t-il aujourd'hui. Il m'a dit : "Vous vous êtes bien débrouillé à Philippeville, je veux que vous fassiez la même chose à Alger. Je ne connais rien au travail de flic, il me faut le fichier de la police. Votre première mission, c'est de briser la grève insurrectionnelle que le FLN a prévu de déclencher le 28 janvier. Trouvez-moi les hommes qui la préparent !"

– Comment avez-vous fait ?

– Comme à Philippeville, j'ai récupéré les fichiers établis par les différents services de police, et puis je les ai répartis en fonction des adresses des "suspects" entre les différents régiments : celui-là est pour Bigeard, celui-là pour Château-Jobert, etc.

– Quel était votre critère ?

– Eh bien, les membres du Parti communiste algérien, les syndicalistes, tous ceux qui avaient été repérés par la police ou les Renseignements généraux pour une raison ou pour une autre...

– Que des Arabes ?

– Oui, dans un premier temps, après nous nous sommes occupés des Européens...

– Ensuite vous organisiez des rafles [16] ? »

a La bataille d'Alger se déroula en deux périodes : la première de janvier à mars 1957, et la seconde de juin à octobre.

Apparemment, le mot ne convient pas à l'ancien résistant, pour qui il a des relents nauséabonds, associés aux opérations menées par les nazis contre les Juifs ou par la police française lors de la rafle du Vel'd'Hiv'.

« Il y a eu des arrestations considérables, finit-il par répondre. Les officiers de renseignement donnaient à leur régiment le nom et l'adresse des gens suspects : "Il y a deux cents types à coffrer dans votre secteur." Tous ces gens se sont retrouvés groupés du fait de leur arrestation, c'est pour ça qu'on a parlé de "rafles"...

– Qui procédait aux "arrestations groupées" ?

– C'était des commandos de paras qui opéraient surtout la nuit, parce que, la nuit, on est sûr de trouver les gens chez eux, en raison du couvre-feu.

– Après, on les interroge ?

– Oui !

– Y avait-il des consignes pour mener des interrogatoires musclés ?

– Des consignes verbales...

– Qu'est-ce qu'on vous a dit ?

– On nous a dit : "Il faut briser la capacité du FLN à commettre des attentats, et pour ça il faut avoir les renseignements à tout prix, à tout prix..."

– Et pour vous, ça voulait dire éventuellement l'usage de la torture ?

– Quelle question ! Y compris la torture !

– Quand on a le renseignement, qu'est-ce qu'on fait ?

– On réagit tout de suite en envoyant des hommes chez le nouveau suspect. Sinon ça ne sert à rien : quand un type est arrêté, ses copains le savent vite et foutent le camp, en changeant d'adresse...

– Avez-vous vu le film *La Bataille d'Alger* ?

– Magnifique ! C'est proche de la vérité, comme on ne peut pas mieux faire. Et c'est remarquablement bien joué ! »

Le film retrace avec précision la première grande rafle, déclenchée dans la Casbah, dans la nuit du 14 au 15 janvier, à une heure du matin. Images d'une violence inouïe, où l'on voit des hordes de paras se ruer dans les quartiers arabes : rafales de mitraillettes fendant l'air, portes défoncées à coups de bottes, soldats montant et descendant les escaliers, habitants hagards massés à l'intérieur des patios maures, groupes d'hommes alignés, à coups de crosses de fusil, face aux murs et mains au-dessus de la tête. Lamentations, cris, pleurs des enfants s'accrochant aux jupes des mères terrorisées... Des images qui ressemblent à s'y méprendre à celles vues, dans les années 1970, en Argentine ou au Chili, le vert olive des uniformes militaires ayant simplement remplacé la tenue léopard des paras d'Alger.

Informé de l'imminence de l'opération, le FLN a décidé de ne pas bouger et de « laisser passer la meute », selon le mot de Yacef Saâdi, alors caché dans une planque d'un mètre carré, aménagée dans une maison au 7, rue de la Grenade, où les hommes de Massu procèdent à une fouille musclée.

Bilan : des centaines de personnes arrêtées, dont dix-sept agents de la Zone autonome d'Alger. Pour le FLN, le coup est rude. La méthode de la rafle est si efficace que l'état-major de la 10e région militaire en préconise l'utilisation « en vue de l'étendre à toute l'Algérie » : recommandant un « amalgame étroit et solidaire de l'armée, de la police, de la gendarmerie », le document conseille de procéder à des « fouilles inopinées et *a priori* des quartiers suspects, et à des rafles », avant de conclure : « Cette méthode doit donner très vite des résultats positifs, à condition toutefois que les interrogatoires soient bien conduits et sans désemparer, que les recoupements et nouvelles arrestations qui en découlent soient effectués simultanément, la rapidité étant le seul procédé pour conserver le secret indispensable à la réussite [17]. »

Les jours qui suivent le premier coup de filet du 14 janvier, le général Massu abreuve ses troupes de directives, insistant sur la nécessité de « repérer et de détruire » les chefs du FLN, mais aussi et surtout ses « cellules et hommes de main [18] ». « En s'accrochant et détectant d'abord le petit rebelle, les unités d'intervention (parachutistes ou autres) démasquent les filières qui, passant par la Casbah, aboutissent à Paris », écrit-il dans une directive intitulée « L'extirpation de l'organisation rebelle », qui deviendra un modèle appliqué y compris hors du département d'Alger. « Preuve en main, nous obligerons ainsi le gouvernement à reconnaître la vérité et à châtier la trahison [19]. » Et d'ajouter : « De même que, dans la guerre dite classique, une grande importance est attachée à l'attaque des voies de communication, des PC des bases ennemies, il faut, dans la guerre révolutionnaire, s'attaquer avant tout à ses cellules politiques. »

Ces textes sont la preuve que la nouvelle « mission policière de l'armée », pour reprendre l'expression de Massu, est loin d'être une évidence pour les unités paras, qui inventent au jour le jour techniques et moyens d'action.

L'interrogatoire et les « méthodes bien connues » [a]

« Au début, nous sommes partis de zéro, me raconte le général Chabannes, dans son appartement de Fontainebleau. La seule consigne que nous avions, c'était de détecter toutes les petites mains du FLN, comme le colleur d'affiches, le collecteur de fonds, le ravitailleur, le guetteur et agent de transmission, l'agent de renseignements et le logeur, etc. Mais comment faire [20] ? »

Tandis que le commandant Aussaresses épluche les fichiers de la police, Chabannes, lui, a une idée lumineuse : s'attaquer aux bidonvilles, qui comptent quelque 125 000 habitants, et notamment à celui qui longe, de ses

a Étant donné le rôle majeur joué par la torture dans le système de « lutte antisubversive » développé à Alger par les militaires français, j'y reviendrai au chapitre 9.

gourbis misérables, le cimetière d'El-Quetah : « Des rumeurs disaient que c'était un fief de la rébellion, m'explique-t-il. Alors, j'ai contacté des pieds-noirs de Bab-el-Oued, qui ont accepté de collaborer. J'ai demandé des renforts pour boucler le secteur et nous avons mené une "opération d'envergure" : nous avons sorti plusieurs milliers de personnes et mis tout le monde dans le cimetière. Contrôle d'identité. Après avoir fouillé toutes les baraques, nous avons libéré les femmes et les enfants. Quant aux hommes, ils ont défilé devant des pieds-noirs "vantards", qui, masqués d'une cagoule, ont dénoncé une centaine de suspects. À partir de là, c'est allé très vite : nous avons trouvé une cache à côté du commissariat de police, avec une ronéo et des armes...

– Qu'est-ce que vous avez fait des "suspects" ?

– Je les amenés dans l'école Sarraouy, où j'avais installé mon QG et les cent trente hommes de ma compagnie. J'avais dû batailler pour récupérer cette école toute neuve, ça a fait un vrai scandale ! Une salle de classe servait de bureau, une autre de prison, une troisième de salle d'interrogatoire...

– Qui dirigeait les interrogatoires ?

– Moi-même ! Bigeard avait dit à ses capitaines : "Désormais, vous êtes vos propres officiers de renseignements" ; donc chaque commandant de compagnie se débrouillait, sans demander la permission à personne...

– La permission de torturer ?

– Oui... Bien sûr, personne n'avait pris le risque de donner des consignes écrites, mais Bigeard a quand même fait une note où il demandait que les interrogatoires soient menés par un officier et disait : "Vous emploierez les moyens bien connus..."

– C'est-à-dire la gégène ?

– Pourquoi la génératrice ? Eh bien tout simplement parce qu'elle était toujours avec nous puisqu'elle alimentait nos postes radio... »

Tout ce que raconte Raymond Chabannes est confirmé du bout des lèvres par le général Bigeard, qui rechigne toujours à parler de ce que fut réellement la bataille d'Alger : « Je n'ai pas vraiment envie de m'étendre là-dessus, écrit-il dans l'un de ses livres à succès. En fait : il ne s'agit pas d'une bataille, mais tout simplement, et hélas, d'un travail policier [21]. » De fait, dans la dizaine d'ouvrages qu'il a rédigés pour conter ses exploits, pas une fois n'apparaît le mot « torture » ou « gégène »...

Quand, enfin, je rencontre la « BB d'Alger [a] », pour reprendre l'expression d'Yves de La Bourdonnaye, qui souligne ainsi son impétueux penchant à se mettre personnellement en valeur, je me dis que l'homme a, il est vrai, du panache. Derrière la grande gueule pointe toujours l'« animal d'action [22] », selon le mot de Massu, que l'écrivain Joseph Kessel avait décrit en ces termes,

a BB comme Brigitte Bardot, alors au sommet de sa gloire.

après lui avoir rendu visite à Bône : « En l'écoutant, je compris [...] pourquoi il obtenait l'impossible de ceux qui l'approchaient, soldats ou généraux. Et aussi pourquoi on disait de lui dans Alger qu'il était l'ennemi numéro un pour les fellaghas, mais encore plus pour les endormis, les routiniers, les hésitants et les pleutres dans les états-majors. Car moi qui étais venu le voir pour écrire un article, décidé à l'observer froidement et, en quelque sorte, sur la défensive, je fus, à partir de là, pris, convaincu, entraîné, envoûté par cet homme de guerre au profil d'ascète, par ce meneur de parachutistes au langage magnétique [23]. »

« Grâce au travail de mes officiers de renseignement, j'ai pu reconstituer l'organigramme du FLN, explique-t-il d'un débit saccadé qui lui fait manger la moitié des mots. Tous les jours, à dix-huit heures, je réunissais mes cinq commandants d'unité – Chabannes, Le Boudec... – dans mon bureau de El-Biar, et je leur demandais un rapport sur les renseignements qu'ils avaient accumulés pendant la nuit. Parce que, dans ce genre de guerre, on travaille surtout la nuit, alors les filles, les plaisirs, tout ça, c'est fini ! Au colleur d'affiches, on demandait : "Quel est ton chef ?" Et hop, on allait chercher le chef, et ainsi de suite : j'avais un dessinateur qui avait dressé un grand tableau et il suffisait de remplir les cases pour remonter les filières jusqu'au haut de la structure pyramidale du FLN. On était des superflics, si vous voulez...

– Dans le film *La Bataille d'Alger*, il y a une scène où on voit bien votre manière de travailler. Vous vous souvenez ?

– Euh... non. Je me souviens surtout du film *Les Centurions* [24], où Anthony Quinn jouait mon rôle...

– Quelles consignes aviez-vous données à vos hommes pour les interrogatoires ?

– Je n'avais pas reçu de directives écrites, mais j'ai donné des ordres clairs à mes capitaines en leur disant d'agir à bloc contre ceux qui savent où sont les bombes, et de les interroger durement. Pas question de leur crever un œil ni de leur couper les oreilles, mais ce qu'on a appelé la "gégène" : mes subordonnés l'utilisaient et moi je les couvrais, car c'était moi le seul responsable du régiment... On a fait un travail de flic rapide, à la para [25] ! »

Les centres de détention clandestins

28 janvier 1957, six heures du matin : Massu déclenche l'« opération Champagne », destinée à briser la grève de huit jours annoncée par le FLN pour appuyer l'introduction de la « question algérienne » à la session des Nations unies. Lors du week-end précédent, les paras avaient effectué une nouvelle rafle nocturne dans la Casbah, en arrêtant un millier de « suspects » repérés grâce aux bons offices d'Aussaresses.

Il s'agit désormais de contraindre les grévistes à travailler, et pour cela les soldats du pays des droits de l'homme ne lésinent pas sur les moyens : devantures démolies, vitrines fracassées, portes et rideaux des échoppes arrachés à coups de half-track... Un déchaînement de violence dont témoignent les archives du cinéma des armées, en tout point conformes à la reconstitution réalisée dans le film de Pontecorvo. Tandis que la fanfare de l'« action psychologique » déambule dans les rues, en distribuant des bonbons aux enfants terrorisés, les hommes sont regroupés dans des camions et acheminés vers le port pour remplacer les « dockers défaillants ». D'autres, moins chanceux, sont conduits dans les QG des différentes unités, comme l'école Sarraouy du capitaine Chabannes, ou dans les centres de détention « provisoire » de Béni-Messous ou de Ben-Aknoun.

Car, très vite, face à la masse des arrestations, se pose la question de l'« hébergement » des détenus et de leur statut. Dès janvier, le ministre résident propose la création d'un « centre d'hébergement provisoire dans le département d'Alger [...] en vue de faciliter les opérations de triage des suspects arrêtés par les forces de l'ordre dans la grande agglomération. L'importance de cette opération pouvant atteindre le chiffre de 20 000 personnes [26] ».

C'est ainsi qu'est ouvert, le 6 février, le centre Paul-Cazelles, situé à 200 kilomètres au sud d'Alger, qui « rappelle par certains aspects Dachau ou Buchenwald », selon les termes de Pierre Vidal-Naquet : « Le désordre y est tel [...] que bien des présents ne figurent pas sur les listes, que bien des absents – évadés ou victimes de la "corvée de bois" – y figurent. En cas d'"accident" dans un transport, les victimes sont remplacées au hasard [27]. »

Théoriquement, l'arrestation des suspects doit être notifiée dans les vingt-quatre heures à la préfecture, avant que ne s'ouvre une enquête permettant de statuer sur leur sort : libération ou prison. Dans les faits, les prisonniers sont confinés dans des centres de détention clandestins, aménagés par les différents régiments où bon leur semble : « Pour tous ceux qui sont arrêtés, l'espoir c'est d'abord d'arriver vivant à la prison, raconte Henri Alleg, un journaliste et communiste français qui publia le récit des tortures que lui firent subir les paras. Après quinze jours, un mois, deux mois passés dans les caves de la "Villa Sésini", du "casino de la corniche" ou d'ailleurs, la prison apparaît comme un havre : l'arrestation devient officielle, on peut écrire à sa famille, à son avocat, bénéficier d'un minimum de garanties. En principe, on est à l'abri de nouveaux interrogatoires policiers et de rechutes entre les pattes des tortionnaires [28]. »

L'existence de centres de détention clandestins est dénoncée par Jean Reliquet, le procureur de la République d'Alger, qui, dans une circulaire adressée aux officiers de la police judiciaire, écrit, le 10 avril 1957 : « J'apprends que plusieurs personnes appréhendées au cours d'opérations effectuées par l'armée dans la région d'Alger seraient détenues en divers lieux et notamment à la Villa Sésini. Certaines d'entre elles auraient été entendues par des officiers de la police judiciaire, saisis de crimes ou de délits conformément à l'article 48 du Code d'instruction criminelle. Cependant, malgré les prescriptions des articles 53 et 54 du même code, mon parquet n'a pas été tenu informé de ces faits et des enquêtes ainsi effectuées.

« J'ai enfin constaté à l'examen des rares procès-verbaux d'enquête qui m'ont été transmis :

– que de très longs intervalles de temps séparaient les auditions des personnes entendues,

– que ces enquêtes étaient souvent fort anciennes,

– qu'elles étaient effectuées en des lieux contrôlés par l'autorité militaire où lesdites personnes étaient retenues. Ces errements sont incompatibles avec les principes qui dirigent l'action de la police judiciaire. [...]

« Il ne vous échappera pas que la violation de ces principes serait de nature à rendre inutile et vain le dur labeur que les circonstances vous imposent en raison de la suspicion qui pourrait s'attacher à des actes révélant de flagrantes illégalités [29]. »

Loin d'être entendu, Jean Reliquet est déjugé, le lendemain même, par Robert Lacoste, qui décide de mettre fin à la clandestinité des centres de détention en les rendant... légaux [a]. Encore une fois, comme le souligne l'historienne Raphaëlle Branche, « ce sont les pratiques des militaires qui dictent les formes de la légalité [30] ».

C'est ainsi que, le 11 avril 1957, le ministre résident publie un arrêté où il entérine toutes les mesures prises par la 10ᵉ DP dans le cadre de la « guerre antisubversive » : « Toute personne suspecte appréhendée à la suite d'opérations militaires ou de police devra être, à l'expiration d'un *délai de 24 heures*, assignée à résidence, à moins qu'elle ne soit remise en liberté ou déférée à la justice militaire, écrit-il. Je ne vois pas d'inconvénient, à l'occasion d'opérations importantes et localisées et dont la durée peut s'échelonner sur plusieurs semaines, à ce que les préfets subdélèguent [...] à l'autorité militaire appropriée le pouvoir d'assignation à résidence. [...] Les personnes assignées à résidence sont gardées dans des *camps de triage*, organisés et contrôlés par l'autorité militaire. En principe, il est prévu un camp de triage par *secteur ou sous-secteur*. [...] Je rappelle que l'assignation à résidence dans un camp de

a Lors de son audition pour l'instruction de l'affaire Audin, le 5 juillet 1960, Jean Reliquet déclare : « Non seulement il ne fut rien fait pour désavouer les sévices, pour punir ceux qui s'y étaient livrés et pour interdire leurs pratiques à l'avenir, mais, je le tiens du général Allard, certains ministres, MM. Lacoste, Bourgès-Maunoury et Lejeune, les ont encouragés. La responsabilité de ceux qui ont donné de pareils conseils me paraît avoir engagé gravement celle de ceux qui, quelles que soient leurs fautes, n'étaient que des exécutants » (cité par Pierre Vidal-Naquet, *L'Affaire Audin*, Minuit, Paris, 1959 ; nouvelle édition : Minuit, Paris, 2000, pp. 154-155).

transit doit conserver un caractère très provisoire et que sa durée ne *saurait excéder un mois*, sauf dans des cas tout à fait exceptionnels et motivés. [...] Je signale à ce propos l'intérêt qui s'attache à l'organisation de centres d'interrogatoires communs, où l'armée ainsi que les différents services de police travaillent *ensemble* en vue d'accélérer les enquêtes préliminaires ou officieuses [31]. »

Le fait qu'il s'agit bien d'une légalisation *a posteriori* des centres de détention clandestins est confirmé par le général Allard, ainsi qu'il l'explique dans une lettre adressée aux commandants de zone, le 20 avril : « Ces camps de triage et de transit sont en fait des camps existant à l'heure actuelle sous des vocables divers. Il ne s'agit pas du tout d'en créer de nouveaux, sauf exception. »

Quant au général Massu, trop content d'affirmer son pouvoir de proconsul, il s'empresse de souligner la « contradiction » existant entre la circulaire du procureur et l'arrêté du ministre résident, en saluant bien évidemment l'initiative de ce dernier : « La lutte antiterroriste est une opération militaire aussi longtemps que la responsabilité du maintien de l'ordre incombera à l'autorité militaire, argumente-t-il dans une lettre adressée le 16 avril au général Allard et au préfet d'Alger. Comme toute opération militaire, elle exige le secret des participants. Les officiers de gendarmerie ne peuvent donc plus y être employés sans être exposés à violer soit le secret militaire, soit leur serment d'officier de police judiciaire. La circulaire les met dans l'obligation d'arrêter dans les formes légales, même dans un établissement militaire, les suspects justiciables du procureur. Dans ces conditions, le secret sera divulgué non seulement au procureur mais à l'avocat. Il n'y a plus de lutte antiterroriste possible. [...] Si la justice civile n'est pas déclarée incompétente en ce qui concerne le terrorisme, il est nécessaire de rendre à l'autorité civile la responsabilité du maintien de l'ordre, suivant les méthodes pratiquées et avec les résultats obtenus par celle-ci au cours de l'année écoulée [32]... »

Réponse du prince, mais aussi terrible aveu : en revendiquant le caractère « secret » des arrestations, Massu entérine un modèle politico-militaire qui n'est ni plus ni moins que la matrice du terrorisme d'État pratiqué plus tard à grande échelle par les dictatures d'Amérique du Sud : « On était, il faut bien le dire, en dehors des lois, reconnaît le capitaine Jacques Allaire, bras droit de Bigeard. Il n'y avait plus d'avocats, il n'y avait plus de justice, il y avait la 10e DP qui rétablissait l'ordre dans Alger [33]. » Le 7 janvier marque bien, pour reprendre les termes de Pierre Vidal-Naquet, la « capitulation du pouvoir civil devant le pouvoir militaire, de la République devant les généraux [34] ».

8

Le modèle de la guerre antisubversive

En attendant, tout à sa logique militaire, Massu se frotte les mains : à Alger, le nombre des attentats tombe de cent douze en janvier 1957 à trente-neuf en février et vingt-neuf en mars. Puis, cerise sur le gâteau, Larbi Ben M'Hidi, le patron de la Zone autonome d'Alger, est arrêté, le 23 février, dans un appartement du quartier européen. Transféré au PC de Bigeard, il est exhibé devant la presse, menottes aux poings. Sa capture décapite le FLN d'Alger et entraîne la fuite des membres du Comité de coordination et d'exécution [a] vers l'étranger, ce que Yacef Saâdi vit comme une « véritable trahison ».

Entre-temps, le Tout-Alger défile à El-Biar pour voir la « prise », un « seigneur » qui fascine Bigeard, ainsi que le confirment tous les témoignages : « Vous êtes entre nos mains, la guerre d'Algérie, vous l'avez perdue maintenant ! », triomphe le chef des paras. « Ne croyez pas ça ! Vous vous souvenez du *Chant des partisans* : "Ami, si tu tombes, un ami sort de l'ombre à ta place [1]"... », réplique le chef indépendantiste.

Escadrons de la mort et disparitions

C'est alors qu'intervient Aussaresses, qui débarque dans un Dodge avec son « équipe » pour « prendre en charge le prisonnier ». Le 6 mars, la presse

a Composé de cinq membres, le CCE représente l'exécutif restreint du Conseil national de la révolution, dépositaire de la souveraineté nationale jusqu'à l'indépendance et seul habilité à ordonner le cessez-le-feu et à négocier avec la France.

annonce le « suicide de Ben M'Hidi », lequel, rapporte *L'Écho d'Alger*, se serait pendu « à une corde improvisée grâce aux lambeaux de sa chemise lacérée ».

En fait, ainsi qu'il l'a révélé dans son livre en 2001, le commandant Aussaresses a fait pendre le prisonnier dans une ferme appartenant à Robert Martel, un colon ultra, connu pour son intégrisme religieux [2][a].

« Avez-vous reçu un ordre ?

– Disons qu'on me l'a fermement suggéré... Et notamment Jean Bérard, un juge que Lacoste avait mis à la disposition de Massu et qui était en contact permanent avec le ministre de la Justice François Mitterrand. Tous les matins, je passais à la préfecture pour faire un compte rendu de mes activités. Un jour, alors que Bigeard n'en finissait pas de prendre une décision par rapport au sort de Ben M'Hidi, Bérard m'a demandé : "Alors cette pastille de cyanure, vous ne l'avez toujours pas trouvée [b] ?" J'ai compris que les politiques préféraient qu'on élimine Ben M'Hidi pour éviter un procès qui aurait un retentissement international et qui aurait servi la cause du FLN. Quant à moi, je ne comprenais pas pourquoi le cerveau des attentats terroristes devait être mieux traité que les seconds couteaux...

– Vous pensez que le gouvernement approuvait les exécutions sommaires ?

– Bien sûr ! Je vais vous raconter une anecdote : un jour, Bigeard avait ramassé une douzaine de types, qui faisaient partie de la section terroriste de Notre-Dame d'Afrique. Il les avait mis dans une cave en attendant de savoir ce qu'il allait en faire. Il se trouve que le secrétaire à la Défense Max Lejeune était de passage à Alger, nous lui en avons touché deux mots. Sa réponse : "Lorsque le gouvernement français a décidé d'intercepter l'avion de Ben Bella, l'aviation française avait reçu l'ordre d'abattre l'appareil. Finalement, nous avons renoncé parce que l'équipage était français..." Le message était clair : avec mon escadron de la mort, j'ai récupéré les douze types chez Bigeard le soir même...

– On parlait déjà d'"escadron de la mort" ?

– Oui ! Oui ! On disait "ton escadron de la mort", en parlant de mon équipe... En fait, c'était une vingtaine d'officiers que Massu avait mis à ma disposition, dont je ne dirai jamais les noms pour que cela ne leur retombe pas dessus... On les appelait l'"escadron de la mort" parce qu'ils travaillaient avec moi...

a Quant à Massu, il maintient la version du suicide, dans son livre *La Vraie Bataille d'Alger*, où il écrit que Ben M'Hidi aurait « trouvé derrière les bottes de paille un morceau de fil électrique avec lequel il se pend, après être monté sur une chaise en s'accrochant à un tuyau de chauffage central placé horizontalement, à environ 2,5 m du sol » (Jacques MASSU, *La Vraie Bataille d'Alger*, *op. cit.*, p. 205).

b En cas d'arrestation, les chefs du FLN étaient censés avoir une pastille de cyanure pour se suicider et éviter d'avoir à parler sous la torture.

– Concrètement, quel était son rôle ?

– Notre travail commençait à la tombée de la nuit : j'allais voir les colonels et les officiers de renseignement des différents régiments pour les soulager des corvées les plus désagréables et couvrir celles qu'ils accomplissaient eux-mêmes. Disons que s'il y avait eu le moindre problème, on m'aurait tout mis sur le dos... Soit j'embarquais des prisonniers dont on n'avait rien pu tirer et, en général, qu'ils aient parlé ou non, ils ne sortaient pas vivants des Tourelles ; soit on me confiait des prisonniers trop mal en point et dans ce cas-là...

– Vous les faisiez disparaître ?

– Ils disparaissaient...

– Cette technique de la disparition a été inaugurée pendant la bataille d'Alger ?

– Oui ! Ce n'était pas possible de faire une action judiciaire pour tous les gens qu'on coffrait. Pendant les six mois de la bataille d'Alger, on a arrêté 24 000 personnes...

– Combien ont disparu ?

– Environ 3 000...

– Et vos supérieurs étaient informés de ce que vous faisiez ?

– Quelle question ! J'avais un bloc manifold avec quatre pages, j'écrivais sur une page et ça imprimait sur les trois autres : la première était pour Massu, la deuxième pour Salan, la troisième pour Lacoste, et la dernière pour moi.

– Et qu'est-ce que vous faisiez des cadavres ?

– J'en ai moi-même fait disparaître dans des tranchées de la défense aérienne à Alger. Sinon, mes hommes partaient à une vingtaine kilomètres d'Alger, jamais au même endroit. Quant à Ben M'Hidi, je l'ai fait enterrer sur la ferme de Robert Martel...

– Certains ont été jetés à la mer ?

– Non, jamais [3]... »

Et pourtant... Le 13 mai 1957, le cadavre de Khaled Berouala, dit « l'Oranais », est retrouvé ligoté, dans un fût métallique rejeté par la mer, près du brise-lames du Quai d'Orient. Son corps présente des traces de torture. À Alger, une expression se répand, qui désigne une « technique » farouchement niée par les intéressés : les « crevettes Bigeard ».

Son existence est confirmée par Paul Teitgen, le secrétaire général de la préfecture d'Alger, qui était chargé de signer les assignations à résidence. Pendant les sept mois de la bataille d'Alger, il en signa officiellement 24 000 : « On ne m'en a pas rendu 3 000, dénonce-t-il dans une interview accordée au journaliste britannique Peter Batty. Lorsque, au mois de septembre 1957, j'ai fait le compte, j'ai dit, il m'en manque trop ! Où sont-ils ? Dans les camps, à Paul-Cazelles ?... Ils n'y étaient pas ! Ils avaient disparu... Les "oueds", la mer, les renvoyaient... renvoyaient les "crevettes Bigeard" : c'est comme ça qu'on

appelait les hommes ! On mettait les pieds dans une bassine de ciment et… quand c'était pris, on les larguait en hélicoptère dans la mer ! On ne peut pas admettre ça, on ne fait pas la guerre comme ça ! C'est pas possible [4]. »

La dissimulation massive de cadavres, qui évoque aujourd'hui les « disparus » d'Argentine ou de la « deuxième guerre d'Algérie » (depuis 1992), est une caractéristique de la bataille d'Alger pendant laquelle les militaires français inaugurent une méthode considérée, au même titre que la torture, comme une arme de la guerre contre-révolutionnaire. Par-delà l'aspect « pratique » qui consiste à se débarrasser de cadavres encombrants, la technique de la « disparition forcée » vise aussi, et peut-être surtout, à terroriser les populations, et donc à les soumettre : « Loin d'être un hasard, la disparition de cadavres de personnes arrêtées et torturées relève de la répression rationalisée mise en pratique par les parachutistes dans leurs centres de détention et d'interrogatoire, commente Raphaëlle Branche. Elle ajoute une violence symbolique à la palette de tous les gestes violents qui l'ont précédée [5]. » À l'instar des expositions de cadavres, si chères au colonel Argoud, les disparitions ne représentent pas un raté du système, mais bien un élément du dispositif mis en place dans le cadre de la guerre antisubversive, dont le but est d'« empêcher la mobilisation de groupes et de freiner l'action collective », par la peur ainsi instillée aux proches des victimes et, par capillarité, à des franges plus larges de la population [6].

Camouflages

Dès janvier 1957, le Service des liaisons nord-africaines reçoit de nombreuses plaintes pour disparitions, dont le préfet Barret organise la centralisation. Et puis, le 14 septembre, la « Commission de sauvegarde des droits et libertés individuels », créée par Guy Mollet, remet son rapport de synthèse, où elle constate : « La question des disparitions a causé un profond malaise dans l'opinion publique. Elle est, en vérité, des plus angoissantes. Il s'agit d'individus arrêtés généralement par des parachutistes, et dont on n'a plus de nouvelles. » La commission cite, pour exemple, le compte rendu de l'ancien gouverneur général Delavignette, qui a enquêté en Algérie sur trois affaires similaires : la première s'est produite dans la nuit du 14 au 15 mars, à Aïn-Isser, où « quarante et un FMA » (Français musulmans d'Algérie) sont morts asphyxiés dans des chais à vin où ils avaient été enfermés [a]. Le lendemain, « les cadavres sont dispersés en zone interdite à une cinquantaine de

a Le lieutenant Curutchet, vingt-deux ans, chef de l'unité militaire et futur membre de l'OAS, sera condamné à… trente jours d'arrêt de rigueur pour cet assassinat collectif commis par négligence…

kilomètres d'Aïn-Isser. Ils ne sont pas enterrés, mais dissimulés sous des broussailles ».

Le 16 avril 1957, même scénario macabre, à Mercier-Lacombe, où « seize FMA » meurent asphyxiés. Enfin, le 27 juin, à Mouazaïaville, dans la région de Blida, vingt et un Musulmans trouvent la mort dans des conditions similaires. Commentant ces trois affaires, le rapporteur souligne « l'extrême jeunesse de cadres inexpérimentés. Nous sommes dans une guerre très spéciale, qui n'est pas encore l'objet d'un enseignement éprouvé dans les écoles militaires et qui oblige les généraux à tâtonner sur le terrain à la recherche de nouvelles méthodes d'action. Et dans une telle guerre, ce sont pourtant les lieutenants et les sous-lieutenants improvisés sur lesquels repose en définitive le poids d'une opération ». Et de conclure : « Dans l'affaire d'Aïn-Isser, il est un point très grave et très significatif qui attire l'attention : c'est la dissimulation des cadavres. » En d'autres termes : dans l'esprit de Delavignette, la disparition est bien une « méthode d'action nouvelle » engendrée par les nécessités d'une « guerre très spéciale ».

Mais c'est à Jacques Vergès, Michel Zavrian et Maurice Courrégé, avocats au barreau de Paris et défenseurs des membres du FLN, que l'on doit le travail le plus abouti sur les disparus d'Algérie. En 1959, ils rendent publique, sous le titre de *Cahier vert*, une liste de cent soixante-quinze musulmans disparus majoritairement pendant l'année 1957, c'est-à-dire pendant la bataille d'Alger [a]. Aux plaintes déposées par les familles, les autorités, quand elles répondent, fournissent toujours les mêmes explications : le disparu est « inconnu des services » ou « a été arrêté, puis libéré », « a dû rejoindre le maquis » ou « a été tué au cours d'une tentative d'évasion ».

À la lecture du *Cahier vert*, il ressort très clairement que le phénomène des disparitions relève bien d'une raison d'État qui, loin de le dénoncer, se contente d'en prendre acte, ainsi que le souligne, avec effarement, l'historien Pierre Vidal-Naquet : « Nous apprenons d'abord qu'un homme peut être arrêté sans que son nom figure au fichier des prisonniers ou assignés à résidence. […] Nous apprenons également qu'un homme […] peut être interné dans un camp, transféré dans un autre, sans qu'il reste de lui, après ce transfert annoncé officiellement, la moindre trace. […] Nous apprenons enfin et surtout que les disparitions sont quelque chose de tellement normal, de tellement courant qu'il existe au moins *deux types de circulaires* – l'une émane de la Préfecture d'Alger, l'autre de la zone nord algéroise – pour annoncer aux familles qu'on n'a pu retrouver trace de celui qu'elles ont perdu [7]. »

a Seuls huit cas concernent des disparitions qui ont eu lieu après le 13 mai 1958. Aucune n'est antérieure à l'année 1957.

Le « dispositif de protection urbaine » du colonel Trinquier

Début mars 1957, un nouvel outil de la guerre antisubversive vient compléter le système élaboré par Massu, dont il est censé améliorer l'efficacité : baptisé « dispositif de protection urbaine », il est confié au colonel Trinquier par Robert Lacoste. « En fait, se souvient son adjoint et ami Paul Aussaresses, c'est Trinquier qui a eu l'idée du DPU, que les mauvaises langues surnommaient "Guépéou [a]". Le colonel était un grand admirateur de Napoléon et il avait découvert que, pendant l'occupation en Rhénanie, celui-ci avait développé un système de contrôle des populations consistant à donner un numéro à chaque maison et à établir une liste des habitants de la maison. C'est comme ça que Trinquier a suggéré à Massu de faire la même chose dans la Casbah, puis dans toute la ville d'Alger [8]. »

Depuis l'Indochine, l'ancien instituteur s'est taillé une réputation d'expert dans l'art de contrôler et de manipuler les populations qui fascine le patron de la 10e DP, dont il est le conseiller, voire le confident : « Ses yeux bridés, qu'un sourire mystérieux étire souvent encore plus près de ses tempes, un teint kaki ne sont pas les seuls phénomènes d'osmose qu'il doit aux pays jaunes, écrit ce dernier. Il en a acquis un tour d'esprit compliqué, des réactions difficiles à comprendre, une astuce un peu tortueuse : toutes dispositions favorables au métier que je lui confie [9]. »

Homme de terrain, toujours prêt à « innover », Trinquier est aussi un redoutable théoricien, grand amateur de rapports écrits où il s'emploie à vendre ses « trouvailles » auprès de l'état-major. C'est ainsi que, le 1er octobre 1956, il adresse à Massu un bilan du programme de « stages antiterroristes » qu'il vient de diriger pour préparer les « petits gradés de l'armée de l'air à l'action policière ». De cette expérience, il tire une méthode qu'il suggère à Massu d'intégrer dans la formation de ses effectifs : « En fin de stage et au cours d'une série d'exercices avec les stagiaires, le mécanisme de la patrouille-surprise a été mis au point, explique-t-il. Son effectif est de huit hommes plus un chef de patrouille qui pourrait être un officier ou un sous-officier confirmé. Elle se déplace en ville sur un 4 × 4 et s'arrête au signal du chef de patrouille en tout lieu qui lui paraît intéressant de fouiller. Les hommes sautent rapidement du véhicule, font le rapide bouclage d'une portion réduite de rue. Le chef de patrouille repère à l'intérieur du bouclage dix à quinze individus qu'il rassemble et soumet à une fouille rapide, sans interrompre la circulation. La fouille faite, la patrouille remonte dans son véhicule pour effectuer ailleurs

a Le GPU était la police politique soviétique entre 1922 et 1934.

une autre fouille dans les mêmes conditions [10] [a]. » De fait, la « patrouille-surprise » fait partie des cauchemars qui, d'Algérie en Amérique latine, hanteront les populations tombées sous le joug des militaires...

Avec le DPU, Trinquier développe un système de quadrillage urbain qui, lui aussi, deviendra une référence pour les futurs dictateurs. Le principe : Alger et sa banlieue sont divisées en secteurs, sous-secteurs, îlots et groupes de maisons. Au bout de la chaîne, chaque maison est numérotée sur plan, et au pinceau sur la façade.

« Du jour au lendemain, raconte Yacef Saâdi, la Casbah a été envahie par des centaines de paras ou gendarmes, munis de pots de peinture et d'échelles ! Pendant que certains inscrivaient un numéro sur la maison, comme B1, B2, etc., les autres recensaient la population, en établissant une fiche par maison. Un travail de fou [11] ! »

À chaque échelon – quartier, îlot, groupe de maisons et maison – est désigné un chef, chargé de noter les mouvements de la population dont il a la responsabilité, tout individu recensé ayant un numéro minéralogique individuel. Ainsi que le souligne l'historien Jean-Charles Jauffret, ce maillage systématique de la population, qui encourage la délation, « n'est pas sans rappeler l'organisation urbaine instituée par le IIIe Reich et le régime stalinien [12] ».

« C'était une idée géniale, s'enflamme Yves de La Bourdonnaye, chargé avec le capitaine Paul-Alain Léger d'assister Trinquier. La nuit, nous organisions des contrôles-surprises : si on tombait sur un type qui n'était pas recensé sur la fiche de la maison, on l'embarquait ! Ou au contraire, s'il en manquait un, on essayait de savoir où il était passé [13]. »

De fait, un document classé « secret », daté du 23 mars 1957 et signé du Commandement supérieur interarmées, présente le DPU, en préconisant des « contrôles-surprises », qui « pour être efficaces doivent être effectués de nuit [14] ».

« Comment le FLN a-t-il réagi à la mise en place du DPU ?

– Il a fallu que nous trouvions des astuces, répond Yacef Saâdi. Par exemple, pour placer nos gens dans le dispositif, nous avons demandé à certains de boire de l'alcool : comme ça, ils étaient recrutés comme chefs de maison ! Le DPU nous a surtout obligés à rester confinés dans la Casbah, car les quartiers européens sont devenus beaucoup trop dangereux. »

Le DPU s'accompagne, en effet, d'un volet européen, dont est chargé Yves de La Bourdonnaye : « Toutes les semaines, explique-t-il, je faisais des réunions dans les quartiers pieds-noirs qui étaient très demandeurs et n'hésitaient pas à dénoncer tout étranger au secteur – c'est comme ça, d'ailleurs, qu'est tombé Ben M'Hidi. Ensuite, Trinquier a réussi à convaincre Massu

a À partir du 25 mars et jusqu'au 30 septembre, le « journal de marche » du secteur Alger-Sahel fait presque quotidiennement état de 20 000 personnes contrôlées.

d'armer les plus actifs d'entre eux. Je suis allé à Paris, sur ordre du ministre de l'Intérieur, pour prendre livraison de cinq ou six cents pistolets que j'ai remis à des milices chargées d'assurer l'autodéfense des quartiers pieds-noirs. » Et de conclure : « Le système a été très efficace : c'est comme ça qu'on a pu démanteler le Parti communiste algérien. »

La création des 5es bureaux

Fin mars, la bataille d'Alger semble terminée. Fier comme Artaban, le « premier para du monde [15] » exhibe ses « résultats » : « Arrestation de Ben M'Hidi, de 343 FLN, de 197 ALN et de 70 tueurs. Armement récupéré : 324 armes. Explosifs : 87 bombes, 119 grenades, 80 kg d'explosifs, 800 mètres de mèche lente et 1 550 détonateurs et allumeurs. Munitions : 5 000 cartouches 7,5 et 7 000 cartouches tous calibres. Divers : imprimeries saisies (ronéos), tracts, documents importants, matériel de laboratoire, fabrique de fausses cartes, etc. [16]. » Cité en exemple, Bigeard reçoit la visite de Salan et de Max Lejeune, avant de « faire une causerie » à l'École supérieure de guerre sur la bataille d'Alger, avec organigrammes à la clé. Il supervise alors la rédaction d'un livre, intitulé *Contre-guérilla*, qui, avec les euphémismes de rigueur, souligne la prééminence du renseignement et donc de l'interrogatoire dans la guerre contre-révolutionnaire [a].

Avant de rejoindre son régiment à Sidi-Ferruch, le chef du 3e RPC écrit une lettre à Massu, avec cette étrange prémonition : « Un jour ou l'autre, malgré notre conscience, la droiture de notre action, il faudra payer et rendre compte ; personnellement, j'attends cet instant avec impatience [17]... »

La trêve est de courte durée : promu patron de la Zone autonome d'Alger, après la mort de Ben M'Hidi, Yacef Saâdi réorganise les réseaux du FLN et, le 3 juin, des bombes placées dans des lampadaires explosent au milieu de la foule attendant le trolleybus. Bilan : huit morts et quatre-vingt-douze blessés. Six jours plus tard, nouvel attentat au Casino de la Corniche, qui fait huit morts et quatre-vingt-un blessés. Aussitôt, les paras sont rappelés sur Alger, et la répression reprend avec les mêmes méthodes. Au FLN s'ajoute une nouvelle cible : le Parti communiste algérien. C'est ainsi qu'est arrêté Maurice Audin, un jeune professeur de mathématiques, dont on n'aura plus jamais de nouvelles. « Officiellement, écrit le capitaine Pierre Montagnon, il s'est évadé sur le boulevard de Télemly, lors d'un transfert. De fait, il a été liquidé par le 1er RCP [18]. » C'est-à-dire par le régiment d'Yves de La Bourdonnaye, mais

---

a Publié « à compte d'auteur », dit Bigeard, le livre a été diffusé en août 1957 auprès de l'état-major et d'« officiers intéressés ». Il a été imprimé sur les presses de l'imprimerie Baconnier Frères, 4, rue de Paris, à Alger.

là-dessus impossible d'en savoir plus de la part de ce dernier. Quant au « chef de la contre-terreur », Paul Aussaresses, il jure ses grands dieux qu'il n'est pas au courant...

Tandis que commence la deuxième bataille d'Alger, Paris acclame les glorieux paras, qui, le 14 Juillet, défilent en rangs serrés, uniforme léopard et béret de rigueur, sur les Champs-Élysées. Massu est décoré de la plaque de grand officier de la Légion d'honneur par Maurice Bourgès-Maunoury, qui a remplacé Guy Mollet à la présidence du Conseil. Pour le plus grand plaisir du colonel Lacheroy, qui est alors au sommet de sa gloire. Le 2 juillet, à l'initiative de son mentor, un ferme défenseur de l'Algérie française, il est invité à tenir une conférence dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, devant un parterre d'officiers de réserve de la 1re région militaire, et plusieurs généraux d'active, dont Maurice Challe, futur chef des forces armées en Algérie (avant de devenir celui du putsch de 1961). Pendant une heure et demie, Lacheroy improvise, sans la moindre note, sur « la guerre révolutionnaire et l'arme psychologique », ce qui lui vaut un compte rendu dithyrambique dans *Le Figaro* : « Maintenant, je sais qui, un jour, sera le grand chef de l'armée française », commente, enthousiaste, le journaliste.

C'est ainsi que sont créés, au mois d'août, les 5es bureaux, chargés aux côtés des quatre bureaux traditionnels de l'état-major, de mettre en œuvre les techniques de l'« action psychologique ». Une décision unique dans l'histoire des armées occidentales, qui entérine l'« inclusion de l'arme psychologique dans la structure organique des armées », selon les termes de Paul et Marie-Catherine Villatoux, qui ajoutent : « D'outil auxiliaire des forces armées, l'arme psychologique est brutalement promue au rang d'activité autonome et mise sur le même plan que les autres composantes essentielles de l'état-major telles que le renseignement ou le soutien logistique des unités [19]. »

Confirmant que désormais l'arme psychologique est le pilier autour duquel doit s'organiser la guerre contre-révolutionnaire, le 5e bureau d'Alger, dirigé par le colonel Goussault, un fidèle de Salan, déploie aussitôt une activité tous azimuts : cours spéciaux organisés dans les centres de formation d'officiers pour la constitution d'un corps de spécialistes, édition de revues, de bandes dessinées et de tracts, compagnies de haut-parleurs, cinébus, émissions radiophoniques, comme « La Voix du bled », fabrication de numéros truqués d'*El-Moudjahid*, le journal du FLN, annonçant des redditions, etc.

C'est aussi le 5e bureau qui organise les premiers camps de rééducation d'Algérie, en reprenant une idée qui avait été suggérée à Robert Lacoste, dès l'été 1956, par un ancien prisonnier des camps d'Indochine, le lieutenant-colonel André Bruge. Devenu le responsable du Centre d'instruction de la pacification et de la contre-guérilla d'Arzew, celui-ci avait proposé d'appliquer les méthodes de « lavage de cerveau » du Viêt-minh aux prisonniers algériens.

En août 1957, une note sur « L'action psychologique dans les camps d'hébergement » confirme cet objectif : « Ramener à la cause française le plus grand nombre possible d'hébergés puis, après leur avoir rendu la liberté, en faire des partisans résolus de cette cause. » S'appuyant ouvertement sur les « expériences soviétique, chinoise, coréenne et Viêt-minh », la directive recommande de classer les prisonniers en trois catégories : les « durs ou encore irréductibles », les « mous » et les « récupérables », la durée de la rééducation s'échelonnant de six mois à deux ans selon les cas. Au terme du processus, sont établies des « listes de libération » : les prisonniers dont le nom n'apparaît pas sur la liste peuvent « accuser un camarade y figurant de duplicité, mensonge, d'indignité, et chercher à prendre sa place. Chacun expose son point de vue. La collectivité se fait juge », ainsi que témoigne un article du *Monde*, le 23 janvier 1958.

Ainsi, progressivement, grâce à la ténacité du colonel Lacheroy, qui soutient de tout cœur les pratiques de la bataille d'Alger, « l'arme psychologique tend à se muer en un outil politique entièrement dédié à la cause de l'Algérie française, entraînant de fait la politisation d'une partie des cadres militaires [20] ». À l'instar de Lacheroy, la plupart des officiers travaillant dans l'action psychologique participeront en effet au putsch des généraux, ou le soutiendront de tout cœur, avant de rejoindre l'OAS, dont ils inspireront les méthodes...

Les bleus de chauffe du capitaine Léger

C'est le cas du capitaine Paul-Alain Léger, qui sera incarcéré au fort de Nogent en mai 1961. S'il n'a jamais travaillé pour le 5ᵉ bureau, il n'en est pas moins un expert redoutable de la guerre psychologique. Ancien d'Indochine, on l'a vu, passé au 11ᵉ Choc, cet ancien résistant qui avait refusé de porter la francisque du maréchal Pétain mène plusieurs « missions très spéciales » pour le SDECE, avant de rejoindre l'Algérie de son enfance, avec une conviction dont il ne démordra pas : « Je n'hésitais pas à déclarer que cette guerre était une guerre civile, une guerre entre Français, quelles que soient l'origine et la religion, écrit-il dans ses Mémoires. La France n'abandonnerait jamais l'Algérie. On ne transige pas quand il s'agit du territoire de la République [21]. »

En juin 1957, après avoir travaillé pour le DPU de Trinquier, il crée le Groupe de renseignement et d'exploitation (GRE), qui comprend trois services : l'organisation des populations, le renseignement, et l'exploitation et action. Son objectif : organiser une « action souterraine de rebelles retournés et réinjectés dans le circuit ». En clair : il s'agit de recruter des « musulmans repentis » ou « ralliés », selon la terminologie officielle, pour qu'ils infiltrent les réseaux du FLN, à des fins de renseignement, mais aussi d'intoxication par la diffusion de fausses informations. Assisté du sergent-chef Surcouf, un Algérien, ancien du GCMA en Indochine, Léger constitue son équipe en « faisant le tour des centres de torture », selon le mot de Yacef Saâdi : « Léger n'était pas un tortionnaire, précise-t-il. En fait, sur recommandation des chefs d'unité, il proposait aux prisonniers, souvent mal en point, de travailler pour lui. Ceux-ci acceptaient pour sauver leur peau. Certains sont devenus des collaborateurs très zélés, allant jusqu'à torturer eux-mêmes.

– Et ça a marché ?

– Et comment ! C'est comme ça que j'ai été arrêté [22] ! »

Développée pour la première fois de manière systématique et avec des moyens considérables – l'équipe de Léger comptera jusqu'à soixante-dix agents réguliers et dûment rétribués –, la technique du retournement des prisonniers continue aujourd'hui d'émerveiller Yves de La Bourdonnaye, qui rejoindra le GRE pendant l'été 1957 : « Après son séjour en Indochine, Léger avait compris que le ralliement des populations et l'infiltration du réseau ennemi étaient l'avenir de la guerre moderne, explique-t-il. C'était une idée géniale que même les Allemands n'avaient pas eue [23]... »

La première recrue du GRE s'appelle Saïdoun Saïd, un jeune Algérien arrêté pour port d'arme et libéré contre la promesse de son enrôlement. Puis est « recruté » Khouas Boualem, un agent de liaison du FLN, arrêté au maquis par les paras de Bigeard : « L'extraordinaire mémoire visuelle dont il était doué fit merveille, commente le capitaine Léger. Nul mieux que lui ne pouvait reconnaître, dans la foule qui se pressait aux sorties de la Casbah, les membres des cellules qu'il avait eu l'occasion de voir, ne serait-ce qu'une seule fois [24]. »

C'est ainsi que Farès Saïd, un des adjoints de Debih Chérif au commandement des régions I et II de la ZAA, est arrêté par les zouaves. Puis c'est le tour d'Ali Amara, dit Alilou, le principal agent de liaison de Yacef Saâdi, qui devient l'une des meilleures recrues du GRE : « Doué d'un courage physique à toute épreuve, il connaissait tous les recoins de la Casbah et la plupart des caches dans lesquelles il avait accompagné son chef [25]. »

Installé au 21, rue Émile-Maupas, aux pieds de la haute Casbah, Léger n'a pas l'intention de s'arrêter en si bon chemin. Il demande un rendez-vous au colonel Godard, chef d'état-major de Massu, pour lui vendre sa dernière idée : la création de ce qu'on appellera les « bleus de chauffe » : « Je vous propose de pénétrer moi-même dans la vieille ville accompagné de quelques-uns de mes hommes, sept ou huit au maximum, explique-t-il à son ancien chef du 11ᵉ Choc. Pour la circonstance, nous serons vêtus de bleus de chauffe, comme la plupart des jeunes. Le sergent-chef Barjoux, un de mes sous-officiers européens, a bricolé un système qui nous permet de porter une MAT 49 prête au tir sous la veste. Ainsi armés nous circulerons dans toutes les ruelles, de jour comme de nuit, nous pénétrerons dans les immeubles, mangerons dans les gargotes et fréquenterons les cafés maures. [...] Yacef et ses sbires y

regarderont peut-être à deux fois avant de tenter un déplacement et son image de marque en prendra un bon coup. Le mythe de son invulnérabilité sera certainement moins colporté par les femmes sur les terrasses. Je ne mentionne pas la somme de renseignements que nous serons en mesure de glaner sur notre passage : la chose sera d'autant plus facile que ceux qui seront chargés de cette mission seront ceux-là mêmes qui, hier encore, nous combattaient [26]. »

« Vous êtes fou ! », aurait dit Godard, qui, cependant, le laissa faire... « C'est vrai qu'au début les chefs n'étaient pas chauds, confirme Yves de La Bourdonnaye, parce qu'ils avaient peur de trafiquer avec l'ennemi. Finalement, tout le monde s'y est rallié, car les résultats furent spectaculaires [27]... »

C'est ainsi que Léger et ses hommes font irruption dans la Casbah pour « appréhender » les bandes de jeunes chargés par le FLN de faire respecter les consignes comme l'interdiction de boire, de fumer, ou d'écouter la radio : « L'opération fut rapide et brutale, raconte le chef du GRE, qui avoue qu'il n'en menait pas large. Les interceptions eurent lieu partout : au milieu de la foule, dans les bains maures et les cafés. Hébétés, ne sachant ce qu'il leur arrivait, les jeunes étaient agrippés, poussés dans l'encoignure d'une porte ou l'obscurité d'un couloir [28]. »

Habillées en bleus de chauffe, une tenue alors à la mode chez la jeunesse algérienne, les nouvelles recrues du GRE seront le fer de lance du dispositif implacable mis en place par Léger, qui est désormais fin prêt.

Le 6 août 1957, la compagnie du capitaine Chabannes arrête Hacène Guendriche, *alias* Zerrouk, l'un des adjoints de Yacef Saâdi. Conduit à l'école Sarraouy, il échappe à une mort probable en acceptant de travailler pour les « forces de l'ordre ». Tandis que son arrestation est maintenue secrète, il est installé « sous surveillance discrète dans un studio de la rue de Tanger ». Sous la dictée de Chabannes, il écrit une lettre à Ramel, le responsable militaire de la ZAA, demandant de remplacer les agents de liaison par de nouveaux. C'est là qu'intervient Léger, qui, grâce à son dispositif, parvient à localiser Ramel et Debih Chérif, *alias* Si Mourad, le chef politique de la ZAA. Ceux-ci sont arrêtés par les hommes de Bigeard, qui, comme à l'accoutumée, en profite pour tirer la couverture à lui...

Ne sachant toujours pas le double jeu que joue son adjoint, Yacef Saâdi nomme Zerrouk responsable militaire de la ZAA, sous le pseudonyme de Safi. D'échange de courriers en filatures, le piège se referme sur lui, le 24 septembre 1957, où il est arrêté avec Zohra Driff, au 3, rue Caton.

« Nous n'avons pas eu besoin de lui mettre une claque, m'assure Yves de La Bourdonnaye, qui remplaçait Léger, alors en permission, il nous a dit tout ce qu'il savait [29]... »

« Regardez, me confirme Raymond Chabannes, j'ai conservé les procès-verbaux de ses auditions [a], avec sa confession libre. Grâce à lui, nous avons pu reconstituer toute l'organisation régionale du FLN. » Et d'exhiber une note de service classée « très secret », qui présente « deux documents établis d'après les déclarations de Yacef Saâdi, et donnant le schéma de l'organisation politique de la région et l'organisation de la commission financière régionale ».

« Et Ali la Pointe ?

– C'est grâce à Zerrouk, *alias* Safi, dont Ali la Pointe ne savait pas qu'il travaillait pour Léger, que nous avons pu remonter jusqu'à sa cache... »

C'est ainsi que, le 8 octobre 1957, les paras font sauter une maison sise au 5, rue des Abderrames. Ayant refusé de se rendre, Ali la Pointe meurt, avec Petit Omar (douze ans), le neveu de Yacef Saâdi, Hassiba Ben Bouali et Mahmoud Bouhamidi.

La bataille d'Alger est terminée...

Un modèle reproduit dans toute l'Algérie

Chez les Européens d'Alger, c'est l'euphorie. « Les hommes à la tenue camouflée, au béret vert ou amarante, sont les rois de la ville », commente le capitaine Montagnon, qui, faisant preuve d'une rare lucidité, n'est pas dupe : la « défaite du FLN » constitue un « indubitable succès français », écrit-il, mais elle « est plus apparente que réelle. Les tués, les disparus, les suppliciés, les internés ont consolidé le sentiment national. Chaque phase du combat sanglant contre la France forge un peu plus un patriotisme algérien naissant et jusque-là inconscient dans la majorité des esprits [30] ».

Mais, de cela, personne ne se soucie, car, avec la bataille d'Alger, un mythe est né : celui du para, ce « seigneur de la guerre aux terrifiants caprices », selon les mots du philosophe Jean-Paul Sartre [31]. Minoritaires au sein de l'institution militaire, ces officiers ultras de la 10e DP sont convaincus d'appartenir à une race supérieure et constituent désormais une « véritable armée dans l'armée [32] », qui, à l'image d'une secte, a ses rites, ses légendes, ses hymnes – *Lily Marlène* ou *Halli Hallo* – et sa propre hiérarchie : on y distingue les « bérets verts », les paras de la Légion, constitués notamment d'anciens nazis, d'Espagnols et de Hongrois, les « bérets rouges », les paras coloniaux, et les « bérets bleus », les paras métropolitains sans gloire. Fascinant les jeunes femmes pieds-noirs par leur allure carrée et musclée, ils sont persuadés d'être investis d'une mission sacrée, dont la guerre contre le rebelle algérien ne

a D'après ces documents originaux que j'ai pu consulter (ils sont signés de la main même de Yacef Saâdi), le chef de la ZAA fut notamment interrogé par les capitaines Faulques et Allaire (voir la reproduction de certains de ces documents dans le cahier photos).

représente qu'un aspect : leur ennemi est aussi l'intellectuel, l'organisateur de la défaite, et tous ceux qui sont prêts à brader l'Algérie, dernier rempart contre le communisme.

Voilà pourquoi, gonflés à bloc par leur succès algérois, ils vont attaquer le djebel avec une seule idée en tête : « étendre à toute l'Algérie les procédés utilisés », la bataille d'Alger constituant bel et bien un modèle, ou pour reprendre les termes du Commandement interarmées en mars 1957 une « action pilote [33] », dans laquelle la torture est devenue l'arme principale...

9

La torture : l'arme de la guerre antisubversive

« C'est vrai qu'on a trop torturé... » Il a fallu une dizaine de rencontres et de conversations téléphoniques pour qu'Yves de La Bourdonnaye lâche cet improbable aveu. La scène se passe en pleine canicule de l'été 2003 dans une brasserie alsacienne, face à la gare du Nord, où l'ancien capitaine a ses habitudes. Après un long silence, il ajoute : « Vers août 1957, Aussaresses a demandé à rejoindre son régiment, et je l'ai remplacé auprès de Massu...

– Vous avez continué à faire son travail ?

– Ce n'était plus vraiment la peine, car la bataille d'Alger touchait à sa fin... Certains membres de l'équipe que j'ai récupérée étaient devenus complètement fous : ils avaient pris l'habitude de tuer les prisonniers d'un coup de couteau dans le cœur... En 1958, j'ai été nommé au Gouvernement général auprès du colonel Godard, qui venait d'être promu chef de la Sûreté générale. J'étais chargé de retourner des détenus avec des policiers dans une villa d'Alger. Un jour, nous avons appris l'arrivée d'une mission d'enquête. Godard m'a demandé de vérifier que les fosses communes ne se voyaient pas trop... Les Arabes étaient enterrés dans des jardins, sous des plants de tomates, on les mettait dans un sac à patates, avec un bloc de parpaing... Mais, bon, à quoi bon raconter tout ça, je suis d'accord avec les généraux du *Livre blanc* : tout cela doit rester dans le domaine du secret d'État, enfoui pour l'éternité... »

Publié en décembre 2001, le *Livre blanc de l'armée en Algérie* [1], auquel La Bourdonnaye fait référence, est signé par « 521 officiers généraux ayant servi en Algérie », dont Maurice Schmitt, ancien chef d'état-major des armées de

1987 à 1991[a], Marcel Bigeard et Raymond Chabannes. Il a été conçu en réponse à la « campagne contre l'armée », orchestrée, selon ses auteurs, par *Le Monde* et *L'Humanité*[b], avec la complicité d'Aussaresses, présenté comme un « mythomane avide de notoriété, atteint d'un exhibitionnisme sénile » et « connu pour son goût des boissons alcooliques ». Curieux ouvrage, qui vante l'« œuvre civilisatrice » de la France en Algérie, tout en ne niant pas l'usage de la torture, mais qui reproche aux journaux incriminés de servir de « précieux appui à la propagande de l'adversaire ». De quel adversaire s'agit-il ? Le « Parti communiste », relayé par quelques intellectuels malintentionnés, tels que Pierre Vidal-Naquet, « tout ce que la presse et les médias audiovisuels comptent d'anciens soixante-huitards » et, bien sûr, le « FLN algérien », tous unis pour salir l'honneur de l'armée et, donc, de la France...

La torture avant la bataille d'Alger

Certes, ainsi que le soulignent les généraux du *Livre blanc*, ce ne sont pas les militaires français qui ont inventé la torture : de l'Inquisition à la Gestapo nazie, l'usage de la « question » a émaillé l'histoire de l'humanité. Mais ce qu'ils refusent cependant de reconnaître, c'est que la bataille d'Alger marque un tournant dans son utilisation : pour la première fois, elle est « acceptée comme une méthode de guerre, recommandée par les chefs militaires et approuvée par les responsables politiques [2] », au point de devenir l'arme absolue de la guerre antisubversive, au terme d'un processus de légitimation autant théorique que pratique.

Ainsi que le rapporte le témoignage d'Aussaresses sur son séjour à Philippeville, avant la bataille d'Alger, le recours à la torture est d'abord le fait de la police, qui perpétue alors une « tradition » bien ancrée depuis la conquête. La première dénonciation d'envergure date du 15 janvier 1955 : ce jour-là, François Mauriac publie dans *L'Express* un article intitulé « La question », tandis que Claude Bourdet, qui subira bientôt les foudres du colonel Lacheroy, s'élève contre la « Gestapo d'Alger » dans *France-Observateur*.

Preuve que la torture est alors un sujet sensible, le ministre de l'Intérieur François Mitterrand charge aussitôt Roger Wuillaume, inspecteur général de l'administration auprès du gouverneur général, Jacques Soustelle, d'enquêter sur les méthodes de la police en Algérie. Celui-ci remet son rapport, le 2 mars

a Pendant la bataille d'Alger, Schmitt était lieutenant et adjoint de Chabannes.

b Le 20 juin 2000, *Le Monde* publie le récit de Louisette Ighilahriz, qui affirme avoir été torturée par Massu et Bigeard. Le 31 octobre, *L'Humanité* publie un « appel à la condamnation à la torture pendant la guerre d'Algérie », signé notamment par Henri Alleg, Josette Audin, veuve de Maurice Audin, et Simone de Bollardière, veuve du général Paris de Bollardière.

1955, dont les conclusions constituent une première tentative d'institutionnalisation de la torture : « Tous les services de police, la gendarmerie, la Police judiciaire et les Renseignements généraux utilisent, plus ou moins, la baignoire, où l'individu est immergé jusqu'à la suffocation, voire jusqu'à l'évanouissement ; le tuyau d'eau, genre tuyau à gaz, relié à un robinet et introduit dans la bouche ; et l'électricité : les extrémités dénudées de deux fils électriques branchés sur le courant sont appliquées comme des pointes de feu sur les diverses parties les plus sensibles du corps – aisselles, cou, narines, anus, verge, pied. Mais d'une façon générale, c'est le tuyau d'eau qui, par la généralité de son emploi, paraît avoir les préférences », note sans s'émouvoir le haut fonctionnaire, qui précise : « Selon l'opinion de certains médecins, la méthode du tuyau d'eau, si elle est utilisée comme indiquée ci-dessus, ne fait courir aucun risque à la santé de la victime. Ce n'est pas le cas de la méthode électrique qui peut être dangereuse, si on l'utilise sur une personne dont le cœur est affecté de quelque manière. [...] J'incline à croire que ces méthodes sont acceptables et que, si elles sont utilisées de la manière contrôlée qui m'a été décrite, elles ne sont pas plus brutales que la privation d'aliments, de boisson ou de tabac, qui a toujours été admise. » C'est pourquoi Wuillaume préconise d'utiliser ces procédés de « pratique ancienne » dans des « conditions à déterminer, par exemple en présence d'un officier de police judiciaire ou d'un commissaire. Cette conclusion qui évoque un passé récent et douloureux peut paraître choquante. Mais, puisque le problème est posé, il ne saurait être question de l'éluder [3] ».

En décembre 1955, Jean Mairey, directeur de la Sûreté nationale, enquête à son tour et constate que la pratique de la torture ne cesse de s'étendre, et notamment dans l'armée : « Dans ces excès, la police a sa part, l'armée a la sienne », écrit celui qui démissionnera en janvier 1957 après un ultime « cri d'alarme ». « Il m'est intolérable de penser que des policiers français puissent évoquer par leur comportement les méthodes de la Gestapo. De même, officier de réserve, je ne puis supporter de voir comparer des soldats français aux sinistres SS. » Et d'ajouter : « Les méthodes policières trop souvent utilisées, qu'elles relèvent des civils ou des militaires, loin de contribuer au rétablissement de l'ordre, ajoutent à l'anarchie en fournissant à l'insurrection des hommes, des cadres, et pire encore des slogans de propagande [4]. »

Un an plus tard, un rapport émis par le Comité international de la Croix-Rouge, le 13 novembre 1956, après trois missions effectuées en Algérie, confirme la banalisation de la torture dans les centres de détention, en dénonçant sur certains internés rencontrés des « séquelles objectives de sévices sous forme de brûlures par cigarettes, de plaies cicatricielles par liens ou chaînes au niveau des poignets et des chevilles, et de brûlures très superficielles à la suite d'applications d'électrodes pour courant électrique [5] ».

« Nos lois actuelles sont inadaptées au terrorisme »

Quand, le 7 janvier 1957, Massu est investi des pouvoirs de police, la torture est déjà largement utilisée par les forces armées, mais elle ne fait pas encore l'objet d'une justification théorique, qui deviendra la clé de voûte de ce qu'on appellera bientôt la « doctrine française » : « La torture existait déjà, explique le patron de la 10e DP. Elle était pratiquée, dans le bled, avant que les régiments se réunissent sous ma houlette. [...] J'avais découvert cette histoire de l'emploi de la magnéto des postes radio par Bigeard. Ça m'avait étonné – il faisait ça en plein air –, je lui avais dit : "Mais, est-ce que votre commandement est d'accord ?" Il m'avait répondu : "Oui, on fait ça depuis l'Indochine." Tout naturellement, en arrivant à Alger, il a continué à employer ces procédés. J'ai pensé qu'ils étaient connus du commandement qui arrivait d'Indochine, et qui avait été son commandement là-bas, c'est-à-dire le général Salan et le général Allard, qui était mon commandant direct. Je n'avais pas la formation "guerre subversive" que tous ces gars-là avaient acquise là-bas. Je complexais un peu par rapport à eux. Alors j'ai laissé Bigeard continuer, je me suis dit : on va voir si Bigeard a de bons résultats, et comme c'est lui qui, le premier, a démonté la boutique FLN, j'ai dit : "Ah ! Bien bravo !" [...] Et j'ai laissé faire. J'ai même encouragé et cité en exemples les premiers résultats de Bigeard, qui d'ailleurs ne demandait que ça [6]. »

Manière de se défausser ou tentative de dédouanement de celui qui, au regard de l'histoire, porte le chapeau de la sale guerre menée à Alger ? Ce qui est sûr c'est qu'au moment où les Bigeard et autres « gars » se font la main contre le Viêt-minh, Massu, lui, est privé d'Indochine par le ministre Paul Ramadier – il en gardera une rancune tenace – et envoyé de 1951 à 1954 au Niger. Ce qui est sûr aussi, c'est que les « officiers malades de l'Indochine », tous adeptes de la guerre contre-révolutionnaire, exercent sur lui une influence déterminante, avec, en tête, Trinquier, qui a développé une réflexion théorique sur le statut du terroriste pour justifier cette entorse au code de la guerre que constitue la torture. Pour preuve : cette « note » rédigée, dit Massu, « par mon état-major », dès le début de la bataille d'Alger, qui émane, en fait, de Trinquier, et que j'ai retrouvée mot pour mot dans son livre *La Guerre moderne* [7].

Fondamental, l'argumentaire élaboré par l'éminence grise du « roi des nases » guidera toute l'action des paras à Alger, convaincus que c'est la nature même du terroriste qui engendre la nécessité d'ériger la torture en arme absolue de la guerre antisubversive : « L'emploi du terrorisme comme arme de guerre est un fait nouveau, qui a commencé au Maroc en 1954 et qui a eu son épanouissement à Alger en décembre 1956 et janvier 1957, écrit Trinquier. La surprise qui en est résultée a donné aux rebelles un avantage important qui aurait pu être décisif. Ce qui caractérise le terroriste et ce qui fait sa

force essentielle, c'est que, agissant dans un cadre de lois bien défini, il ne prend aucun des risques habituels que courent les criminels ordinaires, ou les militaires sur le champ de bataille, ou même les guérilleros et les francs-tireurs qui affrontent des troupes régulières. Le criminel classique tue, dans un but précis, un individu déterminé (vol, vengeance, etc.). Son crime a un mobile facile à découvrir. Pour réussir, il est obligé de prendre des risques qui sont généralement suffisants pour le faire arrêter. Son forfait est perpétré dans un cadre connu ; une procédure d'instruction criminelle bien définie, employée sans difficulté, peut obtenir une saine justice, tout en respectant les droits de l'individu et ceux de la société.

« Le militaire qui affronte son adversaire sur le champ de bataille agit dans un cadre de lois séculaires. Les risques pris par les deux adversaires sont les mêmes.

« Quant au guérillero ou au franc-tireur qui, pourtant, s'attaque à une armée régulière, le seul fait qu'il transgresse les lois de la guerre en se battant sans uniforme, évitant ainsi les risques que celui-ci pourrait lui faire courir, lui retire la protection de ces mêmes lois. Fait prisonnier les armes à la main, il est fusillé sur-le-champ.

« Or, le cas du terroriste est autrement grave. Non seulement, il n'a pas d'uniforme, mais il attaque en général des personnes désarmées, incapables de se défendre. Décidé à tuer n'importe qui, n'importe quand et n'importe où, il ne prend aucun risque ; il a donc les plus grandes chances d'échapper aux poursuites de la police et de l'armée. [...] Le problème étant ainsi nettement posé, sa solution apparaît clairement : si, dans le passé, on a admis que les lois de la guerre ne protégeaient plus le franc-tireur qui les transgressait, aujourd'hui il faut admettre que nos lois actuelles sont inadaptées au terrorisme pour la simple raison que cette forme d'agression n'avait jamais été envisagée [8]. »

En d'autres termes : le terroriste n'entrant, par son mode d'action, dans aucune des catégories prévues par le droit de la guerre, il ne peut prétendre à être traité selon les lois qui régissent celle-ci, et notamment les conventions de Genève. Dans son livre *La Guerre moderne*, Trinquier pousse encore plus loin le raisonnement et l'on peut imaginer qu'il n'a pas manqué de partager ses conclusions avec le proconsul dans son bureau d'Hydra : « Blessé sur le champ de bataille, le fantassin accepte de souffrir dans sa chair. [...] Les risques courus sur le champ de bataille et les souffrances qu'il y endure sont la rançon de la gloire qu'il y recueille. Or, le terroriste prétend aux mêmes honneurs, mais il refuse les mêmes servitudes. [...] Mais il faut qu'il sache que lorsqu'il sera pris, il ne sera pas traité comme un criminel ordinaire, ni comme un prisonnier sur un champ de bataille. En effet, ce que recherchent les forces de l'ordre qui l'ont arrêté, ce n'est pas de punir un crime pour lequel d'ailleurs sa responsabilité n'est pas engagée, mais, comme dans toute guerre, la

destruction de l'armée adverse ou sa soumission. On lui demandera donc [...] des renseignements précis sur son organisation. [...] Pour cet interrogatoire, il ne sera certainement pas assisté d'un avocat. S'il donne sans difficulté les renseignements demandés, l'interrogatoire sera rapidement terminé ; sinon, *des spécialistes devront lui arracher son secret. Il devra alors, comme un soldat, affronter la souffrance et peut-être la mort qu'il a su éviter jusqu'alors.* » Et de conclure en citant Clausewitz : « Dans une affaire aussi dangereuse que la guerre, les erreurs dues à la bonté d'âme sont la pire des choses [9]. »

L'argument de l'efficacité

À cette justification théorique de la torture, fondée sur l'élaboration d'un véritable « statut » du terroriste, s'ajoute un argument purement technique qui est la recherche de l'efficacité dans cette nouvelle forme de guerre, où le renseignement jouit d'une prééminence absolue : « Supposez qu'un après-midi une de vos patrouilles ait arrêté un poseur de bombes, explique Trinquier, dont la force consiste précisément à savoir conjuguer la théorie et la pratique. Ce poseur de bombes avait sur lui une bombe, mais il en avait déjà posé quatre, cinq ou six, qui allaient sauter à six heures et demie de l'après-midi. Il est trois heures, nous savons que chaque bombe fait au moins dix ou douze morts et une quarantaine de blessés. Le terroriste est là, vous pouvez l'interroger ou non, vous pouvez si vous voulez aller avertir les aumôniers pour qu'ils viennent confesser les mourants, mettre en état d'alerte tous les hôpitaux, [...] mais n'empêche qu'à six heures et demie vous aurez quarante morts et environ deux cents blessés. Si vous interrogez cet individu, vous épargnerez des vies parce qu'il vous le dira – il vous le dira même peut-être sans le bousculer fort, surtout s'il sait que vous allez l'interroger de manière sévère –, il y a de fortes chances pour qu'il vous donne l'endroit où il a posé les bombes. Vous sauverez le nombre de morts ou de blessés dont je vous ai parlé. Alors qu'est-ce que vous allez faire ? C'est un problème de conscience auquel vous ne pouvez pas échapper. Si vous ne l'interrogez pas, que vous le vouliez ou non, vous aurez la responsabilité des quarante morts et des deux cents blessés. Moi, personnellement, je suis prêt à l'interroger jusqu'à ce qu'il réponde à mes questions [10]. »

Récurrent, cet argument de l'efficacité revient comme un leitmotiv sous la plume de tous ceux qui formaliseront la nouvelle doctrine militaire, dans le but, notamment, de la transmettre à l'étranger. Parmi eux, le colonel Château-Jobert, *alias* « Conan », dont les ouvrages traverseront l'Atlantique, du Nord au Sud : « La base du succès reposait sur l'efficacité du renseignement, écrit-il. Pour être renseigné, il fallait faire parler les hommes. Mais pourquoi auraient-ils parlé sans y être forcés ? [...] En fait, cela paraissait être le seul moyen pour arriver à sauver les civils innocents, les femmes et les enfants des bombes terroristes [11]. »

Convaincu de la nécessité de se « salir les mains », pour venir à bout du terrorisme, le général Massu reprend le credo de ses conseillers qu'il défendra jusqu'à la lie, avant de brusquement se repentir à la fin de ses jours : « Les bombes existaient dans Alger. Nous le savions, expliquera-t-il maintes fois. Donc, il fallait les trouver. L'urgence était telle qu'il a fallu accepter, m'a-t-il semblé en conscience, l'emploi de méthodes d'interrogatoire musclées [12]. »

Si, dès la grande rafle du 14 janvier, les chefs de la bataille d'Alger – colonels et capitaines – n'attendent pas de consignes écrites pour utiliser ces fameuses « méthodes d'interrogatoire musclées », celles-ci provoquent en revanche quelques résistances du côté des sous-officiers et surtout des appelés du contingent. Sur le bureau du maître d'Hydra arrivent des rapports témoignant du malaise que provoque dans la troupe la systématisation de l'usage de la torture : « Étant donné le degré de virulence du terrorisme dans Alger au mois de janvier dernier, des moyens appropriés ont été mis en place pour le réduire, note ainsi le lieutenant Dupouy, commandant la 3e compagnie du 2e RPC, avec les euphémismes de rigueur. Par obéissance et conscient de la nécessité de ce travail, l'officier l'a exécuté, sans gaieté de cœur. Mais il ne désire que reprendre au plus tôt son vrai métier, et espère la fin rapide de cette mission qui ne peut être considérée comme sienne [13]. » De même, le capitaine Teillon, commandant l'escadron de reconnaissance du 2e RPC, constate : « En ce qui concerne les jeunes officiers, bien que ceux-ci soient pénétrés de l'utilité de l'action policière entreprise à Alger, celle-ci ne correspond pas à leur idéal militaire et ils souhaitent ardemment la reprise d'opérations d'un caractère plus classique, comportant des combats où ils pourraient s'illustrer [14]. »

C'est là qu'intervient le révérend père Delarue, l'aumônier militaire de la 10e division parachutiste, qui jouera un rôle fondamental pour la diffusion de la théorie antiterroriste du colonel Trinquier, qu'il croise régulièrement à l'état-major de Massu. Le 10 février, encouragé par la visite récente du ministre de la Défense Bourgès-Maunoury, qui a soutenu très clairement l'action des paras à Alger, le prêtre écrit un texte diffusé dans toutes les unités, jusqu'à l'échelon de la compagnie, censé réconforter les ouailles que la recherche forcenée du renseignement a passablement troublées [15]. « À ma connaissance, il n'y a pas eu, dans toute notre histoire, de conflit qui ait aussi profondément divisé les catholiques que cette lutte que nous menons en Algérie contre les fellaghas », constate d'abord l'ecclésiastique, qui manifestement a bien lu Lacheroy. « Nous nous trouvons en face d'une guerre d'un type nouveau, d'une guerre révolutionnaire. Nos défenses habituelles : supériorité d'armement, courage et savoir-faire au combat, ont été tournées. Nous sommes en face du terrorisme dans toute sa lâcheté. Qu'on veuille bien se

rappeler, parmi trop de cas similaires, les massacres d'El-Halia en juin 1955, les enfants dépecés, les femmes violées, éventrées... [...] Et l'on conviendra sans hésiter qu'à vrai dire il ne s'agit plus ici de faire la guerre, mais d'annihiler une entreprise d'assassinat organisée, généralisée. Dans l'intérêt commun, presque tous les peuples civilisés ont maintenu la peine de mort, bien qu'il y ait eu des erreurs de jugement et que parfois des innocents aient pu être exécutés. Et, d'autre part, nous nous trouvons présentement en face d'une chaîne de crimes. En conséquence, puisqu'il est légalement permis – dans l'intérêt de tous – de supprimer un meurtrier, pourquoi vouloir qualifier de monstrueux le fait de soumettre un criminel – reconnu tel par ailleurs et déjà passible de la mort – à un interrogatoire pénible, certes, mais dont le seul but est de parvenir, grâce aux révélations qu'il fera sur ses complices et ses chefs, à protéger efficacement des innocents ? *Entre deux maux : faire souffrir passagèrement un bandit pris sur le fait – et qui d'ailleurs mérite la peine de mort – en venant à bout de son obstination criminelle par le moyen d'un interrogatoire obstiné, harassant, et, d'autre part, laisser massacrer des innocents que l'on sauverait si, de par les révélations de ce criminel, on parvenait à anéantir le gang, il faut sans hésiter choisir le moindre : un interrogatoire sans sadisme mais efficace.* [...] Il suit de là, qu'on a le droit d'interroger efficacement – même si l'on sait que ce n'est pas un tueur – tout homme dont on sait qu'il connaît les coupables, qu'il a été le témoin d'un crime, qu'il a sciemment hébergé quelque bandit, s'il se refuse de révéler librement, spontanément, ce qu'il sait. À circonstances exceptionnelles, tâches exceptionnelles [16]. »

Du pain bénit pour le général Massu, qui ne cessera de se prévaloir du soutien officiel du représentant de l'Église catholique : « Le général commandant la 10e DP remercie l'aumônier parachutiste qui a pris la parole pour porter sur l'action policière un jugement sans passion, libre et raisonné, écrit-il dans une note diffusée dans toute la zone nord de l'Algérie. Il invite toutes les âmes inquiètes ou désorientées à l'écouter et souhaite que ces réflexions d'un prêtre contribuent à éclairer ceux qui n'ont pas été formés à la rude école de la "guerre pourrie" d'Indochine et qui n'auraient pas encore compris que l'on ne peut lutter contre la "guerre révolutionnaire et subversive" menée par le communisme international et ses intermédiaires avec les procédés classiques de combat, mais bien également par les méthodes d'action clandestines et contre-révolutionnaires. *La condition* sine qua non *de notre action en Algérie est que ces méthodes soient admises, en nos âmes et consciences, comme nécessaires et moralement valables.* Le déchaînement d'une certaine presse métropolitaine ne doit pas nous émouvoir ; il ne fait que confirmer la justesse de nos vues et l'efficacité de nos coups [17]. »

L'institutionnalisation de la torture

Fort du soutien de l'Église catholique, le général Massu s'emploie, dès lors, à donner des ordres écrits, encourageant l'usage de la torture, même si le mot n'apparaît jamais dans aucun document officiel. C'est ainsi que, le 10 mars 1957, il émet une directive sur la « technique policière », dans lequel il consacre un paragraphe à l'« interrogatoire », devenu *de facto* l'euphémisme systématique pour désigner la « question » : « Dans un but d'efficacité, la persuasion doit être utilisée au maximum, recommande-t-il à ses officiers. Lorsqu'elle ne suffit pas, il y a lieu d'appliquer *les méthodes de coercition* dont une directive particulière a précisé le sens et les limites. De multiples astuces de détail peuvent faciliter les interrogatoires :

– participation d'un rallié à l'interrogatoire,

– groupement de deux ou trois prévenus dans un même local pourvu d'un micro,

– reprise d'un interrogatoire en plusieurs fois, s'il en est besoin. »

Et de conclure : « La technique policière constitue la partie fondamentale de la lutte contre l'OPA et par voie de conséquence la partie fondamentale de la guerre subversive [18]. »

De fait, les documents conservés aux archives de l'armée de terre ne parlent jamais de torture, mais utilisent des euphémismes bien compris de tous tels qu'interrogatoires « musclés », « serrés » ou obtenus « sous la contrainte ». C'est ainsi que, le 11 mars 1957, le général Salan recommande de soumettre « tout individu appréhendé [...] à un interrogatoire aussi serré que possible [19] ». De même, un bulletin de renseignements signé par le commandant du secteur de Frenda, le 27 décembre 1961, indique d'une prisonnière qu'elle « n'a pas toujours parlé spontanément ». Il n'est pas jusqu'aux Algériens qui ne reprennent à leur compte l'expression lourde de menaces : pour eux, être « interrogés » signifie clairement être « torturés », ainsi que le démontre l'historienne Raphaëlle Branche [20].

Preuve, s'il en était besoin, qu'il s'agit bien d'un code de langage destiné à masquer d'un voile de pudeur une pratique qui reste, malgré toutes les justifications théoriques, difficile à assumer, ce témoignage du capitaine Joseph Estoup, entendu lors du procès du lieutenant Godot, qui avait participé au putsch avant de rejoindre l'OAS : « Monsieur le président, en langage militaire on dit "faire du renseignement", en langage du monde on dit "presser de questions", en français on dit "torturer". Je déclare sous la foi du serment, et personne en arrière de cette barre n'osera me contredire, que le lieutenant Godot, comme des centaines de ses camarades, a reçu l'ordre de torturer pour obtenir des renseignements [21]. »

Tandis que sur le terrain la torture devient une réalité quotidienne, à l'École supérieure de guerre on tente de pousser plus avant la réflexion

théorique en reprenant les mêmes précautions de langage. Le 18 juin 1957, alors que commence la deuxième bataille d'Alger, un débat est organisé au sein de la 69e promotion, qui réunit les commandants Renaudin, Cogniet et Jacques Hogard, le conférencier en vue de la vénérable institution. Le thème du jour : « Tactiques révolutionnaires et contre-révolutionnaires ».

À une question sur les « missions policières » confiées à l'armée, qui « lui répugnent et qui risquent d'entamer son honneur et son capital moral », l'un des orateurs répond : « Je ne suis pas de votre avis. D'abord, le métier de policier n'est pas déshonorant en soi. [...] Ensuite, la guerre est ce qu'elle est ! Ce n'est pas nous qui avons inventé la guerre révolutionnaire ! Nous en aurions préféré une autre, mais puisque nos adversaires nous ont imposé celle-ci, le pays attend de nous que nous gagnions. S'il faut faire les policiers pour cela, nous n'avons pas à discuter. [...] Le policier est souvent détesté en raison de certaines méthodes qu'il emploie un peu trop facilement, et qui ne sont pas toujours réservées aux malfaiteurs ? [...] Il faut toute la mauvaise foi ou l'incommensurable bêtise d'un progressiste pour protester quand on arrête et qu'on interroge *sans y mettre les formes* un individu qui cache chez lui de quoi faire sauter tout un quartier et massacrer des dizaines d'innocents [22] ! »

De même, reprenant les termes du débat, la 71e promotion réalise un rapport, daté de janvier-mars 1959, effectué après un séjour d'un mois en Algérie. Parmi les stagiaires, il y a un certain Alcides López Aufranc, un lieutenant-colonel argentin que je rencontrerai en 2003 (voir *infra*, chapitre 12), venu suivre une formation de deux ans à l'ESG de Paris. La commission n° 7 a spécialement travaillé sur le « renseignement en guerre subversive, sur le plan opérationnel, psychologique, politique : recueil, contrôle et exploitation ». Un chapitre est consacré à l'« importance et difficultés de l'interrogatoire en guerre subversive » : « Lorsqu'un ennemi subversif est détecté et fait prisonnier, il est vain de supposer qu'il abaissera de lui-même sa garde morale et qu'il donnera tous les renseignements sur son activité clandestine, ce qui permettrait de le faire condamner facilement, ou encore qu'il fournira volontairement toutes les informations qu'il possède sur l'organisation dont il fait partie et sur les camarades de son groupe clandestin ou leurs activités., notent les rédacteurs du rapport. De plus, le facteur temps intervient en faveur de la subversion, car l'organisation ennemie en général connaît rapidement l'arrestation et, sachant ce que le prisonnier possède comme renseignements, elle s'empresse de mettre à l'abri les individus qui étaient en relation avec lui. [...] Le problème de l'interrogatoire en guerre subversive se pose donc ainsi : comment, en un temps relativement court, faire tomber la résistance morale d'un individu pour recueillir le maximum de renseignements sur ses activités répréhensibles, sur les individus faisant partie de l'organisation clandestine et sur le fonctionnement de celle-ci ? Les différents moyens susceptibles d'effacer ou de tourner cette barrière morale sont les suivants :

– l'orgueil d'exposer en pleine lumière un rôle jusqu'alors clandestin,

– le sentiment qu'il est inutile de continuer à cacher ce qui est déjà connu,

– la peur qui se décompose en : peur d'un châtiment fort et définitif (dans le cadre d'une justice efficace ou en dehors) ; peur pour des êtres ou des biens sur qui peut retomber le châtiment,

– les violences physiques qui offrent une combinaison de peur de la souffrance et d'abaissement de la résistance physique,

– la conversion à notre idéologie qui, produisant le reniement de la subversion, permet de recueillir tout ce que l'individu connaît (exemple : le rallié, le prisonnier retourné). [...]

Chacun de ces moyens présente des inconvénients. Certains sont illégaux. Le seul critère qui sera étudié ici est leur efficacité. »

Et de conclure : « Les violences physiques appliquées seules amènent très souvent à des impasses ; examinées sous le seul angle de leur efficacité, elles n'ont de rendement que pour une catégorie réduite d'individus. La conversion est beaucoup plus intéressante, car elle aboutit à la suppression totale de la barrière morale ; mais elle demande beaucoup de temps et n'est pas réalisable dans des délais acceptables [23]... »

La consécration de la torture comme une arme de guerre

En Algérie comme en France, rares sont les officiers de haut rang qui refusent d'appliquer les directives de Massu sur l'« accentuation de l'effort policier ». Parmi eux, il y a, en France, le général Pierre Billotte, gaulliste et ancien ministre de la Défense, qui, dans un fameux article publié le 6 octobre 1957 dans *Le Monde*, s'y oppose au double titre de la morale et de l'efficacité. En Algérie, il y a le colonel Roger Barberot et surtout le général Paris de Bollardière, qui entre en conflit ouvert avec le chef de la 10e DP dès mars 1957 : « La directive de Massu était extrêmement précise, explique-t-il au réalisateur André Gazut. Sur le plan moral, c'était inacceptable, car cela nous amenait exactement à ce qu'avaient fait les nazis. Ensuite, je pensais que nous courions à un échec et à une prise de conscience de plus en plus grande du peuple algérien de la nécessité pour lui de se rallier au FLN et à l'indépendance [24]. »

Le 9 mars, le responsable du secteur de l'Atlas est-blidéen demande un entretien à Massu, qui tourne court : « Je méprise ton action », lance Bollardière à son chef, avec qui il a fait Saint-Cyr avant la guerre. Le lendemain, il est dans le bureau de Salan, à qui il propose de rencontrer le ministre résident, mais le « Mandarin » se dérobe. C'est donc seul que « Bollo » pénètre dans le bureau de Robert Lacoste : « Je me souviendrai toujours de cette matinée-là, dira-t-il plus tard. J'ai découvert que Salan et Lacoste en savaient

beaucoup plus que moi et que, finalement, tout était décidé et organisé par eux. [...] J'ai dit à Lacoste : "Moi, je prends l'avion demain et je rentre en France. Je n'accepte plus de commander une seconde dans ces conditions-là [25]." »

De retour en métropole, le général accepte de témoigner en faveur de Jean-Jacques Servan-Schreiber, qui fut un temps son subordonné en Algérie, et alors poursuivi pour son livre *Lieutenant en Algérie*. Le directeur de *L'Express* publie une lettre de Bollardière, dans laquelle il évoque l'« effroyable danger qu'il y aurait pour nous de perdre de vue, sous le prétexte fallacieux de l'efficacité immédiate, les valeurs morales, qui, seules, ont fait jusqu'à maintenant la grandeur de notre civilisation et de notre armée [26] ». Pour avoir parlé sans l'autorisation de sa hiérarchie, il est condamné à soixante jours de forteresse, sur ordre du ministre Bourgès-Maunoury. Quelques jours plus tôt, celui-ci avait publié un communiqué dans lequel il affirmait avec aplomb : « L'opinion publique doit savoir que l'attention du commandement a été constamment appelée sur la nécessité de contrôler rigoureusement les opérations du maintien de l'ordre et qu'en fait il n'a jamais toléré, mais au contraire réprimé, les quelques exactions dès qu'elles lui étaient signalées et qu'elles étaient établies par une rigoureuse vérification [27] » (quant à Guy Mollet, il déclare, le 27 mars, à la tribune de l'Assemblée nationale : « Toutes les consignes maintes fois répétées de Monsieur le ministre résident interdisent formellement toute atteinte aux droits de l'homme et au respect de sa dignité »...).

Le 29 mars, c'est au tour de Paul Teitgen, le secrétaire général de la Préfecture, de rejoindre le clan restreint des « exhibitionnistes du cœur et de l'intelligence », pour reprendre l'expression méprisante de Robert Lacoste. Convaincu, à l'instar du général de Bollardière, que l'usage de la torture ne représente pas une bavure, mais qu'elle est bien « constitutive d'une raison d'État en marche [28] », l'ancien déporté des camps nazis remet sa démission, en dénonçant « l'anonymat et l'irresponsabilité qui ne peuvent conduire qu'aux crimes de guerre ». Refusée une première fois, sa démission sera finalement acceptée le 8 octobre 1957, le jour de la mort d'Ali la Pointe...

Car, entre-temps, la torture est devenue une arme à part entière, l'« essence même de la guerre contre-révolutionnaire », pour reprendre les termes de Patrick Rotman [29], ou, selon ceux de Raphaëlle Branche, une « violence employée à dessein pour gagner [30] ». Fidèle à son franc-parler, le colonel Argoud confirme cette évolution en intégrant la torture dans la batterie des moyens militaires mis à la disposition du soldat : « Le renseignement est obtenu à n'importe quel prix. Les suspects sont torturés comme les coupables, puis éliminés si nécessaire. Pour ces combattants, habitués à courir tous les risques, la vie humaine n'a aucune valeur. La torture est un acte de guerre [...] au même titre que la balle de fusil, l'obus, le lance-flammes, la bombe, le napalm ou les gaz. [...] Elle se distingue des autres procédés en ceci qu'elle n'est pas anonyme. L'obus, la bombe, le gaz sont le plus souvent aveugles. La torture met, face à face, le bourreau et sa victime. Celui-là a au moins le mérite d'opérer à visage découvert. [...] Certes, dans la torture, la victime est désarmée, mais les habitants des villes bombardées ne le sont-ils pas [31] ? »

Allant jusqu'au bout du discours, Massu n'hésite pas à proposer la réglementation de la torture : « Je pense que ce serait une bonne chose, déclare-t-il en 1986 au réalisateur britannique Rex Bloonstein, parce que c'est une véritable arme dans une guerre qui n'est pas la guerre conventionnelle, mais la guerre subversive. De même que dans la guerre conventionnelle vous avez des règlements, ce serait une bonne chose qu'on mette carrément noir sur blanc la bonne façon de faire, de pratiquer des interrogatoires violents. Cela aurait comme résultats peut-être de décourager les terroristes ; en tout cas, ça pourrait rassurer les exécutants, les gens qui sont obligés de faire ce métier, qui ne leur plaît pas, mais qu'on les a obligés à faire [32]. »

Des moyens pour les professionnels de la torture

Devenue une véritable institution, la torture a désormais ses structures appropriées, ses cadres, ses exécutants, sa panoplie d'accessoires. Fonctionnant partout, à la Villa Sésini, dans diverses résidences du quartier d'El-Biar, dans l'immeuble de la DST à Bouzaréah, dans les centres de transit, à Constantine dans la ferme Améziane, à Blida dans la savonnerie Thiar, etc., son application « va bien au-delà de la recherche du renseignement », ainsi que le soulignent les historiens Paul et Marie-Catherine Villatoux, qui évoquent les « prisonniers laissés des journées entières dans des cages à chien en plein soleil ou abandonnés dans des réservoirs métalliques [33] ».

Au fil de la guerre, les techniques se perfectionnent, et notamment celle de la gégène [a], promise à une longue carrière internationale : « Il fallait que quelqu'un tourne la génératrice à main, ça, c'était l'habitude, raconte Pierre-Alban Thomas, officier de renseignement à El-Milia. Mais par la suite, pour simplifier, pour ne pas avoir à tourner cette génératrice, les policiers ne s'embarrassaient pas de ça et ils branchaient directement sur le 110 [volts]. » Et l'ancien capitaine de préciser : « La première chose à faire c'était que le questionné se dénude, il fallait qu'il soit complètement à poil [34]. » Bien souvent, le supplicié porte une cagoule, laquelle deviendra l'objet fétiche des tortionnaires latino-américains. De même, c'est en Algérie qu'est développée la

a Les génératrices portatives pour faire fonctionner les radios ou téléphones de campagne produisent un courant de 80 volts. Les plus utilisées sont celles des postes ANGRC9 ou SCR284.

technique du chevalet, qui consiste à suspendre la victime avec les poignets attachés dans le dos.

Dès le 23 mars 1957, une directive du général Allard aux commandants de zone recommande d'utiliser dans toute l'Algérie les « procédés employés à Alger et qui ont fait la preuve de leur efficacité [35] ». La torture s'installe dans le bled, où elle est l'apanage des DOP, les détachements opérationnels de protection, qui relèvent du Centre de coordination interarmées rattaché à l'état-major, et dont la mission essentielle est de lutter contre l'OPA du FLN. Couvrant l'ensemble du territoire algérien – chaque secteur a son DOP et donc son lieu de torture –, les équipes des DOP jouissent d'un statut de « service spécial », qui les autorise en permanence à « revêtir la tenue civile ; utiliser les véhicules militaires sans chauffeur ; circuler en tous temps, toutes circonstances et en tous lieux sur l'ensemble des territoires de l'Algérie sans être inquiété et par tous les moyens de transport ; transporter sous sa responsabilité et par tous les moyens toutes personnes civiles et militaires dont elles n'auront pas à dévoiler l'identité ; transporter de l'armement apparent ou non, des documents et tout matériel, dont la possession et la circulation sont réglementées, sans être contrôlé [36] ».

Un pouvoir exorbitant confié à des spécialistes, militaires ou policiers, véritables professionnels de la torture, dont les méthodes ressemblent à s'y méprendre à celles développées par l'escadron de la mort du commandant Aussaresses. Fonctionnant comme un service intégré qui s'alimente lui-même, chaque DOP organise son « travail » comme il l'entend : il recherche le renseignement et l'exploite, va chercher les suspects et les interroge, et décide de leur sort hors de tout contrôle hiérarchique... La seule évocation de leur nom provoque la terreur chez tout habitant du bled menacé de tomber entre leurs griffes : « Les DOP sont en toute légalité les exécuteurs des basses œuvres, écrira le capitaine Montagnon, qui les a vus fonctionner de près. Ce sont de petites équipes, très mobiles, avec interprètes, pour obtenir des renseignements des captifs. La terreur qu'ils inspirent aide souvent à faire parler : "Je vais être obligé de te filer au DOP" [37]... »

Le Centre d'entraînement à la guerre subversive de Bigeard

« Chaban-Delmas, ministre des Armées, me convoque. Droit, direct, franc, il me précise sa pensée : "Il faut gagner militairement, pour ensuite régler l'affaire politiquement. Un seul Bigeard ne suffit pas. Détectez-en d'autres et formez-les. Je supprime l'École d'état-major à Paris et vous envoie les capitaines [38]." » C'est ainsi que le général Bigeard décrit la naissance du Centre d'entraînement à la guerre subversive, inauguré très officiellement le 10 mai 1958, en présence de Jacques Chaban-Delmas, éphémère locataire de la rue Saint-Dominique. Subjugué par l'homme à la casquette lézard, le futur Premier ministre écrira plus tard, dans ses Mémoires, que Bigeard était « l'homme qu'il fallait pour faire subir aux officiers subalternes un véritable électrochoc [*sic*] psychologique qui changerait à jamais leur façon d'envisager les opérations [39] ».

Installée dans le hameau de Jeanne-d'Arc, à l'est de Philippeville, celle qu'on surnommera l'« école Bigeardville » a pour mission d'organiser des stages d'une « durée de quatre à six semaines » afin de « former des officiers avertis aux formes de la guerre révolutionnaire pour lutter pratiquement contre elles, grâce à une instruction sur la lutte contre l'infrastructure politico-militaire et un entraînement à la conduite des opérations de jour et de nuit contre les bandes [40] ». De son côté, le général Salan précise que « la plus grande partie des officiers stagiaires devra être affectée à leur sortie dans les unités de la 10e région militaire, où ils auront la possibilité de mettre en pratique et de faire rayonner l'enseignement qui leur aura été dispensé [41] ».

Dans un numéro spécial de la revue *Historia* consacré à la guerre d'Algérie, je découvre une photo du centre, où s'élève une tour de vingt mètres de haut sur laquelle flotte une immense flamme noire de dix mètres avec, brodée en or, la devise « Croire et oser »...

« C'était la première école de guerre antisubversive de l'histoire militaire ?

– Ah ! Ben oui, c'est la première fois qu'on osait enseigner ça à l'École de guerre, me répond Bigeard, manifestement surpris que j'aborde ce sujet méconnu [42].

– Qu'est-ce que vous enseigniez aux stagiaires ?

– Concrètement... Les organigrammes, comment on remonte les filières, les enquêtes de police... Et puis, en plus, la forme physique, l'idéal, la grandeur, défendre la patrie ! Apprendre à regarder la mort en face, enfin, vous voyez. Je transformais les types, un petit peu comme font les islamistes, si vous voulez, prêts à sauter avec leurs bombes ! »

Secoué d'un énorme éclat de rire, Bigeard ne m'en dira pas plus, se contentant de me renvoyer à l'article publié par son « ami Lartéguy » dans *Paris-Presse*, en mai 1958. Écrivain à succès, vouant une admiration sans bornes aux paras, Jean Lartéguy est l'auteur de trois ouvrages traduits dans le monde entier : *Les Centurions*, *Les Prétoriens* et *Les Mercenaires*, qui deviendront les livres de chevet de tous les généraux argentins ou chiliens que je vais rencontrer au cours de mon enquête...

De fait, quand arrivent, le 10 mai 1958, les premiers stagiaires du Centre d'entraînement à la guerre subversive – quatre-vingt-six capitaines dont soixante-dix anciens d'Indochine –, Lartéguy est présent, qui rédige un compte rendu dithyrambique : « C'était le "cirque" Bigeard. Là s'élabore une

nouvelle conception de la guerre à partir d'un certain nombre d'expériences vécues par les instructeurs : l'Indochine, Diên Biên Phu, les camps Viêt-minh, les combats dans les sables ou les djebels, la bataille d'Alger. Tout est soigneusement calculé en fonction d'une seule idée : faire du capitaine, sur lequel repose tout le poids de cette guerre, un athlète entraîné, un chef de guerre révolutionnaire, un croyant qui puisse se transformer d'éclaireur de pointe en agitateur politique. [...] Le stage qui dure un peu plus d'un mois est pénible : sport tous les matins, entraînement au parachute, saut, marches de nuit, conférences, étude de cas concrets et encore du sport et encore des marches [43]... »

Mais encore... Quelque chose me dit que l'école de Jeanne-d'Arc n'a pas été créée uniquement pour apprendre à des capitaines à sauter en parachute ou à crapahuter dans le djebel. Une première confirmation m'est apportée par Pierre Vidal-Naquet qui, dans son livre sur *Les Crimes de l'armée française*, reproduit un article publié le 18 décembre 1958 dans *Témoignage chrétien*. Robert Barrat, un journaliste qui n'a cessé de dénoncer l'usage de la torture en Algérie, y rapporte le témoignage d'un officier, ancien stagiaire du centre de Bigeard : « Comment n'y aurait-il pas complicité de l'ensemble de la hiérarchie quand, dans une école comme celle de Jeanne-d'Arc, on nous expliquait, pendant le cours sur le renseignement, qu'il y avait une torture humaine, s'indigne celui qui n'est désigné que par l'initiale de son nom "S". Voici les notes que j'ai prises pendant le cours du capitaine L., durant la deuxième quinzaine d'août 1958. Nous étions quatre brigades. Le capitaine L. nous a donné cinq points que j'ai là, de façon précise, avec les objections et les réponses : 1) il faut que la torture soit propre ; 2) qu'elle ne se fasse pas en présence de jeunes ; 3) qu'elle ne se fasse pas en présence de sadiques ; 4) qu'elle soit faite par un officier ou par quelqu'un de responsable ; 5) et surtout qu'elle soit "humaine", c'est-à-dire qu'elle cesse dès que le type a parlé et qu'elle ne laisse pas de trace. Moyennant quoi – conclusion – vous aviez droit à l'eau et à l'électricité [44]. »

Mais c'est contre toute attente le général Chabannes qui m'apportera la confirmation absolue de mon intuition : « Vous avez entendu parler du Centre d'entraînement à la guerre subversive ?

– Et comment ! Dès que Bigeard l'a créée, il m'a demandé de préparer un cycle de conférences, que j'ai dû d'ailleurs conserver dans mes archives personnelles. Ça vous intéresse de les voir ?

– Oui... Si c'est possible [45]... »

Chabannes disparaît alors dans son bureau, pour en revenir avec un paquet de pochettes cartonnées rouges, sur lesquelles a été écrit à la main : « 1re Conférence : la situation à Alger en 1956/Alger 57/Alger 58 » ; « 2e Conférence : Le maquis d'Alger » ; et « 3e Conférence : Notre action. Nos méthodes. Mise au point ».

« Tenez, me dit-il, je ne sais même plus de quoi je parlais... » Passablement excitée, j'ouvre la troisième pochette. Je tombe sur une feuille manuscrite où le capitaine Chabannes a écrit en rouge : « La mise au point des méthodes d'interrogatoire. » Suit le mot « torture », avec une flèche menant à la marge où apparaît le mot « génératrice »... C'est la première fois que je vois écrit le mot « torture » dans un document rédigé par un officier de la guerre d'Algérie... Puis, sont énumérés : « L'action psychologique », « L'accumulation des renseignements », « Les fiches », « Les organigrammes », « Les opérations en ville », « Opération Casbah », « Opération rafle », « Opération contrôle bidonville » [a]...

À partir de ce brouillon, l'« ombre de Bigeard [46] » a réalisé un programme officiel, tapé à la machine sur un papier fin et transparent. Et là, bien sûr, il n'a pas échappé au processus d'euphémisation : le mot « torture » est remplacé par « L'action policière : nouvelles méthodes menées pendant les mois précédents »...

« Combien de temps avez-vous travaillé à l'école Jeanne-d'Arc ?

– Pas longtemps, car l'histoire a voulu que je sois embarqué dans les événements du 13 Mai, et ce fut le début de la fin... »

---

a Voir fac-similé dans le cahier photos.

10

Coup d'État et guerre totale

Le 12 mai 1958, le capitaine Chabannes est sur le point de donner une « causerie » au premier groupe de stagiaires de l'école de Jeanne-d'Arc, quand arrive un télégramme de Paris, émanant de l'état-major des armées : « Vous devez vous rendre à Alger pour accueillir demain, à l'aéroport de Maison-Blanche, le général Petit », lui dit Bigeard.

« Pourquoi, mon colonel ?

– Je ne sais pas », répond Bigeard avec un haussement d'épaules.

Aussitôt, Raymond Chabannes saute dans son Aronde blanche en se demandant ce que peut bien lui vouloir le général André Petit [a]. « Je l'avais connu pendant la Résistance, m'explique-t-il aujourd'hui, et nous avions gardé de bonnes relations, même si je ne partageais pas ses opinions politiques : c'était un gaulliste convaincu, et moi pas du tout : j'avais vu trop de magouilles dans le maquis d'Auvergne... À peine descendu de son avion, Petit me dit : "Ça y est, c'est aujourd'hui que nous faisons la Révolution ! Interloqué, je lui demande : "Pour qui ?" Il me répond : "Pour De Gaulle !" Je me suis dit en moi-même qu'on aurait pu trouver quelqu'un d'autre, et voilà comment je me suis retrouvé au cœur du complot du 13 Mai... »

a Futur chef de cabinet du Premier ministre Michel Debré, André Petit rejoindra le putsch d'Alger en 1961.

Le coup de force de l'armée

Quand le général Chabannes parle du « complot du 13 Mai », il pense bien sûr à celui ourdi par les gaullistes pour porter au pouvoir l'ermite de Colombey. Mais ce ne fut pas, loin s'en faut, la seule conspiration à l'œuvre lors de cette fameuse journée, qui marque un tournant capital dans la guerre d'Algérie, mais aussi dans les relations entre l'armée et l'État [1].

Un mois plus tôt, le 15 avril 1958, le gouvernement de Félix Gaillard avait été renversé, ouvrant ainsi la vingtième crise ministérielle de la IV[e] République. S'ensuit une vacance gouvernementale prolongée, propice justement à tous les complots. D'un côté, les tenants de l'Algérie française, qui réclament une politique de « salut public » pour régler le conflit algérien. De l'autre, les défenseurs d'une solution négociée, qui prônent l'intégration de l'Algérie dans une union réformée avec la France, en n'excluant pas des négociations avec le FLN. À Alger, les activistes... s'activent, mais en ordre dispersé : certains réclament une sécession pure et simple de l'Algérie, les autres un régime fort confié aux militaires, et notamment au général Paul Cherrière, l'ancien commandant de la 10[e] région militaire, qui a rallié le camp des ultras [a].

Traditionnellement hostiles au général De Gaulle, les Français d'Algérie partagent avec les gaullistes une « haine du système » qui est aussi l'un des ciments de leur rapprochement avec l'armée. C'est cette alliance contre nature qui permettra à l'ancien chef de la France libre de sortir de sa longue traversée du désert. Dans l'ombre, deux hommes s'activent pour le faire revenir aux affaires : Jacques Foccart, qui a transformé l'« Amicale Action », comprenant 7 800 réservistes du service Action du SDECE et du 11[e] Choc [b], en tribune gaulliste, d'où il s'emploie à convaincre que De Gaulle est l'homme de la situation ; et Léon Delbecque, qui a créé une « antenne » pour le ministre de la Défense Jacques Chaban-Delmas, réunissant à Alger militaires et activistes. Cet homme de l'ombre est un proche de Michel Debré, le futur Premier ministre du président De Gaulle, et il n'a de cesse d'exhorter les Français d'Algérie à se révolter.

Le 9 mai, résumant le sentiment qui prévaut chez les officiers d'Algérie, le général Salan écrit une lettre sans ambiguïtés au général Ély, chef d'état-major des armées : « L'armée française, dit-il, d'une façon unanime, sentirait comme

a Président de la Saint-Cyrienne, l'association des anciens de l'École spéciale interarmes, et favorable à un « gouvernement autoritaire et chrétien », le général Cherrière fait partie de l'organisation le « Grand O » fondée par le fameux docteur Martin, ancien théoricien de la Cagoule (voir Pierre Péan, *Le Mystérieux Docteur Martin, 1895-1969*, Fayard, Paris, 1993).

b Beaucoup d'entre eux servent de « gros bras » au RPF gaulliste, le Rassemblement pour la France, pour casser les meetings communistes dans la « ceinture rouge » de Paris (voir Rémi Kauffer, *OAS, histoire d'une guerre franco-française*, *op. cit.*).

un outrage l'abandon de ce patrimoine national. On ne saurait préjuger de sa réaction de désespoir [2]. »

C'est dans ce contexte, lourd de menaces et de ressentiments, qu'intervient l'exécution par le FLN de trois prisonniers français. Le mardi 13 mai, deux cérémonies sont prévues devant le monument aux morts d'Alger : l'une, officielle, présidée par le général Salan, l'autre organisée par les pieds-noirs. Une brève harangue de l'avocat et ultra Pierre Lagaillarde, qui a revêtu pour l'occasion une tenue de para, suffit à mettre le feu aux poudres : aux cris de « L'armée au pouvoir [a] ! », 20 000 pieds-noirs se ruent vers le siège du Gouvernement général, qu'ils saccagent sous l'œil bienveillant des paras.

« C'est vrai que les émeutiers ont travaillé vite et bien, me confirme le général Chabannes, avec un sourire. Quand je suis arrivé, avec le général Petit, au siège du Gouvernement général – par un passage souterrain le reliant à la 10e région militaire, dont j'ignorais l'existence –, c'était une pagaille épouvantable. C'est là que je me suis retrouvé avec les capitaines Paul-Alain Léger et Yves de La Bourdonnaye à traquer les pieds-noirs, qui balançaient par les fenêtres machines à écrire et dossiers administratifs. » Quant au chef des bleus de chauffe, il est ravi : « Nous y sommes enfin, écrit-il dans ses Mémoires. Jeunes officiers, nous avons franchi un pas décisif en nous affranchissant des règles de la discipline militaire qui sont notre bible et, pourquoi nous le cacher, enflammés pour une cause que nous estimons être celle de la nation, nous nous sommes rebellés contre son gouvernement [3]. »

De fait, pour la première fois de son histoire, la France voit son armée entrer en rébellion. Après avoir harangué la foule qui l'ovationne, depuis le balcon du Gouvernement général, Massu prend la tête d'un « Comité de salut public », auquel se rallient sur-le-champ les colonels Trinquier et Thomazo, le chef des unités territoriales, Pierre Lagaillarde et l'omniprésent Léon Delbecque, dont Léger observe les manœuvres d'un œil rigolard, même si sur le fond il est d'accord avec lui : « Ancien FFL et membre du RPF, écrit-il, De Gaulle est pour moi l'homme lige que l'on peut suivre les yeux fermés [4]. »

À peine constitué, le Comité de salut public confirme son acte d'insoumission en envoyant un télégramme au président René Coty, où il annonce « attendre avec vigilance la création d'un gouvernement de salut public, seul capable de conserver l'Algérie partie intégrante de la République [5] ».

a Ce slogan est repris à Paris, le même jour, par les membres de l'ACUF (Association des anciens combattants de l'Union française), qui manifestent sur les Champs-Élysées.

Le général De Gaulle prend le pouvoir

Pendant ce temps, au siège de la DST, la Direction de la surveillance du territoire, à Paris, on suit avec attention les événements d'Alger. Roger Wybot, son immuable patron, supervise, en collaboration avec des agents du SDECE, l'« opération Cid », chargée d'assurer, s'il en était besoin, la prise du pouvoir par le général De Gaulle, lequel garde pour l'heure un mutisme têtu [6]. À Alger, Wybot est en relation avec le colonel Yves Godard, un ancien du service Action, nommé comme on l'a vu à la tête de la Sûreté générale : « Nous étions prêts à sauter sur Paris, me raconte Yves de La Bourdonnaye, qui continue de vouer une admiration sans bornes à son chef. C'était l'"opération Résurrection", organisée par les colonels d'Alger, qui prévoyait la prise par les paras des points vitaux de la capitale, comme le ministère de l'Intérieur ou Matignon. Quand je pense à quel point nous avons été grugés par De Gaulle [7]... »

Entre-temps, les spécialistes de la guerre contre-révolutionnaire sont entrés en action. Avec en tête le colonel Lacheroy, nommé porte-parole du général Salan au sein du Comité de salut public. Tombé en disgrâce pour des raisons obscures après l'arrivée de Jacques Chaban-Delmas au ministère de la Défense, il a quitté sans regret le commandement de la 7e division mécanique du Nord-Constantinois, pour retrouver sa vieille passion : l'action psychologique. En coordination avec Léger, qui convoque dans son quartier général de la haute Casbah bleus de chauffe et chefs d'îlot du DPU, Lacheroy parvient à mobiliser plusieurs milliers d'Algériens, à grand renfort de paquets de nourriture et de vêtements, mais aussi de cartes d'identité confisquées : ceux-ci envahissent le « Forum », le 16 mai 1958, en formant des « chaînes d'amitié » avec les Français. Des images de fraternisation qui font l'affaire de tout le monde, pieds-noirs comme militaires [a].

Et puis, les choses vont très vite : entérinant le coup de force de l'armée, l'éphémère président du Conseil Pierre Pflimlin investit le général Salan des pouvoirs militaires et civils. Promu ministre résident, le commandant en chef franchit un nouveau pas vers l'illégalité en lançant « Vive De Gaulle ! » depuis le balcon du Gouvernement général. La foule est aux anges, qui reprend les vivats sous l'œil satisfait du colonel Lacheroy, lequel écrira bien plus tard : « Pour faire crier "Vive De Gaulle !" à Alger, il avait fallu se démener [8]... »

Le 30 mai, l'homme du 18 Juin reçoit les pleins pouvoirs de l'Assemblée nationale. Le coup d'État a réussi : la IVe République est morte, abattue par la « troïka des pieds-noirs, de l'armée et de ses propres services de sécurité [9] »...

a Selon les sources, le nombre de ces « manifestants » algériens varie de 23 000 (*Le Journal d'Alger*) à 60 000 (*L'Écho d'Alger*).

L'élaboration d'un modèle dictatorial

L'intrusion des militaires dans le champ politique n'est pas fortuite. Dès le milieu des années 1950, l'étude de la doctrine de la guerre révolutionnaire s'accompagne d'une réflexion sur le rôle politique et idéologique de l'armée, qui entraîne un « effacement progressif de la limite institutionnelle séparant l'action militaire et l'action politique », selon les mots du sociologue Gabriel Périès, avec une « remise en cause des liens de l'armée avec l'État [10] ». En se bornant à interpréter les crises locales, qu'elles se déroulent en métropole ou ailleurs, comme l'expression univoque de l'antagonisme entre les deux blocs, les théoriciens de la guerre révolutionnaire élaborent un modèle où, investis du monopole exclusif de la violence, les militaires sont amenés à devenir des acteurs politiques à part entière pour parer à la guerre totale que sont censés mener les agents de la subversion internationale.

Dès 1959, dans un article publié dans *The Journal of the Royal United Service Institution*, l'Américain Peter Paret souligne le danger de ce modèle, dont la portée dépasse largement la France et l'Algérie [11] puisqu'il repose sur la représentation d'un militaire professionnel engagé sur le terrain de la guerre froide, qui induit l'universalisation de cette nouvelle catégorie de soldat. Pour Paret, mais aussi pour ses collègues George A. Kelly et John S. Ambler [12], la doctrine de la guerre révolutionnaire, telle qu'elle est développée par les Français, entraîne l'émergence d'une idéologie réactionnaire et antirépublicaine, voire d'une dérive fasciste, au sein de l'institution militaire, qui la pousse à revendiquer l'exercice direct du pouvoir selon un schéma où la dictature est érigée au rang d'« arme de guerre ».

Il est intéressant de noter que, pour ces auteurs, ce sont bien les Français qui ont jeté la base d'un modèle dictatorial, lequel inspirera, comme nous le verrons, les généraux argentins et la doctrine américaine de la « Sécurité nationale », reproduite, à une large échelle, dans tout l'hémisphère latino-américain. Partageant l'interprétation de ses confrères, Gabriel Périès souligne à son tour que « l'ennemi, de l'Indochine à l'Algérie, devient tout à la fois source et prétexte de la constitution d'un savoir organisationnel lié à la pratique de la dictature. Inspirateur d'une guerre qui se veut totale, l'ennemi et la population qui le soutient constituent des objectifs à intoxiquer, à leurrer ou à anéantir par tous les moyens [13] ».

Dès octobre 1954, cinq mois seulement après Diên Biên Phu et à la veille de l'insurrection algérienne, le général Lionel-Max Chassin, qui fut, nous l'avons vu, l'un des précurseurs des études sur la guerre révolutionnaire, revendique ouvertement la « mission éducatrice que devrait exercer l'armée au sein de la nation ». Dans son article intitulé « Du rôle idéologique de l'armée », il précise ainsi sa pensée : « Si l'Occident veut sauver ce qui reste, il faut prendre tout de suite les mesures qui conviennent. [...] Le communisme

ne perdra son influence que si l'on emploie les mêmes moyens que lui. Or, l'une de ces méthodes – et sans doute la plus importante – réside dans le rôle idéologique qui est, derrière le rideau de fer, dévolu aux forces militaires. [...] Il faudra former des propagandistes patriotes convaincus, leur enseigner une technique de diffusion et leur procurer les moyens de l'appliquer [14]. »

Les « patriotes convaincus » sont, bien sûr, les militaires, dont la fonction n'est plus seulement d'assurer la défense du territoire au service d'un pouvoir politique, mais aussi et surtout de garantir la « régénération de la nation menacée par la subversion communiste [15] ». Anticipant sur les remous que provoquera son article, Chassin se défend pourtant de vouloir instaurer en France la « contrefaçon du communisme qu'est le fascisme », mais bien au contraire de promouvoir une « idéologie d'inspiration libérale, à l'antipode de celle des dictatures »...

À l'École supérieure de guerre, le rôle politique et idéologique de l'armée est aussi largement étudié, depuis que le général Jean Lecomte en a pris la direction en 1956 [a]. C'est à l'initiative de ce proche du colonel Lacheroy qu'avait été introduite dans le cursus de l'école l'étude de Mao Zedong et de la guerre révolutionnaire. Dès la fin de l'année, les travaux de la 69e promotion portent sa marque : dans son rapport de fin d'étude, la grande commission « tactique » prône la mise en place d'un « système politique à réflexes militaires », l'armée apparaissant, « en l'absence d'un parti unique galvanisant les énergies », comme le « meilleur instrument entre les mains du pouvoir parce que la mieux équipée et préparée pour cette tâche – pour mener la guerre insurrectionnelle et pour donner une âme et une ossature à la nation, tenue physiquement et moralement en armes [16] ».

Mais c'est certainement à l'incontournable Jacques Hogard [b], le « vrai doctrinaire de la guerre révolutionnaire », comme me l'explique l'historien Paul Villatoux, que l'on doit la contribution la plus élaborée sur ce modèle dictatorial devenu la marque de la « doctrine française ». Dans un article intitulé « Tactique et stratégie dans la guerre révolutionnaire », il écrit : « Même une société relativement saine peut être la proie d'une guerre révolutionnaire. Il s'ensuit qu'il est vain d'espérer trouver une "solution" dans des "négociations" ou des "réformes". [...] *Traiter d'égal à égal avec la révolution totalitaire ne met pas fin à son entreprise ; cela facilite seulement et hâte son succès.* » Après ce préambule, le théoricien en vient au cœur du sujet : « La conduite de la lutte contre la révolution ne peut se concevoir que comme l'application d'une tactique vraiment "générale" (au sens "civilo-militaire" et non plus

a C'est avec le soutien du général Lecomte que sera créé le journal *L'Esprit public*, tribune des défenseurs de l'Algérie française et de l'OAS-Métro.

b Présent pendant le putsch d'Alger de 1961, Jacques Hogard ne fera rien pour l'empêcher, d'où un important retard de carrière. Il finira, cependant, général.

"interarmes"), combinant à tous les échelons les moyens de toutes natures, politiques, psychologiques, administratifs, judiciaires et policiers, économiques, culturels et militaires, en vue de conserver (ou de reconquérir) le soutien populaire au gouvernement légal et simultanément de détruire l'appareil et les forces armées révolutionnaires. [...] La seule solution vraiment satisfaisante consiste dans la désignation d'un Chef et d'un seul. Peu importe qu'il soit civil ou militaire. Mais il est essentiel qu'il ait pleine conscience de la nature totale de la lutte, qu'il connaisse son adversaire, qu'il dispose de tous les moyens nécessaires et qu'il sache s'en servir. [...] L'unité de commandement exige l'unité de doctrine [...] et l'unification de l'organisation du renseignement. » Et d'édicter ce qu'il considère comme la règle fondamentale de la « tactique antirévolutionnaire » : « Le processus de la guerre révolutionnaire peut être bloqué d'autant plus facilement que l'on s'y prend plus tôt. Cette bataille d'arrêt repose sur l'omniprésence permanente des forces de l'ordre [17]... »

La guerre totale

Commencée comme une « opération de maintien de l'ordre », la guerre d'Algérie est ainsi devenue, en quatre ans, une entreprise d'essence totalitaire pour une partie significative des officiers qui la mènent, lesquels ne reculent devant rien pour entraîner leurs pairs derrière eux et pousser jusqu'au bout leur logique contre-révolutionnaire.

Certes, après l'adoption, par référendum, de la nouvelle Constitution de la Ve République, le 28 septembre 1958 [a], le général De Gaulle amorce une timide reprise en main du pouvoir civil : mis sur la touche, le général Salan est remplacé le 19 décembre par le général Maurice Challe au poste de commandant en chef de l'armée en Algérie [b], tandis que Paul Delouvrier, un

a Le « oui » représente 96,5 % des suffrages exprimés et 76,1 % des électeurs inscrits. Mais si la Constitution est approuvée, le statut de l'Algérie n'est toujours pas fixé. Quelques jours plus tôt, le 19 septembre, le FLN avait créé au Caire le Gouvernement provisoire de la République algérienne.

b Une explication de la disgrâce de Salan est fournie par le colonel Lacheroy : convoqué par De Gaulle, celui-ci lui demande « comment son nom avait été lancé et comment il s'était imposé » (lors des événements du 13 mai 1958). « J'ai répondu la vérité, écrit Lacheroy, à savoir qu'il ne s'était réellement imposé qu'à partir du moment où, du balcon du Forum, le général Salan avait lancé la formule : Nous voulons un gouvernement de salut public présidé par le général De Gaulle. » [...] En sortant, Foccart m'attendait et, quand je lui ai raconté l'entrevue, il leva les bras au ciel et me dit que j'avais gaffé, et qu'il aurait fallu dire que le nom du général était sorti spontanément de la masse aussi bien européenne que musulmane, et qu'on me pardonnerait difficilement ma bévue » (Charles LACHEROY, *De Saint-Cyr à l'action psychologique*, *op. cit.*, p. 75).

haut fonctionnaire ancien résistant, est nommé délégué général. À peine promu, le futur chef du putsch de 1961 lance un plan militaire éponyme, le « plan Challe », surnommé le « rouleau compresseur », censé livré cette « guerre totale » que Robert Lacoste avait ainsi définie devant l'Assemblée nationale un an plus tôt : « C'est une guerre qui est livrée à toute une population et qui se fait non pas seulement par des opérations militaires, mais par des opérations de police et par une débauche de propagande politique. Les militaires ont pour mission de faire la guerre telle qu'elle se présente à eux. On a assez dit qu'il leur arrivait souvent d'être en retard d'une guerre [18]. »

Jamais, de fait, l'armée française n'aura été aussi « inventive » : pour soustraire la population à l'influence du FLN, Challe décide d'étendre les zones interdites et de procéder à des déplacements massifs de population. C'est ainsi que plus d'un million d'Algériens sont chassés de leurs villages et regroupés dans des campements de fortune. Une situation dramatique que dénonce alors un jeune inspecteur des Finances, tout juste sorti de l'ENA, et dénommé... Michel Rocard. Sous couvert d'une enquête sur les problèmes fonciers, il parcourt le pays et visite les « camps de regroupement » du plan Challe : « Une loi empirique a été constatée, note-t-il dans son rapport. Lorsqu'un regroupement atteint mille personnes, il y meurt près d'un enfant tous les deux jours [19]. »

Pour traquer les combattants de l'ALN et vider les campagnes de leurs habitants, le général Challe met en place les « commandos de chasse », chargés de mener une politique de la terre brûlée au sens le plus strict du terme : « Le jour est levé quand le ratissage commence », raconte à l'époque Benoît Rey, qui fut membre d'un commando de chasse de 1959 à 1961 [20]. « Cette région est une zone interdite, c'est-à-dire que les gens n'ont pas le droit d'y habiter ni d'y travailler. C'est un moyen pour l'armée de la contrôler. Chaque habitant qu'on y trouve est suspecté d'appartenir au FLN. Mais les gens sont trop attachés à leur maison, à leurs bêtes, à leur lopin de terre, à leurs morts, au paysage qui les entoure, pour gagner les postes français. L'ordre est donné de tout "cramer", de tout brûler. »

Dépendant comme les DOP du Centre de coordination interarmées, en relation étroite avec le SDECE, les commandos de chasse traquent aussi le renseignement, avec tout ce qu'il induit : « À l'époque, l'officier de renseignements, sous-lieutenant du contingent, est un pied-noir, Algérois par surcroît, poursuit Benoît Rey ; il est renommé pour sa dureté et sa cruauté. J'imagine que son nom ne s'effacera pas de certaines mémoires. Le choix de l'officier de renseignements n'est pas fait au hasard. On évite de prendre des "intellectuels" (étudiants ou professions libérales), mais plutôt des gens sans formation intellectuelle poussée, plus malléables. Pour eux, le problème moral de la torture ne se pose même pas. Ils pensent que c'est un travail ingrat, mais nécessaire. Le vieil argument "Ils en font autant de l'autre côté" les stimule et

étouffe leurs éventuels remords. Car la torture est un facteur essentiel de cette guerre "subversive", pour employer la terminologie officielle. Tous les procédés sont bons, tous les coups sont permis. »

Persuadé que « le meilleur chasseur de fellaghas est le Français de souche nord-africaine [21] [a] », Challe recrute de nombreux harkis pour constituer ses commandos de chasse, dont les méthodes – chasse à l'homme et déplacements de population – seront fidèlement reproduites par l'armée américaine pendant la guerre du Viêt-nam.

Les hélicoptères de combat de Bigeard

Au même moment, dans le secteur de Saïda, en Oranie, le colonel Bigeard développe une technique qui sera aussi largement reprise par les militaires américains au Viêt-nam, ainsi que par leurs collègues latino-américains, devenant pour les populations le symbole de la terreur et de la répression : l'hélicoptère de combat.

Promu le 25 janvier 1959 à la tête d'un régiment de 5 000 hommes, Bigeard avait déjà mis au point sa « doctrine de l'emploi de l'hélico [22] », pour reprendre ses termes, dans le secteur de Bône en 1956 : « C'est l'une des idées dont je suis le plus fier ! », me raconte-t-il aujourd'hui [23]. « En fait, j'avais compris que pour traquer les bandes rebelles, il fallait utiliser l'hélicoptère non pas comme un simple moyen de transport, mais comme un outil de combat. Avec mon adjoint, l'aviateur Félix Brunet, on a mis au point un système : on démontait la porte de l'hélicoptère, et puis on suspendait un type avec une mitraillette, ce qui nous permettait d'appuyer la troupe en bas. Notre technique a été reprise telle quelle par l'état-major de l'armée à Paris. C'est comme ça que j'ai eu la visite de militaires américains qui sont venus passer une semaine avec moi dans le djebel. Après, ils ont perfectionné mon idée !

– C'est grâce à vous que l'hélicoptère va devenir l'arme principale des Forces spéciales américaines et des fameux "bérets verts" du Viêt-nam ?

– Oui ! Disons que ça a commencé comme ça !

– Et que pensiez-vous de De Gaulle à l'époque ?

– Ben, il a commencé sa tournée des popotes chez moi à Saïda, j'en avais profité pour lui remettre un dossier sur la guerre d'Algérie... » Carrière oblige,

---

a Dès avril 1958, le général Salan écrivait dans une « Instruction spécialisée de contre-guérilla » : « Il est possible de donner à toutes nos unités d'infanterie un certain esprit commando », un *certain esprit Choc*. Il faut réveiller les instincts de chasseur et de guerrier qui existent chez nos hommes. [...] La guerre révolutionnaire, dans laquelle nous nous sommes engagés, nous oblige à chasser les routines et à faire travailler les esprits » (document SHAT).

celui qui fut aussi secrétaire d'État à la Défense de Valéry Giscard d'Estaing (de janvier 1975 à août 1976) ne m'en dira pas plus...

Soucieux de reprendre en main l'armée, le général De Gaulle entame sa fameuse « tournée des popotes » le 27 août 1959. Peu de temps avant, il avait réaffirmé le principe de soumission de l'institution militaire au pouvoir politique : « Vous n'êtes pas l'armée pour l'armée, avait-il dit dans un discours. Vous êtes l'armée de la France. Vous n'existez que par elle, pour elle et à son service [24]. »

De fait, lors de sa visite à Saïda, Bigeard lui remet un rapport dont l'esprit est bien dans la lignée du débat qui agite alors l'École supérieure de guerre : « La guerre "spéciale", "non orthodoxe" dure depuis quinze ans, écrit-il. Aussi, nous est-il venu à l'idée que la guerre subversive pouvait bien être à son tour considérée comme classique et qu'il fallait, face à un adversaire disposant de pouvoirs absolus et animé d'une volonté unique que nulle morale n'entrave, opposer un front continu, une unité de commandement réelle, une communion de pensées et une union sans faille des efforts de toute la nation. [...] Ainsi notre armée, assurément la mieux rodée actuellement à ce genre de lutte, pourra vaincre la rébellion. Dans cette guerre antirévolutionnaire, ce qu'il faut faire : à la fois gagner vite – c'est la guerre, affaire de l'armée – et la contre-révolution – œuvre de tous [25]... »

Lors d'un déplacement en hélicoptère, rapporte Bigeard, le président aurait demandé : « Bigeard, pourquoi certaines parties de forêt sont-elles brûlées en dessous ?

– Mon général, ce sont les grenades incendiaires au cours des combats...

– Il faut éviter cela, mon jeune ami [26]... »

Ce que ne raconte pas Bigeard, c'est que De Gaulle lui enjoignit aussi d'arrêter la pratique de la torture, ce qu'il se garda bien de faire, ainsi qu'en témoigne Gérard Périot, alors « deuxième classe » dans sa division : « Quand Bigeard quitta le commandement du secteur opérationnel de Saïda, il réunit le 29 octobre 1959 tous les officiers du secteur en un déjeuner à l'issue duquel il leur déclara (je rapporte textuellement ses paroles) : "Lorsque le général De Gaulle et M. Delouvrier sont venus à Saïda, ils m'ont dit : plus de tortures. Alors, moi, Messieurs, je vous dis : plus de tortures, mais torturez quand même [27]." »

Les milliers de victimes de la « bleuite »

« La "bleuite" c'est la maladie de la suspicion, de la délation. Elle décime les maquis de l'ALN. [...] Les victimes sont presque toutes des cadres. L'ALN est durement affectée par ce mal qu'elle sécrète elle-même. L'absence de combattants, injustement suspectés et sacrifiés à la vindicte de chefs

soupçonneux par la ruse d'un état-major algérois, pèsera lourdement à l'heure des grandes batailles du plan Challe [28]. » C'est ainsi que le capitaine Pierre Montagnon présente ce qui constitue l'une des opérations les plus machiavéliques de l'armée française en Algérie.

Son concepteur en est le capitaine Léger, le créateur, on l'a vu, du Groupe de renseignement et d'exploitation (GRE) pendant la bataille d'Alger, et expert dans l'utilisation de combattants nationalistes retournés. Au printemps 1958, il décide d'utiliser ses agents retournés pour intoxiquer les maquis du FLN. Grâce à Hacène Guendriche, *alias* Zerrouk, *alias* Safi, devenu son adjoint, le chef des « bleus de chauffe » établit un courrier avec la wilaya 3 (Kabylie) [a], dirigée par le colonel Aït-Hamouda, dit Amirouche, « pour qui Safi continue d'être le seul haut "responsable" de la Zone autonome d'Alger [29] ».

« Toutes nos missives étaient rédigées dans le style FLN le plus orthodoxe », commente Léger, qui devient *de facto* le chef de la ZAA, n'hésitant pas à monter lui-même des attentats sur Alger pour ne pas lever des doutes chez ses « frères d'armes ». Petit à petit, grâce à ce qu'il appelle l'« opération double jeu », il parvient à infiltrer la wilaya 3, par toute une série de manœuvres d'intoxication, comme par exemple « la libération de prisonniers, porteurs de messages pour des cadres de l'ALN qui leur avait été désignés faussement comme des agents français ; ou l'envoi au maquis de militant(e)s éprouvé(e)s ostensiblement compromis(e)s par le capitaine Léger, chargés de contacter tels cadres présentés comme traîtres et qui, sur place, dénonçaient comme traîtres ces responsables, [...] ou encore l'abandon près des maquis de cadavres algériens porteurs de lettres compromettantes pour des cadres de l'ALN, les désignant ainsi à la torture pour les faire avouer et à l'élimination physique pour éradiquer les germes d'un "complot" [30] ».

C'est ainsi qu'Amirouche, le chef de la wilaya 3, persuadé d'être noyauté par les « traîtres », mène des purges sanglantes tout au long de l'année 1958, qui font au moins 2 000 morts dans son secteur. « Certaines bonnes âmes, sans doute dans le regret des grandes chevauchées et des combats ardents sous le soleil, prétendront que c'est là une guerre souterraine indigne de guerriers, ironise Paul-Alain Léger. Je pense personnellement que si l'ennemi a des dispositions particulières pour se détruire lui-même, bien coupable celui qui n'en profiterait pas ! »

Le 8 août 1958, Amirouche, surnommé le « Loup de l'Akfadou », signe un rapport destiné aux autres colonels de terrain et à la direction du FLN : « Cher frère, j'ai le devoir et l'honneur de vous informer – en priant *Dieu* que ce message vous parvienne à temps – de la découverte en notre wilaya d'un vaste complot ourdi par les services secrets français contre la *Révolution algérienne*

a Les wilayas, au nombre de six sur le territoire algérien, sont les unités territoriales de l'ALN.

avec la complicité d'éléments les plus divers. Ce complot, d'après les renseignements que nous possédons, s'étendrait à toutes les wilayas d'Algérie ; il aurait même des ramifications dans nos bases de Tunisie et du Maroc. » Et de conclure : « *Grâce à Dieu, tout danger est maintenant écarté*, car nous avons agi très rapidement et énergiquement [31]. »

Les purges sont d'une brutalité inouïe : dirigés par le capitaine Ahcene Mahiouz, surnommé depuis « Ahcene la torture », les interrogatoires entraînent des « aveux », au terme des pires supplices, qui déclenchent arrestations et exécutions massives. Dans sa synthèse de renseignements mensuelle de septembre 1958, le 2e bureau d'Alger constate froidement : « Il est matériellement impossible à l'adversaire de remplacer toutes ces pertes par du personnel de même valeur. Sans tenir compte du facteur moral, la baisse de potentiel en valeur intrinsèque des cadres de l'OPA est certaine [32]. »

« Ce fut un vrai massacre », me confirme aujourd'hui Yves de La Bourdonnaye, qui avait rejoint le Bureau d'études et de liaisons, successeur du GRE, chargé d'étendre les techniques de Léger à toute l'Algérie. « L'une des tortures qu'utilisait Amirouche, c'était la technique de l'"hélicoptère" : le prisonnier était suspendu par les pieds et par les mains comme un porcelet à rôtir au-dessus d'un grand feu. Finalement, nous avons réussi à intoxiquer, de proche en proche, la plupart des wilayas. Le FLN était complètement gangrené et nous n'avions qu'à observer comment ils s'entre-tuaient ! » D'après Sadek Sellam, spécialiste de la wilaya 4, le bilan des purges internes de l'ALN, largement provoquées par l'action du BEL (il sera dissous en avril 1961), serait de 7 000 victimes entre 1958 et 1961 [33]...

« Et que sont devenus vos anciens ralliés ?

– Ça, c'est le plus dégueulasse, me répond La Bourdonnaye, avec un soupir. La plupart ont été massacrés. Je sais par exemple que Saïd, l'un de mes agents, a été découpé en morceaux sur une table... De Gaulle a laissé tomber tous ceux qui nous avaient fait confiance. C'est lamentable... C'est bien pour ça que je ne suis plus gaulliste [34]... »

Les adeptes de l'action psychologique se radicalisent

Quand, le 4 juin 1958, le général De Gaulle prononce son célèbre « Je vous ai compris », bras levés dessinant le V de la victoire, au balcon du Gouvernement général, personne ne sait quelles sont ses intentions quant au sort de l'Algérie. Les ultras, dont le colonel Lacheroy, notent avec suspicion qu'il n'a dit qu'une fois « Vive l'Algérie française ! », à Mostaganem, et puis plus rien... Officiellement, l'heure est à la préparation du référendum qui doit approuver la nouvelle Constitution de la Ve République, et auquel les dix millions d'Algériens prendront part le 28 septembre, y compris les femmes.

Promu directeur de l'information et des services psychologiques du Gouvernement général, Lacheroy a « la haute main sur Radio-Alger, la presse, le cinéma et, plus généralement, tous les moyens exerçant une influence sur le moral du pays ». Aussitôt, il s'empresse de mettre au pas « la radio, qui n'était pas du tout dans le mouvement [35] ». Chantre de l'intégration, à laquelle de nombreux pieds-noirs se sont finalement ralliés, considérant que c'est un moindre mal, Charles Lacheroy mobilise tous les moyens qui sont à sa disposition pour faire triompher le « oui » au référendum de septembre sur la Constitution, puis les listes favorables à l'intégration lors des législatives de novembre 1958. « Nous offrons aux musulmans le plus beau cadeau que nous puissions leur faire, nous leur disons : "Tu seras semblable à nous" », écrit-il dans ses Mémoires, tandis que sa foudre de censeur s'abat sur les journaux qui soutiennent le « régime de trahison et d'abandon » [a]. Proche des milieux intégristes et national-catholiques de la Cité catholique, nous y reviendrons, il est perçu par ses détracteurs comme un « exalté dangereux au nationalisme virulent, dans le plus pur style de l'Action française [36] ».

« C'est vrai que je n'ai pas ménagé ma peine, m'explique-t-il dans un grognement caractéristique, car je n'avais pas confiance en De Gaulle. Mais je n'étais pas le seul ! Jean Gardes, par exemple, était tout à fait de mon avis [37]... »

Après avoir dirigé le service d'information du ministère de la Défense, le colonel Gardes prend la tête du 5e bureau d'Alger à la demande de Salan. Membre actif de la Cité catholique, l'ancien saint-cyrien a rejoint le clan des activistes et fréquente assidûment les groupes contre-terroristes du cafetier « Jo » Ortiz. Avec le commandant Cogniet, son adjoint au 5e bureau, l'un des piliers de la Cité catholique à Alger, Gardes a déjà franchi le Rubicond en menant un travail souterrain qui radicalise à droite les officiers d'Algérie. Attendant de savoir à quelle sauce De Gaulle voudra bien manger l'Algérie, les adeptes de la guerre révolutionnaire – et de son corollaire naturel, l'action psychologique – fourbissent leurs armes, aux côtés des pieds-noirs les plus radicaux dont ils sont devenus les alliés...

Janvier 1960 : les « barricades » d'Alger

La rupture avec celui qu'ils appelleront désormais « la Grande Zohra » est définitivement consommée le 16 septembre 1959. Ce jour-là, dans un discours très écouté en Algérie comme en métropole, le président De Gaulle se prononce pour l'autodétermination du peuple algérien en proposant trois solutions : la sécession, la francisation ou l'association. Même s'il précise que

a Soixante-dix-neuf publications sont saisies pendant l'année 1958.

« la sécession entraînerait une misère épouvantable, un affreux chaos politique, l'égorgement généralisé et bientôt la dictature belliqueuse des communistes », et que sa préférence va au « gouvernement des Algériens par les Algériens, appuyé sur l'aide de la France et en union étroite avec elle », c'en est fini du régime colonial.

« Nous avons vraiment eu l'impression d'avoir été trahis, me raconte aujourd'hui Yves de La Bourdonnaye. Après tout, c'étaient nous qui l'avions fait venir au pouvoir, avec les pieds-noirs, et il faisait le jeu du FLN ! »

Persuadés que l'indépendance est inéluctable, tous les activistes d'Alger sont aussitôt sur le pied de guerre. Pétries de théories maurrassiennes, antirépublicaines, antiparlementaires, admiratrices des régimes fascistes, les troupes du MP13 (Mouvement populaire du 13 Mai) du colon et « soldat du Christ-Roi » Robert Martel, du Front national français de Joseph Ortiz, du Mouvement pour l'instauration d'un ordre corporatiste du docteur Lefèvre, ou du Front national combattant de Jean-Marie Le Pen sont prêtes à en découdre pour instaurer des deux côtés de la Méditerranée l'« ordre nouveau » auquel aspirent aussi, de manière de plus en plus ouverte, les émules de la guerre révolutionnaire et de l'action psychologique.

C'est le général Massu, qui, sans le savoir, va donner le coup d'envoi de la rébellion. Rare général maintenu en Algérie après le 13 mai, l'ancien chef de la bataille d'Alger a été promu commandant de la 10e région militaire et préfet d'Alger. Le 14 janvier 1960, à la demande de Challe, il accorde un entretien à un journaliste allemand, Hans Ulrich Kempski. Celui-ci publie un article où Massu critique vivement la politique de De Gaulle, en laissant planer le spectre d'un putsch : « L'armée possède le pouvoir, dit-il. Elle ne l'a pas encore montré, car l'occasion ne s'est pas présentée. Mais l'armée se servira de son pouvoir dans une situation précise. » Déjà, avoue-t-il, elle « pousse les colons à se constituer en organisations paramilitaires et approvisionne les groupements en armes [38] ». Ces déclarations font l'effet d'une bombe. Destitué sur-le-champ, Massu est rappelé en métropole. À Alger, l'annonce de sa disgrâce provoque la colère de tous ceux qui n'attendaient qu'un signal pour passer à l'action.

Le 24 janvier, le député Pierre Lagaillarde, qui connaît le poids des symboles, enfile sa tenue léopard et s'installe à l'université d'Alger, bientôt transformée en un véritable camp retranché. Au même moment, le colonel Gardes et Jean-Jacques Susini, président du mouvement national étudiant [a], décident d'élever des barricades au cœur de la Ville blanche, avec le soutien massif des

a Jean-Jacques Susini est aujourd'hui l'un des dirigeants du Front national de Jean-Marie Le Pen.

pieds-noirs. Tandis que résonne en boucle le *Chant des Africains*, Challe déclare l'état de siège, mais les colonels refusent d'attaquer les barricades[a].

« En fait, nous étions de tout cœur avec les insurgés, me confirme le général Chabannes. J'étais à Saïda avec Bigeard, quand celui-ci m'a demandé de porter un message de solidarité préenregistré à Oran, puis à Alger. » Diffusé sur la radio d'Oran, le message n'arrivera jamais à Alger, car Chabannes est intercepté par une compagnie de CRS, puis mis aux arrêts pendant soixante jours dans un fort espagnol. Même chose pour Bigeard, condamné à soixante jours d'arrêt par Challe, le futur putschiste...

Entre-temps, Yves de La Bourdonnaye est envoyé en « mission » dans le camp retranché de l'université : « C'est le colonel Godard et Delouvrier qui m'ont demandé d'aller négocier la reddition de Lagaillarde, me raconte, hilare, l'ancien capitaine. En fait, j'en ai profité pour casser la croûte avec les insurgés ! Ça m'a coûté mon expulsion d'Alger et mon rapatriement sur mon régiment de Pau... »

Finalement, le 1er février, Pierre Lagaillarde finit par se rendre. Le député d'Alger sera inculpé d'atteinte à la sûreté de l'État, avec le colonel Gardes, Jean-Jacques Susini, le commandant Bertrand Sapin-Lignières et le lieutenant Jean-Marie Sanne (qui seront tous acquittés lors du « procès des barricades », ouvert à Paris le 30 novembre 1960).

Entre-temps, Pierre Messmer, ancien résistant, gaulliste « historique » et ex-prisonnier du Viêt-minh en 1945, a été nommé ministre des Armées en février 1960. Et il a décidé de faire le ménage. Il dissout les 5es bureaux et mute les colonels factieux : Argoud et Godard sont rappelés en métropole, où Trinquier se morfond depuis les événements de mai 1958 ; Bigeard est expédié en Centrafrique pour commander un régiment d'infanterie d'outre-mer, tandis que son poulain Chabannes est muté à Madagascar. Quant à Lacheroy, sa disgrâce a suivi de près celle de Salan, qui, interdit d'Algérie, s'est installé à Madrid : le père de la doctrine de la guerre révolutionnaire attend son heure à l'École supérieure de guerre, où il a été muté...

a Un affrontement avec les gendarmes envoyés pour dégager le plateau des Glières, où sont installées les barricades, fera vingt-deux victimes : huit chez les manifestants et quatorze chez les gendarmes.

11

Le lobby national-catholique

Georges Grasset, le « moine-soldat » de la Cité catholique

« Le père Georges Grasset était vraiment un moine-soldat, un anticommuniste virulent, qui est devenu le guide spirituel de l'OAS. C'est grâce à lui et au réseau de la Cité catholique, dont il était l'un des piliers, que certains chefs de l'OAS ont pu se réfugier à l'étranger, et notamment en Argentine. » Installé dans un restaurant libanais parisien, où je le rencontre pour la première fois en juin 2002, Pierre Sultana, soixante-trois ans, est l'un des fondateurs de l'Organisation de l'armée secrète, créée le 11 février 1961 à Madrid.

Pied-noir de la « sixième génération », comme il aime à le souligner, il est le descendant d'une famille de colons maltais qui s'est installée en Algérie en 1817. Son père, Léon Sultana, était un médecin du « bled constantinois, très respecté des Européens comme des musulmans ». Ce qui lui vaut d'être condamné à mort par le FLN, parce qu'il incarne justement ce que le mouvement indépendantiste veut éradiquer.

« Toute ma famille était très attachée à l'Algérie, me raconte Pierre Sultana. C'est comme ça que tout naturellement je me suis retrouvé à militer aux côtés de Pierre Lagaillarde, alors que j'étais vice-président de l'Association des étudiants d'Algérie. » Cet engagement va profondément bousculer les projets du jeune lettré algérois, qui préparait alors son admission dans une classe de khâgne parisienne. Actif pendant les événements du 13 mai 1958, il est expulsé en métropole : « Je suis arrivé en pleine nuit à Paris sans savoir où aller, poursuit-il. Heureusement, il y avait le père Grasset, qui s'est occupé de mon hébergement.

– C'était qui, ce père Grasset ?

– Il était aumônier militaire en Algérie, où il était le représentant de la Cité catholique de Jean Ousset. Comme lui, il était très lié à l'abbaye de Chabeuil, encore appelée Maison spirituelle de Nazareth, un ordre intégriste installé dans la Drôme. C'est vrai qu'il était très à cheval sur les principes religieux : quand Pierre Lagaillarde [a] a décidé de se remarier avec Élisabeth, sa femme actuelle, Grasset est allé à Rome pour faire annuler son premier mariage, parce qu'il était un farouche opposant au divorce ! »

Après un bref exil forcé, Pierre Sultana regagne l'Algérie où, devenu le lieutenant de Lagaillarde, il occupe la faculté des sciences avec quarante hommes armés pendant la semaine des barricades de janvier 1960. Lorsque son chef finit par se rendre, il est contraint de signer avec ses compagnons un engagement au titre de supplétif de la Légion étrangère, dans une nouvelle unité créée au sein du 1[er] REP [b] et baptisée « commando Alcazar [c] ». Censé combattre le fellagha en Petite Kabylie, dans une zone déclarée « interdite » près de Chekka, le commando est finalement dissous après... quarante jours, et Pierre Sultana est expulsé en Espagne avec Alain Mentzer et Pierre Aoustin, futurs cofondateurs de l'OAS.

« À Madrid, j'ai bien sûr retrouvé le "moine-soldat", reprend-il avec un sourire. Il avait des liens très étroits avec l'abbaye intégriste Pozuelo de Alarcón, où Ramón Serano Suñer [d], le beau-frère du général Franco, était un habitué. Je me souviens d'une réunion, dirigée par le père Grasset, peut-être en novembre 1960, où était présent un officier argentin du nom de... Videla [e], qui était très intéressé par l'expérience des Français en Algérie. Grasset jouait les intermédiaires, il finira par s'installer à Buenos Aires, pour y diriger l'antenne locale de la Cité catholique... »

---

a Après l'indépendance de l'Algérie, Pierre Lagaillarde s'est installé comme avocat dans le Gers.

b La sœur de Pierre Sultana épousera Bruno Riga, un caporal-chef déserteur du 1[er] REP, avant de s'installer, elle aussi, à Madrid, où elle dirige aujourd'hui le lycée français.

c C'est le nom que Lagaillarde et ses hommes avaient donné à leur camp retranché de l'université. « Tout un symbole, écrit Rémi Kauffer, c'est dans l'Alcazar de Tolède que les cadets du colonel Moscardó avaient jadis résisté victorieusement à l'assaut des milices républicaines espagnoles... » (Rémi KAUFFER, *OAS, histoire d'une guerre franco-française*, *op. cit.*, p. 97).

d Ramón Serano Suñer était l'un des dirigeants de la Phalange espagnole et l'un des hommes clés de la dictature franquiste, dont il fut ministre de l'Intérieur. Il épousa Ramona Polo, la sœur de Carmen Polo, épouse du général Franco. Il est mort le 1[er] septembre 2003, à cent un ans (*Le Monde*, 5 septembre 2003).

e Le général Jorge Rafael Videla est le premier responsable du coup d'État de mars 1976, qui plongea l'Argentine dans la dictature la plus sanglante d'Amérique latine (voir *infra*, chapitre 20). Pierre Sultana affirme que c'est bien le futur dictateur argentin qu'il a rencontré à Madrid, mais, injoignable, l'intéressé n'a pu confirmer cette information.

Tout cela est fort intrigant, et je n'ai bien sûr qu'une envie : retrouver le fameux père Grasset, que je ne vais cesser de chercher de France en... Argentine. Après une recherche sur Internet, je découvre que la Cité catholique a changé de nom et qu'elle s'appelle aujourd'hui « Centre de formation à l'action civique et culturelle selon le droit naturel et chrétien » – « au service de la civilisation et de l'amour », précise la page d'accueil de son site [a]. L'organisme est présidé en 2003 par l'avocat Jacques Tremollet de Villers (qui défendit le milicien Paul Touvier et fut proche du militant d'extrême droite et lui aussi avocat Jean-Louis Tixier-Vignancour [b]) et par Jean-Marie Schmitz, directeur adjoint de la société Lafarge-Copée.

Publiant la revue *Permanences*, le centre propose une « formation résolument orientée vers l'action. Elle s'acquiert en particulier au sein de petits groupes de travail (ou "cellules") afin d'inciter et d'aider ceux qui en comprennent la nécessité à exercer leurs responsabilités civiques en fonction de la place qu'ils occupent dans la société (famille, école, université, métiers, communautés locales, associations...) pour, de proche en proche, faire pénétrer d'esprit chrétien les mentalités et les mœurs, les lois et les structures de la communauté où ils vivent ». La rubrique « Dossiers d'actualité » donne une idée des préoccupations de cet institut de « formation », réputé être le satellite français de l'Opus Dei [c] :

« – PACS,

– Respect de la vie [d],

– Société : « L'école en France : quel avenir après deux cents ans de subversion ? »,

---

a <www.centredeformation.net/>. Pour des raisons inconnues, la Cité catholique n'a cessé de changer de nom : en 1963, elle devient « Office international des œuvres de formation civique et d'action culturelle selon le droit national chrétien » ; puis, en 1981, « Institut culturel et technique d'utilité sociale » (ICTUS, acronyme grec de « Jésus-Christ sauveur des hommes »).

b Ancien de l'Action française, M[e] Tixier-Vignancour avait voté les pleins pouvoirs à Pétain et servi le régime de Vichy comme secrétaire d'État à l'Information. En 1949, il a créé avec Pierre Sidos, le fils d'un dirigeant de la milice fusillé à la Libération, le mouvement « Jeune Nation », qui trempa dans tous les complots, jusqu'à sa dissolution au lendemain du 13 mai 1958. Il fut l'avocat du général Salan, le chef de l'OAS, lors du procès du 15 mai 1962. Il est mort le 29 septembre 1989.

c L'Opus Dei (Œuvre de Dieu) a été fondée à Madrid, en 1928, par le prêtre Josemaria Escrivá de Balaguer (1902-1975), pour lutter contre les communistes, les anarchistes et les francs-maçons. En 1947, l'« œuvre » devient le premier institut séculier de l'Église, puis, plus tard, la « prélature personnelle » de Jean-Paul II. Béatifié en 1992, puis canonisé le 6 octobre 2002, Balaguer était le directeur de conscience de Franco et du dictateur chilien Augusto Pinochet.

d Le centre fut très actif dans la campagne contre la loi Veil sur l'avortement, « Laissez-les vivre », du professeur Lejeune, avec Christine Boutin, députée UDF des Yvelines.

– Subversion : 1) Les trotskistes ; 2) Pornographie ; 3) Le surréalisme ; 4) Laïcité ; 5) Les militants de la laïcité et leurs organisations ; 6) Peut-on être chrétien et franc-maçon ? ; 7) Qui est José Bové ?

– Église/actualité : réponse à quelques questions sur la lutte de l'Église contre le nazisme... »

Je décide de me rendre au 49, rue des Renaudes, dans le XVII[e] arrondissement où la Cité catholique s'est installée en 1964[a]. Situé dans un immeuble discret, sans enseigne particulière, le centre héberge une librairie où sont diffusés tous les ouvrages catholiques et intégristes, de droite et d'extrême droite, revisitant l'histoire de France à travers le prisme de la « contre-révolution », un terme dont je vais découvrir qu'il caractérise toute l'œuvre du fondateur Jean Ousset. On y trouve notamment les ouvrages publiés par l'ACUF, l'Association des combattants de l'Union française, très active lors des multiples complots qui précédèrent le 13 mai 1958, et repaire bien connu de l'extrême droite. C'est là que j'achète le *Livre blanc de l'armée en Algérie*, que m'avait recommandé Yves de La Bourdonnaye.

Finalement, je suis reçue par Olivier Drapé, l'un des permanents du centre. La trentaine aux allures de cadre dynamique, il s'enquiert de mes motivations, et je lui explique que je réalise un documentaire sur l'histoire de la guerre antisubversive, de l'Indochine à nos jours : « Apparemment, la Cité catholique a joué un rôle idéologique important pour la constitution de cette nouvelle doctrine militaire », dis-je avec prudence, car j'ai la vague impression que mon interlocuteur est sur ses gardes.

« C'est vrai et c'est naturel parce que la subversion, au sens de tout mouvement qui subvertit l'ordre chrétien, fut précisément ce qui justifia la création de la Cité catholique. Mais, bon, il ne faut pas exagérer le rôle qu'elle a pu avoir, notamment pendant la guerre d'Algérie...

– Est-ce qu'il serait possible de rencontrer le père Georges Grasset ?

– Vous n'avez pas de chance, il vient juste de repartir en Argentine...

– Ça tombe bien, parce que j'y vais très prochainement...

– Je vais essayer de le convaincre de vous recevoir, mais ce ne sera pas facile, car c'est vraiment un homme de l'ombre... »

Jean Ousset, le « grand chef d'orchestre » de la contre-révolution

« La contre-révolution vient de perdre, en la personne de Jean Ousset, son grand chef d'orchestre de l'après-guerre[1] » : c'est en ces termes que la revue intégriste *Renaissance catholique* rend hommage au fondateur de la Cité catholique, décédé d'une attaque cérébrale, le 20 avril 1994, à l'âge de quatre-vingts ans. La citation est rapportée par Raphaëlle de Neuville, une ancienne permanente de la rue des Renaudes, auteur du seul ouvrage jamais publié sur celui qui incarna, selon ses admirateurs, l'« âme de la résistance à la subversion » ou le « courant catholique contre-révolutionnaire français[2] ».

Véritable panégyrique à la gloire de Jean Ousset, ce livre n'en reste pas moins très instructif sur le parcours et la pensée de cette « personnalité majeure du milieu catholique traditionnel[3] », qui influença profondément les officiers adeptes de la guerre révolutionnaire. On y apprend qu'il est né à Porto, au Portugal, le 28 juillet 1914, mais qu'il passa son enfance dans un petit village de Tarn-et-Garonne. Son grand-père est un paysan « catholique et monarchiste, abonné à vie à *L'Action française*[4][a] ». Ingénieur, son père est membre de l'association de la presse monarchique et catholique. Doué d'une « âme d'esthète » et « amoureux du Beau », le jeune Ousset envisage d'abord de faire les Beaux-Arts et suit des cours de peinture et de sculpture dans un atelier bordelais, avant de s'engager pour trois ans dans... l'armée. « Une période de déréliction absolue et de confusion, commente Raphaëlle de Neuville, qui le conduit jusqu'à l'abandon de toute pratique religieuse », au point que certains de ses détracteurs n'hésiteront pas, plus tard, à le qualifier d'« anarchiste converti[5] ».

Apparemment, c'est un prêtre, l'abbé Jean Choulot, qui le sauve de la « perdition ». Responsable de la paroisse de Montalzat, dans le Tarn-et-Garonne, celui-ci a pris l'habitude de réunir des jeunes partageant un « amour commun pour la patrie ». En clair : des membres des ligues d'extrême droite, qui prolifèrent dans cette période d'entre-deux-guerres, comme les Jeunesses patriotes ou les Croix de Feu. Lors de la victoire du Front populaire, en 1936, Jean Ousset connaît de graves difficultés financières, qui le contraignent à travailler en usine. Une expérience capitale pour la suite de son parcours : au moment des grandes grèves qui agitent alors le Sud-Ouest de la France, il est impressionné par la formation et l'influence des ouvriers communistes : « Dans la lutte qui nous opposait pour peser sur l'opinion de nos camarades, écrira-t-il plus tard, je n'avais pas le dessus, j'avais l'impression d'être un amateur malhabile en face de vrais professionnels[6]. » C'est ainsi que « l'équipe de Montalzat décide de prendre en charge cette élite ouvrière pour qu'elle soit à même de faire contrepoids aux cadres rouges[7] »

---

a Jusqu'à cette date, le siège de la Cité catholique était situé au 3, rue Copernic, dans le XVI[e] arrondissement.

a L'Action française est un mouvement nationaliste et royaliste fondé en 1899 par les journalistes Léon Daudet et Charles Maurras. À son apogée en 1934, il compte près de 60 000 adhérents, dont 8 300 dans la région parisienne, où il constitue la première force politique de droite. *L'Action française* est aussi le nom de son journal quotidien, fondé en 1908 et tiré à 100 000 exemplaires.

Mais c'est la rencontre avec Charles Maurras [a], le fondateur de l'Action française, qui constitue le « déclic », pour reprendre l'expression de Raphaëlle de Neuville : le 7 mai 1939 – « Ma vie a commencé à ce moment-là », dira carrément Jean Ousset [8] –, il est invité à prononcer une conférence intitulée « L'Action française, école de vérité » devant un « aréopage de nationalistes bordelais », en présence du « maître de Martigues ». Subjugué par la prestation du jeune homme – il n'a alors que vingt-cinq ans –, Maurras l'invite au siège de l'Action française, rue du Boccador, à Paris, où il lui propose de devenir son secrétaire. Jean Ousset devient ainsi l'un de ses plus proches collaborateurs, avant de décider de « consacrer sa vie à servir la France et l'Église par une œuvre de formation doctrinale et d'éducation à l'action de cadres politiques et sociaux efficaces [9] ».

L'« œuvre », ce sera la « Cité catholique », dont la création est momentanément différée, en raison de la Seconde Guerre mondiale. Mobilisé le 3 octobre 1939, Ousset rejoint le front de Lorraine et il est « fait prisonnier devant la maison de Jeanne d'Arc, à Domrémy ». Libéré en 1942, il devient un fervent adepte de la Révolution nationale et du régime de Vichy, où il dirige le « bureau d'études » de la Jeune Légion, une filiale de la Légion française des combattants, toute dévouée au maréchal Pétain. C'est à cette époque qu'il prend contact avec les Coopérateurs paroissiaux du Christ-Roi, une congrégation liée à une « mystérieuse organisation parallèle » (nom de code « La Sapinière ») qui, se réclamant du catholicisme intégral, avait développé dans les années 1930 des ramifications dans le monde entier, grâce au soutien du pape Pie X et de Mgr Umberto Benignini, un « prélat connu et redouté [10] ».

Aujourd'hui, l'abbaye de Chabeuil, près de Valence, existe toujours. Recherchant le « moine-soldat », j'ai téléphoné et le père Jacques Mècle m'a confirmé que Georges Grasset était en Argentine... Le moine se souvient aussi, me dit-il, de Jean Ousset qui effectua à Chabeuil quelque vingt-cinq « retraites spirituelles ». C'est au cours de l'une d'elles qu'il jeta les bases de son « œuvre », dont il définit ainsi l'objectif : « Le plan sur lequel nous voulons œuvrer, [...] c'est celui de la contre-révolution catholique. La fin spécifique de tout notre effort, c'est le combat contre l'athéisme de plus en plus profond de la législation, de l'ordre institutionnel, comme de tout l'esprit catholique français, de la gauche à la droite comprise [11]. »

Conçue comme une « école de cadres catholiques », « ayant pour but d'éclairer, susciter, animer tout ce qui peut tendre à promouvoir une renaissance authentique française – donc catholique – dans l'ordre temporel [12] », la

a Considéré comme l'« apologiste du gouvernement de Vichy et l'inspirateur de la politique de la collaboration », selon les termes de l'Académie française, Charles Maurras est condamné à la réclusion perpétuelle et à la dégradation civique, le 27 janvier 1945, et exclu de l'Académie française.

Cité catholique reçoit le soutien, dès sa création en 1947, de deux archevêques et de quatre évêques, dont un certain... Mgr Lefebvre, alors délégué apostolique pour l'Afrique noire française et archevêque de Dakar, avant de devenir le chef de file des intégristes français et d'ailleurs [a]. Elle publie une revue, *Verbe*, qui sera bientôt lue aux fins fonds du djebel algérien, mais aussi, on va le voir, en Argentine [b]...

À longueur de numéros, celle-ci explique et réexplique les fondements de la pensée de Jean Ousset, qu'il expose en 1958 dans un livre volumineux, intitulé *Pour qu'Il règne*, devenu l'« ouvrage de base du militant contre-révolutionnaire », selon les termes de Raphaëlle de Neuville [13]. Pour Ousset, l'origine de tous les maux, c'est la Révolution, un personnage maléfique, suppôt du diable, né avec la Révolution française de 1789, à qui il fait dire dans *Pour qu'Il règne* : « Je suis la haine de tout ordre que l'homme n'a pas établi, et dans lequel il n'est pas roi et dieu tout ensemble. Je suis la proclamation des droits de l'homme, sans souci des droits de Dieu [14]. »

Censée être « l'ennemie déclarée de l'ordre chrétien et de la civilisation », la Révolution « c'est la nation chrétienne débaptisée, répudiant sa foi historique, traditionnelle, et cherchant à se reconstruire, en dehors de l'Évangile, sur les bases de la raison pure, devenue la source unique du droit et la seule règle du devoir. [...] C'est l'État sans Dieu, la famille sans Dieu, le mariage sans Dieu, l'école sans Dieu, le prétoire sans Dieu, l'armée sans Dieu, c'est-à-dire l'idée même de Dieu bannie de toutes les lois et de toutes les institutions [15] », écrit Jean Ousset, qui précise : « La Révolution est un bloc parce que, du libéralisme au communisme, il n'y a, à rigoureusement parler, aucun changement de principe, mais une simple succession de degrés [16]. »

Fidèle aux idées de Maurras, à l'exception de l'option monarchiste [c], le « contre-révolutionnaire catholique », comme il aime à se définir, s'attaque tout particulièrement au marxisme, considéré comme « la forme la plus accomplie de la subversion [17] ». Dès mai 1957, faisant écho au débat mené alors à l'École supérieure de guerre, *Verbe* écrit : « La guerre menée par les communistes n'est pas une simple guerre d'intérêt matériel, c'est une guerre

a Opposé aux réformes de l'Église catholique prônées par le concile de Vatican II (1962-1965), Mgr Lefebvre fonde le séminaire d'Écône, en Suisse, en 1971. En février 1977, ses partisans occupent l'église de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, à Paris, tandis que Mgr Lefebvre appelle à voter pour le Front national de Jean-Marie Le Pen. Il est excommunié en 1988, après avoir sacré quatre évêques. Il est mort en 1995.

b Le premier numéro de *Verbe* paraît en novembre 1946. Au total, 156 numéros seront diffusés, avant que la revue *Permanences* ne prenne la relève. *Verbe* a d'abord pour sous-titre « Organe de formation civique pour la contre-révolution », puis, après le 13 mai 1958, « Organe d'action idéologique pour un ordre social chrétien ».

c « En tout cas, écrit Jean Ousset, être contre-révolutionnaire ne signifie pas du tout nécessairement être monarchiste : la révolution pouvant s'allier avec tous les régimes, la seule alliance qu'elle dédaigne étant celle de l'Église romaine » (*Verbe*, n° 85, juillet 1957).

idéologique. [...] L'appareil révolutionnaire est idéologique avant d'être politique, politique avant d'être militaire. Face au marxisme, on ne peut donc opposer victorieusement qu'une foi profonde, une obéissance sans restriction au Saint-Père, une connaissance étendue des directives de l'Église. [...] Lénine disait : "Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire" ; de même nous pouvons affirmer : sans doctrine naturelle illuminée par la foi, pas de défense, ni d'action pleinement contre-révolutionnaire. » Et de conclure : « L'Église pénétrant, à la manière des communistes, l'ensemble du tissu social, pourra soustraire l'élite intellectuelle à l'influence directe ou indirecte du marxisme. »

Enfonçant le clou, Jean Ousset publie, en 1960, sa deuxième œuvre maîtresse, *Le Marxisme-Léninisme*, qui connaît un « certain succès au sein de l'armée française, puisqu'il permet aux militaires de mieux appréhender les visées révolutionnaires du FLN en Algérie », ainsi que le reconnaît Raphaëlle de Neuville [18].

L'armée, « terrain de prédilection » de la Cité catholique

S'appuyant sur les encycliques pontificales et la doctrine sociale de l'Église, Jean Ousset construit sa « cité idéale » sur la famille, « pivot de l'ordre social », la propriété privée, les corps intermédiaires – communautés locales et corps professionnels – chers à Maurras mais aussi au fascisme mussolinien, le corporatisme et la décentralisation du pouvoir, la fonction de l'État devant se résumer à celle de « faiseur d'ordre et d'unité ».

N'aspirant pas à devenir une organisation de masse, mais plutôt une « élite de chevaliers », la Cité catholique s'adresse aux laïcs qu'elle organise en « cellules discrètes, sinon secrètes [19] », implantées dans huit « états » privilégiés – l'armée, les professions médicales, les jeunes, les enseignants, les commerçants, l'industrie, les ruraux et les réseaux féminins –, invités à se réunir une fois par semaine pour étudier l'« enseignement de la Cité catholique publié dans *Verbe* ». Des méthodes d'endoctrinement souterraines que revendique pleinement son apologiste : « Les dirigeants de la Cité l'ont maintes fois répété, écrit Raphaëlle de Neuville, trop souvent, les gens s'imaginent que l'influence sociale d'un mouvement d'idées dépend des proclamations, motions, grèves, meetings et distributions de tracts qu'il a pu susciter. On a grand-peine à croire à l'influence des infiltrations idéologiques lentes [20]. »

C'est le fameux père Grasset qui met en place la première cellule parisienne, à Palaiseau, avec le vicaire de Palaiseau et le marquis Amédée d'Andigné. Futur président de la Cité catholique, celui-ci ouvre les portes du

Vatican à Jean Ousset et au « moine-soldat », qui sont reçus, en 1950, à Rome, par le cardinal Ottaviani. Dès lors, l'influence de la Cité catholique ne cesse de croître : ses cellules passent officiellement de soixante-quinze en 1954 à cent en 1955, puis à cent dix en 1956, deux cents en 1957 et quatre cents dans les années 1960, dont deux cents dans l'armée.

Placée sous le haut patronage du général Weygand [a], elle est particulièrement bien implantée au sein des grandes écoles – Polytechnique, Centrale, les Mines, HEC, Sciences-Po, l'Institut géographique national –, mais aussi à l'École supérieure d'aéronautique et à l'École supérieure de guerre, où le chef de cellule n'est autre que son directeur, le général Lecomte, obsédé, comme nous l'avons vu, par le « rôle idéologique de l'armée ».

« D'une manière générale, explique la revue *Verbe*, la Cité catholique considère les milieux militaires comme un terrain particulièrement favorable au développement de son œuvre [21]. » À partir de mai 1957, alors que la bataille d'Alger bat son plein, la revue « commence une série d'articles plus particulièrement consacrés aux questions militaires », et bientôt ses « meilleurs animateurs » sont des « militaires de renom », souligne Raphaëlle de Neuville : le commandant Breuilh [b], le commandant Cauvin [c], l'amiral de Penfentenyo [d], le général Touzet du Vigier [e], le général Chassin (éternel comploteur et rédacteur assidu de la *Revue militaire d'information*), l'amiral Paul Auphan [f], le maréchal Juin [g], le capitaine de Cathelineau [h], le lieutenant de vaisseau François Le Pivain [i], le général Ély, auteur, nous l'avons vu, des « Enseignements sur la guerre d'Indochine » et devenu chef d'état-major des armées, etc. [22].

a Maxime Weygand reçut, au milieu de la débâcle de 1940, le commandement de tous les théâtres d'opération et recommanda l'armistice.

b Ancien officier de marine, André Breuilh est l'un des premiers animateurs de la Cité catholique.

c Ancien d'Indochine, Cauvin quittera la marine pour occuper un important poste de direction dans l'entreprise d'armements Thomson.

d Hervé de Penfentenyo de Kervereguin fut l'ancien conseiller familial du général Pétain.

e Ancien président de la Saint-Cyrienne, le général Jean-Louis-Alain Touzet du Vigier fut l'un des premiers adhérents de l'Union pour le salut et le renouveau de l'Algérie française (USRAF), fondée par l'ancien gouverneur Jacques Soustelle.

f Paul Auphan fut secrétaire à la Marine du régime de Vichy et condamné aux travaux forcés à perpétuité en 1946.

g Maréchal de France, Alphonse Juin commanda les forces atlantiques du secteur Centre-Europe de 1953 à 1956.

h Le capitaine de chasse Gérard de Cathelineau, descendant du chef chouan du même nom, est un ancien d'Indochine promu en Algérie, où il monta plusieurs cellules de la Cité catholique.

i François Le Pivain, *alias* Cap, fils d'amiral, désertera de l'armée pour rejoindre l'OAS, où il sera un proche de Roger Degueldre, le chef des commandos Delta. Le n° 116 de *Verbe*, de décembre 1960, a publié une lettre de François Le Pivain sur « Le rôle et la mission de l'armée ».

Tandis que la Cité catholique ne cesse d'étendre son influence au sein de l'armée française, Jean Ousset décide de s'implanter à l'étranger, en créant, dès 1958, des « organisations sœurs », tout d'abord en Argentine, où la naissance de la Ciudad católica est officiellement annoncée dans *Verbe* de juillet-août 1958. C'est ainsi, confirme Raphaëlle de Neuville, que le père Georges Grasset rejoindra Buenos Aires, en 1962, pour fonder *El Verbo* et organiser, comme on le verra, la fuite de ses protégés de l'OAS. En attendant, la Cité catholique s'implante aussi au Maroc, en Espagne[a], au Canada, en Suisse, en Belgique et en Italie. De sorte qu'en juillet 1959, à Bourges, son congrès annuel réunit quelque 1 200 délégués, avec des délégations venues d'Europe, d'Afrique et d'Amérique.

La Cité catholique justifie l'usage de la torture en Algérie

Il n'est qu'à lire Raphaëlle de Neuville pour mesurer l'influence de la Cité catholique sur les officiers alors en poste en Algérie[b], et notamment sur les « spécialistes de l'action psychologique du 5ᵉ bureau » : « Des réunions ont lieu autour de Jean Ousset aux Missions étrangères à Paris, rue du Bac, écrit-elle, auxquelles participent : le colonel Gardes[c], abonné à *Verbe* depuis son séjour au Maroc, le colonel Château-Jobert[d], le colonel Goussault, le colonel Feaugas[e], le commandant Cogniet[f]... Tous s'intéressent au travail de Jean Ousset parce qu'il a analysé les mécanismes de la subversion et l'essence du "tour d'esprit" révolutionnaire d'une part, et parce qu'il a élaboré une doctrine de l'action, d'autre part[23]. »

Par un hasard des plus curieux, que rapporte Raphaëlle de Neuville mais sur lequel elle ne s'étend pas, Jean Ousset, accompagné de l'amiral de Penfentenyo, débarque à Alger le 12 mai 1958, à la veille du « complot du 13 mai » (voir chapitre précédent). Il y reste jusqu'au 20 mai. Qu'a-t-il fait pendant son séjour ? Mystère. Mais il est certain que *Verbe* appuie sans détour la guerre contre-révolutionnaire menée par l'armée française : « Il est essentiel que les combattants français en Algérie sachent bien que la guerre qu'ils livrent actuellement est une guerre juste », écrit la revue dans un supplément daté du 12 janvier 1959. « Il faut qu'ils sachent qu'ils sont les défenseurs avancés des biens les plus précieux de l'homme (et pas seulement de la France)... Notre choix est fait. En luttant contre la rébellion en Algérie, nous avons conscience d'être à l'avant-garde du combat contre le mouvement révolutionnaire mondial, de remplir notre devoir de Français et de chrétiens, et de servir l'humanité tout entière. »

La Cité catholique ne se contente pas de soutenir les « combattants de la liberté » en leur fournissant un support idéologique, elle défend aussi l'usage de la torture à travers les articles d'un mystérieux « Cornelius », dont l'identité n'est pas révélée, mais qui peut très bien être Jean Ousset lui-même. C'est ainsi que *Verbe* publie, en février 1959, au temps fort du « plan Challe », un recueil des articles publiés par Cornelius depuis 1957[24]. Ainsi réunis, ils constituent un véritable « prêt à penser » doctrinal légitimant cette « peine médicinale » que représente la torture, dont l'application découle de la nécessité de substituer à des institutions en crise un pouvoir militaire seul apte à restaurer l'autorité perdue de l'État, au besoin par l'exercice de la violence.

« Nos institutions juridiques sont anachroniques, en face d'une subversion organisée, généralisée, s'attaquant systématiquement à l'ensemble de la population, écrit Cornelius. Les témoignages abondent, de grands chefs ou de jeunes officiers, qui montrent que très souvent les différents échelons de la hiérarchie militaires sont obligés de se substituer à un appareil judiciaire insuffisant ou inadapté. [...] Remarquons que lorsque l'État lui-même est défaillant, le ou les corps qui assurent les fonctions pacificatrices peuvent recevoir mission de lui, puisqu'il n'est pas en mesure de faire face aux besoins de la paix. »

S'appuyant sur une lecture orientée de saint Thomas pour qui, dit Cornelius, la « véritable charité » consiste à « préférer éviter le mal plutôt que d'avoir à le punir », l'auteur de *Verbe* justifie alors purement et simplement l'usage de la torture : « Un coupable peut être condamné à une peine, c'est-à-dire à une souffrance, et cela non seulement à titre de juste châtiment – peine vindicative – mais encore pour l'utilité commune et immédiate – peine médicinale – qui est de procurer des renseignements indispensables à la protection du bien commun, lorsqu'il n'est pratiquement pas possible de déjouer autrement les projets qui menacent ce bien commun : cas très fréquent en période de guerre révolutionnaire. »

Comme le note Gabriel Périès, les théoriciens de la Cité catholique puisent dans l'appareil doctrinal de l'Inquisition pour justifier l'usage de la

---

a Soutenue par le prince Xavier de Bourbon-Parme, la Cité catholique espagnole organise son premier congrès en 1961, tandis que paraissent en espagnol *Pour qu'Il règne* et *Le Marxisme-Léninisme*.

b « J'ai eu l'occasion d'effectuer, ces derniers temps, diverses missions dans des secteurs très différents... Et c'est un fait que *Verbe* est connu et commenté dans bien des popotes », écrit un capitaine ayant servi en Algérie, dans *Verbe*, nº 106, novembre 1959.

c Chef du 5ᵉ bureau au moment des barricades (voir chapitre précédent), Jean Gardes avait succédé au colonel Goussault, rappelé en métropole en novembre 1958.

d Surnommé, on l'a vu, « Conan », Pierre Château-Jobert sera l'un des chefs de l'OAS.

e Survivant de la bataille de la RC4, le colonel Feaugas a été le commandant en second du Centre d'instruction de la pacification et de la contre-guérilla d'Arzew (voir *supra*, chapitres 5 et 8).

f Le commandant Cogniet a été l'adjoint de Jean Gardes au 5ᵉ bureau d'Alger.

« question » : « Le militaire atteint, théologiquement, la "véritable charité" thomiste, écrit le sociologue, en faisant de la souffrance infligée, et ressentie par le suspect, l'instrument de la rédemption de celui-ci, donc de sa culpabilité [25]. » La référence aux principes inquisitoires de l'Église catholique sera aussi le fait, nous le verrons, des tortionnaires argentins, qui n'hésiteront pas à torturer leurs victimes en brandissant la croix du Christ...

À l'époque, les articles de Cornelius ne passent pas inaperçus : dès décembre 1958, le révérend père Leblond, dans la revue *Études*, met en cause la Cité catholique au motif qu'elle justifierait la torture en Algérie. Un mois plus tard, Jean Ousset répond point par point au jésuite pour défendre le mystérieux auteur [26]. Puis c'est au tour de *France-Observateur* [27], de *L'Humanité* [28], de *L'Express* [29] et, enfin, de la revue *Esprit* qui stigmatise la Cité catholique dans un article intitulé « L'intégrisme et le national-catholicisme [30] ». Face aux attaques, Jean Ousset demande une audience au pape Jean XXIII, qui le reçoit le 16 février 1959...

La croisade anticommuniste de Georges Sauge

« La Cité catholique n'a pas eu à noyauter l'armée, elle a trouvé dans l'armée des officiers qui avaient cette prédisposition profonde pour l'ordre, elle n'a eu qu'à les rassembler, c'est je crois ce qui explique la puissance de la Cité à cette époque », explique Georges Sauge, dans une interview accordée au journaliste Frédéric Laurent [31]. L'homme sait de quoi il parle : né en 1920, cet ancien militant des Jeunesses communistes se convertit au catholicisme, avant de rejoindre les rangs de l'intégrisme le plus radical [a]. En 1946, il fonde le bimensuel *L'Homme nouveau*, pour « lutter contre l'infiltration marxiste dans les milieux catholiques ». En 1956, ce « catholique de choc » qui « déclara la guerre sainte aux communistes [32] » crée un outil pour sa croisade : le Centre d'études supérieures de psychologie sociale (CESPS), grâce auquel il multiplie les conférences dans les instituts militaires, comme Polytechnique ou l'École supérieure de guerre.

C'est ainsi qu'il organise, le 30 avril 1959, un prestigieux dîner-débat, auquel sont conviés, entre autres, l'éternel général Chassin, mais aussi le général Edmond Jouhaud, alors chef d'état-major de l'armée de l'air et futur putschiste. Devant un parterre d'officiers de haut rang, Sauge tient une conférence intitulée « L'armée face à la guerre psychologique », dont le texte est reproduit dans *La Saint-Cyrienne*, l'organe de l'association des anciens élèves de la prestigieuse école [33]. Faisant référence aux événements du 13 mai 1958,

a Lors de la « semaine des barricades », en janvier 1960, Georges Sauge est placé en garde à vue, avec Jean-Marie Le Pen. En 1971, il rejoint... le Parti socialiste, lors du congrès d'Épinay. Proche de Charles Hernu, il entre dans la commission armée du PS.

il n'hésite pas à déclarer : « Ces jours qui ébranlèrent Alger peuvent amorcer un mouvement que l'histoire retiendra comme une signification providentielle en faveur des Francs et de leur mission civilisatrice au service de Dieu », avant d'ajouter : « Les militaires représentent [...] la vérité, la grandeur, la puissance de notre patrie, qu'ils protègent dans le dernier verrou de la liberté : la dignité de l'homme sur la terre d'Afrique. »

En novembre 1959, Georges Sauge, dont les affinités avec la Cité catholique sont de notoriété publique, crée les Comités civiques pour l'ordre chrétien, avec l'ambition de les implanter un peu partout en France, et surtout en Algérie. Lors du lancement officiel, il réunit les combattants anticommunistes les plus en vue : Pierre Poujade, Jean-Marie Le Pen, le docteur Bernard Lefèvre [a] ou Jacques Isorni, qui fut l'avocat du maréchal Pétain. À la fin de la soirée, l'assistance est invitée à prêter serment : « À l'heure où notre pays est une île battue par les flots montants de la haine et de l'imposture,

« Conscient de la nécessité pour chacun de nous d'être un croisé qui défend les valeurs chrétiennes de la civilisation dont nous sommes les héritiers et la tradition de notre patrie, gage de sa liberté et de la nôtre,

« Je m'engage :

– à étudier les ruses de la subversion afin d'être en mesure de les déjouer et de la dénoncer, [...]

– à joindre mes efforts à tous ceux, d'où qu'ils viennent, qui, ayant mesuré comme moi la grandeur du péril, sont résolus à le conjurer [34]. »

Les deux mamelles de la « doctrine française »

Au moment où se prépare le putsch d'Alger, la « doctrine française » est enfin prête : d'un côté, un outil pratique, constitué de méthodes de guerre contre-révolutionnaire que la bataille d'Alger a permis d'éprouver ; de l'autre, une idéologie, le national-catholicisme, élaboré principalement par Jean Ousset et Georges Sauge, qui apporte une justification théorique aux nouvelles pratiques militaires. « La logique de la guerre révolutionnaire, ce n'est pas la guerre en soi, confirme Georges Sauge, mais le discours politique et idéologique qui la sous-tend ; or la guerre contre-révolutionnaire que ces officiers avaient conçue n'avait pas de logique ni de support idéologique [35]. » De fait, conscients que « l'élaboration d'une doctrine contre-révolutionnaire passe par la réflexion sur les racines spirituelles de l'Occident et de la foi

a Après le putsch d'avril 1961, le docteur Lefèvre est incarcéré à la prison de la Santé. Il y rédige *L'Occident en péril* (Nouvelles Éditions latines, Paris, 1961), dans lequel il présente Hitler et Mussolini comme les « sauveurs du péril rouge » et du « cauchemar bolchevique »...

chrétienne, commentent les historiens Paul et Marie-Catherine Villatoux, certains officiers, sous la pression d'activistes civils, basculent dans l'intégrisme catholique où ils puisent les bases d'une idéologie capable de donner la réplique à la propagande subversive de l'ennemi [36] ».

Cette interprétation est partagée par l'Américain John S. Ambler, lequel, analysant l'idéologie qui sous-tend ce qu'il appelle la *French school*, y distingue trois courants confluents : des auteurs avec des idéaux démocratiques et vaguement chrétiens qui mettent l'accent sur la renaissance du patriotisme ; le « national-catholicisme », véhiculé notamment par la Cité catholique ; et le « national-communisme » (version plus radicale, à ses yeux, du national-socialisme), représenté par les colonels Argoud et Trinquier [37].

En Algérie, la diffusion du versant idéologique de la doctrine contre-révolutionnaire est principalement assurée par les officiers du 5e bureau de la 10e région militaire, pour qui la revue *Verbe* est devenue le support théorique de référence, et qui n'hésitent plus à faire de « dangereuses incursions dans le domaine de la prise de décision politique [38] ». Sous la houlette du colonel Gardes et de son adjoint le commandant Cogniet, qui sont, nous l'avons vu, deux membres actifs de la Cité catholique, le 5e bureau entretient de plus en plus ouvertement des liaisons dangereuses avec l'extrême droite locale ou métropolitaine, à laquelle la guerre d'Algérie a permis de sortir de l'isolement où elle végétait depuis la Libération.

C'est ainsi que dans la mouvance des milieux adeptes de la guerre révolutionnaire se trament une multitude de complots ultranationalistes, voire carrément fascistes, comme l'organisation du « Grand O » qui, se voulant le calque inversé de la franc-maçonnerie, agglutine une kyrielle de personnages tous liés à l'élaboration de la « doctrine française », que ce soit à travers l'École supérieure de guerre, la Cité catholique ou l'ACUF, l'Association des anciens combattants de l'Union française. Conçu par le mystérieux docteur Félix Martin [a], le « Grand O » rassemble, en vrac, le général Cherrière, l'ancien commandant en chef en Algérie (*alias* Grand A), l'incontournable général Chassin (*alias* Grand B), mais aussi Yves Gignac, le fondateur de l'ACUF, ou, pour ne citer que les personnages que nous avons croisés, le capitaine de corvette Jean Joba, conférencier phare de l'École supérieure de guerre, le colon et « soldat du Christ-Roi » Robert Martel, bien connu de Jean Ousset et du « moine-soldat » Georges Grasset, le général Lecomte, directeur de l'ESG, ou le colonel Thomazo, patron des Unités territoriales en Algérie.

Au moment, où la « doctrine française » devient la coqueluche des académies militaires internationales, tout ce beau monde s'active en préparant le « grand jour »...

a Ancien militant de l'Action française, le docteur Martin, *alias* Bib, fut le créateur du 2e bureau au sein de la Cagoule, qui domine le renseignement pendant le régime de Vichy (voir Pierre Péan, *Le Mystérieux Docteur Martin, 1895-1969*, *op. cit.*).

12

Un produit « made in France »

Un général argentin à Paris

Jeudi 24 avril 2003, 16 heures. Quand le général Alcides López Aufranc m'aperçoit dans le hall de son hôtel parisien, son visage se fige dans un rictus nerveux : « Bonjour général... Vous aviez de nouveau oublié notre rendez-vous ?

– Je suis désolé, bredouille l'officier argentin, rouge comme une pivoine, vous savez à mon âge, on a la mémoire qui flanche... »

Une semaine plus tôt, après des semaines de recherche têtue, j'avais réussi à me procurer le téléphone, à Buenos Aires, du vieux militaire qui, comme tous les généraux ayant trempé de près ou de loin dans la dictature sanglante du général Videla de 1976, sont inscrits sur liste rouge, quand ils ne changent pas de numéro plusieurs fois par an : « Nous devons nous protéger, m'avait expliqué alors le général López Aufranc, car certains ont du mal à tourner la page... »

« Certains », ce sont notamment les membres de l'association HIJOS (en français les « fils »), enfants de disparus [a], qui continuent de se battre contre l'impunité des généraux tortionnaires. L'une de leurs actions favorites consiste précisément à localiser l'adresse et le téléphone des anciens dirigeants de la junte militaire pour les harceler dans leur quartier lors de manifestations populaires qui les contraignent finalement à déménager. Dans le

a Selon les sources, la dictature argentine a fait entre 20 000 et 30 000 disparus, de 1976 à 1982.

jargon des organisations des droits de l'homme argentines, on appelle cela un *escrache*.

Bien sûr, je compatis avec le général López Aufranc, car officiellement je suis une historienne d'extrême droite, qui réalise un documentaire sur l'histoire de la guerre antisubversive de l'Indochine à nos jours. Un sujet, lui expliquai-je, qui me tient particulièrement à cœur, car je suis très inquiète de l'évolution du terrorisme international, sous la férule de Ben Laden. « C'est vrai que la guerre subversive est plus que jamais à l'ordre du jour, me dit López Aufranc, on devrait ressortir les enseignements des Français... »

Nous voici au cœur du sujet. Si j'ai cherché à joindre le général argentin, c'est justement parce qu'il fut, on l'a vu, l'un des élèves étrangers de l'École supérieure de guerre de Paris, où il étudia de 1957 à 1959. Je sais aussi de lui qu'il joua un rôle funeste lors de la dictature militaire : alors retraité de l'armée [a], il est nommé à la tête de l'entreprise sidérurgique Acindar [b], en remplacement de l'industriel José Alfredo Martínez de Hoz, promu ministre de l'Économie. Au début d'avril 1976, quelques jours après le coup d'État militaire, López Aufranc est invité à une réception organisée par les représentants de la Banque internationale de développement. A aussi été convié Emilio Mignone, le président du Centro de estudios legales y sociales, un défenseur infatigable des droits de l'homme, qui ne sait pas encore le travail incommensurable qui l'attend...

« Lors de la rencontre, racontera-t-il bien plus tard, il y avait principalement des fonctionnaires de la nouvelle administration, la plupart en uniforme, que je ne connaissais pas. C'est ainsi que j'ai aperçu un ami, l'économiste Carlos Brignone, et que je me suis approché de lui. Il m'a présenté son interlocuteur : Walter Klein, le père du numéro deux du ministère de l'Économie. Nous étions près de la porte. C'est alors que nous vîmes entrer, exubérant, le général Alcides López Aufranc. [...] Il s'est approché de notre groupe et nous a salués. Klein l'a félicité pour sa nomination, en lui disant : "Là-bas il fallait un homme énergique comme vous !" López a souri, ravi. Puis la conversation s'est orientée sur les rumeurs d'une possible grève dans le secteur, Klein signalant qu'il avait entendu dire que vingt-trois syndicalistes avaient été arrêtés. Le général, croyant que je faisais aussi partie de la bande près du pouvoir, a répondu pour le tranquilliser : "Ne t'en fais pas, Walter, ils sont tous sous terre [1]..." »

a Après avoir dirigé le 3e corps d'armée, Alcides López Aufranc sera promu chef d'état-major de l'armée de terre, fonction qu'il occupera jusqu'à sa retraite en 1973.

b Installée à Villa Constitución, à l'embouchure du fleuve Paraná, Acindar est une filiale de la multinationale américaine US Steel, dirigée depuis 1973 par Martínez de Hoz qui en est aussi l'actionnaire principal.

« Est-ce que nous pourrions nous rencontrer, général, pour parler de votre expérience à l'École supérieure de guerre ?

– Pourquoi pas... Je pars demain pour une semaine de vacances à Paris, avec mes enfants et petits-enfants...

– Formidable ! Nous pourrions faire l'interview dans l'École même...

– J'en serais ravi, ça fait près de quarante-cinq ans que je n'y suis pas retourné... »

C'est ainsi que – pur miracle – López Aufranc me donne rendez-vous à l'hôtel Élysées-Ponthieu, une première fois, le mardi 22 avril à 11 heures. J'y suis, avec mon équipe de tournage, mais lui n'est pas là. En fin de journée, je l'appelle au téléphone et il me donne un nouveau rendez-vous pour le jeudi, à 10 heures. Nouveau lapin. C'est là que je décide de « camper » à l'hôtel, jusqu'à ce qu'il arrive... Malgré sa mine déconfite, il accepte de me suivre à l'ESG, où j'ai déjà négocié l'autorisation de tournage dans la magnifique bibliothèque de l'École militaire. Droit comme un « i » et lèvres pincées, il répond, enfin, à mes questions : « Comment êtes-vous devenu élève dans cette vénérable institution ?

– À l'époque, j'étais lieutenant-colonel, me répond Alcides López Aufranc, en se détendant quelque peu. À l'état-major argentin, nous avions entendu parler de la doctrine française, alors très à la mode. C'est comme cela que j'ai été sélectionné pour me former à la guerre contre-révolutionnaire.

– C'était un sujet important à l'ESG ?

– Les professeurs ne parlaient que de cela ! Et pour moi, c'était quelque chose de complètement nouveau. En Amérique latine, nous ne connaissions pas encore ce genre de problème. Il y avait des luttes politiques parfois violentes, mais pas de type subversif, car le Parti communiste n'avait pas commencé son travail d'infiltration. Nous ne connaissions pas l'importance de la population dans ce genre de guerre. Pour nous, il n'y avait que la guerre classique, avec l'infanterie, le fusil, les chars, les canons, mais jamais nous n'avions imaginé un ennemi qui tue avec un couteau ou qui étrangle avec une corde. Ici, j'ai beaucoup appris. Avec le sang, on apprend beaucoup...

– Mais, s'il n'y avait pas de subversion en Argentine, pourquoi l'armée s'intéressait-elle à la guerre contre-révolutionnaire ?

– Parce que nous étions persuadés que la Troisième Guerre mondiale était imminente et que l'Union soviétique allait essayer d'ouvrir un front sur le territoire argentin... C'est grâce à l'enseignement des Français que j'ai compris que l'ennemi pouvait être le peuple et que pour gagner la guerre, il fallait conquérir les esprits.

– Est-ce que vous êtes allé en Algérie ?

– Oui ! Pendant un mois ! Après les événements du 13 mai 1958, la 71e promotion de l'ESG, à laquelle j'appartenais, a été envoyée en Algérie pour

renforcer les états-majors dans une nouvelle division, créée pour diriger l'action psychologique. »

C'est ainsi, comme nous l'avons vu, que la 71e promotion réalise un rapport, au terme de son séjour en Algérie, principalement axé sur « Le renseignement dans la guerre antisubversive ».

« C'est en Algérie que vous avez découvert l'importance du renseignement dans ce type de guerre ?

– Oui, bredouille López Aufranc, que le sujet manifestement indispose. Disons qu'il faut essayer d'infiltrer... D'avoir des gens dans la maison de l'adversaire, ce qui n'est pas toujours facile...

– Et puis, il faut savoir mener des interrogatoires ?

– C'est ça...

– Tout cela vous a servi, ensuite, dans les années 1970 ?

– Madame, je crois que l'entretien a assez duré ! interrompt le général d'une voix sèche.

Juste une dernière question : vous avez connu le père Georges Grasset ?

– Oui, très bien !

– Il était l'un des piliers de la Cité catholique argentine, n'est-ce pas ?

– Madame, je vous remercie », dit le général en se levant...

Je n'insisterai pas. À l'époque, j'essaie de contacter les principaux responsables de la junte de Videla, et je ne veux pas me griller auprès de l'un de leurs proches...

Les débuts de la transmission internationale

L'histoire du général López Aufranc est exemplaire d'une évolution qui culmine en 1956, année où la théorie de la guerre révolutionnaire atteint son apogée. Se voulant une réponse concrète aux menaces universelles qu'engendre la guerre froide, la « doctrine française » acquiert d'emblée une dimension transnationale, qui attire les états-majors occidentaux. Pour preuve, le pourcentage d'étrangers à l'ESG [a], qui enregistre une progression fulgurante : alors qu'il n'était que de 8,8 % pour la promotion 66 (1952-1954), il grimpe à 22,6 % pour la promotion 70 (1956-1958) et à 20,2 % pour la promotion suivante (1957-1959), celle de López Aufranc.

Si la proportion des stagiaires étrangers sur la période de 1951 à 1962 est en moyenne de 16,8 %, soit 167 étrangers sur 993 élèves, le pourcentage connaît indéniablement un pic en 1956-1958, pour décroître ensuite progressivement. De même, ainsi qu'il ressort des tableaux d'effectifs conservés dans

a Il faut préciser que l'ESG ne forme que des officiers supérieurs, qui ont au minimum le grade de capitaine.

les archives de l'ESG, parmi les étudiants étrangers, l'Amérique latine est largement représentée depuis 1951 : elle totalise 45,05 % des officiers extra-européens (hors les États-Unis, qui sont inclus dans Europe), et est située bien avant le Maghreb, l'Asie ou l'Afrique. Avec, en tête, le Brésil (24,4 % des stagiaires latino-américains), puis l'Argentine (22 %), le Venezuela (17,1 %) et le Chili (9,8 %), quatre pays alors dirigés par des militaires [a]. À noter aussi que l'Iran du dictateur Mohamed Reza Pahlavi envoie neuf stagiaires dans la période et Israël huit, tandis que le seul Africain est un... Sud-Africain [b].

Au total, trente-cinq nationalités sont représentées à l'ESG, preuve s'il en était besoin que « la France dispose d'une excellente image de marque dans la fabrication et la diffusion du savoir militaire », comme le souligne le sociologue Gabriel Périès, qui ajoute : « Plus de 60 % des pays dont proviennent les stagiaires qui vont non seulement recevoir la doctrine, mais parfois participer à sa synthèse, relèvent de nations dans lesquelles l'institution militaire, a joué, joue ou jouera dans un futur proche, un rôle tout à fait déterminant dans la gestion et le contrôle du pouvoir politique [2]. »

Dans le même temps, plusieurs officiers étrangers effectuent en Algérie des « voyages d'information » ou des « stages de formation », ainsi que l'attestent plusieurs documents que j'ai retrouvés dans les archives du SHAT. C'est ainsi que, du 29 juillet au 4 août 1957, en pleine bataille d'Alger, neuf attachés militaires auprès des représentations diplomatiques à Paris et quatre stagiaires de l'ESG sont pris en charge, à Alger, par le 5e bureau [c]. De même, le 28 septembre 1959, le colonel Gardes, patron du 5e bureau, est chargé d'organiser le séjour en Algérie du colonel divisionnaire Montfort, de l'armée suisse, « considéré comme le spécialiste suisse de la guerre révolutionnaire », selon les termes du document du SHAT, classé « ultra-secret ».

Mais c'est surtout au Centre d'instruction à la pacification et à la contre-guérilla (CIPCG) d'Arzew, dont nous avons déjà parlé, que s'effectue *in situ* la transmission internationale de la doctrine de la guerre révolutionnaire. En décembre 1958, cinq officiers du Congo belge [d] suivent un stage de quinze

a Au Brésil, le dictateur Getulio Vargas meurt en 1954. En Argentine, un coup d'État renverse, en 1955, le général Perón. Au Venezuela, le général Marcos Perez Jimenez dirige le pays de 1952 à 1958, tandis qu'au Chili le général Carlos Ibañez détient le pouvoir au cours de la même période.

b La Grande-Bretagne et les États-Unis représentent 26,3 % des effectifs de stagiaires de la zone occidentale-européenne de la période. Tous ces chiffres proviennent de la thèse de Gabriel Périès, *De l'action militaire à l'action politique*, *op. cit.*, pp. 700-702.

c Il s'agit des colonels Garcia Mira et Arribeau (Argentine), du commandant Hugo Acevedo (Chili), du colonel Nogueira (Brésil), du colonel Dafonseca (Portugal), du général Amini (Iran), du lieutenant-colonel Tursan (Turquie), du colonel Lago et du lieutenant-colonel Larrinagua (Espagne).

d Il s'agit des majors Delguste, Jacques Dargent et Louis Marlière, du commandant Emmanuel Kervyn de Meerendre et du capitaine Gransard.

jours au CIPCG, au moment où Patrice Lumumba entame son combat pour libérer le Congo de sa tutelle belge. « Personnes à prévenir en cas d'accident : le ministère du Congo belge, à Bruxelles », précise le document du SHAT. Un peu plus tard, le 4 avril 1959, un courrier du Commandement des forces terrestres en Algérie confirme la venue à Arzew des colonels Nishry et Narkiss, deux « attachés militaires d'Israël à Paris », spécialement intéressés par un « cours d'action psychologique ».

À l'instar de la Belgique, qui voit d'un mauvais œil les velléités d'émancipation de sa colonie africaine, le Portugal envoie régulièrement des officiers se former au CIPCG d'Arzew, pour apprendre à mater les mouvements indépendantistes en Angola et au Mozambique. Et, pas l'ombre d'un doute, le courant passe entre les officiers portugais et leurs instructeurs français : « Nous comprenons, nous sentons, nous vivons votre drame, et nous le comprenons parce que, comme vous, nous sommes occidentaux et ce drame est le combat, la lutte pour défendre notre civilisation spirituelle, chrétienne et latine contre le matérialisme grossier du communisme », écrivent six officiers portugais en formation [a] dans une lettre au général Maurice Challe transmise par le colonel Gardes, le 2 juillet 1959. Quatre mois plus tôt, un autre contingent d'officiers portugais, en « garnison au Mozambique et en Angola », avait suivi au CIPCG un « cours de pacification et anti-guérilla [3] ».

Vivant alors sous le joug du dictateur Antonio de Oliveira Salazar [b], le Portugal manifeste un engouement tel pour l'expérience des Français qu'il décide de créer sa propre école de guerre antisubversive, s'inspirant du CIPCG mais aussi de l'école Jeanne-d'Arc du colonel Bigeard. « Le ministère de la Défense du Portugal a chargé le commandant Helmes de Oliveira, ancien chef d'état-major à Goa, de créer à Lisbonne une école de guérilla comportant un enseignement approprié de lutte contre la guerre révolutionnaire et subversive », écrit un officier du nom de Béret, attaché au ministère de la Défense nationale, le 26 avril 1958. Pour cela, les officiers portugais « appelés à devenir instructeurs de la future école portugaise » participeront à un « stage de trois mois comprenant un séjour au centre de guérilla d'Arzew ainsi qu'au centre de guerre subversive de Jeanne-d'Arc [4] ».

Un autre document du SHAT confirme, s'il en était besoin, l'intérêt particulier que portent les Portugais à la bataille d'Alger et à ses méthodes : en octobre 1958, un courrier transmis à la 10ᵉ division militaire par le

a Il s'agit des capitaines Luz de Almeida et Antonio Vaz Antunes, des commandants Norres Igreja, João Imaginario et Hermes de Oliveira, et du lieutenant Aquilino Cil Miranda (document SHAT). Sur la confluence de vues entre les officiers français et portugais, voir Jean-Claude Racinet, *Les Capitaines d'avril*, France-Empire, Paris, 1976.

b Arrivé au pouvoir en 1931, Salazar laissera la place en 1968, pour des raisons de santé, à Marcelo Caetano, lequel sera évincé, le 25 avril 1974, par un coup d'État d'officiers progressistes qui entament la « révolution des œillets ».

lieutenant-colonel Buchoud, commandant le centre d'entraînement de Jeanne-d'Arc, et confirmant la venue prochaine des officiers portugais, commence par un en-tête sans ambiguïtés, avec, en haut à gauche : « Dossier "Bataille d'Alger"/La recherche du renseignement/Tactique et interrogatoire [5]. »

Le futur chef de l'école portugaise est un vrai spécialiste de la guerre antisubversive formé « à la française », ainsi que le prouve la courte note biographique qui accompagne son ouvrage *La Guerre révolutionnaire*, publié au Brésil en 1960, quatre ans avant le coup d'État qui portera au pouvoir le général Castelo Branco : « Colonel Hermes de Araujo de Oliveira, officier supérieur d'état-major de l'armée portugaise. Réalise un stage de pacification et de contre-guérilla au CIPCG en Algérie, stages de guerre subversive en France, de guérilla et de contre-guérilla à Bayonne et en Corse. Récompensé de la Légion d'honneur pour ses missions spéciales au sein des Forces armées françaises en Algérie, entre 1958 et 1959. Affecté, ensuite, au Mozambique. »

La greffe argentine

« Le commandement de l'armée argentine a fait connaître son désir d'organiser fin 1958 un voyage de fin d'études en Europe et en Afrique pour soixante officiers de l'École supérieure de guerre argentine : le séjour se déroulera en France, en Italie, en Espagne, à Dakar et en Algérie », écrit, le 3 septembre 1958, le directeur de cabinet du général De Gaulle au ministre des Affaires étrangères. Une semaine plus tard, un autre document – que j'ai retrouvé dans les archives du Quai d'Orsay – confirme l'approbation par Pierre Guillaumat, ministre de la Défense, du périple des cadets argentins, dont l'escapade algérienne est prévue du 17 au 19 décembre 1958, au moment où le plan Challe bat son plein.

Car, en Argentine, la greffe française prend rapidement, sous la houlette du colonel Carlos Rosas, élève de l'ESG à Paris de 1953 à 1955 avant de devenir sous-directeur de l'École supérieure de guerre de Buenos Aires. Francophile, cet officier avait été envoyé en France par le général Juan Domingo Perón pour acheter du matériel militaire, dans le but de court-circuiter l'influence des Américains, qui commencent alors à jeter leur dévolu sur leur « arrière-cour » latino-américaine.

C'est ainsi que Rosas découvre la guerre révolutionnaire et qu'il s'emploie à convertir son état-major au nouveau credo militaire : « L'armée argentine est en pleine réorganisation, note ainsi avec plaisir le colonel A. R. Bernard, attaché militaire naval et de l'air auprès de l'ambassade de France. Et il est intéressant de noter que quelques-uns de ses membres les plus influents se tournent vers la France pour y prendre des idées, voire des modèles. » Et de

conclure, en soulignant « l'action du colonel Rosas, récemment breveté chez nous, qui se propose de restructurer l'École supérieure de guerre suivant des normes françaises [6] ».

Au même moment, son collègue à l'ambassade, le colonel François Serralta, un fervent partisan du rapprochement entre Paris et Buenos Aires, se réjouit à sa manière de l'enthousiasme que suscite alors l'armée française dans ce pays latino-américain : « En circulant dans les principales villes d'Argentine, le regard est fréquemment attiré par d'immenses panneaux figurant un magnifique légionnaire en uniforme français. Il s'agit de la publicité de la marque locale de lames de rasoir "Legión extranjera" qui effectue ainsi involontairement une propagande indirecte pour la L. E... Le nombre de candidats pourrait atteindre annuellement la centaine [7]. »

Profitant d'un contexte favorable, le colonel Rosas convainc la direction de l'ESG argentine de créer un cycle d'études baptisé « La guerre révolutionnaire communiste », et d'envoyer des officiers se former à Paris [a].

Parmi eux, il y a les lieutenants-colonels Pedro Tibiletti et Cándido Hure, promus directeur et directeur adjoint de l'ESG de Buenos Aires en 1960, le lieutenant-colonel Manrique Miguel Mom qui jouera bientôt, on le verra, un rôle essentiel dans la relation avec les Français, et bien sûr Alcides López Aufranc. Celui-ci, dès son retour de Paris, a publié un article dans la revue de l'ESG, intitulé « La guerre révolutionnaire en Algérie [8] ».

À l'évidence, le brillant officier argentin a parfaitement assimilé la leçon, allant même jusqu'à opérer une distinction subtile entre la « guerre subversive », qui est, dit-il, une « manière de faire la guerre aussi ancienne que la guerre elle-même, à laquelle on a recours quand on ne peut affronter ouvertement les forces régulières de l'ennemi », et la « guerre révolutionnaire », qu'il définit comme une « doctrine de guerre, élaborée par les techniciens marxistes-léninistes pour s'emparer du pouvoir grâce au contrôle physique et psychologique des populations, en s'appuyant sur une mystique et un processus déterminé ». C'est pourquoi, poursuit López Aufranc, la « guerre subversive » ne vise qu'à créer un « désordre », tandis que, autrement plus grave, la « guerre révolutionnaire » a pour but la « transformation totale de l'organisation de l'État ». D'où la nécessité d'étudier l'expérience de la France dans ce domaine, qui a, conclut-il, « treize ans d'avance » sur tous les autres pays.

a Dans une lettre adressée au ministre des Affaires étrangères, datée du 16 mars 1956, Hervé Alphand, l'ambassadeur de France à Buenos Aires, demande l'admission à l'ESG de Paris de « deux officiers argentins, au lieu d'un seul ».

Les assesseurs militaires français s'installent à Buenos Aires

C'est ainsi que, dès 1957, en pleine bataille d'Alger, arrivent à Buenos Aires, dans la plus grande discrétion, deux spécialistes français de la guerre révolutionnaire : les lieutenants-colonels Patrice de Naurois et Pierre Badie. « Hautement apprécié [9] », leur enseignement est le prélude à un accord secret qui sera signé, en février 1960, entre les gouvernements français et argentin, et qui prévoit la création d'une « mission permanente d'assesseurs militaires français » en Argentine.

J'ai retrouvé dans les archives du Quai d'Orsay le projet de l'accord, envoyé le 29 novembre 1959 par l'ambassadeur de France au ministre des Affaires étrangères : « Le ministre des Armées de la République française mettra à la disposition de l'Armée argentine une mission d'officiers supérieurs de l'Armée française, qui apportera son assistance technique à l'Armée de la république d'Argentine et ses officiers, dans le but d'accroître l'efficacité technique et la préparation de l'Armée argentine », dit notamment le texte, qui précise : « Chaque membre a l'obligation de ne pas divulguer ou révéler, en aucune manière, à un gouvernement étranger ou à n'importe quelle autre personne, les secrets ou questions confidentielles dont il pourra avoir connaissance, comme conséquence naturelle de ses fonctions, [...] étant entendu que cette obligation restera entièrement valable après la fin des fonctions d'assesseur de l'Armée argentine. » Pas un mot sur la spécificité de cette mission militaire, dont on apprend simplement que ses membres – « trois officiers supérieurs du grade de lieutenant-colonel ou colonel » – seront payés par l'armée argentine « 600 dollars par mois », et qu'ils jouiront des « droits et privilèges accordés au personnel diplomatique de l'ambassade de France en Argentine ».

Quand arrive l'heure de signer l'accord, Pierre Messmer vient d'être nommé ministre des Armées. Le 2 mai 1960, le nouveau locataire de la rue Saint-Dominique envoie une lettre à l'ambassadeur Blanquet du Chayla annonçant le voyage du général André Demetz, le chef d'état-major de l'armée de terre, chargé d'« installer la mission militaire française en Argentine ». Évidemment, je contacte celui qui, par-delà la fonction de ministre de la Défense qu'il exerça pendant neuf ans (de février 1960 à avril 1969), est un témoin privilégié de l'histoire que je suis en train de reconstituer.

Pierre Messmer fut d'abord légionnaire quand, gaulliste de la première heure, il est affecté à la 13e demi-brigade de la Légion étrangère, avec laquelle il débarque en Normandie en juin 1944, puis participe à la libération de Paris. Peu de temps après, en août 1945, il est parachuté en Indochine, où il est fait prisonnier par le Viêt-minh, avant de s'évader et de rejoindre la Mission française à Hanoi. Il entame alors une longue carrière dans l'administration de la

France d'outre-mer, qui le conduit principalement en Afrique. Volontaire pour l'Algérie, il combat sous les ordres du colonel Trinquier, qui dirige alors le 3e RPC. Après son long passage au ministère de la Défense, il est nommé Premier ministre sous la présidence de Georges Pompidou, de 1972 à 1974. Quand je le rencontre à Paris, le 16 décembre 2002, il est membre de l'Académie française et chancelier de l'Institut de France. À quatre-vingt-sept ans, cette figure de la politique française conserve une mémoire à toute épreuve.

Ma première question ne concerne pas l'Argentine, mais sa décision, le 11 février 1960, de dissoudre les 5es bureaux qui avaient pourtant largement contribué à la prise de pouvoir de son maître, le général De Gaulle : « J'ai dissous les 5es bureaux parce que je les trouvais nuisibles, m'explique-t-il en me fixant de son regard bleu d'acier, car, au fond d'eux-mêmes, ils étaient partisans de l'Algérie française, ce qui n'était pas la politique du général De Gaulle. De plus, d'un point de vue militaire, je considérais que l'action des 5es bureaux était inadmissible, car elle constituait une véritable hiérarchie parallèle : dans la pratique, le chef du 5es bureau d'un corps d'armée avait pris l'habitude de s'adresser directement au 5es bureau de la division, sans même passer par la hiérarchie normale, c'est-à-dire par le chef d'état-major ou le général. Ce qui bien sûr posait problème... »

En clair : le fonctionnement et l'évolution des 5es bureaux constituaient un danger pour le pouvoir politique dans la mesure où, échappant à son contrôle, ils pouvaient à tout moment se retourner contre lui, en entraînant derrière eux le reste de l'armée sur laquelle ses membres exerçaient une influence idéologique très forte. Du moins le croyaient-ils : le putsch avorté d'avril 1961 constitue une preuve cinglante que leur certitude était infondée. Il faut dire aussi que le rôle de Messmer fut précisément d'écarter d'Algérie, et comme nous allons le voir de France, tous les officiers qui, par leur attachement à la théorie de la guerre révolutionnaire, étaient des factieux en puissance...

– Que pensez-vous de cette théorie de la guerre révolutionnaire ?

– Je crois qu'en elle-même elle n'est pas absurde. Elle dit que l'essentiel dans un conflit n'est pas de conquérir du terrain ou de démolir des objectifs, mais de conquérir l'esprit et l'âme des hommes et des femmes du pays où on se trouve. C'est-à-dire que les objectifs ne sont pas des objectifs matériels, mais politiques. De ce point de vue, la théorie de la guerre révolutionnaire est tout à fait juste. Mais ce qui est vrai, c'est qu'elle est inapplicable lorsqu'il s'agit d'une guerre de décolonisation. Tout simplement parce que quand vous vous adressez à des Jaunes et que vous êtes blanc, quand vous vous adressez à des colonisés et que vous êtes colonisateur, vous ne passez pas. Celui qui passe, c'est celui qui est jaune et qui réclame l'indépendance. C'est évident et c'est ce que n'ont pas compris les théoriciens militaires de la guerre révolutionnaire. C'était une erreur parce que, en réalité, pour eux, la guerre révolutionnaire justifiait le maintien de la colonisation. Alors que nous étions dans une situation où la colonisation n'était plus justifiée... De plus, ils n'ont pas compris qu'un des problèmes essentiels de l'Algérie, c'était l'islam. Vous avez des pages et des pages qui sont écrites par ces théoriciens où le mot "islam", où le mot "musulman" n'est même pas prononcé. C'est-à-dire qu'ils étaient totalement à côté de la plaque ! Donc ils étaient inutiles, c'est pourquoi j'ai dissous les 5es bureaux, qui représentaient la tête de cette théorie.

– Qui a décidé d'envoyer des assesseurs militaires français en Argentine ?

– C'est le général De Gaulle lui-même qui avait décidé qu'il y aurait une mission, sur la proposition du ministre des Affaires étrangères. Cela dit, déjà avant la Seconde Guerre mondiale, les missions militaires françaises en Amérique du Sud étaient assez nombreuses. Il y en avait une au Brésil, en Colombie, au Venezuela. C'était une tradition. Les États-Unis n'avaient pas encore, à ce moment-là, mis la main sur l'instruction et la fourniture de matériel aux armées sud-américaines. Mais en 1960, je pense que l'Argentine était surtout intéressée par l'expérience de la France dans le domaine de la guerre révolutionnaire justement...

– Quel était le profil des militaires de la mission ?

– D'abord, on s'efforçait de recruter des officiers qui parlaient espagnol, ce qui limitait le choix. Et puis, on choisissait ceux qui avaient une expérience correspondant à ce que souhaitaient les Argentins. On n'a pas envoyé des spécialistes de l'arme atomique en Argentine ! »

En clair : ont été sélectionnés des spécialistes de la guerre subversive. D'ailleurs, le ton est donné dès l'acte inaugural de la mission, le 26 mai 1960, qui réunit un aréopage de hauts gradés argentins, en présence du général André Demetz accompagné du capitaine Carron de Carrière, du colonel Philibert et du lieutenant-colonel Henri Grand d'Esnon, tous des anciens d'Indochine ou d'Algérie. C'est à ce dernier qu'est confiée la conférence d'ouverture de la cérémonie. Après une longue recherche, je découvre qu'il est le cousin de Chantal Lacheroy, la seconde épouse du colonel.

C'est ainsi que je joins Henri Grand d'Esnon, quatre-vingt-cinq ans, retiré dans son château d'Esnon, dans l'Yonne : « Vous souvenez-vous de la conférence que vous avez prononcée à Buenos Aires, en mai 1960 ?

– Une conférence ? Non ! j'ai tout oublié, sauf le camp numéro 1 du Viêtminh, dont je suis un rescapé... »

Intitulée sobrement « Guerre subversive », la conférence de l'officier français a été reproduite *in extenso* dans la revue de l'École supérieure de guerre de Buenos Aires. Un texte de vingt-deux pages, où il reprend tous les principes élaborés par son futur cousin par alliance, comme les « hiérarchies parallèles », les cinq phases du « scénario type », ou les caractéristiques de l'« ennemi intérieur », la difficulté étant, précise-t-il, d'« identifier » celui-ci pour l'« extraire du sein de la population ». Intégrant les dernières réflexions

des théoriciens de la guerre révolutionnaire, il préconise une « unité de commandement, qui réunit dans le même individu – civil ou militaire – les pouvoirs civils et militaires, dont la force est précisément qu'il n'y a qu'un seul chef ». Cela permet, conclut-il, la création d'un centre de renseignement qui « coordonne l'activité de tous les services civils et militaires [10] ».

À Buenos Aires, le long travail d'infiltration idéologique a commencé, qui débouchera, seize ans plus tard, sur la dictature la plus sanglante d'Amérique latine...

Mercenaires au Zaïre, à la demande de Pierre Messmer

« En janvier 1961, pratiquement tous les officiers appartenant aux différents bureaux de l'état-major s'étaient portés volontaires pour le Katanga. De mauvaises langues racontent qu'à l'époque le gouvernement aurait donné sa bénédiction, bien trop heureux de se débarrasser ainsi de "brebis galeuses". Seul, le veto *in extremis* du Quai d'Orsay aurait, paraît-il, annulé le départ d'hommes condamnés par leur patrie à l'état de mercenaires. » Voilà ce qu'écrit Paul-Alain Léger, dans ses Mémoires, qui précise que, sollicité pour partir au Katanga, il a refusé, car pour cela il était « contraint de démissionner de l'armée [11] ».

De quoi s'agit-il ? Je plonge alors dans les livres d'histoire avant d'interroger les témoins de cette étrange affaire. Le 30 juin 1960, le Congo belge accède à l'indépendance et Patrice Lumumba est nommé Premier ministre. Dans un discours historique, tenu en présence du roi des Belges Baudouin Ier, il affirme que c'est un « pas vers la libération de tout le continent africain ». Le 18 août, le Conseil de sécurité américain décide de l'éliminer, tandis que les services secrets belges soutiennent Moïse Tschombé qui proclame, fort à propos, douze jours après l'indépendance, la sécession du Katanga, riche province minière de ce qu'on appelle désormais le Zaïre. Appuyé par la CIA, le colonel Joseph-Désiré Mobutu organise un coup d'État. Assigné à résidence, Lumumba s'enfuit, mais il est arrêté et emprisonné. Livré à ses ennemis du Katanga, il est assassiné le 17 janvier 1961. Mobutu, l'homme à la toque de léopard, commence alors une longue carrière de dictateur corrompu, sous l'œil bienveillant de Paris...

Car, bien sûr, dans cette affaire, la France est loin d'être inactive. Excipant d'un accord de 1883, elle revendique le Congo-Kinshasa (Zaïre) lorsque les Belges officiellement s'en retirent. À défaut de l'annexer, elle soutient la rébellion de Moïse Tschombé dans le Katanga, au grand dam de l'ONU, qui a envoyé des troupes pour mettre fin à la sécession. Tandis que le gouvernement du général De Gaulle favorise la montée en puissance du colonel

Mobutu, grâce à l'action clandestine de Jacques Foccart – le comploteur du 13 mai 1958, devenu l'incontournable « Monsieur Afrique » du Général –, des armes sont acheminées par la France [12]. Sur place, les troupes « rebelles » sont encadrées par le colonel... Roger Trinquier, qui dirige une troupe de mercenaires, dont le capitaine Yves de La Bourdonnaye : « Après les barricades, m'explique t-il, j'ai été viré d'Algérie et renvoyé à Pau dans mon régiment d'origine. Je m'ennuyais ferme lorsqu'on m'a proposé de partir au Katanga, pour défendre là-bas nos intérêts...

– Qui concrètement ?

– Oh, moi je n'étais qu'un petit, alors je n'ai eu affaire qu'à un sous-fifre du cabinet de Messmer, tout comme Roger Faulques, le capitaine Eger ou Tony de Saint-Paul [a], qui étaient aussi de la partie. Mais je sais que Trinquier, lui, a eu un entretien personnel avec le ministre des Armées. D'ailleurs, nous avons tous démissionné le même jour de l'armée. »

La Bourdonnaye me remet alors un document émanant de la direction du personnel militaire de l'armée de terre, du 15 février 1961, où est écrit : « Le capitaine d'infanterie de la Monneray de La Bourdonnaye-Montluc Yves, Marie, du centre d'instruction du 18e régiment de chasseurs parachutistes, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à pension de retraite proportionnelle, à compter du 15 février 1961. »

« Pourquoi avez-vous démissionné ?

– Parce que Mesmer nous l'a demandé ! Disons que c'était une manière de protéger le gouvernement français, au cas où notre mission tourne mal...

– Et ensuite ?

– D'abord, nous sommes partis, chacun, avec un joli pactole ! La veille de notre voyage, nous avons eu un rendez-vous dans le sous-sol d'un bistrot, en face du Fouquet's, avenue Georges-V. J'étais avec Faulques et Eger. Un type, dont je n'ai jamais su le nom, nous a remis un gros paquet de billets : 4 000 francs chacun, ce qui, à l'époque, faisait pas mal de pognon ! Apparemment, l'argent venait de l'Union minière du Haut-Katanga... Après, nous avons rejoint la Rhodésie, où des émissaires belges se sont chargés de nous acheminer sur Kolwezi, au Katanga.

– En quoi consistait votre mission ?

– Eh bien, former et encadrer les troupes de Moïse Tschombé pour éviter qu'un gouvernement marxiste s'installe au Zaïre... Disons que nous avons transmis le savoir-faire acquis en Algérie, c'est bien pour cela d'ailleurs que nous avions été choisis...

– Vous n'avez donc pas participé au putsch d'Alger ?

a Roger Faulques, nous l'avons vu, était l'officier de renseignements redouté de la Villa Sésini, à Alger. Quant à Tony de Saint-Paul, il rejoindra l'OAS-Métro après son aventure au Katanga.

– Non ! Je l'ai appris quand nous étions au Katanga, c'est sûr que sinon j'en étais ! Messmer avait bien joué : en nous envoyant en Afrique, il faisait d'une pierre deux coups... »

Sur ce sujet, l'ancien ministre des Armées n'est pas disert. À peine reconnaît-il, au passage, que Trinquier est « devenu mercenaire au Congo belge ». Quand je lui demande si c'était un moyen de se débarrasser d'un certain nombre d'officiers encombrants, il me répond : « Non, je ne pense pas...

– Sincèrement ? »

Suit alors un long silence glacial, qui ne sera interrompu que par ma question suivante...

Les États-Unis réclament des « spécialistes »

Au moment où la France prépare l'expédition de mercenaires au Zaïre, Pierre Messmer est sollicité par Robert McNamara, son homologue américain, qui a eu vent de la « doctrine française ». Le secrétaire à la Défense du président John Fitzgerald Kennedy est alors chargé d'augmenter l'effort militaire au Viêt-nam du Sud, où les États-Unis soutiennent le dictateur Ngô Dinh Diêm, face aux rebelles du Viêt-cong [a].

« Quand les Américains se sont engagés, très progressivement d'ailleurs, dans leur guerre d'Indochine, au début ils ont pensé qu'une intervention militaire classique, avec les moyens matériels terrestres et aériens puissants dont ils disposaient, pouvait résoudre le problème, m'explique Pierre Messmer. Ils ont envoyé d'abord des conseillers militaires, de plus en plus nombreux, et puis des effectifs militaires de plus en plus importants, et ils étaient vraiment persuadés que c'était le moyen de régler la question. À l'époque, j'émettais des doutes, mais McNamara les balayait sans hésiter.

« Au bout de quelque temps, les Américains ont compris que les moyens matériels ne suffisaient pas et qu'ils étaient en face d'adversaires qu'il fallait traiter autrement. C'est là que la théorie de la guerre révolutionnaire les a intéressés. C'est pourquoi ils nous ont demandé des instructeurs pour former les unités avant de les engager au Viêt-nam. Moi-même, au cours d'une visite dans le centre des Forces spéciales à Fort Bragg, j'avais constaté qu'autant leur entraînement physique et tactique était assez bon, autant leur entraînement intellectuel était nul ! Absolument nul ! Ils savaient à peine la différence entre un Chinois, un Vietnamien, un Japonais, un Cambodgien ! Ça leur échappait complètement !

a Désignant les « Viêts communistes », le terme « Viêt-cong » est utilisé par le régime de Saigon pour désigner les combattants du Front national de libération, créé le 20 décembre 1960, en liaison avec le gouvernement de Hô Chi Minh à Hanoi, au Viêt-nam du Nord.

– Les États-Unis vous ont donc demandé de leur envoyer des instructeurs ?

– Ils nous l'ont demandé et nous avons donné suite à leur demande...

– Et quel était le profil de ces militaires que vous avez envoyés là-bas, aux États-Unis ?

– Oh ben, on s'efforçait d'envoyer des gens qui avaient l'expérience, c'était une question d'expérience surtout...

– Une expérience acquise en Algérie...

– Oui. Je suppose que l'état-major de l'armée a dû désigner des hommes qui avaient appartenu aux états-majors en Algérie. Et en particulier ceux qui avaient eu ces missions d'interrogation des prisonniers, etc.

– C'est comme cela que le commandant Paul Aussaresses est devenu instructeur aux États-Unis ?

– Oui, parce que c'était un spécialiste ! Et, comme je vous l'ai dit, on envoyait des spécialistes !

– Et pour vous, Aussaresses était l'un des meilleurs spécialistes de la guerre révolutionnaire ?

– Oui, oh... Aussaresses, je crois, n'est pas un penseur. C'est surtout un exécutant... »

Quand, au printemps 1961, l'« exécutant » Aussaresses s'envole pour les États-Unis, les adeptes de la guerre révolutionnaire fourbissent leurs dernières armes avant de déclencher ce qui restera dans l'histoire comme le « putsch d'Alger »...

13

Le putsch d'Alger et l'OAS : les meilleurs élèves

« Prêt à tuer à nouveau... »

« Ma compagnie était installée ici, dans les sous-sols de la mairie d'Alger. C'est de là qu'on partait en patrouille pour aller chercher les méchants... » Baguette à la main, Michel Bésineau joint le geste à la parole en me désignant le siège de sa compagnie sur une immense photo aérienne d'Alger, qui occupe tout un mur de son salon. À ses côtés, sa femme Nicole, cheveux courts et regard tendu vers la Ville blanche, acquiesce en silence.

« Vous avez participé à la bataille d'Alger ?

– Ah oui ! On a bien rigolé ! Ce sont des bons souvenirs », me répond l'ancien légionnaire, tandis que son épouse lui fait signe de se taire, en lui couvrant la bouche de sa main. Mais celui-ci poursuit, imperturbable : « J'ai même eu le grand honneur d'avoir l'un de vos collègues du cinéma, Yacef Saâdi, quand on l'a fait prisonnier... J'aurais dû le faire disparaître, celui-là... »

La scène se passe en Argentine le 14 mai 2003, à Vicente Caseres, à une cinquantaine de kilomètres de Buenos Aires. Fils d'un contre-amiral à qui son obéissance à Vichy valut une retraite anticipée, Michel Bésineau était capitaine au 1[er] régiment étranger de parachutistes. Particulièrement redouté pour le zèle qu'il déploya pendant la bataille d'Alger, notamment à la Villa Sésini, ce régiment de la Légion étrangère était constitué majoritairement d'anciens SS nazis et de fascistes hongrois recrutés au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Le 21 avril 1961, à minuit, ce sont les hommes du 1[er] REP qui donnent le coup d'envoi du putsch en marchant de Zéralda sur Alger.

Un engagement qui coûtera à Michel Bésineau deux ans de prison avec sursis. Quant à sa femme Nicole, elle est la fille du général Paul Gardy, un

inspecteur de la Légion étrangère, qui, après sa participation au putsch, deviendra le chef de l'OAS en Oranie. Il sera condamné à mort par un tribunal militaire. Au moment du putsch, celle que l'on surnomme la « passionaria » est la maîtresse du lieutenant Roger Degueldre (un collègue de son mari) qui sera le fondateur des commandos Delta, le bras armé de l'OAS [a]. Degueldre sera fusillé le 6 juillet 1962 au fort d'Ivry, tandis que, condamnée à mort, Nicole Bésineau plongera dans la clandestinité. Au même moment, Michel Glasser, le mari de sa sœur, qui était chargé à Sidi-Bel-Abbès de la compagnie d'instruction des cadres de la Légion, est poursuivi pour sa participation à l'OAS. Finalement, toute la famille – le général Gardy [b], ses deux filles et gendres et leurs enfants – parvient à gagner clandestinement l'Argentine, au début de l'année 1963.

Quarante ans plus tard, le couple Bésineau, qui dirige une grande exploitation maraîchère, n'a toujours pas digéré l'indépendance de l'Algérie : « Ça n'est pas passé, et ça ne passera jamais, c'est impossible, me dit sans hésiter Michel Bésineau. Il faut que vous compreniez, on s'était farci le Tonkin, puis Port-Saïd, après il a fallu se farcir l'Algérie, ça fait quand même un peu beaucoup. Surtout qu'on ne nous a jamais dit franchement : "On quitte l'Algérie" ; on nous a dit : "Allez tous les tuer, après on verra..." Après tout ce qu'on avait fait, il fallait aller jusqu'au bout...

– Les politiques sont tout simplement coupables de haute trahison, poursuit Nicole Bésineau, avec ce regard dur qui m'impressionne au point de ne parvenir à m'en détacher. Que ce soit le putsch ou l'OAS, le mouvement de résistance n'est pas venu de nulle part : il est né d'une volonté de rester en Algérie et de respecter une parole donnée, quel qu'en soit le prix. Il y a des gens qui sont morts pour ça, dans les rues d'Alger ou sous les balles des pelotons d'exécution...

– Oh ben moi, enchaîne son mari, j'ai soixante-quinze ans, mais je pourrais tuer à nouveau, vous voyez...

– Qu'est-ce qui s'est passé après l'indépendance de l'Algérie ?

– J'ai été condamné, rayé de la Légion, viré de l'armée...

– Finalement, on a eu de la chance, interrompt sa femme. Grâce à mon beau-frère, qui était ingénieur et qui parlait très bien l'espagnol, on s'est tous retrouvés parachutés dans la région de Formosa, au nord de l'Argentine, à la frontière avec le Paraguay. Très exactement à Mission Tacaaglé, c'est-à-dire au

a « Delta » était la première lettre de l'ancien indicatif radio de Degueldre au 1[er] REP.

b Le général Gardy est mort le 27 octobre 1975 dans un accident de voiture sur une route absolument rectiligne dans la pampa argentine. Selon une rumeur persistante, il aurait été le conseiller privilégié du général Videla avant le coup d'État de mars 1976, et il aurait été lié à la Triple A, une organisation paramilitaire d'extrême droite (voir *infra*, chapitre 19). D'après Jean Ruffaud, qui était consul de France à Rosario à partir de 1974, il ne fait pas de doute que Gardy a été victime d'un attentat...

bout du monde : pour rejoindre Formosa, il fallait faire deux cents kilomètres de pistes ! Avec nous, il y avait Bertrand de Gorostarzu [a], Jacques Piquet, un capitaine de corvette en cavale, et Christian Disert, un pied-noir d'Oran.

– Il faut dire que c'est un pays extraordinaire, commente Michel Bésineau, avec un enthousiasme subit. Quand Nicole et mon beau-père sont arrivés ici, ils ont pris de faux noms : ils nous ont donné des cartes d'identité, des permis de conduire, des comptes en banque, des propriétés sous des noms dont les autorités argentines savaient parfaitement qu'ils étaient faux...

– On vous a donné des terres ?

– Oui ! Notre groupe a reçu 2 500 hectares de terres vierges où il y avait tout à faire : défricher, mettre des clôtures... Finalement, nous avons obtenu le titre de propriété au bout de quatorze ans seulement. Nous avons tout appris sur le tas, car aucun d'entre nous n'avait travaillé dans l'agriculture, et encore moins dans la culture du coton...

– J'ai lu dans un livre sur l'OAS que vous aviez formé un "phalanstère militaire", c'était quoi au juste [1] ?

– Euh, bredouille Michel Bésineau, après avoir jeté un regard sur sa femme. Disons qu'on avait tout en commun : la maison, la table pour les repas qu'on a dû construire – on peut vous la montrer, nous l'avons conservée ! –, la voiture, le tracteur...

– C'est-à-dire qu'on vivait en communauté, tranche Nicole Bésineau. Du moins au début, parce qu'après les autres sont partis, et ne sont restés que Michel, moi, les enfants et mon père.

– Vous n'avez jamais été sollicités pour transmettre votre expérience militaire aux Argentins ?

– Non, jamais...

– Et vous ne fréquentiez pas les assesseurs militaires français ?

– Il m'est arrivé de dîner avec Bernard Cazaumayou [b], un légionnaire comme moi, dont la sœur s'était mariée avec le colonel Thomazo, *alias* "Nez de cuir", mais c'est tout... », conclut Michel Bésineau, qui, tout comme sa femme, a manifestement envie de changer de sujet pour en revenir encore et toujours à la guerre d'Algérie et au putsch d'Alger...

a Fils d'une vieille famille catholique du Sud-Ouest, le capitaine Bertrand de Gorostarzu était chef de la direction des personnels militaires de l'armée de terre. Le 17 janvier 1960, il crée la *Lettre Armée-Nation*, avant de rallier le putsch d'Alger, puis de prendre la direction de l'OAS-Métro dans le Sud-Ouest.

b Le lieutenant-colonel Cazaumayou, comme on le verra, fut membre de la mission militaire française en Argentine, de 1962 à 1965. Avec Michel Bésineau, il fait partie de l'association des « Paras au feu » de Yves de La Bourdonnaye.

Le putsch du 21 avril 1961

« Un jour comme les autres, j'étais en train de travailler dans mon bureau de l'École militaire quand un bon camarade, un garçon de classe et pas du tout farfelu, est venu me trouver pour me demander si j'étais d'accord pour que les réunions de ceux qui cherchaient à renverser la vapeur en Algérie se tiennent dans les locaux de l'École supérieure des officiers de réserve d'état-major. C'était évidemment un endroit rêvé pour les réunions. [...] La majorité des conférences et des exercices sur la carte s'y faisaient de 21 heures à minuit, et tout cela au cœur de Paris, dans l'enceinte sacrée de l'École militaire, à l'abri des indiscrétions policières », écrit le colonel Lacheroy dans ses Mémoires [2].

« C'est vraiment dans votre bureau que s'est préparé le putsch d'Alger ?

– Ben, oui, me répond Charles Lacheroy. Il n'y avait pas de meilleur endroit, non ? Après le limogeage de Salan, en décembre 1958, j'avais été affecté à l'ESG. Un temps, j'avais envisagé de quitter cette armée vouée aux abandons et j'avais trouvé un emploi de civil à Marseille [3]. »

Finalement, écrira-t-il plus tard, c'est le colonel Jean Gardes qui lui demande de renoncer à ses projets, car, lui dit ce dernier, les « dés ne sont pas complètement jetés » et il a « encore un rôle à jouer [4] ».

Parmi les comploteurs de l'ESG, il y a notamment le général Challe, qui vient d'être promu chef d'état-major des forces de l'OTAN pour la zone Centre-Europe, le général André Zeller, ancien chef d'état-major d'Alger, le général d'aviation pied-noir Edmond Jouhaud, un antigaulliste virulent qui vient de démissionner de l'armée, le colonel Argoud, muté dans l'est de la France, le colonel Godard, l'ancien patron d'Yves de La Bourdonnaye, qui mobilise les hommes du 11e Choc, le colonel Joseph-Marie Broizat, vedette de la semaine des barricades, le colonel Château-Jobert, et bien sûr Jean Gardes. Sollicité pour prendre la tête de ce que Lacheroy appelle l'« opération de la dernière chance [5] », Massu refuse, et c'est finalement Challe qui est désigné à la tête du putsch.

C'est ainsi que le samedi 21 avril 1961, à minuit, le colonel Lacheroy, dépêché à Alger en remplacement de Challe, retardé, signe l'« ordre d'opération ». Aussitôt, le 1er REP de Michel Bésineau quitte sa base de Zéralda pour marcher sur Alger. Le 22 avril, à 6 heures du matin, Alger se réveille au son de la *Marche des Africains*, interdite depuis plusieurs mois, et diffusée sur Radio V, rebaptisée Radio-France [a]. À 6 h 30, le général Challe s'adresse à l'armée, mais aussi aux pieds-noirs que la radio a brutalement sortis de leur sommeil : « Je suis à Alger avec les généraux Zeller et Jouhaud et en liaison avec le général Salan, pour tenir notre serment : le serment de l'armée de garder l'Algérie pour

a L'indicatif de la radio est le chant nazi de la SS *Wir marchieren gegen England*...

que nos morts ne soient pas morts pour rien. Un gouvernement d'abandon s'apprête à livrer les départements d'Algérie à la rébellion. Voulez-vous que Mers-el-Kébir et Alger soient demain des bases soviétiques ? », lance l'ancien commandant en chef des troupes algériennes [6].

Tandis qu'Argoud et Gardy gagnent Oran et Constantine pour arracher le ralliement des généraux réticents, le général Salan débarque de Madrid, avec les activistes Jean-Jacques Susini et Pierre Lagaillarde, dans un avion spécialement affrété par Ramón Serano Suñer, le beau-frère de Franco. Interdit d'Algérie par Pierre Messmer, le « Mandarin » s'était en effet réfugié en Espagne, où il avait multiplié les contacts avec l'extrême droite locale.

Le 23 avril, à 20 heures, Charles De Gaulle apparaît à la télévision, tout droit dans son uniforme de général de brigade : « Un pouvoir insurrectionnel s'est établi en Algérie par un *pronunciamiento* militaire, déclare-t-il sur un ton aussi ferme que solennel. Ce pouvoir a une apparence : un quarteron de généraux en retraite. Il a une réalité : un groupe d'officiers partisans ambitieux et fanatiques. Ce groupe et ce quarteron possèdent un savoir-faire expéditif et limité. [...] Leur entreprise conduit tout droit à un désastre national. [...] Au nom de la France, j'ordonne que tous les moyens – je dis, tous les moyens – soient mis en œuvre partout pour barrer la route à ces hommes-là, en attendant de les réduire. J'interdis à tout Français, et d'abord à tout soldat, d'exécuter aucun de leurs ordres. [...] Françaises et Français ! Aidez-moi [7] ! »

Rassuré par ce discours musclé, le contingent entre ouvertement en résistance contre les factieux, dont la sédition n'est pas parvenue à dépasser Alger et la plaine de la Mitidja. Ne pouvant compter que sur le 1er REP et le 1er RCP, Challe et Zeller se rendent le 25 avril. Conçu par les plus ardents défenseurs de la guerre révolutionnaire, le putsch a échoué. Tandis que Salan et les officiers en cavale passent dans la clandestinité, à Paris, on s'interroge sur la genèse de ce « coup d'État technique », pour reprendre l'expression de *L'Express* qui, dans un dossier publié le 11 mai 1961, n'hésite pas à pointer du doigt la... Cité catholique : « Il s'agissait d'hommes appartenant à des milieux catholiques intégristes (beaucoup sont abonnés à la revue *Verbe*), partisans d'un État autoritaire et corporatiste, convaincus que toute politique, à l'intérieur comme à l'extérieur, se ramène à la lutte universelle contre le communisme », écrit le magazine, qui passe en revue le profil des putschistes. « La Sécurité militaire a ouvert une enquête spéciale sur les cellules de la Cité catholique qui se sont constituées dans l'armée et auxquelles adhèrent une grande partie des officiers engagés ou compromis dans le *pronunciamiento* d'Alger... C'est grâce aux liens que cette société "intégriste" a noués en Espagne auprès du clergé que l'ex-général Salan a pu fausser compagnie aux policiers espagnols [8]. »

L'OAS : un modèle contre-révolutionnaire

Salan, justement. Après le putsch avorté, celui qu'on surnomme désormais « Soleil » – en référence à la roue solaire qui est, avec la croix celtique, l'emblème de l'OAS –, le général déchu se terre dans des propriétés de la Mitidja, grâce à la complicité du pied-noir intégriste Robert Martel. Le 19 mai 1961, il fait diffuser un manifeste par les troupes du « soldat du Christ-Roi », qui ont rejoint massivement les rangs de l'OAS : « Le combat continue et la résistance s'organise », affirme le « Mandarin ». « Moi, général d'armée Raoul Salan, ancien commandant en chef civil et militaire en Algérie, je prends le commandement du grand mouvement de rénovation nationale. J'ai décidé de réunir tous les patriotes dans un front de combat, sous la devise "Algérie française ou mourir !" Ce front est dirigé par un Comité national militaire et politique dont je suis le chef. Les moyens d'action seront constitués par les équipes de l'OAS et les commandos spécialisés. [...] Chaque mouvement, chaque individu qui refuserait mon autorité ferait le jeu de notre ennemi et cautionnerait indirectement la politique d'abandon. Soyons prêts à vaincre ou à mourir et, avec l'aide de la Providence, nous ferons triompher nos justes et légitimes aspirations. Vive l'Algérie française [9] ! »

Créée trois mois plus tôt, le 11 février 1961, dans un appartement madrilène, par Pierre Lagaillarde, Jean-Jacques Susini, Alain Mentzer, Pierre Aoustin et Pierre Sultana, l'OAS connaît une deuxième naissance après le fiasco du coup d'État manqué. D'abord, elle recrute largement, intégrant dans ses rangs les militaires en cavale et déserteurs, qui deviennent des cadres redoutables, mais aussi les pieds-noirs désormais convaincus que l'action armée constitue leur dernière carte. Et puis, elle se structure pour devenir, selon le mot de Lagaillarde, un « véritable appareil de combat révolutionnaire ». De fait, encadrée par des officiers qui ont participé à l'élaboration de la doctrine de la guerre révolutionnaire, l'OAS s'imprègne de son verbiage et de son « tour d'esprit [10] », selon le mot de Raphaëlle de Neuville.

C'est ainsi que son programme stipule : « Dans l'état où se trouve la France, il faut une véritable opération chirurgicale qui extirpe définitivement les causes de sa décadence. Cette opération, seuls les nationalistes français peuvent la mener à bien. Il n'existe plus désormais que deux solutions : le nationalisme ou le communisme. C'est pourquoi les nationalistes français ont établi ce programme préalable à partir duquel il sera possible d'appliquer un programme de reconstruction nationale [11]. » Parmi les mesures préconisées viennent, en vrac, « la dissolution des partis politiques, la suppression des assemblées parlementaires, l'expulsion des Nord-Africains immigrés en métropole, la francisation des médias, etc. [12] ».

Dans le même temps, sous la férule de l'éternel colonel Godard, l'OAS se dote d'un organigramme, calqué sur celui du... FLN, où la patte des experts de

l'action psychologique est manifeste. Est ainsi créé un Comité supérieur de l'OAS, présidé par Salan, dont dépendent trois branches :

– l'ORO (Organisation, renseignement, opération), confiée à Jean-Pierre Pérez, et à laquelle sont rattachés les commandos du lieutenant Roger Degueldre ;

– l'OM (Organisation des masses), qui revient tout naturellement au colonel Jean Gardes, membre de la Cité catholique et ancien chef du 5e bureau : chargé de la structuration verticale (par professions) et horizontale (par lieu d'habitation) de la population, Gardes s'inspire du DPU de Trinquier pour quadriller Alger, avec ses quartiers et îlots, chaque chef d'îlot devant transmettre les consignes aux responsables d'immeuble ; avec l'OM, la Ville blanche passe entièrement sous la coupe de l'OAS ;

– enfin, la troisième branche, l'APP (Action psychologique et propagande), prolongement évident du 5e bureau, échoit à Jean-Jacques Susini, dont la mission est de mettre en place de véritables « hiérarchies parallèles », pour « encadrer » la population pied-noir.

De plus, l'OAS décide de s'étendre en métropole avec une branche militaire (l'OAS-Métro), confiée au capitaine Pierre Sergent [a], et une branche propagande, dont les éditions de La Table ronde de Roland Laudenbach [b] constituent le fer de lance. Enfin, l'OAS installe une direction extérieure à Madrid sous l'autorité des colonels Antoine Argoud et Charles Lacheroy.

Comme on le voit, l'organisation de l'OAS s'inspire directement des enseignements de la guerre révolutionnaire, dont elle se veut le modèle le plus parfait : dans une instruction du 27 septembre 1961, le général Salan insiste sur les « trois principes fondamentaux » qui doivent régir cette « organisation révolutionnaire », à savoir la « préparation du terrain », l'« utilisation des masses » et la « destruction totale et complète de l'adversaire [13] ». De même, dans son livre *Histoire de l'OAS*, Jean-Jacques Susini affirme que « la condition essentielle de notre développement » est « de conquérir la foule, et de transformer une masse amorphe et parcellaire en organisation révolutionnaire [14] ».

Preuve ultime de cette filiation, une fiche retrouvée par les historiens Paul et Marie-Catherine Villatoux dans les archives de l'École supérieure de guerre : rédigée (probablement en 1962) à l'intention du ministre des Armées Pierre Messmer, son auteur souligne la similitude frappante qui existe « entre certaines instructions et directives diffusées par le général Salan, chef de

a Ancien résistant du corps franc « Liberté », capitaine du 1er REP et activiste des barricades, Pierre Sergent entretient des relations ultrasecrètes avec Michel Poniatowski, alors chef de cabinet du ministre du Budget, Valéry Giscard d'Estaing (Rémi Kauffer, *Histoire d'une guerre franco-française, op. cit.*, p. 301).

b Créées par Roland Laudenbach en 1944, un maurrassien et antigaulliste virulent, les Éditions de la Table ronde publieront notamment *La Guerre moderne* du colonel Trinquier.

l'organisation clandestine, en vue du déclenchement de l'insurrection générale en Algérie et l'enseignement sur la guerre subversive dispensé aux stagiaires de l'ESG à la même époque ». Comparant l'instruction 29/OAS du 23 février 1961 et les notes de tactique générale de l'ESG, il constate que les éléments semblent avoir été « recopiés d'un document sur l'autre » et qu'« il n'est pratiquement pas d'actions de l'OAS, de la lettre aux évêques à l'organisation et la manipulation des foules, à l'assassinat de gendarmes, dont on ne puisse trouver la référence dans l'enseignement ». Pour conclure : l'OAS est la « seule subversion connue qui corresponde exactement à la subversion telle qu'on l'enseigne à l'ESG [15] ».

La similitude est telle que lors de leurs procès, en 1962, des membres de l'OAS évoquent, pour justifier leur action, les cours d'action psychologique et les stages de lutte antisubversive qu'ils ont suivis dans l'armée : « On nous a appris que, contre l'action subversive, il fallait employer des moyens subversifs », témoigne ainsi l'un d'eux dans un article du *Monde* [16].

Quant au colonel Lacheroy, le père de la doctrine de la guerre révolutionnaire et chef de l'OAS à Madrid, il a un raccourci saisissant quand je lui demande s'il considère que l'OAS était une bonne armée contre-révolutionnaire : « Bien sûr, me répond-il sans hésiter, elle était contre-révolutionnaire dans ce sens qu'elle était pronationale [17]... »

Les commandos Delta : le prototype des escadrons de la mort

Si le noyau dur de l'OAS n'excéda jamais un millier de personnes, ses victimes furent nombreuses : quelque 1 500 tués en quinze mois, la très grande majorité en Algérie. Devenus les rois du plasticage et de l'assassinat ciblé, ses membres appliquent au pied de la lettre les méthodes de la guerre antisubversive, en pratiquant un terrorisme systématique – qui deviendra bientôt un modèle pour les officines de l'extrême droite internationale.

Sa force de frappe, et même sa signature, ce sont les fameux « commandos Delta », qui opèrent toujours selon le même mode : un groupe d'hommes fortement armés assassine la « cible », en général dans la rue, en laissant le cadavre sur les lieux du crime pour que la terreur qu'engendre ce crime atteigne aussi l'entourage. Ou il enlève sa victime, dont on retrouve plus tard le cadavre mutilé ou présentant des traces de torture. « L'OAS a repris à son compte l'action anti-FLN suspendue par l'armée et la police, écrit Pierre Montagnon, qui dirigea le maquis OAS de l'Ouarsenis. Ses commandos ont la détente facile [18]. » Créés et dirigés d'une main de fer par le lieutenant Roger Degueldre, un légionnaire rescapé de Diên Biên Phu, les commandos s'attaquent aux commerçants musulmans, aux fonctionnaires de l'administration

fiscale, de la police, de l'enseignement, aux officiers accusés de libéralisme, aux intellectuels, faisant parfois jusqu'à vingt morts par jour, comme au début de l'année 1962, lorsque l'OAS bascule dans une véritable folie meurtrière : « Degueldre ignore les demi-mesures, poursuit Pierre Montagnon. Il veut éliminer tout ce qui lui apparaît hostile à la présence française et par là même détruire les forces vives du futur État algérien [19]. »

Évidemment, j'aurais aimé parler avec Nicole Bésineau de Roger Degueldre, dont elle fut la compagne au moment où les commandos Delta décimaient les rues d'Alger. Plus qu'un témoin, elle fut aussi un acteur de cette histoire, raison pour laquelle elle fut condamnée à mort. Mais, invoquant la susceptibilité de son mari, elle posa comme condition à notre entretien de ne pas aborder ce sujet épineux. Elle se contenta de me renvoyer à un ancien membre des commandos, un certain Bertrand de Parseval, qui vécut en Argentine de 1963 jusqu'à la fin des années 1990.

Quand je rencontre les Bésineau, cela faisait déjà quelque temps que je recherchais celui que les organisations argentines des droits de l'homme surnomment « le Boiteux » : d'après ce qu'il dit, il aurait perdu sa jambe gauche lors de la fusillade de la rue d'Isly, le 26 mars 1962, lorsqu'une manifestation de partisans de l'Algérie française dégénéra, la répression de l'armée faisant cinquante-quatre morts et cent quarante blessés. Une version qui ne fait pas l'unanimité chez ses anciens compagnons d'armes, mais qu'importe : pour des raisons que j'évoquerai ultérieurement (voir *infra*, chapitre 22), j'ai très envie de retrouver la piste de Bertrand de Parseval. Finalement, grâce à la filière des Bésineau, je réussis à le contacter à... Bangkok, en Thaïlande, où il s'est installé en 1999.

La rencontre a lieu le 20 juin 2003, à Toulon, où « Face d'ange » – son nom de guerre à l'OAS – est venu se faire poser une nouvelle prothèse orthopédique. J'apprends ainsi qu'il n'est ni pied-noir ni militaire de formation, et qu'il est né justement à Toulon : « En 1960, m'explique-t-il, j'étais instructeur dans une école de formation pour jeunes en Kabylie. Peu de temps avant, lorsque je travaillais dans les PTT au Maroc, j'étais tombé sur le livre blanc des militaires qui racontait les exactions commises par le FLN : hommes égorgés, femmes éventrées. À cet âge – j'avais vingt ans –, on cherche un idéal : soit tu te fais voyou, soit tu te fais policier ou militaire. J'ai fait un mélange de tout : je suis rentré dans l'OAS. Si j'avais lu un bouquin sur les méfaits des Français, je serais entré au FLN...

– Vous avez tout de suite rejoint les commandos Delta ?

– Oui. Théoriquement, il fallait une bonne formation militaire, mais ils avaient besoin de volontaires. Je me suis retrouvé avec des déserteurs de l'armée, principalement de la Légion.

– Vous avez connu Degueldre ?

– Je l'ai vu deux fois dans une réunion.

– Quel souvenir en avez-vous ?

– C'était un dirigeant de commandos, pur, beau, fort, honnête, énergique, courageux... Il avait une vraie passion de chef qui croyait en ce qu'il faisait...

– Vous aviez une spécialité ?

– Obéir aux ordres ! Mon patron de commando nous disait : "Il faut tuer untel, à telle heure, il est français, garde mobile ou membre du FLN." Il nous donnait l'adresse, le signalement, ses habitudes, c'est ce qu'on appelait les "OP", les "opérations ponctuelles".

– Vous n'aviez pas d'états d'âme ?

– Aucun. J'ai tué des gens qui étaient condamnés à mort pour des raisons que j'ignorais, mais c'était les ordres de l'organisation...

– Combien de personnes avez-vous tué ?

– Je ne sais pas... »

Ces méthodes de tueurs sans gages ou de sicaires idéologiques ne sont pas l'apanage des commandos de l'OAS, mais prolifèrent sur le terreau de la guerre d'Algérie, où elles ont été intégrées officiellement dans la panoplie des armes contre-révolutionnaires. Elles sont aussi le fait, comme me l'a déjà raconté le général Aussaresses, des services spéciaux, et principalement du service Action du SDECE. Celui-ci, après l'arrivée du général De Gaulle au pouvoir, redouble d'activité, en s'appuyant sur une mystérieuse organisation baptisée la « Main rouge [a] ». Dirigée par le colonel Mercier, un officier du SDECE qui recrute dans les milieux d'extrême droite français mais aussi européens, cette organisation paramilitaire avait fait ses débuts en Tunisie, puis au Maroc, avant de se spécialiser dans l'assassinat des soutiens européens du FLN [b]. C'est ainsi que sont assassinés le marchand d'armes allemand Georg Puchert (à Francfort, le 3 mars 1959), son collègue suisse Marcel Léopold (empoisonné à Genève, le 19 septembre 1959) et le professeur belge Georges Laperches (à Liège, le 26 mars 1960), qui n'avait jamais caché son engagement pour la cause algérienne. L'enquête de la police judiciaire belge révéla l'implication d'un certain Jean-Louis Boragnet, un ancien inspecteur de la Sûreté d'Alger, lié au 5e bureau [20].

a Créée par des colons en Tunisie en 1954, la Main rouge est à l'origine une milice privée, qui devient le Comité antiterroriste nord-africain (CATENA), que récupérera le SDECE. Sur l'histoire de la Main rouge, voir le témoignage de l'un de ses anciens membres : Antoine Méléro (avec Jean-Émile Neaumet), *La Main rouge. Les corsaires de la République*, Le Rocher, Paris, 1997 ; voir aussi Ali Haroun, *La 7e Wilaya. La guerre du FLN en France, 1954-1962*, Seuil, Paris, 1986, p. 129 *sq.*

b Parmi les membres actifs de la Main rouge, il y a notamment le commissaire André Achiary, ancien directeur de la DST d'Alger, qui, comme on l'a vu, avait créé l'ORAF (Organisation de la résistance en Afrique du Nord), responsable de l'attentat de la rue de Thèbes, le 10 août 1956. Collaborent aussi le dentiste René Kovacs et Philippe Castille, ancien du 11e Choc (voir Roger Faligot et Pascal Krop, *DST : police secrète*, Flammarion, Paris, 1999).

Officiellement, le SDECE arrête les activités de la Main rouge à la fin de 1960. Mais, comme le note le journaliste Frédéric Laurent, « la plupart des agents de l'organisation finiront l'année suivante dans l'OAS, la Main rouge ayant été pour certains tueurs de l'organisation de l'armée secrète une solide école du terrorisme. Ces anciens de la Main rouge, jugés quelques années plus tard dans le cadre des procès de l'OAS, bénéficieront d'une indulgence plus que suspecte de la part des tribunaux militaires [21] ».

Au même moment, tandis que les commandos Delta poursuivent leur campagne d'assassinats, Roger Frey, ministre de l'Intérieur, décide de mettre en place un dispositif anti-OAS, confié à Alexandre Sanguinetti, un ancien membre de la Cagoule. Surnommés les « barbouzes », les hommes de cette organisation paramilitaire officielle utilisent les mêmes méthodes que leurs cibles : plasticage des lieux de rencontre des militants OAS, enlèvements, torture et assassinats.

La boucle est bouclée : pur produit de la guerre d'Algérie, les méthodes de la guerre antisubversive sont bel et bien devenues une spécialité française, propre à être exportée ou copiée par des officines privées d'extrême droite ou des gouvernements dictatoriaux à qui les Français, qu'ils soient militaires en mission officielle ou anciens de l'OAS, apporteront leur savoir-faire...

Un exemple pour l'extrême droite internationale

« L'OAS a laissé une série d'enseignements : avant tout, elle a démontré qu'il était possible [...] de parvenir à une formulation occidentale de la guerre révolutionnaire en retournant contre les marxistes leurs propres instruments de lutte. [...] Elle a montré comment une guerre révolutionnaire peut être conduite avec quelques chances de succès quand pour la diriger et pour combattre se retrouvent ensemble des militaires de profession et des civils hautement spécialisés [22]. » Voilà ce qu'écrit un ancien compagnon de Mussolini, dans un congrès du fascisme italien organisé en 1965.

Ainsi que le prouvent les témoignages de nombreux militants d'extrême droite, l'activité de l'OAS en Algérie et en métropole a constitué un facteur déterminant dans le développement d'une véritable « Internationale noire », dont le siège sera, comme on le verra, Madrid. « J'ai encore ma carte de l'OAS, expliquait ainsi en 1974 le leader fasciste italien Clemente Graziani. J'en ai été l'un des agents les plus importants et les plus actifs. En 1962, j'ai procuré à cette organisation – dont je partageais pleinement les buts – de grosses quantités d'armes sans regarder à la dépense, car des sommes énormes avaient été mises à ma disposition [23]. »

De même aux États-Unis, les commandos antinoirs et antigauchistes du début des années 1960 – comme la John Birch Society ou les « Minutemen » – se réclament des méthodes de l'OAS, au point de militer pour la libération du général Salan après son arrestation en avril 1962. Au même moment, en Belgique, le militant et idéologue d'extrême droite Jean Thiriart crée l'organisation Jeune Europe, véritable antenne belge de l'OAS, à qui elle apporte un soutien financier (grâce à des fonds provenant de l'Union minière du... Katanga) et des camps d'entraînement. En échange, l'OAS fournira des troupes aux « affreux » de Moïse Tschombé, les mercenaires du Katanga, encadrés, comme on l'a vu, par les hommes du colonel Trinquier [24]. « L'Europe, écrit Jean Thiriart dans son *Manifeste de la nation européenne*, se défend autant à Alger qu'à Berlin. C'est une seule et même lutte. [...] Nous resterons en Algérie et nous aiderons nos compatriotes européens à se battre pour nous [25]. »

Même scénario au Portugal du dictateur Salazar, où un certain Yves Le Guillou, *alias* Ralf Guérin-Sérac, s'installe à Lisbonne à la fin de 1962. Cet ancien du 11ᵉ Choc a combattu en Indochine, puis en Algérie, où il était capitaine au 3ᵉ commando de la 11ᵉ DPPC, avant de déserter et de prendre la tête d'un commando Delta à Oran, comme le raconte le journaliste Frédéric Laurent [a]. « Les autres ont désarmé, pas moi, dira-t-il dans une interview à *Paris-Match*, en novembre 1974. Après l'OAS, je me suis réfugié au Portugal pour continuer le combat et pour l'élargir à sa vraie dimension, qui est celle de la planète [26]. » Recruté comme instructeur à la Légion portugaise, une organisation paramilitaire créée en 1936 sur le modèle des SA allemands et des chemises noires italiennes, qui constitue la garde prétorienne du régime fasciste de Salazar, Guérin-Sérac entraîne aussi les unités antiguérilla de l'armée, au moment où les officiers portugais défilent en Algérie, dans les écoles d'Arzew et de Jeanne-d'Arc. Collaborent activement avec le mercenaire français d'autres transfuges de l'OAS, comme Guy d'Avezac de Castera, le sous-officier Jean-Marie Laurent, un ancien de Jeune Nation, les capitaines Guy Mathieu et Pierre-Jean Surgeon et l'écrivain pied-noir Jean Brune.

La « mystification de l'OAS », pour reprendre le terme de Frédéric Laurent, gagne aussi la Grèce, où George Papadopoulos, auteur du putsch de 1967, est un lecteur assidu de Trinquier et de Lacheroy. Plus tard, comme je le découvrirai, les commandos Delta inspireront les escadrons de la mort latino-américains, qui du Guatemala au Chili, feront des dizaines de milliers de victimes à partir des années 1970...

a Pour sa passionnante enquête, Frédéric Laurent a consulté les archives de la PIDE, la police politique du général Salazar, et le dossier judiciaire des procureurs italiens Fiasconaro et Alessandrini, qui ont découvert l'implication de Guérin-Sérac dans l'attentat à la bombe de la Piazza Fontana, à Milan, le 12 décembre 1969, qui fit seize morts et quatre-vingt-huit blessés.

La fuite protégée des membres de l'OAS

« Quinze jours avant l'indépendance de l'Algérie, m'explique Bertrand de Parseval, en vidant son deuxième demi de bière, j'ai réussi à partir pour Lyon sous une fausse identité, car j'étais condamné à mort par un tribunal d'exception d'Alger. J'avais une 404 toute neuve, je l'ai donnée à des officiers de police en échange de faux papiers. À l'époque, les flics faisaient du trafic, ils te disaient : "Tu laisses ta voiture, et on t'aide à partir..." J'ai vécu clandestinement en France pendant un an, jusqu'au jour où j'ai fait une bêtise : j'ai braqué une caisse d'armes qui était destinée à l'attentat du Petit-Clamart [a] ! J'ai été arrêté avec des faux papiers et des munitions. J'ai reconnu que j'étais un agent de liaison de l'OAS et je me suis retrouvé à Fresnes, avec trois condamnations avec sursis. À ma sortie de prison, le ministère de l'Intérieur m'a offert de voyager en Argentine gratuitement, avec des tracteurs, des sous... C'était bien, j'ai accepté ! C'est un membre du cabinet du ministre Missoffe [b] qui m'a inscrit sur la liste des rapatriés agricoles ! En fait, je me suis retrouvé avec un groupe de pieds-noirs qui partaient s'installer en Argentine grâce à un accord passé entre les gouvernements français et argentin.

– Ils voulaient se débarrasser de vous ?

– Ils avaient peur. Je n'étais pas fou, mais je leur ai fait croire que je l'étais...

– En Argentine, vous avez retrouvé les autres anciens de l'OAS ?

– Oui, j'ai croisé Nicole Bésineau et ceux qui s'étaient installés avec elle dans la région de Formosa, puis le colonel Gardes, au moment où il s'est lancé dans la fabrication de pâtés de lièvre... »

L'accord franco-argentin dont parle Parseval a été signé officiellement le 19 octobre 1964, pour entériner et encadrer l'immigration de pieds-noirs d'Algérie vers l'Argentine. Éminemment politique, il fait l'affaire du gouvernement français, trop content d'éloigner de la métropole des activistes qui affichent ouvertement leurs convictions d'extrême droite, mais aussi du président argentin Arturo Frondizi, lequel compte sur le savoir-faire des anciens colons pour développer les campagnes, et enfin des pieds-noirs eux-mêmes, qui vouent De Gaulle et la France aux gémonies.

Pratiquement, le gouvernement français s'engage à prendre en charge tous les frais de transport des émigrants, ainsi que de leur matériel agricole, de

a Le 22 août 1962, un commando de l'OAS, dirigé par Jean-Marie Bastien-Thiry, organise un attentat contre le général De Gaulle, au Petit-Clamart sur la route de Villacoublay. Bastien-Thiry sera fusillé le 11 mars 1963 au fort d'Ivry, tandis que Georges Watin, *alias* « la Boiteuse », son principal complice, sera amnistié et gagnera le Paraguay du dictateur Stroessner... Le 9 septembre 1961, De Gaulle avait échappé à un autre attentat, à Pont-sur-Seine.

b Décédé le 28 août 2003, François Missoffe fut secrétaire d'État aux Rapatriés de 1962 à 1964, dans le premier gouvernement de Georges Pompidou.

leur mobilier et affaires personnelles, tout en leur concédant une aide financière sous forme de prêts extrêmement avantageux. De son côté, le gouvernement argentin s'engage à les exonérer de taxes douanières et d'impôts, et à leur fournir des terres à des conditions qui frisent le cadeau pur et simple. C'est ainsi que cent cinquante familles pieds-noirs débarquent en 1964 à Buenos Aires, où elles reçoivent un accueil triomphal, en présence du ministre de l'Intérieur, Juan Palmero, et de l'ambassadeur français, Christian de Margerie [27]. Parmi les bénéficiaires du programme, il y a un certain nombre d'anciens membres de l'OAS, que le gouvernement gaulliste parvient ainsi à éloigner, à moindre frais, de la métropole...

Cette histoire est exemplaire de la manière ambiguë dont De Gaulle s'emploie à gérer le reclassement épineux des deux cent cinquante militaires destitués après le putsch d'avril 1961, auxquels s'ajoutent autant de fonctionnaires, des membres de l'OAS et des activistes pieds-noirs radicaux, tous poursuivis par la justice. Dès la signature des accords d'Évian, le 18 mars 1962, jusqu'à la proclamation de l'indépendance de l'Algérie, le 3 juillet, des milliers d'entre eux gagnent clandestinement l'Espagne franquiste, bien souvent avec la complicité des autorités françaises d'Alger [a].

Le colonel Lacheroy, comme on l'a vu, bénéficie de tout un réseau de solidarité, qui réunit certains secteurs de l'Église – très certainement avec l'aide du « moine-soldat » Georges Grasset –, de la marine, de la police et des services spéciaux, dont sa future épouse fait partie. Quant à Jean Gardes [b], il embarque de nuit sur le « voilier d'un ami », au moment où le colonel Godard quitte Alger à bord d'un cargo. « Tous les jours, me raconte le colonel Lacheroy, avec un fou rire, de nombreux Français d'Algérie – pieds-noirs ou militaires – arrivaient à la gare de Madrid, et ils demandaient : "C'est où, le guichet de l'OAS ?" À ceux qui avaient eu des responsabilités comme moi, on a proposé de s'installer en Argentine sur des terres que le gouvernement argentin voulait nous donner...

– C'est qui "on" ?

– Oh, il y avait le beau-frère de Franco qui était dans le coup, et un colonel argentin dont je ne sais plus le nom.

– Il était lié à la Cité catholique ?

– Ah oui, c'est ça !

– C'est comme ça que le général Gardy et sa famille, ainsi que Jean Gardes sont partis en Argentine ?

a D'après diverses estimations, plus de 20 000 Français d'Algérie se sont installés à Alicante.

b Le colonel Gardes a été condamné à mort par contumace, le 11 juillet 1961, par un haut tribunal militaire, avec sept autres officiers.

– Oui, oui, ils sont une dizaine à avoir profité de cette proposition, mais moi je n'ai pas voulu partir. Je me suis lancé dans l'immobilier à Palma de Majorque, dans les Baléares, en attendant l'amnistie... »

Lacheroy avait vu juste : grâce à la loi d'amnistie votée le 31 juillet 1968, dans la foulée de Mai 68, il pourra revenir en France en toute tranquillité, comme les autres chefs du putsch ou de l'OAS condamnés à mort [a]. Trois ans plus tôt, quelque deux cent cinquante sous-fifres de l'OAS avaient regagné la métropole, où ils avaient été jugés, puis acquittés, grâce à l'« opération Réconciliation ». L'initiateur de ce programme [b] de blanchiment de criminels patentés n'est autre que le ministre de l'Intérieur Roger Frey qui, craignant pour la vie du général De Gaulle, décide d'opérer une double manœuvre : envoyer le plus loin possible les activistes les plus influents, tels que Gardes, Gardy ou Lacheroy, et récupérer les seconds couteaux, quitte à les intégrer dans le Service d'action civique – le fameux SAC –, le service d'ordre gaulliste créé en 1959 par Jacques Foccart, dont les gros bras s'illustreront bientôt sur les barricades de Mai 68 [c]. « Amers, parfois haineux, les exilés de l'OAS constituent un terreau fertile pour toutes sortes d'extrémismes, écrit le journaliste Rémi Kauffer. Ils possèdent des armes, savent s'en servir et rêvent toujours de vengeance [28]... »

Certes. Faute de pouvoir exercer leurs talents en France, certains d'entre eux n'hésiteront pas à les mettre à la disposition de régimes sanguinaires, qui entre-temps auront parfaitement assimilé la « doctrine française ».

L'amnistie légitime les crimes

Lorsque, le 3 juillet 1962, est proclamée l'indépendance de l'Algérie, le bilan de la guerre est très lourd : côté français, on compte quelque 27 500 militaires tués, auxquels s'ajoutent plusieurs milliers de pieds-noirs [29] ; côté algérien, les estimations varient entre 400 000 et un million de victimes. « Si la France avait reconnu l'indépendance de l'Algérie dès 1956, elle aurait dû moins céder que ce qu'elle céda en 1962 », commentent les historiens Bernard Droz et Évelyne Lever, qui ajoutent : « Mais plus que l'intransigeance de ses interlocuteurs

a Charles Lacheroy est alors recruté comme directeur du personnel dans une grande entreprise. Par ailleurs, la loi du 3 décembre 1982, votée à l'initiative du président François Mitterrand, permit la révision des carrières de 800 officiers, 800 policiers et 400 administrateurs civils exclus entre 1961 et 1963, y compris Salan, Jouhaud et les six autres généraux du putsch qui furent à nouveau versés au cadre de réserve, comme si rien ne s'était passé...

b Dont la coordination fut confiée au commissaire de police Michel Baroin (futur grand maître du Grand Orient de France), qui avait quitté la DST pour passer aux Renseignements généraux.

c Sentant le soufre, le SAC sera dissous en 1982.

algériens, l'intrusion politique de l'armée vint tout compliquer. En s'estimant investie d'une mission de salut public et en plaçant l'Algérie au centre d'une dialectique simpliste de l'honneur et de l'abandon, l'armée n'a pas seulement outrepassé ses droits, elle a inutilement attisé les haines entre Français et retardé, par la menace permanente de l'insubordination, l'issue négociée du conflit. L'OAS s'est engouffrée dans la brèche et a créé l'irréparable [30]. »

Mais l'irréparable, à son tour, n'est pas sorti du néant. Il puise son origine dans le désarroi que provoquent fatalement les ordres indus d'un pouvoir politique ou militaire aveuglé par la logique perverse de cette bombe à retardement que constitue la doctrine de la guerre révolutionnaire : « C'était la croisade et les croisades de tous les temps se ressemblent, plaide ainsi le capitaine parachutiste Joseph Estoup, venu témoigner en faveur du lieutenant Godot, jugé pour ses crimes commis au nom de l'OAS. Lorsque la fin est la seule justification des moyens, cette justification disparaît si la fin n'est pas atteinte. C'est alors le désarroi des souillures tenaces. Et c'est le drame, et ce drame est encore pire lorsque non seulement la fin n'est pas atteinte mais encore, délibérément et subitement, n'est plus recherchée. Alors deux attitudes sont possibles : ou bien se refaire une lâche vertu dans une garnison paisible ou dans un commandement plein d'honneur, ou dans un complet civil ; ou bien, lorsqu'on a du respect humain, chercher jusqu'à la limite à atteindre cette fin qui justifierait les fautes commises. [...] Je porte témoignage que, pour une part secrète, tacite, intérieure, tenaillante, mais pour une part importante, c'est parce que ces hommes ne voulaient pas avoir méfait pour rien et, à la limite, leur attitude est un acte désespéré de damnés qui veulent se venger du démon qui les a menés en enfer [31]. »

Le « démon » l'a bien compris qui décide, le 22 mars 1962, d'amnistier tous les « faits commis dans le cadre des opérations de maintien de l'ordre dirigées contre l'insurrection algérienne ». Pour l'historien Pierre Vidal-Naquet, « plus que d'une amnistie, il s'agit d'une véritable "légitimation" [32] ». De fait, comme le commente sa jeune consœur Raphaëlle Branche, avec l'amnistie, la « guerre et les méthodes qui y furent employées sont légitimées. [...] Tout se passe comme si, en un décret, l'État assumait et se lavait de toutes fautes ». Et d'ajouter : « La torture, ce crime par obéissance commis par des soldats de la République, est effacée par l'amnistie, qui scelle définitivement la porte du passé [33]. »

Et ouvre grande celle de l'avenir des généraux argentins : après avoir appliqué scrupuleusement les techniques de la guerre révolutionnaire transmises par les Français, ceux-ci invoqueront l'impunité de leurs maîtres pour faire voter des lois leur permettant d'échapper à toutes poursuites [a]...

a En Argentine, la loi dite du *punto final* (point final, 1986), puis celle dite de la *obedencia debida* (obéissance due, 1987), votées sous la pression des militaires, empêchent toutes poursuites judiciaires contre les tortionnaires de la dictature (1976-1982).

II

L'exportation aux Amériques

14

La greffe française en Argentine

Une doctrine « néfaste et perverse »

« Sans chercher des paroles innovatrices, mais simplement en faisant appel aux vieux règlements militaires, j'ordonne et dis clairement à l'armée argentine, en présence de toute la société argentine, que : est un délinquant celui qui viole la Constitution nationale ; est un délinquant celui qui donne des ordres immoraux ; est un délinquant celui qui obéit à des ordres immoraux : est un délinquant celui qui, pour parvenir à une fin qu'il croit juste, utilise des moyens injustes et immoraux. [...]

« Si nous ne parvenons pas à vivre le deuil et fermer les blessures, nous n'aurons pas d'avenir. Nous ne pouvons pas continuer à nier l'horreur vécue. [...] Dans ces heures cruciales pour notre société, je veux vous dire qu'en tant que chef de l'armée, assurant sa continuité historique comme institution de la nation, j'assume notre part de responsabilité dans les erreurs qu'a entraînées cette lutte entre Argentins qui continue de nous bouleverser. »

C'était le 25 avril 1995, sur Canal 11, une chaîne privée argentine, à une heure de grande écoute. Sanglé dans son uniforme d'état-major de l'armée [a], le général Martín Antonio Balza a provoqué, par cet acte de repentance inattendu, un véritable électrochoc : pour la première fois, depuis la fin de la dictature argentine en 1983, un haut responsable militaire rompait le silence de la « grande muette ». Certes, s'empressèrent de préciser les commentateurs, le général Balza ne fut pas un membre de la junte, pas plus qu'il ne participa à la

a Le général Balza a été chef d'état-major des armées de 1992 à 1999.

guerre sale menée par ses pairs pendant six ans ; mais sa parole ouvrait la voie à une reconnaissance par l'institution militaire des crimes qu'elle avait commis au nom du « processus de réorganisation nationale ». La réaction des *represores*[a], comme on les appelle en Argentine, ne se fit pas attendre : criant à la trahison, le général Ramón Díaz Bessone – que j'aurai l'insigne privilège d'interroger longuement – expulsa sur-le-champ son chef hiérarchique du très chic Cercle militaire de Buenos Aires, dont il était le président malgré le rôle funeste qu'il joua pendant la dictature.

Poignée de main vigoureuse et regard franc, le général Balza me reçoit le 12 mai 2003 dans son appartement de l'Avenida Santa Fe, au cœur de la capitale argentine. Sur le mur de son salon sont encadrées les multiples décorations militaires accumulées au cours de sa carrière, essentiellement à l'étranger : onze proviennent de pays latino-américains, et quatre des États-Unis, de l'Italie, de l'Espagne et de la France. D'Argentine, une seule : celle du « mérite militaire », obtenue pour son comportement pendant la « guerre des Malouines[b] ». Sur une photo, on le voit saluer le pape Jean-Paul II ; sur une autre, il donne l'accolade à Fidel Castro.

Sorti du Collège militaire de la nation en décembre 1955 avec le grade de sous-lieutenant, puis promu instructeur à l'École d'artillerie entre 1962 et 1966, Martín Antonio Balza est, comme il dit, un « pur produit de l'enseignement des Français », comme tous les officiers de sa génération. Sa chance, avoue-t-il, c'est d'avoir été envoyé en formation à l'École des officiers de Lima, au Pérou, entre 1976 et 1978, au moment le plus sanglant de la dictature : « Quand je suis revenu, m'explique-t-il, j'ai mis beaucoup de temps à comprendre ce qui se passait réellement dans le pays. C'est vrai qu'on parlait déjà de "disparus", mais je croyais la version officielle selon laquelle ils avaient été victimes d'affrontements armés. Comment vous dire ? L'horreur qui s'est déroulée en Argentine de 1976 à 1982 est tellement extraordinaire, tellement énorme, qu'elle est au sens premier du terme impensable, c'est-à-dire qu'on ne peut pas la penser...

– Comment en est-on arrivé là ?

– C'est une question que je n'ai cessé de me poser, et je dirais que c'est un cocktail politique, idéologique, militaire et religieux qui a engendré le régime le plus criminel de notre histoire. Et, pour la constitution de ce cocktail, l'enseignement dispensé par les assesseurs militaires français à partir de la

a Les principaux généraux de la junte militaire qui conduisirent la répression après leur prise du pouvoir par un coup d'État en mars 1976.

b Le 2 avril 1982, alors que la cote de la dictature est au plus bas, les généraux décident de s'emparer des îles Malouines, situées à 500 kilomètres des côtes argentines et occupées par le Royaume-Uni depuis 1832. L'opération tournera au fiasco : après l'intervention militaire britannique, l'Argentine sera obligée de capituler (voir *infra*, chapitre 22).

fin des années 1950 a joué un rôle fondamental. S'y ajoutera ensuite – mais le mal principal était déjà fait – l'influence des Nord-Américains...

– Pourquoi parlez-vous de "mal" ?

– Parce que les Français ont apporté en Argentine une conception néfaste et perverse, qui a littéralement empoisonné l'esprit des officiers de ma génération : celle de l'"ennemi intérieur". Jusqu'à leur arrivée, notre armée, comme n'importe quelle armée du monde, se préparait à se défendre contre l'agression éventuelle d'un ennemi extérieur, en l'occurrence pour nous un pays voisin comme le Chili ou le Paraguay. À partir du moment où a été introduit ce concept de l'"ennemi intérieur", nous avons tous, et moi y compris, intériorisé le fait que l'ennemi contre lequel nous allions avoir à nous battre était notre propre concitoyen : c'était celui avec qui peut-être nous étions en train de déjeuner, le professeur de nos enfants ou notre voisin, bref tous ceux dont nous ne partagions pas les idées et qui pouvaient avoir de près ou de loin des affinités avec le communisme, présenté comme le mal absolu, ou avec le mouvement péroniste, considéré comme un sous-produit du premier[a]. En d'autres termes, à longueur de conférences, d'articles dans les revues militaires et d'exercices d'entraînement, les assesseurs français, puis leurs élèves argentins, qui finirent d'ailleurs par dépasser leurs "maîtres", n'ont cessé de nous dire que désormais le champ de bataille était le territoire argentin lui-même, et que, pour détruire les idées subversives qui mettaient en péril les valeurs chrétiennes de notre civilisation occidentale, il fallait détruire l'homme lui-même. En fait, à partir de la fin des années 1950 jusqu'à la veille du coup d'État de mars 1976, l'armée s'est préparée à livrer une guerre fratricide et à se comporter comme une véritable armée d'occupation dans son propre pays.

– Quels sont les auteurs français qui vous ont le plus influencés ?

– Je dirais que, hormis les théoriciens français de la guerre subversive, celui qui a eu le plus d'impact, c'est Jean Lartéguy, dont les œuvres étaient recommandées dans les instituts militaires. Tous les officiers de mon âge ont lu *Les Centurions*, par exemple, un roman – c'est plus facile à lire qu'un traité théorique ! – fondé sur une vraie mystique du soldat, car dans ce combat qu'on nous préparait à mener, le religieux et l'exaltation spirituelle constituaient une partie importante du "cocktail" que j'évoquais tout à l'heure.

– Vous avez entendu parler de la Cité catholique ?

– Bien sûr, elle a joué un rôle important en renforçant un courant intégriste et national-catholique qui était déjà largement implanté dans une partie de l'oligarchie militaire, celle-là même qui mènera sa croisade, avec, dans une main, l'épée, et dans l'autre, la croix.

a Le mouvement péroniste, qui a joué un rôle majeur dans l'Argentine de l'après-Seconde Guerre mondiale, était – j'y reviendrai – celui du général Juan Domingo Perón, fondateur du Parti justicialiste (qui fut interdit de 1955 à 1973).

– Quelle fut la part des États-Unis dans ce "cocktail" ?

– Pour des raisons spécifiques à l'Argentine, qui a longtemps résisté à toute forme d'inféodation aux Nord-Américains, l'influence de la fameuse "doctrine de la sécurité nationale" n'a été effective qu'à la fin des années 1960, et je dirais qu'elle a joué un rôle de consolidation de l'enseignement des Français. Encore une fois, c'est la doctrine française qui a préparé le terrain à la dictature monstrueuse du général Videla – car si auparavant l'Argentine avait déjà subi cinq coups d'État, jamais elle n'avait connu autant de violations des droits de l'homme, pratiquées à une aussi grande échelle et planifiées dans le cadre d'un nouveau mode d'exercice du pouvoir, à savoir le terrorisme d'État... »

Le « coup d'État funeste » de 1930

À dire vrai, le fait que les Français, plutôt connus en Amérique latine pour avoir adopté la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, aient pu jouer un rôle aussi essentiel dans la genèse de la dictature argentine n'est pas *a priori* chose facile à admettre. Mais après avoir épluché des dizaines de revues militaires à Buenos Aires et interviewé, des deux côtés de l'Atlantique, les principaux protagonistes de cette sombre histoire, je n'ai malheureusement plus aucun doute à ce sujet. Cela dit, il est vrai que si la greffe française a pris aussi facilement en Argentine, c'est que l'organisme receveur était – pour poursuivre la métaphore médicale – « compatible », le greffon intervenant à un moment historique opportun.

Comme le souligne le sociologue Gabriel Périès, « l'armée argentine intervient au XXe siècle, dans la sphère du politique, depuis 1930. Son savoir-faire en la matière est grand et lui est, dans une très large mesure, spécifique : c'est-à-dire que la doctrine de la guerre révolutionnaire ne doit pas être considérée comme le *deus ex machina* du "golpisme" des forces armées argentines et de leur participation aux affaires publiques. De plus, lorsqu'elles accèdent au pouvoir, elles ne le font pas, en règle générale, de façon solitaire. Elles sont accompagnées dans l'établissement du pouvoir *de facto* d'un personnel civil aux orientations politiques et aux choix idéologiques très marqués dans la mouvance nationaliste argentine : le national-catholicisme [1] ».

Pourtant, à lire les historiens, rien ne semblait prédisposer cet immense pays, doté de terres fertiles propices à l'agriculture et à l'élevage, à ce « savoir-faire spécifique » : « L'Argentine est aujourd'hui l'un des États les plus stables et les mieux organisés, non seulement en Amérique, mais dans le monde, écrivait en 1929 Cecil Jane, un expert britannique de l'Amérique latine. Une révolution là-bas paraît aussi inimaginable qu'en Angleterre [2]. » De fait, au début du XXe siècle, l'Argentine fait partie des dix nations les plus riches du monde. Peuplée essentiellement d'immigrants européens – au point que l'on parle d'une « annexe européenne dans l'hémisphère sud [3] » –, sa classe moyenne représente 50 % de la population, son taux d'analphabétisme n'a rien à envier aux pays du Vieux Continent (moins de 10 % d'analphabètes) et son élite intellectuelle rivalise avec celles des grandes capitales culturelles, comme Paris ou New York. « L'Argentine dépassait par bien des aspects les pays européens et industrialisés, explique le sociologue français Alain Rouquié. En 1929, elle avait plus de voitures pour mille habitants que la France et, en 1950, toujours en chiffres relatifs, plus de téléphones ou de médecins que ce pays. En 1930, son produit intérieur brut par habitant dépassait celui du Japon ou de l'Italie. Ses indices de mortalité et son niveau sanitaire exceptionnel étaient bien meilleurs que dans la plupart des pays méditerranéens [4]. »

Jouissant d'une tradition démocratique plutôt rare au regard des autres pays du continent, l'Argentine connaît sa première « grande crise institutionnelle » en 1930 [5]. Le 6 septembre de cette année-là, le général José Uriburu, qui incarne le secteur le plus conservateur de l'armée, renverse le président radical Hipólito Irigoyen. Un « coup d'État funeste », pour reprendre le mot du colonel espagnol Prudencio García, qui ouvre la porte à une longue période d'interventionnisme militaire : des seize présidents qui gouverneront le pays de 1930 à 1973, onze sont des généraux... À l'époque, les officiers au pouvoir sont fortement influencés par l'Allemagne, où la plupart ont été formés, et notamment dans la très prussienne Kriegsakademie de Berlin [a].

Quand les nazis arrivent au pouvoir, en 1933, l'Allemagne maintient à Buenos Aires une mission militaire importante, et nombreux sont les officiers argentins qui suivent avec ferveur les « exploits » de la Wehrmacht sous la férule de Hitler, dès qu'éclate la Seconde Guerre mondiale. De plus, maintenant une réserve hostile à l'égard de la Grande-Bretagne, considérée comme l'occupant illégal des îles Malouines, l'armée ne cache pas son admiration pour le régime de Mussolini, en Italie, d'où proviennent la majorité des immigrants argentins, mais aussi pour le soulèvement du général Franco en Espagne, en 1936, censé sauver, à l'instar du *Duce*, le pays du chaos social et de l'anarchie républicaine.

« L'Argentine n'a pas été peuplée par l'Amérique du Nord, mais par l'Europe, écrit sobrement le colonel Carlos A. Gómez dans la revue de l'École de guerre argentine en novembre 1938. Et, en particulier, par deux pays qui figurent parmi ceux qu'on appelle aujourd'hui des États totalitaires, l'Italie et

a Depuis la fin du XIXe siècle, l'Allemagne et la France rivalisent d'influence auprès de l'Armée de terre et de l'aviation argentine, tandis que la marine est très liée à la Grande-Bretagne. Depuis cette époque, les règlements d'armes et d'instructions, comme ceux du génie, du sapeur ou du pontonnier, sont rédigés et lus en langue française. Quant à l'École supérieure de guerre de Buenos Aires, elle a été présidée de 1900, date de son inauguration, à 1902 par le colonel français Alfred Arendt.

l'Espagne[6]. » Cette affinité avec les régimes fascistes européens nourrit l'idéologie des partisans d'un pouvoir autoritaire et antidémocratique, qui amorcent une réflexion sur le rôle tutélaire de l'armée (lequel sera codifié, trente ans plus tard, grâce à l'enseignement des Français) : « Que représente l'officier argentin dans notre société ? », s'interroge ainsi en 1935 le commandant Jacinto Hernández. « C'est un homme qui, à la manière du moine et par vocation, s'est mis au service d'un idéal, de l'idéal le plus pur, le plus élevé, d'un idéal divin. [...] Les militaires, étrangers aux passions qui aveuglent, et sans autre désir que celui de servir leurs compatriotes, sont comme l'eau royale qui dissout les impuretés, partout où on la verse[7]... »

L'irrésistible ascension du général Perón

Au moment où l'Argentine s'accroche à une politique de « neutralité » face aux puissances de l'Axe[a], un « jeune et brillant officier breveté d'état-major, professeur à l'École de guerre[8] », est envoyé dans l'Italie mussolinienne pour se perfectionner. Il en profite pour faire le tour de l'Europe et séjourne dans l'Espagne fasciste du général Franco. À son retour, il ne cache pas son admiration pour le « nouveau socialisme, de caractère national[9] » qui fait recette sur le Vieux Continent. Il s'appelle Juan Domingo Perón, et il ne cache pas ses ambitions : « Je ferai ce qu'a fait Mussolini, sans commettre ses erreurs », dira-t-il en 1943.

Très influent auprès de ses compagnons d'armes, il prend la tête du GOU, le Groupe des officiers unis, une sorte de club militaire « à mi-chemin entre une association professionnelle et une conspiration putschiste en pleine maturation[10] », dont le but est de « réunir les officiers les plus prestigieux de l'armée argentine pour les préparer à lutter contre la marée communiste qui allait coïncider avec la fin de la guerre mondiale[11] ». Anticommuniste viscéral, le jeune Perón s'emploie alors à gravir, lentement mais sûrement, les marches du pouvoir : lors du coup d'État du général Pedro Ramírez, le 4 juin 1943, il fait une entrée discrète au gouvernement comme chef du secrétariat du ministère de la Guerre. Puis, le 27 novembre, il est promu secrétaire d'État au Travail, et, le 4 mai 1944, ministre de la Guerre. Rien ne semble pouvoir arrêter celui que ses détracteurs surnomment l'« homme au sourire entre les dents » : le 4 juin 1946, le général Perón est investi comme président après des élections régulières. Il a, enfin, les moyens de mener à bien ce qui constitue le pilier de sa politique : la conquête de la classe ouvrière.

a Malgré l'insistance des États-Unis, l'Argentine ne rompra ses relations diplomatiques avec l'Allemagne et le Japon qu'en janvier 1944, et ne déclarera la guerre à ces deux pays que le 27 mars 1945, soit une semaine avant la capitulation allemande...

Car si Perón est un anticommuniste convaincu, il a aussi compris que pour couper l'herbe sous le pied aux partisans de la « révolution rouge », il faut satisfaire, sans attendre, les revendications légitimes des travailleurs, absolument ignorées par la classe dirigeante, dont l'incommensurable égoïsme, estime Perón, peut conduire le pays au bord d'une guerre civile à l'espagnole. Or, pour l'heure, les masses ouvrières, quand elles sont organisées, sont contrôlées par des syndicats d'extrême gauche, qu'il va donc s'employer à démanteler, pour les passer sous sa botte, en jouant sur leur propre terrain.

Dès lors, le général populiste mène ce que le sociologue Alain Rouquié appelle une « politique sociale lucide, voire cynique, mais originale », avec trois objectifs : « Promouvoir une politique sociale généreuse, organiser les masses dans des syndicats d'où les extrémistes seraient bannis et instaurer un État fort, capable de mettre fin à la lutte des classes et de faire respecter ses décisions par les partenaires sociaux[12]. » En d'autres termes : pour Perón, la fameuse « contre-révolution » ne peut se faire contre les masses populaires, mais avec leur soutien.

Et, de fait, le train de mesures que prend son gouvernement lui confère une immense popularité : en quelques mois sont votés, coup sur coup, les décrets instituant le repos dominical, le droit à la retraite, les congés payés, y compris pour les *peones*, les ouvriers agricoles des grandes exploitations agricoles, où régnait alors, comme dans toute l'Amérique latine, un système féodal. Appuyé par son épouse, la jeune et belle Eva Duarte, qui assure sa propagande sur les ondes de Radio Belgrano avant de devenir l'égérie des *descamisados*[a] argentins, Juan Domingo Perón mène une véritable révolution qui déchaîne la haine des grands propriétaires terriens et l'inquiétude des potentats industriels, lesquels voient d'un mauvais œil le dirigisme économique pratiqué par le bouillant général : tandis que sont consentis des efforts considérables en faveur de la défense nationale – ce qui garantit momentanément le soutien de l'armée au « système péroniste » –, sont nationalisés les grands services publics, les compagnies de chemin de fer, de téléphone ou de gaz.

Résultat : Perón est réélu haut la main en 1952, même si sa politique sociale indiscutable se double de mesures répressives féroces, à l'encontre notamment des anciens syndicalistes de la Confédération générale des travailleurs, devenue un instrument docile du gouvernement. En fait, la guerre

a Le 9 octobre 1945, Juan Domingo Perón est arrêté à la suite d'une tentative de coup d'État. Le 17 octobre, des centaines de milliers d'ouvriers déferlent sur la Casa Rosada (la Maison Rose), le palais présidentiel, pour exiger sa libération. La plupart défilent en bras de chemise, d'où l'expression *descamisados*. Evita Perón meurt d'un cancer, à trente-deux ans, en 1952. Son enterrement donne lieu à la plus grande manifestation populaire de l'histoire argentine.

froide est déjà le prétexte à une législation d'exception, qui entraîne la mise sous tutelle des pouvoirs législatif et judiciaire, et le contrôle de la presse, tandis que, tel Atatürk en Turquie, Perón s'emploie à laïciser l'Argentine en légalisant le divorce ou en annulant l'instruction religieuse obligatoire dans les écoles.

Des initiatives qui provoqueront finalement sa chute. Au moment où, à l'autre bout du monde, la France s'enfonce dans la guerre d'Algérie, le 16 juin 1955, des commandos péronistes incendient les églises de Buenos Aires. Pour les conservateurs et généraux, qui fraient bien souvent avec les milieux catholiques intégristes, c'en est trop : Perón est renversé, le 16 septembre 1955, par un coup d'État qui le contraint à l'exil. Dès le 24 septembre, la « Révolution nationale » du général Eduardo Lonardi interdit le mot « péroniste », tandis que la police procède à de multiples arrestations dans les milieux civils et militaires connus pour leur allégeance au général déchu.

Étatisme, ouvriérisme, anticapitalisme : pour les généraux au pouvoir et leurs soutiens de la droite nationale-catholique, ces trois « ismes » caractérisent le péronisme qui n'est, selon eux, qu'un avatar du marxisme athée, prompt à frayer le chemin à la subversion communiste. C'est ainsi que quand s'élabore la notion d'« ennemi intérieur », sous la férule des assesseurs militaires français, les partisans de Perón rejoindront paradoxalement ceux du marxisme-léninisme sur la liste noire des opposants visés par le nouveau catéchisme de la guerre contre-révolutionnaire...

Robert Bentresque, le « technicien de la guerre antisubversive »

« Pourrions-nous nous rencontrer pour parler de votre travail en Argentine ? » Silence au bout du fil... « Non, je ne préfère pas, finit par me répondre le général Robert Bentresque depuis son domicile pyrénéen, où je le joins en avril 2003. Vous savez, je pense qu'aujourd'hui encore il vaut mieux rester discret. Et puis, tout ça c'est du passé, il faut aller vers l'avenir... »

À quatre-vingt-trois ans, Bentresque est l'un des deux assesseurs militaires français encore en vie qui furent en poste à Buenos Aires à la fin des années 1950. Ancien élève de Saint-Cyr – où il a appris, dit-il, « à servir la France et à ne pas faire de politique » –, il a « fait pendant cinq ans la guerre d'Indochine ». « Après un séjour au Laos, où j'ai mis en place des villages fortifiés, j'ai rejoint les GCMA [voir *supra*, chapitre 4] du colonel Trinquier, m'explique-t-il. Nous nous occupions d'organiser l'opposition dans les arrières communistes... »

Après la défaite de Diên Biên Phu, il passe un an à l'École supérieure de guerre de Paris, où il se lie d'amitié avec l'Argentin Alcides López Aufranc. Puis

il est affecté en Algérie, pour « travailler dans l'action psychologique », avant de devenir préfet de Sétif, au moment où le pouvoir civil passe sous la coupe des militaires. En janvier 1959, l'officier, qui ne cache pas ses convictions antigaullistes, retourne à l'École supérieure de guerre en qualité d'enseignant : c'est là, sans doute avec l'aide de son ami López Aufranc, qu'il prend contact avec le général Rauch, l'attaché militaire de l'ambassade d'Argentine, lequel lui propose un contrat d'assesseur militaire à Buenos Aires, treizième mois inclus ! Bentresque s'envole pour l'Argentine le 5 juillet 1959, sept mois avant que ne soit signé l'accord mettant en place la mission militaire française, à laquelle il finira par être officiellement rattaché. Après avoir commandé quatre régiments en région parisienne, de 1974 à 1978, le général Bentresque a pris sa retraite dans la région de Perpignan, mais il continue d'entretenir des relations étroites avec l'Argentine, où il a été nommé vice-consul honoraire du « Royaume utopique de Patagonie » !

Quand je le joins par téléphone, je viens juste de parler au général López Aufranc : « Comment va-t-il ? », s'enquiert-il. « Nous étions vraiment très proches, ainsi d'ailleurs que nos deux épouses.

– Justement, sa femme Aïcha est décédée il y a un an...

– Je ne le savais pas. Si vous le voyez, dites-lui que la mienne aussi est très malade. »

Après les civilités de rigueur, j'aborde le sujet qui me tient à cœur : « Pourquoi avez-vous choisi l'Argentine ?

– Eh bien, parce que j'étais hispanisant... Et puis, après l'Algérie, j'avais besoin de changer d'air...

– Pourtant, vous n'avez pas participé au putsch...

– Et pour cause : j'étais déjà en Argentine depuis deux ans ! Mais je me souviens très bien du jour du putsch : ce matin-là, je suis allé à l'ambassade et j'ai appris la nouvelle par un secrétaire. Juste après, je croise l'ambassadeur qui me dit : "Vous venez m'arrêter ?" C'est dire que j'avais une image de para pur et dur !

– Qu'avez-vous enseigné à vos collègues argentins ?

– J'ai essayé de leur expliquer cette guerre subversive, cette guerre d'en dessous, en leur disant que l'ennemi, c'est parfois le gars avec qui vous prenez un whisky...

– C'était nouveau pour eux ?

– Complètement ! Ils se battaient encore avec des chevaux et des lances ! On leur a expliqué qu'il fallait se battre autrement et que la guerre, ce n'était pas uniquement l'aviation et l'artillerie. Cela dit, la guerre subversive a toujours existé. Prenez Bonaparte : il a mené une guerre subversive en Italie, où il a exporté nos principes de Liberté, Égalité, Fraternité, avec des hommes qui y croyaient... En fait, grâce à l'Algérie, les Français ont codifié la guerre subversive en mettant des mots sur des choses qui existaient déjà... Et ce que nous

avons dit à l'époque est toujours d'actualité : on est en pleine guerre subversive, avec les Arabes qui veulent occuper le monde. Comment ne pas reconnaître le scénario type de Lacheroy ? La première phase, ce furent les attentats de New York ; la deuxième, ce seront des zones libérées en Afghanistan ; lors de la troisième phase, les hommes de Ben Laden chercheront à avoir un impact international ; puis, quatrième phase, ils constitueront une armée régulière, jusqu'à l'affrontement direct...

– Avez-vous connu le général Rosas [voir *supra*, chapitre 12] ?

– "El Chivo" ? Très bien ! Il était profondément profrançais. C'est avec lui que j'ai travaillé dans la réorganisation de l'armée argentine, en montant le programme *Hierro forjado* [fer forgé]... »

Le général Bentresque ne m'en dira pas plus. Mais c'est en contactant le Cemida, le Centre des militaires pour la démocratie en Argentine, que je tombe tout à fait fortuitement sur l'un de ses anciens collaborateurs argentins, Horacio Ballester, soixante-quinze ans, qui fut affecté à la fin des années 1950 au département « Doctrine » de l'état-major de l'armée. Militaire depuis 1943, le colonel Ballester fait partie de ces officiers profondément démocrates qui ont risqué leur carrière par fidélité à leurs idées : c'est ainsi qu'en 1971, alors qu'un cinquième coup d'État vient de porter au pouvoir le général Lanusse, il se soulève, avec trois compagnons d'armes [a], pour réclamer la fin du gouvernement militaire et l'organisation d'élections libres. Arrêtés, les quatre « factieux » sont jugés par un tribunal militaire, puis destitués de l'armée.

« J'ai bien connu le colonel Bentresque, me dit Horacio Ballester, qui me reçoit, le 20 mars 2003, dans son appartement de Buenos Aires. C'était un technicien de la guerre antisubversive, qui était d'extrême droite et, disons, très engagé dans son travail. Avec lui et son collègue Jean Nouguès [b], nous avons monté, dans le cadre de l'Instruction générale de l'inspection de l'armée, une première opération, baptisée *Hierro*, qui a consisté à organiser un cycle de conférences sur la guerre subversive dans toutes les unités et instituts militaires d'Argentine. Le but, c'était que tous les officiers des trois armes acquièrent des notions de base sur les caractéristiques de l'ennemi intérieur et sur la manière de "séparer le poisson de l'eau", comme nous disions alors [13].

a Il s'agit d'Augusto Rattenbach, José Luis García et Carlos Gazcón.

b Avant de rejoindre l'Argentine, le lieutenant-colonel Nouguès avait travaillé au 3e bureau du commandant en chef, à Alger. Dans un article intitulé « Características generales de las operaciones en Argelia » (publié dans la *Revista de la Escuela superior de guerra*, n° 337, avril 1960), il répond aux critiques faites à l'armée française en Algérie : « L'armée française ne mérite ni cet excès d'honneur, ni cette indignité. Les opérations conduites victorieusement en Algérie n'ont rien à voir avec une répression aveugle. Nos forces armées, face à une agression révolutionnaire, ont été poussées à une guerre contre-révolutionnaire qui, loin de ternir leur honneur, représentera sans aucun doute l'une de ses plus belles actions de gloire. »

Puis, avec l'impulsion du colonel Carlos Rosas, chef d'opérations de l'état-major, nous avons développé l'opération *Hierro forjado*, dont le but était de réorganiser la division territoriale de l'armée argentine pour encadrer la population d'un bout à l'autre du pays.

– Selon la technique du quadrillage développée en Algérie ?

– Tout à fait ! D'ailleurs, c'est ce découpage en zones, sous-zones, secteurs, sous-secteurs, qui sera utilisé [en 1976] par la junte du général Videla pour lancer ce qu'elle appellera son "ordre de bataille" [14]. Ensuite, avec Bentresque et Nouguès, nous avons rédigé un document intitulé *Point de vue. Conduite de la guerre révolutionnaire*, qui constituera la base des futurs règlements militaires antisubversifs. »

Tandis que, en cette fin des années 1950, Robert Bentresque multiplie les conférences à l'École supérieure de guerre, à l'ESMA – l'École supérieure mécanique de la marine, qui deviendra, on le verra, l'un des principaux centres de torture de la dictature –, à la gendarmerie et dans les différents corps d'armée, il monte avec son ami López Aufranc des exercices fictifs de guerre subversive baptisés « Tandil », « Azucena », puis « Reflujo », « Nikita », « San Quintin » et « Libertad ». « Ces exercices ont permis d'enrichir et d'éclairer la doctrine, en l'appliquant à des situations imaginaires mais concrètes et plausibles », explique le colonel Jean Nouguès, le collègue de Bentresque, dans un article publié dans la revue militaire argentine en janvier 1962, qui ajoute : « La création d'une organisation territoriale militaire (zones de défense, sous-zones et aires) » a permis à l'Argentine de se « doter de l'infrastructure antisubversive qui lui faisait défaut », en « assurant la continuité et une meilleure économie des forces dans le temps et l'espace [15] ».

Les premières applications argentines de la doctrine française

Lorsque Robert Bentresque débarque en Argentine, il y a déjà été précédé par les colonels Patrice de Naurois et Pierre Badie, deux assesseurs militaires, qui, comme lui, ont été directement recrutés par l'état-major argentin avec le soutien, comme on l'a vu, de l'ambassade de France à Buenos Aires. Dès 1957, ceux-ci réalisent un travail de préparation idéologique en diffusant la doctrine de la guerre révolutionnaire auprès des cadres de l'armée, avec la collaboration étroite des officiers argentins formés, comme López Aufranc, à l'ESG de Paris, qui s'emploient à l'adapter au terrain argentin.

Un « processus de décontextualisation » de la doctrine française, pour reprendre le mot du sociologue Gabriel Périès, qui entraîne une « reformulation des objectifs et méthodes des forces armées argentines dans le contexte de la guerre froide [16] ». De fait, comme le note Alain Rouquié, « à partir de

1958, le nombre d'articles consacré à la "guerre révolutionnaire" ou à la "guerre subversive" s'accroît régulièrement dans la *Revista militar* : on passe d'un article par numéro à six articles dans le numéro de janvier-mars 1962. Les auteurs militaires français, orfèvres en la matière, sont largement représentés [17] ».

Parmi ceux-ci, le plus en vue est sans conteste le colonel Patrice de Naurois, un redoutable théoricien qui a profondément marqué tous les généraux argentins que je serai amenée à interviewer. Au début de l'année 1958, il tient une conférence à l'ESG de Buenos Aires, reproduite intégralement dans la *Revista militar* sous le titre « Guerre subversive et guerre révolutionnaire », dans laquelle il prône le recours systématique à la solution militaire pour lutter contre la « subversion », quel que soit le degré de son développement : « La subversion pourra être d'autant plus facilement anéantie que la lutte sera précoce, car le soutien populaire est plus faible au début de la subversion, explique-t-il. Le succès de la bataille se basera sur l'omniprésence des forces du gouvernement légal et surtout pas sur des accords passés d'égal à égal avec le mouvement révolutionnaire, car ceux-ci ne font que le renforcer. »

Puis, reprenant au pied de la lettre la logique militaire de la bataille d'Alger, il ajoute : « Cette lutte nécessite un excellent réseau de renseignement et de communication : renseignements sur les éléments de la population qui aident les rebelles, sur les bandes, ses bases, ses zones de refuge, etc. Seul celui-ci permet une intervention opportune et rapide des forces armées. La recherche de ces renseignements, son contrôle, sa centralisation, son exploitation et sa diffusion, seront facilitées par la division de chaque partie du territoire en zones aussi étroites que possible, chacune d'entre elles étant sous la responsabilité d'une unité de gendarmerie, de police ou des forces armées [18]. »

À l'ESG, le colonel de Naurois est assisté par l'un des principaux émules argentins de la doctrine française : le lieutenant-colonel Manrique Mom, qui étudia à l'ESG de Paris de 1956 à 1958 et rédigea, dès son retour, un véritable manuel de la guerre révolutionnaire. Ses articles sont truffés de références aux auteurs français, tels que le commandant Jacques Hogard, qu'il cite abondamment. « Il convient d'étudier la guerre révolutionnaire communiste pour connaître notre ennemi et sa manière d'opérer, écrit-il ainsi en août 1958. Cela nous permettra d'en déduire nos modes d'action propres pour pouvoir nous opposer à d'éventuels ennemis similaires, et préparer et conduire une guerre anticommuniste dans une Argentine partiellement ou totalement communisée [19]. »

Ce texte est exemplaire de la psychose anticommuniste qui s'est emparée des cadres de l'armée argentine, ou, pour reprendre le mot d'Alain Rouquié, de leur « auto-intoxication périlleuse », basée sur un « anticommunisme sans... communistes [20] ». Et c'est bien là le paradoxe de la « greffe argentine », qui constitue, on le verra, une véritable bombe à retardement : elle intervient à un moment où, laminé par le péronisme, le Parti communiste argentin jouit d'une audience si limitée dans la classe ouvrière qu'elle ne peut en aucun cas justifier un tel déploiement d'efforts et de moyens. De plus, s'il exerce un certain rayonnement dans les milieux intellectuels et universitaires, le PCA reste fidèle à la ligne de Moscou, qui prône la conquête du pouvoir par les urnes et est hostile à la lutte armée. Il n'empêche, épousant aveuglément les enseignements des Français, et notamment leur hantise de la fameuse « cinquième colonne », les officiers anticipent en interprétant le moindre indice du contexte international pour « déformer et dramatiser les affrontements proprement argentins [21] », et justifier toujours plus avant leur intrusion dans le domaine politique.

C'est ainsi que la révolution cubaine, qui porte au pouvoir les *barbudos* de Fidel Castro le 1er janvier 1959, ne fait que confirmer, à leurs yeux, l'imminence d'une déferlante rouge en Amérique du Sud. Quelques mois plus tard apparaît un embryon de guérilla péroniste dans la province sucrière de Tucumán : c'est le groupe des Uturuncos (hommes-tigres, en quechua), qui se dispersera de lui-même après avoir mené quelques actions armées limitées pendant plus d'un an (en 1963, un autre groupe, marxiste celui-là, l'Armée de guérilla du peuple de Jorge Masetti, sera détruit par l'armée) [22]. Et, début 1960, une grande grève des ouvriers de la viande à Buenos Aires (du frigorifique « Lisandro de la Torre ») est très brutalement réprimée par la police, ainsi que les émeutes populaires qui éclatent en réaction dans le quartier de Mataderos. Face à la grève générale, le plan antisubversif « Conintes [23] », qui avait été voté (mais jamais appliqué) lors du second gouvernement de Perón, est appliqué pour la première fois, sous la houlette des assesseurs militaires français : « Les banlieues ouvrières de Berisso, La Plata, Ensenada, sont déclarées zones militaires. Plus de deux cents personnes sont arrêtées, et les ouvriers du "Lisandro de la Torre" doivent reprendre le travail après le licenciement de 5 200 d'entre eux par la nouvelle direction [24]. »

Par-delà le succès que représente la destruction de la « perturbation subversive » – pour reprendre l'expression du colonel Jean Nouguès –, l'opération constitue surtout un exercice pratique, ce que reconnaît d'ailleurs l'instructeur français : « L'exécution du plan Conintes a permis une expérience qui sera d'une grande valeur dans d'autres occasions. [...] Presque toutes les techniques constructives ou destructives de la guerre révolutionnaire ont été utilisées. »

Dans le même article, publié en janvier 1962, il revendique une autre application concrète de la doctrine française : le refoulement de « réfugiés paraguayens, opposants au régime du général Stroessner, qui tentaient de gagner l'Argentine ». La mission, dit-il, a pu se « réaliser dans les meilleures conditions grâce aux enseignements acquis récemment à l'ESG ». Enfin, après

avoir recommandé la « création d'un Centre d'instruction de contre-guérilla », il suggère que soit maintenue la « mission mobile » qui s'est rendue récemment « au Pérou et en Uruguay [25] ».

Le premier cours interaméricain de guerre contre-révolutionnaire

En fait, la « mission mobile » dont parle Nouguès était dirigée, côté français, par son collègue Robert Bentresque, qui entreprend, en 1960, une tournée sud-américaine pour prêcher la bonne parole contre-révolutionnaire. Accompagné du général Leandro Enrique Anaya, futur commandant en chef de l'armée de terre, et du major Perez Montes, il anime un cycle de conférences d'un mois sur la guerre antisubversive, à l'École de guerre de Montevideo, en Uruguay, puis de Lima, au Pérou.

C'est de ce voyage que naît l'idée d'organiser à Buenos Aires le premier « cours interaméricain de guerre contre-révolutionnaire ». Une première continentale, qui réunit, en octobre 1961, trente-sept officiers stagiaires venus de quatorze pays des Amériques, y compris des États-Unis, mais à l'exception de Cuba et de Haïti, non invités [a]. Organisé à l'École supérieure de guerre, l'événement est suffisamment important pour justifier le déplacement du président Arturo Frondizi [b] et du cardinal Antonio Caggiano, le vicaire des armées, proche, comme on le verra, de la Cité catholique, qui inaugurent le cours en grande pompe.

Pour les Français, celui-ci représente un succès d'estime considérable, dont se réjouit sans ambages Armand de Blanquet du Chayla, l'ambassadeur de France à Buenos Aires, dans un courrier adressé au ministère des Affaires étrangères le 6 octobre 1961 : « Le rôle des assesseurs militaires français dans la conception et la préparation de ce cours a été déterminant et on doit souligner la présence des États-Unis au nombre des participants de ce stage, où une place importante est réservée à l'étude de la lutte anti-marxiste dans un esprit et selon des méthodes qui bénéficient largement de l'expérience acquise, dans ce domaine, par l'armée française. On peut d'autant plus s'en féliciter que les milieux militaires nord-américains ont récemment marqué une certaine jalousie à l'égard de l'influence des assesseurs français dans les états-majors argentins et à l'École supérieure de guerre de Buenos Aires. La nature de ce

a Les pays représentés sont la Bolivie, le Brésil, la Colombie, le Chili, l'Équateur, les États-Unis, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Panama, le Paraguay, le Pérou, l'Uruguay et le Venezuela.

b Profitant d'un bref retour de la démocratie, Arturo Frondizi est élu président en février 1958 ; il est renversé par un coup d'État en mars 1962.

cours et son caractère interaméricain manifestent assez une intention d'"engagement anticommuniste". [...] Le général Carlos Túrolo a développé dans son discours inaugural le thème de la coordination indispensable entre pays américains pour prévenir et mener éventuellement la "guerre sans scrupule" que prépare "aussi bien contre les esprits que contre les corps" [...] le "plus grand ennemi de notre forme de vie" [26]. »

À sa lettre, le diplomate joint une « note » signée du colonel Notelle, attaché militaire naval et de l'air auprès de l'ambassade. De ce document, il ressort que le général Spirito, chef de l'état-major de l'armée de terre, avait « repris l'idée » émise après un « voyage auquel participait un assesseur militaire français » et qu'il l'avait défendue, en juillet 1960, lors de la première conférence des armées américaines, à Panama, « dans le but de faire reconnaître officiellement le communisme comme ennemi commun et faire admettre un plan d'action contre la subversion marxiste [...] au cours de stages interaméricains devant se dérouler à Buenos Aires ». On apprend aussi que, « suite aux discussions à Panama, le général Spirito a créé le comité de lutte contre l'expansion marxiste, à la tête duquel il a placé le colonel López Aufranc, ancien élève de l'enseignement supérieur militaire français ».

C'est ainsi que la direction du premier cours interaméricain de guerre contre-révolutionnaire est confiée à Alcides López Aufranc, qui en établit le programme avec l'aide des Français : « Pour préparer ce cours, j'ai travaillé en étroite collaboration avec les trois assesseurs de l'époque, et principalement avec Robert Bentresque qui était vraiment un expert en guerre antisubversive, me confirme le général lors de son interview à l'École militaire de Paris.

– Et c'est vrai que ce cours a provoqué une certaine jalousie du côté des Américains ?

– Tout à fait, ils étaient même très jaloux au point de demander le départ de la mission militaire française ! Mais, bon, les Américains ne connaissaient absolument rien au sujet de la guerre révolutionnaire, ils apprenaient avec nous !

– Après, ils ont rattrapé leur retard ?

– Oui, grâce aux Français ! »

La « jalousie » des Américains est confirmée par le colonel Bernard Cazaumayou, qui fut affecté à Buenos Aires en 1962, en remplacement de Robert Bentresque. Ancien collègue de Michel Bésineau au 1[er] régiment étranger parachutiste, qui, comme on l'a vu, soutint activement le putsch d'Alger en 1961, Cazaumayou avait effectué un stage au centre d'étude hispanique de l'école d'état-major de Toulouse, avant de rejoindre l'Argentine. Lui aussi a bien connu López Aufranc : « Passez-lui le bonjour de ma part », me dit-il, quand je le joins au téléphone, le 17 avril 2003. Refusant d'être filmé, il confirme, cependant, le « rôle particulier » de la mission militaire française : « Nous étions là-bas, à la demande de l'armée argentine, pour leur enseigner la

guerre révolutionnaire. La mission n'avait pas d'autre objectif que celui-là. Le reste ne nous intéressait pas...

– C'était donc un rôle très différent de celui de la mission militaire américaine ?

– Ça n'avait rien à voir : à l'époque, les Américains en étaient encore à une conception de la guerre classique, avec les chars et les avions. D'ailleurs, ils ont vite compris que nous occupions un terrain plein d'avenir et ça les gênait beaucoup. Il y a une anecdote qui circulait alors à l'état-major argentin : lors d'un cocktail, un général américain qui avait un coup dans l'aile a proposé le matériel d'une division blindée en échange du départ des assesseurs français ! »

L'élaboration du modèle dictatorial

« Celui qui, alors qu'il le pourrait, ne lutte pas contre le communisme avec toute l'autorité et les moyens que lui confère son activité, sa profession, sa fonction ou occupation, que ce soit par indifférence, ignorance ou un intérêt personnel bâtard, contribue directement ou indirectement au développement du communisme et, donc, coopère avec lui [27]. » Ainsi s'exprime le général Spirito dans son discours inaugural ouvrant le premier cours interaméricain de guerre contre-révolutionnaire. À l'évidence, les assesseurs militaires français ne se sont pas contentés d'enseigner la théorie de la guerre révolutionnaire, ils ont aussi transmis son appendice politique, à savoir la matrice dictatoriale élaborée comme on l'a vu à l'École de guerre de Paris, pour faire face à la « guerre totale » qu'est censée mener la subversion internationale. Dans l'une des conférences du cours interaméricain, un orateur français, dont l'identité n'est pas révélée, dit ainsi : « Nous avons compris que le problème n'était pas seulement militaire, mais aussi politique, économique, social, c'est-à-dire total [28]... »

De même, lors d'une table ronde organisée pendant le cours, les responsables animent un débat sur cette phrase attribuée à l'évêque allemand Dietrich von Nickein qui, en 1411, aurait dit : « Quand l'existence de l'Église est menacée, celle-ci cesse d'être assujettie aux commandements de la morale. Quand la fin c'est l'unité, tous les moyens sont sanctifiés : tromperies, trahison, violences, simonie, prison, mort. Parce que l'ordre est pour le bien de la communauté, et l'individu doit être sacrifié au bien commun [29]. »

La dimension totalitaire du combat censé incomber aux forces armées pour préserver le « bien commun » est parfaitement résumée par le général Spirito qui, le 9 avril 1962, tient un discours devant les attachés militaires étrangers en poste à Buenos Aires. S'inspirant explicitement des enseignements dispensés pendant le cours interaméricain, il leur remet un texte intitulé « La crise actuelle de l'Argentine : la mission de l'armée et la guerre révolutionnaire » : « Les armées des pays libres de l'Amérique ont participé au cours interaméricain sur la guerre contre-révolutionnaire, en renforçant ainsi les liens étroits d'amitié qui unissent ceux qui sont responsables de la défense continentale commune, explique le commandant en chef de l'armée de terre. Ces études conjointes [...] révèlent que l'ennemi principal de notre civilisation et mode de vie se trouve au cœur même de nos communautés nationales. C'est pourquoi l'ennemi est extrêmement dangereux. Nous ne sommes pas attaqués de l'extérieur, [...] mais subtilement minés à travers les canaux de l'organisation sociale. Cela envenime les esprits, fragilise les âmes, fabrique des pharisiens et de faux prophètes et déforme tout au rythme imperceptible du temps. C'est une action similaire à celle des termites. La structure s'élabore au fur et à mesure que sont minés les fondements. Un jour, tout s'écroulera sur nos têtes. [...]

« Les forces armées argentines sont pleinement conscientes de leur devoir, qui va de la tâche d'éclairer le champ de la pensée face à la guerre idéologico-religieuse qui secoue actuellement le monde, jusqu'aux faits concrets, en dénonçant au moment opportun les porteurs du virus marxiste, et particulièrement les responsables... Il y a beaucoup de gens dans le pays et à l'étranger qui, interprétant de manière erronée le sens de la guerre contre-révolutionnaire, croient qu'elle est dirigée contre le peuple ou contre d'importants secteurs de la population. [...] Rien n'est plus loin de la vérité. [...] La guerre contre-révolutionnaire a pour but principal d'éviter la contamination de la masse du peuple et d'empêcher la prise en main des organisations fondamentales du pays par des idéologues marxistes et leurs agents. L'objectif de cette guerre contre-révolutionnaire est de préserver la souveraineté nationale. Cela doit être réalisable de préférence en s'appuyant sur les lois de défense de la démocratie et grâce à la santé des institutions qui doivent être capables de créer des anticorps nécessaires pour combattre le mal. Pourtant, parfois, la combinaison de certains facteurs peut exiger l'intervention opportune d'un chirurgien qui éradique le mal avant que le corps ne s'affaiblisse de trop et ne tombe complètement malade [30]... »

Un manuel pour préparer la « guerre sainte »

Dès 1962, c'est-à-dire cinq ans après l'arrivée des premiers assesseurs français, l'état-major argentin dispose d'un véritable manuel théorique et pratique de la guerre contre-révolutionnaire. Intitulé *Instructions pour la lutte contre la subversion*, il a été établi à partir du document *Point de vue. Conduite de la guerre révolutionnaire* rédigé, comme on l'a vu, par les colonels Ballester et Bentresque. La première partie du manuel, qui comprend cent pages, est

consacrée à une présentation théorique de la guerre révolutionnaire, caractérisée comme « permanente, intégrale, universelle et multiforme ». « À un moment donné, expliquent les rédacteurs, quand le processus révolutionnaire est assez avancé », les militaires doivent « assumer la responsabilité partielle ou totale de la lutte, leur seule obligation étant le succès final [31] ».

Dans la seconde partie sont énumérés les moyens à mettre en œuvre pour « lutter contre les organisations clandestines ». Et là, on retrouve la patte des Français qui ont transmis jusqu'aux euphémismes de rigueur. C'est ainsi que la section II du chapitre III, intitulée « Le traitement des prisonniers », débute par : « Interrogatoire : il est nécessaire de procéder à leur identification en utilisant tous les moyens disponibles. » Insistant sur la nécessité d'interroger « toutes les personnes suspectes », le texte recommande de développer en parallèle une intense « action psychologique » : « Beaucoup de ces mesures sont plutôt sévères et doivent être coordonnées grâce à une intense campagne d'opérations psychologiques pour convaincre la population que ces méthodes rugueuses sont utilisées pour son bien [32]. »

Et pour ceux qui n'auraient pas compris, il leur est toujours possible de lire *La Guerre moderne* du colonel Trinquier, que les éditions militaires Rioplatense traduisent dès 1963. Concernant les « méthodes sévères et rugueuses », le prologue est on ne peut plus clair : « Massu, Trinquier et les autres membres des unités parachutistes sont entrés en action avec tellement d'ardeur qu'ils éveillèrent l'attention générale, et leurs activités, commentées un peu partout dans le monde, ont donné à Lartéguy, l'auteur des *Centurions*, le matériau pour écrire ses meilleurs chapitres. Elles ont permis aussi à Trinquier d'utiliser la torture dans la guerre révolutionnaire. La torture est le poison particulier contre le terroriste, comme l'artillerie antiaérienne est l'arme de l'aviateur et la mitraillette celle du soldat [33]. »

Tout cela, faut-il le rappeler, à un moment où « l'Argentine présente un terrain peu favorable à la subversion », ainsi que le reconnaît lui-même le colonel Jean Nouguès, dans un article intitulé « Radioscopie subversive de l'Argentine » publié en 1962 : « Pourtant, le péril existe, poursuit-il. Comment peut-il se concrétiser ? [...] Le groupe le plus réceptif aux théories marxistes se limite à une poignée d'intellectuels, qu'on ne doit pas sous-estimer parce qu'ils sont susceptibles de constituer les cadres de la révolution. » Pour parer cet hypothétique danger, l'instructeur recommande de renforcer les « différents services de renseignement, civils et militaires », qui « peuvent et doivent améliorer leur coordination pour parvenir à une véritable unité de renseignement ». Et d'invoquer, pour conclure, la création d'une « véritable communauté interaméricaine du renseignement qui, préventive, constituera l'un des remparts les plus efficaces contre les manœuvres des subversifs [34] ». Une idée qui, comme on le verra, sera la clé de voûte de la sinistre opération Condor...

En attendant, une chose est sûre : transmise au pied de la lettre, comme un dogme mécanique intangible et en vue d'un conflit aussi virtuel que désincarné, la doctrine française prépare le terrain à une véritable « guerre sainte, avec toute la férocité qui la caractérise », selon les mots visionnaires du lieutenant-colonel Mario Orsolini, qui dès 1964 dénonce les effets pervers engendrés par la théorie de la guerre révolutionnaire : « Sans nuances se développe au sein de la hiérarchie militaire la tendance à partager les idées politiques les plus extrémistes, à imiter les procédés du terrorisme adversaire et à considérer comme ennemis tous ceux qui élèvent leur voix contre cet état de démence collective, écrit-il. La haine finit par devenir le principal moteur de l'action et la peur son fondement secret, [...] provoquant l'avènement du *dictateur* [35]. » Un processus implacable, dans lequel les adeptes du national-catholicisme et de l'intégrisme le plus radical partagent aussi une lourde responsabilité...

15

Le glaive et le goupillon

Mgr Lefebvre en Argentine

« Vous savez, Madame, le problème, c'est qu'ici, en Argentine, il y a des curés communistes... », me dit le jeune prêtre d'origine toulousaine, bras croisés dans sa soutane noire, tandis qu'à ses côtés le séminariste argentin opine du chef.

« Vraiment ?

– Oui ! Et comment croyez-vous qu'on puisse sauver l'âme d'un curé communiste ?

– En priant pour lui, hasardai-je, en pressentant déjà que ce n'est pas la bonne réponse...

– Si seulement ça suffisait ! Non, le seul moyen de sauver l'âme d'un curé communiste, c'est de le tuer... »

La scène se passe à La Reja, à une cinquantaine de kilomètres de Buenos Aires, le dimanche 23 mars 2003, juste après la messe... C'est ici, au cœur d'un parc verdoyant, que la Fraternité Saint-Pie X de feu Mgr Marcel Lefebvre a fait construire un magnifique couvent de style néocolonial espagnol, pierre de taille et toit de tuiles naturelles, inauguré en 2000 en présence d'une palanquée de généraux et de l'ambassadeur de France. Ce haut lieu de l'intégrisme catholique argentin dispose même d'une plaquette de présentation luxueuse, en quadrichromie, réalisée par l'« Association civile La tradition », qui conte par le menu la construction de l'imposante église de l'Immaculée Conception, du patio et des déambulatoires intérieurs du monastère.

À dire vrai, il n'est pas étonnant que le chef de file des opposants aux réformes du concile de Vatican II ait cherché à s'implanter en Argentine. Le 29 août 1976, cinq mois après le coup d'État qui porta au pouvoir le général Videla, Mgr Lefebvre organise, à Lille, un grand office en latin auquel participent quelque 5 000 catholiques intégristes. Dans son homélie, qui défrayera la chronique internationale, il dénonce, en vrac, la messe de Paul VI, la franc-maçonnerie, la laïcité de l'État et les ennemis de la royauté sociale du Christ, et se livre à une apologie du franquisme et des régimes militaires sud-américains, et notamment de la récente dictature argentine : « Ce n'est que dans l'ordre, la justice, la paix dans la société que l'économie peut régner, que l'économie peut refleurir. On le voit bien. Prenez l'image de la République argentine. Dans quel état était-elle il y a seulement deux, trois mois ? Une anarchie complète, les brigands tuant à droite, à gauche, les industries complètement ruinées, les patrons des usines enfermés et pris en otage, une révolution invraisemblable. [...] Vient un gouvernement d'ordre, qui a des principes, qui a une autorité, qui met un peu d'ordre dans les affaires, qui empêche les brigands de tuer les autres, et voilà que l'économie revient, et que les ouvriers ont du travail et qu'ils peuvent rentrer chez eux en sachant qu'ils ne vont pas être assommés par quelqu'un qui voudrait leur faire faire grève alors qu'ils ne le désirent pas [1]. »

Après cet acte d'allégeance inconditionnelle, et tandis qu'à Paris ses partisans occupent l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet, Mgr Lefebvre effectue son premier voyage en Argentine en 1977, en pleine dictature militaire. On raconte qu'il fut reçu par le général Videla en personne, réputé être un intégriste convaincu, mais qu'officiellement rien ne filtra, le dictateur préférant ne pas s'afficher avec un évêque en rupture avec le Vatican. Toujours est-il que le fondateur du séminaire suisse d'Écône sut mettre à profit ses contacts dans la hiérarchie militaire et ecclésiastique [a] : lorsqu'en 1988 il est excommunié pour avoir ordonné quatre évêques, dont un Argentin, il peut se targuer d'avoir ouvert en Argentine quatre couvents et deux églises.

Georges Grasset, l'introuvable « moine-soldat »

En 2003, l'impressionnant couvent de La Reja est le siège de la filiale argentine de l'ordre de Mgr Lefebvre. Il est dirigé par l'abbé Dominique Lagneau, qui a traversé l'Atlantique il y a tout juste quatorze ans. La quarantaine tout en rondeur dans sa bure de rigueur, il ne cache pas sa surprise quand je demande à lui parler : « Je suis historienne, et je travaille sur la Cité catholique », lui dis-je, bien consciente que ma sincérité peut être fatale,

a Après le concile de Vatican II, Mgr Lefèvre se lie avec Mgr Tortolo, le président de la conférence épiscopale argentine, un opposant virulent à la nouvelle politique liturgique prônée par le concile.

mais, vaille que vaille, je continue de rechercher Georges Grasset, le « moine-soldat ».

« Ah ! Je suis né dans une famille très liée à la Cité catholique, me répond le moine avec enthousiasme. Mes parents se rendaient régulièrement à l'abbaye de Chabeuil, et ils ont bien connu Jean Ousset !

– Savez-vous comment je pourrais rencontrer le père Grasset ?

– Il vient régulièrement ici faire des retraites spirituelles, mais il voyage beaucoup, au Paraguay, au Chili...

– Apparemment, c'est l'un des piliers de la Cité catholique en Argentine...

– Tout à fait ! Il y a quelqu'un qui le connaît bien, c'est Luis Roldán, qui fut sous-secrétaire au Culte sous la présidence de Carlos Menem [a]. Il était à la messe tout à l'heure, il n'habite pas loin d'ici, si vous voulez je peux l'appeler. »

Évidemment, je suis ravie, mais je ne tarderai pas à déchanter. Pendant deux heures, j'attendrai, en compagnie du jeune prêtre toulousain et de son acolyte argentin, la venue du « Monsieur Cité catholique », pour reprendre les termes de l'abbé Lagneau. Quand celui-ci m'annonce, enfin, qu'il est arrivé, je sens tout de suite que la rencontre va tourner court : « Pourquoi vous intéressez-vous à la Cité catholique ? », me demande, suspicieux, l'ancien sous-secrétaire, sur un ton inquisitoire. « Vous savez, il y a des journalistes malintentionnés qui ont écrit les pires choses sur elle... Quant au père Grasset, il n'est pas question de vous donner ses coordonnées et de toute façon il ne donne jamais d'interview à personne... » À ses côtés, l'abbé Lagneau a soudain perdu sa verve, comme si, entre-temps, le ciel lui était tombé sur la tête...

Dépitée, mais pas surprise, je décide de faire un tour dans la librairie du monastère. On y trouve toute la littérature intégriste disponible sur le marché, comme ce fascicule intitulé « Les droits de l'homme et la révolution permanente » : « Les droits de l'homme, dont on nous rebat les oreilles depuis deux siècles, [...] ne sont rien d'autre que la révolution permanente et universelle », écrit son auteur, Marcel de Corte, un célèbre maurrassien « de l'Université de Liège », qui précise : « Les droits de l'homme n'existent pas, excepté dans les nimbes de l'utopie », ils sont opposés au « bien commun, le bien suprême de l'homme, qui, selon sa nature, est principalement politique (la politique d'abord, selon la formule célèbre de Charles Maurras) [2] »...

L'argument, on le verra, sera repris à l'envi par les généraux de la junte de Videla, qui justifieront leurs forfaits par la nécessité de protéger le « bien commun » contre les agissements d'une minorité malfaisante... Sur les rayons de la boutique *lefebvrista*, comme on dit en Argentine, il y a aussi *L'Église occupée* [3], un livre de Jacques Ploncard d'Assac, un ancien pétainiste qui, pour échapper à la justice, se réfugia au Portugal, où il devint le conseiller personnel de Salazar. Ou la « Lettre collective » de l'épiscopat espagnol sur « La croisade de libération nationale (1936-1939) [4] », qui rend un vibrant hommage à Franco pour avoir sauvé la patrie de l'anarchie communiste du Front populaire...

J'achète ces « œuvres » au bénévole qui fait office de caissier : « Vous connaissez le père Grasset ?, lui demandé-je, à tout hasard.

– Bien sûr ! Je peux vous donner son adresse, si vous voulez... », me répond-il, contre toute attente, en sortant un petit carnet d'un tiroir...

Voilà comment je me retrouve, quelques heures plus tard, au 1561 de l'avenue Tucumán, en plein centre de Buenos Aires. Quatrième étage, n° 37, dit l'adresse. Sur la porte, une enseigne discrète annonce « Civilidad ». Je sonne. À voir son air paniqué, la femme qui m'ouvre n'est manifestement pas habituée à recevoir des visites impromptues. Curieux endroit : dans l'entrée, il y a le bureau de la dame, puis un couloir qui semble donner sur un appartement.

« Je voudrais parler au père Grasset, dis-je avec assurance.

– Il n'est pas là, bafouille mon interlocutrice. Qui êtes-vous ?

– Je viens de la part d'un ami commun, un ancien de l'OAS...

– Ah ! Le père Grasset fait une retraite spirituelle dans la province de Buenos Aires, et on ne peut pas le déranger. Je peux lui laisser un message, si vous voulez... »

Voilà. J'ai fait chou blanc, mais je ne repars pas les mains vides : dans l'entrée de l'immeuble, le gardien a déposé une enveloppe adressée à « Civilidad ». Elle contient un exemplaire de *Lecture et tradition*, le « bulletin littéraire contre-révolutionnaire », édité à Chiré-en-Montreuil, dans la Vienne. La couverture est consacrée aux 32es Journées chouannes du 1er septembre 2002. Après un article sur « Charles Maurras, l'altissime », on y trouve une interview de Claude Mouton, un ancien de l'OAS, qui fut le « plus proche collaborateur de Robert Martel [5] », selon le mot de Georges Fleury. On se souvient que le colon intégriste et « soldat du Christ-Roi » avait prêté ses fermes pour les basses besognes du commandant Aussaresses. Apparemment, Mouton est devenu écrivain. Intitulé *Le Père André. Un vrai prêtre* [6], son dernier livre est consacré à la vie d'un curé, récemment décédé, qui fut « officier au 2e bureau au moment des événements de mai 1958 », puis « parcourut l'Amérique latine pour mettre en garde les évêques et cardinaux contre le concile Vatican II », avant de « vivre plusieurs années en Argentine »... Un proche de Grasset et un autre « moine-soldat » ?

La question me taraude encore quand j'arrive dans le bureau de mon confrère Horacio Verbitsky avec qui j'ai rendez-vous [7] : « Le père Grasset

a Carlos Menem fut président de 1989 à 1999. Éclaboussé par de nombreuses affaires de corruption, il se représente cependant en mai 2003, mais, annoncé perdant dans les sondages, il se retire avant le second tour des élections.

peut devenir une vraie obsession, sourit-il, après avoir écouté le récit de ma double escapade. Tous ceux qui ont travaillé sur le rôle de la Cité catholique en Argentine ont rêvé de l'interviewer, mais c'est un personnage occulte, caché, on n'a jamais vu une photo de lui...

– C'est vrai qu'il est le confesseur personnel du général Videla ?

– C'est ce qui se dit, mais je n'en ai pas la preuve... »

La vieille complicité des extrêmes droites française et argentine

Horacio Verbitsky, soixante-deux ans, est l'un des journalistes argentins les plus réputés. Chroniqueur au quotidien *Página 12*, il est l'auteur de plusieurs livres, dont *El Vuelo*[8], qui raconte les méthodes d'extermination utilisées à l'École supérieure de mécanique de la marine (ESMA), où était organisé chaque mercredi, de 1976 à 1978, un « vol de la mort ». Baptisée pudiquement « transfert », selon le processus bien connu d'euphémisation, l'opération consistait à jeter vivants à la mer, depuis un avion, une trentaine de « subversifs », qui avaient été préalablement endormis par une piqûre de Penthotal (voir *infra*, chapitre 22).

Ancien militant de la gauche péroniste, Horacio aurait très bien pu finir à la mer. Il le sait et il n'a pas oublié tous ses compagnons qui ont disparu à jamais. Depuis, il a mis sa plume au service des droits de l'homme, en se battant, jour après jour, contre l'impunité des généraux, mais aussi contre l'oubli. Un travail de mémoire dont fait partie la recherche qu'il entreprit, dès les années 1980, sur le rôle des Français dans la guerre sale argentine. Aujourd'hui, il est l'un des meilleurs spécialistes de cette question, sur laquelle il n'a cessé d'accumuler témoignages et archives depuis plus de vingt ans. « Je sais personnellement que ce n'est pas facile d'aborder ce sujet en France, me dit-il, en me tendant une coupure de journal. En 1987, c'est-à-dire quatre ans après la fin de la dictature, j'ai interviewé François Mitterrand à l'Élysée, juste avant qu'il s'envole pour Buenos Aires, où il avait été invité par le président Raúl Alfonsín. Il m'a carrément fait sortir, quand j'ai évoqué la présence des assesseurs militaires français en Argentine... »

De fait, l'article de Horacio se termine par une ultime question : « Il y a un quart de siècle, la France sortait d'une guerre coloniale et commençait alors la reconversion des officiers de l'armée qui avaient participé à des violations des droits de l'homme, pour les réintégrer dans un schéma républicain. Certains de ces officiers sont d'ailleurs devenus des instructeurs des militaires argentins. Y a-t-il des éléments de ce processus de réadaptation qui peuvent servir à l'Argentine d'aujourd'hui ?

– On ne doit pas exagérer la comparaison, répond sèchement Mitterrand, car la France n'avait pas souffert d'un régime militaire. Il y a eu une rébellion dans un territoire limité, dans une petite partie du territoire, qui, à cette époque, faisait partie de la République française. Ce n'est pas possible de faire une comparaison stricte[9]... »

Horacio Verbitsky, qui prépare quand je le rencontre un livre sur l'Église catholique argentine, connaît bien l'histoire des relations franco-argentines, sa face lumineuse, mais aussi sa face la plus sombre : « Ce qui caractérise l'Argentine, par rapport à ses voisins latino-américains, c'est l'influence exceptionnelle exercée par l'extrême droite française sur une partie de son élite, m'explique-t-il. Et celle-ci fut d'autant plus forte qu'elle ne fut pas seulement intellectuelle ou théorique, mais qu'elle a toujours reposé sur des relations personnelles très étroites entre des Français et des Argentins, qui se rencontraient ou communiquaient régulièrement. Cela a commencé dès le XIXe siècle avec Louis de Bonald[a], le théoricien de la contre-révolution, puis, cela a continué avec l'Action française de Charles Maurras, qui a fasciné littéralement les théoriciens du national-catholicisme comme Gustavo Martínez Zuviría, *alias* Hugo Wast, qui vécut plusieurs années à Paris, ou le prêtre jésuite Julio Meinvielle, d'origine française, qui connaissait bien Maurras.

« Et puis, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'archevêque Antonio Caggiano, qui est aussi un admirateur de l'Action française, organise avec le cardinal Eugène Tisserant[b], un anticommuniste virulent, la fuite vers l'Argentine des principaux criminels de guerre français et collaborateurs du régime de Vichy, avec le soutien du Vatican et du gouvernement de Perón. Lors de son voyage à Rome, en 1946, au cours duquel il sera promu cardinal par le pape Pie XII, Caggiano est accompagné d'Augustín Barrère, l'évêque de Tucumán, qui est d'origine française et entretient une relation épistolaire avec Maurras.

« Les liens entre l'extrême droite française et l'Église argentine sont si forts qu'ils sont dénoncés par Vladimir d'Ormesson, qui est à l'époque ambassadeur de France auprès du Vatican, avant d'être muté en Argentine. J'ai pu consulter les archives de d'Ormesson, dont la famille a été persécutée par le régime de Vichy : dans une lettre qu'il adresse en 1946 au cardinal Tisserant, il lui dit qu'à l'exception de deux ou trois évêques, toute la conférence épiscopale argentine est fasciste. Manifestement, il ne sait pas qu'au même moment Tisserant est en train d'organiser, avec Caggiano, la fuite des chefs de la collaboration vers l'Argentine. Tous ces "réfugiés" joueront un rôle important dans

a Écrivain politique français, Louis de Bonald (1754-1840) fut le principal représentant de la pensée contre-révolutionnaire. Monarchiste et catholique, il critiqua notamment la Déclaration des droits de l'homme et prôna une « déclaration des devoirs »...

b À cette époque le cardinal Eugène Tisserant (1894-1971) est en charge des « questions russes » au Vatican et, de ce fait, il entretient d'étroites relations avec la CIA.

la transmission des idées fascistes françaises. Ils seront relayés, au début des années 1960, par la Cité catholique de Jean Ousset, qui exerça une influence fondamentale dans la formation idéologique des généraux de la dictature de 1976.

– Le cardinal Caggiano inaugura le premier cours interaméricain de guerre contre-révolutionnaire ?

– Tout à fait ! C'est aussi lui qui organisa les vicariats militaires [a], qui ont véritablement endoctriné l'armée sur une base nationaliste, catholique intégriste, antilibérale, antidémocratique, anticommuniste, antimaçonnique et antisémite [b]...

– Il connaissait Jean Ousset et Georges Grasset ?

– C'est sûr ! La preuve c'est que la préface à l'édition argentine du *Marxisme-léninisme*, qui est avec *Pour qu'Il règne* l'œuvre fondamentale d'Ousset, est rédigée par Caggiano en personne ! Quant à la traduction elle-même, elle est réalisée par le colonel Juan Francisco Guevara, le bras droit de Grasset dans le comité éditorial d'*El Verbo* [c]. On peut vraiment dire qu'au début des années 1970 l'extrême droite catholique prépare le terrain idéologique à la prise du pouvoir par les militaires en prônant un modèle fasciste et théocratique de la société, très marqué par l'influence française. »

Et Horacio d'exhiber trois exemplaires de la revue nationale-catholique *Cabildo*, qui jouissait d'une large audience dans les milieux militaires : « Ces numéros ont été publiés quelques mois avant le coup d'État de Videla, commente-t-il, en feuilletant les pages jaunies. À qui rend-on hommage à longueur d'articles ? À Charles Maurras, à Mgr Lefebvre ou à Robert Brasillach, le journaliste du journal antisémite *Je suis partout*, qui fut fusillé à Paris en février 1945... Après, pendant la dictature, les vicaires militaires s'emploieront à justifier les méthodes de la guerre sale auprès des officiers à qui elles posaient quelques problèmes de conscience. C'est ainsi que le capitaine Francisco Scilingo, qui est le principal témoin de mon livre *El Vuelo*, me raconte que la technique des vols de la mort a été approuvée par des membres de la hiérarchie catholique au motif que c'était une forme chrétienne de mort... »

---

a En Argentine, le vicariat militaire a été créé officiellement en juillet 1957. Il est dirigé par un évêque désigné par le pape et tous les prêtres qui en dépendent sont payés par l'armée.

b En 1964, Mgr Bonamín, vicaire militaire, déclare dans une conférences aux chefs militaires : « Cette guerre par bien des aspects est une guerre religieuse déclarée par les athées contre ceux qui croient en Dieu » (*El Mundo*, 20 mai 1964).

c La version argentine, on l'a vu, de la revue de la Cité catholique, *Verbe*

« La croix et l'épée »

Déterminante, la rencontre avec Horacio m'a permis de plonger un peu plus loin dans l'histoire de l'Argentine, pour éviter l'écueil de la simplification outrancière et cerner au plus près l'échelle des responsabilités dans la constitution du « cocktail », pour reprendre l'expression du général Balza, qui conduira à la dictature féroce de 1976. De même que le succès de la greffe militaire française s'explique, comme on l'a vu, par la réceptivité exceptionnelle du terrain d'implantation, celui de la Cité catholique est également dû à un particularisme argentin, sans lequel l'« œuvre » de Jean Ousset serait restée marginale, comme dans la plupart des pays latino-américains où elle a, pourtant, essayé de s'implanter.

« Plus que partout ailleurs, l'Argentine est le pays de l'alliance sacrée entre les évêques et les généraux [10] », écrit ainsi le théologien belge Jacques Comblin, qui vécut longuement au Brésil et au Chili. De fait, depuis le « coup d'État funeste » du général José Felix Uriburu en 1930, les adeptes de l'« ordre chrétien » n'ont cessé de s'activer dans les milieux militaires pour les pousser à prendre le pouvoir et instaurer ce que les partis de gauche dénonceront comme la dictature « cléricale-militaire-fasciste [11] ». Se réclamant de la « Révolution nationale », ces civils de l'extrême droite catholique créent, dès l'arrivée au pouvoir d'Uriburu, un mouvement politico-religieux baptisé « Restauración », dont l'hymne commence par ces mots : « Avec la croix transformée en épée, nous restaurons la foi de la nation [12]. »

Ayant pignon sur rue, avec leurs organes de presse comme la revue *Criterio*, très lue dans les cercles militaires, les croisés de la contre-révolution se taillent la part du lion dans la fonction publique, y compris à la tête des ministères où leurs ténors occupent souvent des postes clés. C'est ainsi que, le 14 octobre 1943, l'écrivain ultra-catholique Gustavo Martínez Zuviría, *alias* Hugo Wast, dont a parlé Horacio Verbitsky, est nommé ministre de la Justice et de l'Instruction publique. Aussitôt, il s'empresse de supprimer l'autonomie des universités, tandis qu'il déclare publiquement : « Il faut christianiser le pays conformément à l'histoire et à sa Constitution, [...] il faut extirper les doctrines de haine et d'athéisme, il faut respecter la loi [13]. »

Après le coup d'État du général Lonardi contre Perón en 1955 et l'avènement de la *Revolución libertadora* [14], qui s'emploie à démanteler les bases du péronisme, les partisans de l'alliance de la « croix et de l'épée » tiennent le haut du pavé : « Grâce à notre foi dans le Christ et en Notre-Dame du Rosaire à laquelle le général [...] a offert son épée, proclament-t-ils sur une radio de Córdoba, nous avons triomphé peut-être par miracle. Ce n'est pas en vain que sur la poitrine des soldats et des civils, sur les ailes des avions, sur les batteries d'artillerie, on a vu apparaître un nouvel insigne formé d'une croix et d'un V : le Christ vaincra [15]. »

Désormais, les intégristes noyautent les instances gouvernementales – comme le théoricien Juan Carlos Goyeneche, futur pilier de la Cité catholique, nommé secrétaire à la Culture et à la Presse – et peuvent réaliser leur rêve : l'instauration d'un d'État corporatif, menant une politique nationale et autoritaire selon les enseignements de leur guide spirituel, le prêtre jésuite Julio Meinvielle. Animant de nombreux cercles civils et militaires, cet écrivain prolixe, auteur d'une vingtaine de livres en quarante ans d'activisme[a], est un fasciste notoire : « Il n'y a rien de plus tyrannique que le gouvernement de l'État démocratique libéral, qui en étant au service de la ploutocratie internationale, corrompt toute la vie nationale », écrit-il en 1961 dans « Le communisme dans la révolution antichrétienne », son œuvre phare où il dénonce les « ennemis du christianisme » que sont « les Juifs, les maçons et les communistes ». Puis, se faisant plus concret, il précise : « Les universités publiques argentines, qui naturellement représentent la matrice dans laquelle naissent nos classes dirigeantes, sont purement et simplement livrées au communisme soviétique. La société argentine consacre des montants fabuleux de l'argent public à la perversion systématique des intelligences de ce qui doit être sa meilleure jeunesse et les classes dirigeantes de demain[16]. » La plupart des essais de Meinvielle, qui sera, dès sa création en 1958, un membre très actif de la Ciudad católica, seront publiés dans la revue *El Verbo*.

C'est aussi le cas de Jordán Bruno Genta[b], disciple de Meinvielle et autre chantre de l'intégrisme contre-révolutionnaire, à qui l'armée de terre demandera, en 1962, de rédiger une doctrine de la guerre contre-révolutionnaire : « Seule une politique catholique et militaire peut contenir la décomposition maçonnique et communiste de la patrie », écrit-il en 1955, pour prôner « une politique fondée sur les deux institutions fixes et immuables : l'Église du Christ, d'ordre surnaturel, et les Forces armées de la Nation, d'ordre naturel[17]. »

Qu'ils s'appellent Gustavo Martínez Zuviría, Jordán Bruno Genta, Julio Meinvielle ou Juan Carlos Goyeneche, tous sont des théoriciens d'extrême droite, partageant en outre un antisémitisme parfois virulent qui se déchaînera, plus tard, dans les salles de torture de la dictature : « Paradoxalement, l'hitlérisme est l'antichambre du christianisme, écrit le père Julio Meinvielle en 1940. Il faut détruire la structure antichrétienne. C'est précisément le grand service qu'est en train de prêter l'Axe à l'Église[18]. » Défendant la « purification » menée par les nazis dans la France occupée, Meinvielle est l'auteur d'un best-seller intitulé « Le Juif », réédité jusqu'à la fin des années 1960[19]. Quant à Goyeneche, il était carrément un agent de la Division du renseignement

a Julio Meinvielle est mort écrasé par une voiture, à Buenos Aires, en août 1972.

b Jordán Bruno Genta a été assassiné en 1974.

extérieur de la SS, le fameux « Ausland-SD », et n'hésitait pas à se vanter des entretiens personnels qu'il avait eus en 1942 avec Joachim von Ribbentrop, le ministre des Affaires étrangères de Hitler, et Heinrich Himmler, le chef des SS[20].

Tout ce beau monde entretient une relation aussi étroite que naturelle avec l'archevêque Antonio Caggiano, celui-là même qui organisa la fuite des pétainistes et autres collaborateurs français, ainsi que de nombreux dignitaires nazis, vers l'Argentine. Car, finalement – comme le dit très justement Horacio Verbitsky –, dans cette sinistre histoire tout est aussi affaire de relations personnelles...

Le « syndicat des condamnés à mort »

« Par quelle filière êtes-vous arrivé en Argentine ?

– C'était, je crois, un réseau monté par des militaires catholiques argentins et français.

– Est-ce qu'ils étaient liés à la Cité catholique ?

– C'est possible... Je me souviens surtout d'un curé qui s'appelait Georges Grasset et qui était tout sauf un gauchiste ! Je dirais même que, du temps du *proceso*[a], il était de tout cœur avec les généraux ! »

Retourné dans sa Corse natale après un long exil argentin, Jean Birot est un ancien capitaine qui fut condamné à mort en septembre 1963 pour avoir dirigé les commandos Delta d'Oran. Réfugié d'abord en Espagne, il avait fini par gagner la Suisse, qui l'expulsa vers l'Argentine à la fin de l'année 1964 : « J'ai été accueilli à Buenos Aires par un Français qui s'était réfugié en Argentine après la guerre, avec un passeport fourni par le Vatican, m'explique-t-il au téléphone[21]. Il s'appelait François Nègre. C'était un ancien pétainiste, originaire de Mirepoix. On s'est retrouvé toute une équipe de Corses dans la propriété qu'il avait à Neuquén. »

L'histoire est confirmée par Enrique Nègre, le fils de François Nègre, qui vit toujours dans la région de Neuquén, où il travaille pour des « sociétés françaises para-pétrolières » : « Mon père est arrivé en Argentine grâce à un réseau monté par l'évêque Caggiano, me confie-t-il quand je l'appelle depuis Buenos Aires. Ils étaient toute une colonie de Français qui se sont installés ici après la Seconde Guerre mondiale. Ils ont joué un rôle capital pour la prise en charge des anciens de l'OAS. »

Le « syndicat des condamnés à mort » : c'est ainsi que les Français de Buenos Aires appelaient l'Amicale des réfugiés vichystes, qui avaient échappé

a Le *proceso* est la forme abrégée de *proceso de reorganisación nacional*, nom donné par la junte de Videla à sa politique.

à la justice française grâce aux bons soins du contre-révolutionnaire Caggiano et de son complice le cardinal Eugène Tisserant, comme me l'expliquait Verbitsky. La longue et minutieuse enquête réalisée par mon confrère américano-argentin Uki Goñi [22] confirme que la « cavale des maudits [23] » a effectivement été organisée à Rome, sous les auspices du Vatican. C'est l'époque de la guerre froide, où l'union sacrée contre le fascisme a laissé la place à un anticommunisme aveugle, justifiant tous les retournements d'alliance : « Tisserant m'a dit qu'il croit fermement qu'il y a une probabilité de 50 % que la Russie provoque une guerre cette année », rapporte ainsi, depuis Rome, l'agent spécial du contre-espionnage américain William Gowen dans un rapport à Washington [24].

Anticommuniste au point de penser que « les rouges ne méritaient pas une sépulture chrétienne [25] », l'ancien conservateur des manuscrits orientaux à la Bibliothèque vaticane, devenu l'expert des questions russes au Saint-Siège, se met en rapport avec un certain... Giovani Battista Montini, le futur pape Paul VI. Celui-ci dirige alors la 2e division du secrétariat d'État chargé des Affaires internationales, dont dépend le bureau des réfugiés du Vatican censé délivrer à des « personnes déplacées ou apatrides » des certificats d'identité. En fait, dès 1946, l'officine travaille en liaison étroite avec l'organisation Odessa, créée par d'anciens SS, pour organiser des filières d'évasion. C'est ainsi que des milliers de criminels de guerre nazis, mais aussi croates, belges ou français obtiennent des faux papiers pour se refaire une nouvelle vie aux quatre coins du monde, et notamment en Argentine où ils sont accueillis grâce au soutien actif du général Juan Domingo Perón (lequel, dans un enregistrement privé réalisé par lui-même, avouera qu'il considérait le procès de Nuremberg « comme une infamie et comme une leçon funeste pour l'avenir de l'humanité [26] »). À Rome, les visas sont délivrés par l'ambassade d'Argentine, sur recommandation des archevêques Caggiano et Tisserant qui espèrent ainsi constituer une « réserve d'experts anticommunistes en Amérique latine dans le cas d'un cataclysme russe [27] ».

L'élection triomphale de Perón le 24 février 1946 marque le coup d'envoi de l'opération. Arrivent ainsi à Buenos Aires Edward Roschmann, le « boucher de Riga », Martin Bormann, le secrétaire personnel de Hitler (déguisé en curé !), Joseph Mengele, l'« ange de la mort » d'Auschwitz, Klaus Barbie, le « boucher de Lyon » (qui gagnera ensuite la Bolivie), Adolf Eichmann, le planificateur de la « solution finale », Walter Rauff, l'inventeur des fourgons à gaz ; mais aussi des fascistes italiens, comme Vittorio Mussolini, le fils du Duce, et une centaine de criminels de guerre francophones. Parmi eux : Jean-Pierre Ingrand, un ancien chef des « sections spéciales » de Vichy, qui présidera l'Alliance française dans les années 1970 ; Charles Lesca, ex-agent des services secrets SS et directeur de l'hebdomadaire antisémite *Je suis partout* ; le docteur Verger, ancien chef de la milice de la Haute-Vienne ; Marcel Boucher, Fernand de Menou, Robert Pincemin, Émile Dewoitine, tous condamnés à mort pour « intelligence avec l'ennemi » ; Jacques de Mahieu, ancien de la division Charlemagne de la Waffen-SS ; Georges Guilbaud, fondateur de la milice dans le nord de la France, à la demande de Pierre Laval ; ou le Belge Pierre Daye, du parti rexiste de Léon Degrelle [28]... À ces criminels de guerre patentés s'ajoutent des dizaines de collaborateurs pronazis, qui fuient les prisons françaises.

Le colonel Gardes et l'École de mécanique de la marine

François Nègre fait probablement partie de ceux-là : « boucher de père en fils depuis trois cents ans », selon les termes de son fils Enrique, l'ancien pétainiste poursuit la tradition familiale dès son arrivée à Neuquén, en 1946. C'est ainsi qu'il crée une usine de... pâtés de lièvre, où il accueillera plus tard une nouvelle recrue du « syndicat des condamnés à mort » : le colonel Jean Gardes qui débarque en Argentine au printemps 1963.

« Mon père était très proche de la Cité catholique, m'explique Florence Gardes, l'une des filles de l'ancien chef de l'OAS. Mais je ne sais pas vraiment par quelle filière il est arrivé en Argentine. Vous savez, à l'époque, j'étais gamine. Tout ce qui est sûr, c'est qu'il est parti d'Espagne, où il s'était réfugié, après sa condamnation à mort par un tribunal militaire le 11 juillet 1961... »

Florence Gardes et sa sœur Christine Assemat me reçoivent à Paris, le 27 janvier 2003, dans l'appartement qu'occupait leur père jusqu'à sa mort, en juillet 2000. C'est aujourd'hui un véritable musée familial, dans lequel s'entasse une partie des archives de l'ancien officier putschiste, qui fut amnistié par la loi du 31 juillet 1968 : « En fouillant dans les cartons, j'ai retrouvé ces documents qui concernent le séjour de notre père en Argentine, me dit Florence Gardes. Il y a des lettres d'un certain "père André" et des notes manuscrites concernant des rendez-vous avec un officier de la marine. »

De fait, d'après un compte rendu rédigé par Gardes en lettres serrées, celui-ci a un rendez-vous avec un certain « Roussillon », un capitaine de corvette argentin, au café Castelar de Buenos Aires. « La proposition, écrit l'ancien chef du 5e bureau d'Alger, c'est de m'aider contre des conseils sur la guerre subversive à la marine. Actuellement, trois personnes sont chargées de cette question à l'École de mécanique de la marine. La personne (Russo) désignée par le commissariat aux Étrangers effectue plusieurs mises en garde, s'appuyant sur le fait que je dois rester colonel et surtout éviter de me mettre au service d'une faction... »

Puis, préparant manifestement un « nouveau rendez-vous avec l'amiral Russo », le colonel Gardes note : « Réponse à donner :

– pas besoin de fonds actuellement,

– je veux rester ici, mais travail en dehors de toute politique ou technique de masse,

– donc si je peux vous aider, c'est avec plaisir, mais en seule contrepartie m'aider à rester ici, faire connaissance du pays et des gens, pas de poste rétribué, au moins pendant ce mois de mars.

– D'autant que si je peux rester ici, je m'orienterai rapidement vers la campagne.

– Et surtout je veux rester libre.

– *Asesor* [conseiller] : oui »...

Le dernier document est un brouillon de conférence sur l'« organisation subversive » et les mesures « d'ordre psychologique et tactique » à mettre en place pour en « saper la base et en détacher les cadres ».

Ce que je subodorais est donc confirmé : à peine arrivé, l'ancien chef de l'OAS et spécialiste de la guerre subversive est contacté par l'armée argentine, pour dispenser son savoir. Il n'y a pas de raison que cela n'ait pas été aussi le cas pour ses ex-compagnons d'armes, dont les Gardy, Bésineau ou Curutchet, réunis dans un « phalanstère militaire », comme on l'a vu, dans la région de Formosa. De plus, Gardes fut aussi sollicité par des agents de la CIA quand il fabriquait ses pâtés avec l'ancien pétainiste de Neuquén : « Un jour, me raconte Enrique Nègre, des Américains ont débarqué chez mon père. Ils voulaient parler avec le "colonel". Je ne sais pas ce qu'ils se sont dit, car à l'époque j'étais adolescent et je n'ai pas été autorisé à écouter leur conversation... »

La Ciudad católica prend le pouvoir

« Celui qui a exercé le plus d'influence sur les hommes d'armes argentins fut Georges Grasset. » Voilà ce qu'écrit le journaliste Fernando Almirón dans un livre consacré aux exactions de la dictature militaire de Videla[29]. Un avis que partage le colonel et écrivain espagnol Prudencio García, qui décrit le « moine-soldat » comme le « théologien le plus actif qui a exercé la plus grande influence en Argentine », avant de préciser : « Aumônier de l'armée française en Algérie et guide spirituel de l'OAS, Grasset s'est installé en Espagne, où il entre en relation avec le prince Bourbon VI, le chef du courant le plus réactionnaire de l'ancien carlisme espagnol[a]. Puis il part en Argentine pour diriger l'édition de la revue *El Verbo*, en 1962[30]. »

a Très lié à l'extrême droite, Bourbon VI, dit le « prince de Paris », revendique le trône espagnol. En Espagne, le « carlisme » désigne l'attachement à la politique absolutiste et réactionnaire de Don Carlos (1788-1855).

De son côté, le journaliste argentin Ignacio González Janzen souligne que « la mission de Grasset était aussi de négocier l'immigration d'un groupe de pieds-noirs[31] ». Cité systématiquement par les journalistes ou historiens qui ont travaillé sur la genèse de la dictature argentine comme un personnage incontournable[32], le mystérieux père Grasset fut très certainement l'organisateur de la fuite du colonel Gardes en Argentine. Ce qui est sûr, en tout cas, c'est qu'il arrive à Buenos Aires en 1962 pour encadrer le développement spectaculaire de l'antenne argentine de la Cité catholique, la Ciudad católica : depuis sa création trois ans plus tôt, grâce à Roberto Gorostiaga et au colonel Juan Francisco Guevara, elle a réussi à implanter de nombreuses « cellules » au sein des garnisons militaires.

Par ces deux piliers de la filiale argentine, Grasset est introduit auprès du général Juan Carlos Onganía, le commandant en chef de l'armée de terre, qui ne fait pas mystère de ses convictions intégristes. Une rumeur jamais démentie rapporte que c'est après une « retraite spirituelle », dont Grasset et Onganía sont très friands, que ce dernier renverse le président Arturo Illia par un coup d'État, le 28 juin 1966.

C'est ainsi que les catholiques d'extrême droite font leur entrée massive dans les instances gouvernementales et administratives, et notamment les membres les plus en vue de la Ciudad católica[a] : le colonel Juan Francisco Guevara, considéré comme l'« un des principaux mentors du coup d'État[33] » ; Roberto Gorostiaga, qui reçoit le portefeuille de la « promotion communautaire » ; Carlos Caballero, l'un des bras droits du père Grasset, désigné gouverneur de Córdoba ; ou encore Jorge Salimei, un « industriel prospère » promu ministre d'un « super-ministère de l'Économie », grâce à l'entremise du général Eduardo A. Señorans, ancien chef des services secrets argentins (SIDE) et membre influent de la Ciudad católica[34].

Prônant l'« ordre moral » jusque dans les casernes – désormais, un officier divorcé ne peut plus prétendre à une promotion –, le général Onganía, que la presse surnomme le « Franco argentin[35] », résume les objectifs de sa politique d'une phrase qui a le mérite de la clarté : « Défendre notre système de vie occidentale et chrétienne contre les assauts du totalitarisme rouge[36]. » C'est ainsi que les universités, considérées comme propices à la politisation, deviennent la cible privilégiée du nouveau pouvoir : le 29 juillet 1966, une loi met fin à leur autonomie, tandis que doyens et recteurs sont rattachés au ministère de... l'Intérieur. Immédiate, la mobilisation des professeurs et des étudiants est écrasée avec une brutalité féroce, notamment lors de la « nuit des longs bâtons » aux relents nauséabonds...

a Auxquels s'ajoutent les « cursillistes », adeptes des *cursillos de cristiandad* (« stages de christianisme ») importés de l'Espagne franquiste.

Cette politique nationale-catholique et anticommuniste est soutenue à longueur de numéros par *El Verbo*, dont le père Grasset assure la direction, même si – secret oblige – son nom n'apparaît jamais dans aucun sommaire. À l'instar de son modèle français, la revue sert de support à l'animation des « cellules », et aussi à la formation idéologique des cadres de la Ciudad católica. Parmi les auteurs qui reviennent le plus souvent, on trouve Jean Ousset, qui signe par exemple une série, à partir de mars 1967, sur « Les devoirs et conditions de l'efficacité pour combattre la Révolution antichrétienne », ainsi que Gustavo Martínez Zuviría, Jordán Bruno Genta, Julio Meinvielle et Juan Carlos Goyeneche, les ténors argentins de l'intégrisme contre-révolutionnaire.

D'une année sur l'autre, les thèmes abordés relèvent toujours de la même obsession : « Radioscopie de la guerre révolutionnaire » (avril 1967) ; « La guerre, la paix et le droit naturel », avec une contribution de l'amiral Auphan, ancien ministre de la Marine du gouvernement de Vichy (mars 1968) ; « La conspiration communiste mondiale » (mai 1974), avec un éditorial du dissident soviétique Alexandre Soljenitsyne ; ou « Les eurocommunistes et les communistes sont la même chose » (décembre 1977). Quant aux livres recommandés et commentés, ils sont du même tonneau : *La Guerre révolutionnaire*, du général André Beaufre ; *La Confrontation : révolution et contre-révolution*, du colonel Château-Jobert ; ou « Le pouvoir destructeur de la dialectique communiste », de Julio Meinvielle...

En septembre 1975, alors que les généraux préparent activement leur coup d'État, Georges Grasset et ses comparses décident de publier les articles du fameux « Cornelius », qui avaient, on s'en souvient, provoqué un tollé parce qu'ils justifiaient l'usage de la torture en Algérie à grand renfort de poncifs théologiques. Reprenant intégralement le titre initial (« Morale, droit et guerre révolutionnaire »), la version espagnole [37] est une copie conforme des originaux, à quelques détails près : les trois articles sont attribués à un certain « Centurión » et toute référence à la France ou au contexte particulier de la guerre d'Algérie a été gommée pour être adaptée à la situation argentine. Par exemple, quand le texte de « Cornelius » dit : « Trop de Français ne comprennent pas encore que la guerre d'Algérie est un cas de guerre révolutionnaire "chaude" », celui de « Centurión » affirme : « Beaucoup d'Argentins ne comprennent pas encore que la lutte menée à Tucumán est une guerre révolutionnaire "chaude"... » De même, l'« organisation politico-militaire du FLN » devient la « guérilla », tandis qu'aux « combattants en Algérie » se substituent les « combattants des forces armées argentines »...

La Bataille d'Alger et l'enseignement de la torture

Quand sont publiés les articles de « Centurión », l'enseignement des techniques de la bataille d'Alger a déjà été largement intégré dans les programmes d'instruction militaire. Ironie de l'histoire : c'est le film de Pontecorvo et de Yacef Saâdi qui sert, dans un premier temps, d'outil de formation à la lutte antisubversive.

Un détournement pervers de *La Bataille d'Alger* que je découvre tout à fait fortuitement : dans son livre *El Vuelo* [38], Horacio Verbitsky rapporte le témoignage de Julio César Urien, un ancien officier qui avait suivi un cours de lutte antisubversive à l'École de mécanique de la marine, en 1971 : « C'est vrai, me confirme Urien quand je le joins au téléphone, mais la première instruction concrète que j'ai reçue dans ce domaine, c'était en 1967, quand j'étais cadet, c'est-à-dire peu après mon entrée dans la marine. Un jour, la direction de l'École navale a réuni toute ma promotion, et on nous a présenté le film *La Bataille d'Alger* comme une introduction à la doctrine de la guerre antisubversive... »

C'est ainsi que le 17 mai 2003 j'interviewe Julio César ainsi qu'Anibal Acosta, qui faisait partie de la même promotion de la marine. En 1972, à peine promus officiers, les deux compagnons sont arrêtés et emprisonnés, pour avoir participé à la mutinerie de deux cents officiers qui s'opposaient à ce qu'ils considéraient déjà comme des « dérives de l'armée ». Quand je les rencontre, Julio César dirige une association chargée de monter des projets économiques alternatifs et Anibal est professeur d'économie à l'université de Buenos Aires. Pour l'occasion, ils ont accepté de revoir ensemble *La Bataille d'Alger*, dont Anibal possédait une copie vidéo. Visiblement émus, les deux anciens officiers interrompent le visionnage au moment où le film présente, sans fard, les différentes techniques de torture utilisées par les militaires français : gégène, technique du « sous-marin » ou du « chevalet », supplice du chalumeau, des images proprement insoutenables...

« Ce ne sont pas des souvenirs agréables, parce que tout ça, je l'ai vécu dans ma propre chair, souffle Julio César. Moi-même, j'ai été fait prisonnier par la marine, parce qu'en tant qu'officier je me suis opposé à ce genre de pratiques...

– Qui vous a présenté ce film à l'École navale ?

– C'est le directeur d'études, avec l'aumônier militaire qui était en poste à l'École navale, qui ont dirigé la projection. Il y avait, disons, un accompagnement religieux ou spirituel...

– L'aumônier militaire justifiait les méthodes de la bataille d'Alger, et y compris la torture ?

– Tout à fait ! La torture n'était pas envisagée d'un point de vue moral, mais elle était considérée comme une arme de combat.

– Il faut savoir qu'ici en Argentine tout un secteur de la hiérarchie catholique a complètement soutenu ce genre de pratiques, poursuit Anibal. En revoyant ce film, je me dis qu'ils nous l'ont présenté pour nous préparer psychologiquement à une guerre qui n'était pas celle pour laquelle nous étions entrés dans l'École navale, c'est-à-dire la guerre régulière contre un ennemi extérieur. En fait, ils nous préparaient à une guerre irrégulière contre les militants des partis progressistes, considérés comme des terroristes en puissance, et, d'une manière générale, contre la population civile, devenue le nouvel ennemi. En d'autres termes, ils nous préparaient à des tâches policières contre nos concitoyens et à l'utilisation de méthodes qui seront massivement employées pendant la dictature. Avec le recul, je pense qu'il y a un autre élément important du film qu'ils voulaient aussi nous inculquer : le fait que les lois démocratiques sont un obstacle à la lutte contre la subversion et que seuls les militaires sont capables de régler les problèmes. Neuf ans avant le coup d'État, ils introduisent déjà l'idée que la rupture de l'ordre constitutionnel est non seulement nécessaire, mais aussi légitime. Le résultat de tout cela c'est que, petit à petit, l'armée va s'isoler et se couper de la population, en macérant pendant des années dans un sentiment confus de peur et de danger qui, je crois, est à l'origine de la répression féroce que mèneront les militaires pendant la dictature.

– Est-ce que la torture était utilisée à l'époque dans l'armée argentine ?

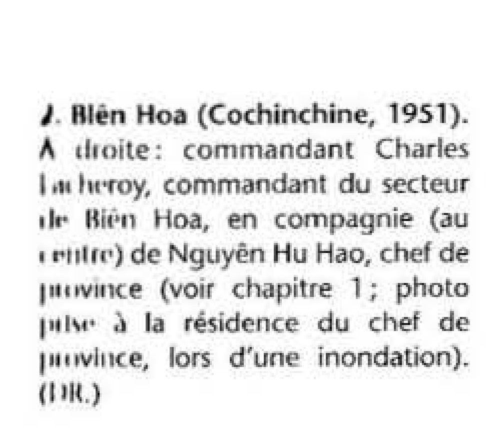
– Avant ça, non ! Des amis officiers m'ont raconté, en 1968, qu'ils s'étaient entraînés à la torture sur des prisonniers vivants au Brésil et à l'École des Amériques au Panama. Mais ça ne concernait que les officiers spécialistes du renseignement. À cette époque, la torture et les exécutions sommaires n'étaient pas encore utilisées massivement...

– Pour ma part, reprend Julio César, j'ai participé à un exercice d'entraînement à la guerre antisubversive, en 1971, où la torture était enseignée comme un moyen de combattre l'ennemi. Avec une vingtaine d'officiers de l'infanterie de marine, nous avons fait ce qu'on appelait un "cours de commandos", organisé en Terre de Feu. Nous étions répartis en patrouilles, certaines jouant le rôle des subversifs, et les autres celui de l'armée. C'est comme ça que l'on m'a attribué le rôle du leader communiste ennemi. À un moment, j'ai été "fait prisonnier" et j'ai réellement été torturé, ainsi que d'autres camarades : on m'a appliqué de l'électricité sur différents points du corps, on m'a suspendu à une barre, puis on m'a mis la tête sous l'eau.

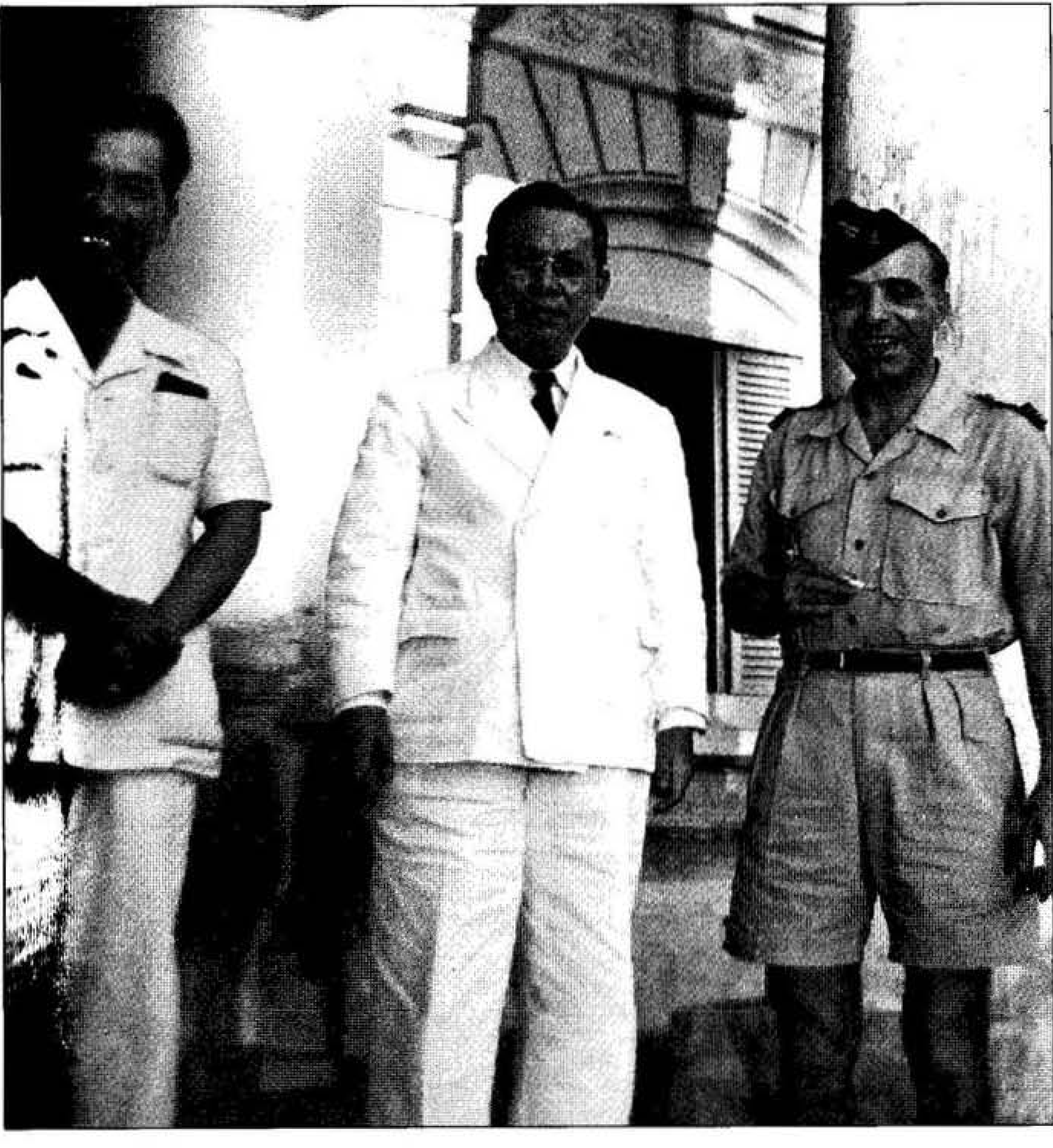
« Nous ne sommes que deux à avoir résisté au traitement et ma récompense fut d'être affecté à la tête d'une unité d'assaut de l'infanterie de marine. C'est ainsi qu'en juillet 1972 on nous a demandé de réaliser un exercice qui consistait à démanteler un réseau subversif fictif à Puerto Madryn, en Patagonie. Nous avons quadrillé la ville, puis avons pris d'assaut les maisons, arrêté les "suspects". Aujourd'hui, je comprends qu'on nous faisait appliquer

1. Le capitaine Paul Aussaresses juste après la Seconde Guerre mondiale. Membre des Jedburgh (voir chapitre 4), il s'illustra par des actions téméraires dans la résistance au nazisme. (DR.)





2. **Biên Hoa (Cochinchine, 1951).** À droite : commandant Charles Lacheroy, commandant du secteur de Biên Hoa, en compagnie (au centre) de Nguyên Hu Hao, chef de province (voir chapitre 1 ; photo prise à la résidence du chef de province, lors d'une inondation). (DR.)



3. Algérie, 1957. Au centre, de gauche à droite : commandant Paul Aussaresses et général Jacques Massu. (DR.)



4. Alger, 1957. De gauche à droite : colonel Marcel Bigeard, général Jacques Massu, colonel Roger Trinquier, capitaine Paul-Alain Léger (pendant la bataille d'Alger). Il est rare de trouver un cliché où sont ainsi réunis les quatre principaux inspirateurs de la « doctrine française ». (DR.)



P R O C E S - V E R B A L
D ' A U D I T I O N

Le cinq Octobre mil neuf cent cinquante-sept,

Nous : Capitaine FAULQUES, O.R. du Secteur ALGER-SAHEL,
Gendarme O.P.J.A. NOGUEIRA,

Entendons sur interpellation :

Y A C E F , Saadi, 29 ans, boulanger, demeurant n° 3 rue des Abderrames, Casbah, ALGER. Né le 20 Janvier 1928 à ALGER, fils de Mohamed et de BOUALEM, Kheltouma Bent Mohamed. Marié, 1 enfant. Nationalité Française. Détenu au Centre de Tri du Sous-Secteur Centre depuis le 24 Septembre 1957.

Q.- Que savez-vous de la structure financière qui était spécialement chargée des grosses impositions des milieux commerçants, industriels ou des personnalités ?

R.- Je sais qu'il y a eu une commission financière en 1956, mise sur pied par BEN KHEDDA, (sans que je puisse vous préciser exactement la date).

Son but était de collecter des fonds parmi les gros commerçants et les personnalités qui ne pouvaient pas être contactés par les collecteurs locaux.

Parmi ses membres je sais qu'il y avait BEN CHICOU et d'autres industriels ou commerçants.

D'autres personnes y ont au moins collaboré :
- TAMZALI, (Père) ;
- GUELLATI ;
- BENGANA ;
- THIAR ;
- ABBAS TURQUI, (ce dernier étant encore en contact avec " Houd " et ayant fourni des " Pataugas " à l'organisation, tout en étant utilisé comme boîte postale) ;
- BELLOUL, (ancien Avocat, maintenant tenancier d'un grand café à l'angle d'une rue qui part du Square Bresson).

Ont collecté au profit de la Commission :
- Ali KHODJA (actuellement Président de la Commission Administrative d'ALGER) ;
- Le Bach Agha BOUTALEB.

Je sais également que certaines entreprises ont été imposées par la Commission Financière au moyen des renseignements fournis par les employés des Contributions ; BOUAYED et un autre qui ont été arrêtés et acquittés récemment.

Les fonds ainsi collectés étaient soit remis à BEN KHEDDA, soit remis à des dépositaires qui les conservaient pour l'organisation.

Je ne peux préciser autrement le fonctionnement et les personnalités en cause dans cette organisation, car cette question n'était pas de mon ressort direct.

Lecture faite, persiste et signe.



5. Fac-similé de l'un des procès-verbaux d'interrogatoire de Yacef Saadi, chef de la zone autonome d'Alger du FLN, arrêté le 24 septembre 1957 par les parachutistes français. « Grâce à lui, nous avons pu reconstituer toute l'organisation régionale du FLN », expliquera à l'auteur le général Raymond Chabannes (voir chapitre 9, p. 116). (Archives R. Chabannes.)

ZONE NORD ALGEROIS

SECTEUR ALGER SAHEL

2ème Section

N° 1785/2/C.S.

TRES SECRET

NOTE DE SERVICE -

OBJET : Documents de base. -

- o -

Il est fait envoi ci-joint de deux documents établis d'après les déclarations de YACEF SAADI, et donnant le schéma :

- de l'Organisation Politique de la Région,
- de l'Organisation de la Commission Financière Régionale.

Ces deux documents sont à inclure dans les dossiers : "Documents de base" des O.R. de Sous-Secteurs.

ALGER, le [illegible]

Le Colonel GODARD, Adjoint au Général Commandant la 10° DP et Commandant le Secteur Alger Sahel,

P.O. Le Lieutenant-Colonel MAREY, Adjoint,

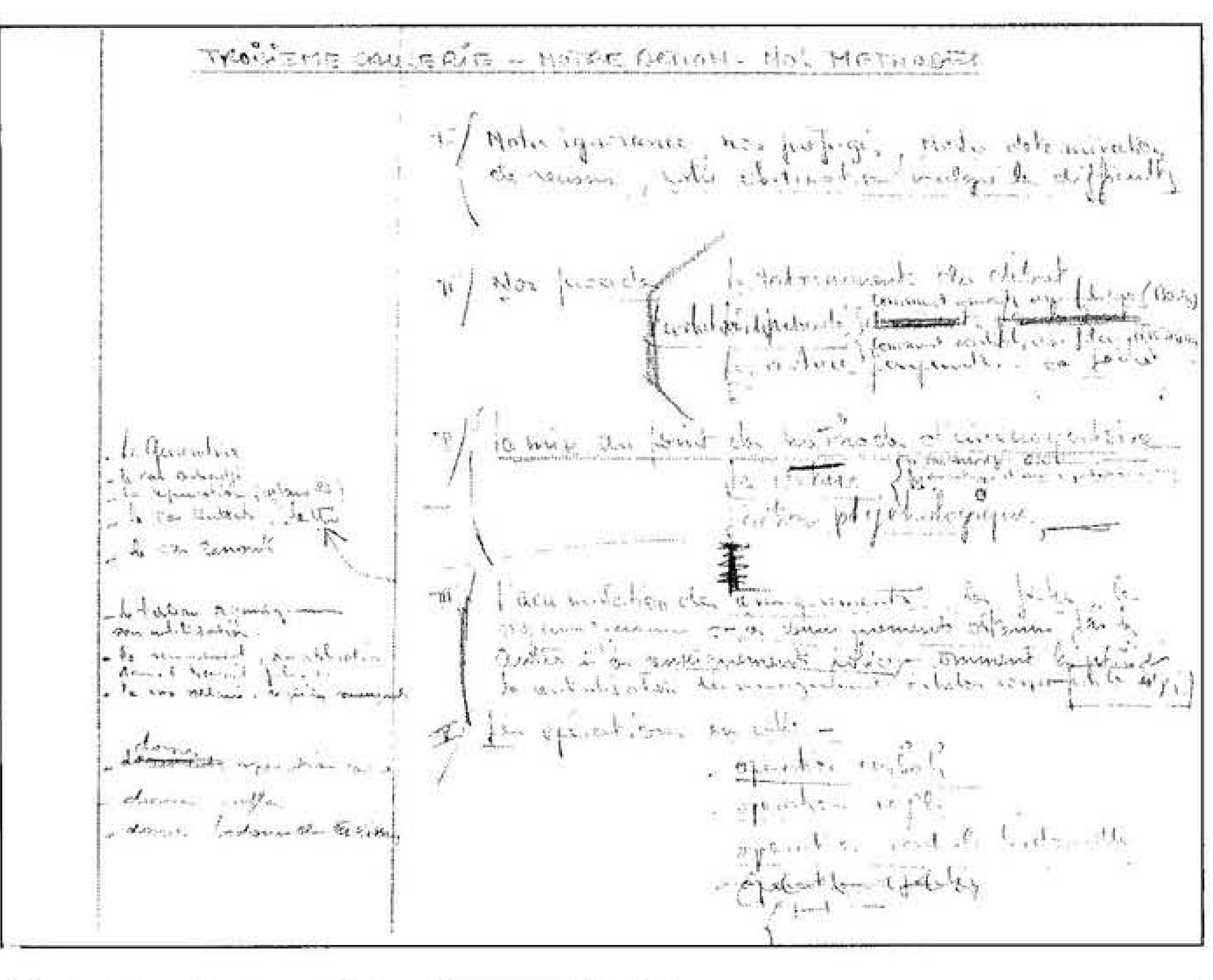
SECTEUR ALGER SAHEL

- Destinataires -

- MM. les O.R. des Sous-Secteurs :
  - ORLEANS
  - BOUZAREAH
  - CENTRE
  - HUSSEIN.DEY
  - MAISON.CARREE
  - MARINE
  - SAHEL
- M. le Commissaire Dre Chef des Services de la Police Régionale Judiciaire - ALGER.
- M. le Commissaire Dre Chef du Service Départemental des Renseignements Généraux - ALGER.
- M. le Directeur Chef des Services de la Surveillance du Territoire en Algérie - ALGER.
- M. le Commissaire Divisionnaire, Commissaire Central de la Circonscription de Police d' ALGER.
- M. le Général Cdt. la 10° DP - Etat-Major - 2° Bureau - " A titre de Compte-Rendu "

- Copie à :
- M. le Colonel GODARD
- M. le Capitaine CAZALET (Adjoint 2° Section)
- M. le Commandant GODEFROY
- M. le Capitaine FAULQUES
- M. le Commissaire Principal PERRIOD
- M. le Capitaine BALPETRE
- M. le Capitaine LEGER
- M. le Lieutenant Chef de l'Antenne "A" du SSDNFA/G.

6. Note de service « Très secret » du colonel Godard (commandant du secteur Alger Sahel), en date du 10 octobre 1957, adressant à ses collaborateurs la synthèse des renseignements recueillis auprès de Yacef Saâdi sur l'organisation du FLN à Alger. (Archives R. Chabannes.)



7. En haut: brouillon manuscrit du capitaine Raymond Chabannes pour préparer ses cours au Centre d'entraînement à la guerre subversive de Jeanne-d'Arc (Philippeville), en mai 1958; y figure explicitement la mention de la « torture » (et de la « génératrice ») comme « méthode d'interrogatoire ».

Matériel (Tableau Documents)	PLAN DE LA CAUSERIE.
1° Tableau "Choc" avec le nombre d'attentats, les bombes, les victimes civiles et militaires.	PREMIERE PARTIE — I) ALGER 1956.
2) Tableau avec les chiffres concernant les collectes de fonds	1°) Situation Générale - Ambiance : - Les attentats - les bombes - les collectes [illegible] etc... - L'état d'esprit official - l'Armée.
3) Tableau avec les effectifs F.L.N. (Si possible)	2°) Les Forces en présence :
1/ Tableau avec photos des Chefs	Historique rapide de l'évolution de la rébellion à ALGER. Les Chefs (Personnalité - Origine - Fonctions) L'organisation dans l'ensemble - le [illegible] (avec précisions sur les parties connues et inconnues)
2/ Organigramme d'ensemble de la [illegible] et du C.C.E.	

1) Lettre de Yacef sur la réorganisation de la Z.A.A.	4°) Les réactions du F.L.N. : [illegible] - la réorganisation
1) Si possible [illegible] ces attentats de cette période.	5°) L'action des Paras à ALGER 2ème phase [illegible] par la réorganisation F.L.N. - Les attentats recommencent -
1) Directives Colonel G.	6°) L'action des Paras à ALGER 3° Phase : [illegible] - L'action psychologique : le travail en surface - L'action policière : nouvelles méthodes menées pendant les mois précédents. Les résultats obtenus. [illegible]
2) Bilan ALGER II	
3) Documents 1° REP.	
1) Tableau [illegible]	7°) La situation actuelle et les réactions F.L.N. Nouvelle organisation en cours .
	III./ CONCLUSIONS Enseignements à tirer.
	- FIN DE LA PREMIERE CAUSERIE -

8. En bas: extraits du plan définitif de la « causerie » du capitaine Chabannes au Centre Jeanne-d'Arc, où la mention de la torture disparaît au profit de « L'action policière: nouvelles méthodes menées pendant les mois précédents » (voir chapitre 9, p. 134-135). (Archives R. Chabannes.)



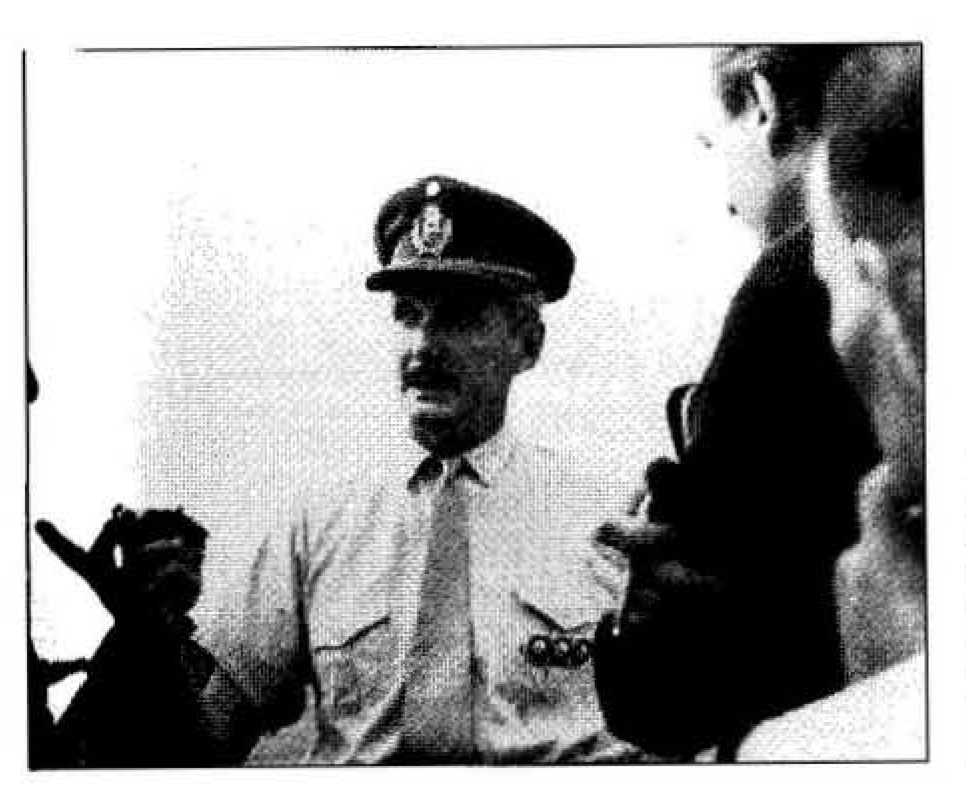
9. Buenos Aires, Casa Rosada (siège de la présidence de la République argentine), 2 juillet 1957. Visite d'une délégation militaire française à la présidence argentine, au moment même de la bataille d'Alger, deux ans après le coup d'État qui a renversé le général Juan Domingo Perón (voir chapitre 12). De gauche à droite : lieutenant-colonel Raul Aguirre Molina, colonel Martin Osvaldo Cebanillas, colonel François Serralta (attaché militaire français), général de corps d'armée Roger Michel, général Pedro Eugenio Aramburu (président provisoire de l'Argentine), Bernard Cornut-Gentile (ambassadeur de France à Buenos Aires), capitaine Hector Besilio Ochandio. (DR.)

10. Buenos Aires, 9 mai 1961. De gauche à droite, au premier plan : Armand de Blanquet du Chayla (ambassadeur de France à Buenos Aires), Raymond Arasse (économiste français), Carlos Alberto Lebrero (sénateur argentin), Antoine Pinay (ancien président du Conseil français), sénateur Vaidmann ; au second plan, de droite à gauche : Guillermo Kraft, Roberto Bissone. (DR.)





11. Buenos Aires, École supérieure de guerre, 2 octobre 1961. Inauguration du Cours interaméricain de guerre contre-révolutionnaire (voir chapitre 14). De gauche à droite : cardinal Antonio Caggiano (archevêque de l'Argentine et vicaire des armées), Alfredo Vitolo (ministre de l'Intérieur), brigadier Jorge Rojas Silveyra (secrétaire à l'Aviation), Miguel Angel Carcano (ministre des Relations extérieures et des Cultes), Oscar Lopez Serrot (député), général de brigade Carlos Juan Mario Túrolo (directeur de l'École supérieure de guerre), Arturo Frondizi (président de la République). (DR.)



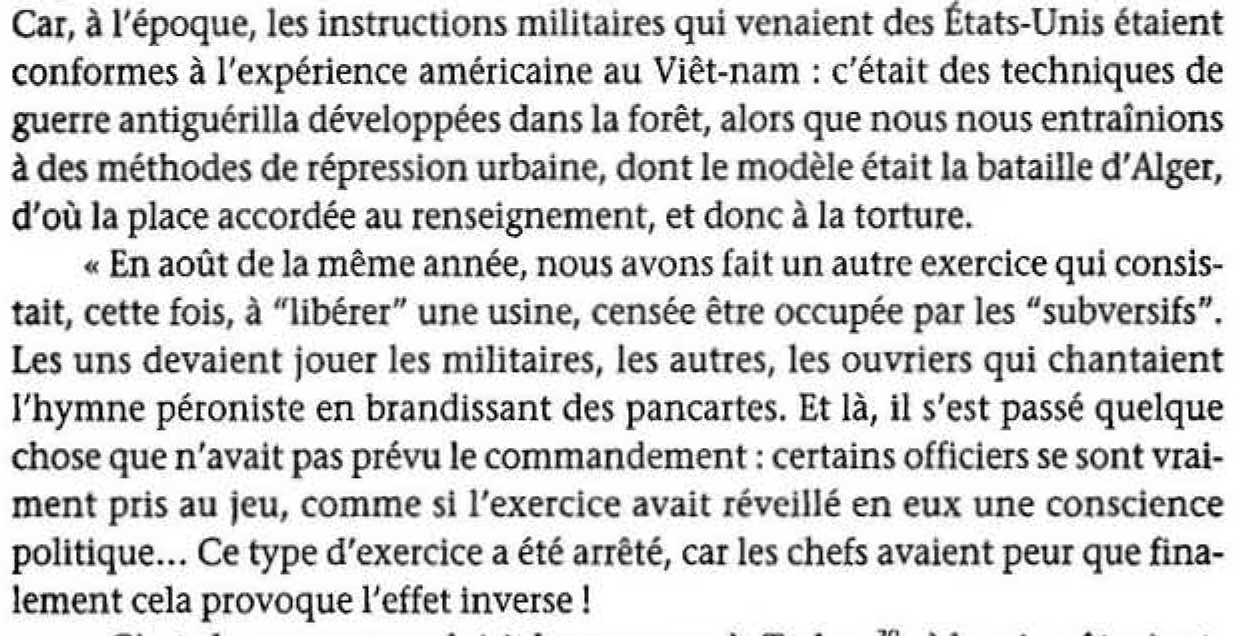
12. Général Alcides López Aufranc, chef d'état-major de l'armée de terre argentine jusqu'en 1973 (et directeur du premier Cours interaméricain de guerre contre-révolutionnaire inauguré en 1961, dont le programme a été établi avec l'aide d'officiers français ; voir chapitre 14). (DR.)



13. Général Reynaldo Benito Bignone. Il a dirigé la junte militaire argentine de juillet 1982 à décembre 1983. (DR.)



14. Tucumán, avril 1976. Le général de brigade Antonio Domingo Bussi (à gauche) prête serment lors de sa prise de fonction comme gouverneur de la province de Tucumán, devant le général Albano Harguindéguy, ministre de l'Intérieur de la junte militaire argentine (au centre). (DR.)



au pied de la lettre les enseignements que nos chefs avaient reçus des Français. Car, à l'époque, les instructions militaires qui venaient des États-Unis étaient conformes à l'expérience américaine au Viêt-nam : c'était des techniques de guerre antiguérilla développées dans la forêt, alors que nous nous entraînions à des méthodes de répression urbaine, dont le modèle était la bataille d'Alger, d'où la place accordée au renseignement, et donc à la torture.

« En août de la même année, nous avons fait un autre exercice qui consistait, cette fois, à "libérer" une usine, censée être occupée par les "subversifs". Les uns devaient jouer les militaires, les autres, les ouvriers qui chantaient l'hymne péroniste en brandissant des pancartes. Et là, il s'est passé quelque chose que n'avait pas prévu le commandement : certains officiers se sont vraiment pris au jeu, comme si l'exercice avait réveillé en eux une conscience politique... Ce type d'exercice a été arrêté, car les chefs avaient peur que finalement cela provoque l'effet inverse !

« C'est alors que se produisit le massacre de Trelew [39] : à la mi-août, vingt-cinq prisonniers péronistes et communistes étaient parvenus à s'échapper de la prison de Rawson, en Patagonie. Seize d'entre eux furent capturés et livrés à la marine. Le 22 août, ils ont été fusillés après un simulacre de fugue. L'affaire a provoqué une vive émotion nationale et il y a même eu un attentat de la guérilla péroniste contre un amiral. C'est comme ça que mon unité a été envoyée à l'École de mécanique de la marine, dans le but de protéger les officiers de haut rang et les bâtiments de la marine. Ils nous ont divisés en commandos d'une dizaine d'hommes et ont commencé à nous envoyer, habillés en civil, séquestrer des responsables politiques de gauche dans le but de les interroger. C'est dans ce contexte que s'est produite la mutinerie qui a entraîné notre arrestation et notre emprisonnement.

– Parmi les mutins, il y avait de nombreux officiers de votre promotion ?

– La promotion 100 de l'École navale, à laquelle nous appartenons, reflète bien les clivages qui partageaient alors la société argentine : une partie des officiers s'est opposée à l'évolution fasciste de l'armée, certains rejoignant, comme Anibal ou moi, la résistance armée des Montoneros ; l'autre s'est compromise à fond dans la lutte antisubversive, en commettant les pires crimes, comme notre ancien camarade Alfredo Astiz, qui est devenu la figure emblématique de la guerre sale argentine [a].

– Quel est, selon vous, le rôle des États-Unis dans la formation des officiers qui participèrent à la guerre sale ?

---

a Le 16 mars 1990, le capitaine de frégate Alfredo Astiz a été condamné par contumace à la réclusion à perpétuité par un tribunal français pour l'enlèvement et l'assassinat à Buenos Aires, en décembre 1977, des religieuses françaises Alice Domon et Léonie Duquet (voir *infra*, chapitre 22).

– Je pense qu'il y a eu une complémentarité entre les écoles française et américaine : la première a d'abord livré une panoplie de techniques, militaires et politiques ; la seconde a ensuite fourni un cadre idéologique à ces techniques : il s'agit de la doctrine de la sécurité nationale, qui a permis à l'Argentine de s'insérer dans un modèle continental dont la finalité est, à mon avis, essentiellement économique dans ce sens qu'il vise à préserver les intérêts des États-Unis en Amérique latine... »

16

La doctrine française est exportée aux États-Unis

« Cher Paul,

« Le séminaire militaire organisé à Fort Myer a vraiment été fascinant. Cinquante et une personnes y ont participé, dont une grande majorité d'universitaires, qui sont des historiens militaires, par inclination personnelle ou par profession. D'après mes estimations, la moitié avait lu ton livre *The Battle of the Casbah* [1]. L'autre moitié va le faire prochainement, j'en suis sûr. La présentation de ton livre a été faite par le Dr Bruce Vandevort, qui travaille au département historique de l'Institut militaire de Virginie, à Lexington. Il a été très mesuré dans son introduction et a soulevé de nombreuses questions de la part de l'assistance. Il a passé de nombreuses années en Europe au service de notre gouvernement et a été capable de replacer ton expérience dans son contexte. Il connaissait très bien ton évolution professionnelle et fut particulièrement efficace, quand il a répondu aux questions des participants qui voulaient savoir pourquoi tu avais écrit ce livre à ton âge et compte tenu de ton rang. [...]

« Il a cité l'œuvre de Trinquier pour montrer que tu n'étais pas le seul à assumer cette position intellectuelle, ce que j'ai confirmé. Au préalable, j'avais eu un entretien privé avec Vandevort où je lui avais expliqué l'influence que tu avais eue sur nous à Fort Bragg, notamment lors ta participation aux cours de lutte anti-insurrectionnelle où tu nous avais fait connaître la pensée de Trinquier et forcés à prendre à bras-le-corps la "guerre révolutionnaire [a]". C'est précisément de cela que j'ai parlé lors de ma courte intervention après la

a En français dans le texte.

présentation de Vandevort. Nous avons tous convenu qu'à cette époque l'armée américaine était obsédée par ce que nous appelions le *Fulda gap* [a], ce concept complètement inadapté à ce qu'était la véritable guerre de notre temps... Les réponses qui ont été données aux questions des participants furent en substance :

– que ton usage de la torture était connu et accepté par les militaires, et en particulier par Massu, mais aussi par les civils qui étaient vos supérieurs hiérarchiques ;

– que le cœur de ton expérience et de ta carrière était exclusivement lié au domaine du renseignement (SDECE et 11e Choc) ;

– que la torture correspondait à une stratégie considérée comme appropriée et nécessaire, et conduite en tant que telle ;

– que ta connaissance des "cellules" qui constituaient la base de l'organisation terroriste algérienne représente la raison essentielle de ton succès dans le démantèlement du mouvement.

« J'ai raconté rapidement à l'assistance l'histoire du département de guerre anti-insurrectionnelle de Fort Bragg et le rôle que nous avons joué, John Johns, Joe Ulatoski, Frank McGregor et moi, pour faire comprendre à nos camarades ton point de vue sur cette guerre dans laquelle nous étions en train de nous engager et le coût énorme que nous devrions payer si nous n'écoutions pas ce que tu avais à nous dire... C'est juste ?

« Bien à toi, Carl. »

D'Aussaresses à... Ben Laden

Ce courrier électronique a été adressé au général Paul Aussaresses par le colonel américain Carl Bernard, quelques jours après le « séminaire militaire » organisé le 21 janvier 2003 à Fort Myer (une dépendance de l'armée américaine près de Washington), et consacré exclusivement à la sortie en anglais du livre de celui qui avoue avoir été le « chef d'orchestre de la contre-terreur [2] » à Alger [b]. C'est Carl Bernard qui m'en a adressé une copie, après un

a La « brèche de Fulda », du nom de la ville allemande située au nord-est de Francfort-sur-le-Main, non loin de la frontière avec l'ex-République démocratique allemande. Le *Fulda gap* est le nom donné à la doctrine militaire des États-Unis qui, dès le début de la guerre froide, se préparaient à une guerre classique contre l'Union soviétique et ses satellites européens.

b Les questions débattues lors du séminaire furent les suivantes : est-ce que la torture, telle qu'elle fut utilisée par Aussaresses, peut être un outil pour répondre à une organisation terroriste comme Al-Qaida ? Est-ce qu'elle pourrait compenser l'inefficacité de nos services de renseignements ? Est-ce que nous nous en servons déjà ? Est-ce qu'une telle réponse au terrorisme doit être rendue publique ou au contraire maintenue secrète ? Est-ce que l'expérience des Français apporte suffisamment d'éléments pour pouvoir prendre une décision dans ce domaine ? Que savons-nous des cellules terroristes qui existent actuellement ?

premier entretien téléphonique, en février 2003. J'avais découvert l'existence de ce dernier tout à fait fortuitement, en cherchant à contacter une éventuelle association des anciens du Special Warfare Center [a], le centre de « guerre spéciale » de Fort Bragg (Caroline du Nord), où l'ancien ministre Pierre Messmer m'avait confirmé que le commandant Aussaresses avait été instructeur de 1961 à 1963.

C'est ainsi qu'en tapant son nom sur un moteur de recherche d'Internet, je tombe sur un article publié par Martín Edwin Andersen [b] dans *Insight of the News*, le 25 mai 2002, intitulé « Est-ce que la torture est une option dans la guerre contre la terreur ? ». Le journaliste américain y explique comment, après les attentats du 11 septembre 2001, la torture est devenue un sujet de débat public aux États-Unis, certains, tel Alan M. Dershowitz, avocat et professeur de droit à Harvard, n'hésitant pas à demander qu'on légifère sur son usage : « Si nous devons utiliser la torture, cela doit être autorisé par la loi, [...] sur une base au cas par cas », écrit celui-ci dans *The Los Angeles Time*, faisant ainsi écho aux propos du général Massu en 1986 (voir *supra*, chapitre 9).

De même, rapporte Martín Edwin Andersen, William Webster, ancien chef de la CIA et du FBI, a suggéré qu'on applique des « sérums de vérité » (*sodium Pentothal*) à des prisonniers d'Al-Qaida, tandis que, dans l'émission « 60 minutes » de CBS, des agents de la police fédérale ont avoué leurs frustrations lors des interrogatoires des présumés complices de Ben Laden et revendiqué ouvertement l'usage de la torture. C'est dans ce numéro spécial de « 60 minutes » sur la torture, diffusé en janvier 2002, que sont intervenus le colonel Carl Bernard et son ancien instructeur Paul Aussaresses. Le premier a abondé dans le sens du major Andy Messing, un vétéran des forces spéciales, membre du Parti républicain, qui a, selon Edwin Andersen « l'oreille du président » : « La torture est contre-productive, a dit l'ancien béret vert qui opéra en Amérique centrale. Partout où elle a été utilisée – et en Algérie les Français n'y sont pas allés de mainmorte –, elle s'est retournée contre ceux qui l'employaient avec l'effet d'un boomerang. » Et le colonel Bernard de renchérir : « Les Français le savent bien : les succès initiaux de la torture ne durent pas. Nous devons éviter ce piège séduisant à tout prix. » Interrogé à son tour, Aussaresses, lui, persiste et signe dans... l'autre sens, en déclarant que la torture est le « seul moyen de faire parler un terroriste d'Al-Qaida ». Dans son article, Martín Edwin Andersen cite aussi Darius Rejali, professeur de sciences

a Créée, comme on va le voir, en 1952, l'école s'appelle d'abord Psychological Warfare Center, puis, en 1956, Special Warfare Center et enfin, à partir de 1969, John F. Kennedy Center for Military Assistance.

b Martín Edwin Andersen est par ailleurs un excellent connaisseur de l'Argentine, où il vit (voir Martín ANDERSEN, *Dossier secreto. El mito de la « guerra sucia » en la Argentina*, *op. cit.*).

politiques au Reed College à Portland (Oregon), qui affirme : « À la fin des années 1980, tous les pays où se pratique la torture avec l'électricité sont d'anciennes colonies françaises ou des pays où cette pratique a été introduite par la CIA, l'agence nord-américaine, qui fut aussi formée par l'école française. »

Curieuse coïncidence : dès que s'ouvre, outre-Atlantique, un débat sur la torture, la référence aux Français est immédiate : « C'est normal, m'explique le colonel Carl Bernard lors d'une conversation téléphonique, parce que les Français sont les premiers à l'avoir définie comme une arme de guerre. C'est tellement vrai que dans le débat actuel qui secoue l'armée américaine sur la meilleure manière de venir à bout des réseaux terroristes islamistes, Paul Aussaresses est devenu incontournable, tandis qu'on présente le film *La Bataille d'Alger* au Pentagone [a]. »

Vétéran de la guerre du Viêt-nam, Bernard fait aujourd'hui partie d'un *think tank*, un club de réflexion, baptisé National Defense Council, où il milite contre l'usage de la torture : « Vous savez, avoue-t-il, Paul est un ami de longue date, mais là-dessus je ne suis pas d'accord avec lui. Je pense que non seulement la torture est immorale et qu'elle viole les conventions de Genève, mais aussi qu'elle est inefficace, car, par expérience, je sais qu'une information obtenue sous la torture n'est absolument pas fiable. »

C'est le message qu'a essayé de faire passer l'ancien colonel des forces spéciales lors d'un autre séminaire consacré, lui aussi, au livre d'Aussaresses, qui s'est tenu le 7 septembre 2001 – quatre jours avant les attentats de New York... – au très réputé National War College de Washington. Y participaient vingt-quatre officiers d'active et experts militaires, ainsi que le diplomate français Marc Bernier. Après avoir présenté Aussaresses comme « l'officier le plus expérimenté et le plus compétent en guerre spéciale », Carl Bernard a tenté d'expliquer le point de vue de son ami : « Certaines choses indésirables sont parfois absolument indispensables, malgré leurs aspects horribles et inhumains. L'exemple qu'il donne toujours, c'est que face à des attaques répétées ou des attentats à la bombe contre un peuple et l'infrastructure d'une nation, il faut réagir. La torture est le seul outil disponible pour empêcher que cela continue. Les regrets par rapport à ces actions défensives ne sont pas de mise. Le renseignement approprié doit être acquis malgré le coût immédiat qu'il implique. » Et le colonel Bernard de donner son avis personnel : « Ces

a Le 27 août 2003, la direction des opérations spéciales du Pentagone a organisé une projection de *La Bataille d'Alger* devant des officiers d'état-major (David IGNATIUS, « Think strategy, not numbers », *Washington Post*, 26 août 2003 ; *Le Monde*, 9 septembre 2003). On trouvera un florilège particulièrement édifiant de déclarations d'experts américains sur la nécessité de recourir à la torture après le 11 septembre dans le livre de Jean GUISNEL, *Délires à Washington. Les citations les plus terrifiantes des faucons et néoconservateurs américains*, La Découverte, Paris, 2003 (chapitre 10, « La torture, pourquoi pas ? »).

explications simplistes sont plus que déprimantes, car elles conduisent à défendre l'usage autorisé de la torture et des exécutions sommaires comme une conséquence de celle-ci. »

« Franchement, colonel, avant d'être affecté à Fort Bragg, vous aviez fait la guerre en Chine, en Corée puis au Laos, et vous n'aviez jamais eu affaire avec la torture ?

– Jamais comme nous en a parlé Paul Aussaresses, me répond Carl Bernard, car il l'incluait dans un système militaire complet qui était celui de la guerre contre-révolutionnaire, chose dont la plupart d'entre nous n'avions jamais entendu parler. D'ailleurs, jusqu'au début des années 1960, on n'enseignait pas la guerre contre-insurrectionnelle [a] à Fort Bragg, mais seulement les techniques de guerre non conventionnelle, c'est-à-dire de contre-guérilla et de guerre psychologique. »

La guerre psychologique de l'OSS

De fait, pour comprendre l'originalité de la doctrine française et son impact déterminant, bien que limité dans le temps, aux États-Unis, il faut replonger dans l'histoire de cette école très spéciale qu'est le Psychological Warfare Center de Fort Bragg. Créé officiellement en mai 1952, le centre compte alors deux départements : les « Opérations psychologiques » et les « Forces spéciales » (les fameux « bérets verts », dont l'image controversée est associée à jamais à la guerre du Viêt-nam).

À l'origine de cette école unique dans l'histoire militaire américaine, il y a la volonté têtue de quelques généraux, issus de l'Office of Strategic Services (OSS) – qui avait été créé, on l'a vu, le 11 juillet 1941 par le président Franklin D. Roosevelt (voir *supra*, chapitre 4). Avec ce « bureau », note le colonel Alfred H. Paddock, dans une étude réalisée en 1982 pour la National Defense University, les États-Unis se dotent de leur « première entreprise organisée dans les domaines de l'espionnage, de la propagande, de la subversion et activités similaires sous la houlette d'une agence centralisée de renseignement [3] ».

Confié au général William Donovan, l'OSS, qui est une agence civile, est réparti en trois divisions : l'Intelligence (contre-espionnage et services secrets), les Opérations spéciales (sabotages et actions de contre-guérilla) et l'Entraînement. Sa fonction, rappelons-le, est de développer des actions de guerre psychologique par « la coordination et l'utilisation de tous les moyens,

a Tandis que les Français parlent de guerre « antisubversive » ou « contre-révolutionnaire », les Anglo-Saxons préfèrent le terme de *counterinsurgency warfare* ou « guerre contre-insurrectionnelle ». Ce terme sera repris par toutes les armées latino-américaines (*contrainsurgencia*), à l'exception de l'Argentine qui gardera toujours le vocabulaire français...

physiques et moraux [...] qui ont pour but de détruire la volonté de combattre de l'ennemi, de handicaper ses capacités politiques et militaires afin de le priver du soutien, de l'aide ou de la sympathie de ses alliés ou des pays neutres, ou qui tendent à créer, maintenir ou augmenter la volonté de gagner de notre propre peuple et de nos alliés [4] », selon la définition de la guerre psychologique que donne Donavan en septembre 1942.

Dès 1941, celui-ci défend l'idée de créer un « corps de guérilla indépendant et séparé de l'armée et de la marine et caractérisé par un esprit offensif et imaginatif [5] ». Mais sa proposition rencontre la résistance de l'état-major, qui voit d'un mauvais œil cette agence civile marcher sur les plates-bandes de l'armée, même si cette dernière ne jure que par la guerre classique et ne croit guère à l'efficacité d'actions de contre-guérilla.

Pourtant, grâce au soutien personnel du président Roosevelt, le général Donavan parvient à monter quelques opérations de « guerre non conventionnelle », selon l'expression consacrée. L'une d'elles se déroule en Birmanie, où des agents de l'OSS mettent sur pied un maquis avec des recrues locales pour conduire des actions de guérilla contre les Japonais en 1943. Le « détachement 101 » atteindra 10 000 hommes et se distinguera par son réseau de renseignement, ses filières d'évasion, ou l'organisation de sabotages. Mais c'est en France que l'OSS développe un effort particulier, en appuyant les réseaux de la résistance française ou en coordonnant le parachutage d'équipes de Jedburgh, depuis Londres ou Alger. De même, après le *D Day* (le 6 juin 1944, jour du débarquement allié sur les côtes de Normandie), trois cent cinquante-six Américains sont parachutés derrière les lignes ennemies pour conduire des missions de sabotage ou de soutien aux maquisards.

Ainsi, petit à petit, et malgré la suspicion qu'elle provoque chez la majorité des généraux – certains refusant même de collaborer avec l'OSS [a] –, la guerre psychologique fait son entrée discrète dans l'univers militaire américain : « Dans cette guerre, qui fut totale dans tous les sens du terme, nous avons observé de grands changements dans la science militaire, reconnaît ainsi le général Dwight Eisenhower, futur président américain. Il me semble que le développement de la guerre psychologique comme une arme spécifique et efficace ne fut pas l'un des moindres. L'exacte contribution de la guerre psychologique à la victoire finale ne peut pas bien sûr être mesurée en termes de villes détruites ou de frontières franchies. Cependant, je suis convaincu que le déploiement d'hommes et d'argent pour manier le langage parlé ou écrit a constitué un facteur déterminant pour miner la volonté de résistance de l'ennemi et soutenir le moral combatif de nos alliés potentiels

a C'est ainsi que le général Douglas McArthur interdit à l'OSS d'opérer dans le Pacifique sud, lorsque le général William Donavan lui propose un plan pour soutenir les opérations de guérilla dans les Philippines.

dans les pays occupés. Sans aucun doute, la guerre psychologique a mérité le droit d'avoir une place d'honneur dans notre arsenal militaire [6]. »

C'est ainsi qu'en 1944 le président Roosevelt demande au général Donovan de réfléchir à la mise en place d'une organisation spécialisée dans le renseignement pour l'après-guerre. Dans son *Memorandum for the President*, le directeur de l'OSS propose la création d'une « autorité centrale du renseignement » qui dépendrait « directement du président », avec la « responsabilité de recueillir et de coordonner du matériel de renseignement requis par la branche exécutive pour planifier et développer ses politique et stratégie nationales [7] ». Aussitôt, c'est le tollé général : le FBI, le département d'État, l'armée et la marine dénoncent l'institutionnalisation des « actions illégales et des combats de l'ombre [8] », selon le mot du général Joseph Stilwell, en dénigrant ces « civils en uniforme » qui constituent autant de concurrents potentiels, tandis que la presse stigmatise la mise en place d'un « système de super-espion en temps de paix ». Résultat : six mois après la mort de Franklin Roosevelt, le président Harry Truman ordonne la dissolution de l'OSS, en octobre 1945.

« La route vers Fort Bragg [9] »

Mais, avec l'avènement de la guerre froide, les techniques de guerre non conventionnelle et de guerre psychologique connaissent un regain d'intérêt, pour devenir bientôt la priorité affirmée de la Maison-Blanche [10]. Persuadé que la Troisième Guerre mondiale est imminente, qui opposerait les « peuples libres » du monde occidental au bloc communiste de l'empire soviétique, le président américain formule, le 12 mars 1947, ce qui restera dans l'histoire comme la « doctrine Truman ». Considérée comme l'acte de naissance de la guerre froide, celle-ci détermine les « deux idées forces de la politique étrangère américaine de l'après-guerre : l'anticommunisme et une nouvelle doctrine de la sécurité nationale », selon les termes de l'historien Daniel Yergin [11].

Dans la foulée, le 18 septembre 1947, le Congrès vote à l'unanimité – un fait assez rare pour être souligné par tous les observateurs – le National Security Act, qui entérine la création du Conseil national de sécurité (National Security Council), la plus haute instance de la branche exécutive, chargée d'assister le président en matière de politique étrangère et de sécurité nationale : désormais, comme le note le sociologue Joseph Comblin, « la sécurité des États-Unis est en jeu partout où le communisme menace de s'imposer à des peuples libres, soit directement (par des pressions externes) soit indirectement (en soutenant des minorités armées) [12] ».

Dans cette nouvelle stratégie globale visant à contenir par tous les moyens la poussée communiste dans le monde, le rôle dévolu à la nouvelle

Central Intelligence Agency (CIA), une émanation directe du *National Security Act*, est capital. La mission de cette agence civile, qui descend en droite ligne de l'OSS, est d'assister le Conseil national de sécurité, mais aussi de coordonner des activités de renseignement et de conduire des opérations secrètes dans le domaine psychologique, politique, paramilitaire et économique. Placée sous la direction d'Allen Dulles, un ancien de l'OSS, elle est chargée concrètement de mener « toutes activités relatives à la propagande ; des actions directes préventives, incluant sabotages, anti-sabotages, démolition et mesures d'évacuation ; la subversion contre des États ennemis, y compris l'assistance à des mouvements clandestins de résistance et guérillas ; le soutien à des éléments indigènes anticommunistes dans les pays du monde libre menacés [13] ».

Tandis que la CIA connaît ses premiers succès d'estime pendant la guerre de Corée [a], l'idée fait son chemin dans l'état-major d'inclure les techniques de la guerre non conventionnelle et de la guerre psychologique dans le cursus des instituts militaires. Dès novembre 1949, un exercice d'entraînement aux techniques de contre-guérilla réunit à l'école d'infanterie de Fort Benning (Géorgie) des agents de la CIA et des officiers de l'armée (un cours similaire aura lieu le 5 avril 1951, également à Fort Benning). Et, puis, « véritable révolution dans l'histoire militaire américaine [14] », le 15 janvier 1951, est créé l'Office of the Chief of Psychological Warfare – une sorte de 5e bureau aux compétences élargies –, dont la direction est confiée au général Robert McLure. Dès lors, cet admirateur du général Donovan n'aura de cesse de franchir un nouveau pas : la création d'une école spécialisée dans l'instruction des techniques de la guerre psychologique et non conventionnelle.

C'est ainsi que s'ouvre à Fort Bragg (Caroline du Nord), en mai 1952, le Psychological Warfare Center, rebaptisé Special Warfare Center en 1956, dont la mission est de « superviser l'entraînement d'unités en guerre psychologique et pour des opérations de forces spéciales ; développer et tester la doctrine, les procédures, la tactique et les techniques de la guerre psychologique et des forces spéciales ; tester et évaluer l'équipement employé en guerre psychologique et dans les opérations de forces spéciales [15] ».

Bouleversant, comme on l'a vu, les habitudes et les règlements de l'armée américaine, très attachée aux principes de la guerre conventionnelle, « le centre représente un effort unique dans l'histoire militaire des États-Unis », comme l'explique, lors d'un séminaire, le colonel Charles N. Karlstad, ancien chef d'état-major de Fort Benning et premier commandant de l'école : « Pour la première fois, poursuit-il, les techniques pour attaquer ensemble les esprits

a Le 22 juin 1950, l'armée de la Corée du Nord franchit le 38e parallèle pour envahir la Corée du Sud, qui est soutenue militairement par les États-Unis. La guerre de Corée est considérée comme le premier conflit armé de la guerre froide.

et les corps de nos ennemis ont été coordonnées dans une opération d'entraînement unique [16]. » Outre les cours de guerre psychologique, la principale originalité de Fort Bragg est la création de la première unité de guerre non conventionnelle de l'histoire de l'armée américaine, baptisée « 10e groupe de forces spéciales ». À noter que, lors de l'ouverture du centre, la direction s'abstient de communiquer sur la naissance des fameux bérets verts, dont la mission est classée « secret défense ».

Dès l'ouverture du centre, et bien avant l'envoi d'« experts » par le ministre Pierre Messmer, les officiers de Fort Bragg s'intéressent à l'expérience des Français dans le domaine de la guerre psychologique. C'est ainsi que le colonel Lacheroy est invité par le secrétariat de la Défense « vers 1955 » : « Je ne me souviens pas de la date exacte, me dit aujourd'hui Charles Lacheroy. J'ai fait deux séjours d'un mois aux États-Unis : d'abord au Pentagone, où j'ai donné des conférences, puis à Fort Bragg, où on m'a demandé de prendre le commandement d'un groupe de cinquante officiers étrangers venus se former au Psychological Warfare Center. J'en suis sorti avec le diplôme de Fort Bragg. »

Bernard Fall, l'expert français des États-Unis

Lorsque Lacheroy dispense son savoir, le centre de Fort Bragg est spécialisé uniquement dans les techniques de la guerre psychologique et de contre-guérilla. Ce n'est qu'en 1961 qu'il se voit attribuer une troisième mission : la guerre contre-insurrectionnelle. Cette évolution est due à l'engagement personnel du président John Fitzgerald Kennedy, qui s'intéresse assidûment à la doctrine française depuis que les barbus de Fidel Castro ont pris le pouvoir à La Havane. Désormais, à Fort Bragg, on parle de *special warfare*, de guerre spéciale, celle-ci embrassant « toutes les mesures militaires et paramilitaires liées à la guerre non conventionnelle, la guerre contre-insurrectionnelle et la guerre psychologique [17] », selon la définition établie par Elvis J. Stahr, secrétaire à l'Armée, en 1962. Et le dictionnaire militaire de préciser : « La guerre non conventionnelle couvre les opérations de guérilla et de subversion à mener à l'intérieur du territoire ennemi ou contrôlé par l'ennemi par l'intermédiaire d'un personnel indigène soutenu et dirigé par les États-Unis. La guerre contre-insurrectionnelle, d'autre part, inclut toutes les actions, militaires ou politiques, conduites par les forces américaines, seules ou conjointement avec un gouvernement légal, pour prévenir ou éliminer l'insurrection subversive. Enfin, la guerre psychologique désigne toutes les activités planifiées et conduites pour influencer les opinions, les émotions, les attitudes, et le comportement de l'ennemi, la population indigène, les groupes étrangers

neutres ou bienveillants, afin d'aider les États-Unis à accomplir leurs objectifs [18]. »

C'est précisément dans le domaine de la guerre contre-insurrectionnelle que l'apport des Français va être déterminant, au point d'ailleurs de faire passer au second rang les deux autres composantes de la guerre spéciale. Mais avant de se former aux techniques de la guerre antisubversive – sous la férule notamment de l'instructeur Aussaresses –, l'état-major américain s'intéresse à la théorie de la guerre révolutionnaire, grâce aux travaux d'un certain Bernard Fall, un intellectuel français qui, aujourd'hui encore, est réputé pour être le meilleur expert des « deux guerres du Viêt-nam » [19].

Incroyable parcours que celui de ce Juif né à Vienne en 1926. Il a onze ans quand sa famille se réfugie en France, après l'annexion de l'Autriche par les troupes hitlériennes. Orphelin à seize ans [a], Bernard Fall rejoint les maquis des Forces françaises de l'intérieur, où il obtient ses galons de sergent, avant de participer à la libération de la France dans la 1re armée du général de Lattre de Tassigny. Après un passage dans les services secrets français, il travaille comme interprète auprès de l'état-major américain lors de la préparation du procès de Nuremberg, destiné à juger les criminels de guerre nazis. En 1948, il entame une brillante carrière universitaire qui le conduit, en 1951, aux États-Unis, où il prépare un doctorat en sciences politiques à l'université de Syracuse (New York). C'est là qu'un professeur lui suggère de mettre à profit son expérience militaire et sa connaissance du français pour « étudier ce qui se passe en Indochine ».

En 1953, Bernard Fall s'envole pour Saigon. N'hésitant pas à crapahuter avec les parachutistes de la Légion étrangère, il multiplie les interviews d'officiers français comme Charles Lacheroy ou le colonel Trinquier, dont il préfacera la version anglaise de *La Guerre moderne* en 1964 [20]. Il interroge des officiers vietnamiens, obtient l'accès aux documents du 2e bureau, un privilège dû à son extraordinaire capacité de communication, mais aussi à son profil d'ancien maquisard et de centurion dans l'âme. De ce voyage de six mois au pays de la guerre révolutionnaire, il ramène la matière d'une thèse de mille pages sur le Viêt-minh, où il décrit par le menu les caractéristiques de cet « ennemi surprenant », pour reprendre le mot du général Salan, capable de tenir tête aux Français, et bientôt aux Américains. Il y décortique avec brio le fonctionnement de la République démocratique du Viêt-nam, son idéologie, ses institutions économiques ou militaires.

Dès lors, fort de sa reconnaissance universitaire, Bernard Fall devient le spécialiste incontesté de l'Indochine et de cette guerre révolutionnaire qui,

a En août 1942, la mère de Fall est arrêtée au cours d'une rafle, transférée au camp de Drancy puis déportée à Auschwitz. Quant à son père, il rejoint la Résistance et est torturé à mort par la Gestapo le 27 novembre 1943.

malgré son aversion pour le communisme, le fascine. Entre 1954 et sa mort accidentelle au Viêt-nam en 1967 [a], il écrit six ouvrages majeurs, qui deviendront les livres de chevet de nombreux officiers américains [b] et seront traduits en français. Parmi eux, *The Viet-minh Regime* [21], *Street without Joy* [22] ou *Hell in a Very Small Place* [23], son récit culte de la chute de Diên Biên Phu. Promu professeur à l'université de Howard, Fall poursuit ses voyages en Indochine puis en Algérie, où il étudie, avec toujours la même fougue méticuleuse, l'antidote militaire à la guerre révolutionnaire que les Français tentent d'élaborer, à savoir la guerre contre-révolutionnaire. À son retour, il fait des conférences, notamment à Fort Bragg, écrit des articles dans les revues militaires, mais aussi dans les journaux d'opinion comme *The New York Times*, pour devenir l'un des « historiens militaires les plus influents de son temps », selon l'expression de l'historien américain Christopher Goscha, qui ajoute : « Il a joué un rôle intellectuel important dans la transmission des idées françaises de la guerre contre-insurrectionnelle et contre-révolutionnaire [24]. »

Politiquement inclassable – Goscha dit de lui qu'il est un « anticommuniste libéral », puisque, à la différence d'un Lacheroy ou d'un Trinquier, il est sensible à la dimension nationaliste du combat mené par les Vietnamiens –, Bernard Fall soutient de tout cœur l'engagement américain au Viêt-nam, même si à la fin de sa courte vie il n'aura de cesse de dénoncer la brutalité de la guerre et la corruption du régime sud-vietnamien de Ngô Dinh Diêm. Au point d'être cité par les leaders du mouvement d'opposition à la guerre du Viêt-nam, qui commence à prendre son envol au moment où le « Français des États-Unis » marche sur une mine…

Les experts français arrivent aux États-Unis

« Vous avez connu Bernard Fall ?

– Bien sûr, me répond le général Jean Compagnon. Quand je suis arrivé aux États-Unis, il était connu dans l'armée américaine pour être le meilleur spécialiste français de la guerre révolutionnaire [25]. »

Après avoir, comme on l'a vu, participé à la « pacification de la Cochinchine » puis au « débarquement à Haiphong », Jean Compagnon effectue un stage à l'École supérieure de guerre, puis est affecté en Algérie où il commande

a Bernard Fall a été tué en marchant sur une mine, en février 1967, alors qu'il accompagnait une patrouille de la marine américaine au nord de Hué.

b Dans son autobiographe, le général Colin Powell, chef d'état-major pendant la première guerre du Golfe et actuel secrétaire d'État américain, raconte l'influence décisive qu'exerça Bernard Fall dans sa formation : Colin POWELL (avec Joseph E. PERSICO), *An American Journey. An Autobiography*, Random House, New York, 1995.

le 1[er] régiment de hussards parachutistes. En 1962, il est nommé attaché militaire auprès de l'ambassade de France à Washington. « À l'époque, m'explique-t-il, l'armée américaine avait deux obsessions : Cuba, où elle venait de connaître l'échec cuisant de la baie des Cochons[a], et le Viêt-nam, où elle commençait à s'engager de manière de plus en plus intensive. C'est pourquoi l'expérience que nous avions eue en Indochine puis en Algérie les intéressait au plus haut point. Je dirais même qu'il n'y avait que cela qui les intéressait !

– Concrètement, que vous ont demandé les Américains ?

– Eh bien, j'avais sous mes ordres huit ou dix officiers de liaison qui étaient tous des anciens d'Indochine et d'Algérie. Ils étaient répartis dans les différentes écoles militaires américaines, Fort Benning, Fort Bragg, Fort Bliss, Fort Knox, etc., où ils enseignaient ce qu'ils avaient vécu et appris en tant que capitaine ou lieutenant en Indochine ou en Algérie, et en particulier sur ce que j'appelle la "guerre de surface". À moi, l'état-major américain m'a demandé de faire une conférence sur la guerre d'Algérie au National Defense College, un institut prestigieux où se forment des militaires de haut rang ainsi que des civils de la haute administration. J'ai hésité à consulter Paris avant d'accepter, car c'était en 1964 et manifestement les politiques de l'époque n'avaient pas vraiment envie que l'on traite ce sujet. Mais comme j'avais autorisé mes officiers de liaison à parler, j'ai finalement décidé de faire cette conférence sans l'aval de mon ministère de tutelle. Le fait que l'assistance soit constituée de personnes d'un niveau intellectuel très élevé m'a permis de répondre avec la tenue requise aux questions délicates qu'a provoquées mon intervention...

– Par exemple ?

– Je suis en train d'écrire mes Mémoires et vous le saurez quand ils seront publiés... Tout ce que je peux vous dire, c'est que le texte de ma conférence a été distribué ensuite dans l'armée de terre, la marine et l'aviation... Par ailleurs, je suis intervenu régulièrement dans la plupart des écoles militaires américaines, comme à Fort Benning que je connaissais bien puisque j'y avais suivi un cours de parachutisme en 1948. Ou à Fort Bragg, où j'allais sauter en parachute pour m'entretenir. Le général Yarborough, qui commandait alors l'école, m'a souvent consulté pour la création d'une division aéromobile et sur l'emploi des hélicoptères dans les unités des forces spéciales. Là encore, nous avions une expérience qui intéressait les Américains puisque nous sommes les

a Le 16 avril 1961, 1 500 mercenaires anticastristes, entraînés par la CIA avec le soutien du président Kennedy, débarquent à Playa Girón dans la baie des Cochons, sur la côte nord de Cuba. L'opération est un fiasco : en quarante-huit heures, 1 200 anticastristes sont faits prisonniers.

premiers à avoir utilisé en Algérie les hélicoptères armés, avec une mitraillette aux portes, qui ont servi notamment dans les "commandos de chasse".

– Par la suite, l'hélicoptère et les bérets verts deviendront le symbole de la guerre du Viêt-nam ?

– Oui, il n'empêche que je n'ai cessé de mettre les Américains en garde contre l'usage systématique de ce type d'hélicoptère en Indochine, où le terrain est beaucoup plus accidenté et donc moins favorable aux vols de basse attitude qu'en Algérie. Je sais d'ailleurs qu'ils ont eu de grosses pertes à cause de cela. Il y a quelqu'un qui pourrait vous en parler, c'est le colonel Sava Stepanovitch, un ancien de Saint-Cyr, d'origine serbe, qui a participé à la guerre d'Indochine puis d'Algérie, avant d'intégrer l'armée américaine, pour laquelle il a servi au Viêt-nam[a]...

– Est-ce qu'on peut dire que l'expérience des Français a influencé les forces spéciales américaines ?

– Bon, il faut rester modeste, mais ce qui est sûr c'est qu'ils voulaient profiter de notre expérience au maximum, pour ensuite la mettre à leur sauce. Disons qu'ils ont utilisé l'école française à leur façon avec des moyens humains et matériels très supérieurs à ceux que nous avons eus en Indochine ou en Algérie. Vous savez, les Américains ne font jamais dans la demi-mesure...

– Quel a été le rôle du général Aussaresses aux États-Unis ?

– Quand je suis arrivé à Washington, il était déjà en poste et il faisait donc partie des officiers de liaison qui travaillaient sous mes ordres. Je le connaissais bien, puisque je l'avais connu au moment des massacres de Philippeville, le 20 août 1955. À l'époque, j'étais chargé d'action psychologique en Tunisie, et le hasard a voulu que je sois en mission à Philippeville ce jour-là. J'avais pu observer le sang-froid d'Aussaresses lors de ces événements tragiques... Aux États-Unis, Aussaresses intervenait principalement à l'école d'infanterie de Fort Benning et au centre des forces spéciales de Fort Bragg.

– Est-ce que les Américains étaient aussi intéressés par les techniques militaires développées pendant la bataille d'Alger ?

– Ça, c'est une autre affaire... Je me garderai d'en parler, car c'est un cas très particulier de la campagne d'Algérie, auquel je n'ai pas participé, car à ce moment-là, j'étais dans le Constantinois à la tête de mon régiment... Tout ce que je peux vous dire, c'est qu'une fois j'ai rencontré Massu à Alger et qu'il n'aimait pas du tout le travail qu'on lui avait demandé de faire... »

a Contacté par courrier, le colonel Stepanovitch n'a jamais répondu à l'auteur.

Les enseignements d'Aussaresses à Fort Bragg

Manifestement gêné, le général Compagnon n'en dira pas plus. Pour connaître la teneur exacte de l'enseignement dispensé par les Français aux États-Unis, je m'adresse donc à l'un des principaux intéressés : le général Aussaresses. Juste avant notre rencontre, je trouve dans les archives du Service historique de l'armée de terre un rapport qu'il avait rédigé le 25 novembre 1962, à Fort Benning, sur le thème de « L'armée américaine face à la guérilla ». Dans son introduction, il commence par citer le général Arthur Trudeau, le chef du service de « recherche et développement » du département de la Défense, qui s'adresse à ses subordonnés dans le *Army, Navy and Air Force Journal* du 8 avril 1961 : « L'école de l'état-major est actuellement en train de mettre au point une doctrine pour les activités antisubversives, écrit ce dernier. Je suis persuadé que l'*école* est la première étape. [...] Il y a des écoles régionales, à Panama et aux Philippines, auxquelles on pourrait confier cette nouvelle responsabilité. On pourrait en créer une dans la zone de l'OTAN, peut-être à Paris, où nous pourrions bénéficier de l'expérience des Français. » Ensuite, le commandant Aussaresses présente l'école de la « guerre spéciale » de Fort Bragg, dont « la mission a été redéfinie en décembre 1961, à la demande de Kennedy, qui recommande à tous les officiers de lire Mao Tsé Toung et Che Guevara ». Mais, précise l'officier français, « la résistance est grande. La plupart des cadres, surtout anciens, ne manifestent aucun enthousiasme pour ces nouvelles instructions. Ils estiment qu'entraîner les jeunes officiers spécialement à la guérilla serait les déformer et leur faire perdre de vue l'essentiel de leur métier de fantassin, qui est de se battre contre l'infanterie russe ».

Ainsi, dix ans après l'ouverture du Psychological War Center de Fort Bragg, les techniques de la guerre dite « non conventionnelle » n'emportent toujours pas l'adhésion d'un grand nombre d'officiers américains. Et c'est précisément là, alors que le gouvernement américain est en train de renforcer son engagement militaire au Viêt-nam, que le rôle des Français va être décisif. « C'est vrai que l'enseignement que j'ai donné à Fort Bragg était très différent de ce qui se faisait là-bas à l'époque, reconnaît Paul Aussaresses.

– Concrètement ?

– Eh bien, j'ai enseigné les conditions dans lesquelles j'ai fait un travail qui n'était pas celui que fait normalement une armée classique...

– En clair, vous avez enseigné les techniques de la bataille d'Alger ?

– C'est ça !

– C'est-à-dire les arrestations massives, le renseignement, la torture... ?

– Tout ça !

– C'était vraiment nouveau pour les Américains ?

– Complètement !

– Comment ça se passait ?

– Je donnais des conférences, puis je répondais aux questions par petits groupes...

– Quel type de questions vous posaient les élèves ?

– Comment on recrutait les gens pour ce genre de mission, quelles étaient les caractéristiques requises des officiers... »

On le voit, même le général Aussaresses manifeste quelques réticences, dès qu'il s'agit de décrire précisément le contenu de ses « enseignements ». Ce n'est pas le cas du colonel Carl Bernard, qui, après avoir commandé une unité des forces spéciales au Laos, avait été affecté à Fort Bragg, en 1962. C'est ainsi qu'il devient un émule inconditionnel de Paul Aussaresses, avec qui il organise les premiers cours de guerre contre-insurrectionnelle de l'école. Quand je le rencontre, le 27 avril 2003, dans sa maison de Virginie, il est accompagné du général John Johns, un vétéran de la guerre du Viêt-nam, qui fut instructeur à Fort Bragg avant de travailler au département de la Défense. Contre toute attente, je découvre deux hommes profondément affectés par la guerre d'Irak, qui entre alors dans son deuxième mois et à laquelle ils sont opposés au point de reprocher au président Bush d'avoir « commis la plus grave erreur de l'histoire américaine »...

« Au début des années 1960, explique le colonel Bernard, l'école de Fort Bragg ne dispensait aucun enseignement sur la "guerre révolutionnaire", c'était un concept tout à fait nouveau pour l'armée américaine. Certes, nous avions développé des instructions de contre-guérilla ou de guerre psychologique, mais, d'une manière générale, c'était dans la perspective d'un affrontement avec les Russes qui serait un remake de la Seconde Guerre mondiale. Nous n'avions pas encore compris que la guerre qui nous attendait était une "guerre du peuple", où toute la population participe.

– Quand je suis arrivé à Fort Bragg, en 1960, poursuit le général Johns, je venais de passer un diplôme de psychologie en Allemagne, et ma mission était de concevoir des opérations de guerre psychologique. J'ai regardé les programmes, et il n'y avait pas un mot sur la guerre révolutionnaire. Ce fut mon rôle d'introduire cette notion à Fort Bragg, c'est comme ça d'ailleurs que nous avons fait venir Bernard Fall pour qu'il sensibilise les officiers à cette nouvelle forme de guerre. Ce n'était pas du tout évident, parce que les forces spéciales étaient considérées comme des spécialistes de la contre-guérilla, c'est-à-dire qu'on les préparait à pénétrer derrière les lignes ennemies, mais pas du tout à conduire des opérations contre des révoltes indigènes. Les techniques de contre-guérilla étaient fondées essentiellement sur l'intervention de forces militaires d'élite, sans tenir compte des aspects psychologiques et sociologiques d'une insurrection populaire. C'est en 1961 que tout a changé, grâce à l'élection de John Kennedy, qui a demandé la création d'un corps spécialisé dans la guerre contre-insurrectionnelle. Finalement, ce corps fusionnera avec celui des forces spéciales.

– Kennedy était allé en Algérie, en 1958, quand il était sénateur, précise Carl Bernard. Il avait eu un rapport détaillé sur l'expérience des Français. Il croyait profondément à la théorie des dominos, qui prédisait que, si on laissait faire, les pays d'Asie et d'Amérique latine allaient tomber, un à un, sous le joug des communistes en suivant l'exemple de Cuba ou du Viêt-nam.

– À cette époque, les Français étaient vraiment les seuls spécialistes de la guerre contre-insurrectionnelle ?

– Tout à fait !, répond sans hésiter John Johns. Les Britanniques avaient bien eu une expérience en Malaisie ou au Kenya, mais elle était sans commune mesure avec celle des Français en Indochine ou en Algérie, de plus ils n'avaient pas laissé d'écrits ni élaboré de doctrine comme les Français. C'est pourquoi, nous avons fait venir de France tous les articles publiés dans les revues militaires ou des experts comme le général Aussaresses.

– Quel fut précisément le rôle d'Aussaresses à Fort Bragg ou à Fort Benning ?

– Il nous a fait comprendre que notre modèle militaire était complètement périmé et que ce n'était pas avec des tanks, de l'artillerie lourde ou des avions de combat qu'on gagnerait la guerre du Viêt-nam, que tout cela n'était qu'une perte de temps, d'énergie et d'argent, explique le colonel Bernard. Il nous a expliqué que dans la guerre révolutionnaire, l'ennemi c'est la population et que pour gagner, il faut avoir un bon service de renseignement, capable d'identifier, puis de détruire l'infrastructure politique et administrative de l'adversaire. Cette infrastructure repose sur des cellules de trois hommes, compartimentées et reliées à la tête du mouvement par une structure pyramidale. Pour détruire les cellules, il faut trouver quels sont leurs contacts dans la population. Pour cela, il y a plusieurs manières d'y arriver : d'abord, on essaie la persuasion, puis, si ça ne marche pas, on utilise la menace, ça dépend aussi du niveau de préparation des personnes arrêtées...

– Est-ce qu'Aussaresses vous a parlé de la torture ?

– Oui, il nous a expliqué à quoi sert la torture. À Alger, il disposait d'une équipe d'une douzaine de personnes, chargée de détruire la structure adverse... Il prenait un prisonnier, essayait de le convaincre que c'était son intérêt et celui de l'Algérie d'arrêter le terrorisme. En général, il arrivait à le persuader de parler, la plupart parlaient. Ceux qui ne parlaient pas, il leur infligeait une peine physique, une peine mortelle, qui faisait qu'ils finissaient par parler. Une technique consistait à mettre un autre prisonnier à côté de celui qui était torturé, pour qu'il comprenne qu'après c'était son tour... Ça l'aidait à parler... Le problème supplémentaire, c'était : que faire avec les prisonniers torturés ? La réponse d'Aussaresses était qu'il fallait les exécuter... Le résultat, c'est qu'en six mois à Alger ils sont venus à bout de l'insurrection. C'est une chose que nous Américains, nous étions incapables de faire. Aussaresses était un militaire entraîné, qui avait été sélectionné pour ce type de travail... Je dois reconnaître que les enseignements d'Aussaresses ont eu un impact considérable sur tous les bérets verts qui sont partis ensuite au Viêt-nam...

– Qu'en pensez-vous aujourd'hui ?

– Je comprends le raisonnement militaire et la difficulté que pose le terrorisme, mais à long terme c'est un mauvais calcul non seulement d'un point de vue moral, mais aussi technique, répond le général Johns. Le long terme doit être conduit par la morale et l'éthique, et, en ce moment en Irak, nous faisons exactement le contraire, en reproduisant les mêmes erreurs que les Français en Algérie ou les Américains au Viêt-nam. La seule manière de venir à bout du terrorisme ou d'un mouvement subversif, c'est d'en comprendre les causes. Ce n'est pas en attaquant de manière aveugle l'Irak qu'on résoudra le problème, au contraire, je pense même que cela permettra à Ben Laden de recruter encore plus de terroristes. L'arrogance est l'obstacle majeur à une lutte efficace contre le terrorisme et le plus grand danger dans la guerre antisubversive, c'est d'être impatient et de vouloir produire des effets à court terme. En Algérie, les Français menaient une cause perdue, tout comme les Américains au Viêt-nam, car on ne peut rien faire contre un peuple qui veut son indépendance, sauf l'exterminer tout entier... Plutôt que d'attaquer l'Irak, on ferait mieux de s'interroger sur les racines de la haine qui pousse certains de nos adversaires à accepter de se faire exploser dans un Boeing... Le problème c'est que nous avons un président qui est un fondamentaliste religieux et qui a un petit pois à la place du cerveau... Et malheureusement, vu l'émotion qui s'est emparée des États-Unis après les attentats du 11 septembre, je pense que si on proposait de voter un texte qui autorise l'utilisation de la torture, la plupart des Américains l'approuveraient... »

L'« opération Phénix », une copie de la bataille d'Alger

À dire vrai, au cours de ma longue enquête au pays des généraux, c'est bien la première fois que j'en voyais un aussi ému. Et je n'étais pas au bout de mes surprises : « Nous avons commis tellement d'horreurs, soupire à son tour Carl Bernard. Si je vous dis que je suis en partie responsable de ce programme monstrueux que fut l'opération Phénix, au Viêt-nam, qui a coûté la vie à au moins 20 000 civils innocents[a]...

– Pourquoi ?

– Quand Paul est arrivé à Fort Bragg, il m'a montré le brouillon du livre du colonel Trinquier *La Guerre moderne*. Je dois reconnaître que j'ai été fasciné, car c'était vraiment un manuel de la guerre contre-insurrectionnelle, et c'est

a 20 000 est le chiffre donné par William Colby, qui dirigea l'opération Phénix de 1968 à 1971, lors de son audition par le Sénat en février 1970. Mais d'autres sources parlent de 60 000 victimes.

précisément de cela que nous avions besoin pour élaborer notre propre doctrine [a]. C'est moi qui ai convaincu l'armée de le faire traduire en anglais, avec une préface de Bernard Fall [26]. En attendant, avec Paul, nous avons fait un résumé du livre que j'ai envoyé à Robert Komer, un agent de la CIA qui travaillait alors sur ce qu'on appelait les PROVN, les « Programs for Viet-nam ». Ensuite, il deviendra assesseur au Conseil national de sécurité et deviendra l'un des conseillers du président Lyndon Johnson pour la pacification du Viêt-nam. C'est à partir de ce texte que Komer a conçu l'opération Phénix, qui est en fait une copie de la bataille d'Alger appliquée à tout le Viêt-nam du Sud. Le but de ce programme était de détruire l'infrastructure et les réseaux du Viêt-cong au sein de la population. Il fallait trouver qui fournissait l'argent, les armes, les renseignements, l'hébergement aux combattants du FLN, etc. Pour cela, on retournait des prisonniers, puis on les mettait dans des commandos, dirigés par des agents de la CIA ou par des bérets verts, qui agissaient exactement comme l'escadron de la mort de Paul Aussaresses... »

De fait, les équipes de Phénix étaient surnommées *hunter-killer* (les « chasseurs-tueurs ») par les promoteurs du programme, avec une répartition bien définie des tâches, ainsi que le raconte Elton Manzione, un vétéran des forces spéciales : « L'équipe de chasseurs était constituée d'une unité de quatre hommes, en général tous des Américains, et parfois avec un ou deux Vietnamiens ou mercenaires chinois appelés "contre-terroristes", les "CT". La plupart des "CT" étaient des soldats ennemis qui avaient déserté ou des criminels du Viêt-nam du Sud. Notre boulot, c'était de localiser l'ennemi, puis de faire venir l'équipe de tueurs. L'équipe de tueurs, c'était en général vingt à vingt-cinq Sud-Vietnamiens dirigés par des bérets verts. Nous partions alors ensemble pour extraire l'ennemi [27]... »

Lancée en 1967 par la CIA, à l'instigation de Robert Komer [b], l'opération Phénix ressemble en tout point à la bataille d'Alger, dont elle reprend le vocabulaire et les méthodes, par un effet de miroir vertigineux. Là où les Français parlent d'OPA – la fameuse Organisation politico-administrative –, les

a Le colonel Trinquier lui-même, qui manifestement n'a jamais été instructeur aux États-Unis, confirmera l'intérêt des Américains pour son « œuvre » : en février 1964, il reçoit une lettre à en-tête de l'Institute for Defense Analyses de Washington. Elle émane de M. Stephen Enke, « Assistant to the President », qui désire le rencontrer à Paris. « Je n'étais pas inconnu pour les services spéciaux américains, écrit-il. Mon livre *La Guerre moderne* avait été traduit en anglais et avait intéressé les officiers américains confrontés à une nouvelle forme de guerre. J'avais échangé à ce sujet une abondante correspondance avec quelques officiers professeurs à l'US Army Special Warfare School » (Roger TRINQUIER, *Les Maquis d'Indochine. Les missions spéciales du Service Action*, *op. cit.*, p. 189).

b Nommé responsable des « Opérations civiles et du développement révolutionnaire », Robert Komer ne dépend que du général William Westmoreland, commandant les troupes au Sud-Viêt-nam, et de l'ambassadeur Ellsworth Bunker. Il est en relation directe avec Walt Rostow, conseiller au Conseil national de sécurité.

Américains parlent de VCI ou *Vietcong infrastructure*, qui « recouvre les civils suspectés de soutenir les Nord-Vietnamiens et les soldats du Viêt-cong », selon les termes du journaliste Douglas Valentine, auteur de l'un des rares livres écrits sur l'opération Phénix [a]. « Avec Phénix, poursuit-il, ou *Phung Hoang*, selon le nom que lui donnaient les Vietnamiens, les procès légaux étaient totalement inexistants. Les civils sud-vietnamiens qui apparaissaient sur des listes noires pouvaient être kidnappés, torturés, emprisonnés pendant deux ans sans procès, et même tués, sur dénonciation d'un simple informateur. Au moment de son apogée, les chefs de Phénix imposaient des quotas de 1 800 "neutralisations" par mois aux agents qui conduisaient les opérations sur le terrain. [...] Les "neutralisations" avaient surtout lieu la nuit. Phénix était, entre autres, un instrument de contre-terreur, selon une tactique de guerre psychologique où des membres de la VCI étaient brutalement assassinés avec leurs familles et voisins comme un moyen de terroriser la communauté pour qu'elle se soumette. De tels actes horribles, pour des raisons de propagande, étaient ensuite attribués à l'ennemi [28]. »

À Saigon, le programme est coordonné par Evan Parker, le bras droit de Robert Komer. Ancien Jedburgh, devenu agent de la CIA après un passage à l'OSS, ce francophone avait rencontré le colonel Trinquier en 1952, à Vung Tau. Apparemment, il a bien lu l'auteur de *La Guerre moderne*, puisque c'est lui qui organise le quadrillage de la capitale sud-vietnamienne, baptisé pudiquement « Family Census Program ». Dans chaque quartier, les familles ont été recensées, une par une, avec une fiche comprenant – innovation majeure – une photo de chacun de leurs membres. Régulièrement, lors de rafles nocturnes, des familles entières sont arrêtées, et conduites dans l'un des centres d'interrogatoire les plus proches. Car, avec la « pacification » – autre terme repris de l'expérience des Français –, les centres d'interrogatoire fleurissent dans tout le Viêt-nam du Sud. C'est ainsi que le colonel Douglas Dillard raconte à mon collègue Douglas Valentine comment il est devenu un « grand manitou de la construction » : l'« agence » (la CIA), explique-t-il, a passé un contrat avec un promoteur immobilier pour construire des « cellules de détention » un peu partout dans le pays [29].

Et bien sûr, « le renseignement étant la partie la plus importante de Phénix [30] », comme le souligne Jim Ward, un autre témoin, dans ces centres d'interrogatoire, la torture est systématique : gégène, technique du sous-marin ou du chevalet [31], les victimes trop mal en point étant exécutées, et parfois jetées à la mer par hélicoptère, comme le raconte Frank Snepp, un ancien officier de la CIA [32].

a Pour son enquête, Douglas Valentine parvint, avec beaucoup de difficultés, à interviewer une centaine d'agents de l'opération Phénix, qui ont accepté de briser le secret auquel ils étaient tenus.

À la campagne, les agents de Phénix travaillent de deux manières : soit, à l'improviste, en débarquant de « quatre hélicoptères armés », les « suspects » étant « extraits » sur-le-champ ; soit au terme d'une opération minutieusement préparée. Dans ce cas, des milliers de tracts sont préalablement balancés par avion, invitant les rebelles à se rallier, puis une unité de vingt-cinq membres des sinistres PRU (*Provincial Reconnaissance Units*) prend d'assaut le village, en passant au peigne fin toutes les cahutes et en arrêtant bon nombre de « suspects », quotas obligent... Parfois, des villages entiers sont massacrés, comme ce fut le cas, le 17 mars 1968, à My Lai, dans la province de Quang Ngai, où quelque cinq cents personnes sont tuées sous la direction de Robert Ramsdell, le coordinateur local de Phénix [33].

Comme le précise William Colby, qui succède à Robert Komer en 1968 [a], les objectifs de Phénix ne sont pas seulement de « capturer ou tuer des membres de l'appareil ennemi », mais aussi de les « rallier ». Et d'ajouter, devant la commission des Affaires étrangères du Sénat, qui ouvre une enquête en 1970 sur Phénix : « Il s'agissait d'un programme de sécurité intérieure » destiné à « protéger la population contre le terrorisme communiste [34] ».

Pour cela, les promoteurs de Phénix n'hésitent pas à développer sur une grande échelle les techniques de ralliement mises au point par le capitaine Paul-Alain Léger. C'est ainsi que 100 000 déserteurs ou prisonniers nord-vietnamiens sont « retournés » dans cinquante et un centres de rééducation, baptisés « Chieu Hoi » ou, en anglais, *open arms*. Après un endoctrinement de quarante à soixante jours, où on leur explique les bienfaits de la démocratie libérale, les « ralliés » sont invités à rejoindre les fameuses équipes de « CT », les « contre-terroristes ». Et pour éviter toute rechute éventuelle, on leur tatoue sur la poitrine les mots *sat cong*, « Tuez les communistes »...

Un mot d'ordre qui sera bientôt l'apanage des escadrons de la mort et des dictateurs latino-américains, exécutants scrupuleux de la doctrine de la sécurité nationale, que les États-Unis s'emploient à redéfinir après avoir assimilé et testé l'expérience française...

a Né en 1920, William Colby est un ancien agent de l'OSS, qui entra dans les Jedburghs, où il se lia d'amitié avec Paul Aussaresses. Il dirige l'opération Phénix de 1968 à 1971, puis est nommé directeur de la CIA en 1973 par le président Richard Nixon. En janvier 1976, il est remplacé par George H. Bush. Colby est mort accidentellement en 1996.

17

L'heure des centurions

Les émules de Lartéguy

« Ce fut absolument horrible, soupire le colonel Bernard, qui, au temps fort de l'opération Phénix, dirigeait un régiment de bérets verts au Sud-Viêt-nam. On a assassiné n'importe qui sans discernement. Je suis sûr que les accidents de la route ont tué plus de combattants du Viêt-cong que ce programme contre-insurrectionnel, dont la grande majorité des victimes n'avait rien à voir avec le Viêt-cong... Je me souviens, un jour, je suis arrivé dans un village où il y avait cent quatre-vingt-seize cadavres de civils : ils n'avaient trouvé qu'une seule arme... J'étais tellement écœuré que j'ai fini par interdire aux commandos de Phénix d'opérer dans mon secteur... Et puis, surtout, j'ai ordonné à mes bérets verts de ne pas collaborer avec eux, alors que théoriquement les forces spéciales étaient les partenaires naturels de ces opérations dites non conventionnelles [a]... »

Les « bérets verts » sur lesquels plane, une fois de plus, l'ombre tutélaire des Français. Dans un texte intitulé « Le béret vert, figure d'épouvante du nouvel âge [1] », Alan Farell, un ancien membre des forces spéciales, raconte comment, en 1968, il est envoyé au Viêt-nam où il va participer à la « sale guerre ». Comme tous ses compagnons, il a en tête l'image culte du

a De même, le général Bruce Palmer, qui commandait, en 1968, la 9e division d'infanterie refusa de collaborer avec Phénix : « Mon opposition au programme, écrit-il dans une lettre à Douglas Valentine, venait de l'affectation de non-volontaires de l'armée américaine dans le programme. Je ne crois pas que des gens en uniforme qui ont prêté serment d'obéir aux conventions de Genève puissent être mis dans la situation d'avoir à violer les lois de la guerre » (cité par Douglas Valentine, *The Phoenix Program*, *op. cit.*, p. 204).

« centurion » athlétique et courageux, défenseur de la liberté face à la barbarie communiste, que glorifie Jean Lartéguy dans son œuvre éponyme. Loin d'être une construction de l'esprit, la filiation est encouragée par la direction de Fort Bragg qui décide d'afficher un extrait des *Centurions* sur un « panneau en contreplaqué », à l'entrée des salles de cours.

L'ancien béret vert n'a pas oublié le passage où le para Raspéguy fait la leçon au vieux colonel Mestreville : « La seule manière de nous en sortir, que ce soit en Algérie ou ailleurs, c'est d'avoir une armée révolutionnaire. [...] Avez-vous remarqué que dans l'histoire militaire, jamais une armée régulière n'a pu venir à bout d'une guérilla bien montée ? Si on utilise l'armée régulière en Algérie, on ne peut aboutir qu'à un échec. Je voudrais que la France ait deux armées : une pour la frime avec de beaux canons, des chars, des petits soldats, des fanfares, des états-majors, des généraux distingués et un peu gâteux, avec de gentils petits officiers d'ordonnance précautionneux qui s'intéresseraient avec ferveur au petit pipi de leur général et aux hémorroïdes de leur colonel : une armée qu'on montrerait pour cent sous sur les champs de foire. L'autre serait sérieuse, composée uniquement de jeunes surentraînés et qui en veulent, habillés de tenues camouflées, que l'on ne verrait pas dans les villes mais auxquels on demanderait sans cesse un effort impossible, auxquels on apprendrait toutes sortes de trucs. C'est dans cette armée-là que je veux me battre [2]... »

« C'est vrai que nous étions tous des émules de Lartéguy, me confirme le colonel Bernard. Personnellement, j'ai lu toutes ses œuvres, et ses personnages étaient un peu des modèles qui ont inspiré des générations d'officiers... Tout y est : la mystique du soldat, l'importance du renseignement, les interrogatoires musclés. *Les Centurions* est un roman à la gloire de la bataille d'Alger...

– Finalement, l'influence des Français s'est jouée à plusieurs niveaux ?

– Tout à fait, répond Carl Bernard. Et surtout, je dirais qu'elle est arrivée à un moment historique opportun : celui où les États-Unis étaient en train de reformuler leur doctrine de la sécurité nationale pour la transmettre aux pays d'Amérique latine, devenus un enjeu stratégique primordial après la révolution cubaine. À partir du milieu des années 1960, l'armée américaine va former des "centurions" à la chaîne, en développant au centuple les enseignements des Français... »

La doctrine de la sécurité nationale

« Je crois que les États-Unis doivent soutenir les peuples libres qui résistent à des tentatives d'asservissement par des minorités armées, ou des pressions venues de l'extérieur. Je crois que nous devons aider les peuples libres à forger leur destin de leurs propres mains [3]. » Ainsi s'exprimait le président Harry Truman, le 11 mars 1947, devant le Congrès américain réuni au grand complet.

Constituant l'acte de naissance officiel de la guerre froide, ce discours enflammé repose sur une vision manichéenne du monde, qui oppose dans une « guerre totale » les « pays libres » à l'Union soviétique et ses satellites. Désormais, comme le souligne le théologien belge Joseph Comblin, « chaque fois que le *statu quo* serait remis en question n'importe où dans le monde, chaque fois qu'apparaîtrait un gouvernement défavorable aux États-Unis ou susceptible de le devenir, il fallait y voir l'ombre de la guerre froide : la main de Moscou était là. [...] La guerre froide devenait une réalité présente partout et toujours, une explication simple à tous les événements et le fondement d'une stratégie globale [4] ».

Pour les concepteurs de la nouvelle politique étrangère de la Maison-Blanche, cette « stratégie globale » s'appelle « doctrine de la sécurité nationale ». Visant à l'origine la défense de l'Europe contre une agression communiste – « pour la première fois, note Joseph Comblin, les États-Unis incluaient l'Europe dans leur sécurité nationale et s'engageaient à la prendre en tutelle [5] » –, celle-ci acquiert une dimension universelle avec les guerres d'Indochine et de Corée, et notamment sous l'impulsion du président Dwight Eisenhower et de son secrétaire d'État John Foster Dulles, animés d'un véritable « esprit de croisade » contre le communisme [a]. C'est ainsi que, pour contenir l'expansion du « péril rouge », les États-Unis établissent, de 1947 à 1962, quelque cinq cents bases militaires principales et trois mille bases militaires secondaires en Europe, en Asie et en Amérique, pour constituer un « cordon sanitaire » autour du monde communiste. Dans le même temps, ils multiplient les accords militaires bilatéraux ou plurinationaux, principalement en Amérique latine, qu'ils considèrent d'ores et déjà comme leur « arrière-cour », selon l'expression consacrée.

Le rapprochement avec les pays latino-américains avait été amorcé au tout début de la Seconde Guerre mondiale, dans le but de constituer une défense continentale contre une éventuelle agression des puissances de l'Axe. En 1940, à La Havane, la deuxième réunion des ministres des Affaires étrangères stipule ainsi qu'« une agression contre une nation américaine par une nation non américaine est considérée comme une agression contre toutes les nations du continent ». Deux ans plus tard est fondée à Washington la Junte interaméricaine de défense, dont la mission est de « suggérer aux gouvernements les mesures nécessaires à la défense du continent [6] ». Puis, en 1947, est signé à Rio de Janeiro le Traité interaméricain d'assistance réciproque, à l'initiative du président Truman, qui lie ainsi les pays d'Amérique du Sud à la

a Le général Eisenhower a été élu président des États-Unis le 4 novembre 1952 ; quant à John F. Dulles, il est le frère d'Allen Dulles, le directeur de la CIA.

doctrine de la sécurité nationale, en établissant une zone de sécurité mutuelle face à une éventuelle agression extra-continentale, communiste s'entend. En 1948, un nouveau pas est franchi dans l'« intégration continentale » avec la création, à Bogota, de l'Organisation des États américains (OEA), à laquelle la Maison-Blanche aurait aimé associer une armée interaméricaine, placée sous commandement nord-américain – mais le projet a échoué en raison de l'opposition du Mexique et de... l'Argentine[a].

En 1951, cependant, les États-Unis parviennent à imposer leur leadership militaire sur l'hémisphère avec le vote de l'Acte de sécurité mutuelle permettant de développer des programmes d'assistance militaire fondés sur la signature de pactes bilatéraux. C'est ainsi qu'entre 1952 et 1955 douze États latino-américains – à l'exception notable de l'Argentine qui attendra 1964 – signent des accords prévoyant la donation d'équipements militaires américains, ainsi que l'envoi d'instructeurs qui deviendront bientôt des conseillers politiques. Car, comme le souligne l'Américaine Penny Lernoux, la doctrine de la sécurité nationale n'est pas un mécanisme destiné seulement à « promouvoir la stratégie militaire américaine », mais aussi le fameux *American way of life*[7], et avec lui, le système d'économie capitaliste qui le sous-tend.

Certains, comme George Kennan, expert au département d'État et concepteur en 1947 de la « doctrine de l'endiguement » (*containment*), n'hésitent pas à dire les choses encore plus crûment : « Nous disposons de 50 % de la richesse du monde, mais ne représentons que 6,3 % de sa population, écrit-il en 1948. Nous ne pouvons pas éviter d'être l'objet d'envie ou de ressentiment. Notre objectif pour la période à venir, c'est d'établir un modèle de relations [internationales] qui nous permettra de maintenir cette situation de disparité sans préjudice pour notre sécurité nationale. Il faut donc nous passer de sentimentalisme et de rêve impossible : partout dans le monde, nous devons concentrer notre attention sur nos objectifs nationaux immédiats. Ne nous faisons pas d'illusion : nous ne pouvons nous permettre le luxe de l'altruisme ou du bien-être mondial[8]. »

Voilà comment en 1954, la CIA fomente un coup d'État au Guatemala, qui renverse le président Jacobo Arbenz. Celui-ci avait eu le tort de tenter un « rêve impossible », en lançant une réforme agraire qui menaçait les intérêts de la United Fruit Company, ce que reconnaît sans vergogne Thomas McCann, ex-vice-président de la puissante multinationale américaine : « Nous avons choisi le Guatemala comme le siège du développement de nos activités parce qu'une grande partie du territoire était favorable à la production de bananes de qualité et aussi parce qu'au moment où nous cherchions à nous installer en Amérique centrale, le gouvernement du Guatemala était le

a En 1949, les États-Unis parviennent à leurs fins, mais en Europe, où est créée l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique nord).

plus faible, le plus corrompu et le plus flexible de la région. En un mot, le pays offrait un climat idéal pour l'investissement, et les profits de la United Fruit ont fleuri pendant cinquante ans. Puis, il y a eu un problème : un certain Jacobo Arbenz a été élu président[9]. »

Kennedy, l'apôtre de la guerre contre-révolutionnaire

Si, jusqu'en 1961, la stratégie militaire interaméricaine vise essentiellement la défense du continent contre une éventuelle attaque des forces armées soviétiques, tout change avec l'arrivée de John Fitzgerald Kennedy à la Maison-Blanche. Le jeune président démocrate, on l'a vu, s'intéresse passionnément à la doctrine française pour deux raisons convergentes : en 1960, l'Union soviétique s'est dotée de l'arme nucléaire et l'hypothèse d'un affrontement direct entre les deux superpuissances s'est estompée au profit d'une stratégie fondée sur la dissuasion ; en revanche, Kennedy est persuadé que le Kremlin tente désormais d'imposer son hégémonie en se servant des mouvements de décolonisation, comme au Viêt-nam, et des révoltes du tiers monde, comme récemment à Cuba.

« L'accession à la présidence de John F. Kennedy a entraîné une transformation importante de la politique stratégique américaine, note ainsi le politologue argentin Eduardo Luis Duhalde. Alors que les précédents gouvernements de l'après-guerre percevaient les menaces contre les intérêts américains outre-mer comme des manifestations locales de l'omniprésent conflit Est/Ouest, les conseillers de Kennedy estimaient que le radicalisme du tiers monde – qu'on l'appelle socialisme, marxisme ou nationalisme radical – constituait une menace nouvelle pour les intérêts américains. Et, bien qu'ils aient considéré que la capacité de représailles nucléaires des États-Unis représentait une force effective de dissuasion contre une agression soviétique conventionnelle contre les États-Unis et leurs alliés européens, elle avait en revanche clairement échoué à empêcher le triomphe des armées de guérilla à Cuba et en Indochine[10]. »

Dès lors, l'administration américaine s'emploie à redéfinir les enjeux et objectifs de la doctrine de la sécurité nationale en y incluant les « apports de l'idée de guerre révolutionnaire », comme l'écrit le Belge Joseph Comblin, qui ajoute : « 1961-1962 sont les années où le concept commence sa marche triomphale dans les Amériques », la doctrine de la sécurité nationale devenant alors une « doctrine contre-révolutionnaire »[11]. Concrètement, souligne à son tour l'Espagnol Prudencio Garcia, cette reformulation s'effectue grâce à « l'assimilation complète et l'application pratique de la doctrine française de la lutte contre-insurrectionnelle[12] ». Une analyse également partagée par l'historien argentin Genaro Arriaga qui, dans son étude « Sécurité

nationale et politique », considère que la doctrine de la sécurité nationale américaine vient de la « doctrine française de la contre-subversion » et que, « fondée sur l'expérience de la lutte anticolonialiste en Indochine et en Algérie, celle-ci passe au Pentagone et de là-bas à de nombreuses forces armées latino-américaines [13] ».

La nouvelle stratégie de défense interaméricaine s'appuie désormais sur une véritable répartition du « travail » : « Les États-Unis assument seuls la responsabilité de la dissuasion nucléaire, commente Joseph Comblin, mais les satellites doivent se charger – avec l'aide américaine – de lutter contre la guerre révolutionnaire à l'intérieur de leurs frontières. Car, dorénavant, les frontières du monde libre passent à l'intérieur de chacun des États du tiers monde. De cette manière, la sécurité nationale de chaque pays devient une partie de la sécurité collective du tiers monde, et elle devient une responsabilité de chaque État [14]. »

C'est ainsi que dès 1961, et alors que les premiers « experts français » arrivent aux États-unis, Washington redéfinit le rôle des forces armées latino-américaines en les orientant vers le front interne et leur propre sécurité nationale, c'est-à-dire en les préparant à lutter contre l'« ennemi subversif » ou l'« ennemi intérieur », si cher aux théoriciens français. « Notre objectif primordial en Amérique latine, c'est d'aider, où c'est nécessaire, au développement continuel des forces militaires et paramilitaires locales, pour qu'elles soient capables, en union avec la police et les autres forces de sécurité, de promouvoir la nécessaire sécurité interne [15] », déclare ainsi devant le Congrès, en 1967, Robert McNamara, le secrétaire à la Défense de Kennedy. Ce changement d'orientation s'accompagne d'une modification des fameux PAM, les programmes d'assistance militaire : finis les « équipements chers et compliqués de la guerre conventionnelle [16] », écrit McNamara, désormais les États-Unis prêtent ou vendent un matériel de guerre léger et des moyens de communication destinés à la lutte antiguérilla ou à la répression interne, chacun des pays de l'hémisphère étant censé assurer à son échelle la grande mission collective de défense de la sécurité du monde libre.

Après la déroute du Viêt-nam, l'administration de Richard Nixon donne une nouvelle inflexion à la doctrine de la sécurité nationale, qui exclut désormais une intervention directe et massive de l'armée américaine dans des pays menacés par la « subversion », en renforçant l'encadrement militaire et idéologique des armées du sous-continent pour qu'elles assument pleinement leur rôle de policier de la région, au besoin en soutenant activement et clandestinement, à grand renfort de dollars, les alliés de la contre-révolution. Comme ce sera le cas, on le verra, au Chili, lors du coup d'État du général Pinochet.

La diffusion massive de la doctrine contre-révolutionnaire

« La leçon éclatante de la guerre d'Indochine, c'est que nous ne devons jamais laisser émerger une situation similaire à celle du Sud-Viêt-nam. Nous avons été trop lents à reconnaître l'ampleur réelle de la menace subversive. Nous savons désormais que les pays du tiers monde doivent être en permanence en situation d'alerte pour détecter les symptômes qui, si on les laisse se développer de manière immodérée, conduiront à une situation désastreuse comme celle du Viêt-nam. Nous avons appris qu'il est nécessaire d'avoir une puissante force de police et un puissant service de renseignement pour pouvoir identifier à temps une situation subversive naissante [17]. » Ainsi s'exprimait le général Maxwell Taylor lors d'un séminaire organisé pour des stagiaires du tiers monde venus se former à l'Académie internationale de police de Washington. Parmi les supports de l'enseignement, on utilise notamment le film... *La Bataille d'Alger*, ainsi que le constate le journaliste américain A. J. Langguth lors de son enquête sur le rôle secret de la police américaine en Amérique latine [18]. Après ce cours dans la capitale américaine, note à son tour l'Argentin Eduardo Duhalde, les « policiers étrangers » sont envoyés à l'Académie de contrôle des frontières de Los Fresnos (Texas), où le département de sécurité publique du Bureau international de développement leur donne des instructions sur la « fabrication de bombes » ou sur l'utilisation de l'« électricité de base » [19].

Dans le processus de transmission du nouveau dogme de la guerre révolutionnaire, les polices latino-américaines constituent naturellement la première cible, ainsi que le dit clairement Alexio U. Johnson, le sous-secrétaire d'État des États-Unis : « La police peut s'occuper des menaces à l'ordre interne lorsqu'elles sont dans leur étape de constitution. Si elle n'est pas préparée à le faire, il est nécessaire alors d'avoir recours à une "chirurgie plus sérieuse" pour venir à bout de ces menaces et ce genre d'action est douloureux, coûteux et déchirant [20]. »

Bien évidemment, la « chirurgie sérieuse » est l'apanage des forces armées latino-américaines qui, dès 1961, sont initiées à la guerre révolutionnaire dans les écoles militaires des États-Unis [a], au moment même où les officiers américains sont formés par les « spécialistes » français, pour reprendre l'expression de l'ancien ministre Pierre Messmer. C'est ainsi qu'après avoir

a Les principales écoles militaires américaines où l'on enseigne la guerre révolutionnaire sont alors : Fort Bragg, Caroline du Nord (guerre psychologique et forces spéciales) ; Fort Benning, Géorgie (infanterie et Rangers) ; Fort Gordon, Géorgie (affaires civiles et gouvernement militaire) ; Fort Leavenworth, Kansas (Collège de commandement et d'état-major) ; Collège interaméricain de défense (Washington) ; Fort Belvoir, Virginie ; le Collège interaméricain de défense de Washington ; et, comme on le verra, Fort Gulick, ou « École des Amériques », installée dans la zone du canal de Panama.

suivi un cours de formation de « cinq semaines très dures », le commandant Aussaresses est nommé instructeur à l'école d'infanterie de Fort Benning, en Géorgie, où il exercera pendant trois ans, en alternance avec Fort Bragg : « Ce n'était pas courant qu'un officier de liaison étranger reçoive le badge d'instructeur, me dit-il aujourd'hui, avec une fierté certaine. J'ai même été présenté officiellement comme lieutenant-colonel de l'école devant les élèves et tout le staff militaire [a]...

– Qu'est-ce qui vous a valu un tel honneur ?

– La qualité de mes enseignements, je suppose...

– La plupart des élèves que vous avez eus sont partis ensuite au Viêt-nam ?

– Ah... ils sont allés au travail... Au Viêt-nam ou ailleurs, car il y avait beaucoup d'officiers latino-américains qui venaient se former à Fort Benning ou à Fort Bragg. Quand j'ai été nommé attaché militaire au Brésil, en 1973, j'ai retrouvé des généraux qui m'ont dit : "Oh... Mais on vous a eu comme instructeur à Fort Bragg !"

– C'était une junte militaire qui dirigeait le Brésil à cette époque ?

– Oui, c'était une dictature militaire, et ça avait bardé... En dix ans, les officiers que j'avais formés avaient pris le pouvoir... »

En quelques mots, tout est dit : censée fournir une réponse à la guerre totale menée par la subversion, la doctrine de la sécurité nationale ne se contente pas de dispenser des enseignements militaires à ses armées vassales, elle vise aussi à les former pour qu'elles assument un rôle politique et économique dans leurs pays respectifs. Une priorité qui découle en droite ligne de l'enseignement des théoriciens français, pour qui « la guerre contre-révolutionnaire interfère immédiatement avec la politique [21] », selon le mot de l'historien américain Alfred Stephan. Car, officiellement, le volet militaire de la doctrine de la sécurité nationale se double d'un volet économique baptisé « Alliance pour le progrès », un mot d'ordre lancé par John F. Kennedy, le 13 mars 1961 [b], et vulgarisé par son secrétaire d'État McNamara.

Constatant en effet le lien entre le niveau de développement économique d'un pays et les risques de « rébellion », les stratèges de la Maison-Blanche et du Pentagone décident de promouvoir conjointement des mesures militaires, paramilitaires, politiques, économiques, psychologiques et civiques, visant à prévenir toute tentative d'insurrection populaire en Amérique latine. Cela se traduit par une aide économique aux gouvernements

a C'est effectivement pendant son séjour aux États-Unis qu'Aussaresses est promu lieutenant-colonel.

b Ce jour-là, le président Kennedy propose aux pays d'Amérique latine, à l'exception bien sûr de Cuba, une aide économique de 25 milliards de dollars sur dix ans (Tad Szulc, *Castro, trente ans de pouvoir absolu*, Payot, Paris, 1987, p. 480).

alliés de l'hémisphère sud, ainsi que par la formation, dans les écoles militaires américaines, d'une élite en uniforme, capable d'assumer la direction politique dans son pays si une crise sociale menaçait de déboucher sur une situation révolutionnaire.

Cette relation intime entre les deux piliers de la doctrine de la sécurité nationale est clairement exprimée par Robert McNamara qui déclare, devant le Congrès, en 1963 : « Il est probable que le meilleur rendement de nos investissements en aide militaire provienne de l'entraînement d'officiers sélectionnés et de spécialistes clés dans nos écoles militaires et nos centres d'instruction aux États-Unis et outre-mer. Ces étudiants sont choisis minutieusement par leurs pays pour se convertir en instructeurs quand ils reviennent chez eux. Ce sont les leaders du futur, les hommes qui disposeront du savoir-faire et le transmettront à leurs forces armées. Il est inutile que j'explique l'intérêt que représente pour nous le fait de disposer à des postes clés d'hommes ayant une connaissance de première main de la façon dont les Nord-Américains agissent et pensent [22]. »

Les « constructeurs de la nation »

« Bien que le processus de construction de la nation puisse paraître relever des institutions civiles, notre expérience a montré que les forces armées – les nôtres et celles des nations que nous essayons d'aider – doivent souvent assumer le rôle principal et se servir de leur équipement et de leurs capacités pour aider le peuple à s'aider lui-même [23]. » Ainsi s'exprimait le général Westmoreland, commandant les troupes au Sud-Viêt-nam, lors de la VIII[e] réunion des commandants en chef des armées américaines à Rio de Janeiro, en 1968. Un an plus tard, Nelson Rockefeller, futur vice-président des États-Unis, lui faisait écho au terme d'une tournée qui l'avait conduit dans toute l'Amérique latine : « Les armées, écrivait-il dans son rapport, sont la force essentielle du changement social constructif [24]. »

« Constructif » parce que conforme aux intérêts économiques des États-Unis, qui transforment ainsi leurs instituts militaires en de véritables « écoles primaires pour juntes militaires », selon le mot de l'Américain Jeffrey Stein [25]. C'est ainsi qu'au Collège interaméricain de défense de Washington les officiers sud-américains suivent des cours de direction industrielle et financière, de commerce, d'agriculture, d'énergie ou de communications : « Nous les entraînons à diriger avec efficacité un gouvernement », commente l'amiral Gene LaRocque, directeur du collège de 1969 à 1972, qui ajoute : « Bien qu'il puisse paraître malsain de former les cadres de futurs gouvernements militaires un peu partout dans le monde, c'est pourtant ce que nous faisons d'une certaine manière. Car, plus les militaires sont efficaces, plus ils sont puissants,

et plus *nos* militaires sont puissants. Quand ils [les officiers latino-américains] ont un problème à régler, ils s'adressent au Pentagone. L'amiral d'ici connaît celui d'Amérique latine [26]... » Le successeur de LaRocque à la tête du Collège interaméricain de défense, le général Kermit C. Kaericher, est encore plus clair quant au modèle de gouvernement qu'il entend promouvoir auprès de ses élèves : celui du Paraguay, précise-il, en citant sa rencontre avec le général Stroessner, l'un des dictateurs les plus féroces du moment [a], à qui il aurait dit : « Je n'ai jamais vu un pays aussi pauvre où les gens paraissent si heureux [27]... »

Dans les autres écoles américaines, comme Fort Bragg, qui s'adressent à des officiers d'un rang inférieur, on insiste également sur le fait que la « stratégie de la guerre révolutionnaire inclut un pouvoir fort » et que celui-ci doit s'accompagner d'une action civique, qui fonde ainsi sa légitimité : « L'action civique est une défense contre la subversion, explique Joseph Comblin. Elle est action préventive et elle est aussi riposte. Les militaires sont appelés à assumer des travaux publics pour le bien-être de la population (routes, édifices publics), des services de santé publique, du service social, etc. [...] Grâce à l'idéalisation de cette "action civique", les militaires se persuadent qu'eux seuls sont capables d'organiser le développement de leur pays [28]. » Et ce faisant, estiment leurs patrons du Nord, ils remplissent, leur mission de gardiens de la « sécurité intérieure ».

Pas l'ombre d'un doute, la leçon a porté ses fruits : à partir de 1964, onze pays latino-américains tomberont sous la coupe des militaires qui, s'inspirant scrupuleusement de la doctrine de la sécurité nationale, conduiront généralement des dictatures féroces, à l'exception du Pérou [b]. Il est intéressant de noter que, dans les hautes sphères de l'administration américaine, on est parfaitement conscient de ces « dérives », ainsi que le souligne un rapport de la Rand Corporation, un *think tank* (club de réflexion) proche du département d'État : « Les idées préconçues des États-Unis sur le sérieux de la menace communiste et le besoin qui en découle d'avoir recours à la guerre contre-insurrectionnelle et à l'action civique en Amérique latine produisent des effets non désirés, constatent les auteurs du rapport, sur un ton parfaitement clinique. Paradoxalement, la politique américaine apparaît simultanément comme encourageant les régimes militaires tout en s'opposant aux militaires qui les conduisent [29]... »

a Le général Alfredo Stroessner a pris le pouvoir par un coup d'État en 1954 et le conservera jusqu'en 1989, grâce notamment à l'aide américaine.

b Où un groupe d'officiers progressistes prend le pouvoir en 1968. Nommé président de la junte, le général Juan Velasco Alvarado nationalise alors l'International Petroleum Company, filiale de la Standard Oil, et lance une réforme agraire en distribuant dix millions d'hectares à 350 000 familles. Cette politique sociale et nationaliste l'oppose très rapidement au gouvernement des États-Unis. En 1975, il sera déposé par le général Francisco Moralez Bermudez...

L'École des Amériques

Naïveté ou cynisme le plus pur ? Toujours est-il qu'il existe un endroit où l'on sait parfaitement quel genre de soldats on prépare, à savoir des centurions vaillants et téméraires, prêts à « tous les trucs », pour reprendre l'expression de Raspéguy, le héros qui n'a pas froid aux yeux de Lartéguy. Cet endroit s'appelle Fort Gulick, où, depuis juillet 1963, est installée l'« École des Amériques ». Créée en 1946 dans la zone du canal de Panama, siège du Commandement sud de l'armée américaine, l'école déménagera à Fort Benning en 1985, puis sera fermée en 2000 à la suite d'une campagne d'opinion dénonçant l'implication de l'« école des assassins » dans les guerres sales qui ont ensanglanté l'hémisphère sud dans les années 1970 et 1980.

« Il s'agit d'une école de combat qui a entraîné 60 000 soldats d'Amérique latine dans des opérations de commandos, guerre psychologique et techniques anti-insurrectionnelles, tout cela financé par les impôts des citoyens américains », écrit dans un livre réquisitoire le père Roy Bourgeois, la figure emblématique des opposants à la SOA (School of the Americas). « Après, les soldats sont rentrés dans leur pays avec les outils nécessaires pour défendre un système socioéconomique qui maintient très riche une petite élite et très pauvre l'immense majorité [30]. » Plus concret, le major Joseph Blair, un autre leader du mouvement, qui assista William Colby pendant l'opération Phénix avant de devenir instructeur à la SOA, raconte : « Quand je travaillais dans l'École des Amériques, nous savions que les élèves qui venaient s'y entraîner étaient des militaires latino-américains qui, dans leur pays, violaient continuellement les droits de l'homme, mais cela nous était indifférent. Les manuels opérationnels que nous utilisions comportaient des concepts comme abus physique, extorsion, assassinat, neutralisation, c'est-à-dire tout ce qui équivaut à la torture [31]. »

Si une brochure, datant de la fin des années 1960, affirme sobrement que la fonction de l'école est d'« orienter la formation du personnel latino-américain qualifié en vue d'atteindre de plus hauts niveaux de compétence professionnelle, et plus d'aptitudes en ce qui concerne le maintien de la sécurité intérieure ainsi que la contribution militaire au développement », l'intitulé de ses programmes est, lui, sans ambiguïtés : « guerre psychologique », « guerre contre-insurrectionnelle », « techniques d'interrogatoire », « tactiques d'infanterie et commandos ». « Jusqu'à l'arrivée de Kennedy à la Maison-Blanche, l'école de Fort Gulick était une école de second rang, peu prisée par les officiers latino-américains, qui préféraient aller se former en Europe,

m'explique en janvier 2004 Leslie Gill, une anthropologue américaine qui vient de passer deux ans à enquêter sur l'École des Amériques. Mais en 1961, elle opère un changement de cap, en organisant un premier cours de lutte contre-insurrectionnelle, ce qui deviendra sa spécialité.

– D'où viennent les instructeurs ?

– La plupart ont été formés à Fort Bragg et Fort Benning, qui sont, à l'époque, les écoles militaires les plus préparées à ce type d'enseignement. Ensuite, la transmission du savoir ayant été réalisée, les instructeurs de la SOA seront principalement des officiers originaires de Puerto Rico, car l'école étant réservée aux officiers latino-américains, l'enseignement est dispensé en espagnol.

– Savez-vous s'il y eut des instructeurs français ?

– Je ne sais pas, car je n'ai pas travaillé spécifiquement sur cette question. Ce qui est sûr, c'est qu'au moment où l'école se spécialise sur la guerre contre-insurrectionnelle, l'influence de la littérature militaire française est indéniable.

– Dans ses déclarations, le major Joseph Blair parle de "manuels opérationnels" qui auraient été utilisés à l'École des Amériques, de quoi s'agit-il ?

– Il s'agit de six manuels d'entraînement à la guerre contre-insurrectionnelle, qui ont été rédigés par le Pentagone et la CIA dans les années 1960 et distribués par le Army's Foreign Intelligence Assistance Program sous le nom de code "Project X". Leur existence a été révélée au Congrès en 1991, ce qui a provoqué un débat très agité [32]. »

Les manuels d'instruction de la CIA

Parmi ces manuels, intitulés « Le traitement des sources », « Interrogatoire », « La contre-intelligence », « La guerre révolutionnaire, guérillas et idéologie communiste », il y en a un qui attire particulièrement mon attention : « Terrorisme et guérilla urbaine », dit son titre, avec une sous-section « Mesures de contrôle des populations et des ressources » : les instructions qu'il préconise semblent sortir tout droit de... *La Guerre moderne* du colonel Trinquier [33].

Avant de citer des passages de ce manuel de la CIA, il convient de rappeler ce que dit précisément sur ce sujet le spécialiste français de la guerre antisubversive. Au chapitre 5, « Définition de l'adversaire », il écrit : « Dans la *guerre moderne*, l'ennemi est difficile à définir. Aucune frontière matérielle ne sépare les deux camps. La limite entre amis et ennemis passe au sein même de la nation, dans un même village, quelquefois dans une même famille. C'est souvent une frontière idéologique, immatérielle, qui doit cependant être impérativement fixée, si nous voulons atteindre sûrement notre adversaire et le vaincre. [...] La période de préparation, qui précède l'ouverture des

hostilités, se fait en général sous le couvert d'un parti politique à existence légale ; nos adversaires peuvent donc s'introduire à l'intérieur de nos frontières et sous la protection de nos lois. » C'est pourquoi il propose de « recenser toute la population », pour effectuer de « fréquents contrôles », grâce à la création d'un « bureau spécial, appelé Bureau de l'organisation et du contrôle des populations ». Il préconise aussi de mettre en place un « vaste réseau de renseignements en surface », constitué d'« agents » qui s'infiltreront « dans les usines, les chantiers divers, les administrations, les grands services publics, etc. [...] Ces agents "bénévoles" donneront des renseignements d'ambiance, et nous ferons connaître les agents que l'ennemi s'efforcera d'introduire dans la population, c'est-à-dire ses activistes de base : collecteurs de fonds, propagandistes, meneurs de grèves, etc., qui constituent généralement le premier échelon de l'organisation adverse ».

Puis, il explique le rôle de la police : « Le but de l'opération policière ne sera pas seulement de rechercher quelques individus ayant commis des attentats, mais d'extirper du sein même de la population la totalité de l'organisation qui s'y est infiltrée et qui la manipule à son gré. [...] Les habitants seront d'abord rassemblés en totalité et par quartier. Ils seront ensuite rapidement interrogés, individuellement et en secret, dans une série de petites pièces, que nous aurons préalablement aménagées. [...] Les arrestations auront lieu la nuit, à la faveur du couvre-feu. Les forces de l'ordre pourront sans difficulté assurer avec peu d'effectif la surveillance de toutes les rues d'une ville. Tout individu surpris hors de son domicile la nuit sera considéré comme un suspect, arrêté et interrogé. De petites patrouilles nombreuses pourront se déplacer rapidement et en sécurité appréhender chez eux la plupart des individus recherchés. »

Enfin, dans la section « rafle », il précise : « Lorsque nous aurons arrêté des chefs d'une certaine importance, après les avoir soigneusement camouflés et dissimulés, nous ferons défiler devant eux tous les individus rassemblés au cours d'une rafle. Ils désigneront sans difficulté les membres de leur organisation, qu'ils reconnaîtront et que nous pourrons arrêter sur-le-champ. [...] C'est un fait que, pour extirper l'organisation terroriste du sein même de la population, celle-ci sera durement bousculée, rassemblée, interrogée, fouillée. De jour comme de nuit, des soldats en armes feront inopinément irruption chez des habitants paisibles pour procéder aux arrestations nécessaires [34]. »

Que dit maintenant le manuel utilisé à l'École des Amériques sur les « mesures de contrôle de la population et des ressources » ?

« 1. Surveillance. [...] Les mesures de surveillance servent à identifier les rebelles et ceux qui les soutiennent, ainsi que la manière dont cette aide est fournie aux rebelles. Les mesures restrictives sont celles qui visent à isoler le rebelle de la population, physiquement et psychologiquement, en lui retirant son principal support de survie.

« 2. Cartes d'identité. Un système efficace d'identification est fondamental pour le programme de contrôle de la population et des ressources.

« 3. Recensement. Un programme de recensement des familles doit compléter celui des cartes d'identité. Il s'agit de faire un inventaire des familles dans chaque maison, en faisant une liste des membres qui vivent dans la maison.

« 4. Contrôle par îlots de maisons. Son but est de détecter les individus qui soutiennent ou sympathisent avec les rebelles et le type d'aide qu'ils leur fournissent.

« 5. Patrouilles de police. On peut les comparer à des patrouilles de reconnaissance. Leur objectif est de détecter les sources de l'aide rebelle, leurs sympathisants, [...] afin d'en prévenir les activités [35]. »

De même, dans le manuel « Traitement des sources », on peut lire : « Nous avons vu comment un petit nombre d'individus peut parvenir à contrôler une organisation en s'infiltrant ou par le biais d'élections. Le gouvernement peut s'informer de manière opportune en plaçant des agents dans les organisations dont il suspecte qu'elles peuvent intéresser le groupe subversif. Il s'agit principalement des partis politiques, des syndicats et des associations de jeunesse et d'étudiants [36]. »

La ressemblance avec la prose du colonel Trinquier est tellement frappante qu'on peut légitimement se demander s'il n'a pas participé directement à la rédaction de ces manuels. Tel fut peut-être l'objet de l'« abondante correspondance » qu'il établit, comme on l'a vu (voir chapitre précédent), avec « quelques officiers professeurs à l'US Army Special Warfare School » après la parution de son livre en anglais.

Le renseignement et la torture

Spécialisée dans la guerre contre-insurrectionnelle, l'École des Amériques accorde, logiquement, une place essentielle au renseignement, qui devient une branche très prisée par les militaires latino-américains, car ils savent que, grâce à la doctrine de la sécurité nationale, les « officiers d'intelligence montent très vite et très haut dans la hiérarchie militaire [37] » [a]. C'est ainsi que le « cours 0-47 », consacré aux « opérations antisubversives », énumère toute une série de mesures préventives que les forces de l'ordre doivent mener pour détecter l'existence d'un hypothétique foyer subversif. En fait, le contenu du cours apparaît comme une illustration concrète des principes généraux

a En octobre 1973, les responsables de la SOA font remarquer que cent soixante-dix diplômés de l'école étaient chefs d'État, ministres, commandants en chef de l'armée ou directeurs des services de renseignements de leur pays respectif.

développés par le manuel de la CIA sur le « contrôle des populations » : « L'absence subite ou le mouvement de jeunes peut être l'indice qu'une bande de guérilla est en train de recruter dans la région, et notamment si les familles refusent de parler sur le motif de ces absences », expliquent ses rédacteurs, qui citent méthodiquement toutes les situations « suspectes » :

« – Le refus des paysans de payer des loyers, des taxes ou des fermages ou toute difficulté à les recouvrir peut indiquer l'existence d'une insurrection active qui a convaincu les paysans des injustices du système et qui les incite à désobéir aux préceptes en vigueur ;

« – l'hostilité d'une partie de la population locale par rapport aux forces gouvernementales, en contraste avec leur attitude aimable ou neutre antérieure, comme le refus des enfants de fraterniser avec les agents des forces de sécurité ;

« – des absences courtes, injustifiées et inhabituelles de fonctionnaires sur leur lieu de travail. »

D'après le « cours 0-47 », la subversion ne se résume pas à l'insurrection armée. Elle peut aussi prendre la forme d'une « action non violente », comme les manifestations, les grèves, ou le travail pastoral développé par l'Église catholique, ou la promotion des « sciences sociales engagées », qui « attisent le mécontentement de la population ». D'où la nécessité de surveiller particulièrement « les intellectuels et les étudiants », proies faciles des subversifs, qui « déforment la réalité » en la réduisant à une « histoire d'impérialisme ». En un mot et pour reprendre les termes de Penny Lernoux, « toute tentative d'analyser les causes historiques, sociologiques ou économiques de la pauvreté en Amérique latine est considérée comme subversive [38] ».

Une fois les « suspects » identifiés, il s'agit, bien sûr, de les interroger car, comme on l'a vu lors de la constitution de la doctrine française, il n'y a pas de renseignement sans interrogatoire, lequel implique, voire désigne bien souvent l'usage de la torture : « La plupart des officiers latino-américains que j'ai interviewés n'aimaient pas parler de ce sujet et, en général, niaient le fait qu'ils aient été entraînés aux techniques de torture, m'explique Leslie Gill. En revanche, ils m'ont dit que les instructeurs américains insistaient régulièrement sur le fait qu'il était préférable de ne pas faire de prisonniers, car ceux-ci représentaient une charge : il fallait des unités pour les garder ou les nourrir. La consigne, m'a dit l'un de mes interlocuteurs, était d'extraire le renseignement au plus vite du prisonnier – il n'a pas précisé comment... –, puis de le mettre trois mètres sous terre. »

Rares sont les instructeurs ou les élèves de l'École des Amériques, qui, à l'instar du major Joseph Blair, ont rompu la loi du silence pesant sur la maison. Un nom revient régulièrement dans les publications qui s'intéressent à son histoire, celui d'un Chilien nommé González, qui suivit le « cours E-16 » destiné aux sous-officiers d'intelligence militaire, et qui repartit dans son pays

comme *boina verde* (béret vert). Voici un extrait de l'interview qu'il donna à deux journalistes chiliens en 1976 :

« Quelles techniques d'interrogatoire vous enseignaient-ils ?

– Des choses pratiques. Ils t'écrasent les doigts, vous arrachent les ongles...

– Ils vous torturaient, vous aussi ?

– Oui. Les instructeurs... Ils nous brûlaient avec des cigarettes... ils nous frappaient...

– Ça, c'était les cours du lieutenant Labbé ? Il vous apprenait aussi à torturer ?

– Bien sûr. On appelait cela "méthodes d'interrogatoire". Ils nous disaient : quand vous avez un type rebelle qui ne veut pas parler, pas la peine de perdre son temps à le frapper systématiquement. Il faut le laisser souffrir suffisamment pour qu'il pense en souffrant. Quelle est la méthode ? Tu l'accroches avec une corde bien fine par le bout des doigts au plafond, de manière à ce qu'il ne puisse pas toucher le sol avec ses pieds. [...] Il reste accroché par le bout des doigts, le sang s'arrête de circuler, il souffre de grandes douleurs. [...] Ils nous disaient aussi que les femmes guérilleras étaient très dangereuses. [...] Par conséquent, le plus efficace c'était de chercher la personne qu'elles aimaient le plus, leur mari ou leurs enfants, et de les torturer devant elles. Ils disaient que c'était une méthode qui donne toujours de très bons résultats [39]... »

Le nid des escadrons de la mort

« L'École des Amériques est l'école qui a formé le plus de dictateurs dans l'histoire mondiale », déclarait l'ancien député Joseph Kennedy en 1994. Et d'ajouter : ses supporters se « vantent que dix chefs d'État en Amérique latine sont des diplômés de l'École des Amériques, mais pas un seul n'a été élu par une élection démocratique et, dans la plupart des cas, ils ont renversé les gouvernements civils qui les ont portés au pouvoir [40] ». Parmi les élèves les plus célèbres de la SOA, il y a notamment les généraux Manuel Noriega (Panama), Leopoldo Galtieri et Roberto Viola (Argentine), Hugo Banzer (Bolivie), Juan Velasco Alvarado (Pérou) ou Guillermo Rodriguez (Équateur). D'après les statistiques établies par la direction de l'école, en 1994, près de 60 000 officiers latino-américains avaient suivi ses cours depuis sa création en 1946, dont 8 679 Colombiens, 4 049 Boliviens, 2 405 Chiliens, 4 693 Nicaraguayens, 6 676 Salvadoriens, 3 691 Honduriens, 1 676 Guatémaltèques, 355 Brésiliens et 931 Argentins [a].

a Pour poursuivre la liste : Costa Rica (2 376), République dominicaine (2 330), Équateur (2 356), Haïti (50), Mexique (579), Panama (4 235), Paraguay (1 084), Pérou (3 997), Uruguay (931), Venezuela (3 250).

De ces chiffres, il ressort que le Brésil et l'Argentine, dont les effectifs militaires sont de loin les plus importants de l'hémisphère sud, sont pourtant les pays qui ont envoyé le moins d'officiers. Pour le premier, cela s'explique, on le verra, par l'existence sur place d'une école d'entraînement à la guerre antisubversive qui est la copie conforme de Fort Bragg. Quant à la seconde, si elle n'a pas eu recours aux services de la SOA, c'est qu'elle avait tout ce qu'il fallait à domicile grâce à l'enseignement précoce des Français. Une spécificité argentine que confirme le politologue Alain Rouquié : « Les chiffres officiels des militaires argentins entraînés par les États-Unis sont relativement bas, eu égard à la taille de l'armée argentine, la deuxième du continent pour les effectifs », note-t-il, après avoir épluché les archives du département de la Défense. De fait, de 1950 à 1970, 2 808 officiers argentins (sur un effectif total de 137 000 militaires en 1970) ont été formés aux États-Unis, dont 416 à Fort Gulick. Et de conclure : « Panama et la lutte antiguérilla n'attirent guère les Argentins [41]. »

En revanche, les pays qui, proportionnellement, envoient les contingents les plus nombreux sont aussi les plus petits démographiquement. C'est le cas des pays d'Amérique centrale, comme le Guatemala ou le Salvador, dont les populations furent soumises à une répression extrêmement brutale dans les années 1980. Or, ainsi que l'a constaté la Commission Vérité de l'ONU [42], ce sont bien souvent d'anciens élèves de l'École des Amériques qui dirigeaient alors les gouvernements, comme le général Jose Efraim Rios Montt au Guatemala, ou les organisations paramilitaires d'extrême droite, comme Roberto d'Aubuisson au Salvador.

Tous les observateurs s'accordent d'ailleurs à reconnaître que la prolifération des escadrons de la mort en Amérique du Sud est intimement liée aux enseignements dispensés par les écoles américaines sur la guerre contre-insurrectionnelle [a]. C'est ainsi que l'enquête menée sur l'assassinat de Mgr Oscar Romero, en 1980, alors qu'il disait la messe dans une église de San Salvador, a révélé que deux des trois officiers impliqués étaient d'anciens diplômés de la SOA. Même chose pour l'assassinat de six jésuites, en 1989, toujours à San Salvador. Sans oublier les innombrables victimes indigènes et anonymes, qui ont connu un véritable enfer, ainsi que le dénonce le rapport du Bureau des droits de l'homme de l'archevêché de Guatemala Ciudad : « Les violations des droits de l'homme ont été utilisées comme une stratégie du contrôle social au Guatemala, note son rédacteur, Mgr Próspero Renados del Barrio. La société entière a été atteinte par la peur. [...] La stratégie des disparitions forcées et des

a C'est le cas notamment en Colombie, où les nombreux groupes paramilitaires et escadrons de la mort qui opèrent en toute impunité sont souvent dirigées par d'anciens élèves de l'École des Amériques, ainsi que le dénonce Human Rights Watch (« The ties that bind : Colombia and military-paramilitary links », *Human Rights Watch*, février 2000, vol. 12, n° 1B).

assassinats de chefs d'organisations sociales [...] a été employée tout au long du conflit. [...] Une atmosphère de danger constant a complètement perturbé la vie quotidienne de nombreuses familles, soit sous la forme de massacres collectifs ou l'apparition de cadavres présentant des signes de torture. Dans les zones rurales, les séances de torture étaient fréquemment organisées en public, en présence de membres de la famille ou de voisins, comme une forme exemplaire de terreur. [...] Les escadrons de la mort sont apparus en 1966. Ils étaient conçus comme la branche opérationnelle des services de renseignement et servaient à menacer, torturer et exécuter les personnalités de l'opposition politique. Les services de renseignement guatémaltèques ont joué un rôle central dans l'évolution de la politique antisubversive et dans l'organisation des opérations militaires, des massacres, des exécutions extrajudiciaires, des disparitions et de la torture. Pendant tout le conflit, les officiers et spécialistes du renseignement ont été profondément impliqués dans les violations systématiques des droits de l'homme [43]. »

De « nouveaux besoins » ?

En novembre 1990, dix citoyens américains manifestent devant la SOA. Dix ans plus tard, ils sont 10 000. Entre-temps, l'école a déménagé du Panama pour s'installer à Fort Benning [a]. Mais elle n'est pas fermée pour autant, elle a simplement été rebaptisée Western Institute for Security Cooperation [b]. Lors du changement de nom, son directeur, le colonel Glenn R. Weidner, s'est fendu d'une sorte d'épitaphe dans le dernier numéro d'*Adelante*, la revue de l'école : celle-ci, écrit-il, a rendu « cinquante-quatre ans de bons et loyaux services aux États-Unis et aux nations d'Amérique latine et des Caraïbes, [...] à un moment qui coïncidait avec le combat épique de la guerre froide. Ce conflit résonnait profondément dans les Amériques, où des guerres civiles soutenues par l'étranger aggravaient des rivalités traditionnelles et des maladies socioéconomiques dont souffrait la région depuis des siècles. En conséquence, le rôle de l'École pour entraîner les militaires latino-américains afin qu'ils puissent faire face aux menaces insurrectionnelles a éclipsé les problèmes de frontières [...] et a promu la paix dans l'hémisphère. Maintenant, l'École ferme après avoir accompli sa mission de guerre froide. C'est l'heure d'évoluer en se restructurant, comme nous l'avions fait dans le passé, afin de répondre aux nouveaux besoins dans un nouveau siècle [44] »...

a L'école a déménagé en 1985 en vertu de l'accord signé par Jimmy Carter et le général Omar Torrijos, qui prévoyait aussi la restitution du canal au Panama, en 2000.

b En 1999, un vote du Congrès a décidé de réduire les fonds alloués à l'école, par 230 voix pour et 197 voix contre.

18

Les États de sécurité nationale

Aussaresses et les escadrons de la mort du Brésil

« Quand j'ai pris mes fonctions d'attaché militaire au Brésil, en octobre 1973, le représentant du SDECE de l'ambassade de France m'a dit : ici tout le monde sait que vous venez des services secrets, ce serait bien que vous rencontriez le général João Batista Figueiredo, le patron du Service national d'intelligence, me raconte le général Aussaresses, sans se départir de son étonnante placidité. J'ai donc dîné avec le chef barbouze et nous sommes devenus de grands amis... C'est lui qui dirigeait, avec le commissaire Sergio Fleury, les escadrons de la mort brésiliens [a]... »

Après son séjour aux États-Unis, Paul Aussaresses poursuit tranquillement sa carrière : il est promu colonel et nommé à la section française de l'état-major international de l'OTAN. Puis on lui propose un poste d'attaché militaire. Il a le choix entre quatre pays : la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Grèce et le Brésil. « J'ai choisi le Brésil parce que c'était un pays immense, m'explique-t-il, avec un sourire énigmatique. Et puis, on y traitait très bien les attachés militaires... Je faisais partie du club des parachutistes de la garde présidentielle, régulièrement, j'allais sauter avec eux et ils me racontaient leurs exploits...

– Par exemple ?

a Le général João Figueiredo succédera au général Ernesto Geisel à la tête de la junte militaire, en 1979. Il est mort en 1999. Quant à Sergio Fleury, qui était surnommé « le Boucher », il est mort en 1979.

– Le gouvernement brésilien a mené une lutte sans merci contre les communistes entraînés par l'Union soviétique. Le commissaire Sergio Fleury, qui était d'origine française, s'est mis à traquer tout ce qui ressemblait à un coco, et notamment à l'université de São Paolo. Les policiers arrêtaient à tour de bras, tandis que les escadrons de la mort, qui étaient constitués de gendarmes et de paras assez durs, finissaient le travail. C'est ainsi qu'ils ont arrêté un étudiant, fils d'un officier brésilien. Ils lui ont secoué les puces et le gamin, pas très courageux, a donné l'adresse de Marighela, le chef du Parti communiste, qui a finalement été tué [a]. J'avais toute la confiance des escadrons de la mort. Un jour, l'ambassadeur Michel Legendre me dit : "Vous avez de drôles de copains !" Je lui ai répondu : "Comment voulez-vous que je vous donne des renseignements si je n'ai pas de copains..." J'avais des relations très étroites avec les généraux brésiliens.

– Vous donniez des cours ?

– Bien sûr...

– Sur quoi ?

– Toujours sur la même chose : la bataille d'Alger...

– Où ?

– Dans les écoles militaires, et notamment au centre d'entraînement des forces spéciales de Manaus, qui était une copie de Fort Bragg.

– L'ambassadeur était au courant ?

– Bien sûr. C'était mon chef et il savait que j'étais un spécialiste de ce genre de questions. »

Le centre d'instruction de Manaus

Installé au cœur de l'Amazonie, au confluent de l'Amazone et du Rio Negro, le Centro de instrução de guerra na selva (centre d'instruction de la guerre dans la jungle) a été créé en 1964, par un décret du maréchal Castelo Branco qui avait renversé, le 31 mars 1964, le président João Goulart par un coup d'État [b]. Certes, ce n'était pas la première fois que les militaires

a En fait, Carlos Marighela avait quitté le PC brésilien en 1967 pour créer l'Action pour la libération, un mouvement de résistance armée. Émule de Che Guevara, il était l'auteur du « Manuel du guérillero urbain ». Son livre *Pour la libération du Brésil*, publié en France au Seuil en 1970, a été interdit par le ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin (*Le Nouvel Observateur*, 29 mars 1970). Marighela a été tué par un escadron de la mort le 4 novembre 1969. Il avait cinquante-huit ans.

b Élu en septembre 1961, João Goulart défendait l'indépendance du Brésil vis-à-vis des États-Unis ; il venait d'annoncer un projet de réforme agraire quand il fut renversé. Castelo Branco sera remplacé par le général Artur Golbery do Couto e Silva en 1967. Suivront, à la tête de la junte : le général Emilio Garrastazú Medici (1969-1974), le général Ernesto Geisel (1974-1979) et le général João Figueiredo (1979-1985).

s'emparaient du pouvoir au Brésil, où cette « tradition » remonte au temps de l'empire (1822-1889). Depuis, l'armée n'avait cessé de jouer un rôle de premier plan dans la vie politique du pays, en surveillant d'un œil vigilant la gestion des civils ou en intervenant directement. Mais le coup d'État de 1964 marque un changement de nature : c'est la première fois, au Brésil mais aussi en Amérique latine, que des militaires prennent le pouvoir en se revendiquant ouvertement de la doctrine de la sécurité nationale.

Le maréchal Castelo Branco, le chef de la junte, et son éminence grise le général Golbery do Couto e Silva sont des alliés inconditionnels des Américains, avec qui ils ont combattu pendant la Seconde Guerre mondiale, lors de la campagne d'Italie. C'est là que Castelo Branco a fait la connaissance du général Vernon Walters, futur sous-directeur de la CIA, qui jouera un rôle clé dans le putsch de 1964. Fascinés par la puissance militaire des États-Unis, les Brésiliens s'emploient à imiter leur mentor en fondant, en 1949, avec l'aide d'assesseurs américains, l'École supérieure de guerre de Brasilia, qui est la réplique fidèle du National War College de Washington.

Dépendant de l'état-major des forces armées, l'ESG, comme son modèle, forme des militaires de haut rang, mais aussi des civils qui constituent la future classe dirigeante du pays. Surnommée la « Sorbonne », l'institution adopte tout naturellement, dès 1961, la doctrine de la sécurité nationale, telle qu'elle est redéfinie par le Pentagone et la Maison-Blanche, en introduisant dans ses programmes la « guerre contre-révolutionnaire », qui très vite « dépasse dans les écoles militaires l'enseignement consacré aux autres formes de la guerre [1] ». Une étude réalisée par l'Américain Alfred Stephan confirme que, jusqu'en 1956, aucun cours n'est dispensé sur ce sujet à l'école de commandement et d'état-major de l'armée ; en revanche, en 1966, les cursus de formation prévoient 222 heures sur la sécurité interne, 129 heures sur la lutte contre la guérilla, et 24 heures sur la guerre conventionnelle [2].

C'est ainsi qu'est créé, dès 1964, le centre d'instruction à la contre-guérilla de Manaus, en plein cœur de l'Amazonie, qui atteindra bientôt une réputation aussi enviable que celle de l'École des Amériques, où se sont d'ailleurs formés la plupart de ses instructeurs. Avant d'en prendre la direction, le colonel Art Jorge Teixera de Oliveira avait participé à un stage dans le « Jungle Operation Training Center » de Fort Sherman, au Panama. Il est fort probable que les concepteurs de l'école de Manaus se soient aussi inspirés du Centre d'instruction à la pacification et à la contre-guérilla d'Arzew, qui fut, comme on l'a vu, un lieu de formation privilégié des officiers étrangers pendant la guerre d'Algérie, et notamment des militaires portugais, lesquels, pour des raisons autant historiques que linguistiques, ont toujours maintenu des relations étroites avec leurs homologues brésiliens.

« À Manaus, l'entraînement était très dur, se souvient le général Aussaresses. On faisait des exercices de survie dans la jungle, en crapahutant des

journées entières et en mangeant du serpent. Les instructeurs étaient des bérets verts américains, mais ce sont les Brésiliens qui m'ont demandé de venir, pour faire des discours sur la guerre révolutionnaire et la guerre subversive... C'est comme ça que j'ai formé des officiers brésiliens, mais aussi chiliens, argentins et vénézuéliens, car le centre était unique dans toute l'Amérique latine.

– Des officiers argentins m'ont dit qu'à Manaus on enseignait la torture sur des prisonniers vivants ?

– Ce n'est pas vrai, lâche Aussaresses, après un long silence... C'est une rumeur. L'enseignement de la torture était uniquement théorique... »

Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que le général Aussaresses ne fut pas le seul militaire français à fréquenter l'école de Manaus. Il y eut aussi, en 1974, le capitaine Bernard Legrand, du 2e régiment étranger de parachutistes, ainsi que le révèle la revue *L'Armée aujourd'hui* dans son numéro de mars 1976 : « Je pense qu'il est bon de se frotter ainsi aux armées étrangères, car il y a toujours quelque chose à apprendre, surtout sur le plan des contacts humains », commente sobrement l'intéressé. Et puis, dans la *Képi blanc Newsletter* de novembre 2003, on apprend que vient d'être promu chef d'état-major du commandement de la Légion étrangère un certain colonel Thiebault, dont les états de service précisent qu'il obtint le « diplôme de l'école de jungle de Manaus (Brésil) »...

Le « fascisme colonial » ou la « version créole du fascisme européen »

Il est important de noter que la création du centre d'entraînement de Manaus intervient à un moment où il n'y a au Brésil ni guérilla ni mouvement armé de gauche, ceux-ci naissant bien après le coup d'État de 1964, en réaction précisément à la dictature militaire... Émules scrupuleux de la doctrine de la sécurité nationale, les généraux brésiliens s'évertuent à démanteler une guerre révolutionnaire virtuelle, en « neutralisant », selon l'expression consacrée, toutes les forces politiques et sociales qui *pourraient* en favoriser l'émergence.

En d'autres termes, à peine arrivés au pouvoir, ils s'attaquent à cet « ennemi interne » que le colonel Trinquier a si bien conceptualisé : d'abord, les dirigeants syndicaux, ouvriers, paysans ou étudiants, puis les représentants du monde universitaire ou des mouvements sociaux liés à l'Église catholique progressiste, enfin les membres du Parti communiste. Pour cela, ils mettent en place un appareil répressif qui s'appuie sur une batterie de décrets, baptisés « actes institutionnels », en vertu des pouvoirs d'exception octroyés au président de la junte. C'est ainsi qu'au nom de la sécurité nationale sont supprimés les partis politiques traditionnels, interdits les syndicats ou associations « menaçant l'ordre public », tandis qu'est voté un code de procédure pénale militaire qui autorise l'armée et la police à arrêter, puis emprisonner, hors de tout contrôle judiciaire, tous ceux qu'elles considèrent comme « suspects ».

Pour mener les opérations de « neutralisation », ainsi que l'a expliqué le général Aussaresses, les « forces de l'ordre » travaillent en étroite collaboration avec les services de renseignement, dont dépendent des organisations paramilitaires ou des escadrons de la mort, comme le sinistre « Operacão Bandeirantes » qui, d'après les organisations de défense des droits de l'homme, a fait près d'un millier de victimes entre 1965 et 1970. C'est dans ces années-là que les militaires brésiliens deviennent des spécialistes patentés de la torture, au point, comme on le verra, d'exporter plus tard leur savoir-faire dans le Chili du général Pinochet.

Dans le même temps, les généraux développent un modèle institutionnel considéré comme le prototype de l'« État de sécurité nationale » – pour reprendre le mot du Belge Joseph Comblin –, qui ressemble à s'y méprendre à celui proposé par les théoriciens français tels que le général Jacques Hogard (voir *supra*, chapitre 10). Dans ce modèle, tout le pouvoir est concentré dans les mains de l'exécutif, qui dépend étroitement de l'état-major des forces armées. Car, face à la guerre totale qu'est censée mener la subversion, seule l'élite militaire s'estime capable de défendre les intérêts de la nation. Comme le note Prudencio García, la doctrine de la sécurité nationale induit que les forces armées s'arrogent le droit exclusif d'incarner les concepts de « patrie et de représentation de la nation ». Dès lors, tous ceux qui n'acceptent pas le schéma proposé par les militaires sont considérés comme des « apatrides » [a].

Et le colonel espagnol d'ajouter : « En aucun cas, il ne s'agit de vaincre démocratiquement des adversaires politiques qui proposent un projet social différent, mais *d'anéantir physiquement* un certain nombre de créatures désincarnées, déshumanisées et considérées comme des dangers mortels [3]. » Car, dans cette matrice politique totalitaire, l'État, considéré comme le dépositaire de la « volonté unique de la nation » et comme le garant exclusif de la sécurité nationale, « ne peut évidemment pas tolérer une opposition organisée qui ne soit pas contrôlée par lui, écrit Joseph Comblin. Dans toute opposition, il soupçonne de la subversion, de l'anarchie ou bien tout simplement il devine l'action souterraine du communisme. Nous sommes en guerre. Dans une guerre, toute opposition ou bien est dirigée par l'ennemi, ou bien elle fait son jeu. Si l'État entrouvre la porte à la critique, immédiatement le communisme s'infiltre [4] ».

---

a Certains opposants, principalement des intellectuels, ont ainsi été déchus de leur nationalité et expulsés purement et simplement du Brésil.

Obsédé par sa paranoïa antisubversive, l'État de sécurité nationale bouleverse radicalement les fondements politiques de la civilisation occidentale dont il prétend pourtant assurer la défense : « D'abord, note le théologien belge, il supprime la distinction entre la violence et la non-violence, entre les moyens de pression violents et les moyens de pression non violents. [...] En second lieu, il efface la distinction entre la politique extérieure et la politique intérieure. L'ennemi, le même ennemi est à la fois à l'intérieur et à l'extérieur. [...] Troisièmement, il efface la distinction entre la violence préventive et la violence répressive. [...] Enfin, il ne connaît aucune limite. [...] La sécurité absolue a un prix qui est l'insécurité absolue des citoyens. [...] On peut dire que la sécurité nationale et la sécurité individuelle sont inversement proportionnelles. »

Et Joseph Comblin de conclure : « Voilà ce qui explique l'extraordinaire décalage entre la réalité latino-américaine et l'appareil conceptuel dont disposent les militaires de la sécurité nationale pour interpréter cette réalité. [...] La stratégie adoptée traite la réalité nationale comme si l'on avait affaire à une vraie guerre révolutionnaire. Les services d'intelligence font des efforts démesurés pour reconstruire toute une trame de guerre révolutionnaire à partir des moindres indices. Puisqu'il n'y a aucune différence entre subversion, critique, opposition politique, guérilla, terrorisme, guerre, que tout cela est manifestation d'un même phénomène – la guerre révolutionnaire –, l'intelligence consiste à créer un réseau abstrait de relations entre la guerre révolutionnaire supposée et tous les indices de mécontentement de la population. [...] Le code de la guerre révolutionnaire déforme systématiquement la réalité [5]. »

C'est ainsi que les secteurs progressistes de l'Église catholique deviennent une cible privilégiée des services de renseignement brésiliens et, bientôt, de tous les régimes latino-américains se réclamant de la doctrine de la sécurité nationale. Acte de naissance de la fameuse « théologie de la libération », c'est en septembre 1968, à Medellín (Colombie), que se tient la 2e conférence épiscopale latino-américaine, où, fidèles aux conclusions du concile Vatican II [a], les prélats dénoncent avec fermeté les conséquences économiques et sociales du sous-développement : « L'Église latino-américaine a un message pour tous les hommes qui, dans ce continent, ont faim et soif de justice, écrivent ainsi les évêques. Devant la nécessité d'un changement global des structures latino-américaines, nous pensons que ce changement doit avoir comme base la réforme politique. L'exercice de l'autorité politique et ses décisions n'ont comme seule finalité que le bien commun [6]. »

Bien qu'ils stigmatisent à la fois le « système libéral capitaliste » et la « tentation du système marxiste », qui « tous les deux sont une atteinte à la dignité humaine », les évêques, en appelant de leurs vœux une « réforme politique », pour garantir le « bien commun », rejoignent immédiatement la liste des « suspects » ou des « ennemis intérieurs » menaçant la « sécurité nationale », telle qu'elle a été définie par les stratèges du Pentagone et de la Maison-Blanche [a]. Dans les faits, les adeptes de la théologie de la libération seront durement réprimés par les régimes militaires qui, dans toute l'Amérique latine, suivront bientôt l'exemple brésilien [b].

Preuve, s'il en était besoin, que la doctrine de la sécurité nationale, s'appuyant sur le prétexte de la « guerre révolutionnaire », vise surtout à instituer un ordre politique destiné à garantir les intérêts économiques des États-Unis et de leurs alliés dans le sous-continent. Et c'est bien là la caractéristique essentielle de l'État de sécurité nationale : à la différence de l'État fasciste européen qui, dans l'Italie mussolinienne ou l'Allemagne hitlérienne, jouissait d'un indéniable soutien populaire, il représente l'exécutant délocalisé de la politique nord-américaine. Paradoxalement, alors qu'il s'affirme comme le défenseur de la « volonté de la nation », l'État de sécurité nationale est profondément dénationalisé : il est l'instrument d'une politique établie hors du territoire national par une puissance étrangère. Monopolisé par l'armée, qui se comporte comme une véritable force d'occupation dans son propre pays, il incarne, ainsi que le suggère l'économiste brésilien Helio Jaguaribe, un « fascisme colonial » qui est la « version créole du fascisme européen [7] ».

Coup d'État annoncé au Chili

« Je ne vais pas renoncer. Dans cette étape historique, je paierai de ma vie la loyauté du peuple. Et je suis convaincu que la graine que nous avons semée dans la conscience digne de milliers et milliers de Chiliens ne pourra pas être

a Après Vatican II, Paul VI publie, le 26 mars 1967, l'encyclique *Populorum Progressio*. Pour la première fois, un pape y dénonce les injustices sociales du système capitaliste : « Il faut reconnaître que les puissances coloniales ont fréquemment suivi leur propre intérêt, leur pouvoir ou gloire, et qu'en se retirant elles ont laissé une situation économique fragile. Cela conduit à la disparité des niveaux de vie : les riches jouissent d'une croissance rapide, tandis que les pauvres sont de plus en plus nombreux. La propriété privée ne constitue en rien un droit inconditionnel et absolu. Il n'y a aucune raison pour que certains se réservent l'usage exclusif de ce qui dépasse largement leur propre besoin, tandis que les autres manquent de tout. »

a C'est ainsi que, le 12 août 1976, dix-sept évêques latino-américains réunis à Riobamba, en Équateur, sont arrêtés...

b Le 27 juin 1973 s'installe en Uruguay un État militaire de sécurité nationale. Et, le 19 août 1973, en Bolivie, le général Hugo Banzer, ancien élève de l'École des Amériques, renverse par un coup d'État le général Juan José Torres, jugé trop « nationaliste ».

fauchée définitivement. [...] On n'arrête pas les processus sociaux avec le crime ni avec la force. [...] J'ai confiance dans le Chili. D'autres hommes sauront surpasser ce moment gris et amer où la trahison prétend s'imposer. [...] Je suis sûr que mon sacrifice ne sera pas vain, pour le moins, ce sera une leçon morale qui punira la félonie, la lâcheté et la trahison. » Diffusées sur Radio Magallanes, le mardi 11 septembre 1973, à 9 h 15, ce furent les dernières paroles publiques du président Salvador Allende.

Deux heures plus tard, les Hawker Hunter de l'aviation chilienne bombardaient le palais présidentiel de la Moneda et le chef de l'Unité populaire mettait fin à ses jours. Commence alors l'une des dictatures les plus sanglantes de l'Amérique latine, que le général Augusto Pinochet décrira sans vergogne, quelques années plus tard, comme la « bataille du Chili »[8].

Par-delà son cynisme, l'expression choisie par le dictateur n'est pas anodine : rompant avec une tradition démocratique séculaire, qui faisait la fierté des Chiliens, les auteurs du coup d'État sont persuadés qu'il existe une véritable guerre entre le pays andin et le communisme international, dirigé par l'Union soviétique à travers le gouvernement d'Allende. De fait, adeptes fervents de la théorie de la « guerre révolutionnaire », les principaux putschistes ont été formés dans les écoles militaires américaines, au moment où celle-ci s'impose comme le nouvel Évangile.

Pinochet est lui-même un ancien élève de Fort Benning, tout comme la plupart des conjurés : le général Herman Brady Roche (considéré comme l'un des chefs de la conspiration), le général Gustavo Leigh Guzman (ancien chef de la mission militaire chilienne à Washington, qui donna l'ordre de bombarder la Moneda, avant de déclarer : « Il faut éradiquer le cancer marxiste[9] »), les généraux Ernesto Baeza Michelsen et Augusto Lutz Urzua (qui suivirent le cours de commandement et d'état-major à l'École des Amériques, au milieu des années 1960), le général Arturo Yovane Zuñiga (chef de la gendarmerie, ancien élève de l'Académie internationale de police à Washington, en 1966), ou le général Sergio Arellano Stark (qui étudia en 1964 à l'école de commandement et d'état-major de Fort Leavenworth, Kansas, avant de diriger, au lendemain du coup d'État, la sinistre « caravane de la mort[a] »)...

D'après les statistiques de l'armée chilienne, en 1973, 55 % des officiers ont effectué un stage aux États-Unis et 18 % ont reçu un entraînement spécial à la lutte antiguérilla à l'École des Amériques. Et cela au moment même où l'administration américaine pèse de tout son poids pour empêcher l'accession au pouvoir du socialiste Salvador Allende, considéré comme une menace pour la « sécurité nationale » dès le début des années 1960. C'est ainsi qu'en 1961

a Sur ordre spécial de Pinochet, Arellano Stark parcourt le pays, du sud au nord, et exécute soixante-douze personnes, proches de l'Unité populaire.

le président Kennedy crée un comité secret sur le Chili, qui réunit des représentants de la CIA, du département d'État et de la Maison-Blanche.

« Les deux administrations antérieures étaient arrivées à la conclusion que Salvador Allende et les forces qui l'appuyaient constituaient une menace pour nos intérêts », confirme sans ambages Henry Kissinger, le secrétaire d'État et délégué pour les affaires de sécurité nationale du président Richard Nixon, qui joua un rôle déterminant dans la préparation du coup d'État. « Ces considérations avaient conduit les administrations Kennedy et Johnson à attribuer plus de trois millions de dollars entre 1962 et 1964 pour soutenir la campagne de l'opposant d'Allende, Eduardo Frei. En 1968, plusieurs centaines de milliers de dollars avaient été secrètement attribués par nos prédécesseurs pour aider à vaincre les forces d'Allende lors des élections législatives chiliennes de mars 1969. Notre aide officielle au Chili pendant le gouvernement de Frei totalisa plus d'un milliard de dollars, le plus important programme par tête d'habitant jamais consenti jusqu'alors en Amérique latine, pour renforcer les forces démocratiques contre Allende[10]. »

Révélée en partie par une commission d'enquête parlementaire américaine que dirigea en 1975 le sénateur Franck Church[11], l'implication de la CIA dans la préparation psychologique et logistique du coup d'État chilien a depuis été largement confirmée par les documents déclassifiés, en juin 1999, à la demande du président Bill Clinton[12]. On sait ainsi que la victoire d'Allende lors des élections du 4 septembre 1970 rendit fou de rage le président Richard Nixon, qui ordonna à la CIA d'empêcher l'investiture du leader socialiste, prévue pour le 4 novembre. « Le président Nixon a décidé qu'un régime Allende au Chili n'était pas acceptable pour les États-Unis, dit ainsi une instruction de Richard Helms, le directeur de la CIA, à ses services, le 16 septembre 1970. Il a demandé à l'agence soit d'empêcher Allende d'accéder au pouvoir, soit de le déposer. »

Le 5 octobre, le siège de Langley envoie un message sans ambiguïté à son bureau de Santiago : « X [nom censuré] vous donne l'ordre de contacter l'armée et de lui faire savoir que le gouvernement américain désire une solution militaire et l'appuiera maintenant et plus tard. » Or, sur la route du putsch, il y a un obstacle de poids : le général René Schneider, le chef des armées, qui a la fâcheuse réputation d'être attaché à la Constitution et au principe de la subordination des forces armées au pouvoir civil. C'est ainsi que la CIA décide de financer son assassinat, perpétré le 22 octobre 1970, par les hommes de Patria y Libertad, un mouvement paramilitaire d'extrême droite où officie déjà un certain Enrique Arancibia Clavel dont on retrouvera bientôt la trace en Argentine.

La mort du général loyaliste provoque une immense manifestation de soutien à Allende qui prend ses fonctions à la date prévue. Dès lors, convaincue que l'expérience chilienne est d'autant plus dangereuse qu'elle

est le résultat d'élections démocratiques, la Maison-Blanche n'a de cesse d'entretenir, par tous les moyens, un climat de chaos pour encourager une intervention militaire : boycottage et sabotage économiques, guerre psychologique à travers notamment le quotidien *El Mercurio*, généreusement arrosé, tout est bon pour en finir avec le gouvernement de Salvador Allende. En sous-main, l'administration américaine est appuyée par les généraux brésiliens, qui accordent un « soutien technique et psychologique au coup d'État chilien », selon les termes de Luiz Alberto Moniz Bandeira, un professeur de sciences politiques de l'université de Brasilia [13].

« C'est vrai que le Brésil a aidé considérablement l'action du général Pinochet, me confirme aujourd'hui le général Paul Aussaresses. J'ai su tous les dessous de l'affaire grâce à mon ami Humberto Gordón, qui fut nommé attaché militaire au Brésil en 1974, et avec qui d'ailleurs je me suis rendu à l'école de Manaus. » Ancien élève de l'École des Amériques, mais aussi de Fort Benning, où il suivit une spécialisation comme officier de renseignement, le général Gordón deviendra le chef de la police secrète de Pinochet, en 1980 [a]. « J'ai retrouvé Gordón au Chili, vers 1976, poursuit Paul Aussaresses. À l'époque, je travaillais comme vendeur d'armes pour l'entreprise Thomson, qui m'a envoyé à Santiago pour régler un contentieux portant sur la construction d'une usine de nitroglycérine, qui sert à fabriquer des explosifs...

– Combien de fois êtes-vous allé au Chili ?

– Deux ou trois fois pour régler cette affaire... »

Aussaresses n'en dira pas plus. Ce qui est sûr, c'est que, dès le 11 septembre 1973 au matin, ses « amis brésiliens » réagissent au quart de tour : tandis que l'ambassadeur Câmara Canto dispense de précieux conseils aux généraux putschistes, le général Orlando Geisel, ministre de la Guerre de la junte brésilienne, affrète un avion de l'armée de l'air pour dépêcher à Santiago officiers de renseignement et agents de la police fédérale, que l'on retrouvera le soir même dans les stades de la capitale chilienne où sont entassées les premières victimes du coup d'État...

La « quintessence de la sécurité nationale »

« Je confirme que le Brésil envoya des instructeurs pour les techniques d'interrogatoire », me dit en 2003, un peu gêné, le colonel Carlos Castro Sauritain, qui participa activement au coup d'État en tant que chef d'état-major de la 4e brigade aérienne [14]. Et d'ajouter : « Si c'était à refaire, je referais la

a Au moment de sa mort, en juin 2000, Gordón était inculpé par un juge chilien pour l'assassinat du syndicaliste Tucapel Jiménez, en février 1982.

même chose, car seule une intervention militaire pouvait sauver le pays du chaos dans lequel il s'enfonçait...

– Même au prix de 20 000 morts, 3 000 disparus et des dizaines de milliers de torturés et d'exilés ?

– Ça, c'est une autre histoire... »

Et l'histoire fut d'une violence inouïe. Dès le matin du 11 septembre 1973, les bottes et uniformes noirs de l'armée chilienne quadrillent la capitale. D'Algérie au Chili, les mêmes images d'hommes et de femmes poussés à coups de crosse, bras au-dessus de la tête, embarqués dans des camions militaires sous l'œil terrorisé de la population. Les « suspects » sont amenés au Stade national de Santiago où, dans le vélodrome et les tribunes supérieures, on torture à tour de bras, parfois avec un « accent étranger », comme l'ont constaté plusieurs survivants [15]. Une centaine d'exécutions ont lieu sur le stade même, à ciel ouvert. Lancés dans la guerre sainte contre la subversion, les militaires sont sûrs de leur impunité. Même scénario macabre au Stade du Chili, où est abattu, après avoir été sauvagement torturé, le chanteur et poète Victor Jara.

D'après les registres de l'Institut médico-légal, il y eut 1 200 morts par balles à Santiago entre le 11 septembre et le 31 décembre 1973. La répression n'épargne pas le reste du pays, où des opérations punitives sont montées par les forces armées, avec la collaboration des grands propriétaires terriens qui se vengent de la réforme agraire menée par le gouvernement d'Allende. Ou dans les grands centres industriels, récemment nationalisés, mais aussi dans les universités, les syndicats, les paroisses, où sont abattus purement et simplement les « prêtres rouges » de la théologie de la libération. Bilan : 20 000 morts en quelques mois...

Pendant que les soldats mènent la croisade antisubversive, le général Pinochet, qui avait été nommé, le 23 août 1973, commandant de l'armée de terre par le président Allende, prend la tête de la junte militaire, en affirmant ouvertement ses objectifs : « Depuis beaucoup de générations, explique-t-il ainsi le 11 octobre 1973, on a, par ambition politique, cultivé au Chili la division du peuple, consciemment ou inconsciemment. On a fait tout ce qui était possible pour approfondir la séparation entre les pauvres et ceux qui ne le sont pas ; entre ceux qui ont eu accès à l'éducation et ceux qui ne l'ont pas reçue [16]. » « On », ce sont, d'abord les sept partis politiques qui formaient l'Union populaire, aussitôt dissous.

Dans la foulée, le général aux lunettes noires – qui se taillera un statut sur mesure en se désignant « chef suprême de la nation » par un décret de juin 1974, puis « président de la République » le 17 décembre de la même année – dissout le Congrès, la Centrale unique des travailleurs et réorganise l'administration publique en plaçant aux postes clés des militaires. Il purge l'université, en expulsant 1 000 professeurs et 20 000 étudiants, supprime le

droit d'expression, de publication et de réunion, démantèle la sécurité sociale et la législation du travail. Et il ouvre grand les portes aux « Chicago boys », qui s'emploient à « restructurer » l'économie sur une base ultralibérale, permettant aux multinationales de racheter à bas prix bon nombre d'entreprises du secteur public, y compris l'exploitation du cuivre, principale pourvoyeuse de devises du pays.

« Nous avons livré aux États-Unis un Chili libre du communisme, du socialisme et de l'Union soviétique, sans qu'ils n'aient à dépenser un seul dollar, une seule balle ni la vie d'un seul homme », résumera le dictateur, dans un entretien accordé en janvier 1988, dans le palais de la Moneda, à mon confrère Nelson Riffo [17]. En quelques mots, tout est dit, sans détour ni fioritures. « Le Chili est le pays où la doctrine de la sécurité nationale a trouvé son application la plus complète et la plus rigoureuse », confirme Joseph Comblin, qui ajoute : « De l'État chilien, on peut dire qu'il est une sorte de quintessence de la sécurité nationale [18]. » D'un point de vue institutionnel, la dictature chilienne trouve sa « légitimité » dans l'Acte constitutionnel du Chili, dont l'article 4 proclame : « La souveraineté réside essentiellement dans la nation et elle s'exerce conformément à l'Acte de Constitution de la junte de gouvernement et à toutes les normes qui ont été ou sont dictées en conformité avec lui. » « Or, commente le théologien belge, l'Acte de Constitution de la junte de gouvernement stipule que la junte assume les pouvoirs constituants, législatif et exécutif. Il en résulte que le peuple n'intervient à aucun moment et que le gouvernement de la junte n'est responsable devant personne [19]. »

Pur produit de la sécurité nationale, l'État conçu par Pinochet et ses sbires est extrêmement militarisé : à l'exception des fonctions économiques, laissées à des civils triés sur le volet de l'idéologie ultralibérale, tous les ministres, intendants de région et gouverneurs de province, maires, présidents d'associations ou recteurs d'université sont des hommes en uniforme. Avec, guerre révolutionnaire oblige, une prééminence absolue accordée au renseignement, qui sera l'apanage de la DINA, la police secrète de Pinochet, et de son homme de main, le général Manuel Contreras.

La DINA chilienne, une police politique sur le « modèle français »

La rumeur dit qu'il fut un lecteur assidu de *La Guerre moderne* de Trinquier, dont il aurait fait son livre de chevet pendant des années. Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que le major Manuel Contreras Sepúlveda opte très tôt pour deux spécialités : le renseignement militaire et les explosifs. De 1966 à 1968, il effectue un stage à l'école du génie militaire de Fort Belvoir, en Virginie.

Déjà à cette époque, l'ambitieux militaire – qui sera bientôt l'un des plus jeunes colonels de l'armée chilienne (il est promu à ce grade en 1974, à quarante-quatre ans) – entretient une relation privilégiée avec Augusto Pinochet, qui fut son professeur à l'Académie de guerre et devint le parrain de l'un de ses enfants.

En juin 1973, Contreras est nommé directeur de l'école du génie à Tejas Verdes, dans le port de San Antonio, un lieu de villégiature de la côte pacifique, situé à une centaine de kilomètres de Santiago. Dès le coup d'État du 11 septembre, le lieutenant-colonel Contreras devient le gouverneur militaire *de facto* de la ville, où est installée la société EPECH, un gigantesque complexe de pêche maritime qui fut l'un des bastions de l'Union populaire. Commence alors une implacable chasse à l'homme : des centaines de syndicalistes et militants socialistes sont arrêtés et torturés dans un centre de détention clandestin ouvert par Contreras aux abords de Tejas Verdes.

Alors que la répression fait rage, celui-ci partage son temps entre San Antonio et Santiago, où le général Pinochet l'a nommé à la tête de la « commission DINA » (pour Dirección de inteligencia nacional), créée le 12 novembre 1973, pour qu'il « organise une direction du renseignement national, vue son expérience en qualité de professeur de renseignement à l'Académie de guerre », dit le *curriculum vitae* officiel de Contreras. De fait, très tôt, la junte militaire décide de coordonner le renseignement à travers une agence centrale dépendant directement du pouvoir exécutif, c'est-à-dire de Pinochet. Manuel Contreras est chargé de mettre en place la nouvelle structure, qui provoque les réticences des différents corps d'armes, lesquels disposent déjà de leurs propres services de renseignement.

Malgré tout, la sinistre police politique du régime, la DINA, est créée officiellement le 14 juin 1974, en vertu du décret 521 qui la définit comme un « organe technico-professionnel, dépendant directement du gouvernement de la junte militaire, dont la mission est de recueillir des renseignements au niveau national, provenant de différents champs d'activité, dans le but de produire l'information nécessaire à la formulation de politiques, la planification et l'adoption de mesures requises pour la sauvegarde de la sécurité nationale et le développement du pays ». Plus concrètement, trois articles secrets du décret prévoient que désormais tous les services de renseignement du pays sont subordonnés à la DINA, qui jouit d'un pouvoir illimité pour arrêter à leur domicile, et hors de tout mandat judiciaire, tous ceux qu'elle considère comme « suspects ».

Si l'agence dépend théoriquement de la junte militaire, pratiquement, son directeur, le colonel Contreras, ne reçoit ses ordres que d'un seul homme : le général Pinochet. « Personne dans la junte ne pouvait se mêler de la DINA », s'est ainsi plaint le chef de l'aviation Gustavo Leigh, pourtant considéré comme le général le « plus dur de la junte militaire [20] ». Le directeur

rencontrait tous les matins Pinochet, « pour lui rendre des comptes et recevoir des instructions [21] ».

« Bien sûr que la chaîne de commandement remontait à Pinochet. Sans lui, Contreras n'aurait rien pu faire ! », me confirme à Santiago, en mai 2003, au volant de sa voiture, M[e] Juan Carlos Mans, l'avocat de l'ancien patron de la DINA.

« Et pourquoi Pinochet n'est-il pas inquiété ?

– Parce qu'il a été déclaré sénile, ce qui le met à l'abri de toute poursuite judiciaire...

– Est-il vraiment sénile ?

– Absolument pas, me répond Mans, dont le cabinet vient alors de s'associer avec celui de l'un des conseils de Pinochet. Il va très bien [a] ! »

Après de longues tractations, j'ai réussi à convaincre l'avocat de me conduire auprès du général Contreras, qui est alors en détention provisoire dans l'Unité de commandement des télécommunications, une base militaire située dans la banlieue de Santiago et d'où partit le coup d'État du 11 septembre 1973. Ce n'est pas la première fois que l'ancien bras droit de Pinochet est emprisonné. Il a déjà passé six ans, de 1995 à 2001, dans un pénitencier construit spécialement pour lui, à Punta Peuco, pour avoir organisé l'assassinat d'Orlando Letelier, l'ancien ministre des Affaires étrangères, puis de la Défense, de Salvador Allende [b].

Quand je le rencontre, le 20 mai 2003, il vient d'être condamné, en première instance, à quinze ans de prison, avec quatre autres anciens agents de la DINA, pour l'assassinat et la disparition de Miguel Sandoval Rodríguez (la condamnation sera confirmée en appel). Ce militant du MIR, le Mouvement de la gauche révolutionnaire, avait été arrêté le 7 janvier 1975, puis torturé à mort dans la Villa Grimaldi, l'un des centres de détention les plus sinistres de la police secrète. D'après le rapport de la Commission nationale pour la vérité et la réconciliation [c], 4 500 personnes ont été détenues clandestinement à la Villa Grimaldi, de 1973 à 1979, dont 226 ont disparu à jamais...

a En octobre 1998, le général Pinochet avait été arrêté à Londres, à la demande du juge espagnol Baltazar Garzón, qui demandait son extradition pour le juger pour « génocide, terrorisme et tortures ». Mais en mars 2000, le gouvernement britannique autorisait le retour du dictateur au Chili, sur la base de certificats médicaux attestant sa sénilité...

b Orlando Letelier, on y reviendra, a été assassiné le 21 septembre 1976 à Washington. En 1978, les États-Unis avaient demandé l'extradition du général Contreras, mais Pinochet s'y était opposé, se contentant de destituer son homme de main de la DINA. Il faudra attendre le retour de la démocratie, en 1990, pour que le dossier soit repris par la justice chilienne, qui condamnera Contreras à sept ans de prison (sur l'assassinat de Letelier, voir John Dinges et Saul Landau, *Assassination on Embassy Row*, Pantheon Books, New York, 1980).

c En 1990, le président Patricio Aylwin, premier président élu démocratiquement depuis 1973, ordonne la création de la Commission nationale pour la vérité et la réconciliation, chargée d'enquêter sur les violations des droits de l'homme perpétrées par la dictature militaire. La commission publiera un rapport baptisé « rapport Rettig », du nom de son président.

Mais depuis l'arrestation de Pinochet à Londres en 1998, une brèche s'est ouverte dans le mur d'impunité qui protégeait jusque-là les responsables de la dictature. « À ce jour, s'indigne devant moi Juan Carlos Mans, quelque trois cents militaires sont en instance de procès ou déjà sous les verrous. C'est fou ! On viole délibérément la loi d'amnistie [a]...

– Combien y a-t-il de plaintes déposées actuellement contre le général Contreras ?

– Je suis incapable de vous le dire tellement il y en a, y compris en Italie, en France [b], en Espagne ou aux États-Unis ! »

Chili, 2003 : rencontre avec un chef tortionnaire

En attendant, l'ancien tortionnaire de la DINA jouit d'un régime de faveur. Après sa condamnation, le 15 avril 2003, il a obtenu du juge d'être « incarcéré » dans cette base militaire, où il se sent en famille. D'ailleurs, c'est lui qui a donné l'ordre aux militaires du poste de garde de me laisser entrer, avec Mans et toute mon équipe de tournage – contrairement à l'usage, je n'ai pas eu besoin de solliciter l'interview auprès des services de la justice chilienne.

Le général Contreras nous reçoit dans une petite maison, réservée normalement aux officiers de la base militaire, entouré de ses gardes du corps et de son équipe médicale. Tout sourire, dans son pull-over en maille grise, il a la tête d'un bon vieux papy jovial qui vous ferait presque oublier les horreurs qu'il a commises au nom de la « sécurité nationale ». Réputé pour son art de la manipulation, l'ancien bras droit de Pinochet est un fieffé malin qui s'emploie, devant moi, à récrire l'histoire à sa manière...

« Dans l'armée chilienne, nous étions de grands admirateurs de l'OAS, pour son attitude valeureuse et combative, commence-t-il sur un ton enjoué. Pour nous, c'était vraiment un modèle ! Les commandos Delta étaient très efficaces, avec beaucoup de violences, c'est sûr, mais c'étaient les circonstances qui l'imposaient...

a En 1978, le général Pinochet avait promulgué par décret une loi d'amnistie couvrant tous les crimes perpétrés depuis 1973...

b La justice française a délivré un mandat d'arrêt international contre le général Manuel Contreras, à l'initiative du juge d'instruction parisien Roger Le Loire, puis de son collègue Gérard Caddéo, pour son implication dans la disparition de cinq Franco-Chiliens : Étienne Pesle, Alfonso René Chanfreau, Georges Klein, Jean-Yves Claudet Fernández et René Amiel Baquet.

– Qu'est-ce qui a justifié, selon vous, le coup d'État du 11 septembre 1973 ?

– D'abord, ce ne fut pas un coup d'État, mais un *pronunciamiento* militaire, dont le but était d'en finir avec le terrorisme introduit par Fidel Castro pour faire du Chili un deuxième Cuba. Ce sont d'ailleurs les extrémistes qui ont fait capoter le projet socialiste d'Allende, car il s'est retrouvé complètement débordé par les agents du terrorisme international...

– Qui étaient ces agents ?

– Les membres des partis communiste, socialiste et du MIR, le mouvement de la gauche révolutionnaire, qui était le plus radical d'entre tous [a]. Avec le soutien du terrorisme international, ils voulaient déstabiliser le Chili : ils ont fait venir jusqu'à 30 000 terroristes étrangers, qui venaient de tous les pays du monde, et principalement de Cuba, comme par exemple le colonel de la Guardia, que Fidel Castro a fait exécuter plus tard [b]... Le terrorisme a commencé avec les gens qui réclamaient des terres, parce qu'ils vivaient mal, ils se sont mis à occuper des terrains et à tuer, puis à provoquer des affrontements dans la ville – parce qu'au Chili, à la différence du Viêt-nam, il est impossible de mener une guerre rurale, on ne peut faire qu'une guerre subversive urbaine à cause de la géographie du pays et du climat : personne ne peut survivre dehors en hiver... Jusqu'au moment où Allende a perdu le contrôle : c'est pourquoi le Sénat, la Chambre des députés et le peuple chilien ont demandé l'intervention de l'armée, parce que c'était la seule manière d'en finir avec ce grave problème de subversion. Il y avait, disons, comme un vide de pouvoir, et l'armée a décidé de le combler le 11 septembre 1973...

– Vous êtes un spécialiste de la guerre antisubversive, avez-vous entendu parler de la guerre d'Indochine et d'Algérie ?

– Bien sûr ! À l'Académie de guerre, nous avons étudié tous les types de guerre de l'époque moderne, et notamment la guerre d'Indochine. J'ai eu la chance de fréquenter l'École du génie aux États-Unis, en 1967, c'était l'époque de la guerre du Viêt-nam. Tous mes camarades de cours revenaient du Viêt-nam ou allaient y partir, et j'ai eu souvent l'occasion de parler de cette guerre avec eux. D'ailleurs, les terroristes, ici, ont copié les enseignements du

a Fondé le 15 août 1965 par d'anciens militants des Jeunesses radicales et socialistes, le MIR était un mouvement d'extrême gauche, proche de la révolution cubaine, qui accorda un « soutien très critique » à Salvador Allende, selon le mot d'un ancien militant.

b Le colonel Antonio de la Guardia a en effet été exécuté, avec le général Arnaldo Ochoa, le 13 juillet 1989, à Cuba. Accusés de différents trafics, notamment de drogue, les deux hommes avaient été condamnés à mort par un tribunal militaire. Alors en difficulté avec les États-Unis, Castro avait décidé de faire des boucs émissaires de ces hommes, qu'il avait lui-même chargés d'organiser divers trafics pour financer les actions du régime cubain à l'étranger (voir le témoignage de la fille de de la Guardia : Ileana DE LA GUARDIA (avec Philippe DELAROCHE), *Le Nom de mon père*, Denoël, Paris, 2001).

Viêt-minh, qui comprenaient cinq phases : d'abord, s'infiltrer dans la population pour constituer une organisation ; puis, deuxième étape, mener une guerre subversive dans les entreprises ; ensuite, troisième étape, mener des attentats contre l'État – on en était là, quand nous sommes intervenus. Et grâce à nous, ils n'ont pas pu mener la phase quatre, qui est la guerre de guérilla, avant la guerre généralisée.

– Mais ça, ce sont les cinq phases décrites par le colonel Lacheroy ?

– Oui ! Il a raison : c'est toujours le même schéma...

– À quoi vous a servi la doctrine de la sécurité nationale ?

– La base de cette doctrine, c'est que doivent marcher en parallèle deux pôles : celui du développement et celui de la sécurité, parce que pour pouvoir développer le pays, il faut de la sécurité et vice versa. C'est pourquoi la doctrine englobe tous les champs d'action d'une nation, à l'intérieur comme à l'extérieur. Pour cela, il est nécessaire d'avoir un objectif politique. Mais s'il est vrai que beaucoup de nos jeunes officiers se sont formés à l'École des Amériques, il n'empêche que c'est nous qui avons formé notre propre doctrine de la sécurité nationale, guidée par celle des États-Unis, mais sans la copier. Le Chili est un pays indépendant...

– Quand avez-vous été en rapport avec la CIA ?

– Je suis allé en mars 1974, un mois avant la création officielle de la DINA, aux États-Unis, où j'ai participé à une réunion de tous les directeurs d'académies de guerre, à Washington [a]. De plus, le président m'avait donné l'ordre de prendre contact avec le général Vernon Walters, qui était le sous-directeur de la CIA. J'ai donc été invité à Langley, en Virginie, où j'ai déjeuné avec Richard Helms, le patron de la CIA. Celui-ci m'a proposé de l'aide, car nous étions en train de mettre en place le service de renseignement national du Chili, et nous manquions d'expérience. C'est ainsi qu'ils nous ont proposé des instructeurs. Huit instructeurs de la CIA sont venus à Santiago d'avril à août 1974 [b]. Je n'ai pas voulu qu'ils restent plus longtemps, car je ne voulais pas que la DINA devienne une filiale de la CIA, comme c'était le cas, par exemple, de la DISSIP du Venezuela, où il y avait sept agents cubains de la CIA...

« Et puis, en 1975, le président m'a envoyé aux États-Unis pour que je rencontre le sénateur Church, qui était l'un de nos principaux opposants aux États-Unis. C'est Vernon Walters qui a organisé le rendez-vous. Cette rencontre fut très fructueuse, car Church et ses assesseurs m'ont promis de tout

a Au moment où Manuel Contreras prend la tête de la DINA, il est aussi nommé directeur de l'Académie de guerre chilienne.

b À Santiago, le général Contreras était un ami intime de Ray Warren, le chef du bureau local de la CIA.

faire pour éviter que le Chili soit expulsé des Nations unies[a]. Le sénateur m'a conseillé de payer des sénateurs américains pour mener une action de *lobbying*. Nous avons décidé de payer cinq sénateurs deux millions de dollars par an, en échange de quoi ils interviendraient en faveur du Chili. Pendant cette mission, j'ai aussi rencontré William Colby, le nouveau directeur de la CIA. C'est comme ça que la CIA nous a livré clandestinement 2 000 fusées LAW...

– Avez-vous connu le général Aussaresses ?

– Je ne l'ai pas connu personnellement, mais il a formé des Chiliens au Brésil. Tous les deux mois, je lui ai envoyé des contingents de la DINA pour qu'il les entraîne. Il fut aussi l'instructeur d'officiers brésiliens. Il travaillait surtout à l'École de renseignement de Brasilia, mais il allait régulièrement à Manaus.

– Manaus était un centre d'instruction important pour tous les pays du Cône sud ?

– Oui ! Pour ceux qui venaient du Chili ou d'Argentine, ce n'était guère plaisant, car le climat de Manaus est très désagréable !

– C'est comme ça que le Chili a fait venir des assesseurs brésiliens ?

– Pour la DINA ? Non. Les Brésiliens qui sont venus, ce sont surtout des économistes...

– Pourtant, le colonel Castro Sauritain m'a confirmé que, dès septembre 1971, des assesseurs spécialistes de l'interrogatoire sont venus du Brésil ?

– Ah, bon, il a dit ça... C'était sans doute pour aider les services de renseignement de l'armée...

– Que sont devenus les 3 000 disparus chiliens ?

– Il n'y en a jamais eu 3 000, mais 800... D'ailleurs, ce ne sont pas des disparus, ce sont des gens qui ont été victimes d'affrontements armés et que leurs camarades ont enterrés secrètement... Et comme il y a eu plus de cent vingt-cinq affrontements armés dans le pays, vous vous rendez compte du nombre de blessés, qui meurent ensuite et donc disparaissent... Ici, au Chili, il n'y a pas de disparus, ils sont tous morts...

– Comment expliquez-vous que la justice française réclame votre extradition ?

– C'est le résultat des actions menées contre nous par le marxisme international qui veut se venger parce que nous les avons vaincus, comme en Argentine d'ailleurs, ou en Uruguay, au Brésil. Alors comme les marxistes ne peuvent pas s'attaquer à nous dans notre pays, ils cherchent une aide internationale... »

a Le régime de Pinochet a été condamné seize fois par l'ONU.

Un service très efficace

En tout cas, une chose est sûre : avec la DINA, le Chili passe d'une répression ouverte, fondée sur l'exécution massive d'opposants, à une répression plus sélective et clandestine, dont la technique de la « disparition » constitue l'arme principale. Pour conduire sa « mission », Contreras s'entoure de spécialistes patentés du renseignement, qui furent tous formés à l'École des Amériques à partir du milieu des années 1960. Parmi eux : le colonel Hugo Acevedo, qui avait effectué un stage en Algérie, en pleine bataille d'Alger, alors qu'il était attaché militaire auprès de l'ambassade du Chili, à Paris (voir *supra*, chapitre 12) ; les colonels Pablo Belmar, Miguel Krassnoff et Jaime Lepe Orellana, impliqués dans l'assassinat du diplomate espagnol Carlos Soria[22] ; Odlanier Mena et Alejandro Burgos, chargés du retournement des prisonniers, ou le lieutenant-colonel Armando Fernandez Larios, ancien officier de la « caravane de la mort », impliqué dans l'assassinat d'Orlando Letelier, ou encore le colonel Raúl Eduardo Iturriaga Neumann, responsable de la branche « opérations extérieures » de la DINA, avant de devenir attaché militaire à Paris, à la fin des années 1970, etc.

Méticuleux, le général Contreras organise un véritable plan de bataille, commençant par l'élimination des militants du MIR, le mouvement de la gauche révolutionnaire qui avait plongé dans la clandestinité en appelant à la résistance armée : d'après un rapport interne de l'organisation, entre mars et juillet 1974, 50 % des membres du comité central du parti sont assassinés[23] ; et, le 5 octobre 1974, le chef de l'organisation, Miguel Enríquez, est abattu à son domicile (blessée, sa compagne Carmen Castillo parviendra à se réfugier en France). Fier de son « succès », le général Contreras félicite ses hommes sur le lieu du crime...

Puis le patron de la DINA s'emploie à démanteler la base sociale et politique de l'Unité populaire[a], en traquant les membres du Parti socialiste d'Allende, puis ceux du Parti communiste et, enfin, les représentants de l'Église catholique et de la démocratie chrétienne, actifs dans les organisations de défense des droits de l'homme, comme le Vicariat de la solidarité, créé par le cardinal Raúl Silva Henríquez, qui devient la bête noire de Pinochet.

À chaque fois, le scénario est le même : copies conformes des commandos Delta que Contreras admirait tant, des « brigades », constituées de cinq ou six hommes fortement armés et habillés en civil, procèdent à l'enlèvement de la « cible », en pleine rue ou à son domicile. Celle-ci est alors emmenée, les yeux bandés ou avec une capuche, dans une voiture sans plaque d'immatriculation vers un centre de détention clandestin. Après avoir été torturées, parfois des

a Lors des élections de mars 1973, l'Unité populaire avait remporté 43 % des suffrages, contre 30 % pour la démocratie chrétienne.

semaines durant – renseignement oblige –, les victimes sont exécutées, puis enterrées clandestinement, à moins qu'elles ne soient jetées à la mer ou dans le río Maipo, par hélicoptère [a].

Parfois, quand la « cible » leur paraît « récupérable », les officiers de la DINA, en bons techniciens de la guerre contre-révolutionnaire, lui proposent de lui « sauver la vie » en échange d'une collaboration. C'est ainsi qu'est « retournée » Marcia Alejandra Merino, surnommée la « flaca Alejandra », l'une des responsables du MIR. Régulièrement, ses bourreaux la déguisent, avec perruque et fausses dents, et la sortent en voiture dans les rues où elle est contrainte de dénoncer le premier « camarade » qu'elle croise. Efficace, le système permettra de démanteler, en quelques semaines, l'appareil dirigeant du MIR [24]. À l'instar des bleus de chauffe du capitaine Léger, certains prisonniers « retournés » deviendront des tortionnaires féroces, comme Oswaldo Romo Mena, *alias* « El Guatón », un ancien militant charismatique de l'Union socialiste populaire, aujourd'hui en prison.

Dans l'armée, les méthodes utilisées par la DINA ne font pas l'unanimité, bien qu'il soit difficile de savoir si les reproches que lui font certains généraux sont dus à un désaccord sur l'emploi de ces méthodes ou à des questions de rivalité [b]. Ainsi, en novembre 1974, le général Sergio Arellano, qui dirigea la caravane de la mort, compare la DINA à la Gestapo dans une lettre au général Pinochet où il se plaint du comportement du colonel Contreras, dont il est le supérieur hiérarchique : celui-ci, écrit-il, aurait refusé d'obtempérer à ses ordres de lui fournir des informations sur le sort de certains disparus. Mais jusqu'en 1978, l'imperturbable dictateur soutiendra mordicus son protégé, puis finira par l'écarter de la direction de la DINA, à la suite des pressions exercées par l'administration de James Carter, que l'assassinat en plein Washington d'Orlando Letelier avait profondément révulsée...

a Comme, par exemple, Marta Ugarte, trésorière du PC, dont le corps a été découvert le 12 septembre 1976 sur les rives du río Maipo.

b Refusant de collaborer avec la DINA, des officiers des services de renseignement de l'armée de l'air, de la marine et de la gendarmerie créeront ainsi un service parallèle, baptisé *commando conjunto*...

19

Chronique d'un coup d'État programmé

La « variante argentine de la sécurité nationale »

« En Argentine, la stratégie de la guerre contre-révolutionnaire est venue directement de France, écrit le théologien belge Joseph Comblin. C'est pourquoi l'armée argentine a adopté la théorie du front interne et des frontières idéologiques, ainsi que la pratique de la guerre contre la subversion, avant même que les Américains ne l'aient mise au point. Dès 1959, tout cela fait partie de la doctrine militaire argentine : d'une certaine façon, la doctrine américaine de la sécurité nationale n'était plus nécessaire, parce qu'on avait déjà son équivalent importé de France. Mais par ailleurs, cette importation française constituait une excellente introduction : les mentalités étaient déjà prêtes [1]. »

De son côté, le journaliste argentin Fernando Almirón note que la « classe militaire argentine était mûre pour adopter la doctrine de la sécurité nationale, car elle avait déjà assimilé les tendances catholiques intégristes des théologiens ultraconservateurs français [2] ». Quelle que soit leur origine nationale ou professionnelle, les observateurs sont unanimes : dès qu'on essaie de décortiquer la genèse de la dictature argentine, qui, dès 1976, battra tous les records d'horreur enregistrés dans les pays voisins, le rôle militaire et idéologique de ces courants d'origine française apparaît irrémédiablement comme l'un des facteurs déterminants. « Les Français ont fourni la matrice, me dit ainsi le général Martín Balza, et celle-ci s'est "enrichie", si on peut dire, au contact de la doctrine de la sécurité nationale, dont le général Onganía fut l'un des promoteurs, car elle correspondait parfaitement au modèle politique et militaire qu'il avait préalablement développé. »

Le général Juan Carlos Onganía, on l'a vu, était un catholique intégriste, proche du fameux père Grasset. En août 1964, c'est-à-dire deux ans avant qu'un coup d'État ne le porte au pouvoir, le nouveau commandant de l'armée de terre participe à la 5ᵉ conférence des armées américaines, qui se tient à l'académie militaire de West Point (États-Unis). La participation argentine est très attendue : trois mois plus tôt, le gouvernement de Buenos Aires a, enfin, accepté de signer un traité d'assistance militaire avec les États-Unis, qui prévoit la donation de matériels estimés à dix-huit millions de dollars. De fait, cet accord bilatéral marque un tournant dans les relations entre les armées américaine et argentine, caractérisées, depuis la Seconde Guerre mondiale, par un « manque de chaleur [3] » évident. Le réchauffement est accéléré par le discours que tient, le 6 août 1964, le général Onganía, dont l'exposé sur le rôle politique des forces armées constitue un véritable plaidoyer pour la doctrine de la sécurité nationale. Rien d'étonnant à cela : l'Argentin et ses hôtes ont été nourris au même biberon français de la guerre révolutionnaire, le premier ayant même une longueur d'avance sur les seconds...

C'est ainsi que le futur chef de la « Révolution nationale » affirme certes que les forces armées sont « apolitiques, obéissantes, non délibérantes, et subordonnées à l'autorité légitime », et que, « bras armé de la Constitution », elles ne sauraient se substituer à la volonté populaire. Mais, précise-t-il, leur mission est d'assurer « la préservation des valeurs morales et spirituelles de la civilisation occidentale et chrétienne ». Or, si « la démocratie ne garantit pas les objectifs », il incombe aux militaires de prendre le pouvoir. Et de conclure, à la grande satisfaction de ses hôtes de West Point : « Il est absurde que nous continuions à nous préparer à entrer dans la guerre de 1914 ; il est absurde que nous continuions à organiser l'artillerie lourde. [...] Sont toutes aussi absurdes les fabuleuses concentrations militaires prêtes pour envoyer des troupes à la frontière. Actuellement, le principal objectif de l'armée, c'est de prévenir l'action subversive castriste [4]. »

Inutile de préciser qu'avec de tels propos Juan Carlos Onganía décrocha haut la main l'intégration de l'armée argentine dans le dispositif de sécurité interaméricain patronné par le Pentagone. Du point de vue argentin, son discours restera dans l'histoire comme la « doctrine Onganía », qui incarne la « variante argentine de la sécurité nationale », pour reprendre l'expression de Joseph Comblin. Et bien sûr, à peine arrivé au pouvoir en juin 1966, le général s'emploie à l'appliquer, en étroite collaboration avec ses mentors de la Ciudad católica et autres lobbyings du national-catholicisme. C'est ainsi qu'est promulguée la loi 16970 sur la « défense nationale », dont l'article 43 concerne les situations de « commotion interne » : celui-ci autorise à recourir aux forces armées pour rétablir l'ordre et contrôler les « zones d'urgence ». De même, préfigurant les dispositions qui fonderont le « processus de reconstruction nationale » de la junte de 1976, la loi 16970 induit toute une série de textes aux titres sans équivoque : « loi sur la répression du communisme », ou sur les « zones de sécurité », les « étrangers », etc.

En fait, dès le milieu des années 1960, l'intégriste Onganía instaure progressivement ce que le politologue Alain Rouquié appelle une « souveraineté militaire en lieu et place de la souveraineté populaire constitutionnelle [5] ». Celle-ci s'accompagne d'une évolution du rôle des forces armées, dont le modèle est systématisé dans un document secret élaboré par la direction du personnel de l'armée de terre à la fin de 1969. Se voulant une réponse au défi lancé par la « guerre moderne », ce document prévoit que l'officier futur devra « allier une réelle capacité d'analyse des conditions politico-sociales » à une bonne formation scientifique et technique. Ne se contentant plus d'organiser la défense du pays et d'instruire le contingent, « l'officier de l'avenir doit être capable de percevoir, assimiler et diriger le changement », en assumant notamment des fonctions d'administrateur ou de haut fonctionnaire polyvalent [6].

Dans le même temps, commente Alain Rouquié, l'application de la « doctrine Onganía » entraîne une « militarisation de la société argentine », qui « se situe bien au-delà des effectifs et des pourcentages budgétaires », en créant une « liaison organique des militaires avec l'appareil productif industriel [7] ». De fait, avec la loi 12709, qui entérine la création de la direction générale des usines militaires, « l'activité économique devient l'une des attributions de l'armée et des liens se nouent entre milieux d'affaires et société militaire ». Progressivement, des patrons en uniforme, épris d'« austérité salariale » et de « restructuration économique », se mettent à contrôler une grande partie du secteur public argentin, à savoir les plus grosses entreprises nationales et l'essentiel de l'infrastructure industrielle.

Révoltes populaires et groupes révolutionnaires

« Durant des années, on a exigé de nous des sacrifices. On nous a conseillé l'austérité : nous avons connu la faim. On nous a demandé de patienter un hiver : nous en avons supporté dix. On veut nous "rationaliser" : nous perdons ainsi une à une les conquêtes de nos grands-parents. Après nous avoir imposés toutes les humiliations et toutes les injustices, on nous prie ironiquement de "participer". Nous leur répondons : nous avons déjà assez participé, non comme exécutants mais comme victimes des persécutions, des tortures, des réquisitions, des licenciements, des expulsions. Nous ne voulons plus de ce type de participation : offensés dans notre dignité, blessés dans nos droits, dépouillés de nos conquêtes, nous allons élever l'étendard de la lutte là où d'autres l'ont laissé [8]. » Tel était le contenu du tract distribué le 1ᵉʳ mai 1969 par la centrale CGT de los Argentinos dans toute

l'Argentine et notamment dans la ville de Córdoba, la deuxième ville industrielle du pays [a].

Quatre semaines plus tard éclate ce qui restera dans les annales de l'histoire sociale comme le *cordobazo*, le Mai 68 de Córdoba. Le 29 mai, des milliers d'ouvriers, étudiants, employés, mais aussi des représentants des classes moyennes descendent dans la rue pour protester contre l'assassinat par la police de deux jeunes manifestants, à Corrientes, puis à Rosario. Mais, à l'évidence, ces deux événements tragiques ne sont que la goutte qui fait déborder le vase du mécontentement populaire, accumulé après des années de gouvernement militaire. Très vite, la manifestation tourne à l'émeute et, appliquant la loi sur la « commotion interne », la troupe intervient avec une violence inouïe, entraînant la « levée en masse de toute la ville [9]. » Un véritable « référendum sanglant [10] », selon le mot d'Alain Rouquié, qui se solde par des dizaines de morts. « Ce fut une vague de violence d'amplitude nationale comme on n'en avait pas vu en Argentine en cinquante ans, rapportera un télex envoyé par l'ambassade des États-Unis au département d'État. [...] Pour la première fois dans l'histoire argentine, les travailleurs et les étudiants ont fait cause commune dans la rue [11]. »

Un an plus tard, le 29 mai 1970, jour anniversaire du *cordobazo*, est enlevé, puis assassiné le général Pedro Eugenio Aramburu, qui avait renversé Perón en 1955 avant d'occuper la présidence jusqu'en 1958 [12]. Le 1er juin, l'enlèvement est revendiqué en ces termes par un mystérieux commando : « Perón ou la mort ! Vive la patrie ! Montoneros. » Ceux que l'on surnommera les « enfants terribles de Perón » vont marquer durablement l'histoire politique argentine des années 1970. Adeptes de la « justice populaire [b] », les Montoneros, qui représentent l'aile gauche du péronisme officiel, recrutent dans les milieux nationalistes et dans les associations de la jeunesse catholique. Leur idole est le général Juan Domingo Perón, dont le Parti justicialiste restera interdit jusqu'à son retour d'exil, en 1973.

Quelques mois plus tard, en août 1970, est créé l'ERP, Ejército revolucionario del pueblo (Armée révolutionnaire du peuple), le bras armé du Parti révolutionnaire des travailleurs [c], qui revendique comme son « unique chef »

a C'est là notamment qu'est installé l'essentiel de l'industrie automobile argentine, dont les usines de Fiat et de Renault. La célèbre régie française finance la revue *El Verbo* en payant régulièrement des encarts publicitaires...

b Plus tard, les Montoneros justifieront l'assassinat du général Aramburu par le fait que l'ancien président de la République avait signé, le 10 juin 1956, l'ordre d'exécution de treize jeunes, accusés d'avoir participé au soulèvement avorté du général péroniste Juan José Valle, qui fut lui même exécuté. On parla de « massacre de José León Suárez ».

c D'obédience marxiste-léniniste, version trotskiste, le Partido revolucionario de los trabajadores a été créé en mai 1965 à Buenos Aires.

Ernesto Che Guevara [a] : « L'apparition du Che dans la forêt bolivienne a créé une grande expectative chez les révolutionnaires latino-américains et bien sûr dans le PRT argentin », témoigne ainsi Julio Santucho, le frère de Mario Roberto Santucho, le chef de l'ERP. « Compatriote légendaire, héros de la révolution cubaine, il a allumé une étincelle d'espoir pour la libération du peuple souffrant bolivien dans une zone frontalière avec les provinces du nord de l'Argentine, à un moment où l'avant-garde ouvrière exigeait que l'on prépare activement la lutte armée révolutionnaire [13]. »

Leader charismatique, présenté comme un « mélange de moine et de paysan [14] », Mario Roberto Santucho avait effectué un voyage de deux mois à Cuba en 1961. À son retour, il décide d'arrêter ses études pour travailler au milieu du « prolétariat des coupeurs de canne à sucre », dans la province de Tucumán. Puis, avec la création de l'ERP, il devient une sorte de « Robin des Bois » argentin, en organisant l'enlèvement d'industriels ou de personnalités étrangères, libérés contre la donation d'équipements dans les bidonvilles. C'est ainsi qu'est séquestré, en mai 1971, le consul britannique Stanley Silvester, gérant d'une filiale d'une multinationale américaine de la viande. Parfois, la technique de la « propagande armée » tourne court et la victime est assassinée, comme en mars 1972, le P-DG de la filiale de Fiat, Oberdan Sallustro, un grand admirateur de Mussolini, ou le général Juan Carlos Sánchez, responsable de la répression dans la ville de Rosario. Ces opérations entraînent un mouvement de panique dans les milieux financiers et industriels étrangers, dont les représentants quittent massivement l'Argentine en 1973 [b].

Pendant ce temps, à la tête de l'État, c'est la valse des généraux : déposé en juin 1970, le général Onganía est remplacé par le général Roberto Levingston, auquel succède en mars 1971, le général Alejandro Lanusse [c], commandant en chef de l'armée de terre. Tandis que l'ERP multiplie ses enlèvements contre rançon, les tensions sociales ne cessent de s'exacerber : à Mendoza, le triplement du prix de l'électricité et une grève d'instituteurs tournent à l'émeute, les 3 et 4 avril 1972. Fort de ses lois d'exception, le gouvernement

a D'origine argentine, Ernesto Guevara participa activement à la révolution cubaine qui renversa, le 1er janvier 1959, le dictateur Fulgencio Batista. Le « Che » est assassiné, avec la complicité de la CIA, le 8 octobre 1967, alors qu'il tentait d'implanter une guérilla en Bolivie.

b Une estimation fait état de cent soixante-dix enlèvements de chefs d'entreprise de 1970 à 1973, la plupart réalisés par l'ERP. Parmi eux, les frères Juan et Jorge Born, patrons de la firme Bunge y Born, libérés contre une rançon de soixante-dix millions de dollars, ou celui d'Enrique Metz, dirigeant de Mercedes Benz de Buenos Aires.

c Il est intéressant de noter la définition que donne le général Lanusse de la doctrine de la sécurité nationale : « Au risque de dévoiler mon ignorance, je ne sais pas vraiment ce que c'est : peut-être qu'il s'agit de la doctrine qui provenait de l'armée française en Algérie et qui fut apportée ici par des militaires triés sur le volet qui donnèrent des cours. La sécurité nationale n'est pas une doctrine écrite, c'est une pratique » (*Siete dias*, octobre 1982).

organise une « véritable guerre secrète », confiée à l'armée qui, « préparée de longue date à la lutte antisubversive par l'entraînement d'unités de contre-guérilla et, depuis 1966, grâce à l'expansion des services de renseignements militaires », mène une répression féroce. « L'armée et la police ne se contentent pas d'utiliser un appareil légal d'une ampleur redoutable, poursuit Alain Rouquié. La lutte antisubversive ne s'embarrasse pas de la légalité. Des arrestations arbitraires, la torture appliquée à de simples suspects, la disparition pure et simple de responsables d'extrême gauche sont dénoncées par les associations professionnelles, le barreau et les plus hautes autorités morales du pays [15]. » C'est dans ce contexte de crise sociale et politique qu'intervient, le 22 août 1972, le massacre de la prison de Trelew, où, comme on l'a vu, sont passés par les armes seize guérilleros, recapturés après une tentative d'évasion (voir *supra*, chapitre 15).

Sous la pression des événements, le général Lanusse, plus « libéral » que ses prédécesseurs, propose un « grand accord national », basé sur le retour aux affaires du Parti justicialiste. En effet, face au chaos, le général Juan Domingo Perón s'impose, depuis sa retraite madrilène, comme l'arbitre incontournable d'un pays en crise. C'est ainsi que le 11 mars 1973, le docteur Hector Campora, le délégué personnel de Perón, remporte les élections avec 49,5 % des suffrages exprimés. Pendant la campagne, les péronistes avaient martelé un mot d'ordre qui laissait présager la suite des événements : « Campora au gouvernement, Perón au pouvoir »... Le 25 mai, le général Lanusse remet l'écharpe présidentielle au nouveau président en présence de Salvador Allende et du chef de l'État cubain Oswaldo Dorticos. Dans les casernes, on ne bouge pas. Peut-être attend-on le grand retour du général des *descamisados*, qui incarna non seulement l'organisation de la classe ouvrière, mais aussi son alliance avec l'armée jusqu'en 1955 : finalement, celui-ci s'envole pour l'Argentine le 20 juin 1973, après dix-huit ans d'exil forcé [a]...

Le massacre d'Ezeiza et le retour de Perón

Ce devait être la plus grande fête de l'histoire argentine et ce fut un massacre... Le 20 juin, dès l'aube, quelque trois millions de personnes affluent vers l'aéroport d'Ezeiza, dans la banlieue de Buenos Aires, pour accueillir le général Perón. Tandis que l'orchestre entame la *Marcha peronista* sur le podium, où, dès son arrivée, le vieux héros doit tenir un discours triomphal, une colonne de la jeunesse péroniste, brandissant des pancartes avec l'insigne

a Le général Perón avait effectué un premier voyage en Argentine en novembre 1972, pour préparer les élections de mars 1973.

des Montoneros, est attaquée par des tueurs embusqués. La fusillade dégénère, faisant une vingtaine de morts et quatre cents blessés. En fait, ainsi que l'a démontré l'enquête de mon confrère Horacio Verbitsky [16], le scénario macabre avait été minutieusement préparé par l'aile droite du péronisme, qui a décidé d'éliminer ce qu'elle appelle l'« infiltration marxiste » dans la mouvance justicialiste, à savoir son aile gauche, incarnée notamment par les Montoneros.

Un paradoxe ? Pas vraiment, populiste et admirateur déclaré de Mussolini, le vieux général fut aussi un chantre sincère de la classe ouvrière et, de ce fait, il a toujours su « user de ses deux mains, la droite et la gauche », pour reprendre l'expression d'Alain Rouquié [17]. Et c'est donc tout naturellement que son parti finit par couvrir un spectre politique allant de l'extrême droite fasciste à l'extrême gauche révolutionnaire : le 20 juin 1973, la première a manigancé un plan infernal pour faire porter à la seconde et à ses alliés honnis de l'ERP le chapeau du chaos, selon une tactique de déstabilisation qui fera bientôt le lit du putsch de mars 1976 [a].

De fait, plusieurs semaines avant le retour de Perón, la droite péroniste mobilise tout l'appareil de la police fédérale, qui sous la férule du sinistre commissaire Alberto Villar, recrute 3 000 « civils », armés de mitraillettes, pour constituer le « service d'ordre » de la manifestation. Baptisé « COR » (Commando de orientación revolucionaria), le dispositif est placé sous la responsabilité du général Miguel Angel Iñíguez et du lieutenant-colonel Osinde, un ancien membre du SIE, le service de renseignement de l'armée, deux activistes notoires de l'extrême droite argentine. Reliés par liaison radio, grâce au réseau du Club automobile de Buenos Aires, les chefs du complot ont installé des snipers dans les arbres, dont d'anciens membres de l'OAS : « Les bandes sonores du réseau de communication ont prouvé que certains ordres avaient été donnés en français, m'explique Horacio Verbitsky. Plusieurs témoins, dont des survivants de l'Hôtel International, où avait été installé un centre de torture, ont d'ailleurs confirmé cette information, qui avait été relayée par les journaux de l'époque comme *Clarín* [b]. »

– Connaissez-vous l'identité de ces Français ?

– Malheureusement, non. Tout ce que je sais c'est que José López Rega, qui deviendra ministre dans le gouvernement de Perón, avait comme garde

a Les jours suivants le massacre, la droite péroniste invoquera l'imminence d'une attaque du palais présidentiel par les Montoneros et l'ERP, chose que les intéressés ont toujours fermement niée.

b Le journal *El Descamisado*, l'organe des Montoneros, dénonce alors les « garçons de Salan », dont un certain François Chiappe, un ancien collaborateur de la Gestapo française et ancien membre d'un commando Delta d'Alger (cité par Frédéric Laurent, *L'Orchestre noir*, *op. cit.*, p. 164).

du corps des anciens membres des commandos Delta qu'il avait connus en Espagne... »

Surnommé « le Sorcier », López Rega deviendra l'âme damnée de Perón, quand celui-ci, à la suite d'une révolution de palais, sera élu triomphalement à la présidence de la République, le 23 septembre 1973, avec 62 % des suffrages. Malade, fatigué et probablement dépassé par les événements, le vieux général ne gouvernera que quelques mois, jusqu'à sa mort, le 1er juillet 1974. Lui succède alors Isabel Martínez, sa vice-présidente et troisième épouse – du moins officiellement, car, dans l'ombre, c'est López Rega qui tire les ficelles du pouvoir pour entraîner l'Argentine dans un chaos sanglant...

López Rega et l'Internationale noire

« On dit que ce sont d'anciens membres des commandos Delta qui ont entraîné les tueurs de López Rega ?

– Apparemment c'est vrai », lâche Bertrand de Parseval, le « boiteux » de l'OAS qui s'est réfugié en Argentine en 1963 (voir *supra*, chapitre 13). « C'était des anciens d'Oran que López Rega avait ramenés d'Espagne. Une fois, j'en ai rencontré plusieurs dans un bar, ils étaient armés jusqu'aux dents et manifestement protégés par la police. C'était l'époque où les gars de López Rega circulaient partout avec des voitures sans plaque...

– Et vous étiez présent lors du massacre d'Ezeiza ?

– Oui, comme spectateur... Mais, j'ai eu très peur, car peu après j'ai été enlevé par un commando d'extrême gauche qui m'avait reconnu...

– C'est-à-dire ?

– Eh bien, il savait que j'étais un ancien de l'OAS, ça suffisait pour être suspect...

– Et vous avez connu López Rega ?

– Jamais ! C'était une vraie ordure... »

Curieuse histoire, en tout cas, que celle de José López Rega, amateur de sciences occultes, qui parvient à subjuguer Isabel Martínez, lors de l'un de ses voyages à Buenos Aires, grâce à une... carte astrologique. L'ancienne danseuse de cabaret, que Perón avait rencontrée au Panama peu après son départ en exil, accepte que l'ancien policier la suive à Madrid pour qu'elle lui présente le général. Petit à petit, le *brujo* (sorcier) s'incruste dans la « Quinta 17 de Octubre », la résidence des Perón, où il devient l'homme à tout faire.

Au début des années 1970, la capitale espagnole représente le sanctuaire des fascistes internationaux que le général Franco a accueillis les bras ouverts [18]. C'est ainsi que López Rega se lie avec le général croate Mile Ravlic, *alias* Milosz de Bogetichoustache, qui, poursuivi pour crimes de guerre en Yougoslavie, s'était réfugié en Amérique latine grâce à la filière du Vatican.

Après un détour à Saint-Domingue, où il travaille pour le compte de la CIA, il monte une entreprise de mercenaires, qui interviennent au Congo, au Biafra et au Viêt-nam, puis s'installe à Madrid. L'Argentin et le Croate ont un ami commun : l'ambassadeur américain Robert Hill, un ancien directeur de la United Fruit Company, qui avait joué un rôle important dans le coup d'État contre le colonel Jacobo Arbenz, au Guatemala. Connu pour ses opinions d'extrême droite, Hill sera nommé ambassadeur en Argentine au moment du retour de Perón.

C'est aussi à Madrid que « le Sorcier » rencontre le fasciste italien Stefano delle Chiaie, le chef d'Avanguardia nazionale, poursuivi en Italie pour plusieurs attentats à la bombe comme celui qui fit seize morts et quatre-vingt-huit blessés, le 12 décembre 1969, dans le hall de la banque de l'agriculture de Milan. Le terroriste, que l'on retrouvera bientôt au Chili aux côtés du général Manuel Contreras, s'est réfugié en Espagne en mars 1971, avec Borghèse, le « Prince noir », un ancien sbire de Mussolini condamné à douze ans de prison pour crimes de guerre. Enfin, c'est toujours à Madrid que López Rega fait la connaissance de Jean-Pierre Cherid, un pied-noir d'Alger, ancien parachutiste, qui participa au putsch des généraux, puis fut condamné à mort pour sa participation dans les commandos Delta. Après avoir servi comme mercenaire en Afrique, et notamment au Biafra, Cherid est recruté par les services secrets espagnols pour diriger les GAL, les « Groupes antiterroristes de libération », chargés d'éliminer les militants basques de l'ETA [19]. Quand, en 1973, López Rega rentre en Argentine dans les bagages du général Perón, il est accompagné, disent toutes les sources, d'au moins cinq terroristes européens : trois ex-OAS et deux Italiens.

À peine de retour au pays, Perón invite à dîner une autre vieille connaissance du « sorcier », venue « changer d'air » à Buenos Aires : Licio Gelli, le patron de la loge italienne P2, qu'une fois élu président Perón décorera de la grande croix de l'ordre de San Martín, la plus grande distinction nationale. Fasciste notoire, l'Italien s'était réfugié en Argentine entre 1946 et 1948, puis il avait fait fortune dans l'industrie textile, avant de s'intéresser à la haute finance, aux armes et au pétrole. Et à la contre-révolution : c'est ainsi que le « vénérable maître » de la loge P2 s'est trouvé impliqué dans tous les complots noirs qui ensanglantèrent l'Italie dans les années 1970 [a]. Celui qui, en Italie,

---

[a] La loge P2 est une loge secrète fondée par Gelli au sein de la maçonnerie italienne. S'appuyant sur un réseau puissant d'hommes politiques, comme Giulio Andreotti de la Démocratie chrétienne, d'hommes d'affaires et de mafieux, de magistrats, de militaires et de responsables des services secrets, la loge fut dissoute en 1981, après l'attentat de la gare de Bologne du 2 août 1980 (85 morts et 150 blessés), auquel participa aussi Stefano Della Chiaie. Licio Gelli, on le verra, était un proche de la junte argentine de Videla. Il fut arrêté à Cannes le 10 septembre 1998.

dirige alors un « véritable État dans l'État », s'installe quelque temps à Buenos Aires, où il devient conseiller de Perón qui l'appelle « mon commandant »...

La guerre sale de la « Triple A »

C'est en tout cas Licio Gelli qui met la main au portefeuille quand, en juin 1973, le « valet de Perón » décide de créer la « Triple A », l'Alliance argentine anticommuniste, un groupe paramilitaire d'extrême droite qui fera plus d'un millier de victimes d'octobre 1973 à mars 1976. Nommé ministre du... Bien-être social, le 5 mai 1973, López Rega a manifestement reçu l'aval du général Perón, ainsi que le suggère un document déclassifié du département d'État américain qui note que celui-ci « a autorisé la formation de groupes paramilitaires qui doivent agir illégalement contre les terroristes, y compris par les enlèvements, les interrogatoires et l'exécution des terroristes [20] ».

Pour monter son agence du crime, le « Raspoutine de la pampa [21] » prend pour associé le commissaire Alberto Villar (qu'il nommera chef de la police fédérale en mars 1974). De formation française, Villar a suivi des « cours de lutte antisubversive en France en 1962 », comme le révélera le commissaire Victorio Dei, lors du cinquième anniversaire de sa mort [a], en novembre 1979 : « C'est ainsi que les observations qu'il effectua sur le théâtre des opérations de l'Algérie française lui permirent de connaître parfaitement les techniques terroristes d'une guérilla urbaine cruelle et inhumaine » et de « les combattre sur son propre terrain avec les moyens et les méthodes appropriées [22] », conclut l'éloge posthume.

Dès 1971, Villar avait organisé un appareil répressif clandestin au sein de la police fédérale et supervisé la création de forces antiguérilla, dont les membres rejoignent la Triple A en 1973. S'y ajoutent certains agents de la « brigade spéciale des explosifs », formés à... l'Académie de contrôle des frontières de Los Fresnos au Texas (voir *supra*, chapitre 17). « Quelques-uns des membres de la brigade ont commencé à participer activement à la AAA, reconnaîtra plus tard un ex-officier de la police, Rodolfo Peregrino Fernández. Ils furent responsables de certains attentats, comme, par exemple, le dynamitage de cabinets d'avocats qui défendaient les prisonniers politiques, de journaux ou publications opposés à la conception idéologique de la hiérarchie des forces armées et contre des activistes et organisations syndicales [23]. »

A-t-il lu Jean Lartéguy ? Toujours est-il que Villar appelle ses tueurs les « centurions ». Ceux-ci, fidèles aux enseignements dispensés par les anciens de l'OAS, opèrent toujours de la même manière : un commando débarque

a Villar a été assassiné le 1[er] novembre 1974 par les Montoneros.

dans la maison de la victime, qui est assassinée sur place ou enlevée, son corps mutilé apparaissant quelques jours plus tard dans un terrain vague. C'est ainsi qu'est blessé dans un attentat, le 1[er] novembre 1973, le sénateur radical Hipólito Solari Hirigoyen, le premier d'une longue liste de « cibles » qui seront toutes assassinées, comme le député péroniste Rodolfo Ortega Peña, le prêtre Carlos Mujica, fondateur du « mouvement des prêtres pour le tiers monde », ou le docteur Silvio Frondizi, intellectuel de gauche et frère de l'ex-président Arturo Frondizi. Tous ont un point commun : ce sont des militants démocrates ou des intellectuels opposés à la lutte armée. « Il est clair que la stratégie de López Rega, et des militaires avec qui il était de mèche, était de pousser dans la clandestinité, et donc vers la radicalisation, tous les membres de l'opposition légale, m'explique Julio Urien, l'ancien officier de marine qui rejoindra les Montoneros. Avec la Triple A, toute forme d'engagement politique ou social est devenue un danger mortel. »

De fait, les tueurs de la Triple A ne seront jamais inquiétés, même au temps fort de leur folie meurtrière, c'est-à-dire au lendemain de la mort du général Perón, le 1[er] juillet 1974, qui laissa les coudées franches à López Rega [a]. « Ce qui différencie la violence de droite actuelle – spécialement de la AAA – de la précédente, c'est le degré de protection et de soutien officiel dont elle jouit, constate ainsi un mémorandum secret de l'ambassade américaine. Il arrive que les porte-parole du gouvernement condamnent verbalement le terrorisme de droite, mais jusqu'à présent pas un seul terroriste de droite n'a été arrêté, ni un seul de ses actes de violence n'a été soumis à une investigation judiciaire, de même qu'aucun auteur n'a été inculpé. Les cibles principales de cette violence de droite ne sont pas les extrémistes de gauche, mais ceux qui s'expriment trop ouvertement contre Mme Perón et les gens qui l'entourent [24]. »

En fait, à moins d'un an du coup d'État qui portera au pouvoir le général Videla, tout se passe comme si « la guerre sale de López Rega constituait un banc d'essai pour ce que préparaient les secteurs les plus réactionnaires des forces armées, commente l'historien argentin Ignacio Gonzáles Janzen. [...] De nombreux membres des groupes terroristes organisés par López Rega collaboreront peu après avec la dictature militaire pour des tâches similaires [25] ». Le soutien tacite de l'armée aux agissements criminels de la Triple A est confirmé par un document déclassifié du département d'État américain qui rapporte que le « gouvernement argentin a organisé une commission de sécurité clandestine au sein du ministère de la Défense. La AAA mène ses opérations en suivant les recommandations de cette commission [26] ».

a De juillet à septembre 1974, la Triple A a perpétré deux cent vingt attentats, dont soixante assassinats.

Pour le politologue Jorge Tapia Valdés, cette stratégie de déstabilisation menée par l'extrême droite argentine trouve son origine dans l'idéologie qui sous-tend la doctrine de la sécurité nationale, dont « la modalité technologiste permet de manipuler et de construire les faits qui vont être utilisés comme prétexte immédiat du coup d'État. Dans la pratique, explique-t-il, la raison est toujours la même : empêcher que la gauche prenne ou conserve le pouvoir politique, quelle que soit la voie qu'elle utilise. [...] De même, s'il n'y a qu'une seule raison pour justifier le coup d'État, il y a toujours une seule technique utilisée pour la préparation de ce type de coup : l'exacerbation du conflit social et la destruction de l'ordre et de la paix sociale, à travers l'action terroriste de groupes paramilitaires d'extrême droite qui agissent directement ou en s'infiltrant dans les franges les plus radicales de la gauche[27] ».

L'« opération Indépendance »

« Ma conception de la subversion concerne les organisations terroristes de gauche. La subversion et le terrorisme de droite ne sont pas la même chose. Quand le corps social du pays a été contaminé par une maladie qui lui dévore les entrailles, il fabrique des anticorps. Ces anticorps ne peuvent pas être considérés de la même manière que les microbes[28]. » Ainsi s'exprimait en août 1976 l'amiral César Augusto Guzzetti, le ministre des Affaires étrangères de la junte de Videla. D'une limpidité rare, ces propos illustrent parfaitement l'état d'esprit de l'armée face aux exactions commises par la Triple A, qui deviendront bientôt une politique d'État.

Or, l'année qui précède le putsch, les « centurions » ont tout le loisir d'affûter leurs armes en testant leur capacité à anéantir les « microbes ». En l'occurrence, les militants de l'ERP de Mario Roberto Santucho, qui décide de passer au « conflit ouvert » en installant un foyer de guérilla rurale dans la province de Tucumán. C'est ainsi que, le 12 juin 1974, *El Combatiente*, l'organe du Parti révolutionnaire des travailleurs, annonce la création de la « compañía de monte Ramón Rosa Jiménez », du nom d'un militant du PRT assassiné par la police : « La guérilla rurale doit assurer l'existence d'unités militaires qui disputent le terrain et permettent, au bout d'un certain temps, le développement de bases de soutien, puis de zones libérées », écrivent les rédacteurs[29].

L'ampleur de la guérilla de l'ERP restera toutefois très limitée : selon tous les observateurs, elle n'a jamais dépassé plus de cinq cents hommes armés sur l'ensemble du territoire argentin, dont cent cinquante dans la région de Tucumán. Quant aux Montoneros, ils atteignirent péniblement les huit cents hommes, répartis en quelque dix-huit cellules de combat. Soit un total de

1 300 guérilleros, dans la « période haute » de 1975[a]. « Comment expliquer alors la mobilisation massive de tout l'appareil militaire et policier, la suspension des droits fondamentaux et le déchaînement d'une violence répressive infiniment plus cruelle que celle des rivaux ? », s'interroge Alain Rouquié[30].

Car, tandis que les tueurs de la Triple A agissent en toute impunité, les forces armées obtiennent de la présidente Isabel Martínez de Perón, devenue la femme de paille du tout-puissant López Rega, qu'elle décrète l'état de siège pour une « durée illimitée ». Puis, le 5 février 1975, elle accepte de signer les « décrets d'anéantissement », dont les annexes ne furent révélées que huit ans plus tard et qui ressemblent à s'y méprendre à ceux conférant les pleins pouvoirs au général Massu, au début de la bataille d'Alger. C'est ainsi que le décret 261 ordonne d'« exécuter les opérations militaires nécessaires pour neutraliser et/ou anéantir l'action des éléments subversifs dans la province de Tucumán ». Pour cela, précise l'article 2, « le ministre de l'Intérieur mettra à la disposition et sous contrôle opérationnel du commandement général de l'armée les effectifs et moyens de la police fédérale qui lui seront sollicités par le ministère de la Défense ». Le décret prévoit aussi un volet « action psychologique » confié à... López Rega, chargé de mener les « opérations d'action civique nécessaires pour la population affectée par les opérations militaires ».

De son côté, le général Jorge Rafael Videla, chef d'état-major de l'armée de terre, ordonne aux services de propagande militaire de mener une campagne d'« action psychologique » pour « faire savoir au pays que l'intervention de l'armée répond à une décision du pouvoir exécutif pour provoquer dans la population une réponse favorable[31] ».

Comme me le confirmera le général Reynaldo Bignone, qui est alors chef de la direction des opérations de l'état-major de l'armée, le montage réglementaire et militaire de ce qu'on appellera l'« opération Indépendance » est une application fidèle de la « doctrine française ». À sa tête est d'ailleurs nommé l'un de ses émules les plus fidèles, le général Adel Edgardo Vilas, qui aime à se surnommer le « général de la mort ». Dans un livre manuscrit, dont les autorités militaires ont interdit la publication, l'officier raconte par le menu l'opération qu'il mena à Tucumán de février à décembre 1975[32]. Grâce à Horacio Verbitsky, qui a réussi à s'en procurer une copie, j'ai pu lire la prose de celui qui torturera et assassinera quelque deux mille personnes en moins d'un an : « Je reconnais et dis avec fierté que depuis des années je m'intéressais aux études éditées en France – et traduites en Argentine ou en Espagne –,

a Voir à ce sujet l'enquête minutieuse du colonel Prudencio García, *El Drama de la autonomía militar*, *op. cit.*, pp. 51-65. De même, d'après ses calculs, le nombre des victimes de l'extrême gauche, de 1970 à 1980, s'est élevé à six cents personnes, dont cinq cents policiers et militaires. De son côté, pour justifier son intervention, la junte parlera de « 15 000 combattants » dans le *Documento final* de 1982 élaboré par le général Reynaldo Bignone, le dernier dictateur.

provenant d'officiers de l'OAS et de l'armée française qui avait combattu en Indochine et en Algérie », commence-t-il d'entrée de jeu. Puis, il précise que pendant toute la « campagne », il a comme livre de chevet un ouvrage écrit par « un spécialiste de la glorieuse armée française en Algérie : *Guerre, Subversion et Révolution* ». Le « spécialiste » n'est autre que le colonel Roger Trinquier, qui perfectionna sa réflexion sur la « guerre moderne » dans un deuxième opus, réédité en Argentine au tout début de l'année 1975 [33].

Le banc d'essai de la guerre sale

De fait, le « général de la mort » applique au pied de la lettre les techniques antisubversives de son maître français : alors que les hommes de l'ERP qu'il est censé anéantir sont disséminés dans les montagnes, il installe ses 1 500 hommes à San Miguel de Tucumán, la capitale de la province, et choisit donc d'emblée de mener une « guerre » de répression urbaine : « Quand nous avons commencé à étudier les causes et les effets de la subversion, explique-t-il, nous sommes parvenus à deux conclusions inéluctables : la première, c'est que la guerre à laquelle nous nous affrontions était une guerre éminemment culturelle ; deuxièmement, il y a une parfaite continuité entre l'idéologie marxiste et la pratique subversive, dans sa facette militaire, mais aussi religieuse, institutionnelle, éducative ou économique. C'est pourquoi il fallait blesser à mort la subversion, au plus profond, c'est-à-dire dans son essence et sa structure, à savoir dans son fondement idéologique. [...] Si nous avions permis la prolifération d'éléments dissolvants – psychanalystes, psychiatres, freudiens, etc. – qui soulèvent les consciences et remettent en question les racines de la nation et de la famille, nous aurions été vaincus. »

En conséquence de quoi le « problème fondamental était la destruction physique de ceux qui utilisaient les salles de cours pour dissimuler des actions subversives. [...] Tout professeur ou élève qui était enrôlé dans la cause marxiste fut considéré comme subversif. [...] Mon intention était de supplanter, au besoin en utilisant des moyens interdits, l'autorité de la province de Tucumán, pour essayer de venir à bout, en conjuguant les efforts civils et militaires, de l'embryon guérillero marxiste qui menaçait de s'étendre à d'autres provinces. Je me rendis rapidement compte que si je m'attachais au règlement en me maintenant sur le même plan que le gouverneur, l'Opération se conclurait par un désastre. [...] Si je me limitais à donner des ordres, à entraîner et commander mes troupes, sans m'occuper de domaines qui *a priori* n'étaient pas de mon ressort – comme la sphère syndicale, universitaire, sociale, ou celle des entreprises –, l'ennemi continuerait à jouir de ses sanctuaires. Passant outre les ordres, [...] j'ai compris qu'on ne pouvait combattre la subversion avec un code de procédure criminelle et j'ai décidé de me passer de la justice, non sans avoir déclaré la guerre à mort aux avocats et juges complices de la subversion ». Et de donner un exemple concret : « Si l'arrestation d'un suspect s'effectuait avec des hommes en uniforme, il n'y avait pas d'autre solution que de le remettre à la justice qui allait le libérer en quelques heures ; en revanche, si l'opération se déroulait avec des officiers en civil et avec des voitures banalisées, comme je l'ai ordonné, tout changeait. »

Le décor est planté. Reste à « changer la mentalité des cadres, en les préparant à une guerre où seront employées des méthodes non conventionnelles de lutte. Il a fallu oublier pendant dix mois les enseignements du Collège militaire et les lois de la guerre conventionnelle, où les formalismes (l'honneur et l'éthique) représentent la partie essentielle de la vie militaire, pour se concentrer sur ce nouveau type de lutte. [...] Si, par respect des normes classiques, nous nous étions abstenus d'employer des méthodes non conventionnelles, il eût été impossible d'accomplir notre mission de renseignement, car c'était une guerre du renseignement. [...] En fait, notre travail ressemblait à une chaîne qui ne pouvait souffrir aucune forme d'entraves bureaucratiques. C'est pourquoi j'ai ordonné que dans la ville de Tucumán les groupes chargés de missions spéciales travaillent sans interruption, vingt-quatre heures sur vingt-quatre ».

Les hommes de Vilas opèrent ainsi en commandos conjoints armée/police, qui ratissent systématiquement la ville. Les « suspects » sont emmenés dans un « centre d'interrogatoire » aménagé dans une école en construction, d'où son surnom de l'*Escuelita*. L'usage de la torture, et principalement de la gégène, dans sa version algérienne la plus classique [a], y est systématique, ainsi qu'en témoigneront plusieurs survivants devant la CONADEP, la Commission nationale sur les disparus créée en 1983 par le président Raúl Alfonsín [34].

De son côté, le « général de la mort » ne nie pas les faits, même s'il emploie tous les euphémismes habituels : « Entre le 10 février et le 18 décembre 1975, sont passées par le centre de détention 1 507 personnes accusées d'avoir une relation étroite avec l'ennemi. En ce qui concerne les interrogatoires, [...] il est absolument faux que les hommes chargés de recueillir les dépositions, en utilisant souvent des méthodes non conventionnelles, aient fini traumatisés ou avec une psychose de guerre. [...] De plus, il convient de démonter l'un des principaux mythes de l'ennemi, qui est sa prétendue capacité de résistance pour supporter le châtiment physique ou psychologique. Tôt ou tard, sa capacité de résistance s'épuise et il finit par "être cramé", comme nous disons dans le jargon opérationnel. »

a Un témoin rapporte : « La gégène, c'était un téléphone de campagne à piles, dont on tournait une manivelle pour qu'elle produise de l'électricité. Selon la vitesse avec laquelle on tournait la manivelle, le voltage produit était plus ou moins élevé. »

Parmi les victimes de l'« opération Indépendance », il y a notamment Maurice Jaeger, un critique littéraire et libraire d'origine française, disparu en juillet 1975, sur lequel le juge parisien Roger Le Loire a ouvert une instruction : « Il est sûr que mon père a transité par l'*Escuelita* avant d'être assassiné, m'explique son fils Pablo, que je joins par téléphone à Tucumán [35]. Ce fut le premier centre de détention clandestin d'Argentine. Après le coup d'État, dix autres centres similaires seront ouverts dans la province, le plus sinistre étant un motel en construction qu'un Français avait mis à la disposition des forces armées [36].

– Qui était ce Français ?

– Il s'appelle Paul Delaporte. Il possède plusieurs hôtels dans la capitale de Tucumán et il est le frère de Georges Delaporte, qui à l'époque était consul honoraire. Je suis président de l'assemblée régionale des droits de l'homme et j'ai beaucoup travaillé sur les victimes de la répression... Il n'est pas exclu que les services consulaires aient remis à la police fédérale la liste des Français "suspects" résidant dans la région...

– Qui sont ces deux Delaporte ?

– Ils sont arrivés ici après la Seconde Guerre mondiale. Tout ce que je sais, c'est qu'ils ont été recrutés pour le Service du travail obligatoire en Allemagne. »

Intriguée, je parviens à joindre par téléphone l'ancien consul Georges Delaporte. Mais, la conversation tourne court : « De quelle guerre sale me parlez-vous ? », me dit un vieux monsieur passablement énervé qui me raccroche au nez...

En attendant, une chose est sûre : la « guerre » menée à Tucumán a servi de banc d'essai à l'armée pour tester en grandeur nature les techniques de la guerre sale qui seront bientôt systématisées dans toute l'Argentine. Forte de son « succès », celle-ci obtient la publication d'un deuxième décret, le 6 octobre 1975, qui permet d'étendre les opérations à l'ensemble du territoire argentin [a]. Résultat : fin décembre, les guérillas de l'ERP et des Montoneros sont anéanties [b]. Certes, Mario Roberto Santucho a provisoirement échappé aux mailles du filet [c], mais était-ce vraiment lui la cible ? La réponse

a Il s'agit du décret 2772, signé par Italo Argentino Lúder, le vice-président, qui remplace Isabel Martínez, alors malade. Il autorise les forces armées à « exécuter les opérations militaires et de sécurité nécessaires afin d'anéantir l'action des éléments subversifs dans tout le territoire du pays ».

b La dernière opération des Montoneros a lieu le 5 octobre 1975, lorsqu'ils attaquent une garnison à Formosa, près de la frontière paraguayenne. Quant à l'ERP, sa dernière opération militaire se solde par soixante morts, lors de l'attaque d'un bataillon à Monte Chingolo, dans la province de Buenos Aires, le 23 décembre 1975.

c Santucho sera arrêté dans un appartement de Buenos Aires, le 16 juillet 1976. Grièvement blessé, il meurt à l'hôpital militaire de Campo de Mayo, où est installé l'un des principaux centres de torture de la dictature. Le général Antonio Bussi fait momifier son cadavre pour l'exposer dans un musée de la subversion...

est donnée par le général Videla, commandant de l'armée de terre, qui, dans une interview au journal *Clarín* publiée le 31 janvier 1976, constate « la faiblesse et l'impuissance militaires des organisations terroristes », qui sont « incapables de capter la volonté populaire ». Le même Videla qui, trois mois plus tard, au nom de la « lute contre la subversion », fera plonger l'Argentine dans l'enfer...

La DINA collabore avec la Triple A

Au moment où les forces armées argentines s'entraînent à la guerre sale, de l'autre côté des Andes le général Contreras décide de jeter son dévolu sur son grand voisin oriental. « Le travail en Argentine a constitué dès le début un défi spécial pour l'Intelligence chilienne, constate ainsi le rapport Rettig de la Commission vérité et réconciliation, non seulement parce qu'elle possède une longue frontière commune avec le Chili, avec de nombreux passages dans la cordillère, mais aussi parce qu'elle réunissait la plus grande quantité d'exilés chiliens dans un pays étranger [37]. » De fait, de 1971 à 1976, on estime que quelque 500 000 Chiliens, Uruguayens ou Boliviens se sont réfugiés en Argentine, fuyant la répression dans leur pays. Dès 1974, le patron de la DINA s'adresse au SIDE, les services secrets argentins, pour établir une collaboration, ainsi que le confirme un document déclassifié du département d'État américain : « Perón a autorisé la police fédérale argentine et les services secrets à coopérer avec les services de renseignements chiliens pour l'arrestation d'extrémistes chiliens exilés en Argentine. [...] Cette coopération inclut apparemment l'autorisation que des fonctionnaires étrangers opèrent en Argentine contre leurs compatriotes exilés qui utilisent ce pays comme base d'opérations insurrectionnelles. Elle prévoit aussi l'arrestation de ces exilés et leur transfert vers leur pays d'origine sans recourir aux procédures légales [38]. »

Après la mort du général Perón, cette politique de collaboration est poursuivie par le gouvernement fantoche d'Isabel Martínez, qui rencontre, le 18 avril 1975, le général Pinochet : « La lutte contre la guérilla a constitué, à n'en pas douter, le principal objet de cette rencontre, rapporte ainsi un courrier adressé par Jean-Claude Winckler, l'ambassadeur de France en Argentine, au ministre des Affaires étrangères Jean Sauvagnargues. Tout laisse à penser qu'une sorte de "Sainte Alliance" contre la subversion a été conclue. L'ennemi n'est-il pas le même de part et d'autre des Andes : l'"anti-patrie soutenue par l'étranger" ? Ainsi un système de collaboration des polices identique à celui qui fonctionne avec l'Uruguay pourrait-il être mis sur pied avec le Chili. En plus de l'échange d'informations et de l'expulsion vers leur pays d'origine des nationaux soupçonnés d'appartenir à des organisations révolutionnaires, il comporterait l'installation d'antennes de la police chilienne en territoire argentin et

réciproquement. Ceci n'officialise-t-il pas un état de fait que l'assassinat de l'amiral Prats (ma dépêche n° 228 du 29 octobre 1974), il y a plusieurs mois, avait éclairé d'une singulière façon ? [...] Devant la montée du danger révolutionnaire, c'est une orientation qui pourrait être largement acceptée [39]. »

Autant dire que le diplomate français a l'air de compatir au point de vue des généraux argentins et chiliens, au moment où ceux-ci, qui à Tucumán, qui sur l'ensemble du territoire national, mènent leur guerre sale... En revanche, l'« amiral Prats » qu'il cite à la fin de sa dépêche était en fait général. Il était même le prédécesseur du général Pinochet à la tête de l'armée de terre. Profondément constitutionnaliste, Carlos Prats s'était réfugié en Argentine, quatre jours après le coup d'État. De son exil, il écrira une lettre au nouveau maître du pays : « L'avenir dira qui s'est trompé. Si ce que vous avez fait apporte le bien-être général au pays et le peuple sent que s'impose une véritable justice sociale, je me réjouirai de m'être trompé, en cherchant passionnément une solution politique qui évite le putsch [40]. »

Ce qu'ignore alors Prats, c'est que le dictateur a déjà scellé son sort. Celui-ci échoit entre les mains du général Contreras, qui vient de créer un département des « opérations extérieures » au sein de la DINA, avec l'objectif d'éliminer les opposants exilés représentant un « danger pour la sécurité nationale ». Carlos Prats est le premier de la liste. L'assassinat est confié à deux valets de Contreras, dont les noms feront bientôt le tour des tribunaux internationaux : le premier, Enrique Arancibia Clavel, a été chargé d'ouvrir un « bureau » de la DINA à Buenos Aires. Ancien membre du groupe fasciste Patria y Libertad, « Luis Felipe Alemparte » – son nom de guerre – avait participé, on l'a vu, à l'attentat qui coûta la vie, en 1970, au général René Schneider. Le second s'appelle Michael Townley, *alias* « Kenneth Enyart » ou « Andres Wilson ». Il est le fils de Vernon Townley, l'ancien directeur de la succursale de Ford au Chili, qui fut aussi le chef de la station de la CIA à Santiago... Après s'être spécialisé dans la technique des explosifs en Californie, Townley a rejoint le groupe Patria y Libertad pendant le gouvernement d'Allende.

À Buenos Aires, les deux hommes de main de Contreras contactent Juan Martín Ciga Correa, le chef du groupe Milicia, une filiale de la Triple A. C'est ainsi que le 30 septembre 1974, peu après minuit, une bombe éclate sous la Fiat du général Prats, qui est tué sur le coup avec son épouse Sofia Cuthebert [41]. D'après l'enquête menée en 1995 par la juge argentine María Servini de Cubría, c'est Michael Townley qui installa l'explosif sous la voiture, et sa femme, Mariana Callejas, qui déclencha le dispositif à distance [a].

---

a En octobre 2000, Arancibia Clavel a été condamné à la réclusion à perpétuité par un tribunal de Buenos Aires. Lors du procès, il était le seul accusé présent, la Cour suprême du Chili ayant refusé l'extradition des généraux Pinochet et Contreras. Quant à Michael Townley, il bénéficie du statut de « témoin protégé » aux États-Unis...

L'« opération Colombo »

« Le MIR extermine ses propres camarades » : tel est le titre de la dépêche adressée, le 23 juillet 1975, par l'ambassade américaine du Chili au secrétariat de la Défense, à Washington. Le document déclassifié cite un article, paru dans le journal *La Patria* le jour même, indiquant que, d'après l'hebdomadaire argentin *Lea*, soixante militants du MIR réfugiés en Argentine auraient été victimes d'une purge interne. Quelques jours plus tard, c'est au tour du journal brésilien *O'Dia* de publier une liste de cinquante-neuf « militants du MIR morts lors d'affrontements avec des forces antiguérilla dans la province argentine de Salta ». En fait, il s'agit de la plus importante opération d'intoxication – de « guerre psychologique » disent les militaires – jamais imaginée par le général Pinochet et son bras droit, Contreras.

Son objectif est de désamorcer la campagne menée par les organisations internationales des droits de l'homme contre la dictature chilienne, au moment où est annoncée l'arrivée à Santiago d'une commission d'enquête de l'ONU. Et, pour cela, le patron de la DINA ne recule devant rien : grâce aux contacts établis à Buenos Aires par son agent Arancibia Clavel, la police argentine « découvre » deux cadavres calcinés, avec une pancarte autour du cou : « Exécutés par le MIR ». Les cartes d'identité indiquent qu'il s'agit de Luis Alberto Wendelman et de Jaime Eugenio Robostan, deux Chiliens qui font partie d'une liste de cent soixante-trois disparus remis par un comité des droits de l'homme au ministère de la Justice chilien en mai 1975. Il en est de même pour les cent dix-sept autres noms publiés par les journaux complices de la manipulation. Mais, pas de chance pour Arancibia Clavel qui a fabriqué les fausses cartes d'identité : exécutant fidèle, il a reproduit une faute de frappe que l'on retrouve sur la liste du comité chilien, où le nom de Robothan est devenu Robostan [42]...

L'affaire est tellement cousue de fil blanc que, dès la fin juillet, l'ambassadeur américain David Popper adresse une nouvelle note, cette fois-ci au département d'État, dans laquelle il dénonce la manipulation de ce que Contreras avait appelé l'« opération Colombo », en précisant qu'après vérification l'hebdomadaire *Lea* n'avait « existé qu'une seule fois » et que l'adresse présumée du siège de la revue « n'existait pas non plus » [43]...

Curieusement, les services secrets français n'ont pas fait preuve de la même vigilance... Le 18 février 1977, soit un an et demi plus tard, la Direction de la sécurité du territoire (DST) adresse une lettre classée « confidentiel défense » au SDECE, intitulée « Activités subversives latino-américaines ». « Nous vous saurions gré de nous communiquer tous renseignements que vous pourriez détenir sur le nommé : Chanfreau Alphonse René, né le 12 décembre 1950 à Santiago du Chili, étudiant en philosophie », écrit le « chef de service ». « L'intéressé aurait appartenu au Mouvement de la gauche

révolutionnaire (MIR) et aurait pris part à des actions armées contre des policiers et des militaires chiliens. » Or, René Chanfreau est l'un des cent dix-neuf noms de l'« opération Colombo ». Franco-chilien, il avait été arrêté à son domicile de Santiago par la DINA, le 30 juillet 1974. Conduit à la Villa Grimaldi, où il a été dûment identifié par des survivants, il avait été sauvagement torturé, avant de disparaître...

Voici la réponse du SDECE, également classée « confidentiel défense » : « L'intéressé pourrait s'identifier à Chanfreau Alfonso qui figurait sur une liste de Chiliens tués en Argentine soit par les forces gouvernementales soit lors d'affrontements internes entre terroristes ou subversifs. Cette liste fut publiée en juillet 1975 dans une revue de Buenos Aires. Chanfreau Alfonso serait sorti clandestinement du Chili pour rejoindre la section argentine du mouvement terroriste international. Si ce fait est avéré, il n'aurait jamais été arrêté au Chili, contrairement aux allégations de sa femme qui participa à une grève de la faim collective en septembre 1973 pour exiger l'intervention du gouvernement français en faveur des prisonniers politiques. Elle a même été reçue trois fois par l'épouse du président de la République française à ce sujet. Elle aurait été arrêtée, détenue quelques mois puis expulsée le 6 novembre 1974 du Chili. »

Autant dire que le SDECE prend (quasiment) pour argent comptant la version de la DINA... Pourtant, dans sa note de juillet 1975, l'ambassadeur Popper évoquait spécifiquement le cas de René Chanfreau, en précisant que, lors d'une conférence de presse tenue à Paris le 24 juin, une survivante de la Villa Grimaldi avait déclaré avoir été « confrontée à Chanfreau » par des agents de la police secrète [a]...

a Il s'agit très certainement de la psychiatre Patricia Barcello, qui date sa « confrontation » avec Chanfreau du 3 août 1974.

20

La bataille d'Argentine

Tout sourire, l'homme a ouvert la porte de son domicile et, du haut de son mètre quatre-vingt-dix, il s'est penché vers moi pour m'embrasser. À grand-peine, j'ai réprimé un geste de recul et, bafouillant, je l'ai remercié de me recevoir. « Mon avocat ne voulait pas que je vous rencontre, me dit-il, mais notre conversation téléphonique m'a convaincu de votre bonne foi... »

Ainsi, le général Reynaldo Benito Bignone, le dernier dictateur argentin, qui prit la tête de la junte militaire en 1982, a réellement cru que j'étais une historienne d'extrême droite. Étonnant de la part d'un spécialiste du renseignement, qui avoue de surcroît passer beaucoup de temps sur Internet depuis qu'il est « en prison »... De fait, condamné en 1984 pour avoir participé à la disparition de plusieurs personnes, le général Bignone avait finalement bénéficié de la loi d'amnistie de 1987. Mais, en 1999, l'histoire le rattrape. Le 21 janvier, le « jour de ses soixante et onze ans », il est placé en détention provisoire : un juge fédéral l'accuse d'avoir dirigé la « soustraction, rétention et la substitution d'état civil » de deux cents mineurs arrachés à leurs mères martyrisées.

C'est ce qu'on appelle, en Argentine, le « vol des bébés », le seul délit qui ne soit pas couvert par la loi d'amnistie ou par la grâce présidentielle, accordée généreusement par le président Carlos Menem en 1989. Mais Bignone a plus de chances que les victimes de la dictature : magnanime, la justice autorise les prévenus de plus de soixante-dix ans à attendre leur jugement à... domicile. Voilà comment le général se retrouve aux arrêts domiciliaires, tout comme d'ailleurs le général Videla, poursuivi sous le même chef d'inculpation.

« Une copie de la bataille d'Alger »

L'ancien dictateur me reçoit donc, le 18 mai 2003, dans son appartement situé dans un quartier militaire de Buenos Aires. D'emblée, j'utilise mon sésame : lui donner des nouvelles du colonel Robert Servent, qui dirigea la mission militaire française du 15 avril 1974 au 2 octobre 1976. Installé dans son bureau au douzième étage du siège de l'armée de terre à Buenos Aires, l'ancien officier du 5e bureau d'Alger était aux premières loges pour « étudier » les phases successives de la guerre sale argentine : d'abord, les agissements de la Triple A avec la complicité de l'armée, puis l'opération Indépendance, qu'organisa notamment son ami Bignone en tant que chef de la direction des opérations de l'état-major, puis la dictature à partir de mars 1976. En fait, comme on le verra, ma conversation avec Servent fut des plus brèves, mais qu'importe...

« Nous étions vraiment très amis, me confirme Reynaldo Bignone. Nous nous sommes rencontrés à l'École d'état-major d'Espagne, où nous avons suivi le même cours de 1962 à 1964. C'était un antigaulliste frénétique ! Si vous lui parliez du général De Gaulle, il se mettait en colère ! Il lui reprochait, bien sûr, d'avoir abandonné l'Algérie. Cela dit, je comprends De Gaulle : vu l'évolution du monde, il n'avait pas d'autre solution. Pour nous, c'était différent : nous n'allions pas donner deux provinces aux subversifs pour qu'ils restent tranquilles...

– À cette époque, les Espagnols s'intéressaient à la guerre antisubversive ?

– L'intérêt commençait à naître. En ce qui me concerne, je connaissais déjà le sujet, car, à Buenos Aires, j'avais été l'élève de Robert Bentresque [voir *supra*, chapitre 14], qui était un spécialiste de la question. C'est comme ça que, lors de la deuxième année à l'école de Madrid, j'ai proposé de faire un exercice théorique de guerre antisubversive. Nous avons inventé une colonie française fictive en Afrique. L'objectif était d'imaginer tous les aspects de la lutte contre un mouvement d'indépendance marxiste-léniniste. Robert Servent nous a expliqué son expérience en Indochine, puis en Algérie.

– Quelle était la réputation des Français ?

– Depuis Napoléon, elle était excellente. À tel point qu'en Argentine celui qui sortait major de sa promotion de l'École de guerre allait à Paris, c'était vraiment un privilège ! Le numéro deux allait en Espagne et le numéro trois en Allemagne. C'est comme ça que je me suis retrouvé en Espagne ! J'aurais préféré aller en France, qui était vraiment le berceau de la théorie de la guerre révolutionnaire...

– Dans le domaine de la guerre antisubversive, l'influence des Français a été supérieure à celle des Américains ?

– Sans aucun doute ! Au début des années 1960, où nous avons tout appris, les Américains n'avaient pas de doctrine de ce type, et surtout pas d'expérience. Après, ils ont eu l'École des Amériques, mais entre-temps nous avions déjà rédigé nos propres règlements militaires pour lutter contre la subversion. C'étaient les directives RC-8-2 "Opérations contre des forces irrégulières", tomes 1, 2 et 3, rédigées vers 1969, grâce aux enseignements des assesseurs français qui nous avaient fourni des documents de la guerre d'Algérie.

– L'influence des Français s'est poursuivie pendant les années 1970 ?

– Bien sûr ! Quelqu'un comme Servent a joué un rôle important dans la préparation de l'Operación Independencia. Les décrets signés par Isabel Martínez de Perón s'inspirent directement de l'expérience des Français en Algérie. Je dirais même que le processus de réorganisation nationale lancé par le gouvernement militaire, en mars 1976, est une copie de la bataille d'Alger. La seule différence, c'est que vous êtes intervenus dans une colonie, tandis que nous, nous l'avons fait dans notre propre pays. Sinon, nous avons tout repris des Français : le quadrillage du territoire, l'importance du renseignement dans ce genre de guerre, les méthodes d'interrogatoire... Il ne faut pas croire, nous avons combattu avec la doctrine et le règlement dans la main...

– Quel fut le rôle de Robert Servent pendant ce que vous appelez le "processus de réorganisation nationale" ?

– D'abord, il partageait nos bureaux ! Il donnait des conférences à l'École de guerre, sinon on l'appelait dès qu'on avait besoin de lui. Il voyageait beaucoup et on le faisait travailler, on ne le payait pas à ne rien faire !

– Il vous parlait de la torture ?

– Bien sûr, il nous parlait de tout... Depuis, j'ai lu ce qu'a écrit le général Paul Aussaresses sur ce sujet. Je suis d'accord avec lui : arrêtons d'être hypocrites ! Toutes les polices du monde utilisent la torture, en Israël elle est même reconnue par les textes. Je pense qu'il faut respecter la police, et même en avoir peur. Le délinquant doit savoir qu'en entrant dans un commissariat, il risque au minimum un coup de pied. Aujourd'hui, en Argentine, c'est le contraire qui se passe : c'est la police qui a peur du délinquant... Ici, l'usage de la fameuse *picana* (gégène) remonte à l'époque de Perón. Ce que nous ont appris les Français, c'est son utilisation dans le cadre du renseignement, qui est la pierre angulaire de la lutte antisubversive. La meilleure manière d'éviter les attentats, c'est de tuer le terroriste avant qu'il pose la bombe !

– Général, franchement, l'utilisation de la torture ne vous a jamais posé de problèmes moraux ?

– À ce sujet, je vais vous raconter une anecdote : en mars 1977, j'étais secrétaire général de l'armée, et j'ai déjeuné avec trois évêques pour parler de ces questions. Je leur ai dit, prenons un exemple : en tant que représentant de l'État argentin, j'ai entre mes mains M. Juan Pérez, un subversif, qui sait où se trouve une demoiselle que la subversion vient d'enlever. Jusqu'où va mon pouvoir pour que ce monsieur me dise où est la demoiselle que j'ai le devoir de

sauver ? C'est une question très difficile, m'ont dit à l'unisson les trois évêques. Le plus vieux, qui aujourd'hui est mort, m'a répondu : "Je vais tenter une réponse. Je crois que votre pouvoir s'arrête au moment où cet homme perd ses esprits..." »

Et le général de s'agiter, en battant l'air de ses bras : « Aujourd'hui, tout le monde proteste contre Videla, Pinochet, mais une chose est sûre : nous avons vaincu la subversion. Nous avons gagné la bataille militaire, mais perdu la bataille politique, comme les Français en Algérie ! Notre grande erreur, c'est d'avoir accepté la notion de "guerre sale", car aucune guerre n'est propre : dans toutes les guerres, il y a des innocents qui meurent. Et je suis persuadé que le processus de réorganisation nationale a fait beaucoup moins de morts qu'une guerre classique... »

Le « processus de réorganisation nationale »

C'est... à la télévision, le 24 mars 1976, que les Argentins découvrent qu'un coup d'État vient de renverser le gouvernement d'Isabel Mártinez. Les informations annoncent la constitution d'une junte militaire présidée par le général Jorge Rafael Videla, commandant de l'armée de terre, l'amiral Eduardo Massera, chef de la marine, et le brigadier Orlando Agosti, pour l'aviation. Certes, les chars AMX13, construits sous licence française, ont été déployés à Buenos Aires et les chasseurs Mirage III de Dassault, largement utilisés pendant l'opération Indépendance, survolent les points névralgiques de la capitale ; mais, contrairement au Chili de Pinochet, il n'y a aucune effusion de sang, ni déplacement de troupes ou défilés militaires. C'est presque en catimini que s'installe ce que les généraux appellent le « gouvernement *de facto* ».

Rien d'étonnant à cela : comme le soulignera dans son rapport de 1977 la Commission des droits de l'homme argentine, créée en exil, « le coup d'État du 24 mars ne fut ni spontané ni improvisé ; au contraire, sa gestation fut patiente et lente. Les militaires ont pris le pouvoir à un moment fixé de longue date et sur la base d'un plan politique et économique préalablement élaboré. Ils se sont appuyés sur des équipes parfaitement préparées, avec des organigrammes minutieusement établis et des alliances internes et externes préalablement concertées. Rien n'a été laissé au hasard, pas même le plus petit détail. [...] Il a suffi de quelques heures pour que les forces armées prennent le contrôle direct de l'appareil d'État et commencent leurs opérations [1]. » Le général Videla ne dit pas autre chose quand, en août 1998, il expliquera : « La décision d'attaquer la subversion de la manière dont nous l'avons fait n'a pas surgi d'un jour à l'autre. [...] L'incorporation de la doctrine opérationnelle était déjà ancienne, de même que l'hypothèse d'une subversion interne. Cela remonte à 1962, avec l'expérience en Algérie. Le fait de quadriller le pays en cinq zones, et chacune d'entre elles en sous-zones, existait depuis longtemps. Quand arrive 1976, la seule chose qui reste à faire, c'est de dépoussiérer le tapis [2]... »

Pour faire le « ménage », la junte promulgue, dès le 24 mars, l'« Acte pour le processus de réorganisation nationale », dont l'« objectif fondamental » est de garantir la « sécurité nationale en éradiquant la subversion et les causes qui favorisent son existence ». On y parle aussi de « restaurer les valeurs essentielles, qui font le fondement de l'État, [...] reconstruire le contenu et l'image de la nation et promouvoir le développement harmonieux de la vie nationale [...], dans le but d'assurer, postérieurement, l'instauration d'une démocratie républicaine, représentative et fédérale [3] ». L'acte s'accompagne de la promulgation immédiate de six lois qui suspendent l'« activité des partis politiques dans le but d'assurer la paix intérieure et l'unité nationale », ainsi que toute activité syndicale ou estudiantine.

Le jour même, les bureaux de la Confédération générale des travailleurs, qui regroupent soixante syndicats, sont occupés militairement, tandis qu'est suspendu le droit de grève « dans tout le territoire national », tout comme sont interdits les « arrêts de travail ou toute mesure qui peut affecter la production », car « la situation économique dramatique que traverse le pays [...] exige la suspension de ces droits qui peuvent affecter les indispensables conditions de paix, de sécurité et d'ordre intérieur qu'exige le processus de réorganisation nationale ».

Confirmant la subordination des forces de police à l'autorité militaire, en vigueur depuis les décrets d'Isabel Martínez, la loi 5 crée de nouveaux délits, comme « l'incitation à la violence publique ou l'altération de l'ordre public », jugée par des tribunaux militaires et pouvant être punie d'un « emprisonnement d'une durée indéterminée ». Le 29 mars, deux nouvelles lois entraînent la destitution de tous les fonctionnaires de l'administration publique, et interdisent dans les universités, occupées par les militaires dès le 24 mars, « toute activité d'endoctrinement, propagande, prosélytisme ou agitation de caractère politique, syndical, ou estudiantin ». Enfin, le 25 juin, la loi 21338 introduit la peine de mort – pourtant abolie en Argentine – pour des raisons politiques, et sur simple décision du pouvoir exécutif.

« L'imposition de la peine de mort répond à la nécessité des forces armées de donner une base normative à leur action quotidienne », commente le rapport de la Commission des droits de l'homme, car, « dans leur conception de la guerre intérieure, la mort et la destruction physique de l'"ennemi" sont indispensables. [...] La peine de mort légalise la mort elle-même et autorise l'exécution de l'ennemi [4] ». De son côté, l'avocat Eduardo Duhalde notera : « S'il est vrai que la majeure partie de la répression et des violations des droits de l'homme se sont déroulées par des processus clandestins, il n'en reste pas moins que dès le premier jour du coup d'État s'est créée une légalité *de facto*

qui a servi à justifier l'élimination et la violation de droits auparavant reconnus. Le *proceso* a émis plus de 1 500 lois, bien plus que tous les gouvernements antérieurs de l'histoire argentine [5]. »

Une véritable « subversion institutionnelle [6] », visant à donner un vernis de légalité à la répression militaire, ainsi que l'a reconnu sans aucun état d'âme le colonel Tomás Sánchez de Bustamante, qui fut, comme on l'a vu (voir *supra*, chapitre 14), l'un des meilleurs élèves des Français : « Il y a des normes et des règles juridiques qu'on ne peut pas appliquer dans ce type de lutte, par exemple le droit d'habeas corpus : le secret qui doit entourer les opérations spéciales fait qu'on ne doit pas divulguer qui on a capturé ou qui on va capturer ; il doit exister un nuage de silence qui entoure tout [7]. »

« Nous tuerons tous les indifférents et les indécis »

« D'abord, nous tuerons tous les subversifs, ensuite leurs collaborateurs et sympathisants, puis les indifférents, et finalement, tous les indécis [8] » : prononcée en mai 1977 par le général Ibérico Saint-Jean, alors chef du 3e corps d'armée, cette phrase a fait le tour de la presse internationale, pour devenir le symbole de la guerre sale argentine. De même, quelques mois avant le coup d'État, en octobre 1975, le général Videla, qui participait à la 8e conférence des armées américaines à Montevideo (Uruguay), avait annoncé la couleur : « S'il le faut, en Argentine devront mourir toutes les personnes nécessaires pour que revienne la paix [9]. »

Dès le 24 mars, la junte émet un « ordre de bataille » secret (n° 405/76), dont l'existence sera connue des années plus tard, qui vise la « destruction des organisations subversives à travers l'élimination physique de leurs membres ». Pour mener la « guerre », la junte s'appuie sur le quadrillage du pays, divisé en quatre zones principales, chacune d'entre elles revenant à un corps de l'armée de terre : Buenos Aires, Rosario, Córdoba, et Bahía Blanca. S'y ajoute une cinquième zone attribuée aux Instituts militaires, qui contrôlent une partie de la capitale depuis la base de Campo de Mayo, où très vite s'installe l'un des centres de torture les plus sinistres de la dictature. C'est le général Reynaldo Bignone qui, en décembre 1980, prend le commandement de la zone 5. Quant à la marine, sous la houlette de son ambitieux chef, l'amiral Massera, elle récupère un secteur très industrialisé dans le delta du Río Paraná, en plus des zones côtières et fluviales, incluant le port de Buenos Aires. L'aviation, elle, contrôle la zone des aéroports. Car, d'après les statuts de la junte militaire, le pouvoir est censé être partagé rigoureusement entre les trois armes, même si, dans les faits, l'armée de terre se taille la part du lion, ce qui entraîne une « guéguerre » permanente. Après la dissolution des assemblées régionales et des conseils municipaux, toute l'administration est confiée

à des militaires, les gouvernements provinciaux devenant de simples entités administratives qui dépendent du commandant militaire de la zone.

D'un point de vue opérationnel, la répression est confiée à des *grupos de tarea* (GT, « groupes de travail »), c'est-à-dire des commandos regroupant des militaires, mais aussi des policiers et des gendarmes. C'est ainsi que l'« ordre de bataille » signé par le général Roberto Viola, chef d'état-major de l'armée de terre, ordonne l'intégration des « groupes irréguliers », à savoir ceux de la Triple A, dans ces unités spéciales pour garantir la « centralisation de la conduite des activités de renseignement ». Ce qui fera dire aux opposants à la junte que désormais « les trois A sont les trois armes »... De fait, le « mode opératoire » des GT, dont chacun est responsable d'un secteur géographique - exemple : zone 1, sous-zone 15, secteur 152 –, est une copie fidèle de celui pratiqué par les tueurs de López Rega. À une différence près : les assassinats sont désormais couverts par des instructions de l'état-major.

C'est ainsi que le général Viola signe deux instructions secrètes, le 17 décembre 1976, qui ordonnent d'« appliquer la force de combat avec la violence maximale pour anéantir les délinquants subversifs où qu'ils soient. [...] Lorsque les forces armées entrent en opération, elles ne peuvent interrompre le combat ni accepter les redditions » (ordre « R-C-9-1 :4003i »). Plus concret, l'ordre « RE-10-51 :3002 :8 » recommande d'apporter « des capuches ou bandeaux pour le transport des prisonniers afin qu'ils ne puissent être reconnus et que personne ne sache où on les conduit [10]. »

« La décision de former ces commandos qui sont intervenus pour faire disparaître et éventuellement exterminer des milliers de personnes, a été adoptée au plus haut niveau de forces armées, avec l'objectif de décentraliser l'action antisubversive et de permettre que chacun de ces commandos dispose d'un pouvoir illimité pour éliminer les terroristes ou les suspects », dira froidement le général Santiago Omar Rivero dans un discours devant la Junte américaine de défense réunie à Washington : « Nous n'avons jamais eu recours, comme le disent nos accusateurs, à des organismes paramilitaires. Cette guerre a été conduite par des généraux, des amiraux et des brigadiers... La guerre a été conduite par la junte militaire de mon pays à travers ses états-majors [11]. »

Une reconnaissance en bonne et due forme d'un terrorisme d'État, ainsi que l'expliquera le rapport de la CONADEP, la commission nationale sur les disparus : « Les milliers de morts de la junte sont tous des homicides qualifiés, parce qu'aucune d'elles ne procéda d'une décision de justice ordinaire ou militaire. Le régime qui considéra comme indispensable de modifier notre tradition juridique, en instituant dans la législation la peine de mort, ne l'a jamais utilisée. Au lieu de cela, il organisa le crime collectif, une véritable extermination massive. [...] Ce ne fut pas un excès de l'action répressive, ce ne fut pas une erreur. Ce fut l'exécution froide d'une politique. » Et la

commission de souligner que les membres de la guérilla « se battaient et mouraient au combat, ou se suicidaient plutôt que de se rendre, et peu arrivaient vivants dans les mains des répresseurs. Ceux qui arrivaient vivants étaient ceux qui n'avaient rien à voir avec la violence ou le terrorisme : des dirigeants syndicaux qui se battaient pour une augmentation de salaire, des jeunes qui avaient été membres d'un cercle estudiantin, des journalistes qui n'étaient pas favorables à la junte, des psychologues et sociologues qui appartenaient à des professions suspectes, de jeunes pacifistes, des religieuses et des prêtres qui avaient porté les enseignements du Christ dans les quartiers misérables [12]... »

La mission militaire française : « muets comme des tombes »

Tandis que se déroule ce que la CONADEP appelle la « plus grande tragédie de notre histoire, et aussi la plus sauvage », le colonel Robert Servent, chef de la mission militaire française, vaque à ses occupations avec une placidité toute professionnelle : « Le premier trimestre de l'année a été marqué par les départs en vacances (janvier et février) et la prise de pouvoir par les forces armées », écrit-il ainsi, dans un « rapport trimestriel d'activité » envoyé au ministère de la Défense, le 8 avril 1976. « La mission a profité de cette période pour réviser, actualiser et réorganiser l'ensemble bibliothèque et documentation, base de ses travaux annuels. [...] Au cours du trimestre, les officiers de la mission ont eu des contacts de travail très fréquents avec l'ensemble des officiers de l'état-major de l'armée, et plus spécialement avec le général Bignone, directeur du collège militaire de la nation, le général Videla, chef de l'armée et actuel président de la nation, et le général Viola, chef d'état-major, toujours très aimable à l'adresse de cette mission militaire. »

Rien n'est dit sur l'objet de ces « contacts fréquents ». En revanche, après avoir noté l'« intérêt de nombreux officiers pour nos campagnes d'Indochine et d'Algérie », Servent cite deux exemples de conférences qu'il a données à l'École supérieure de guerre : « L'emploi des hélicoptères en maintien de l'ordre » et « L'instruction et le perfectionnement des officiers de renseignement ». De son côté, dans le même rapport, le colonel Jean-Claude Le Guen, attaché militaire auprès de l'ambassade de France, qui s'illustrera bientôt par ses déclarations fracassantes en faveur de la junte, souligne que « le colonel chef de mission [Servent] a été reçu avec beaucoup de chaleur à l'École de cavalerie, la direction de la gendarmerie, l'École du génie et l'ESG, où il eut à répondre à de nombreuses questions d'ordre tactique et logistique concernant la campagne d'Indochine et d'Algérie, posées par les élèves pendant trois heures ». Autant dire que Servent est intervenu dans quatre instituts clés de l'armée, sur un thème de prédilection, au moment où se prépare la dictature la plus sanglante de l'histoire argentine...

Dans le rapport du deuxième trimestre, alors que la guerre sale bat son plein, le chef de la mission française note : « Ce deuxième trimestre de l'année aura vu la participation intense de l'armée de terre au processus de réorganisation du gouvernement argentin après la prise du pouvoir du 24 mars 1976. Mais cette participation à la vie politique se fait au détriment de l'organisation militaire. Pour avoir dû passer ses cadres à la fonction civile, l'état-major général de l'armée ne fonctionne qu'à 50 % de ses effectifs théoriques : certains services ont été supprimés. L'École supérieure de guerre et l'École supérieure technique ont vu disparaître la majorité de leurs professeurs. [...] À signaler également les visites quotidiennes reçues à la mission de divers officiers argentins venant solliciter des renseignements sur différents problèmes concernant directement leur service. »

En 2003, le colonel Robert Servent a quatre-vingt-trois ans, et il passe sa retraite dans le sud de la France. Le juge Roger Le Loire, qui enquête sur la disparition de Français en Argentine, l'a cité à comparaître comme témoin. Selon une source proche de l'enquête, Servent relate sa carrière au magistrat : maréchal des logis en 1940, il entre dans la Résistance à Montpellier, avant de participer à la campagne d'Allemagne ; puis il est affecté, pendant trois ans, en Indochine. En juillet 1959, il rejoint l'état-major d'Alger, puis la section du 5ᵉ bureau chargée de l'interrogatoire des « ralliés » du FLN.

Curieusement, témoignant d'une mémoire sans faille, l'ancien ministre des Armées Pierre Messmer se souvient très bien du jeune officier : « Je ne crois pas qu'il ait été très engagé dans l'affaire du putsch des généraux, m'explique-t-il. Mais comme vraisemblablement ses sympathies allaient de ce côté-là, j'ai l'impression que c'est pour cette raison qu'on l'a envoyé à Madrid à l'École de guerre espagnole, puis en Argentine [13]... »

De fait, Servent passe trois ans en Espagne, d'octobre 1961 à août 1964, où il rencontre son ami Bignone, à l'époque lieutenant-colonel dans l'armée argentine. Il le retrouvera à Buenos Aires, où il finira sa carrière en octobre 1976.

« J'étais assesseur militaire, a-t-il commenté au juge. Notre travail principal consistait à faire des conférences d'une heure à deux heures sur des sujets proposés par l'état-major, les régiments ou les services argentins. [...] On m'a demandé par exemple de faire des conférences sur les "services d'intendance en temps de paix et en temps de guerre", l'"organisation d'un corps d'infirmières aéroportées" [...], ou sur des questions diverses concernant notre guerre d'Indochine. Ils n'ont rien demandé sur l'Algérie, car ce conflit était, je pense, trop récent...

– Qu'entendez-vous par "assesseur" ?

– C'est être assistant instructeur... À l'époque où j'y étais, le chef d'état-major était le général Videla, il avait comme adjoint le colonel Bignone et le colonel Harguindéguy. Bien que nous n'étions pas autorisés à aller partout dans les services, beaucoup d'officiers venaient nous voir, ne serait-ce que pour parler français avec nous... Je voudrais vous dire qu'à plusieurs reprises j'ai demandé l'autorisation à Videla de me rendre en vacances au Chili et au Brésil et cela m'a toujours été refusé. [...] Je pense que le refus de Videla était motivé par le fait qu'il ne souhaitait pas que d'autres pays tels que le Chili sachent qu'il y avait des Français qui faisaient des conférences, car il craignait que ces pays ne demandent à la France de faire la même chose chez eux, il y avait de la susceptibilité. [...]

– Savez-vous où étaient détenus les prisonniers politiques ?

– J'ai su à un moment par la rumeur publique que cela se passait dans un bâtiment de la marine, du reste les marins étaient les plus véhéments dans les activités contre-révolutionnaires...

– Je vous présente un extrait du rapport de la commission des droits de l'homme en Argentine, édité à Madrid en mars 1977, où il est indiqué : "Deux missions permanentes nord-américaine et française conseillent les forces armées argentines. [...] La mission française, dirigée par le colonel Servent, conseille les militaires argentins en matière d'intelligence, c'est-à-dire dans la recherche et l'exploitation rapide des informations. Au niveau pratique, les instruments de l'"intelligence" incluent la délation, la torture et l'infiltration [14]." Qu'en dites-vous ? »

Suit une réponse à tout le moins alambiquée : « Je récuse le terme d'"intelligence". Il est exact que je conseillais les militaires argentins en ce sens que je leur expliquais comment cela se passait dans l'armée française. Le terme d'intelligence n'existe pas dans l'armée, pour nous ce qui existe c'est le terme 2e bureau ou service de renseignements. Or, la notion de renseignements, c'est la recherche d'éléments ennemis pour le combattre, c'est-à-dire des renseignements d'ordre militaire. Par contre, pour ce qui concerne le terme d'intelligence incluant la délation, la torture et l'infiltration, je n'ai jamais vu cela dans l'armée française... »

De mon côté, en avril 2003, je parviens à contacter le colonel Servent, par téléphone, mais la conversation tourne vite court : « Est-ce que vous confirmez que pour les militaires argentins l'influence des Français a été très importante ?

– Oui, non, écoutez, je ne peux pas vous parler, je ne comprends pas très bien ce que vous me dites, j'ai des ennuis avec mes oreilles... Vous savez que ça fait un moment que j'ai quitté l'Argentine... Je connaissais l'ami Bignone...

– Vous avez lu son livre où il parle de vous [15] ?

– Oui, oui, on l'a lu ! », hurle une voix de femme, manifestement collée au combiné, puis la communication est coupée [16]...

Le même jour, je contacte l'adjoint du colonel Servent, le lieutenant-colonel Michel L'Hénoret, qui fut assesseur en Argentine du 23 mai 1975 au 23 mai 1977. Lui n'a carrément jamais entendu parler de guerre antisubversive : « Écoutez, Madame, il y a déjà pas mal de gens qui tournent autour de cette histoire, hein... Je dirais – pour employer des mots dont on n'a peut-être plus tellement l'usage à l'heure actuelle –, mais c'est notre honneur quelques fois que l'on met en cause... Si vous voulez faire un bouquin sur la guerre subversive, en Argentine en particulier, je peux vous dire que pour ce qui est de la mission française, vous perdez votre temps, parce qu'on n'a strictement rien eu à voir avec la chose... »

Quelques jours plus tard, je rencontre Jean-Pierre Bousquet, un journaliste de l'AFP qui dirigea le bureau de Buenos Aires de 1975 à 1980 [17]. Mes « conversations » avec les deux anciens assesseurs français ne le surprennent pas du tout : « Je les ai croisés régulièrement dans des cocktails à l'ambassade de France ou à l'état-major de l'armée où j'allais souvent pour essayer d'obtenir des bribes d'information, mais je n'ai jamais pu parler avec eux du rôle de la mission. Ils ont toujours été muets comme des tombes. En revanche, ce qui m'a frappé lorsque je suis arrivé en 1975, c'est à quel point les officiers argentins étaient au courant des techniques utilisées par l'armée française au cours de la guerre d'Algérie, et l'admiration qu'ils avaient pour ces techniques. Leur livre de chevet c'était *Les Centurions* ou *Les Mercenaires* de Lartéguy. Une fois, j'ai assisté à une opération de quadrillage dans une *villa miseria* [18], c'était vraiment un copier-coller des opérations de l'armée française dans le bled : on encercle, on fouille tout, maison par maison, on sort tout le monde, on embarque les "suspects", et puis après on distribue des bonbons aux enfants, des pâtes et de l'huile aux adultes, dans la plus pure tradition de l'"action psychologique" telle qu'elle fut développée en Algérie...

– Est-ce que les militaires argentins vous parlaient de la bataille d'Alger ?

– Oui, pour eux, c'était même une référence. Ils parlaient vraiment de l'"école française", ce qui était assez curieux, car à cette époque, dans les autres régimes dictatoriaux du continent, la référence c'était toujours l'École des Amériques. Tandis qu'en Argentine j'ai souvent entendu des officiers dire : "On ne va pas recommencer les erreurs qu'il y a eu au Chili, on va travailler efficacement, mais discrètement..." C'est pourquoi ils ont appliqué au pied de la lettre le modèle de la bataille d'Alger.

– De quelles erreurs chiliennes voulaient-ils parler ?

– Pour eux, le Chili avait complètement raté en procédant à des arrestations massives et à des exécutions quasiment publiques qui ont immédiatement provoqué un mouvement de rejet international. Donc, ils ont opté pour ce qu'ils appelaient la "discrétion", c'est-à-dire la répression clandestine, basée sur la technique généralisée de la disparition. Et je dois dire que j'avais

vu beaucoup de choses dans ma carrière, mais là ce fut tout simplement l'horreur... »

« La rédemption par le sang »

Et Jean-Pierre Bousquet de me raconter les amis qui disparaissent à jamais – des avocats, des journalistes, des leaders syndicaux, des enseignants –, et la peur qui tétanise des familles entières devant un danger diffus et permanent, où tout acte peut être considéré comme « subversif » ou interprété comme une « collaboration inconsciente avec la guérilla » : « Un terroriste n'est pas seulement quelqu'un avec un pistolet ou une bombe, c'est aussi celui qui propage des idées contraires à la civilisation occidentale et chrétienne [19] », déclare le général Videla, dont la rumeur dit qu'il a choisi comme confesseur personnel le père Grasset (voir *supra*, chapitre 15).

Ce qui est sûr, c'est que « les concepts ultracatholiques et profondément antidémocratiques des théologiens français Ousset et Grasset, et argentins Meinvielle et Genta sont tellement incrustés dans les esprits des généraux de la junte qu'ils se manifestent régulièrement dans les discours, les décrets militaires ou les textes doctrinaux au plus haut niveau », note l'Espagnol Prudencio García [20]. On pourrait remplir un livre des déclarations mystico-guerrières proprement délirantes des chefs du *proceso*, qui prêteraient même à sourire si l'on en ignorait les conséquences funestes. C'est ainsi que le général Cristino Nicolaides, chef du 3e corps d'armée, affirme dans un discours prononcé à Córdoba : « Nous devons savoir que depuis cinq cents ans avant Jésus-Christ, il y a une action communiste et marxiste internationale qui agit et gravite dans le monde [21]... »

De même, le général Luciano Benjamín Menéndez, commandant en chef du même corps d'armée, proclame : « Mon rêve c'est de recevoir de l'évêque de mon diocèse mon investiture comme croisé de la foi et de pouvoir empoigner, dans une main, l'épée et, dans l'autre, la croix du Christ, pour éliminer les ennemis de Dieu et de la patrie [22]. » Le 30 avril 1976, le général illuminé, réputé pour son indéfectible cruauté, ordonne de brûler des milliers de livres dans la cour de son quartier général à Córdoba. Parmi les auteurs représentant un « venin pour l'âme argentine », car contraires à « notre manière d'être chrétienne », il y a Marcel Proust, Gabriel García Márquez, Sigmund Freud, John William Cook, Antoine de Saint-Exupéry, Karl Marx, etc.

Le 4 août 1976, le général Vilas, qui dirigea l'opération Indépendance avant d'être muté à Bahía Blanca, annonce dans une conférence de presse : « Jusqu'à présent, dans notre guerre contre la subversion, nous n'avons touché que la partie émergée de l'iceberg. [...] Maintenant, il nous faut détruire les sources qui forment et endoctrinent les délinquants subversifs, et ces sources se trouvent dans les universités et les écoles secondaires. L'influence la plus dangereuse est celle exercée par les universitaires formés à l'étranger, et plus précisément à la Sorbonne, Dauphine et Grenoble, qui immédiatement transmettent le venin avec lequel ils intoxiquent la jeunesse argentine [23]. » Résultat : une peur panique dans les écoles, qui redouble le 16 septembre 1976, avec la sinistre « nuit des crayons », où sept adolescents de quatorze à dix-huit ans sont enlevés à leur domicile. Disparus pour toujours [24].

Selon les statistiques établies par la CONADEP, 69,1 % des disparus qu'elle a pu enregistrer ont entre seize et trente ans ; 21 % sont des étudiants et 30,2 % des ouvriers, qui représentent la première cible de la guerre sale. « La répression du mouvement ouvrier représente l'instrument fondamental de la politique répressive menée par la junte militaire, confirme la commission argentine pour les droits de l'homme. C'est une arme employée pour développer le programme imposé par les multinationales et le grand capital, basé sur l'augmentation des niveaux d'exploitation et la paupérisation de la classe ouvrière [25]. »

De fait, il est difficile de ne pas faire un parallèle entre l'acharnement des *grupos de tareas* contre les militants syndicaux et le programme d'économie ultralibérale développé par José Alfredo Martínez de Hoz : à peine promu ministre de l'Économie, le patron de la filiale argentine de US Steel, demande au pays un « effort patriotique », en annonçant la libération des prix, une réduction drastique des salaires et l'interdiction des négociations salariales dans toutes les branches de l'économie, tandis qu'il ouvre grand les portes du pays aux investissements étrangers. Résultat : d'après les statistiques de son ministère, l'indice du coût de la vie augmente de... 371 % en 1976. Autant dire qu'une telle politique économique et sociale ne doit son « succès » qu'à la répression menée dans les entreprises.

« La guerre menée par l'armée contre la subversion et le programme de Martínez de Hoz ont suscité des réponses contrastées de la part des observateurs étrangers, qui détestaient les brutalités extrêmes des premiers, mais qui, en général, couvraient d'éloge le second, constate ainsi l'historien américain Gary W. Wynia. Pourtant, à bien des égards, les deux politiques furent complémentaires et inséparables. Leur cible commune était les secteurs urbains : les syndicats, l'industrie et une grande partie de la classe moyenne. Le rôle de l'armée, qui a utilisé la guerre contre la subversion comme prétexte, a consisté à anéantir le pouvoir d'achat collectif et tous les moyens de résistance ; celui de Martínez de Hoz fut d'affaiblir et finalement de détruire l'économie dont tous vivaient, par exemple, en éliminant l'État comme source majeure d'emploi et principal agent de la distribution des ressources dans la société urbaine [26]. »

Tout cela avec la bénédiction d'une partie de la hiérarchie catholique argentine, avec en tête le vicariat militaire – lequel, on l'a vu, a joué un rôle

capital dans l'endoctrinement idéologique des forces armées. C'est ainsi que quelques mois avant le coup d'État, le 24 septembre 1975, Mgr Vittorio Bonamín, vicaire militaire, déclare dans une homélie : « Quand il y a effusion de sang, il y a rédemption. Dieu est en train de racheter les fautes de l'Argentine à travers l'armée de la nation [27]... »

21

La confession

« La fin justifie les moyens »

« C'est vrai, me demande mon confrère Horacio Verbitsky, le général Díaz Bessone t'accorde une interview ? C'est génial ! Ce fut l'un des idéologues les plus féroces de la dictature, et il ne s'est jamais confessé... » Horacio sait de quoi il parle : ancien membre du service de renseignement des Montoneros, il a participé pendant la dictature, avec le journaliste et écrivain Rodolfo Walsh [a], à l'activité d'une agence de presse clandestine pour informer sur la guerre sale.

Et, du coup, je comprends mieux pourquoi il m'a fallu batailler pendant des mois avant d'obtenir un entretien avec celui qui dirigea la « zone 2 », c'est-à-dire un immense territoire allant de Rosario à la frontière paraguayenne, de septembre 1975 à octobre 1976. À l'instar de son collègue et ami Bignone, Ramón Díaz Bessone a été inculpé par un tribunal fédéral pour la disparition de plusieurs personnes, alors qu'il commandait le 2e corps d'armée ; puis il bénéficia de la grâce présidentielle du président Menem. Mais, après l'arrestation de Pinochet à Londres en 1998, l'histoire l'a aussi rattrapé. En 2003, il est l'objet de deux mandats d'arrêt internationaux : l'un émane du juge espagnol Baltazar Garzón, l'autre du juge français Gérard Caddéo, qui le poursuit pour la disparition de Yves Alain Domergue, un étudiant franco-argentin séquestré le 20 septembre 1976 par un commando militaire dépendant de Díaz Bessone.

a Rodolfo Walsh a été enlevé par un commando le 25 mars 1977, et il a disparu depuis.

Avant de le rencontrer, je me replonge dans l'insoutenable rapport de la CONADEP, la commission nationale des disparus. Créée en 1983, celle-ci a auditionné des milliers de témoins, rescapés des camps de la mort argentins. De cet énorme travail d'enquête, consigné en 50 000 pages, elle a tiré un livre, intitulé *Nunca más !* (« Plus jamais ça ! »). Et c'est vrai qu'il faut avoir le cœur bien accroché pour lire le récit des atrocités subies par ceux qui sont tombés entre les mains des sbires des généraux tortionnaires.

Un exemple choisi au hasard : celui du docteur Norberto Liwsky [1], un médecin qui travaillait dans un dispensaire de la banlieue de Buenos Aires. Le 5 avril 1978, en rentrant chez lui, il est séquestré par une *patota* [a] qui l'attendait dans son appartement. Le « chef » l'informe que sa femme et ses deux filles ont déjà été « aspirées [b] ». Norberto essaie de s'enfuir et est blessé par balles aux deux jambes. Commence alors l'immuable scénario : on lui couvre la tête d'une cagoule, qu'il ne quittera pas pendant les deux mois de son calvaire ; on le pousse dans le coffre d'une voiture et on l'emmène dans l'un des trois cent quarante centres de détention clandestins recensés par la CONADEP.

Là, un dénommé « Coronel » lui dit : « Nous savons que vous n'avez rien à voir avec le terrorisme ou la guérilla, mais nous allons vous torturer car vous êtes un opposant. Vous n'avez pas compris que, dans le pays, il n'y a pas d'espace politique pour s'opposer au gouvernement du processus de réorganisation nationale. » Puis le médecin est attaché nu sur une table, bras et jambes écartés, et subit sa première séance de torture. On lui applique la gégène aux testicules, aux oreilles, à l'abdomen ; on le brûle avec un fer rouge, on lui arrache la plante des pieds avec une lame de rasoir, on lui écrase les testicules avec une pince, il perd conscience. On le laisse « récupérer », puis on le sodomise avec un objet métallique relié à la génératrice d'électricité. Un jour, on lui présente des tissus ensanglantés en disant qu'ils proviennent de sa femme et de ses filles. Puis on va chercher son épouse, Hilda Nora Ereñú, qui, manifestement, a subi les mêmes tourments. Après deux mois de sévices quotidiens, le docteur Liwsky a perdu vingt-cinq kilos, souffre d'insuffisance rénale et a les testicules énormes et bleus... S'il échappe à la mort, c'est grâce à... la Coupe du monde de football (le *Mundial*), qui s'ouvre le 1er juin 1978 à Buenos Aires. Ce jour-là, ses tortionnaires le conduisent à un commissariat et il est « légalisé », c'est-à-dire mis à disposition de l'autorité judiciaire, qui finit par le libérer pour absence de charge...

a *Patota* : littéralement « bande de voyous », nom populaire donné aux « groupes de travail ».

b En espagnol *chupado* : expression utilisée par les agents de la répression pour désigner la séquestration de leurs victimes.

Certes, comme le souligne le colonel Prudencio García, la torture avait déjà été utilisée en Argentine avant l'avènement de la junte de Videla. Dès 1955, un jeune écrivain du nom d'Ernesto Sábato, qui présidera plus tard la CONADEP, publia un article intitulé « Pour en finir avec l'interminable histoire de la torture », ce qui lui coûta son poste de directeur de la revue *Mundo argentino* [2]. De même, en 1961, sous la présidence d'Arturo Frondizi, qui autorisa comme on l'a vu l'application du plan CONINTES, des cas de torture furent dénoncés par l'universitaire Silvio... Frondizi, le frère du président – lequel sera assassiné par la Triple A en 1974. Mais, avec le fameux *proceso*, « l'usage de la torture n'est plus un phénomène isolé, résultat de la bestialité de quelques individus, mais une méthode normale et routinière, utilisée par les forces armées et de sécurité pour obtenir du renseignement, pour intimider et détruire physiquement et moralement l'ennemi », constate la Commission argentine des droits de l'homme, qui ajoute : « La torture telle qu'elle a été institutionnalisée depuis le coup d'État n'a pas de précédent dans l'histoire argentine et ne peut se comparer qu'aux méthodes utilisées par les nazis en Allemagne et dans les pays occupés, par l'armée française en Algérie et les forces américaines pendant la guerre du Viêt-nam [3]. »

Une fois de plus, dès qu'ils essaient de comprendre comment leur pays a basculé dans une telle horreur, les démocrates argentins font référence à des inspirateurs français. À recouper les sources et les témoignages, il apparaît que si la transmission de l'expérience militaire française en Algérie a certes joué un rôle important – dans la mesure où elle introduisit l'obsession du renseignement dans l'armée argentine –, tout aussi déterminante fut l'influence des intégristes français de la Cité catholique, qui au nom de la lutte contre l'« Antéchrist » donnèrent une caution morale au vieil adage selon lequel « la fin justifie les moyens ».

Voilà pourquoi, justement, j'ai cherché à joindre le général Díaz Bessone. Considéré comme le théoricien du « processus de réorganisation nationale », l'ancien ministre de la Planification de la junte a écrit un livre, où, en bon fasciste, il justifie l'interventionnisme militaire par les « impardonnables déficiences et faiblesses du pouvoir civil ». Puis, il explique : « Si la fin ne justifie pas les moyens, et si cela est une valeur absolue qui se situe au-dessus de la nation, nous ne nous défendrons jamais contre une agression externe ou interne, parce que pour vaincre l'agresseur, il faut le tuer. [...] Si, face à une agression, la fin ne justifie pas les moyens, alors préparons-nous à être des saints ou des esclaves, mais ne dépensons pas d'argent à nous préparer pour la guerre, et acceptons qu'on nous efface de la surface des nations libres de la terre [4]. »

Rencontre avec un fasciste tortionnaire

Le 13 mai 2003, le général Díaz Bessone me reçoit dans son bureau du Cercle militaire, le prestigieux palais San Martín construit par un architecte français et que l'on surnomme le « Versailles ». Il y a encore deux ans, c'est lui qui présidait cet établissement raffiné, doté, entre autres, d'une infrastructure hôtelière, d'une salle de concerts et d'une piscine où le général Bignone vient nager, deux fois par semaine, sur dérogation spéciale du juge. Symptôme de l'Argentine post-guerre sale, Díaz Bessone avait encore suffisamment de pouvoir pour décider, en 1995, d'expulser du Cercle militaire le général Martín Balza, chef d'état-major de l'armée de terre, qui avait, on l'a vu, fait acte de repentance à la télévision (voir *supra*, chapitre 14).

Ce qu'ignore alors le général Díaz Bessone – et moi aussi, qui ne m'attendait pas à de tels aveux –, c'est que les paroles qu'il va prononcer devant ma caméra provoqueront quelques mois plus tard une véritable tempête médiatique en Argentine, et entraîner son passage devant un conseil de guerre visant à examiner sa destitution de l'armée... Tandis que le cameraman filme le vieux militaire déambulant avec la raideur d'un prince sous les lambris du palais, Laeticia, sa seconde épouse, tient à me montrer des photos des attentats commis par les guérilleros : « Vous savez, me dit-elle, les femmes de la guérilla n'avaient aucune morale. Quand elles entraient dans une cellule révolutionnaire, elles couchaient avec tous les hommes de la cellule, pour montrer qu'elles rejetaient l'ordre bourgeois. Évidemment, elles tombaient enceintes, et elles utilisaient leur état pour exécuter des missions terroristes plus facilement. Au cinquième mois de leur grossesse, elles prenaient une aiguille et se l'introduisaient dans le ventre pour avorter... »

Entre-temps, Díaz Bessone a pris place à son bureau, devant un crucifix en bois. À sa droite trône une statuette en bronze de Napoléon sur le bord d'une cheminée, surmontée d'un miroir monumental... L'interview commence par la bonne vieille question sur l'influence des Français, qui, véritable sésame, m'ouvre grand la porte des confidences...

« En matière de guerre révolutionnaire, l'influence de vos compatriotes fut absolument capitale, me dit le général, sur un ton à la fois précieux et glacial. Personnellement, j'ai participé à un exercice d'entraînement à la guerre antisubversive que l'état-major de l'armée a organisé avec les assesseurs français dans la ville de Rosario, en 1968 ou 1969. Avant, j'avais bien connu Patrice de Naurois, qui était un grand professionnel dans ce domaine, et Pierre Badie [voir *supra*, chapitres 12 et 14]. Mais celui avec lequel j'étais le plus lié, c'était Robert Bentresque, qui est même venu me rendre visite à Córdoba, quand je dirigeais un régiment parachutiste d'artillerie.

– Que vous ont appris les Français ?

– La chose principale qu'ils nous ont apprise, c'est que pour lutter contre une agression révolutionnaire ou subversive, il faut avoir un bon appareil de renseignement, sinon on ne peut rien faire contre un ennemi qui ne porte pas d'uniforme et qui est donc impossible à identifier. Le subversif peut être déguisé en paysan, en homme de la rue et même en curé ! Et il est partout : il peut tenir un commerce, prendre des cours à l'université ou dans un collège, il peut être enseignant, médecin, avocat, ingénieur, ou ouvrier... Le problème, c'est que dans ce genre de guerre, il n'y a plus de différences entre les belligérants et la population civile, et c'est comme ça qu'on peut commettre des erreurs. Nous avons eu des amis qui pensaient que leurs enfants étaient irréprochables. En fait, ils ne savaient pas qu'à l'université ils avaient été contactés par la guérilla et qu'ils cachaient des armes dans leur propre maison. Voilà comment il arrive qu'on arrête des gens à tort, qu'on les interroge, alors qu'ils n'avaient rien à voir... Ce n'est pas pour rien qu'on parle de guerre sale...

En tout cas, c'est grâce aux enseignements que nous avons reçus sur la guerre révolutionnaire algérienne, que nous avons pu mener notre propre guerre en Argentine. Avec toutefois une grande différence : après l'indépendance de l'Algérie, les anciens ennemis ont été séparés, les uns en Algérie et les autres en France. Avec le temps, c'est plus facile de tourner la page. Mais ici, ce fut une guerre intérieure, avec des caractéristiques de guerre civile ; et une fois la guerre finie, on peut croiser ses anciens ennemis dans la rue, ou les voir occuper des postes importants, devenir chefs d'entreprise. Cela ne facilite pas la réconciliation...

Il y a encore des blessures profondes et des rancœurs, surtout de la part de ceux qui n'acceptent toujours pas la défaite ou le fait que les forces armées aient dû intervenir pour éviter que s'installe en Argentine un régime castriste. Il ne faut pas oublier que Che Guevara, le bras droit de Fidel Castro, voulait propager la révolution dans toute l'Amérique latine, et faire de la cordillère des Andes la Sierra Maestra de Cuba. L'armée argentine – mais aussi chilienne, uruguayenne ou brésilienne – a réussi à faire échouer ce projet parce qu'elle était bien préparée...

– Est-ce que vous avez entendu parler de la bataille d'Alger ?

– Bien sûr, c'est le modèle ! C'est ce qui nous a permis d'apprendre à démonter les réseaux révolutionnaires : on prend un prisonnier, on l'interroge pour reconstituer sa cellule, qui comprend normalement trois personnes. Puis, petit à petit, on remonte jusqu'au haut de la pyramide, pour arriver à la tête de l'organisation subversive. Une fois que celle-ci a été décapitée, la guerre est finie... C'est ce que nous avons fait, à partir de 1970-1971, où nous sommes parvenus à arrêter un grand nombre de chefs de l'ERP et des Montoneros qui ont été emprisonnés. Le problème, c'est qu'en 1973 le président Hector Campora a décidé d'amnistier tous les subversifs, et tout fut à

recommencer[a]... C'est pourquoi, à partir de 1975, d'abord sous le gouvernement constitutionnel de la veuve de Perón, puis avec la junte, nous avons décidé de faire autrement, en appliquant fidèlement les enseignements que nous avaient donnés les officiers français...

– Est-ce qu'ils vous ont parlé des méthodes d'interrogatoire qu'ils ont employées en Algérie ?

– Bien sûr ! D'ailleurs, pour cela, ils nous recommandaient les livres de Jean Lartéguy, que j'ai toujours dans ma bibliothèque ! Mais sur le fond, c'est un problème très délicat, qui existera tant qu'il y aura des guerres révolutionnaires. Pour terminer la Seconde Guerre mondiale, il a fallu jeter une bombe atomique sur Hiroshima et rayer de la carte la ville de Hambourg. On peut toujours être romantique, mais comme disait Clausewitz, qui avait tout appris de Napoléon, pour gagner la guerre, il ne faut pas hésiter à utiliser toute la force nécessaire à l'obtention de l'objectif...

– Donc, dans une guerre antisubversive, la torture est incontournable ?

– Exactement... Je veux dire par là que, dans une guerre classique, le prisonnier en uniforme est protégé par les lois internationales, c'est-à-dire qu'il doit être respecté, et on ne peut pas lui demander autre chose que son nom et prénom. En revanche, pourquoi est-ce qu'on irait appliquer les lois internationales à un prisonnier qui, justement, ne respecte aucune loi ? Et d'ailleurs, qu'est-ce que vous croyez que font les Américains avec les prisonniers d'Al-Qaida à Guantanamo, ou les Russes en Tchétchénie ? Ils font comme les Français en Algérie qui ont été les premiers à comprendre cela... Et d'ailleurs, en Argentine, ça a très bien marché : nous avons anéanti la subversion en seulement trois ans...

– On sait aujourd'hui qu'il y eut 3 000 disparus en Algérie. Combien y en a-t-il eu en Argentine ?

– Euh, c'est un thème dont je n'aime pas beaucoup parler, sinon on va m'accuser de faire l'apologie du crime, et on va me faire un procès... Il y en a qui parlent de 30 000, mais c'est de la propagande ! La fameuse commission, elle, en a compté 7 000 ou 8 000. Mais là-dedans, il y en a certains qu'on a retrouvés lors du tremblement de terre de Mexico ! D'autres sont morts au combat et on n'a pu les identifier, car souvent les guérilleros détruisaient leurs empreintes digitales à l'acide... Dans toute guerre, il y a des dégâts collatéraux. Dans la guerre classique, ce sont les civils tués par les bombes...

– Les disparus sont les dégâts collatéraux de la guerre antisubversive ?

– Oui, c'est ça...

– Dernière question : vous avez connu le père Grasset ?

a Le 25 mai 1973, le Congrès argentin a voté une loi d'amnistie pour tous les prisonniers politiques.

– Très bien ! J'ai assisté à plusieurs de ses conférences, c'était un vrai contre-révolutionnaire !

– Général, je vous remercie. »

Officiellement, l'interview est terminée. Je demande au général Díaz Bessone l'autorisation de filmer le décor de son bureau, et notamment la statue de Napoléon devant le miroir, où il ne sait pas que son image se reflète. Pensant qu'il n'est plus enregistré, il se lâche, pour apparaître, enfin, tel qu'il est : « Comment voulez-vous obtenir des renseignements, si vous ne secouez pas, si vous ne torturez pas ? », s'énerve-t-il en tapant sur son bureau. « D'ailleurs, à propos des disparus, disons qu'il y en a eu 7 000 – je ne crois pas qu'il y en ait eu 7 000, mais bon, que vouliez-vous que nous fassions ? Vous croyez qu'on pouvait fusiller 7 000 personnes ? Si on en avait fusillé trois, le pape nous serait tombé dessus comme il l'a fait avec Franco. Le monde entier nous serait tombé dessus ! Qu'est-ce qu'on pouvait faire ? Les mettre en prison ? Et puis dès qu'arrive un gouvernement constitutionnel, ils sont libérés et ils recommencent... C'est une guerre intérieure, ce n'est pas une guerre contre un ennemi de l'autre côté de la frontière. Ils sont prêts à reprendre les armes pour tuer à la première occasion ! »

« Un triste privilège argentin »

Après la diffusion en France de cette interview sur Canal Plus le 1er septembre 2003, dans mon documentaire *Escadrons de la mort, l'école française*, les paroles du vieux général feront le tour des radios argentines, provoquant ce que Horacio Verbitsky appellera une « commotion nationale ». « C'est la première fois qu'un général de la junte reconnaît l'existence des disparus, m'explique-t-il, et surtout c'est la première fois que l'un d'eux admet que la disparition fut une technique de guerre programmée et planifiée. » Horacio me convainc sans mal de lui laisser une copie de mes rushes, pour qu'il puisse en publier de larges extraits dans le quotidien *Página 12*, mais aussi sur la chaîne de télévision Telefe, pour laquelle il réalise un montage spécial.

C'est ainsi que l'interview de Díaz Bessone, ainsi que celles de Bignone et, on va le voir, du général Albano Harguindéguy provoquent la création d'un conseil de guerre, destiné à sanctionner les généraux qui m'ont parlé, sur décision du nouveau président Nestor Kirchner. Élu en mai 2003, après la défection de Carlos Menem, qui avait préféré se retirer de la course du second tour, Kirchner avait obtenu, en août 2003, la suspension des lois d'amnistie par le Parlement. Mais pour que celle-ci soit valide, il faut l'approbation de la Cour suprême et c'est précisément dans ce contexte lourd d'espérance que sont publiés mes entretiens. Aussitôt, je suis assiégée de demandes d'interview, venant d'Argentine, mais aussi d'Espagne, d'Italie, des États-Unis[5].

« Madame, au nom de toutes les mères de disparus, je vous remercie, me dit ainsi une auditrice en larmes, qui intervient dans un programme de radio diffusé en direct sur une radio de Buenos Aires. Enfin, on va nous croire, nous qu'on appelait les "folles de la place de Mai"... Comme nous l'avons toujours dit, la disparition de nos enfants était bien le résultat d'une politique délibérée de la junte, qui l'a pourtant toujours nié. »

Pour saisir l'ampleur du drame argentin, il faut comprendre que la disparition forcée et massive d'« ennemis », dont il ne reste rien, pas même un cadavre, a peu de précédents dans l'histoire militaire de l'humanité. Cette « technique » a été inaugurée par Hitler, dans le cadre de la « solution finale », destinée à exterminer les Juifs d'Europe. C'est ainsi qu'un décret de 1941, baptisé « Nuit et brouillard », ordonne de limiter les peines capitales et préconise la déportation clandestine des ennemis. « Les prisonniers doivent être emmenés secrètement en Allemagne, dit une directive du maréchal Wilhelm Keitel. Cette mesure aura un effet d'intimidation, parce que les prisonniers disparaîtront sans laisser de trace et personne ne pourra donner d'information sur ce qui leur est arrivé [6]. » Puis il y eut la guerre d'Algérie, où la pratique se développe, avec, comme on l'a vu, la complicité tacite du pouvoir militaire et politique, sans qu'il y ait eu, jusqu'à preuve du contraire, de consignes écrites à ce sujet [a]. Ensuite le Chili, où le terme « disparu » apparaît pour la première fois, en 1974.

Enfin, l'Argentine, où certes « la disparition de personnes comme méthodologie répressive avait connu quelques antécédents avant le coup d'État du 24 mars 1976 (opération Indépendance), note le rapport de la CONADEP. Mais c'est à partir de cette date, où les forces armées ont usurpé le pouvoir et obtenu le contrôle absolu de tous les ressorts de l'État, que s'est produit le développement généralisé de cette méthode [7] ». Et l'écrivain Ernesto Sábato, le président de la commission, de dénoncer « avec tristesse » : « De cette manière, au nom de la sécurité nationale, des milliers d'être humains, généralement des jeunes et même des adolescents, ont fini par intégrer une catégorie lugubre et fantomatique : celles des disparus. Un terme – triste privilège argentin ! – qui aujourd'hui s'écrit en espagnol dans toute la presse mondiale [8]. »

Lors de son enquête, qui s'est déroulée lors des neuf premiers mois de l'année 1984, la CONADEP a pu documenter la disparition de 8 960 personnes. Mais, comme le souligne Ernesto Sábato, ce chiffre ne représente qu'une partie de l'iceberg, de nombreuses familles ayant refusé de porter plainte ou de témoigner devant la commission, par peur des représailles.

a Théoriquement, les archives de la guerre d'Algérie sont ouvertes. Mais dans les faits, ainsi que le déplorent les historiens, un grand nombre de documents sont soumis à dérogation spéciale du ministère de la Défense, ou carrément inaccessibles.

D'après le calcul très minutieux réalisé par le colonel Prudencio García, qui a recoupé les différentes sources disponibles en 1995, le nombre des disparus argentins serait compris entre 15 000 et 20 000 [9].

Dans son rapport, la CONADEP décortique la « méthodologie répressive » de la junte militaire, « qui reposait sur la séquence séquestration-torture-disparition » [a]. Elle souligne l'effet psychologique de la séquestration brutale, puis de la disparition d'un proche, sur la famille et sur la société, en général : « Ce fut une manière de paralyser les plaintes publiques et de s'assurer pour un temps le silence des familles, écrit-elle. Précisément en encourageant chez elles l'espoir que leur être cher était en vie, en lui maintenant ce statut imprécis de personne disparue, s'est créée une ambiguïté qui a obligé les familles à l'isolement, à ne rien faire qui puisse irriter le gouvernement, de peur que ce soit leur propre comportement qui fasse que leur fils, père ou frère aille grossir les listes des personnes mortes [10]. » Entrant dans la « catégorie funeste des crimes de lèse-humanité [11] », la technique de la disparition forcée représente ainsi l'arme fondamentale de la guerre sale menée par les généraux de la junte.

Harguindéguy, l'homme fort de la junte

Parmi ceux-ci, il en est un qui a peu parlé : le général Albano Harguindéguy, qui dirigea l'un des sept « secteurs » de la capitale fédérale, en tant que commandant en second du 1[er] corps d'armée, d'août 1975 à février 1976. Il est alors promu chef de la police fédérale par Isabel Martínez, puis ministre de l'Intérieur par le général Videla, fonction qu'il occupera pendant toute la dictature. Autant dire qu'en tant que patron de la police il joua un rôle fondamental dans la répression. C'est un proche du général Ramón Camps, nommé à la tête de la police de la province de Buenos Aires en avril 1977.

Surnommé le « boucher de Buenos Aires », celui-ci revendiquera publiquement sa filiation française : « Tous les officiers argentins ont travaillé en se basant sur la doctrine française utilisée en Indochine et appliquée en Algérie », déclare-t-il dans une interview publiée en 1981 [12]. Puis, en 1984, dans un entretien accordé au magazine espagnol *Cambio 16*, il n'hésite pas à se vanter de ses crimes : « Quand j'étais chef de la police de Buenos Aires, 5 000 personnes ont disparu. J'en ai fait enterrer certaines dans des tombes anonymes. [...] Le chef qui participe à ce type de guerre antisubversive doit être prêt à descendre avec ses hommes au plus profond de l'enfer, à mettre les

a D'après les statistiques établies par la CONADEP, 24,6 % des enlèvements ont eu lieu sur la voie publique, 62 % au domicile de la victime, 7 % sur son lieu de travail et 6 % sur son lieu d'études.

mains dans la boue avec eux et à participer aux actions les plus crues de la mission [13]. »

En tant que ministre de la junte, le général Harguindéguy s'est attribué une spécialité : la répression contre les prêtres de la théologie de la libération. D'après Peregrino Fernández, son aide de camp, qui fut auditionné par la Commission argentine des droits de l'homme, il avait établi une liste de trois cents prêtres « subversifs », avec des informations détaillées sur chacun d'entre eux [14]. C'est probablement lui qui est à l'origine de l'« accident de voiture » qui coûta la vie à Mgr Enrique Angelelli, surnommé l'« évêque du peuple » par les uns, et « Satanelli » par les autres. « Coupable » d'avoir monté des « granges coopératives » dans la région de La Rioja, le prélat avait dénoncé publiquement l'assassinat, le 18 juillet 1976, des pères Gabriel Longueville, un Français, et Juan Dios Murias. En 1985, devant le tribunal qui juge les responsables de la junte, José Deheza, ancien ministre péroniste de la Défense, racontera : « Un jour, j'ai rendu visite à Harguindéguy pour lui demander des informations sur le sort de quelques compagnons péronistes. Le téléphone a sonné et son visage s'est illuminé d'un sourire. Quand il a raccroché il m'a dit : "Mgr Angelelli vient de mourir dans un accident de voiture [15]." »

L'autre spécialité de Harguindéguy, c'est l'extorsion à l'encontre de ses victimes, et notamment de riches chefs d'entreprise juifs. Plusieurs témoignages rapportent comment il coordonnait, depuis son bureau de la Maison Rose, l'action parallèle de deux types de *grupos de tarea* : le premier était chargé d'enlever la victime, le second d'organiser le vol de ses biens, au besoin avec des faux papiers, signés sous la torture. C'est ainsi que l'homme fort de la junte sera condamné par un juge fédéral pour extorsion à l'encontre de deux chefs d'entreprise, Federico et Miguel Gutheim, avant d'obtenir la grâce présidentielle de Carlos Menem. Mais ce n'est pas tout : l'ancien ministre de l'Intérieur joua un rôle considérable dans la répression, parce que ce sont ses services, c'est-à-dire la police fédérale, qui donnaient l'autorisation officielle au déclenchement des « opérations » décidées par les différentes unités militaires : avant de procéder à la séquestration d'une « cible », les *patotas* devaient informer la police, qui déclarait alors la zone d'intervention « zone libre ». Une manière d'assurer l'impunité des tortionnaires et de se couvrir face aux inévitables réclamations...

« Les disparus furent une erreur »

Le général Harguindéguy a longtemps hésité avant d'accepter de me recevoir, le 14 mai 2003, dans son domicile du moment. Quelques mois plus tôt, il avait dû quitter en catastrophe son appartement de Buenos Aires, car l'association HIJOS avait organisé un *escrache* dans son quartier (voir *supra*, chapitre 12). « Provisoirement », dit-il, il s'est installé dans une luxueuse demeure, située tout près de la base militaire de Campo de Mayo, que lui a prêtée un « ami récemment muté à New York ». Yeux bleus assortis à son pull, le bras droit de Videla est ravi quand je lui donne des nouvelles du colonel Robert Bentresque : « Je l'ai bien connu, me dit-il, en caressant son chien. C'est moi qui l'ai fait venir en Uruguay, en 1961, alors que j'étais élève à l'école des officiers de Montevideo. Il est venu pendant un mois, accompagné du colonel Enrique Anaya, qui deviendra commandant de l'armée de terre. Il a donné un cours sur la guerre antisubversive, qui fut très apprécié par mes camarades uruguayens... Plus tard, avant que je sois nommé ministre, j'ai fait la connaissance du colonel Robert Servent, qui dirigeait la mission française, et qui partageait nos bureaux au siège de l'état-major.

– À quoi vous a servi l'enseignement des Français ?

– Ils nous ont tout appris, à commencer par les méthodes d'interrogatoire... C'est-à-dire le bon et le mauvais... Le bon, parce que les interrogatoires sont la clé de voûte de la guerre antisubversive, le mauvais, parce qu'on peut considérer qu'ils constituent une violation des droits de l'homme consacrés par les Nations unies... Mais une chose est de voir tout cela avec les yeux d'aujourd'hui, et une autre avec ceux des années 1970...

– Vous êtes en train de parler de la torture, n'est-ce pas ? C'est vraiment un enseignement des Français ?

– Bien sûr... Disons qu'ils nous ont expliqué à quoi elle servait dans le cadre d'une guerre antisubversive, où le renseignement est capital. Évidemment, dans l'armée argentine, comme dans toutes les armées du monde, on apprenait aux officiers à obtenir des renseignements militaires sur l'ennemi, c'est-à-dire sur la position de troupes étrangères, dûment identifiées avec uniformes, drapeaux, etc. Avec l'enseignement des Français, la nature du renseignement a changé : désormais, il concernait un ennemi intérieur, caché dans la population. C'est pourquoi l'armée a récupéré des techniques qui étaient jusque-là l'apanage de la police fédérale...

– Entre autres, la *picana* (gégène) ?

– Oui, disons que nous avons adapté les techniques au fur et à mesure de la lutte, en tenant compte de l'expérience des Français, mais aussi de ce que certains officiers argentins avaient appris à l'École des Amériques de Panama, où je crois, d'ailleurs, que l'influence des Français avait aussi été grande...

– Et le quadrillage territorial, c'est aussi un enseignement des Français ?

– Tout à fait ! Aucun doute là-dessus ! Toute la guerre a été basée sur le quadrillage territorial en zones, sous-zones, secteurs, ce fut très bénéfique pour les résultats, mais très problématique pour la conduite de la guerre. Finalement, cela dispersait les niveaux de responsabilité, chacun se sentant propriétaire, comme à l'époque féodale, d'un bout de territoire : ça c'est à toi, ça

c'est à moi... Ce qui rend beaucoup plus difficile le contrôle par la hiérarchie de la lutte contre la subversion...

– Et conduit à des abus... ?

– Beaucoup d'abus... Je l'ai écrit, dès mars 1981, dans un article publié par le journal *La Prensa*. Et ça on voudrait l'oublier... À cette époque, déjà, je parle des erreurs que nous avons commises, des morts et des disparus... Sans doute que les disparus furent une erreur, parce que, si vous comparez avec les disparus d'Algérie, c'est très différent : c'étaient finalement les disparus d'une autre nation, les Français sont rentrés chez eux et ils sont passés à autre chose ! Tandis qu'ici chaque disparu avait un père, un frère, un oncle, un grand-père, qui continuent d'avoir du ressentiment contre nous, et c'est naturel... Je crois que l'une des grandes erreurs que nous avons commises, c'est de n'avoir pas repris la législation d'exception qui avait été annulée par le gouvernement de Campora, le 25 mai 1973. Ça nous aurait permis de soumettre à jugement tous les subversifs et nous aurait donné plus de flexibilité dans la conduite de la guerre...

– Et la création de commandos spéciaux, comme en Algérie, qu'on peut appeler des escadrons de la mort, ça aussi c'est un enseignement des Français ?

– En fait, nous avons opté pour une autre méthode : il n'y avait pas de forces spéciales pour ça, car toute l'armée a fait des opérations de ce type. Dans chaque zone, sous-zone, les unités militaires responsables entraient dans les maisons, arrêtaient les suspects puis conduisaient immédiatement les prisonniers aux centres d'interrogatoire. Là aussi, d'ailleurs, ça peut conduire à des abus. Tant qu'on n'a pas vérifié leur situation, les suspects, dont des innocents, doivent souffrir le déroulement de l'opération militaire... Et c'est une autre différence avec l'Algérie : là-bas l'ennemi pouvait être identifié par sa race, tandis qu'ici ce n'était pas possible...

– Est-ce qu'aujourd'hui vous regrettez ce qui s'est passé ?

– Pourquoi devrais-je me repentir ? Finalement, si nous avons perdu la bataille politique, nous avons gagné la bataille militaire. Et si nous n'avions pas mené cette guerre, l'Argentine serait très certainement devenue la nouvelle Cuba de l'Amérique latine. Mais, je le répète, nous avons commis beaucoup d'erreurs, ce qui est naturel car, après tout, nous sommes des êtres humains, et si nous n'avions pas commis d'erreurs, nous aurions été des dieux...

– Quelle fut l'attitude de la France pendant le *proceso* ?

– Je dirais que les gouvernants les plus hauts placés, la plus haute hiérarchie de la France nous soutenaient. Mais pas à l'échelon inférieur où la question des droits de l'homme a vraiment été un problème. Vous savez, l'opinion publique et le monde, en général, sont pleins de gens qui penchent vers des idées progressistes de centre gauche ou socialistes... En revanche, Michel Poniatowski, qui était ministre de l'Intérieur, comme moi, était de tout cœur avec nous. D'ailleurs, quand il est venu en visite officielle, il est arrivé ici avec des lettres d'accréditation de l'armée française pour nous proposer de collaborer et d'échanger des renseignements, ce que nous avons fait.

– Des renseignements sur les subversifs... C'est ça ?

– Oui, pour lutter contre la subversion... »

Michel Poniatowski : un ami fidèle de la dictature

Intriguée, je décide d'éplucher les journaux de l'époque. Et je découvre qu'effectivement, Michel Poniatowski a effectué une visite officielle à Buenos Aires, pendant la dernière semaine d'octobre 1977. Contrairement au souvenir de Harguindéguy, il n'était plus ministre de l'Intérieur du président Valéry Giscard d'Estaing depuis le 30 mars [a]. Et ce fut en qualité de représentant personnel du président de la République française qu'il se rendit en Argentine, accompagné d'une délégation d'industriels. Manifestement, d'après *Libération*, il y tint un discours saluant les « méthodes de ses hôtes [16] ».

Mais ce sont surtout les journaux argentins qui donnent une idée très précise de l'état d'esprit de Poniatowski face aux généraux tortionnaires : « L'ambassadeur de France François de La Gorce a attribué une importance politique à la mission de Poniatowski, écrit ainsi le journal *La Opinión*. Le représentant du président français a indiqué au ministre des Affaires étrangères, le vice-amiral Oscar Antonio Montes, la volonté de son pays de resserrer encore les liens qui unissent la France et l'Argentine [17]. » Et puis, le 26 octobre, *La Nación*, un journal réputé proche de la junte, publie un entretien avec l'ancien ministre de l'Intérieur français.

« Comment voyez-vous la politique en faveur des droits de l'homme que mène le président des États-Unis ? », demande le journaliste, qui évoque le président démocrate James Carter, lequel mène alors une politique volontariste contre les dictatures latino-américaines, en rupture totale avec celle de son prédécesseur Richard Nixon.

« La première condition pour les droits de l'homme, et pour la liberté et le progrès, c'est d'extirper le terrorisme auquel nous sommes tous soumis, répond Poniatowski, dont les propos ont dû ravir Videla et consorts. C'est la condition *sine qua non*. Le terrorisme constitue une situation de guerre, et tous les États sont solidaires pour le combattre. La France est solidaire de toutes les luttes contre le terrorisme [...]. La subversion provenant de puissances étrangères – ne citons pas de noms – diminue en Amérique latine et en Europe, et croît en Afrique.

---

a Michel Poniatowski fut ministre de l'Intérieur du 29 mai 1974 au 30 mars 1977.

– Sur quels sujets spécifiques ont porté vos entretiens en ce qui concerne les échanges commerciaux ?

– Nous avons parlé de gazoducs, de métro, un peu de problèmes nucléaires et des équipements militaires. [...] Mon objectif est de transmettre un message d'amitié au gouvernement argentin... »

À dire vrai, l'allégeance de « Ponia » à la dictature argentine n'est pas surprenante. Il est de notoriété publique que l'ancien député du Val-d'Oise était un partisan de l'OAS, dont il fut le sous-marin du temps où il était chef de cabinet d'un certain Valéry Giscard d'Estaing, alors secrétaire au Budget dans le gouvernement de Michel Debré. Différentes sources assurent même que son chef VGE aurait été membre d'un réseau de l'OAS, où il était enregistré sous le nom de code « 12b » [18]. Par-delà son engagement aux côtés des militants de l'Algérie française, Michel Poniatowski a toujours flirté avec l'extrême droite, ce qu'il revendiquait même ouvertement.

« J'ai été très choqué par la visite de Poniatowski en Argentine », me raconte André Bacquet, qui fut aumônier en Algérie avant de s'installer à Buenos Aires, où il assura la catéchèse au lycée français de 1960 à 1993. Emprisonné en novembre 1976 à cause de son engagement dans le mouvement des prêtres du tiers monde, il est finalement libéré au bout de trois semaines. « Je me souviens que lors d'un cocktail à l'ambassade, il a dit publiquement que ce que les militaires argentins faisaient, les Français l'auraient fait dans la même situation. Ça m'avait beaucoup touché, car j'avais déjà perdu plusieurs amis prêtres, dont Carlos Mujica [voir *supra*, chapitre 19]...

– Comment a réagi l'ambassade ?

– Oh ! Excusez-moi de dire les choses crûment, mais c'était un vrai repaire de fascistes... »

L'affaire du colonel Le Guen

« C'est vrai que l'ambassade de France, que ce soit du temps de François de La Gorce ou de Bernard Destremeau, a toujours minimisé la répression, confirme Jean-Pierre Bousquet, l'ancien correspondant de l'AFP. Ça a toujours été le profil bas, au point que lorsqu'il y eut l'enlèvement des deux religieuses français, Alice Domon et Léonie Duquet, la consigne de l'ambassade c'était : "On ne fait pas de bruit, on va essayer de régler ça en douceur." Moyennant quoi, elles ont disparu à jamais.

– Comment l'expliquez-vous ?

– Le business avant tout ! Il ne faut pas oublier que la France était le deuxième fournisseur d'armes de l'Argentine, après les États-Unis, qui, d'ailleurs, suspendront leurs ventes après l'arrivée de Carter à la présidence. Et puis, je pense qu'il y avait une réelle connivence idéologique entre certains membres de l'ambassade et les dictateurs de la junte. »

Et de citer quelques affaires qui avaient, à l'époque, défrayé la chronique : celle de Hubert de Germiny, attaché de presse, qui déclare notamment que « la question des Français disparus n'est qu'un petit problème [a] ». Rappelé en France, il est nommé consul en Louisiane, où il sera décoré par l'ambassadeur argentin aux États-Unis pour les « importants services rendus à l'Argentine ». Mais c'est surtout l'affaire du colonel Jean-Claude Le Guen, attaché militaire auprès de l'ambassade de France, qui provoqua un tollé international. Le 21 septembre 1979, celui-ci est décoré par le général Suárez Mason, l'un des généraux les plus brutaux de la junte, qui lui remet la médaille de l'état-major de l'armée à l'occasion de son départ à la retraite.

Lors du cocktail, le militaire français prononce un discours d'une limpidité absolue : « J'ai partagé à vos côtés les heures difficiles mais aussi exaltantes de l'intervention des forces armées, conscientes de l'impérieuse nécessité de rétablir l'ordre et de revenir à la sécurité, dit-il devant un parterre de hauts gradés. Dans ces circonstances, il m'a été donné de mesurer les qualités professionnelles et humaines des officiers, pénétrés de leur devoir, assumant avec abnégation les responsabilités du pouvoir et engagés dans le même temps dans cette lutte ingrate contre un ennemi sans scrupule. Je suis tout à fait conscient que, dans ce dur combat qui vous a été imposé par la subversion, le seul mobile qui vous animait était celui de préserver la liberté, comme l'aurait fait tout officier français au service de sa patrie. Il est parfois nécessaire que les peuples affrontent des situations exceptionnelles pour donner la pleine mesure de leurs capacités. Je suis convaincu que l'Argentine ne manquera pas ce rendez-vous avec l'Histoire. » Désavoué par le Quai d'Orsay [19], le colonel Le Guen s'installera en Argentine comme vendeurs d'armes : « Il en a très bien vécu », dit aujourd'hui son ami Paul Aussaresses qui, à la même époque, vend des armes pour Thomson...

---

a À l'époque, neuf Français sont en prison en Argentine : Gérard Barrero, Miguel Benasayag, Gérard Guillemot, Michel Lhande, Michel Ortiz, Henri de Solan, Julio Piumato, Hector Abrile et Viviane Jacob. Dix sont portés disparus : Marcel Amiel, Roger Boudet, Jean-Yves Claudet Fernandez, Marianne Erize, Alice Domon, Léonie Duquet, Françoise Dauthier, Yves Domergue et Maurice Jaeger. Un a été assassiné : le père Gabriel Longueville.

22

L'École de mécanique de la marine : le « modèle » contre-révolutionnaire

Visiblement émue, Rosario Cerruti franchit le portail de l'église Santa Cruz, à Buenos Aires. C'est la première fois depuis vingt-six ans qu'elle revient dans cette paroisse, liée à l'un des événements les plus traumatisants de sa vie. Le magnifique édifice appartient à une communauté religieuse irlandaise qui fit preuve d'un courage exceptionnel pendant les années de la guerre sale. C'est dans ses locaux que naquit l'Assemblée permanente des droits de l'homme, en 1975. La même année, les pères irlandais accordèrent leur protection à des réfugiés chiliens, traqués par le général Contreras avec la complicité de l'armée argentine. Un engagement qu'ils payèrent très cher : le 4 juillet 1976, trois prêtres et deux séminaristes de la congrégation furent assassinés dans l'église sœur de San Patricio.

Alfredo Astiz et le mystérieux boiteux

Et puis, il y eut le drame terrible du 8 décembre 1977, dont une plaque sur le fronton de l'église honore, aujourd'hui, le souvenir. Ce soir-là, une vingtaine de membres de l'association des Mères de la place de Mai sont rassemblés pour réunir l'argent d'une collecte destinée à publier dans le journal *La Prensa* la liste de tous les disparus recensés. Dès sa création, en avril 1977, Rosario Cerruti avait rejoint le petit comité de celles qu'on appellera les « folles de la place de Mai ». Pour elle, « le temps s'est arrêté » le 10 mai 1976, lorsqu'un commando de cinq hommes séquestre sous ses yeux, dans la petite maison familiale, son fils Fernando, vingt-trois ans, étudiant à la faculté

d'économie de Buenos Aires. Rosario remue ciel et terre pour retrouver sa trace, mais en vain. C'est ainsi que régulièrement elle fait la queue dans le hall du ministère de l'Intérieur, situé dans la Maison Rose, pour tenter d'y déposer une plainte. Elle y croise d'autres mères, et l'idée naît de manifester silencieusement, tous les jeudis, autour de la colonne de Mai, sous les fenêtres des généraux de la junte.

Au début, les *madres* portent une couche autour de la tête, symbole de l'enfant perdu, puis un foulard blanc. « Le 11 mai 1977, raconte Rosario, nous avons réussi à obtenir un rendez-vous avec le général Harguindéguy. Avec moi, il y avait Azucena Villaflor de Vicenti, la présidente de l'association, et la femme d'un lieutenant-colonel retraité, dont la fille enceinte avait disparu un an plus tôt. Son mari était de la même classe que Harguindéguy, et il était intervenu en notre faveur. Cela n'a pas empêché celui-ci de faire preuve d'un cynisme absolu. Après nous avoir montré une liste de "disparus prioritaires", où il n'y avait que des fils d'officiers et de fonctionnaires publics, il nous a dit : "Moi-même, j'ai dû faire sortir ma nièce du pays et l'envoyer au Mexique... Là-bas, il y a beaucoup d'Argentines qui exercent la prostitution et on dit qu'elles sont disparues..."

« Le soir du 8 décembre 1977, poursuit Rosario, il y avait notamment à l'église Santa Cruz un certain Gustavo Niño, qui disait être le frère d'un disparu. En fait, nous avons su plus tard qu'il s'agissait d'Alfredo Astiz, un lieutenant de vaisseau de l'École de mécanique de la marine, qui avait réussi à infiltrer notre association [1]. C'est lui qui a organisé cette opération qui coûta la vie à douze personnes, dont sœur Alice Domon, une religieuse française qui s'était engagée à nos côtés... »

Vers 20 h 30, alors que se termine une messe en hommage à l'Immaculée Conception, une quinzaine d'hommes, vêtus en civil et armés de mitraillettes, font irruption dans le jardin de l'église où est réunie l'association : « Opération anti-drogue ! », hurle le chef. Tout va alors très vite : dix personnes, préalablement désignées par Astiz, qui s'était éclipsé un quart d'heure plus tôt, sont attrapées, puis poussées dans les coffres de voitures Ford Falcon et Renault postées dans le quartier, que la police de Harguindéguy a déclaré « zone libre ».

« Je ne sais par quel miracle, j'ai échappé à la rafle, murmure Rosario. Mais il y a un détail que je n'oublierai jamais : une demi-heure avant l'intervention de la *patota*, j'avais aperçu un homme boiteux, qui faisait les cent pas devant le portail de l'église. Il avait attiré mon attention parce qu'il avait une tête et des habits pas ordinaires et qu'il semblait attendre quelque chose. Curieusement, il a disparu avec les hommes du commando... Quelques jours plus tard, j'ai été convoquée par le consul de France pour témoigner sur

l'enlèvement d'Alice Domon et de Léonie Duquet[a]. Je lui ai parlé du boiteux. Et là, j'ai été très surprise : il s'est levé, et il s'est mis à imiter sa démarche, en traînant la jambe gauche. Apparemment, il avait l'air de savoir qui c'était... C'est alors qu'il m'a demandé de revenir le lendemain matin et d'attendre dans le hall du consulat. Il voulait faire venir l'homme auquel il pensait pour que, discrètement, je l'identifie, mais j'ai pris peur, et je ne suis pas allée au rendez-vous. Plus tard, en 1978, j'ai été invitée avec d'autres mères, par la congrégation des Missions étrangères de Toulouse à laquelle appartenaient les deux religieuses françaises. J'ai de nouveau parlé du boiteux. Et là, Marie-Joseph Catheau, la mère supérieure, m'a dit : nous savons, c'est un Français d'Algérie... »

L'enfer de « Selenio »

Le soir même de leur enlèvement, les dix victimes de l'église Santa Cruz sont conduites à l'École de mécanique de la marine (ESMA), située dans le quartier résidentiel de Núñez, au nord de Buenos Aires. C'est ici, très précisément dans le mess des officiers, surnommé « Selenio », que l'amiral Eduardo Massera, membre de la junte, installa une véritable usine de la mort, où disparurent plus de 4 000 personnes. Orateur ambitieux, toujours impeccable dans son uniforme blanc de marin, le chef tortionnaire affectionne particulièrement les grandes envolées mystico-lyriques : « Nous devons reconquérir l'Occident, déclare-t-il ainsi en 1981, sans complexe aucun. Mais, qu'est-ce que l'Occident ? Ne le cherchez pas sur la carte. L'Occident, c'est une attitude de l'âme, qui n'est liée à aucun lieu géographique. L'Occident, c'est l'homme qui se bat pour la dignité essentielle de la vie, l'Occident, c'est la liberté de penser et de faire, c'est le respect de l'honneur, du travail, du talent, mais l'Occident, c'est aussi l'amour, et l'espérance de la miséricorde[2]... » Encore une fois, ces propos prêteraient à sourire, si on ignorait les crimes dont fut capable celui qui les a prononcés...

Dès la fin de 1975, c'est-à-dire avant le coup d'État, l'amiral Massera fait aménager dans le sous-sol de « Selenio » des cellules et cinq salles de torture, numérotées de 11 à 15 et donnant sur un couloir que les marins surnomment l'« avenue de la félicité »... C'est donc ici qu'arrivent, dès le soir du 8 décembre 1977, les dix séquestrés de l'église Santa Cruz, qui subissent aussitôt les pires tourments. Pour des raisons inconnues, qui tiennent peut-être aux renseignements obtenus sur elle par les sbires de Massera, Alice Domon est victime d'un acharnement particulier, dont témoigneront plus tard plusieurs survivants.

a Léonie Duquet, qui partageait son appartement avec Alice Domon, a été enlevée à son tour, le 10 décembre 1977. Le même jour était séquestrée en pleine rue Azucena Villaflor de Vicenti, qui n'avait pu assister à la réunion dans l'église de Santa Cruz.

Originaire du département du Doubs, la religieuse était arrivée en Argentine en 1965, à l'âge de vingt-huit ans. Très marquée par le concile de Vatican II, elle vit pendant cinq ans dans un bidonville de Buenos Aires, puis rejoint la province de Corrientes, où l'évêque du diocèse a développé des ligues agraires pour venir en aide aux ouvriers agricoles. Menacée de mort, Alice est contrainte de regagner la capitale en 1977. C'est là qu'elle rallie le Mouvement œcuménique des droits de l'homme, qui apporte une aide matérielle aux mères des disparus. Fin octobre 1977, elle est arrêtée une première fois, avec des dizaines d'autres personnes, après une manifestation sur la place de Mai, où le dénommé Gustavo Niño s'est illustré en s'opposant physiquement à la police. Depuis ce jour, sœur Alice a une affection particulière pour le jeune homme blond aux yeux bleus, qui, de surcroît, est toujours prêt à donner un coup de main. Une fidélité qu'elle lui conservera jusqu'à la mort : « Elle est costaud, cette sœur. Elle tient le coup depuis plus de six heures et, quand on lui pose des questions, elle demande des nouvelles de ses amis[3] », s'exclame ainsi un certain « Tommy », le médecin de l'ESMA, chargé de surveiller le « bon déroulement » des séances de torture. De même, un survivant, Lissandro Raúl Cubas, témoignera devant la CONADEP : « Son comportement fut admirable. Dans les pires moments de douleur, elle demandait des nouvelles de ses compagnons et, comble de l'ironie, spécialement du "jeune homme blond" qui n'était autre que le lieutenant de frégate Astiz[4]... »

Après les supplices, les prisonniers sont conduits au troisième étage, dans les combles de « Selenio », surnommés « Capucha », à cause de la cagoule que tous doivent porter. Enchaînés avec des boulets aux pieds, ils sont entassés dans des conditions infra-humaines, le nombre des détenus atteignant parfois les cent cinquante. Le 10 décembre arrive sœur Léonie Duquet, soixante et un ans, séquestrée dans la chapelle de la paroisse où elle était chargée de la catéchèse. Manifestement, son « arrestation » n'a pas d'autre explication que sa cohabitation avec son amie Alice. Entre-temps, la nouvelle de l'enlèvement des deux religieuses est parvenue en France, où elle provoque une vive émotion nationale : « La France proteste contre la disparition de deux religieuses à Buenos Aires[5] », titre ainsi *Le Figaro*, le 14 décembre 1977. De fait, dans une lettre au général Videla, le 23 décembre, le président Valéry Giscard d'Estaing demande la libération immédiate des deux sœurs, tandis qu'un émissaire gouvernemental est envoyé auprès du général Harguindéguy, qui assure qu'il y a « quelques chances qu'elles réapparaissent[6]... »

Pour la junte, enferrée dans son mutisme, l'affaire devient encombrante. C'est ainsi que les tortionnaires de l'ESMA imaginent un scénario infernal : Alice est contrainte de rédiger une lettre sous la torture, destinée au révérend

père Guyot, le directeur des Missions étrangères, dans laquelle elle affirme être « prisonnière d'un groupe dissident du gouvernement actuel de Rafael Videla », et demande la « libération de vingt prisonniers politiques ». La lettre est accompagnée d'une photo des deux sœurs posant au-dessous d'une banderole des Montoneros et tenant à la main le quotidien *La Nación* daté du 14 décembre 1977. Personne n'est dupe, mais désormais le sort des deux religieuses françaises est scellé. Pressés d'en finir, les hommes de Massera n'attendent pas le mercredi, jour officiel des « transferts », c'est-à-dire, comme on le verra, des « vols de la mort ». Alice et Léonie sont endormies avec une piqûre de Penthotal, puis jetées vivantes dans une lagune du Río Paraná. Plusieurs survivants rapporteront avoir vu rentrer les marins « les bottes pleines de boue » en se vantant d'avoir trouvé « un bon endroit pour laisser les paquets »[7]...

Le GT 3332 : une copie fidèle du modèle français

Le destin funeste des deux religieuses françaises illustre parfaitement l'implacable machine « antisubversive » développée à l'ESMA par l'amiral Massera. La clé de voûte du système, c'est le GT 3332, nom de code donné au *grupo de tareas* des marins, dont la direction est assurée par le contre-amiral Rubén Chamorro, *alias* « Delfín » ou « Máximo »[a]. Or, comme le démontre l'historienne argentine María Oliveira Cezar, le GT 3332 représente un véritable « modèle contre-révolutionnaire[8] », qui applique de manière systématique toutes les techniques antisubversives préconisées par les théoriciens français, et tout particulièrement Roger Trinquier et Paul-Alain Léger. Pour commencer, tous les cadres militaires travaillant à Selenio ont été sélectionnés en fonction d'un état d'esprit qui s'inspire directement des héros de... Jean Lartéguy : « Tous les officiers du GT ont lu *Les Centurions, Les Prétoriens* et *Les Mercenaires*, rapporte ainsi Alberto Girondo, un survivant de l'ESMA qui y passa de longs mois. De ce fascisme à la française, le GT a repris une partie du vocabulaire, l'esprit de fraternité, l'idée messianique d'être les croisés du monde occidental et chrétien, ses techniques répressives. [...] Ce n'était pas des intellectuels, ils n'avaient aucune idée de doctrines ni de théories militaires, c'est pourquoi ils s'identifiaient avec les personnages de Lartéguy, qui étaient des types de l'action détestant les intellectuels et les hommes politiques[9]. »

D'un point de vue organisationnel, le GT 3332 s'appuie sur une répartition rigoureuse des tâches, reposant sur trois secteurs clés : l'« Intelligence », chargée de la collecte du renseignement, et donc de la torture ; les « Opérations », confiées aux commandos, dont la mission est de séquestrer les « suspects » ; et la « Logistique » qui gère le butin de guerre, une activité qui se révélera très lucrative. Plusieurs fois par jour se tiennent des réunions dans le *salón dorado*, au rez-de-chaussée du mess des officiers, pour coordonner les « Interventions » : les « officiers de renseignement » communiquent aux « officiers opérationnels » les informations obtenues sous la torture, à savoir l'identité et l'adresse des nouveaux « suspects ».

a En 1978, Chamorro sera nommé attaché militaire en Afrique du Sud, où il sera rejoint par Alfredo Astiz en juin 1979...

Mais là encore, la division du travail est strictement réglementée : « Les officiers de renseignement faisaient partie du staff permanent de l'ESMA, explique Juan Gasparini, séquestré à Selenio de janvier 1977 à août 1978. Quant aux officiels opérationnels, ils dépendaient de deux catégories : les "permanents", comme Alfredo Astiz, et les "rotatifs". Ces derniers étaient des marins qu'on faisait venir de toutes les bases du pays, pour qu'ils travaillent à l'ESMA de quarante-cinq à soixante jours. Pendant leur séjour, ils devaient participer aux deux activités clés du département "Opérations", c'est-à-dire la séquestration, puis l'élimination physique des "ennemis". En fait, par ce système, l'amiral Massera signait un véritable pacte de sang, en obligeant toute la marine à collaborer avec la répression[10]... »

En clair : tous les marins sont mouillés, mais de manière anonyme, car, pour éviter les poursuites éventuelles, Massera a ordonné qu'ils portent des pseudonymes : « Un jour, témoigne ainsi le capitaine de frégate Jorge Felix Busico devant la CONADEP, on m'a demandé de procéder à l'arrestation du docteur Pedro Eladio Vásquez, ce que j'ai fait, en plein jour et en communiquant mon identité à son épouse. Cela m'a été sévèrement reproché par le capitaine Menéndez, alors sous-directeur de l'ESMA, qui m'a dit que ces opérations devaient se faire sans que l'on sache le nom du personnel intervenant. Après cet incident, j'ai parlé avec le capitaine Chamorro, et je lui ai dit qu'il serait convenable de procéder à des jugements sommaires et, si c'était nécessaire, à des exécutions, mais en rendant la chose publique. Suite à quoi j'ai été mis à l'écart des opérations antisubversives de l'ESMA[11]. »

D'après l'étude réalisée par María Oliveira Cezar, 2 437 personnes ont été séquestrées par le GT 3332 du 20 octobre 1976 au 18 octobre 1977, soit une moyenne de six à sept enlèvements par jour. « À partir de la fin de 1976, note l'historienne, les marins décident de reproduire les techniques françaises et américaines de "retournement des prisonniers", en se fondant sur la terreur plutôt que sur les méthodes sophistiquées de "lavage de cerveau". C'est ainsi qu'ils créent un groupe de collaborateurs, baptisé "*ministaff*", pour les aider à capturer leurs anciens compagnons, à infiltrer les organismes de solidarité, à détecter, menacer et y compris capturer des exilés qui dénonçaient, dans différents pays, la dictature argentine[12]. » Contre la promesse de sortir vivants et l'obtention de meilleures conditions de vie, les « élus » de Selenio,

« complètement détruits par la torture », selon le mot de Juan Gasparini, sont envoyés en « mission » dans des parcs, des stades, des cinémas ou des places publiques pour désigner les « suspects », d'où leur surnom de *marcadores* (« marqueurs »).

« Le *ministaff*, dira le survivant Alberto Girondo devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU, fut le résultat de l'œuvre de destruction de l'être humain la plus monstrueuse et la plus perfectionnée qui ait jamais existée [13]. » C'est ainsi que, chargé d'infiltrer les « milieux subversifs », et notamment l'association des Mères de la place de Mai, Alfredo Astiz, *alias* l'« ange blond », prend l'habitude de se faire accompagner par Silvina Labayrú, membre du *ministaff* qu'il présente comme sa sœur [14].

Dans cet univers diabolique, il n'est pas rare que certaines « élues » développent des relations intimes avec leurs anciens bourreaux, comme Mercedes Changazzo, *alias* Lucy, qui devint l'amante du lieutenant Antonio Pernía, l'assassin de son mari, ou Marta Bazán, ancienne cadre des Montoneros, qui eut une relation prolongée avec le contre-amiral Chamorro, ou encore Anita Dvatman qui finit par se marier avec le lieutenant Radice, l'un des chefs du GT 3332.

Pour l'idéologue Massera, ces « retournements » spectaculaires représentent la validation du « processus de récupération » qu'il entend mener auprès de certains prisonniers soigneusement sélectionnés et regroupés au sein du « staff ». En général, il s'agit d'anciens chefs des organisations révolutionnaires ou syndicales, d'abord exhibés comme des trophées, puis utilisés pour leurs compétences manuelles ou intellectuelles. Installés au troisième étage, dans la « Pecera », ils sont chargés de faire des revues de presse, d'écrire les discours du tout-puissant amiral, de rédiger des articles destinés à contrecarrer la campagne internationale sur les droits de l'homme en Argentine, ou de réaliser des faux papiers pour les exécutants de « missions spéciales » à l'étranger.

Pour cela, ils utilisent les passeports des victimes, ce qui permet de simuler l'« exil volontaire » d'un certain nombre de disparus. Avec la section « Logistique », ils participent aussi à la gestion du *gran pañol*, la soute où est entreposé le butin de guerre : meubles, vêtements, électroménager, voitures volés aux victimes, mais aussi « transferts de propriétés » (maisons, magasins, etc.), réalisés grâce à la fabrication de faux documents [15]. Constituant un véritable « privilège », l'intégration dans le « staff » doit cependant se gagner de haute lutte : « Avant qu'un prisonnier puisse entrer à la Pecera, raconte ainsi Miriam Lewín de García, il y avait une étape naturelle qui était d'accomplir des tâches dans le sous-sol. [...] Là-bas on était soumis, disons, à une torture psychologique. Il fallait travailler en entendant les cris des torturés ou voir comment les groupes opérationnels amenaient les gens et donc faire comme si cela ne nous affectait pas, parce que montrer un signe d'affectation était pour les marins un symptôme de non-récupération. Il fallait simuler tout le temps [16]... » D'ailleurs, l'épreuve n'est pas une garantie contre la mort : plusieurs esclaves du sous-sol ont fini par être « transférés », selon l'expression d'usage, après une collaboration de plusieurs mois...

Les vols de la mort

« On a du mal à le croire. Pourtant, de nombreux témoignages y font référence. Certains en ont entendu parler, d'autres l'ont entendu directement de leurs ravisseurs. On a du mal à le croire, mais, dans le contexte général de cette répression sauvage, il est permis de penser que pour ses auteurs ce n'était rien d'autre qu'une méthode de plus utilisée pour le même objectif [17]. » Voilà ce qu'écrit le rapport de la CONADEP à propos de cette monstrueuse « spécialité argentine » que sont les « vols de la mort ». D'ailleurs, preuve qu'on a bien atteint là l'indicible, les assassins en uniforme n'emploient jamais le mot, mais parlent pudiquement de « transferts », qui représentent la version industrielle des « crevettes Bigeard » de la guerre d'Algérie (voir *supra*, chapitre 8).

À l'instar du Chili, où elle resta marginale, la « méthode » est employée d'abord de manière « artisanale ». C'est ainsi que, le 25 avril 1976, c'est-à-dire un mois après le coup d'État, le journal uruguayen *El Día* révèle que des cadavres ont été découverts sur les côtes du pays. Jetées dans le Río de la Plata, puis transportées par la mer jusqu'à l'Uruguay tout proche, les victimes ont été « violées et mutilées » et « les cadavres présentent des hématomes, des fractures, et des lésions des organes internes, ainsi que des blessures impressionnantes à la tête, faites probablement avec des haches ou instruments coupants, écrit le journaliste. De plus, les cadavres ont les mains attachées dans le dos et les pieds liés par des cordes de Nylon. L'un d'entre eux a les yeux arrachés [18]. » Le 20 mai, le même journal signale la découverte d'un « dixième cadavre mutilé et attaché avec un fil de fer. Les multiples fractures et les fils de fer, comme dans les cas précédents, laissent penser que le corps a dû être attaché avec des pierres très lourdes ou des blocs de ciment par les assassins qui voulaient ainsi éviter qu'il remonte à la surface [19] ».

De même, en août 1976, dans la province de Córdoba, des plongeurs venus dépanner un bateau sur le lac San Roque découvrent sept cadavres au fond de l'eau, attachés à des blocs de ciment. Peu avant, des pêcheurs de la région avaient noté la présence d'un hélicoptère qui survolait régulièrement le site. Ils décident de faire une déposition au commissariat de Villa Carlos Paz, qui refuse de l'enregistrer. Le lac, souligne la Commission argentine des droits de l'homme, est situé face au siège du 3e corps d'armée, commandé par le général Luciano Benjamín Menéndez, l'un des croisés antisubversifs les plus virulents.

Lorsqu'en 1984, la CONADEP enquête sur les disparus, elle recueille les premiers témoignages confirmant que les « vols de la mort » ont bien représenté une pratique généralisée, et encouragée par les plus hauts niveaux de la hiérarchie militaire. C'est ainsi que témoigne le brigadier Jorge Landaburu, dont la fille unique avait été séquestrée le 7 juin 1976. Ancien ministre de l'Aviation, il parvient à savoir qu'Adriana a été emprisonnée à l'ESMA. Il obtient un rendez-vous avec le général Videla, qui appelle en sa présence les commandants des trois armes, dont Massera. Tous nient une quelconque implication dans la disparition de la jeune fille. Plus tard, grâce à ses contacts dans l'armée, le brigadier finira par apprendre que sa fille a été jetée à la mer [20].

« À l'ESMA, explique Juan Gasparini, il y avait au moins un vol de la mort organisé par semaine, en général le mercredi. Mais parfois, quand la capacité du camp de concentration était atteinte, les marins organisaient un second vol. » Très vite, les détenus comprennent que derrière le terme de « transfert » se cache en fait une mort brutale : dans le *gran pañol* sont retrouvés les vêtements de leurs infortunés compagnons... « Le jour des transferts, il régnait un climat très tendu, raconte une survivante de l'ESMA. Nous ne savions pas si ça allait être notre tour ou pas. Ils commençaient à appeler les détenus par leur numéro. [...] D'après ce que nous avons entendu de certains officiers, les prisonniers "transférés" recevaient une injection de Penthotal et après avoir été montés dans un avion, endormis, ils étaient jetés à la mer [21]. »

Mais c'est en 1995 qu'éclatera véritablement l'horreur du système infernal mis en place par les hommes de Massera. Le capitaine de corvette Francisco Scilingo décide de briser la loi du silence, qu'avaient respectée jusque-là tous ses pairs de la marine, en accordant plusieurs jours d'entretien à mon confrère Horacio Verbitsky. On découvre ainsi qu'au début les corps étaient jetés d'hélicoptères, mais qu'ils réapparaissaient près des côtes, notamment d'Uruguay. Pour éviter cet inconvénient, très dommageable pour l'image de la junte, le système a donc été perfectionné : désormais, les victimes étaient transportées dans des avions Elektra ou des Skyvan, à plusieurs heures des côtes, suivant un plan de vol établi par l'armée de l'air, qui étudiait de près les courants marins...

Scilingo a participé à deux vols de la mort. Il raconte que son travail consistait à déshabiller les « subversifs », après qu'un médecin leur eut injecté une « seconde piqûre ». Puis, il les jetait nus à la mer : « Il y avait aussi des invités spéciaux, dit-il.

– Quels invités spéciaux ?, demande Horacio.

– Des officiers de la marine plus gradés, qui ne participaient pas mais qui venaient pour nous soutenir. [...] Ils étaient assis, et après, pendant l'opération, ils se levaient et ils étaient là, à regarder...

– Comment emmeniez-vous les personnes endormies jusqu'à la porte ?

– À deux...

– Vous les traîniez ?

– On les portait jusqu'à la porte... Lors de mon premier vol, le caporal de préfecture ignorait totalement l'objet de la mission. Quand il s'est rendu compte à bord de ce qu'il avait à faire, il a piqué une crise de nerfs. Il s'est mis à pleurer. Il ne comprenait rien, les mots ne lui sortaient pas de la bouche. [...] Finalement, on l'a envoyé en cabine et on a fini de déshabiller les subversifs [22]... »

À Campo de Mayo [a], dont le général Bignone prendra la direction en 1980, le dispositif est encore plus sophistiqué, ainsi que le racontera l'ex-sergent Victor Ibánez au journaliste Fernando Almirón. Pour être sûr que les cadavres ne remontent pas à la surface, consigne est donnée de leur ouvrir le ventre avec un couteau, pour que, « attirés par l'odeur du sang », les requins participent au festin. Le sergent Ibánez, lui, est chargé de nettoyer les avions à leur retour : « C'était absolument terrible, souffle-t-il. Après chaque vol, l'avion revenait plein de sang, d'excréments, de morceaux de cuir chevelu et de viscères collés au fuselage. Je pense que, par l'effet conjugué du vent et du vide, les corps devaient se fracasser contre la carlingue au moment où ils initiaient leur chute. Il me fallait trois ou quatre heures pour nettoyer toute cette saleté [23]... »

« El Tigre » et son « maître français »

« Le capitaine Acosta avait interdit toute référence aux "transferts". Mais, dans des moments d'hystérie, il disait : "Ici, celui qui dérange, on lui met une "pentho-naval" et il s'en va en l'air"... » Personnage très redouté, Jorge Acosta – *alias* « El Tigre » – dirige le service de renseignement de l'ESMA. Vu le rôle assigné à celui-ci, il est donc le numéro deux de Selenio, et le grand planificateur des séances de torture, auxquelles il participe personnellement. À la différence d'Alfredo Astiz, qui, de temps en temps, a besoin de nettoyer sa conscience en s'épanchant auprès des prisonniers – comme Juan Gasparini, avec qui il a fréquenté le même collège –, Acosta n'a jamais d'états d'âme. Il torture et fait torturer à tour de bras et ses justifications sont édifiantes : « Vous vous demandez sans doute, face à cette philosophie marxiste, quelle est la philosophie pour laquelle nous nous battons, explique-t-il ainsi à des officiers "rotatifs" tout juste arrivés à l'ESMA. Je vous l'expliquerai avec des mots simples : nous luttons pour la philosophie de maman, pour les bonnes

a Situé à une quarantaine de kilomètres de Buenos Aires, Campo de Mayo est une énorme garnison militaire, qui comprend un aérodrome, un camp de parachutisme, une école d'artillerie, une école de communications, etc.

choses que nos mères nous enseignaient à la maison quand nous étions enfants [24]... »

Spécialiste patenté de la guerre sale, « El Tigre » inaugure à l'ESMA, en février 1979, un cours de « lutte antisubversive » auquel participent des officiers d'Uruguay, du Paraguay, de Bolivie, du Brésil, du Nicaragua et du Guatemala. Le programme prévoit un enseignement sur le fonctionnement du GT 3332 et sur les tortures physiques et psychologiques, avec à la clé des planches anatomiques présentant les points du corps les plus sensibles à la gégène [25].

« Acosta était une espèce de fou qui passait vingt-quatre heures sur vingt-quatre à l'ESMA, et dont la seule raison d'être était le camp de concentration, raconte Juan Gasparini. C'était lui qui décidait de la vie et de la mort des prisonniers. Il se considérait comme un spécialiste de la guerre antisubversive et n'arrêtait pas de dire que les Français étaient ses pères idéologiques. Plusieurs fois, je l'ai entendu dire que son surnom "El Tigre" lui avait été donné par son maître français, un officier qui l'avait formé dans la lutte antisubversive.

– Qui était ce Français ?

– Je ne sais pas, il n'a jamais donné plus de détails. Ce qui est sûr, c'est que les romans de Lartéguy étaient ses livres de chevet... »

Évidemment, je cherche à joindre le capitaine Acosta, dont je découvre qu'il est en... prison préventive. Amnistié par la loi dite d'« obéissance due » de 1987, qui exempte de poursuites judiciaires tous les officiers jusqu'au grade de lieutenant-colonel, le tortionnaire est aujourd'hui accusé de « vol de bébés ». De fait, l'homme de confiance de Massera avait installé à Selenio une « maternité » où accouchaient les détenues de l'ESMA, mais aussi d'autres camps de concentration, avant d'être « transférées ». Des médecins de l'hôpital naval étaient chargés de retaper les « mères porteuses » après les inéluctables séances de torture, puis celles-ci recevaient un traitement de faveur jusqu'à leur délivrance fatale...

Pour interviewer Acosta en prison, je me mets en rapport avec son avocat, qui effectue les démarches auprès du juge en charge du dossier. En attendant, je rédige un questionnaire pour que M[e] Carlos Mazzucco le transmette à son client. Finalement, j'apprends qu'Acosta et le juge ont donné leur accord, mais que la marine a refusé... « Comme il est en instance de procès, l'amiral préfère qu'il ne parle pas, m'explique l'avocat. C'est peut-être aussi une question d'image... Mais Acosta a répondu à votre questionnaire : il dit qu'il a été formé à la lutte antisubversive en Argentine, qu'il a vu, comme tous les marins, le film *La Bataille d'Alger* et qu'il a lu les livres de Trinquier et de Lartéguy. En revanche, il n'a jamais eu de relations directes avec les Français. Et il n'a jamais dit, non plus, que son surnom "El Tigre" lui avait été donné par un Français...

– Que pensez-vous de l'accusation qui est portée contre lui ?

– Il n'a jamais volé aucun bébé... C'est vrai que, pendant la guerre, l'ESMA était devenue une maternité... Les femmes venaient y accoucher de Campo de Mayo ou de Olimpo [a] et d'autres endroits... Vraiment, on a l'impression qu'Acosta et Astiz sont les responsables de tout et que les autres n'ont absolument aucune responsabilité ! Vous croyez qu'ils ont fait tout cela sans l'aval de leurs supérieurs ? C'est ça la chaîne de commandement : en haut on ordonne, en bas on exécute... Pour moi, le seul type dont on peut dire que c'est un fils de pute, excusez l'expression, c'est Massera. Massera aurait dû dire : "Je suis le coupable de tout, car celui qui désobéissait, je le fusillais." C'était lui le patron de la marine et donc de l'ESMA ! C'est lui le principal responsable avec Harguindéguy !

– Et les vols de la mort ?

– Il y en a peut-être eu un... Quant à Scilingo, c'est un menteur, il n'a jamais participé à aucun vol...

– Dernière question : qu'a dit Acosta sur le boiteux français ?

– Il ne sait pas de qui vous parlez... »

Le boiteux de l'OAS

Car, bien sûr, depuis que Rosario Cerruti m'a parlé du mystérieux boiteux français, je n'ai eu de cesse de retrouver sa piste. En fouillant dans les journaux de l'époque, je découvre un article de *France-Soir* intitulé « Un ex-OAS a enlevé les deux religieuses en Argentine [26] ». De son côté, Jean-Pierre Bousquet se souvient d'une conversation qu'il a eue avec Jacques Marquez, le vice-consul de France à Buenos Aires : « Il était lui même pied-noir et avait fréquenté de très près les milieux de l'OAS, me raconte mon confrère de l'AFP. C'est pourquoi il connaissait personnellement tous les anciens de l'OAS qui s'étaient installés en Argentine, dont le boiteux, qui venait régulièrement au consulat. Il le soupçonnait d'avoir été actif dans les rangs de la Triple A. Quand il a su qu'il y avait un boiteux dans l'opération de l'église de Santa Cruz, il a immédiatement pensé que cela pouvait être celui de l'OAS. Apparemment, celui-ci collaborait avec les services de renseignement de la marine.

– Marquez n'a jamais essayé de mener une action contre lui ?

– Il n'avait pas les moyens de faire quoi que ce soit : officiellement, il n'y avait pas d'enquête et les autorités argentines niaient toute implication de l'armée dans la disparition du groupe de la Santa Cruz. De plus, côté français, l'ambassade ne voulait pas faire de vagues. J'ai même eu une discussion assez houleuse avec le colonel Jean-Claude Le Guen, qui m'a carrément dit que les

a « El Olimpo » était un centre de détention clandestin qui dépendait de la police fédérale à Buenos Aires (CONADEP, *Nunca más !*, *op. cit.*, p. 163).

deux religieuses françaises n'auraient pas eu de problème si elles s'étaient contentées de prier... En revanche, je dois reconnaître que le consul, Hugues Homo, qui était un monsieur très droite classique, a vraiment fait tout ce qu'il a pu pour obtenir la libération des Français qui étaient en prison ou pour avoir des informations sur les Français disparus. Mais de là à demander l'ouverture d'une enquête sur la collaboration éventuelle d'anciens de l'OAS avec les forces de la répression, c'était politiquement impossible : le gouvernement français n'avait aucun intérêt à cela... »

Plus intriguée que jamais, je contacte Me Horacio Mendez Carrera, un avocat de Buenos Aires qui avait été chargé par le gouvernement de François Mitterrand d'enquêter sur les disparus français en Argentine, dont les religieuses Alice Domon et Léonie Duquet : « La présence d'un boiteux à l'église de Santa Cruz a été confirmée par plusieurs survivants, me dit-il, mais son identité n'a jamais pu être établie. D'autant plus qu'il y avait un autre boiteux qui collaborait dans le GT 3332 de l'ESMA. Il s'agit d'un major de l'armée, qui s'appelait Julio Cesar Coronel. Il avait été blessé à la jambe gauche lors de la séquestration du journaliste Rodolfo Walsh, qui s'était défendu à l'aide d'un pistolet. Ce qui est sûr, en revanche, c'est qu'un Français s'intéressait de très près au sort des deux religieuses. J'ai eu une longue conversation avec sœur Renée Duquet, la cousine de Léonie, qui vivait aussi en Argentine. À plusieurs reprises, elle a été contactée par quelqu'un qui s'est présenté comme un agent de la police fédérale et qui parlait français sans aucun accent...

– Que voulait-il ?

– Sœur Renée n'a jamais vraiment su. Peut-être voulait-il évaluer la nécessité de la faire disparaître à son tour, car elle avait vraiment remué ciel et terre, après la disparition d'Alice et de Léonie... En tout cas, elle était sûre qu'il s'agissait bien d'un Français, et non d'un Argentin qui parlait bien français [27]. »

Reste à retrouver la trace du boiteux français, dont l'identité m'est confirmée par les deux filles du colonel Gardes, qui se souviennent l'avoir croisé chez leur père lors d'un voyage en Argentine : « Il s'appelait Bertrand de Parseval, me dit Florence Gardes, mais depuis nous ne l'avons jamais revu. » Quant à Pierre Sultana, qui participa, comme on l'a vu, à la création de l'OAS en février 1961, il s'emporte dès que je prononce le nom de son ancien compagnon d'armes : « C'est un voyou, tranche-t-il, sur un ton énigmatique, nous avons tous coupé les ponts avec lui... »

C'est finalement en Argentine que je trouverai le moyen de remonter jusqu'à celui qu'on surnommait « Face d'ange » (voir *supra*, chapitre 13). Nicole et Michel Bésineau l'ont bien connu, mais ont aussi décidé de « prendre de la distance » : « Il a fait trop de bêtises, explique la fille du général Gardy. Pour vous dire la vérité, il se droguait et il n'était plus fréquentable... » Quand elle a prononcé le mot « bêtises », j'ai tout de suite pensé à la collaboration de Parseval avec les forces de la répression argentines. Eh bien non, je découvre avec stupéfaction que l'ancienne compagne du lieutenant Degueldre soutient de tout cœur les méthodes de la dictature : « D'après plusieurs sources, dis-je avec prudence, il y avait un boiteux dans le commando qui enleva les deux religieuses françaises... Est-ce que cela pourrait être Parseval ?

– Ce n'est pas impossible », commence Michel Bésineau, qui est aussitôt interrompu par sa femme : « Si Bertrand a vraiment fait ça, alors, chapeau, il remonte dans mon estime ! »

J'encaisse sans mot dire. Pas question de polémiquer avec ceux qui finissent par me donner les coordonnées du « meilleur ami de Bertrand » : il s'appelle Hervé Faure, il était « proche de l'OAS » et il est arrivé en Argentine en 1963, avec le groupe de « rapatriés pieds-noirs » organisé, comme on l'a vu, par le secrétaire d'État François Missoffe. Après avoir travaillé quelque temps dans une coopérative agricole dans la région de Corrientes, il jette l'éponge et s'installe à Buenos Aires où il se lance dans le business : pendant la dictature, il devient « sous-traitant de l'armée argentine », à qui il fournit des « équipements électroniques », puis il ouvre plusieurs restaurants et « fait faillite »... Aujourd'hui, celui qui fut le représentant officiel du Front national en Argentine, avant de rejoindre les troupes de Bruno Mégret, dirige un magasin de meubles. « Bien sûr que je me souviens de l'histoire des deux bonnes sœurs françaises, me dit-il, avec son accent pied-noir caractéristique. C'était des subversives qui ont sûrement mérité leur sort...

– On dit qu'il y avait un Français boiteux qui a participé à leur séquestration...

– Ah ! Vous avez parlé avec ce connard de Marquez ! Quand on a su qu'il voulait mouiller Bertrand dans cette affaire, on lui a envoyé un message très clair pour qu'il ferme sa gueule... Je ne sais même pas si Bertrand est au courant de ce qu'on a fait pour lui... »

Impossible d'en savoir plus. Mais c'est en tout cas grâce à Hervé Faure que je pourrai enfin rencontrer Parseval, qui a quitté l'Argentine pour la Thaïlande, en 1999 – comme je l'ai déjà évoqué dans le chapitre 13. De passage à Toulon, où il est venu se faire poser une nouvelle prothèse orthopédique, le boiteux de l'OAS aborde de lui-même l'affaire des religieuses françaises : « Est-ce que vous aviez des relations avec les militaires argentins ?

– Non, aucune... Ce sont les Français qui m'ont accusé d'avoir enlevé leurs deux bonnes sœurs, finalement ils ont su que ce n'était pas moi, mais Astiz. La confusion vient sans doute du fait qu'on le surnommait l'"Ange blond", et que moi c'était "Face d'ange"... J'ai dû être dénoncé, je pense, par une ancienne fiancée à moi...

– Elle vous aurait dénoncé à l'ambassade ?

– Oui, par méchanceté ou par bêtise... »

Encouragée par ce curieux argument, je sors alors le livre d'Uki Goñi qui, dans son portrait d'Alfredo Astiz, consacre un chapitre à ce qu'il appelle la « connexion française » [28]. Il y fait clairement référence à la présence d'un « boiteux français » dans l'opération qui fit disparaître Alice Domon et Léonie Duquet. Parseval, manifestement, ne connaît pas l'ouvrage. Visage crispé, il se plonge dans la lecture du texte où le journaliste américain rapporte le témoignage de Rosario Cerruti...

« Ce serait donc cette femme qui, de bonne foi, a parlé d'un boiteux, dit-il avec hésitation. Et là, le con de Marquez a pensé que c'était moi...

– Et pourquoi a-t-il pensé à vous ?

– Eh bien, un ancien de l'OAS et boiteux, ça ne pouvait être que moi... En tout cas, il m'a convoqué au consulat et il m'a menacé de m'emmener dans un coin où je ne pourrais plus protéger mes petits copains parce que je serais obligé de parler... Je lui ai dit : "Ça va pas, la tête ?" Ils m'ont pris en photo et puis, deux jours après, ils m'ont téléphoné en me disant que c'était fini... »

Le « Centro piloto » de Paris

« Il y a un Français que j'ai vu deux ou trois fois à l'ESMA : il s'appelait Jean-Claude Criton, il était photographe à l'agence Sygma, et apparemment il était lié au « Centro piloto » de Paris. D'ailleurs, dans les archives que j'ai sorties clandestinement de l'ESMA, il y avait une photo de Criton qui avait servi à l'établissement de sa carte d'accréditation auprès de la junte [29]. » À cinquante-neuf ans, Victor Basterra est un des survivants de Selenio. Séquestré en août 1979, avec sa femme et son bébé de deux mois, qui furent rapidement remis en liberté, il resta prisonnier jusqu'en décembre 1983. Après avoir connu « sept mois d'enfer », l'ouvrier graphiste est affecté au service de fabrication de faux papiers de l'ESMA. C'est lui qui réalise notamment « quatre faux passeports » pour Licio Gelli, le patron de la loge P2, qui est un ami intime de l'amiral Massera. Entendu comme témoin lors du procès des généraux de la junte en 1985, Basterra fournit aux juges argentins une centaine de photos de collaborateurs militaires et civils de l'ESMA qu'il avait dissimulées, au moment de sa libération. Aujourd'hui, ces documents sont disponibles sur le site Internet de la CONADEP [30].

À côté de policiers argentins, d'officiers uruguayens ou d'un mercenaire allemand, pour qui les esclaves de Selenio ont fabriqué de fausses pièces d'identité, on trouve effectivement, à la rubrique « collaborateurs civils », une photo de Jean-Claude Criton. Installé à Santa Barbara, en Californie, depuis 1995, où il a ouvert une agence de photos, celui-ci a fréquenté le collège français de Buenos Aires de 1952 à 1958. Après avoir passé son baccalauréat à Paris, il rejoint un régiment de parachutistes en Algérie. Puis il devient grand reporter, notamment pour *Paris Match* et *Le Figaro Magazine*. C'est ainsi qu'on le retrouve en Argentine en compagnie d'un autre grand reporter dénommé... Roger Holeindre, futur dirigeant du Front national de Jean-Marie Le Pen.

Les liens de Criton avec l'ESMA sont suffisamment étroits pour que son nom apparaisse dans une liste de 2 251 « collaborateurs de la répression », publiée par l'association des Mères de la place de Mai, où il est présenté comme un proche du capitaine Yon [a]. Or Enrique Yon, *alias* « Cobra », qui fut le très redouté chef d'opérations du GT 3332 d'avril 1977 à janvier 1978, était lié au fameux « Centro piloto », une structure clandestine créée par l'amiral Massera à Paris.

L'origine de ce « centre » s'inscrit dans la préparation du XIe Mundial de football, prévu à Buenos Aires en juillet 1978. Désireuse d'améliorer une image internationale désastreuse, la junte militaire signe un contrat d'un million de dollars avec l'agence publicitaire Burson Marsteller, pour qu'elle redore son blason [31]. S'inspirant de cette initiative, Tomás de Anchorena, l'ambassadeur d'Argentine en France, propose à son ministre, le vice-amiral Carlos Montes, de créer un organisme chargé de mener une campagne similaire à Paris où vit une communauté d'exilés argentins à la fois très nombreuse et très active.

C'est ainsi que s'ouvre, en juillet 1977, le Centro argentino de difusión, qui dépend directement du service de presse de la Chancellerie, et donc de... l'ESMA. En effet, lors de la répartition du pouvoir entre les trois armes, l'amiral Massera avait obtenu que tombe dans l'escarcelle de la marine le très convoité ministère des Affaires étrangères. Celui-ci dispose d'un service de presse officiel, qui, dans les faits, est contrôlé par les officiers de l'ESMA, car ils ont le mérite d'être dévoués corps et âme à leur ambitieux chef. Comme on l'a vu, l'une des fonctions du « staff » est de réaliser des revues de presse et de rédiger des dossiers et articles, dans le but notamment de contrecarrer la campagne menée en France par le COBA, le Comité pour le boycottage du Mundial créé fin 1977 à Paris par une poignée de militants français des droits de l'homme, qui rencontre bientôt un considérable écho médiatique.

C'est ainsi que le matériel confectionné par les esclaves de Selenio alimente le Centro argentino de difusión (CAD) de Paris, qui, très vite, devient une couverture pour un organisme parallèle, baptisé « Centro piloto ». Celui-ci est confié aux officiers les plus en vue de l'ESMA, qui sont aussi les plus impliqués dans la guerre sale : le capitaine de corvette Jorge Perren, *alias* « Puma », chef d'opération du GT 3332 de mars 1976 à mars 1977 ; le lieutenant de vaisseau Antonio Pernía, un officier de renseignement qui participa à

a « Proyecto contra la impunidad », <www.madres.org>. Criton occupe le numéro 555 de la liste. On y lit : « Criton Jean-Claude, journaliste de l'agence Sygma, Français, lié au capitaine Yon. Son accréditation a été émise par l'ESMA. Poursuivi pour escroquerie. »

l'enlèvement et à l'assassinat d'Alice Domon et de Léonie Duquet ; le lieutenant de vaisseau Miguel Angel Benazzi, qui succédera au « Tigre » Acosta en 1978 ; le capitaine Yon, nommé attaché naval à l'ambassade d'Argentine ; ou le capitaine Alfredo Astiz [a].

En bref, la crème des tortionnaires argentins s'installe au cœur de la capitale du pays des droits de l'homme pour mener une double mission. La première, légale, est celle dévolue officiellement au CAD qui, s'inspirant du modèle des 5es bureaux, conduit des opérations d'action psychologique. Pour cela, les bourreaux de l'ESMA draguent les journalistes parisiens en les conviant à des défilés de mode et à des réceptions somptueuses au Club Business de Maxim's, voire en finançant leur voyage en Argentine pour qu'ils chantent les louanges des généraux. C'est très certainement dans ce cadre qu'ont été recrutés Jean-Claude Criton et Roger Holeindre.

Quant à la seconde mission, elle est totalement clandestine : il s'agit d'infiltrer le milieu des exilés, pour éventuellement faire disparaître ses représentants les plus « dangereux » [32]. C'est là qu'entre en scène Astiz qui, en février 1978, débarque à Paris sous l'identité d'Alberto Escudero. Se faisant passer pour un militant Montonero, il s'introduit dans la communauté des réfugiés argentins. Parmi eux : Daniel Tarnopolski, dont toute la famille – les parents, le frère et la sœur – a disparu à l'ESMA. Il a croisé à plusieurs reprises ce « jeune homme sympathique », qui finit, cependant, par éveiller ses soupçons, parce qu'il disait des « choses bizarres, du genre : "Qu'est-ce qu'ils diraient à l'ambassade s'ils savaient comment on attaque la patrie ?" Comme si on pouvait confondre la "patrie" et le gouvernement militaire... », raconte-t-il aujourd'hui [33].

Le 24 mars 1978, Astiz, *alias* « Escudero », est démasqué par une survivante de l'église de la Santa Cruz lors d'une réunion du Centre argentin d'information et de solidarité, et est immédiatement exfiltré de France. Refroidis par la mésaventure de leur collègue, les sbires du Centro piloto sont contraints de renoncer à leurs projets d'assassinats dans l'Hexagone. Mais pas en Argentine : le 20 décembre 1978, Elena Holmberg, l'ancienne directrice du service de presse de l'ambassade d'Argentine à Paris, est kidnappée à sa sortie du ministère des Affaires étrangères. La diplomate avait demandé à être mutée à Buenos Aires après avoir découvert les missions secrètes du Centro piloto. Son corps décomposé fut retrouvé, le 11 janvier 1979, dans le Río Luján [34]...

a En 1981 arrivera à Paris un autre tortionnaire de l'ESMA, Ricardo Cavallo, nommé attaché naval auprès de l'ambassade d'Argentine, et décoré de d'ordre du mérite par la France en 1984. En juin 2003, Cavallo a été extradé du Mexique vers l'Espagne à la demande du juge Baltazar Garzón.

Massera rencontre Valéry Giscard d'Estaing

« Un jour de 1978, me raconte Jean-Pierre Lhande, fondateur de l'association des familles de disparus français en Argentine et en Uruguay, un certain Sobrino Aranda m'a téléphoné à mon domicile parisien. Il m'a dit que l'amiral Massera était prêt à faire libérer quatre prisonniers français des geôles argentines en échange d'un entretien avec le président Valéry Giscard d'Estaing. »

S'il est quelqu'un en France qui, depuis bientôt trente ans, a remué ciel et terre pour qu'on n'oublie pas les disparus français d'Argentine, c'est bien Jean-Pierre Lhande. Né en Argentine, il fréquente le lycée français de Buenos Aires avant de s'installer en France, en 1970. Le 22 juin 1976, il est de visite dans sa famille quand les militaires défoncent la porte de l'appartement de ses parents. La *patota* recherche son frère Michel, qui fait son service à... l'hôpital naval. « Ils m'ont mis une cagoule ainsi qu'à ma femme », raconte-t-il. Puis, ils nous ont torturés à l'électricité. L'un de mes tortionnaires était un Français de pure souche. Depuis, je n'ai cessé de me demander qui ça pouvait bien être... »

Le lendemain, Michel Lhande est arrêté : il passera sept ans dans une prison de Rawson, en Patagonie. « Dès que j'ai su son arrestation, poursuit Jean-Pierre, je suis intervenu auprès d'un officier de la marine que je connaissais. Je pense que c'est ce qui a sauvé la vie à mon frère. » Le jour même, il est reçu par le vice-consul Jacques Marquez en présence du consul Bataille, qui « prennent des notes » en écoutant son histoire. De retour à Paris, il se rend au service des Français à l'étranger du Quai d'Orsay et découvre qu'« aucune information n'a été transmise de Buenos Aires. J'étais révolté, dit-il aujourd'hui, et c'est comme ça que j'ai créé l'association des familles de disparus ». Un militant est né qui n'aura de cesse de batailler contre le mur d'indifférence érigé par le gouvernement français : « Je me souviens d'une conversation avec Mead More, un type très bien, qui dirigeait le service des Français à l'étranger. Il a vraiment fait ce qu'il a pu et a fini par m'avouer que le directeur du département économique du Quai lui avait dit qu'on ne pouvait pas se fâcher avec les Argentins car il y avait des affaires à faire... »

Toujours est-il que, après l'appel de l'émissaire de Massera, Jean-Pierre Lhande et Me Jacques Miquel, l'avocat des familles de disparus, sont reçus par Jean-David Levitte, un diplomate détaché à l'Élysée [a]. Ils le convainquent d'organiser un rendez-vous entre l'amiral tortionnaire et le président Valéry Giscard d'Estaing, qui se rencontrent effectivement à Paris le 8 novembre 1978 : « L'amiral Massera m'a remis, sur papier sans en-tête, une liste de détenus et disparus, écrira VGE le 4 septembre 1985, dans un courrier adressé à l'ambassadeur de France en Argentine, en réponse à une demande de

a Depuis décembre 2002, Jean-David Levitte est ambassadeur à Washington.

Me Horacio Mendez Carrera, l'avocat des Français disparus en Argentine, qui a eu vent de la rencontre. S'agissant de ces derniers, certains noms étaient précédés d'un astérisque. Tel était le cas notamment pour deux religieuses françaises, sœur Alice Domon et sœur Léonie Duquet. L'amiral Massera m'a indiqué qu'il avait la certitude que les disparus dont les noms étaient précédés d'un astérisque étaient décédés. Mais il s'est déclaré dans l'impossibilité de me donner la moindre précision sur les circonstances des décès et les lieux où les corps avaient été enterrés. »

La rencontre de Massera – qui fait preuve d'un cynisme absolu – avec le président français s'inscrit dans sa quête de reconnaissance internationale, censée promouvoir son projet politique personnel. À partir de 1978, en effet, l'ambitieux amiral critique de plus en plus ouvertement la politique économique de la junte et rêve secrètement d'une « transition » dont il serait la figure de proue. Mais pour Jean-Pierre Lhande, là n'est pas l'essentiel : « Après son entretien secret avec VGE, Massera a tenu promesse, il a bien fait libérer quatre prisonniers français [a], commente-t-il. C'est la preuve que si le gouvernement français avait manifesté un minimum de volonté politique, en oubliant ses intérêts économiques, et principalement militaires, en Argentine, on aurait pu épargner quelques vies. »

Et de donner un deuxième exemple confirmant ses conclusions : en avril 1979, alors qu'il est reçu par Jacques Rigaud, secrétaire général de l'Élysée, il apprend fortuitement que... Maurice Papon, ministre du Budget, est sur le point de s'envoler pour Buenos Aires, pour une visite officielle à caractère économique. Avec deux autres membres de l'association des familles de disparus, il fonce aussitôt à l'aéroport de Roissy, où, prévenu par téléphone, l'ancien préfet de Vichy accepte de les rencontrer. « Évidemment, j'ai découvert que ce ministre de la République française partait en Argentine sans dossier sur les disparus et prisonniers français... Nous lui en avons communiqué la liste, et c'est comme ça qu'a été libérée Viviane Jacob... »

Papon n'oubliera pas l'histoire. Quand, des années plus tard, il sera jugé à Bordeaux pour complicité de crime contre l'humanité, il demandera à Jean-Pierre Lhande de lui établir un certificat de moralité, en invoquant son « geste humanitaire », ce que ce dernier refusera, bien sûr, de faire...

a Il s'agit de Miguel Benasayag, Hector Abrile, Roberto Sánchez et Gérard Guillemot.

La guerre des Malouines, ou la débandade des spécialistes de la guerre antisubversive

« Quand j'étais commandant en chef de la marine, j'avais promis au peuple argentin que nous ne lutterions pas jusqu'à la mort, mais jusqu'à la victoire, dussions-nous aller au-delà de la mort... » Voilà ce que déclarait l'amiral Massera au journal *La Nación*, le 25 janvier 1982. Deux mois plus tard, les glorieux marins argentins si prompts à traquer et torturer le « subversif intérieur » désarmé s'illustraient par une débandade honteuse face à un ennemi extérieur bien réel.

Le 2 avril, tentant de jouer sur la fibre nationaliste pour faire oublier le marasme interne, la junte décide de reprendre par la force les îles Malouines, situées à cinq cents kilomètres du continent et occupées par les Britanniques depuis 1832 [a]. Au petit matin, 5 000 soldats s'emparent de Port Stanley, entraînant la reddition sans condition des quatre-vingts marines de la petite garnison britannique. C'était sans compter avec la fermeté de Margaret Thatcher, qui envoie aussitôt un corps expéditionnaire de 7 500 soldats. La guerre dure soixante-quatorze jours et fait mille morts, côté argentin, et deux cent cinquante, côté britannique.

Tout au long du conflit, le manque de combativité de l'armée argentine, et notamment de son commandement, est tel que la junte est contrainte de créer une commission d'enquête pour évaluer les causes de la débâcle. Dans son rapport, la « commission Rattenbach » – du nom de son président le général Benjamín Rattenbach – constate l'« incompétence dans la planification, l'organisation et la conception opérationnelle des forces armées argentines ». Puis elle stigmatise l'absence d'esprit militaire des chefs, prêts à capituler avant même d'avoir commencé à se battre. C'est le cas notamment d'un certain Alfredo Astiz, qui dirigeait les troupes à Grytviken (Géorgie du Sud) et qui « s'est rendu avec sa troupe sans avoir opposé la moindre résistance [35] ».

De même, elle dénonce les « déficiences professionnelles » du vice-amiral Juan José Lombardo, commandant du théâtre des opérations de l'Atlantique sud, qui sera finalement condamné par un tribunal militaire. Ironie de l'histoire : au même moment, le valeureux marin sera jugé pour la disparition de Rosa Ana Frigerio, une jeune fille de vingt ans, séquestrée dans l'appartement familial le 25 août 1976, alors qu'elle était plâtrée de la tête aux pieds, après une opération à la colonne vertébrale. Pour couper court aux multiples

a À noter que le premier journaliste accrédité par l'Argentine pour couvrir la guerre est Jean-Claude Criton, qui réalisa notamment un reportage diffusé sur la chaîne américaine CBS, en 1982.

démarches entreprises par la famille, le capitaine Juan José Lombardo, qui commandait alors la base navale de Mar del Plata, avait publié un communiqué annonçant que Rosa Ana avait été « tuée dans un affrontement armé[36] »...

À l'instar du colonel Prudencio García, il est intéressant de noter que les deux corps qui furent les plus compromis dans la guerre sale, à savoir la marine et l'armée de terre, sont aussi ceux qui témoignèrent des plus grandes déficiences militaires lors de la guerre des Malouines. À l'inverse, « les forces aériennes, qui furent les moins impliquées dans la répression, ont montré le plus haut niveau de professionnalisme[37] ».

Un constat que partage l'expert argentin Norberto Ceresole : « L'expérience historique montre que les responsables qui poussent les forces armées à réprimer leur propre peuple n'ont jamais vaincu un ennemi extérieur et, finalement, qu'ils ne servent à rien pour la défense nationale, écrit-il. La principale cause de la perte de dignité de l'armée fut un dévoiement de la doctrine militaire grâce auquel une armée nationale a été utilisée comme une force d'occupation intérieure. [...] C'est ce qui conduisit à sa fracture. [...] L'armée avait dépensé toute son énergie pour détruire ses propres bases sociales et nationales. [...] Sa défaite (notre défaite) a pour origine quasi exclusive des facteurs provenant d'une certaine idéologie, entérinée par une doctrine : celle de la guerre antisubversive[38]. »

Et dans ce domaine, pas l'ombre d'un doute, les militaires argentins ont surpassé leurs maîtres français et tous leurs comparses en uniforme du Cône sud. Représentant les « importateurs les plus efficaces de la technologie antisubversive[39] », pour reprendre le mot de Prudencio García, ils en furent aussi, comme on va le voir, les meilleurs exportateurs, à un moment où les méthodes de la bataille d'Alger sont coordonnées à un niveau continental...

23

L'« opération Condor » et l'Internationale noire

Le colonel Riveiro habite au n° X de la rue G., dans le quartier très chic « de Martínez y San Isidro », me dit l'avocat argentin Horacio Mendez Carrera. « Quand vous y serez, soyez discrète, car le secteur est truffé de gardiens privés qui sont chargés de repérer tous les intrus... » De fait, dans ce quartier de demeures somptueuses, où habite notamment l'ancien président Carlos Menem, il est difficile d'échapper à la vigilance des mouchards en uniforme qui sont postés à chaque carrefour dans leur cahute de verre.

C'est donc avec une certaine appréhension que je me dirige vers le portail vert de la maison du colonel José Osvaldo Riveiro, *alias* Jorge Osvaldo Rawson ou « Balita ». L'homme m'intéresse au plus haut point, car il est un pur produit de l'enseignement des Français et il joua un rôle clé dans la guerre sale argentine et même continentale : né en 1932, il est sorti du collège militaire en décembre 1952 avec le grade de sous-lieutenant. Puis il s'est spécialisé comme officier de renseignement, au point d'être promu numéro deux du SIE, le service de renseignement de l'armée de terre. C'est ainsi qu'en 1975, grâce aux décrets signés par Isabel Martínez, il est chargé de mener la traque contre les « subversifs », et en particulier contre les Chiliens réfugiés en Argentine. Technicien redoutable de la guerre antisubversive, il deviendra, on va le voir, un acteur central de la sinistre « opération Condor ». Puis, au début des années 1980, il sera envoyé en Amérique centrale pour exporter le « savoir-faire » argentin notamment auprès des « Contras », les opposants au gouvernement sandiniste du Nicaragua...

Le 19 décembre 2001, alors qu'il jouissait tranquillement de sa retraite, le colonel Riveiro a lui aussi été rattrapé par l'histoire : il est incarcéré, à la suite d'une demande d'extradition émise par le juge Roger Le Loire qui l'accuse de

la disparition du Franco-Chilien Jean-Yves Claudet Fernandez. Il est finalement libéré six semaines plus tard, l'Argentine refusant l'extradition de nationaux au nom du principe de territorialité...

Les archives d'Arancibia Clavel

« Bonjour ! Je voudrais parler au colonel Riveiro... » De l'autre côté du portail vert, une voix masculine me répond par l'interphone : « Qui est-ce ?

– Je viens de France...

– Il n'est pas là, vous vous êtes trompée...

– Pourtant, c'est le général Diaz Bessone qui m'a donné son adresse, dis-je en mentant résolument.

– Ah ! Qu'est-ce que vous voulez ?

– Je fais une étude sur l'histoire de la guerre antisubversive depuis l'Indochine jusqu'à nos jours...

– Non, je vous remercie. Pour moi, c'est un thème du passé, qui ne m'a apporté que des problèmes. Ça ne m'intéresse pas. C'est un chapitre difficile de l'histoire argentine, ça ne sert à rien d'en parler. C'est comme pour vous, les Français, il vaut mieux regarder vers l'avenir [1]... »

Malheureusement, le colonel Riveiro n'ouvrira pas son portail. Mais notre brève conversation m'a confirmé qu'il était bien l'homme que je recherchais. Son existence et son rôle dans la guerre sale ont été révélés grâce au travail obstiné de Mónica González, une journaliste chilienne qui, depuis trente ans, à l'instar de son collègue et ami Horacio Verbitsky, n'a cessé d'accumuler témoignages et documents sur les dictatures du Cône sud. En 1986, alors qu'elle enquête sur l'assassinat du général Carlos Prats (voir *supra*, chapitre 19), elle fait le siège du palais de justice de Buenos Aires et finit par obtenir l'accès à une annexe où sont entassées les archives judiciaires. Là, un magistrat lui remet trois caisses de documents appartenant à Enrique Arancibia Clavel, l'ancien chef du bureau de la DINA en Argentine, qui fut, comme on l'a vu, l'un des auteurs de l'attentat contre Prats.

Le 4 novembre 1978, alors que le Chili et l'Argentine sont au bord de la guerre à cause d'un litige portant sur le contrôle de trois îlots du canal Beagle en Terre de Feu, l'agent du général Contreras est arrêté pour « espionnage ». Finalement, la guerre n'a pas lieu grâce à l'intervention du pape, et Arancibia Clavel est libéré en 1980. Mais, entre-temps, toutes ses archives ont été saisies et remises à la justice argentine. C'est cette découverte proprement extraordinaire que fait Mónica González un jour glacial de 1986. En ouvrant les cartons, elle tombe sur des dizaines de passeports de disparus chiliens, dont certains étaient des amis proches. Tremblante d'émotion, elle plonge dans des centaines de rapports dactylographiés qu'Arancibia Clavel envoyait

quotidiennement par télex au siège de la DINA à Santiago, pour rendre compte de son activité à « Mamo », le surnom du général Contreras dans l'« entreprise ». Parmi les documents, il y a aussi les réponses et ordres du colonel Eduardo Iturriaga Neumann, *alias* Luis Guttierez, le chef de l'appareil extérieur de la DINA.

« C'était hallucinant, raconte aujourd'hui Mónica González. Pour la première fois, il y avait des preuves écrites de la guerre sale et de sa coordination entre les dictatures chilienne et argentine. J'ai même eu un moment de panique en me demandant comment je pouvais exploiter cette mine de pièces à conviction. Comme il n'était pas question de les photocopier ni de les sortir, j'ai décidé d'enregistrer leur contenu sur un magnétophone : pendant deux jours, j'ai lu à voix haute des centaines de pages, parfois au milieu des larmes, tant tout cela était insoutenable. » De retour au Chili, Mónica retranscrit les cassettes sur son ordinateur, « une vieille bécane de la première génération informatique ». Et aujourd'hui, ce sont ces feuillets à la typographie désuète que l'on retrouve dans tous les tribunaux européens qui, à Madrid, Paris ou Rome, enquêtent sur la disparition de nationaux dans les pays du Cône sud.

Grâce aux archives d'Arancibia Clavel, il est possible de retracer, jour après jour, l'activité de la DINA en Argentine, d'avril 1974 à novembre 1978. C'est ainsi que l'on découvre les liens étroits qu'elle entretient avec la Triple A de López Rega : dans un mémorandum daté du 9 août 1975, Arancibia Clavel parle d'un contact avec le commissaire Héctor García Rey, « membre de la Triple A », et suggère que « l'entreprise l'invite avec sa femme au Chili ». Puis il transmet la demande de Juan Martín Ciga Correa, le chef du groupe fasciste Milicia, avec qui il organisa l'assassinat du général Prats : celui-ci voudrait qu'on lui « fournisse une mitraillette Sterling et des silencieux ». Dans un autre télex, l'agent de la DINA note : « Martín Ciga Correa m'a remis le matériel ci-joint. Ce matériel a été confisqué dans la maison de José Pepe Palacio, Chilien, soixante-deux ans, membre du Parti communiste depuis l'âge de quatorze ans, qui était en relation avec le MIR. Le groupe Milicia et un groupe de jeunes officiers ont conduit l'opération. Le sujet est RIP. » « RIP », comme *requiescat in pace* (repose en paix), un sigle utilisé systématiquement pour annoncer l'assassinat d'une victime.

Et Arancibia Clavel d'ajouter : « Il existe de la préoccupation et je dirais même de la panique chez les exilés chiliens à cause de la disparition constante des leurs à Buenos Aires. Récemment il y a eu plusieurs rafles. [...] L'armée attaque la subversion de manière légale et illégale, c'est-à-dire qu'un certain nombre de poissons sont remis au pouvoir exécutif et d'autres sont RIP. Cette semaine, le SIE a éliminé vingt-cinq éléments subversifs, tous de manière illégale. »

À la tête du Servicio de intelligencia del ejército, il y a précisément le colonel Riveiro, *alias* Rawson, qui devient le collaborateur privilégié de l'agent de la DINA : « Rawson m'a informé de son amitié intime avec López Rega, écrit celui-ci. Avec la nouvelle loi de la défense, il est chargé de quasiment toute la subversion en Argentine. » Il est important de souligner que tous ces « mémorandums » ont été rédigés dans le courant de l'année 1975, c'est-à-dire avant le coup d'État du 26 mars 1976, avant aussi que n'ait été lancée l'opération Condor, qui coordonnera les techniques de la bataille d'Alger à un niveau continental.

La première collaboration des polices secrètes

« Contrairement à ce que l'on dit généralement, m'explique Mónica González, ce n'est pas le général Contreras qui a eu l'idée de créer l'opération Condor, mais le colonel Riveiro, *alias* Rawson. » Et ma consœur de lire un mémorandum rédigé par Arancibia Clavel le 27 août 1975 : « Le colonel Rawson a établi avec les services migratoires argentins la liste de tous les Chiliens entrés dans le pays après le coup d'État du 11 septembre 1973. [...] Cet officier propose de créer une agence centrale du renseignement entre le Chili, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay. »

Ce texte est capital : il suggère que ce sont bien les Argentins qui, en bons élèves des Français, obsédés par le renseignement, devancent leurs comparses chiliens pour imprimer à la lutte antisubversive une dimension internationale et pousser à la collaboration entre les dictatures du Cône sud. Car, dès le début de l'année 1975, leur obsession antisubversive ne vise plus seulement leurs concitoyens argentins, mais aussi tous les ressortissants étrangers – Chiliens en tête – soupçonnés d'appartenir au réseau de la fameuse Junta coordinadora revolucionaria, la Junte de coordination révolutionnaire (JCR), devenue le prétexte officiel de la guerre sale.

Créée formellement en août 1973, celle-ci regroupe quatre mouvements révolutionnaires armés : le MIR chilien, l'ERP argentin, les Tupamaros uruguayens et l'ELN (Armée de libération nationale) bolivien. Pour ses chefs, Miguel Enríquez du MIR et Roberto Santucho de l'ERP, la JCR est censée incarner l'embryon d'une sorte de V[e] Internationale, dont l'objectif est de conduire le continent latino-américain à l'unité révolutionnaire, en s'inspirant du modèle du « libérateur » Simon Bolivar et de Che Guevara. « C'était notre projet politique à long terme, m'explique aujourd'hui René Valenzuela, l'un des cadres du MIR, qui vécut longtemps à Paris. Mais dans l'immédiat, le but de la JCR était de mener une résistance armée aux dictatures qui s'étaient progressivement installées dans tout le Cône sud. Dans les faits, la JCR n'a jamais été opérationnelle d'un point de vue militaire, contrairement à ce qu'ont prétendu les généraux [2]. »

Après sa création, pourtant, la JCR parvient à constituer un véritable trésor de guerre, grâce aux kidnappings de grands chefs d'entreprise conduits, comme on l'a vu, par l'ERP de Roberto Santucho. L'opération la plus spectaculaire fut l'enlèvement, le 6 décembre 1973, de Victor Samuelson, le directeur de la filiale argentine de la multinationale américaine Esso, qui rapporta à l'organisation révolutionnaire quelque quatorze millions de dollars [3]...

Dotée de moyens financiers conséquents, la JCR manque en revanche cruellement de militants, ceux-ci ayant été décimés par la répression dans tous les pays de l'alliance. C'est ainsi qu'en mai 1975 Edgardo Enríquez, qui a pris la tête du MIR après l'assassinat de son frère Miguel en septembre 1974, décide d'organiser une tournée en Amérique latine et en Europe pour recruter de nouveaux membres et soutiens. La mission est confiée au juge argentin Amílcar Santucho, le frère aîné du fondateur de l'ERP, et au sociologue chilien Jorge Fuentes, le trésorier du MIR, surnommé « El Trosko ». Munis de faux passeports, les deux hommes prennent un bus à Buenos Aires, le 16 mai, à destination d'Asunción, qui constitue la première étape de leur périple. Dans leurs bagages, ils transportent des documents de la JCR, une liste de contacts et une grande quantité d'argent liquide.

Lors d'un contrôle policier dans le port d'Itá Enramada, à une trentaine de kilomètres de la capitale paraguayenne, Amílcar Santucho est arrêté. Jorge Fuentes poursuit sa route mais subit le même sort, dès le lendemain, à son hôtel d'Asunción. Les deux émissaires de la JCR sont conduits dans une prison de la dictature du général Alfredo Stroessner, où croupit depuis un an un certain Martín Almada – à qui l'on doit, aujourd'hui, d'avoir découvert ce qui restera dans l'histoire comme les « archives de la terreur ». « Santucho et Fuentes ont été torturés pendant des semaines, d'abord par des militaires paraguayens, puis par des Argentins et Chiliens, qui avaient fait spécialement le déplacement, me raconte ce petit homme discret lors d'une conférence organisée au Sénat français, en 2002. C'est la première fois que les polices secrètes des trois pays collaboraient directement ».

Les « archives de la terreur »

Instituteur, Martín Almada avait été arrêté le 24 novembre 1974, puis sauvagement torturé par les hommes de Pastor Coronel, le chef de la police secrète du général Stroessner. Sa femme Celestina est décédée d'un infarctus, après que les tortionnaires lui eurent fait écouter un enregistrement des cris de douleur de son mari... Emprisonné dans le camp de concentration

d'Emboscada, Almada est libéré en 1978 et s'exile en France où il travaille pour l'Unesco. Après la chute de Stroessner, en 1989, il rentre au Paraguay où il présente devant les tribunaux une demande d'*habeas data* pour accéder aux informations policières et militaires le concernant. Un anonyme l'informe que des archives se trouvent au commissariat de Lambare, dans la banlieue d'Asunción. C'est ainsi que, le 22 décembre 1992, il se rend avec le juge José Agustín Fernández sur le lieu désigné où il découvre, effectivement, cinq tonnes de documents entreposés pêle-mêle dans cette annexe de la police politique de la dictature. Parmi les 593 000 pages d'archives, il y a notamment 1 888 cartes d'identité et passeports, 8 369 fiches de prisonniers, mais aussi des centaines de courriers ou rapports secrets échangés entre les sbires du général Stroessner et leurs homologues du Cône sud.

Exceptionnelles, les « archives de la terreur [a] » permettent notamment de retracer l'ultime parcours de Jorge Fuentes [b], en les recoupant avec les deux autres sources d'archives aujourd'hui disponibles : celles d'Arancibia Clavel, et aussi celles du gouvernement des États-Unis (16 000 documents de la CIA, du Pentagone et du département d'État relatifs à l'opération Condor ont été déclassifiés en 1999 à la demande du président Clinton [c]). On apprend ainsi que le colonel Riveiro-Rawson s'est rendu à Asunción où il a « interrogé » le prisonnier, puis il s'est entretenu avec le général Benito Guanes, le chef du G2, le service de renseignement de l'armée paraguayenne, avant de s'envoler pour Santiago : « Le voyage aller sera débité sur mon compte de Lan Chile », écrit Arancibia Clavel dans un télex adressé au chef des opérations extérieures de la DINA. Un détail qui confirme que Riveiro s'est déplacé au Chili pour transmettre à la DINA les renseignements qu'il avait obtenus, sous la torture, de Jorge Fuentes. Celui-ci finira d'ailleurs par être transféré « dans un état lamentable », selon le témoignage d'une survivante, à la Villa Grimaldi de Santiago, où les tortures reprendront de plus belle du 23 septembre 1975 à janvier 1976, le mois de sa disparition [4].

Pour se couvrir, les autorités paraguayennes établissent un certificat de « remise en liberté » en bonne et due forme, avec un avis d'expulsion par l'aéroport Président-Stroessner... Les archives révèlent aussi que les autorités américaines ont suivi de très près l'arrestation de Santucho et Fuentes. Le 6 juin, Robert Scherrer, l'agent des services secrets américains à Buenos Aires,

a Les « archives de la terreur » sont actuellement entreposées au huitième étage de la Cour suprême du Paraguay. Grâce à un programme de sauvegarde financé par l'Unesco, elles ont été microfilmées. On peut les consulter sur <www.unesco.org/webworld/paraguay>.

b Amílcar Santucho, lui, finira par être libéré et s'exilera en Suède. Il est décédé en Argentine dans les années 1990.

c Ces documents sont consultables sur le site du National Security Archive : <www.nsarchive.org>.

qui a aussi fait le déplacement à Asunción, transmet un rapport sur les interrogatoires des deux prisonniers au quartier général du FBI, à Washington. Il précise que dans le carnet d'adresses d'« El Trosko » ont été identifiées trois personnes résidant aux États-Unis, dont il transmet les coordonnées « pour enquête ». Puis, le même jour, il informe le général chilien Ernesto Baeza de sa découverte en précisant qu'il « communiquera les résultats de l'enquête dès qu'ils seront en sa possession [a] ».

Un autre document des « archives de la terreur » prouve que les services secrets français ne rechignèrent pas non plus à collaborer avec la police secrète du dictateur Stroessner. Sauf que l'affaire a très mal tourné... Lors d'une réunion rassemblant en 1976 les représentants de plusieurs services secrets étrangers, le sinistre Pastor Coronel lut un texte, classé « confidentiel » et intitulé « Synthèse de l'évolution de la subversion qui a tenté de s'établir dans le pays ». Il y explique que dans les « documents saisis » lors de l'arrestation des « deux chefs de la JCR », il y avait « l'adresse et le téléphone d'un contact à Paris. Nous en avons informé la police française qui a organisé une perquisition. C'est ainsi que sont morts deux officiers français, abattus par le fameux terroriste Carlos »...

Impossible de ne pas rapprocher cette histoire d'un événement qui défraya alors la chronique : le 27 juin 1975, trois agents de la DST, accompagnés d'un informateur libanais, se rendent au 9, rue Toulier, à Paris, où ils ont l'intention d'interroger un présumé responsable du réseau européen du Front populaire de libération de la Palestine du docteur Georges Habache. Ils tombent sur un inconnu, du nom de... Illich Ramirez Sanchez, un Vénézuélien dont le pseudonyme – « Carlos » – fera bientôt le tour du monde [b]. Celui-ci abat deux policiers et l'informateur, et blesse grièvement le commissaire Jean Herrantz. Dans une interview accordée à mon confrère John Dinges, l'agent américain Robert Scherrer confirme la version du Paraguayen Pastor Coronel, selon laquelle le renseignement qui conduisit les policiers de la DST à l'appartement de la rue Toulier est bien celui transmis par la police secrète de Stroessner... D'après lui, le nom du contact retrouvé sur Fuentes et Santucho était bien « Carlos » et les services secrets argentins pensaient qu'il s'agissait de Roberto Santucho, dont l'un des pseudonymes était précisément « Carlos ».

« Les policiers français sont allés à l'appartement pensant trouver Roberto, mais sont tombés sur le vrai Carlos, le Chacal », explique Robert

a La lettre de Scherrer au général Baeza fait aujourd'hui partie des archives conservées par la commission Rettig (voir aussi John Dinges, *The Condor Years*, *op. cit.*, pp. 89-94).

b Le 21 décembre 1975, un commando de terroristes dirigé par Carlos investit le siège de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole à Vienne. Onze ministres sont enlevés dans un avion qui atterrira à Alger. L'action est revendiquée par le « bras armé de la révolution arabe ». Carlos devient le terroriste le plus recherché du monde.

Scherrer[5]. Cette version, précise John Dinges, n'a pas été confirmée par la DST : celle-ci continue de dire que c'est bien le Libanais Michel Moukharbal qui conduisit ses agents à la rue Toulier[6]... Intriguée, je demande à deux anciens responsables du MIR ce qu'ils en pensent : « Il est tout à fait possible que la JCR ait été en relation avec Carlos, me disent-ils en substance. À cette époque, nous soutenions bien évidemment la lutte du peuple palestinien, et Carlos n'était pas encore le terroriste aveugle qu'il devint par la suite. Pour nous, il était un Vénézuélien révolutionnaire... »

Les prémices de l'opération Condor

En attendant, une chose est sûre : l'arrestation de Jorge Fuentes et d'Amílcar Santucho a permis aux tortionnaires paraguayens, argentins et chiliens de coordonner, pour la première fois, les interrogatoires de « subversifs ». Le général Contreras s'en frotte les mains, qui écrit le 25 septembre 1975 une lettre de remerciement à son homologue Pastor Coronel : « Je suis sûr que cette collaboration mutuelle va continuer et augmenter pour l'accomplissement des objectifs communs à nos deux services », se réjouit-il. Trois semaines plus tôt, ainsi que le rapporte un mémorandum d'Arancibia Clavel daté du 3 septembre, le colonel Rawson s'était de nouveau rendu à Santiago : a-t-il parlé à « Mamo » de son idée de créer une « agence centrale du renseignement » pour les pays du Cône sud ? Toujours est-il que le patron de la DINA n'a plus que cela en tête. À la fin du mois d'août 1975, il est reçu par Vernon Walters, au siège de la CIA, puis va au Venezuela, pour défendre son projet. Il contacte aussi le général João Batista Figueiredo, l'ami brésilien du général Aussaresses... De retour au Chili, il adresse une lettre au général Pinochet, le 16 septembre 1975, demandant une rallonge de 600 000 dollars pour la DINA, qu'il justifie ainsi :

« – Augmentation du personnel de la DINA au Pérou, Argentine, Brésil, Venezuela, Belgique, Italie ;

– frais supplémentaires pour la neutralisation des principaux adversaires de la Junte de gouvernement à l'extérieur, spécialement au Mexique, Argentine, Costa Rica, États-Unis, France et Italie ;

– assignations pour les officiers de la DINA qui suivent des cours de préparation dans le Centre d'entraînement de Manaus, au Brésil. »

Au moment où le général Contreras s'active pour institutionnaliser la collaboration entre les services de renseignement des dictatures latino-américaines, une nouvelle arrestation lui permet de peaufiner le modèle qu'il entend promouvoir : celle du Franco-Chilien Jean-Yves Claudet Fernandez. « J'ai eu une réunion avec Rawson qui m'a informé qu'un courrier français du MIR est tombé, écrit ainsi Arancibia Clavel à la DINA, le 17 novembre 1975. Apparemment, il s'appellerait Claudet. On a trouvé sur lui quatre-vingt-dix-sept microfilms avec les dernières instructions de Paris. On a soupçonné que ce Claudet était Sotomayor[a]. Après l'interrogatoire, on a pu déterminer qu'il était seulement un courrier de la JCR, on l'a photographié. Claudet n'existe plus. L'une des missions de Claudet était d'enquêter sur la situation du "Trotsko" au Paraguay. À Paris, ils étaient informés de son transfert du Paraguay à Santiago et ils ont même mentionné l'agence ou l'un de ses membres comme source de l'information. »

Né au Chili, de père français, Jean-Yves Claudet Fernandez était un rescapé du Stade national de Santiago, d'où il était sorti avec d'importantes séquelles de torture. Ingénieur chimiste, il avait finalement été incarcéré, puis libéré, grâce à l'intervention de l'ambassade de France au Chili. « À Paris, il s'est mis à la disposition du MIR, car il voulait aider la résistance à la dictature, raconte aujourd'hui Arhel, sa veuve. Il pensait que sa nationalité française allait le protéger. C'est ainsi qu'il a été envoyé en mission en Argentine pour remettre des directives de la JCR à Edgardo Enríquez[7].

– Quand l'avez-vous vu pour la dernière fois ?

– Ce fut à l'aéroport de Roissy, le 30 octobre 1975. Peu de temps après son départ, j'ai reçu un télex d'Argentine demandant qu'il renonce à son voyage, pour des raisons de sécurité. J'ai essayé de le joindre en laissant des messages à la compagnie aérienne, mais apparemment il ne les a jamais eus... »

D'après l'enquête menée dans les années 1980 par l'avocat Horacio Mendez Carrera, Claudet Fernandez est effectivement arrivé à Buenos Aires le 31 octobre, à 7 h 05, par un vol de la Pan Am. Il a été arrêté le matin du 1er novembre, à l'hôtel Liberty. Des employés de l'hôtel ont rapporté que, le 2 novembre, deux officiers argentins sont venus chercher ses affaires personnelles. « Je me suis toujours demandé qui avait bien pu informer les services secrets argentins de l'arrivée de Claudet Fernandez, me dit Horacio Mendez Carrera. L'une des hypothèses, c'est que le renseignement provenait de Paris[b]. »

« J'ai très vite su que Jean-Yves avait été arrêté, poursuit Arhel, qui, après vingt-sept ans d'exil en France, a décidé de passer sa retraite au Chili. Il avait l'habitude d'appeler dès son arrivée et là, pas de nouvelles... Aussitôt, j'ai appelé le Quai d'Orsay pour demander de l'aide, mais ils ne m'ont pas aidée... J'ai été reçue par un fonctionnaire qui m'a dit qu'il ne fallait pas faire de vague, car c'était dangereux pour mon mari...

---

a Membre de la direction du MIR, Humberto Sotomayor était présent dans la maison où fut abattu Miguel Enríquez par la DINA, le 5 octobre 1974. Il parvint à s'échapper et se réfugia dans l'ambassade d'Italie à Santiago, puis gagna la Suède.

b Cet avis est partagé par le journaliste américain John Dinges, qui l'a confirmé lors de son audition par le juge Le Loire.

– Avez-vous été en rapport avec l'ambassade de France en Argentine ?

– Oui. Je les ai appelés, mais eux aussi n'ont absolument rien fait. Ils m'ont dit qu'il était peut-être parti avec une maîtresse...

– Comment l'expliquez-vous ?

– Je pense que les Français étaient de mèche avec l'extrême droite, la DINA et l'opération Condor..., finit par lâcher Arhel après un long silence. Et ça, ça fait très mal... »

Une « multinationale de la répression »

« J'ai repris contact avec Oswaldo Rawson, qui m'a exposé son malaise quand il a appris que se tenait à Santiago une réunion des services de renseignement à laquelle il n'a pas été invité », rapporte Arancibia Clavel à la DINA, le 31 octobre 1975. De fait, depuis deux jours, se tient à l'Académie de guerre chilienne une réunion à « caractère strictement secret [8] », selon les termes du général Contreras, visant à créer la fameuse « agence centrale du renseignement » si chère au colonel Riveiro-Rawson. Mais, pour représenter l'Argentine, le patron de la DINA a invité le général Otto Paladino, le chef du SIDE, le service de renseignement de l'État, qui est par ailleurs l'un des piliers de la Triple A. Pourtant unis par la même obsession antisubversive, le SIE, le service de renseignement de l'armée de terre, et le SIDE se mènent une guéguerre sans merci, dont Riveiro manifestement a fait les frais...

Regroupant cinq pays du Cône sud (le Chili, l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay et la Bolivie [a]), la « Première réunion de travail d'intelligence nationale » est ouverte par « Mamo » en personne : « Depuis plusieurs années, dit-il en guise de préambule, la subversion est présente sur notre continent, en s'appuyant sur des concepts politico-économiques qui sont fondamentalement contraires à l'histoire, à la philosophie, à la religion et aux coutumes des pays de notre continent. Cette situation ne connaît pas de frontières, et l'infiltration pénètre tous les niveaux de nos vies nationales. »

Ainsi qu'il ressort du compte rendu de la réunion, retrouvé dans les « archives de la terreur », les participants s'accordent à créer une « banque de données », c'est-à-dire « une archive centralisée sur les antécédents des personnes, organisations et autres activités, liées directement ou indirectement à la subversion, d'une manière générale quelque chose de similaire à Interpol, à Paris, mais dédié à la subversion ». Pour cela, est décidée la mise en place d'un système de communication central, avec télex et cryptogrammes (messages codés). Il est précisé que peuvent entrer dans le « système coordonné de

a Le Brésil s'est contenté d'envoyer des « observateurs » à la réunion.

sécurité tous les pays intéressés, à l'exception des pays marxistes ». Siégeant à Santiago, l'agence, dirigée par le général Eduardo Iturriaga, le chef des opérations extérieures de la DINA (pseudonyme : Luis Guttierez), accorde l'« immunité diplomatique » à son « personnel technique », à savoir aux escadrons de la mort plurinationaux qui seront chargés de traquer les opposants dans tous les pays de la zone couverte par l'accord.

Ainsi que le rapportera plus tard le colonel José Fons, qui dirigea la délégation uruguayenne, le nom « Condor » est accepté à l'unanimité, en hommage au célèbre rapace des Andes, qui est l'emblème du Chili [9]. Au terme de la réunion, les participants décident d'organiser le « travail » de l'agence en trois phases : la première consiste à établir la banque de données sur les « subversifs », la deuxième à monter des opérations conjointes contre les opposants résidant dans la zone Condor, et la troisième hors de la zone Condor. Puis, après une soirée au casino de Viña del Mar, les tortionnaires en uniforme se séparent comme si de rien n'était... Des années plus tard, le 16 octobre 1998, le juge espagnol Baltazar Garzón motivera son mandat d'arrêt international contre le général Pinochet en le désignant comme « l'un des responsables principaux » d'un « système de coordination terroriste international » visant à « exterminer dans différents pays l'opposition politique et de nombreuses personnes pour des raisons idéologiques ».

La « multinationale de la répression [10] », pour reprendre l'expression de la CONADEP, ne tarde pas à se mettre en branle, et principalement en Argentine où la « phase 2 » a déjà largement commencé. C'est dans un ancien garage, « Automotores Orletti », situé au 2519, rue Venancio Flores, à Buenos Aires, que s'installe le quartier général de la filiale argentine de l'opération Condor. Dépendant hiérarchiquement du général Otto Paladino, le chef du SIDE, le centre de torture a été mis à disposition par le général Harguindéguy qui, depuis son séjour à Montevideo, entretient d'étroites relations avec le colonel Guillermo Ramírez, l'un des chefs du service de renseignement de la défense uruguayenne. Pour faciliter le travail des agents uruguayens, l'ancien élève des Français leur fournit gracieusement des uniformes de la police fédérale.

Encadrés par le major José Niño Gavazzo, surnommé « El Carnicero » (le Boucher), les Uruguayens mènent des opérations conjointes avec les Argentins, qui sont dirigés par le sinistre Anibal Gordón, un civil, ex-membre de la Triple A, que le général Paladino a intégré dans le SIDE au lendemain du coup d'État. Car, à Automotores Orletti, on fait dans l'international : les prisonniers sont chiliens, uruguayens, paraguayens, boliviens et parfois aussi argentins. Des centaines de *chupados* (« aspirés ») qui ont transité par le centre, seule une poignée a survécu. Certains ont disparu dans leur pays d'origine, où ils ont été rapatriés après avoir connu l'enfer. C'est ainsi, par exemple, que Marcelo Gelmán, le fils du poète argentin Juan Gelmán, est kidnappé le

24 août 1976 par un commando d'Anibal Gordón, avec sa femme, Maria Claudia García, alors enceinte de huit mois. Le couple transite par Automotores Orletti : Marcelo est assassiné et Maria Claudia transférée en Uruguay où, après avoir donné naissance à une petite fille, elle disparaît [a].

La traque fonctionne aussi dans l'autre sens : le 2 avril 1976 est enlevée en Bolivie Graciela Rutila Artés, une Argentine, ainsi que sa fille Carla, de neuf mois. Transférée à Automotores Orletti, elle disparaît. Des années plus tard, la jeune Carla reconnaîtra une photo d'elle bébé lors d'une manifestation des Mères de la place de Mai, ce qui lui permettra de retrouver ses grands-parents maternels... Le 16 juillet 1976, trois jours avant la capture de Roberto Santucho, arrivent aux portes de l'enfer sa sœur Manuela et son frère Carlos, qui n'ont rien à voir avec l'ERP, mais subissent les pires sévices : suspendu à une poulie, Carlos est plongé régulièrement dans un tank d'eau putride, et devient fou. Manuela est torturée, violée pendant des semaines. Les deux disparaissent à jamais [b]...

On pourrait poursuivre à l'infini la liste des crimes perpétrés par les hommes de l'opération Condor, qui agissent dans l'impunité la plus totale. Parfois, la notoriété de leurs victimes soulève quelques vagues internationales : le 18 mai 1976 est enlevé à l'hôtel Liberty l'ex-sénateur uruguayen Zelmar Michelini, et puis, au même moment, dans son appartement, Héctor Gutiérrez Ruiz, l'ex-président de la Chambre des députés de l'Uruguay. Leurs cadavres sont retrouvés trois jours plus tard dans une voiture, avec ceux de Rosario Barredo et William Whitelaw, un couple de Tupamaros.

Le 2 juin 1976 disparaît à son tour l'ancien président bolivien, le général Juan José Torres, qui s'était réfugié en Argentine après le coup d'État du général Hugo Banzer. Dans une déclaration à la presse, Albano Harguindéguy dénonce une « autoséquestration à des fins publicitaires [11] ». Le cadavre de Torres est retrouvé le lendemain, criblé de balles, sous un pont dans les environs de Buenos Aires.

La complicité tacite des États-Unis

Ainsi que le prouve l'enquête minutieuse de mon confrère John Dinges, le gouvernement américain, et en particulier son secrétaire d'État Henry

a Après des années de combat, Juan Gelmán a retrouvé en mars 2000 sa petite-fille, qui avait été adoptée par la famille d'un policier uruguayen.

b La famille Santucho a payé un lourd tribut à la répression : sept morts, quatre disparus et neuf exilés.

Kissinger [a], est parfaitement informé des méthodes et objectifs de l'opération Condor, quasiment dès sa création. Mais tant que celle-ci ne vise que les pays de la zone latino-américaine, il ne bouge pas. Parfois même, les services secrets américains n'hésitent pas à « profiter » des renseignements obtenus sous la torture, quand le profil des prisonniers les intéresse. C'est ainsi que, le 22 septembre 1976, la CIA établit un rapport secret, aujourd'hui déclassifié, où elle transmet un résumé des interrogatoires de Jesús Cejas Arias et de Crescensio Galañena, un chauffeur et agent de sécurité de l'ambassade de Cuba à Buenos Aires. Enlevés en pleine rue par un commando de quarante hommes, le 9 août 1976, les deux Cubains sont torturés pendant plusieurs semaines à Automotores Orletti, puis disparaissent [12]. De même, un autre document émanant du département d'État révèle que les responsables de Condor utilisent le réseau de communication de la base américaine du Panama pour échanger des renseignements dans un langage codé, baptisé « CondorTel ». Cette coopération active des États-Unis avec la multinationale du crime a été découverte, en 1978, par Robert White, l'ambassadeur de Jimmy Carter à Asunción, lors d'une réunion avec le général Alejandro Fretes Dávalos, le chef des forces armées paraguayennes. S'adressant au secrétaire d'État Cyrus Vance, White se demande si cet accord est bien « favorable aux intérêts du gouvernement américain [b]. »

D'une manière générale, l'administration Ford soutient, pour le moins tacitement, le général Pinochet avec qui elle partage une vision commune de la « sécurité nationale » : le 8 juin 1976, alors que va s'ouvrir à Santiago la rencontre annuelle de l'Organisation des États américains (OEA), Henry Kissinger s'entretient personnellement avec le dictateur chilien. Il est intéressant de noter les mille et une précautions que prend le secrétaire d'État américain avant d'expliquer à son hôte que, vu les circonstances, il est obligé de parler des droits de l'homme dans son discours inaugural. Il est clair que Kissinger pense avant tout aux élections américaines de novembre, qui, finalement, porteront au pouvoir le démocrate Jimmy Carter. « Mon discours ne visera pas directement le Chili, explique-t-il à Pinochet. Je pense effectivement que vous êtes victimes de tous les groupes gauchistes du monde et que votre plus grand péché fut de renverser un gouvernement qui allait devenir communiste. Cela m'aiderait vraiment de savoir quelles mesures vous entendez prendre dans le domaine des droits de l'homme...

a Henry Kissinger a été assistant de Richard Nixon pour la sécurité nationale de 1969 à 1973, puis secrétaire d'État de Richard Nixon (1973-1974) et de Gerald Ford (1974-1977).

b Parmi les 16 000 documents américains déclassifiés en 1999, le câble de White est le seul qui mette au jour la collaboration directe des États-Unis dans l'opération Condor. D'après J. Patrice McSherry, professeur à l'université de Long Island, qui a découvert le document, sa déclassification serait une erreur (*New York Times*, 6 mars 2001).

– Lentement, nous faisons des progrès, répond le dictateur, avec un parfait cynisme. Actuellement, nous n'avons que quatre cents prisonniers...

– Peut-être pourriez-vous grouper des remises en liberté pour qu'elles aient un impact psychologique plus fort. [...] En tant qu'ami, je dois vous dire que si nous ne sommes pas en mesure de montrer qu'il se passe des choses au Chili, nous allons être vaincus...

– Nous vous suivons, vous êtes le leader [13]... »

La conversation paraît surréaliste quand on sait qu'au même moment arrivent sur le bureau du secrétaire d'État des rapports qui contredisent formellement les affirmations du chef de Condor : « Les services de sécurité de plusieurs pays sud-américains collaborent dans des actions contre des réfugiés politiques en Argentine, écrit ainsi la CIA le 23 juin 1976. Au début du mois, des hommes armés ont saccagé les bureaux de la Commission catholique pour l'immigration et volé les listes où étaient enregistrés des milliers de réfugiés et immigrants. [...] Deux jours plus tard, vingt-quatre réfugiés uruguayens et chiliens ont été enlevés et torturés. [...] D'après plusieurs sources, le Chilien gauchiste Edgardo Enríquez, qui a été arrêté par les forces de sécurité argentines le 10 avril, a été renvoyé au Chili et est maintenant mort. »

De même, le 2 juillet, la « compagnie » rend compte d'une réunion de Condor qui s'est tenue à Santiago en juin et où les délégués ont décidé d'enclencher la « phase 3 » de leur programme : « Les services de renseignement uruguayens sont convenus de faire des opérations clandestines à Paris avec leurs collègues d'Argentine et du Chili contre la Junte de coordination révolutionnaire et d'autres groupes subversifs de gauche latino-américains, note le rédacteur du rapport. Ces services de renseignement sont déjà en train de coordonner des actions en Argentine. »

Paris, manifestement, est dans la ligne de mire de Condor, ainsi qu'en témoignent plusieurs documents déclassifiés : « L'Argentine, le Chili et l'Uruguay vont coopérer clandestinement contre les activités de la JCR à Paris », informe ainsi un courrier adressé, le 20 juillet, par les services de Henry Kissinger aux ambassades américaines de Lisbonne, Paris, Rome, Oslo et Stockholm, après avoir mentionné l'assassinat de l'ex-président bolivien Juan José Torres et de l'Uruguayen Zelmar Michelini. De même, le 11 août, un autre document secret rapporte : « Les responsables des forces de sécurité au Chili, en Argentine et en Uruguay souhaiteraient étendre leur coopération en matière d'activités antiterroristes pour inclure l'assassinat de terroristes de haut rang exilés en Europe... La plus importante concentration d'exilés sud-américains en Europe se trouve à Paris. »

Est-ce l'imminence des élections américaines qui pousse Henry Kissinger à sortir de sa complicité tacite ? Toujours est-il que, le 18 août, il envoie un mémorandum aux ambassadeurs de Buenos Aires, Santiago et Montevideo, où il leur enjoint de prendre contact dans les plus brefs délais avec les « responsables les plus élevés, et si possible avec les chefs d'État » : « Le gouvernement américain est informé que plusieurs pays du Cône sud échangent des renseignements et coopèrent dans le domaine des activités subversives, ce que nous estimons utile, écrit-il. Des rumeurs suggèrent que la coopération inclut aussi des plans d'assassinat de subversifs, de politiciens et de figures proéminentes à l'intérieur des frontières de certains pays du Cône sud mais aussi à l'extérieur. Si c'était le cas, cela créerait un problème moral et politique sérieux. » Ainsi que le montre l'enquête de John Dinges, ce mémorandum sera ignoré par les trois ambassadeurs concernés, au grand bonheur des assassins de Condor qui frapperont bientôt au cœur de Washington...

L'Internationale noire

« Quand avez-vous rencontré pour la première fois Stefano Della Chiaie ?

– Euh, bredouille le général Contreras, je crois que c'était lors de l'enterrement du général Franco, à Madrid, en novembre 1975...

– Et après ?

– J'ai dû le croiser deux ou trois fois, quand il s'est installé au Chili... »

Manuel Contreras, c'est bien connu, est un fieffé menteur. Tout ce qu'il dit doit être pris avec d'infinies précautions, puis recoupé avec d'autres sources d'information. Or là, c'est sûr, le bras droit de Pinochet vient de proférer un demi-mensonge : ce n'est pas en 1975 qu'il a rencontré pour la première fois le fasciste italien Della Chiaie, mais en avril 1974, à Santiago [a]. Celui-ci accompagnait le prince Junio Valerio Borghese, *alias* le « Prince noir », l'ancien homme de main de Mussolini [b] venu proposer ses services au général Pinochet. Les deux Italiens sont alors réfugiés dans l'Espagne franquiste, après leur tentative de coup d'État à Rome, le 8 décembre 1970, où un commando de cinquante fascistes avait pris d'assaut le Palacio Quirinale, le siège du ministère de l'Intérieur italien. Chef du mouvement d'extrême droite Avanguardia nazionale, Stefano Della Chiaie est aussi responsable d'un attentat à Milan, le 12 décembre 1969, où une bombe avait explosé dans le hall de la banque de l'agriculture, faisant seize morts. S'y ajoutent un attentat à l'université de Padoue et dans la foire industrielle de Milan, et huit attaques de train. D'emblée, toutes ces actions terroristes sont attribuées aux anarchistes et militants d'extrême gauche, qui sont alors victimes d'une véritable

---

a C'est ce qu'a notamment expliqué au juge Le Loire le fasciste repenti Vincenzo Vinciguerra, actuellement en prison à Milan, mais aussi l'Américain Michael Townley au juge italien Giovanni Salvi.

b Pendant l'éphémère République de Salo, Borghese dirigeait les brigades noires chargées d'exterminer les partisans italiens.

chasse aux sorcières. Plus tard, lors de procès retentissants qui provoqueront une tempête au Parlement européen, on apprendra que ces attentats s'inscrivaient dans une « stratégie de la tension », fomentée par les services secrets de l'OTAN, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, pour empêcher la victoire électorale des communistes.

À l'instigation des États-Unis, une clause secrète du traité fondateur de l'OTAN enjoignait les services secrets des pays membres de mettre en place des *stay-behind armies*, des organisations paramilitaires, composées de fascistes et d'anciens nazis : en Italie, le projet secret s'appelait « opération Gladio » et s'appuyait sur les troupes de Della Chiaie avec la complicité de Lucio Gelli, le patron de la loge P2 [a]. L'enquête de la justice italienne sur les attentats de Milan a aussi révélé la participation d'anciens de l'OAS travaillant pour une « agence de presse » basée à Lisbonne. À sa tête, un certain Yves Le Guillou, *alias* Ralf Guérin-Sérac, qui, comme on l'a vu, s'était installé dans le Portugal du dictateur Salazar après l'indépendance de l'Algérie (voir *supra*, chapitre 13). Ancien chef d'un commando Delta d'Oran, ce fasciste de grand chemin a effectivement créé une agence baptisée Aginter qui éditait un bimensuel d'information à caractère anticommuniste [b], mais qui camouflait en réalité un centre terroriste international financé par le gouvernement portugais et par les milieux de l'extrême droite française, belge, sud-africaine et sud-américaine.

Dans un rapport rédigé en 1973 à la demande du juge Gherardo d'Ambrosio, le ministère de l'Intérieur italien présente Aginter comme une « officine d'espionnage couverte par les services secrets portugais et liés à d'autres services occidentaux : la CIA, les réseaux Gehlen ouest-allemands, la DGS espagnole, le KYP grec, le Boss sud-africain, etc., qui comprend :

– un centre de recrutement et d'entraînement de mercenaires et de terroristes spécialisés dans des attentats, le sabotage ; [...]

– un centre stratégique pour des opérations de subversion et d'intoxication politique en Afrique, Amérique du Sud et Europe ; en liaison avec plusieurs gouvernements réactionnaires, des personnalités politiques connues et des groupes fascistes internationaux ;

a Au Royaume-Uni, le projet s'appelait « Operation Stay Behind », et « S Heepskin » en Grèce. L'une des raisons du retrait de la France de l'OTAN en 1966 aurait été l'opposition du général De Gaulle à ce complot (voir J. Patrice McSherry, « Operation Condor : clandestine inter-american system », *Social Justice*, hiver 1999 ; et Frédéric Laurent, *L'Orchestre noir, op. cit.*).

b Le premier numéro est sorti en novembre 1966. Les principaux rédacteurs étaient Jean Brune et Henri Le Rouxel. À partir de 1970, la revue sera ronéotée à Dieppe par l'imprimerie G. Ruffel (Frédéric Laurent, *L'Orchestre noir, op. cit.*).

– et, enfin, une organisation fasciste internationale appelée "Ordre et Tradition", doublée d'un bras militaire du nom d'OACI (Organisation d'action contre le communisme international) [14]. »

Les « cours » dispensés par Aginter incluent les techniques de filature, fouille, perquisition, mais aussi d'interrogatoire, avec l'usage de la torture et du... Penthotal. Véritable OAS internationale, l'agence est active en Afrique, notamment au Katanga où ses mercenaires croisent ceux de Trinquier (voir *supra*, chapitre 12) ; en Amérique du Sud, et tout particulièrement en Argentine, où certaines de ses recrues, dont Ralf Guérin-Sérac, font partie de la garde rapprochée de López Rega ; et au Chili, où elle entraîne les fascistes du groupe Patria y Libertad, dont est membre Enrique Arancibia Clavel ; mais aussi au Salvador, où ses barbouzes encadrent les escadrons de la mort du major d'Aubuisson.

En 1974, après la « révolution des œillets », les hommes d'Aginter émigrent en Espagne où ils retrouvent les fascistes italiens, dont Della Chiaie. Effectivement, comme l'avoue le général Contreras, tout ce beau monde se croise à Madrid lors de l'enterrement du général Franco, le 20 novembre 1975. Dans l'hôtel Ritz, sur le Paseo del Prado, le général Pinochet reçoit même une délégation de phalangistes espagnols, de nationalistes croates et l'incontournable Della Chiaie [15]. Mais ce que ne dit pas Contreras, c'est que le fasciste italien venait d'accomplir sa première mission pour le département extérieur de la DINA : un attentat commis le 6 octobre 1975 contre Bernardo Leighton, le président de la Démocratie chrétienne et ex-vice-président du Chili, et sa femme Anita Fresno. Réfugié à Rome après le coup d'État, le couple survécut, mais Leighton resta paralysé à vie [a]...

Le vol du Condor

« Quand Della Chiaie est retourné au Chili, après l'attentat contre Leighton, il a été reçu par Pinochet qui lui a donné l'accolade et lui a dit en espagnol, mot pour mot : "Quel dommage, ce vieux ne veut pas mourir !" » Voilà ce que rapporte Vincenzo Vinciguerra, un militant repenti d'Avanguarda nazionale, qui purge actuellement une peine de prison à Milan. Entendu par le juge Le Loire, il précise quel type de relation unissait les fascistes italiens au dictateur chilien : « Il s'agissait d'un pacte de collaboration réciproque dans une optique anticommuniste. Il y a également eu parfois des

a En juin 1995, le général Contreras sera condamné pour ce crime à vingt ans de prison par contumace par la justice italienne et Raúl Iturriaga Neumann, le chef des opérations extérieures de la DINA, à dix-huit ans. Quant à Stephano Della Chiaie et Michael Townley, ils échappent alors à toute condamnation...

demandes de financement. Nous sommes un certain nombre à nous être installés au Chili après l'Espagne pour établir une base sûre pour nos activités. » Le « pacte » est supervisé par le général Contreras qui, pour exécuter les « opérations extérieures » de la DINA et la « phase 3 » de l'opération Condor, s'appuie sur un réseau de civils recrutés dans le vivier fasciste d'Espagne, du Chili et des États-Unis. L'homme clé du réseau est l'Américain Michael Townley, qui participa, comme on l'a vu, à l'assassinat du général Prats. Il organisa aussi l'attentat contre Bernardo Leighton, avec les hommes de Della Chiaie, dont Vincenzo Vinciguerra et Pier Luigi Concutelli qui tira à bout portant sur le couple chilien.

À la fin de 1975, les Italiens et leur chef émigrent à Santiago, où ils sont hébergés par Townley dans la vaste résidence que la DINA lui a achetée dans le quartier résidentiel de Lo Curro[a]. Y séjournent aussi des Cubains anticastristes, dont les terroristes Orlando Bosch et Virgilio Paz, membres du Mouvement nationaliste cubain de Miami[b]. Et un certain... Albert Spaggiari. Ancien parachutiste pendant la guerre d'Indochine, puis sympathisant actif de l'OAS, l'ex-militant d'Ordre nouveau est une vieille connaissance de Della Chiaie avec qui il a trafiqué des armes en Espagne. Puis il s'installe à Nice, où il se dit « rangé des voitures ». Le 18 juillet 1976, son nom s'étale pourtant à la une de tous les journaux français : avec une bande de dix complices qu'on surnommera le « gang des égoutiers », Spaggiari vient de réaliser le « casse du siècle »[c]. Soit 50 millions de francs dérobés dans la cave de la banque de la Société générale de Nice. Pour y parvenir, les truands ont creusé un tunnel au milieu des égouts et des rats !

Donné par un intermédiaire, Albert Spaggiari est finalement arrêté. Mais, le 10 mars 1977, son nom défraie de nouveau la chronique : alors qu'il est auditionné par un juge, il parvient à s'échapper en sautant par la fenêtre du palais de justice. En bas l'attend une moto... On retrouve sa trace au Chili, où tout semble indiquer qu'il a séjourné à la « Colonia Dignidad », un repaire de fascistes allemands situé à trois cents kilomètres de Santiago, qui sert d'école d'entraînement à la DINA, mais aussi de centre de torture. Son chef, Paul Schäfer, qui aime à prêcher que « le diable c'est le communisme et [que] la torture est la manière de l'extirper[16] », est un sympathisant du groupe Patria y Libertad, et connaît personnellement Michael Townley. Celui-ci est

a Parmi les Italiens, il y a notamment Maurizio Giorgi, Pier Luigi Pagliai et Roberto Granitti.

b Orlando Bosch a organisé un attentat contre un appareil de la Cubana de aviación, le 6 octobre 1976. Celui-ci explosa après son départ de Caracas, où les Cubains venaient de remporter une médaille dans une compétition internationale d'escrime. Bilan : soixante-treize morts.

c De cette épopée, José Giovanni fera un film en 1979, *Les Égouts du paradis*, avec Francis Huster. Quant à Albert Spaggiari, il écrira un roman depuis la prison de la Santé : *Faut pas rire avec les barbares*, Robert Laffont, Paris, 1977.

un proche de Spaggiari, *alias* « Daniel ». Un document déclassifié du FBI fait état de plusieurs lettres adressées par Townley, depuis sa prison américaine, à un certain Gustavo Echepare, où il fait référence à « Daniel ».

Dans un courrier du 23 août 1979, dont j'ai pu me procurer une copie grâce à ma consœur Mónica González, l'ex-agent de la DINA cite une dette de 40 000 dollars que devrait Della Chiaie à Albert Spaggiari, qui apparemment est très mécontent. De même, il semblerait que le truand et fasciste français ait prêté de l'argent à Arancibia Clavel, qu'il fréquenta lors de son séjour en Argentine. D'où vient cet argent et à quoi était-il destiné ? Impossible de le savoir, le principal intéressé étant décédé d'un cancer en 1989... Quant à Michael Townley, après avoir purgé une peine de dix ans de prison aux États-Unis pour sa participation à l'assassinat d'Orlando Letelier, l'ancien ministre des Affaires étrangères de Salvador Allende, il jouit du statut de « témoin protégé » du FBI et reste muet comme une tombe...

Car pour l'agent américain de la DINA, les affaires ont finalement mal tourné. Et pourtant, que n'a-t-il pas fait pour satisfaire les désirs les plus délirants de ses chefs tout-puissants ! En 1975, à la demande de Pinochet, *via* Contreras, il installe dans sa maison de Lo Curro un... laboratoire chimique. Un biologiste est recruté : Eugenio Berrios, *alias* Hermès[17]. Les deux hommes travaillent pour un programme ultrasecret, baptisé « Operación Andrea », censé fourbir de nouvelles armes pour les exécutants de l'opération Condor : « Dans un secteur de la propriété, plus précisément dans une maison prévue pour les gardiens, il y avait un laboratoire où Michael élaborait un gaz paralysant qui avait pour objet de tuer, et qu'il voulait utiliser pour l'assassinat de Letelier, dira ainsi Mariana Ines Callejas, la femme de Townley, dans sa déposition devant le procureur de Washington, le 12 avril 1978, puis devant un tribunal du Chili, le 11 janvier 1995. J'ai même entendu Michael dire que ce gaz allait être utilisé dans l'éventualité d'une guerre avec le Pérou. » Le gaz en question est bien sûr le gaz sarin, dont l'agent de la DINA a confirmé qu'il avait envisagé de l'utiliser pour éliminer Letelier en le transportant dans un flacon de Chanel n° 5.

Finalement, le général Contreras ne donna pas son feu vert et Townley dut se contenter de méthodes plus classiques : le 21 septembre 1976, une bombe explose sous la voiture d'Orlando Letelier, qui s'était réfugié à Washington après le coup d'État. L'ancien ministre d'Allende est tué sur le coup avec sa secrétaire Roni Moffit. L'engin a été placé par Michael Townley, puis déclenché à distance par les Cubains José Dionisio Suárez et Virgilio Paz. Dès le 6 octobre, un câble de la CIA note l'« implication directe du gouvernement chilien dans l'assassinat ». C'est le premier acte terroriste perpétré par un pays ami sur le territoire des États-Unis. Un grand jury américain demande l'extradition de Contreras, mais en vain. Seul Michael Townley est remis à la justice

de son pays, après d'âpres négociations entre le maître du Chili et la Maison-Blanche...

Condor frappe à Paris

« Les représentants de Condor ont découvert en septembre 1976 que les services secrets français étaient informés de l'existence et de certains objectifs de l'opération Condor », note le 18 avril 1977 un document secret de la CIA, aujourd'hui déclassifié. Quatre mois plus tôt, un autre document, classé « top secret » et émanant du département d'État avait fait le même constat : « En décembre, deux agents uruguayens seront envoyés à Paris. Après avoir appris que les Français étaient au courant de leurs activités, les responsables de la sécurité argentine et chilienne ont informé leurs homologues français que l'opération Condor fonctionnerait en Europe mais pas en France. »

D'après une anecdote rapportée par Carlos Altamirano, le chef du Parti communiste chilien, alors réfugié en Allemagne de l'Est, il semblerait que les services secrets français aient été informés bien avant la création de l'opération Condor des projets assassins du général Pinochet. Altamirano raconte en effet qu'au début de l'année 1975 il atterrit à Orly en provenance de Berlin-Est. Une hôtesse lui demande alors de ne pas descendre de l'appareil. Arrivent deux agents de la DST, qui l'accompagnent dans une limousine jusqu'à l'appartement de son gendre, chez qui il avait prévu de séjourner. Plus tard, le préfet de Paris lui expliquera qu'un commando de la DINA avait prévu de l'assassiner sur la route qui mène de l'aéroport à la capitale [18].

S'ils étaient informés, la police et les services secrets français, en revanche, ont fait preuve d'une étonnante inefficacité quand il s'est agi de faire la lumière sur deux assassinats perpétrés au cœur de Paris par des sbires de l'opération Condor : celui du colonel uruguayen Ramón Trabal et du général bolivien Joaquín Zenteno Anaya, deux affaires qui ont rejoint le volumineux dossier du juge espagnol Baltazar Garzón.

Ancien chef des services de renseignement de l'armée, Trabal avait largement participé à la guerre sale dans son pays, avant d'incarner un courant « péruaniste » au sein de l'état-major, dont le modèle était la « révolution des œillets » du Portugal. C'était un « nationaliste de gauche », pour reprendre l'expression de Richard Gott, journaliste au *Guardian*, qui l'avait rencontré à Londres. Mis sur la touche, il est nommé attaché militaire auprès de l'ambassade d'Uruguay en France. Le 19 décembre 1974, à 13 h 30, alors qu'il gare sa voiture dans le garage de son domicile, au 15, avenue du Recteur-Poincaré, il est abattu par deux hommes de type « européen », ainsi que le rapporteront plusieurs témoins au commissaire Pierre Ottavioli. Le même jour, l'attentat est revendiqué à l'AFP par un « commando international Raúl Sendic », du nom du chef des Tupamaros emprisonné dans les geôles uruguayennes : « Le colonel Trabal, attaché militaire du régime fasciste uruguayen à Paris, a payé pour ses crimes, dit le communiqué. Il s'était caractérisé par sa cruauté dans la répression contre les combattants syndicaux et les révolutionnaires, comme Raúl Sendic et ses camarades du Mouvement pour la libération nationale (MLN-Tupamaros) ». Or, ainsi que le démontre mon confrère britannique Richard Gott, le « commando international Raúl Sendic » n'a jamais existé : « Pendant mon enquête à Paris, je n'ai pu rencontrer aucune information, ni même une insinuation que les assassins étaient de gauche, écrit-il dès le 25 janvier 1975. Les soupçons concernaient le gouvernement uruguayen ou la CIA. » Un avis partagé par Sergio Israel, un journaliste uruguayen qui a passé deux ans à enquêter sur l'assassinat de Trabal [19]. Après une instruction bâclée, conduite exclusivement dans les milieux de la gauche latino-américaine, le juge Hubert Pinsseau prononcera une ordonnance de non-lieu...

« Le gouvernement centre droit de Valéry Giscard d'Estaing n'a pas eu la curiosité de connaître l'identité des terroristes qui pouvaient se déplacer à Paris aussi facilement et avec autant d'efficacité, commente Samuel Blixen, le plus grand journaliste d'investigation d'Uruguay. Les services de renseignements français n'ont pas été à la hauteur de leur réputation, quand, deux ans plus tard, un autre militaire sud-américain fut assassiné de la même manière, et avec la même arme – un pistolet 7,65 –, ainsi que l'a constaté un commissaire de la police judiciaire française. Ceux qui ont ordonné la mort des deux militaires se sont appuyés sur les liens que le plan Condor avait tissés en Europe avec des organisations néofascistes allemandes, françaises, italiennes, espagnoles et portugaises [20]. »

La seconde victime est le général Joaquín Zenteno Anaya, nommé ambassadeur de Bolivie le 5 octobre 1973. L'ancien chef des forces armées boliviennes avait dirigé l'arrestation d'Ernesto Che Guevara en octobre 1967. Opposant et rival du dictateur Hugo Banzer, il avait été envoyé en disgrâce à Paris. Le 11 mai 1976, il est abattu devant l'ambassade de Bolivie au 12, avenue du président-Kennedy. Un témoin a vu « un barbu, grand, porteur d'un béret, les yeux dissimulés par des lunettes noires, qui s'est enfui dans la station de métro Passy » et un « complice, plus petit, cheveux châtains ». Cette fois-ci, l'assassinat est revendiqué à Europe 1 par un « correspondant anonyme parlant français sans accent » au nom d'une mystérieuse « Brigade internationale Che Guevara », qui n'a plus jamais fait parler d'elle... L'enquête est confiée au préfet de police Somveille, assisté d'Interpol et de la DST, mais elle conduit aussi à un non-lieu. D'après l'investigation réalisée notamment par le journaliste argentin Martín Sivak, la piste des tueurs conduirait à une agence de mercenaires installée à Valladolid, en Espagne, liée à des anciens de l'OAS et à Stefano Della Chiaie. Les trois hommes du

commando seraient arrivés en train à Paris, où ils auraient été « hébergés par le représentant d'une organisation ultra-intégriste [21] »...

La « bombe » du général Contreras

« L'opération Condor est un mythe, elle n'a jamais existé, affirme avec son aplomb légendaire le général Contreras, qui a toujours nié son implication dans les assassinats de Rome ou de Washington, en en rejetant la responsabilité exclusive sur la CIA.

– Pourtant, j'ai parlé avec le général Harguindéguy, qui m'a confirmé l'existence de Condor, dis-je avec autant de fermeté.

– Ah oui...

– Il m'a expliqué d'où venait le mot "Condor"...

– C'est vrai que le condor nous caractérise tous... Mais l'opération Condor n'a jamais existé. C'est une invention des marxistes qui ont convaincu l'agent américain Robert Scherrer de son existence... En réalité, voici ce qui s'est passé : en 1975, toute l'Amérique latine connaissait un problème révolutionnaire latent, et de nombreuses actions terroristes étaient conduites au Chili, en Argentine, au Paraguay, au Pérou, en Bolivie, au Brésil... Donc, les chefs de renseignement de tous ces pays se sont réunis et nous avons décidé d'échanger des informations pour éviter que se créent des sanctuaires. Par exemple, les extrémistes chiliens menaient une action terroriste et ils cherchaient refuge en Argentine. C'est ainsi que nous avons pu capturer de nombreux individus qui perpétraient des attentats un peu partout dans le continent. La première réunion s'est tenue à Santiago en 1975, c'est moi qui l'ai organisée. À cette époque, nous avions des relations avec trente-sept organismes de renseignement du monde, y compris avec les Français qui ont d'ailleurs collaboré avec nous.

– Ils ont collaboré parce qu'il y avait beaucoup de réfugiés chiliens à Paris ?

– Oui, et ils nous renseignaient sur eux... Ils nous ont informés, par exemple, au moment de l'« opération *Retorno* » (retour)...

– C'est-à-dire ?

– Ça a commencé en 1978 : les terroristes qui étaient en exil ont décidé de rentrer au Chili. Ils ont appelé cela l'opération Retour, et nous aussi...

– Qui a coopéré : la police française, la DST, la DGSE ?

– C'est la DST qui a le plus coopéré. Elle nous prévenait dès qu'un terroriste montait dans l'avion, toujours avec de faux papiers... C'était un service de renseignement ami... Quand les terroristes sont revenus, il a fallu recommencer la guerre antisubversive, et beaucoup sont tombés. Aujourd'hui, on les considère comme des disparus, mais ce n'est pas vrai : au Chili il n'y a pas de disparus, ils sont tous morts... »

Bien évidemment, pas question de prendre pour argent comptant la « bombe » que vient de lâcher l'ancien patron de la DINA. Je contacte René Valenzuela, le dirigeant du MIR qui a coordonné l'« opération Retour » depuis Paris. Il confirme qu'en 1977 le MIR décida de relancer la résistance armée contre la dictature de Pinochet. C'est ainsi qu'entre 1978 et 1983 quelque six cents militants acceptent de retourner clandestinement au Chili, après avoir suivi, pour certains, un entraînement militaire à Cuba. Ils sont censés rejoindre deux foyers de guérilla créés au sud du pays. Munis de faux papiers, ils transitent, pour la plupart, par Paris. Un grand nombre d'entre eux sont effectivement tombés après leur retour. Combien ? René Valenzuela ne le sait pas...

« Saviez-vous que la DST informait la police secrète de Pinochet ?

– Je ne crois pas que ce soit vrai, me répond sans hésiter l'ancien responsable du MIR, nous avons toujours été d'une extrême prudence [22]... »

Ce n'est pas l'avis de Teo Salvedra, qui assura la direction française, puis européenne du MIR. Réfugié à Paris en 1977, il a intégré l'opération Retour au début des années 1980. Avec sa femme, il gagne secrètement le Chili, après avoir laissé leurs deux enfants de cinq ans et neuf mois dans une « pouponnière du MIR » à Cuba. « C'est mon plus grand regret, dit-il aujourd'hui avec émotion. D'autant plus que l'opération était très mal organisée, il faudra bien un jour le reconnaître. Et puis, il ne fait pas de doute que nous étions infiltrés... Il faut bien comprendre qu'à Paris nos réunions étaient publiques, car nous incarnions la résistance à Pinochet...

– Pensez-vous que la DST collaborait avec les services secrets chiliens ?

– Ce que je sais, c'est qu'à Paris nous étions surveillés. Un jour, je faisais la queue à la préfecture pour le renouvellement de ma carte de séjour. Un type est venu me chercher et m'a conduit au 5ᵉ étage. Il avait un dossier complet sur moi. Il m'a dit que je n'aurais pas mes papiers, car j'étais sorti plusieurs fois de France illégalement sous une fausse identité. Il savait tout... Finalement, ça s'est arrangé grâce à l'intervention de Régis Debray [23]. »

Une histoire similaire m'est rapportée par Mónica González, qui était membre du Parti communiste chilien. « On ne peut pas dire que ce fut un exil facile, dit-elle aujourd'hui. J'habitais rue Duchêne dans le XVᵉ arrondissement. Un jour, en rentrant chez moi, je suis tombée sur des individus qui venaient de vandaliser mon appartement. J'ai aussitôt appelé la crèche où étaient mes deux filles. La directrice m'a dit qu'un jeune homme était venu les chercher, mais qu'elle avait refusé de les lui confier. J'étais terrorisée, mais il ne m'est même pas venu à l'idée de porter plainte... Quelque temps plus tard, j'ai été arrêtée à l'aéroport de Roissy alors que j'attendais un avion en provenance du Chili. J'étais venue accueillir un prisonnier qui venait d'être libéré.

– Qui vous a arrêtée ?

– Je ne sais pas, c'étaient des hommes en civil qui ne se sont pas présentés. Ce fut très violent. Ils m'ont bandé les yeux et m'ont emmenée dans un lieu souterrain où je suis restée deux jours, sans boire, ni manger. Le seul détail que j'ai pu noter, c'est que l'un de ceux qui m'interrogeaient avait une prothèse à une main. Il n'arrêtait pas de me poser des questions sur un certain général Iturriaga, dont je ne savais pas à l'époque qui c'était. En fait, c'était le chef des opérations extérieures de la DINA, et donc l'un des responsables de Condor, qui venait d'être nommé attaché militaire à l'ambassade du Chili en France. Il avait voyagé dans cet avion et apparemment les Français pensaient que je préparais un attentat contre lui. À plusieurs reprises, l'homme à la prothèse m'a dit que les communistes chiliens étaient des ordures… Là aussi, je n'ai pas porté plainte car je craignais d'être expulsée avec mes deux petites filles… »

La chasse aux gauchistes

Troublée par les révélations de Contreras, je décide de frapper à la porte des anciens de la DST. Alain Montarras me reçoit dans son appartement du XVIe arrondissement. Il connaît bien la « maison », dont il est devenu l'historien attitré et qu'il a « tendance à protéger », reconnaît-il sans ambages. Ancien résistant, il est entré à la DST en 1945, six mois après sa création. C'est la « grande époque » de Roger Wybot, qui régnera sans partage jusqu'à son limogeage par De Gaulle, en décembre 1958. La « première mission de la DST, ce fut la traque aux collabos et aux nazis, raconte Montarras. Je me souviens d'une intervention dans une église où les curés avaient organisé une filière d'évasion de miliciens [24] ». Suit alors la chasse aux espions du KGB et aux communistes, sous la houlette du ministre de l'Intérieur Jules Moch, qui demande à la DST de ficher tous les anciens francs-tireurs et partisans, ainsi que les militants du PC. Née de la hantise de la cinquième colonne (voir *supra*, chapitre 3), cette politique marquera durablement les agents du contre-espionnage, ainsi que l'avoue Jacques Fournet, nommé directeur de la DST à la fin des années 1980 : « Le seul engagement politique visible [de la DST], c'était l'anticommunisme [25]. » Ou Jean-Paul Mauriat, qui forma pendant vingt ans les futurs enquêteurs de la DST : « On choisissait les gars qui n'avaient pas de lien avec les communistes [26]. »

Commence alors la guerre d'Algérie, où « la DST était largement pro-Algérie française », dit Alain Montarras. « La lutte contre le FLN occupait plus de la moitié de nos effectifs. Nous étions chargés de traquer les réseaux de financement et d'armes, et d'infiltrer des agents algériens dans les organisations qui rackettaient les travailleurs immigrés. » En fait, pour les agents de la rue des Saussaies, la lutte anti-FLN constitue le baptême de feu de la lutte antiterroriste. En 1961, Daniel Doustin, le nouveau patron de la DST, qui fut gouverneur des colonies, reçoit aussi la mission de « coordonner l'action contre l'OAS. Pour éviter que la maison n'éclate, en raison de son penchant pour les ultras d'Alger, il a été obligé de créer une structure spéciale, le "bureau de liaison" ».

C'est ce même « BDL » que décide de réanimer Raymond Marcellin, nommé ministre de l'Intérieur le 30 mai 1968 [a]. Ancien directeur du Bureau d'orientation et de formation professionnelle du gouvernement de Vichy, puis sous-secrétaire d'État du ministère de l'Intérieur de Jules Moch, au moment des grandes grèves « insurrectionnelles », Marcellin a la « hantise de la subversion et du complot international », selon les mots de Montarras [27]. Et, après Mai 68, il fait des gauchistes la nouvelle cible des services de police. Chaque semaine se réunit au ministère de l'Intérieur le « bureau de liaison », un « véritable service central de la répression [28] », auquel participent les Renseignements généraux de la police nationale et de la préfecture de police, la police judiciaire, la gendarmerie, la direction de la sécurité publique et la DST, dont un service, la « SUBAC », est spécialisé dans la surveillance des mouvements révolutionnaires.

« Véritable enfant chéri de Marcellin [29] », la SUBAC est chargée du fichage méthodique des gauchistes, en collaboration avec une autre invention du ministre : le BOLAG, ou Bureau d'organisation et de liaison antigauchiste… Tandis qu'aux quatre coins du pays les RG infiltrent et fichent à tour de bras, la direction du fichier central établit un annuaire confidentiel, à tirage limité, où sont recensés tous les malfrats, étrangers « dangereux », trafiquants, communistes et gauchistes. Baptisé « répertoire d'urgence », cet annuaire sert aux postes de contrôle des aéroports, des ports ou des frontières [30].

Après ce bref plongeon dans l'histoire du contre-espionnage français, je raconte à Alain Montarras la « bombe » qu'a lâchée Contreras : « Vu le contexte de l'époque, est-il possible que la DST ait collaboré avec la police de Pinochet ?

– Je n'en sais rien, me répond-il. À partir de 1971, j'ai été affecté au service de liaison avec les services de l'OTAN et je ne m'occupais pas des étrangers de France. Je ne crois pas en tout cas que cela fut une politique officielle de la maison. Peut-être les services secrets argentins ou chiliens se sont-ils attaché les services de quelques fonctionnaires un peu zélés, avec la complicité de membres des compagnies aériennes, comme ce fut le cas dans l'affaire Ben Barka…

– Vous est-il arrivé de visiter des appartements de personnes surveillées ?

– Bien sûr, c'est une chose que la DST faisait régulièrement… »

Je décide de poursuivre mon enquête et rencontre Robert Nart, qui fut longtemps le numéro deux de la DST. Il vient de raconter son histoire dans un

a Raymond Marcellin sera remplacé par Michel Poniatowski en mai 1974.

livre intitulé *Carnets intimes de la DST*[31]. On y apprend notamment que, dans les années 1970, il s'est envolé pour Montevideo où il fut reçu par un représentant de la junte militaire. On lui présenta « Roberto », un agent du KGB, qui avait échappé à la mort grâce à l'intervention d'un officier de la CIA : « Ne le tuez pas. Confiez-le plutôt aux Français : ils sauront comment l'utiliser », aurait dit l'Américain aux tortionnaires uruguayens[32]. Finalement, « Roberto » fut transféré sur Paris, où il travailla pendant dix ans pour la DST comme agent double. D'après ce que me dit Nart, c'est « la CIA qui a prévenu la DST de l'existence de Roberto[33] »... Quant aux « révélations » de Manuel Contreras, elles ne semblent pas le surprendre outre mesure : « Régulièrement, la direction de la DST rencontre le responsable des services secrets étrangers, à travers les attachés militaires des ambassades[a], m'explique-t-il. Il est possible que le représentant chilien nous ait demandé un service, ce qui est une chose courante, mais normalement il y a une contrepartie.

– Comme la vente d'armes ?

– Par exemple... Ensuite, c'est assez simple : il suffit de demander à la police de l'air et des frontières de transmettre la liste des passagers en partance pour le Chili... »

Je lui raconte alors l'« arrestation » de Mónica à l'aéroport de Roissy : « Hum, murmure l'ancien numéro deux de la DST, ce genre de méthode, c'est plutôt le style du SDECE[b]... » Le SDECE, dont Yves Bonnet, qui fut patron de la DST de 1982 à 1985, dit qu'il était « plutôt à l'extrême droite, jusqu'à ce qu'il soit rebaptisé DGSE ». Et d'ajouter : « Quand je suis arrivé à la DST, tous les postes clés étaient tenus par des pieds-noirs, qui étaient tous à droite et partageaient une obsession antigauchiste caractéristique de la police française[34]... »

L'Argentine exporte les techniques de la bataille d'Alger

Septembre 1980. Le quatrième congrès de la Confédération anticommuniste latino-américaine (CAL), affiliée à la Ligue anticommuniste mondiale (WACL)[c], se tient à Buenos Aires. Présidé par le général Guillermo Suárez Mason, il réunit la crème du fascisme international : le Coréen Woo Jae-sung,

a Or, à la fin des années 1970, l'attaché militaire de l'ambassade du Chili à Paris n'est autre que le général Iturriaga, bras droit de Contreras...

b Rappelons que le SDECE, qui fut rebaptisé DGSE en 1981, est constitué de militaires et qu'il est normalement chargé de l'espionnage hors du territoire français...

c La Ligue anticommuniste mondiale a été créée à Taiwan en 1967. La section française est alors présidée par Suzanne Labin, qui organisa à Paris en 1960 un congrès sur la « guerre politique des soviets », dont les « travaux » ont été publiés : *Vie ou mort du monde libre*, La Table ronde, Paris, 1961. Suzanne Labin et son mari, Édouard Labin, figurent sur la liste des contacts d'Aginter et d'Ordre et Tradition.

président de la WACL et dirigeant de la secte Moon, le major Roberto d'Aubuisson et Luis Ángel Lagos, fondateurs des escadrons de la mort du Salvador, Mario Sandoval Alarcón, leur homologue guatémaltèque, des représentants du groupe terroriste anticastriste Alpha 66, ou l'incontournable Stefano Della Chiaie qui, après l'assassinat d'Orlando Letelier et la mise à l'écart forcée du général Manuel Contreras[a], s'est installé de l'autre côté de la Cordillère.

L'Italien a raison, car c'est désormais en Argentine que tout se passe : en cette même année 1980, la Ciudad católica organise à Córdoba un colloque international de la réaction catholique, auquel participent l'Espagnol Julián Gil de Sagredo, l'Américain Federico Wilhemsen ou le Français Jean Ousset. La « branche confessionnelle de l'Internationale fasciste[35] » a certainement approuvé les décisions du congrès de la CAL, qui sous la houlette du général Videla, l'un de ses membres les plus actifs, est très marquée par l'intégrisme catholique. Critiquant violemment la politique du président Jimmy Carter, les congressistes décident de porter la guerre antisubversive en Amérique centrale, pour contrer le danger qu'incarne, à leurs yeux, la toute jeune révolution sandiniste du Nicaragua[b]. De fait, s'estimant « abandonnés » par l'administration démocrate, les Argentins s'imposent comme le fer de lance d'une nouvelle doctrine : la sécurité continentale. Celle-ci prône l'« intervention légitime » des armées voisines pour appuyer des régimes qui luttent contre une « agression intérieure[c] »... En d'autres termes : dès 1980, les meilleurs élèves des Français s'emploient à exporter les techniques de la bataille d'Alger dans le reste du continent.

La première destination des experts de la guerre sale est la Bolivie, où le général Leopoldo Galtieri, le commandant en chef de l'armée argentine, installe une « mission militaire » qui est la copie conforme de celle créée par les Français vingt ans plus tôt. Son objectif : empêcher la victoire de la gauche aux élections boliviennes. C'est ainsi que le 17 juillet 1980 le général Luis García Meza renverse la présidente Lidia Gueiler. Surnommé le « *golpe* de la cocaïne » pour les liens étroits qui unissent le nouveau dictateur au baron de la drogue Roberto Suárez, le coup d'État est encadré par quelque deux cents « assesseurs

a Sous la pression de l'administration Carter, Pinochet est contraint de dissoudre la DINA : celle-ci est remplacée, en 1978, par la Central nacional de informaciones, dirigée d'abord par le général Odlanier Mena puis, en 1980, par le général Humberto Gordón, l'ami chilien du général Aussaresses, qui reprend les méthodes de Contreras pour lutter contre l'« opération *Retorno* ».

b Le 19 juillet 1979, le Front sandiniste de libération nationale renverse le dictateur Anastasio Somoza, longtemps soutenu par les États-Unis.

c Cette « doctrine » avait été exposée par le général Roberto Viola, futur chef de la junte argentine, lors de la 13e conférence des armées américaines, qui s'était tenue à Bogota, en 1979. D'où son nom de « doctrine Viola » (voir Eduardo Luis Duhalde, *El Estado terrorista argentino*, *op. cit.*, p. 285).

argentins », parmi lesquels le lieutenant Antonio Pernía, un tortionnaire de l'ESMA, ou le lieutenant-colonel Mohamed Alí Seineldín, un ex-pilier de la Triple A et futur chef des *carapintadas* [a]. Ceux-ci apportent leur « savoir faire » : techniques de commandos et de torture, en collaboration étroite avec Stefano Della Chiaie et un certain Klaus Barbie, *alias* Klaus Altman. Au lendemain du coup d'État, le colonel Luis Arce Gómez, ministre de l'Intérieur, charge le « Boucher de Lyon » et son comparse italien de créer le « Service spécial de sécurité » qui s'associe au « Novios de la muerte » (les fiancés de la mort), un escadron de la mort fondé par l'ancien nazi, où officie notamment Napoléon Leclerc, un ancien de l'OAS. Avec les Argentins, le « SSE » a pour mission de former les soldats boliviens aux techniques de la guerre sale...

Au même moment s'installe à Tegucigalpa, la capitale du Honduras, le colonel Riveiro-Rawson, *alias* « Balita », qui prend la tête d'un bataillon de trente « experts » argentins issus principalement de l'ESMA ou de Campo de Mayo, ou de l'extrême droite comme Juan Martín Ciga Correa, le chef de Milicia, qui participa, comme on l'a vu, à l'assassinat du général Prats. La mission de Balita est d'encadrer une cinquantaine de somozistes nicaraguayens, qui viennent de recevoir un entraînement paramilitaire en Argentine. Balita et ses hommes servent aussi de « conseillers en guerre antisubversive » au Salvador, où ils entraînent les escadrons de la mort du major Roberto d'Aubuisson, et au Guatemala.

Placé sous la responsabilité des généraux Alberto Valín, le chef du SIE, et Mario Davico, un ancien élève de l'École des Amériques, le programme argentin en Amérique centrale est d'abord financé par l'argent de la cocaïne de Roberto Suárez, en échange de l'aide reçue pour le coup d'État bolivien [36]. Mais, avec l'arrivée de Ronald Reagan à la Maison-Blanche, en janvier 1981, les États-Unis prennent secrètement le relais. Dès le mois de mars, le général Viola est reçu à Washington par le président républicain et son adjoint, un dénommé George H. Bush, qui s'accordent à créer un groupe paramilitaire de cinq cents anciens gardes somozistes. Les États-Unis, *via* la CIA, s'engagent à fournir les armes et l'argent, et l'Argentine à entraîner et encadrer les « rebelles antisandinistes ».

C'est ainsi que naît, en août 1981 au Guatemala, la « Force démocratique nicaraguayenne » constituée de mercenaires dûment rétribués [b] qui, depuis

a Le 3 décembre 1990, Mohamed Alí Seineldín se soulève avec ses troupes pour obtenir le blanchiment définitif des militaires impliqués dans la guerre sale. Peu après, le président Carlos Menem fait voter la loi dite du « point final » qui amnistie tous les officiers concernés. Sur le coup d'État bolivien, voir « Des conseillers argentins ont participé au coup d'État du 17 juillet », *Le Monde*, 9 août 1980 ; Martin Edwin ANDERSEN, *Dossier secreto*, *op. cit.*, pp. 302-306.

b Le financement des « Contras » est assuré notamment par une vente secrète d'armes à l'Iran, organisée par William Casey, le directeur de la CIA, avec l'aide d'Israël. Découverte en 1986, l'affaire fait scandale et est baptisée « Irangate ».

leur base du Honduras, multiplient les exactions en territoire nicaraguayen. Les fameux « Contras » deviendront « célèbres » pour la brutalité de leurs méthodes, au point qu'Edgar Chamorro, l'un de leurs chefs, finira par rompre avec l'organisation : « Les instructeurs argentins, confiera-t-il à un journal américain en 1985, nous disaient : "Nous sommes la seule nation d'Amérique latine qui a anéanti les communistes dans une guerre. Pour gagner la guerre il faut mener une "guerre sale" comme nous l'avons fait dans les années 1970." [...] Beaucoup de civils ont été tués de sang-froid. Beaucoup d'autres ont été torturés, mutilés, violés, volés, ou maltraités de toutes sortes de manières. [...] On nous disait que le seul moyen de renverser les sandinistes, c'était de tuer, kidnapper, voler et torturer [37]... »

Conclusion

L'histoire continue...

Au Parlement français : de la reconnaissance au déni de la réalité

« J'ai été bouleversé par ce documentaire et je dois dire que j'ai honte pour la France... J'espère que nous aurons le courage de faire toute la lumière sur cette face cachée de notre histoire pour que nous ayons enfin le droit de nous revendiquer comme la patrie des droits de l'homme... » C'était le 10 mars 2004 sous les lambris du palais du Luxembourg. Ancien ministre et actuel médiateur de la République, Bernard Stasi a été désigné par les organisateurs de la neuvième édition des « Lauriers de la radio et de la télévision au Sénat » pour me remettre le prix du « meilleur documentaire politique de l'année ». À dire vrai, quand un mois plus tôt, j'avais été informée du choix du jury présidé par Marcel Jullian, j'avais d'abord cru à une erreur. Un prix au Sénat pour « Escadrons de la mort : l'école française » : la nouvelle paraissait incroyable ! Ma surprise est à son comble quand j'entends les mots courageux de Bernard Stasi, premier homme politique français – à ma connaissance – à assumer ainsi publiquement la « face cachée de notre histoire ».

Car, il faut bien le reconnaître, après la diffusion de mon documentaire sur Canal Plus, le lundi 1er septembre 2003, la classe politique et la presse françaises ont fait preuve d'une belle unanimité : silence radio, ou, pour reprendre l'expression de Marie Colmant, « apathie générale ». « On guette la presse du lendemain, écrit l'éditorialiste de l'hebdomadaire *Télérama*, on regarde les infos, en se disant que ça va faire un fameux barouf, que quelques députés un peu plus réveillés que les autres vont demander une enquête parlementaire, que la presse va prendre le relais... Mardi, rien vu, à l'exception d'un billet en

bas de page dans la rubrique télé d'un grand quotidien du soir. Mercredi rien vu. Jeudi rien vu. Vendredi, toujours rien vu. Je ne comprends pas. C'est quoi ce monde "mou du genou" dans lequel on vit [1] ? »

C'est vrai qu'il y a de quoi s'offusquer de cette bonne vieille spécificité française : tandis qu'aux États-Unis la publication de photos, par la chaîne CBS, montrant l'usage de la torture en Irak par des militaires américains déclenchera en avril 2004 une crise légitime outre-Atlantique et fera la une des journaux *français* pendant une quinzaine de jours, les déclarations, documents à l'appui, d'une palanquée de généraux français, nord et sud-américains et d'un ancien ministre des Armées sur le rôle joué par le « pays des droits de l'homme » dans la genèse des dictatures du Cône sud ne provoquent en France que... l'indifférence générale.

Ou presque : le 10 septembre 2003, le jour où paraît le numéro précité de *Télérama*, les députés Verts Noël Mamère, Martine Billard et Yves Cochet déposent une demande de commission d'enquête parlementaire sur le « rôle de la France dans le soutien aux régimes militaires d'Amérique latine de 1973 à 1984 [a] », auprès de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, présidée par Édouard Balladur. Pas un journal, à l'exception du *Monde* [2], ne se fait l'écho de cette demande. Qu'importe : on se dit, à l'instar de Marie Colmant, qu'il existe bien, en France, « quelques députés plus réveillés que les autres » et que quelque chose va, enfin, se passer. Nenni ! Nommé rapporteur, le député Roland Blum, qui, malgré ma demande écrite, n'a même pas daigné m'auditionner, publie, en décembre 2003, son « rapport » : douze pages où la langue de bois rivalise avec la mauvaise foi [3].

On peut notamment y lire : « La proposition de résolution est fondée, sur un point, sur des faits inexacts. En effet, elle émet le souhait qu'une éventuelle commission d'enquête puisse étudier le "rôle du ministère des Armées et en particulier l'application des accords de coopération entre la France, le Chili, le Brésil et l'Argentine entre 1973 et 1984". Or, aucun accord de coopération militaire entre la France et l'un de ces trois pays d'Amérique latine n'était applicable lors de la période considérée. [...] Aucun accord de ce type ne figure au recueil des accords et traités publié par le ministère des Affaires étrangères. » Roland Blum – c'est un comble ! – n'a manifestement pas vu mon documentaire, où je montre une copie de l'accord, signé en 1959, entre la France et l'Argentine pour la création d'une « mission permanente militaire française » à Buenos Aires, laquelle perdurera jusqu'à la fin des années 1970,

a Dans la proposition de résolution n° 1060, les députés Verts, qui seront finalement relayés par le groupe socialiste, écrivent notamment : « Pour la première fois, le film de Mme Marie-Monique Robin apporte une démonstration éclatante des conditions dans lesquelles les militaires français ont livré à leurs homologues argentins le savoir-faire qu'ils avaient acquis pendant la bataille d'Alger. »

ainsi que le prouvent les documents que je produis également à l'antenne (voir *supra*, chapitres 14 et 20). D'ailleurs, si le rapporteur avait fait l'effort de me contacter, j'aurais pu lui indiquer où retrouver ledit accord dans les archives du Quai d'Orsay [a]...

Fondé sur le déni pur et simple, le reste du rapport procède du même tonneau négationniste. En voici quelques morceaux choisis : « Que des généraux argentins ou chiliens indiquent qu'ils ont appliqué des méthodes enseignées par d'autres peut se comprendre : ils cherchent à atténuer leur responsabilité individuelle en faisant croire qu'ils agissaient dans le cadre d'une lutte mondiale contre le communisme, mais cela ne doit pas nous faire oublier que les tortionnaires en question ne sont pas vraiment des témoins dignes de confiance. [...] La politique française à l'égard de l'Amérique latine fut à l'époque dépourvue de toute ambiguïté. Au-delà des condamnations verbales de ces régimes, la France agissait concrètement en accueillant massivement des réfugiés de ce pays. [...] Certes, il n'est pas inenvisageable que des personnes de nationalité française aient pu participer à des activités de répression, mais si cela a été le cas, ce fut à titre individuel. »

La lecture du rapport devant la commission des Affaires étrangères a provoqué quelques remarques acerbes du député Noël Mamère, qui a estimé que « les arguments avancés par le rapporteur n'étaient ni valables ni justifiés. Leur seul objectif est d'éviter de faire la lumière et de travestir la vérité ». Venant à la rescousse de son collègue Vert, le député socialiste François Loncle a, quant à lui, « souligné l'intérêt pour les membres de la commission parlementaire de visionner ce documentaire »... Chose que ceux-ci n'ont pas jugée nécessaire puisque, « conformément aux conclusions du rapporteur, la commission a rejeté la proposition de résolution »...

Le déni, encore et toujours. Voilà l'attitude adoptée systématiquement par les gouvernants du « pays des droits de l'homme » chaque fois que des journalistes ou des historiens tentent de lever le voile qui couvre la face peu glorieuse de l'histoire postcoloniale de la France. Le ministre des Affaires étrangères Dominique de Villepin s'est lui aussi comporté en bon petit soldat de l'omerta institutionnelle lorsqu'il a effectué, en février 2004, une visite officielle au Chili, où les journaux avaient largement rendu compte de mon film [4]. Interrogé à ce sujet lors d'une conférence de presse, le ministre de la République s'est contenté de nier purement et simplement toute forme de collaboration de l'armée ou du gouvernement français avec les dictatures latino-américaines, en laissant entendre que l'enquête sous-tendant le documentaire, qu'il n'a selon toute vraisemblance pas vu, n'était pas sérieuse [5]...

a Pour les curieux, l'accord est à chercher dans le « carton » intitulé « Série B. Amérique 1952-1963. Sous-série : Argentine, n° 74. Cotes : 18.6.1. mars 52-août 63 ».

La « doctrine française » au cœur du génocide rwandais

Après la lecture de l'interview réalisée par ma consœur du *Mercurio*, j'ai eu envie de prendre ma plume pour écrire à Dominique de Villepin. Finalement, je ne l'ai pas fait, mais j'ai lu, depuis, le long essai que lui a adressé Patrick de Saint-Exupéry, journaliste au *Figaro*, qui lui reproche un autre déni : celui du génocide perpétré au Rwanda par les Hutus contre les Tutsis, d'avril à juin 1994 [6]. Un déni, qui, en réalité, en cache un autre : celui du rôle joué par la France dans la genèse du troisième génocide du XXe siècle, où plus de 800 000 innocents furent massacrés en cent jours.

Appelé à témoigner en janvier 2004 devant le tribunal pénal international d'Arusha (Tanzanie), dont la mission est de juger les responsables du génocide rwandais, le général canadien Roméo Dallaire, commandant des forces de l'ONU au Rwanda, expliquera : « Tuer un million de gens et être capable d'en déplacer trois à quatre millions en l'espace de trois mois et demi, sans toute la technologie que l'on a vue dans d'autres pays, c'est tout de même une mission significative. Il fallait qu'il y ait une méthodologie. Cela suppose des données, des ordres ou au moins une coordination [7]. » Celui qui commandait alors les 2 500 casques bleus de la Mission des Nations unies d'assistance au Rwanda (Minuar) et qui, après une longue dépression, a fini par écrire ses Mémoires [8], s'est fait plus explicite dans une interview à *Libération* : « Les Belges et les Français avaient des instructeurs et des conseillers techniques au sein même du quartier général des forces gouvernementales, ainsi que dans les unités d'élite qui sont devenues les unités les plus extrémistes. [...] Des officiers français étaient intégrés au sein de la garde présidentielle, qui, depuis des mois, semait la zizanie et empêchait que les modérés puissent former un gouvernement de réconciliation nationale [9]. »

Qui étaient ces Français et quelle était leur mission ? C'est précisément le cœur de l'enquête de Patrick de Saint-Exupéry, qui rappelle qu'en 1990 le président François Mitterrand décida de s'engager résolument aux côtés de son homologue Juvénal Habyarimana, arrivé au pouvoir au Rwanda après un coup d'État sanglant. Représentant la majorité hutue du pays, le dictateur se dit alors menacé par les rebelles tutsis du Front patriotique rwandais de Paul Kagamé, soutenus par l'Ouganda anglophone. Et c'est là que resurgirent les vieux démons coloniaux de la « patrie des droits de l'homme » : obsédé par le « complexe de Fachoda [a] », le président Mitterrand craignait de voir tomber le

a En septembre 1898, tandis que les empires européens se battent pour le partage de l'Afrique, deux expéditions militaires rivales – l'une française, l'autre anglaise – arrivent sur les bords du Nil soudanais, à Fachoda, l'enjeu étant la domination du Soudan : face à la fermeté de Londres, dont Paris recherche alors l'alliance contre l'Allemagne, la France doit finalement reculer...

Rwanda dans le giron anglo-saxon, en l'occurrence américain. Or, le « pays des mille collines », c'est bien connu, fait partie du pré carré français...

Dans l'entourage présidentiel, on susurre que les États-Unis ont décidé de parrainer une « guerre révolutionnaire » contre la France, menée par le FPR, dont le chef Paul Kagamé, rappelle-t-on opportunément, a été formé à Cuba et à... Fort Bragg. C'est ainsi que le 4 octobre 1990, après une « manipulation [a] » simulant une fausse attaque des « rebelles » à Kigali, Paris vole au secours de Habyarimana en envoyant des « renforts ». « De 1990 à 1993, nous avons eu cent cinquante hommes au Rwanda, dont le boulot était de former des officiers et sous-officiers rwandais, écrit Patrick de Saint-Exupéry. Ces hommes étaient issus du 8e régiment parachutiste d'infanterie de marine (RPIMa) et du 2e REP, deux régiments de la 11e division parachutiste (DP), le creuset du service Action, le bras armé de la DGSE [10]. » La DGSE, qui, on l'a vu, s'appelait SDECE du temps où un certain général Aussaresses officiait précisément au service Action.

Un extrait du rapport établi par la mission d'enquête parlementaire qui, à la fin de 1998, essaya de faire la lumière sur le rôle de la France au Rwanda, donne une idée précise du « boulot » effectué par les « renforts » français : « Dans le rapport qu'il établit le 30 avril 1991, au terme de sa deuxième mission de conseil, le colonel Gilbert Canovas rappelle les aménagements intervenus dans l'armée rwandaise depuis le 1er octobre 1990, notamment :

– la mise en place de secteurs opérationnels afin de faire face à l'adversaire ; [...]

– le recrutement en grand nombre de militaires de rang et la mobilisation des réservistes, qui a permis un quasi-doublement des effectifs ; [...]

– la réduction du temps de formation initiale des soldats, limitée à l'utilisation de l'arme individuelle en dotation ; [...]

– une offensive médiatique menée par les Rwandais [11]. »

Et Patrick de Saint-Exupéry de décoder le langage militaire, en appliquant le jargon caractéristique de la « doctrine française » : « Ces mots nous décrivent un type précis de guerre, écrit-il :

"*Secteurs opérationnels*", cela signifie "quadrillage".

"*Recrutement en grand nombre*", cela signifie "mobilisation populaire".

"*Réduction du temps de formation*", cela signifie "milices".

"*Offensive médiatique*", cela signifie "guerre psychologique" [12]. »

De fait, ainsi qu'il ressort des documents d'archives consultés par mon confrère du *Figaro*, « la France prend les rênes de l'armée rwandaise » deux ans avant le génocide. Le 3 février 1992, une note du Quai d'Orsay à

a L'expression est d'un officier français entendu à la fin de 1998 par la mission d'enquête parlementaire sur le génocide du Rwanda, présidée par Paul Quilès (cité par Patrick de Saint-Exupéry, *L'Inavouable*, *op. cit.*, p. 243).

l'ambassade de France à Kigali met celle-ci devant le fait accompli : « À compter du 1er janvier 1992, le lieutenant-colonel Chollet, chef du détachement d'assistance militaire et d'instruction (DAMI), exercera simultanément les fonctions de conseiller du président de la République, chef suprême des Forces armées rwandaises (FAR), et les fonctions de conseiller du chef d'état-major de l'armée rwandaise. » La note précise que les pouvoirs de l'officier français auprès du chef d'état-major consistent à « le conseiller sur l'organisation de l'armée rwandaise, l'instruction et l'entraînement des unités, l'emploi des forces [13] ».

Tandis que les instructeurs français du DAMI forment dans les camps militaires rwandais des unités qui seront, plus tard, le fer de lance du génocide, Paris reste sourd aux dénonciations de massacres qui émaillent le début des années 1990, et continue d'armer massivement le Rwanda [14]. « Nous n'avons tenu ni machettes, ni fusils, ni massues. Nous ne sommes pas des assassins, commente, meurtri, Patrick de Saint-Exupéry. Nous avons instruit les tueurs. Nous leur avons fourni la technologie : notre "théorie". Nous leur avons fourni la méthodologie : notre "doctrine". Nous avons appliqué au Rwanda un vieux concept tiré de notre histoire d'empire. De nos guerres coloniales. Des guerres qui devinrent "révolutionnaires" à l'épreuve de l'Indochine. Puis se firent "psychologiques" en Algérie. Des "guerres totales". Avec des dégâts totaux. Les "guerres sales" [15]. » Et d'ajouter : « Cette doctrine fut le ressort du piège [...] qui permit de transformer une intention de génocide en génocide. [...] Sans lui, sans ce ressort que nous avons fourni, il y aurait eu massacres, pas génocide [16]... »

À ceux qui voudraient se raccrocher aux branches de la bonne conscience en se disant qu'après tout le « pays des droits de l'homme » ne pouvait pas prévoir quelle serait l'ampleur du drame en gestation, le journaliste du *Figaro* apporte de nouveaux éléments qui terrassent leurs dernières illusions : du 17 au 27 septembre 1991, Paul Kagamé, le chef des « rebelles » tutsis, a effectué une « visite en France au cours de laquelle il a pu rencontrer MM. Jean-Christophe Mitterrand et Paul Dijoud », note un télégramme diplomatique cité dans le rapport de la mission d'enquête parlementaire [17]. C'est lors d'un rendez-vous avec Paul Dijoud, le directeur des Affaires africaines au Quai d'Orsay, que le futur président rwandais aurait entendu celui-ci proférer de sombres menaces : « Si vous n'arrêtez pas le combat, si vous vous emparez du pays, vous ne retrouverez pas vos frères et vos familles, parce que tous auront été massacrés [18] », aurait dit celui qui occupera plus tard le poste d'ambassadeur de France en Argentine, au moment où j'enquête pour mon film *Escadrons de la mort : l'école française*.

En lisant ces lignes, j'ai frémi : la veille de mon départ pour Buenos Aires, j'avais failli informer l'ambassade de France de mes projets, estimant que mon tournage comportait quelques risques et qu'il convenait peut-être d'aviser le

représentant des autorités françaises. « Je te le déconseille, m'avait dit Horacio Verbitsky. Dijoud est comme cul et chemise avec les militaires argentins, et il vaut mieux que tu restes le plus discrète possible si tu ne veux pas faire capoter tes interviews avec les anciens généraux de la junte... »

En attendant, une chose est sûre : fin avril 1994, alors que le génocide rwandais bat son plein, une délégation du « gouvernement intérimaire » de Kigali est reçue à l'Élysée, à Matignon et au Quai d'Orsay. Parmi les dignitaires criminels en visite à Paris, il y a notamment Jean-Bosco Barayagwiza, le chef politique des extrémistes hutus et actionnaire de Radio Mille Collines, qui sera condamné en décembre 2003 par le Tribunal pénal international d'Arusha à trente-cinq ans de prison...

Les guerres sales d'Irlande, de Bosnie et de Tchétchénie

Cela est dur à admettre, mais c'est ainsi : la référence à la « doctrine française » est systématique dès qu'un pouvoir politique vire dans une « guerre sale » au nom, notamment, de la « lutte contre le terrorisme ». Ce fut le cas en Irlande du Nord, où dans les années 1970 et 1980 l'armée britannique a appliqué au pied de la lettre les techniques contre-insurrectionnelles françaises pour venir à bout des nationalistes de l'IRA. À cette époque, les exécutants de la sale guerre irlandaise disposent d'une bible : intitulée *Low Intensity Operations. Subversion, Insurgency and Peacekeeping* [19], elle a été rédigée par le général Frank Kitson, qui a inauguré sa carrière comme officier de renseignements militaires au Kenya, avant de commander une compagnie en Malaisie en 1957. Après un court séjour en Irlande du Nord, il est nommé au centre de recherche pour la défense à l'université d'Oxford, où il rédige son opus contre-insurrectionnel. Puis, du printemps 1970 à avril 1972, il reçoit le commandement de la 39e brigade d'infanterie, en Irlande du Nord, qui couvre notamment Belfast.

« Le colonel Roger Trinquier est le seul officier français que Kitson cite abondamment, notait en 1980 Roger Faligot, l'un des meilleurs spécialistes français de la guerre d'Irlande. À juste titre. Trinquier est remarquablement apprécié dans les pays anglo-saxons [20]. » Dans son livre, Roger Faligot analyse les techniques militaires développées par les officiers de Sa Majesté en terre irlandaise : « Contrôle des populations, guerre psychologique, usage d'unités spéciales et hypertrophie d'une communauté de renseignements. [...] Infiltration et manipulation des formations politiques, des mouvements syndicaux ; [...] et neutralisation des dissidents ou des opposants en puissance [21]. » Une application concrète des enseignements du théoricien phare de la « guerre moderne », dans laquelle les services de renseignements britanniques n'hésitèrent pas à chapeauter en sous-main des escadrons de la mort à qui ils désignaient les cibles à exécuter...

Si l'on reprend, une à une, les guerres sales qui ont ensanglanté le Vieux Continent au cours des vingt dernières années du XXe siècle – dont certaines jusqu'à ce jour –, on est surpris de la continuité des méthodes utilisées. À commencer, bien sûr, par l'ex-Yougoslavie, où la vieille amitié franco-serbe explique très certainement le mutisme longtemps observé par les dirigeants français face aux exactions commises par l'ex-président Slobodan Milosevic. Ou par son acolyte le général Ratko Mladic, chef des milices serbes de Bosnie, responsables notamment du massacre de 7 000 musulmans à Srebenica, en juillet 1995 [22].

Le programme d'épuration ethnique mené par les idéologues et militaires serbes contre les populations croates et musulmanes de Bosnie-Herzégovine s'appuyait sur l'usage systématique de méthodes, développées à grande échelle, qui découlent en droite ligne des enseignements dispensés par les théoriciens de la « guerre psychologique » : « snipers » – tireurs isolés – juchés sur le toit des maisons, comme pendant le siège de Sarajevo, dont la mission n'était pas seulement de tuer à l'aveugle, mais aussi de terroriser les populations, pour, finalement, les contraindre à fuir ; expéditions punitives, tournant généralement aux massacres, menées par les milices serbes qui se comportaient comme des escadrons de la mort institutionnalisés ; pratique planifiée du viol des femmes comme une arme de la guerre, au point que le Tribunal pénal international de La Haye pour l'ex-Yougoslavie a estimé qu'il s'agissait d'une nouvelle forme de « crime contre l'humanité » [23]. Sans oublier les enlèvements suivis de disparitions, pratique caractéristique de la sale guerre menée par les Serbes : « Près de 17 000 personnes sont toujours portées disparues en Bosnie-Herzégovine, notait Amnesty International dans un rapport du 30 août 2003. Avant de "disparaître", précisait l'organisation humanitaire, nombre d'entre elles ont été aperçues pour la dernière fois aux mains des forces armées, de la police ou de groupes paramilitaires. »

Escadrons de la mort, torture, disparitions, supplétifs et mercenaires : ce sont aussi les techniques utilisées de manière systématique par l'armée russe en Tchétchénie, lors de la première guerre conduite de 1994 à 1996, puis lors de la seconde engagée depuis 1999 et toujours en cours en 2004. Des guerres à huis clos, atroces, qui ont fait sans doute plus de 200 000 morts (sur une population estimée de 734 000 personnes en 1989) [24]. Dans la capitale Grozny (400 000 habitants avant la guerre, moins de 100 000 aujourd'hui), « rasée en l'hiver 1999-2000 au nom de la lutte antiterroriste [25] », la guerre sale menée par les soldats de Vladimir Poutine a atteint un sommet de démence meurtrière par la multiplication à un niveau inimaginable des méthodes utilisées, en leur temps, par les paras de Massu à Alger. On retrouve dans ces guerres la même justification théorique, si bien développée par le colonel Trinquier (voir *supra* chapitre 9), qui réduit les combattants tchétchènes à des « terroristes hors la loi ».

Faisant écho aux généraux argentins, le gouvernement russe viole ainsi en permanence les conventions de Genève, puisqu'il estime fort opportunément que les « terroristes tchétchènes » se placent d'eux-mêmes hors des lois de la guerre et qu'ils doivent donc être traités avec un « statut à part ». De surcroît, et par un glissement qui caractérisait aussi les praticiens français de la guerre antisubversive en Algérie, le tour de passe-passe théorique s'applique également aux populations civiles tchétchènes, soupçonnées d'apporter un soutien logistique aux « terroristes ». Au nom de la lutte contre le terrorisme, Vladimir Poutine a créé en Tchétchénie un système hors de l'État de droit, ouvrant la porte à toutes les exactions...

De Guantanamo à la guerre d'Irak

Ce raisonnement vaut aussi pour l'administration Bush qui, dès la fin 2001, est confrontée au problème des prisonniers de la « guerre contre le terrorisme », à savoir les présumés combattants d'Al-Qaida arrêtés en Afghanistan. Sensible, l'affaire oppose alors le secrétaire d'État Colin Powell, partisan d'une stricte application des lois de la guerre, au chef du Pentagone Donald Rumsfeld et au vice-président Richard Cheney. Finalement, ces derniers emporteront le morceau en déclarant les prisonniers « combattants irréguliers » (*unlawful combatants*) et non pas prisonniers de guerre, ce qui permet de ne pas leur appliquer les conventions de Genève.

Consciente de violer le droit international, qui est censé s'appliquer sur le territoire américain, la Maison-Blanche ouvrira donc un camp spécial à Guantanamo, sur l'île de Cuba, hors des frontières des États-Unis. « En fait, écrira *Le Monde* dans un excellent dossier, les arguties du Pentagone et de la Maison-Blanche avaient pour finalité de soumettre les détenus à des interrogatoires [26]. » Or, comme nous l'avons vu tout au long de ce livre, dans la « guerre antiterroriste », qui dit « interrogatoire » dit « torture ». Dès que l'on choisit exclusivement la solution militaire pour répondre aux défis lancés par le terrorisme, la torture devient incontournable et même « logique ». Dès le lendemain du 11 septembre 2001, éditorialistes et « experts » n'avaient d'ailleurs pas manqué de multiplier les interventions médiatiques pour légitimer la torture (voir *supra*, chapitre 16), comme l'a rappelé l'étonnant – et effroyable – florilège de citations de la presse américaine, écrite et audiovisuelle, établi en 2003 par mon confrère Jean Guisnel [27].

En écrivant ces lignes, je ne peux m'empêcher de repenser au colonel Carl Bernard et au général John Johns, qui avaient prévu dès avril 2003 l'enfer dans lequel le président George W. Bush entraînait son pays en attaquant l'Irak. Car, bien sûr, ainsi que le souligne Thomas Malinowski, qui dirige le bureau de Washington de l'organisation de défense des droits de l'homme Human

Rights Watch, les problèmes apparus en Irak ont leurs racines à Guantanamo Bay : « On a créé un système de détention qui se situe hors de l'État de droit [28] » et qui, par capillarité, au nom de la lutte contre le terrorisme, contamine les forces armées du « premier gendarme du monde »...

Celui-ci, pourtant, était bien informé des « risques » qu'il courait en ressortant les vieilles recettes de la bataille d'Alger. C'est d'ailleurs, officiellement en tout cas, pour éviter de tomber dans le piège qui conduisit à la défaite des Français en Algérie, que la direction des « Opérations spéciales et des conflits de basse intensité » du Pentagone avait organisé, le 27 août 2003, une projection du film de Gillo Pontecorvo, à laquelle furent conviés des officiers d'état-major et des civils [29]. « Des enfants tirent sur des soldats à bout portant. Des femmes mettent des bombes dans les cafés. Bientôt toute la population arabe communie dans une ferveur folle. Cela vous rappelle quelque chose ? », interrogeait l'invitation à la séance, qui ajoutait : « Les Français ont un plan. Ils obtiennent un succès tactique, mais subissent un échec stratégique. Pour comprendre pourquoi, venez à cette projection rare. »

Je me souviens qu'à l'époque je m'étais interrogée sur les véritables raisons qui avaient poussé le Pentagone à présenter *La Bataille d'Alger* à ses officiers [a]. Aujourd'hui, au regard des révélations qui ont suivi l'affaire des photos publiées en avril et mai 2004 sur la torture en Irak, je suis convaincue qu'il s'agissait de préparer – fût-ce de manière subliminale – les militaires américains, voire l'opinion publique des États-Unis, aux affres incontournables qu'entraîne la « recherche du renseignement », l'immuable pilier de la « guerre contre le terrorisme ». De fait, après l'émotion qu'a provoquée la publication des photos de torture par des soldats américains à la prison irakienne d'Abou Ghraib, on a fini par apprendre que ladite torture avait été secrètement autorisée par le secrétaire à la Défense en personne : « Le scandale de la prison d'Abou Ghraib ne plonge pas ses racines dans les penchants criminels de quelques réservistes, mais dans une décision, approuvée l'an dernier par le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, d'étendre aux interrogatoires des prisonniers en Irak un programme secret conçu pour la traque d'Al-Qaida », écrit Seymour Hersh, un vétéran américain du journalisme d'investigation [b]. Mis en place après les attentats du 11 septembre pour faciliter la collecte du renseignement, ce programme autorisait la « contrainte physique et les humiliations sexuelles » sur les membres d'Al-Qaida [30].

À dire vrai, cette affaire est doublement révélatrice : d'abord, elle en dit long sur l'extraordinaire hypocrisie dont font finalement preuve la plupart des

a Le film *La Bataille d'Alger* est sorti en salles, aux États-Unis, début 2004, où il a remporté un beau succès : 500 000 dollars de recettes...

b C'est Seymour Hersh qui avait révélé, en novembre 1969, le massacre par les GI d'hommes, femmes et enfants du village vietnamien de My Lai.

médias américains, qui, depuis septembre 2001, n'ont cessé de débattre ouvertement, et avec une belle complaisance, des mérites et méfaits de la torture dans la guerre contre le terrorisme ; ensuite, elle confirme que le dispositif de « guerre contre-révolutionnaire » à la française ne peut fonctionner que dans le secret, le mensonge et la désinformation – et on peut parier que, dorénavant, appareils photo et Caméscope seront strictement interdits aux soldats des troupes d'intervention américaines... Sur ce plan, les généraux algériens d'aujourd'hui, on va le voir, ont parfaitement tiré la leçon de leurs maîtres.

La « sale guerre » des généraux algériens des années 1990

Car il est impossible, en tirant ce bilan de l'application de la « doctrine française », de ne pas évoquer longuement la guerre sale qui ensanglante l'Algérie contemporaine depuis plus d'une décennie. De l'Algérie à l'Argentine, puis de l'Argentine à l'Algérie : la boucle est bouclée, qui se referme sur une montagne de cadavres, innocents jetés à la mer, ou égorgés au nom de « la guerre contre le terrorisme ». De la « guerre sale » des généraux argentins des années 1970 à la « sale guerre » des généraux algériens des années 1990, la continuité est impressionnante.

Certes, de prime abord, les situations n'ont rien à voir. En Argentine, on l'a vu, c'est au nom de la doctrine de la sécurité nationale que des généraux habités des « valeurs » de l'anticommunisme et de l'intégrisme catholique ont mobilisé et adapté les méthodes de la guerre révolutionnaire « à la française ». En Algérie, ce serait au nom de la défense de la démocratie que l'armée a interrompu le 11 janvier 1992 le processus électoral qui allait donner le pouvoir aux islamistes et déclenché contre ces derniers une guerre sans pitié pour « éradiquer » l'« intégrisme » musulman [a].

a Selon le général Khaled Nezzar, qui était alors ministre de la Défense, c'est la « société civile » qui aurait demandé l'intervention de l'armée au lendemain du premier tour des élections législatives du 26 décembre 1991, qui promettaient le pouvoir législatif au FIS, le parti islamiste : « Quatre jours plus tard, le 30 décembre, au siège de la centrale syndicale UGTA est créé le Comité national de sauvegarde de l'Algérie (CNSA). Il réunit l'Union générale des travailleurs algériens UGTA, l'Association des cadres de l'administration publique, l'Union nationale des entrepreneurs publics, la Confédération générale des entrepreneurs privés, des représentants de l'Organisation nationale des moudjahidine (les anciens combattants pour l'indépendance de l'Algérie) ainsi que de très nombreuses organisations de femmes, d'artistes, d'intellectuels, de journalistes et l'appui de certains partis politiques. Un mouvement profond jaillit de ces masses inquiètes pour demander l'interruption du processus électoral » (cité *in* Ali HAROUN et *alii*, *Algérie. Arrêt du processus électoral, enjeux et démocratie*, Publisud, Paris, 2002, p. 49).
Une justification de la violation de la volonté populaire qui fait étonnamment écho au propos du général chilien Manuel Contreras pour justifier le coup d'État du 11 janvier 1973 contre le président Salvador Allende : « C'est pourquoi le Sénat, la Chambre des

Mais en vérité, à ce stade de la violence d'État, ces justifications perverses importent peu. Car, dans les deux cas, la logique est la même : celle de l'« éradication ». En 1975, on l'a vu (voir *supra*, chapitre 20), le général Videla, futur chef de la dictature argentine, avait déclaré : « S'il le faut, en Argentine devront mourir toutes les personnes nécessaires pour que revienne la paix. » Il est très impressionnant de constater que le général Smaïl Lamari, numéro deux de la police politique algérienne (le DRS, Département de renseignement et de sécurité, anciennement Sécurité militaire), aura pratiquement les mêmes mots en s'adressant à ses hommes en mai 1992 : « Je suis prêt et décidé à éliminer trois millions d'Algériens s'il le faut pour maintenir l'ordre que les islamistes menacent[31]. » Dès lors, il n'est pas surprenant que, dans les deux cas, les « moyens » mis en œuvre l'emportent largement sur les fins officiellement affichées (ramener la paix ou maintenir l'ordre). Et ces moyens, ce sont ceux préconisés par les théoriciens français de la « guerre moderne ». En la matière, les généraux algériens d'aujourd'hui sont allés beaucoup plus loin que les émules latino-américains des officiers français qui avaient forgé leur théorie lors de... la bataille d'Alger.

C'est ce qu'a relevé fin 2003 un remarquable rapport de l'association de défense des droits de l'homme Algeria-Watch, intitulé *Algérie, la machine de mort* : « Pour conserver leur pouvoir et leurs fortunes nourries par la corruption, ceux que l'on a appelés les généraux "janviéristes" – les généraux Larbi Belkheir, Khaled Nezzar, Mohamed Lamari, Mohamed Médiène, Smaïl Lamari, Kamel Abderrahmane et quelques autres – n'ont pas hésité à déchaîner contre leur peuple une répression sauvage, utilisant, à une échelle sans précédent dans l'histoire des guerres civiles de la seconde moitié du XXe siècle, les techniques de "guerre secrète" théorisées par certains officiers français au cours de la guerre d'indépendance algérienne, de 1954 à 1962 : escadrons de la mort, torture systématique, enlèvements et disparitions, manipulation de la violence des opposants, désinformation et "action psychologique", etc.[32]. »

Bilan de ces douze années de guerre, pour une population (32 millions d'habitants en 2003) équivalente à celle de l'Argentine : plus de 150 000 morts, de 15 000 à 20 000 disparus, de 1 à 1,5 million de personnes déplacées, une société brisée pour des générations, des millions de gens vivant en dessous du seuil de pauvreté... Bien sûr, les islamistes en guerre contre le pouvoir ont largement leur part de responsabilité dans cette tragédie. Mais les nombreux témoignages de victimes et de dissidents des forces de sécurité ne laissent aucune place au doute : cette guerre civile n'aurait jamais pris une telle ampleur sans l'effroyable violence et les manipulations déployées par les

---

députés et le peuple chilien ont demandé l'intervention de l'armée, parce que c'était la seule manière d'en finir avec ce grave problème de subversion » (voir *supra*, chapitre 18).

généraux « éradicateurs », nourris des enseignements de leurs prédécesseurs de la bataille d'Alger et de leurs disciples latino-américains[33]. Toutes leurs méthodes ont été répétées, jusqu'à la nausée, dans l'Algérie des années 1990.

La torture : gégène, « chevalet », « chiffon », ces pratiques élaborées par l'armée française lors de la guerre de libération sont devenues celles de la police et de l'armée algériennes dès 1962. Il n'est donc pas surprenant qu'elles aient été développées à une échelle industrielle lors de la répression sauvage des émeutes d'octobre 1988[34], et plus encore depuis le coup d'État de janvier 1992[35], la torture étant de surcroît souvent pratiquée dans des centres de détention utilisés aux mêmes fins par l'armée française pendant la guerre d'indépendance... Pour ne citer qu'un témoignage, parmi des milliers, rapporté en janvier 1998 à un quotidien britannique par « Robert », un policier dissident qui s'était réfugié en Grande-Bretagne un mois plus tôt : « Robert témoigne de tortures l'année dernière dans l'infâme centre de police de Châteauneuf : "Nous avions amené le prisonnier dans les baraques, en bas par une trappe dans le sous-sol. Il y avait là environ quinze prisonniers dans la salle de torture. Ils avaient tous les yeux bandés. Un homme était en train de pratiquer la torture avec un chalumeau et une paire de pinces. Je l'ai vu de mes propres yeux. Celui que nous avions amené était ligoté à une échelle. Quand il ne voulait pas donner de noms, la police jetait l'échelle et il tombait sur son visage. Puis ils utilisèrent une bouteille cassée. Il y avait aussi une machine pour étirer les torturés." Il a décrit environ quatre-vingt-dix façons de torturer, dont l'électricité avec l'eau pour augmenter la douleur[36]. »

Les escadrons de la mort : en la matière, les généraux algériens ont incontestablement innové. À l'instar de la « Main rouge » française ou de la « Triple A » argentine, ils ont certes créé, fin 1993, l'Organisation des jeunes Algériens libres (OJAL) et l'OSSRA (Organisation secrète de sauvegarde de la République algérienne) : il s'agissait, purement et simplement, de commandos constitués d'hommes de la police politique du régime, le sinistre DRS[37]. Après avoir liquidé des dizaines d'opposants, en se faisant passer pour des civils anti-islamistes, ces pseudo-organisations disparaîtront à la mi-1994. Car, au même moment, les chefs du DRS ont préféré généraliser le déploiement et l'action d'escadrons de la mort également composés de leurs hommes, mais se faisant passer pour des terroristes islamistes[38].

Les rafles et les disparitions forcées : dès janvier 1992, les forces de sécurité ont multiplié les rafles de civils, arrêtés illégalement, systématiquement torturés et déportés par milliers dans des camps de concentration ouverts à cette fin dans le Sahara. Par la suite, principalement du printemps 1994 à 1998, les enlèvements seront presque toujours suivis d'exécutions sommaires (attribuées aux islamistes quand les cadavres sont rejetés en pleine rue) ou de « disparitions » : selon plusieurs témoignages de militaires dissidents, la plupart des « disparus » – dont le nombre est évalué à au moins 20 000 par les organisations

de défense des droits de l'homme – ont été liquidés, les forces de sécurité se débarrassant de leurs corps selon les mêmes méthodes qu'en Argentine ou qu'en Algérie quarante ans plus tôt (enterrement dans des tombes anonymes ou des fosses communes, cadavres jetés dans la mer à partir d'hélicoptères...).

La centralisation de la répression et le quadrillage du territoire : sur ce plan, les généraux algériens ont suivi scrupuleusement les méthodes de l'« école française ». Dès l'été 1992 a été constitué un « Centre de commandement de la lutte antisubversive » (CCLAS), dirigé par le général Mohamed Lamari et réunissant les régiments de para-commandos des « forces spéciales » de l'armée (ANP) et les unités du DRS [39]. Et en mars 1993, les différentes unités du CCLAS ont été déployées dans tout l'Algérois – région la plus peuplée du pays, où s'est concentrée, tout au long de la guerre, la plus féroce répression des populations civiles –, découpé en six « secteurs opérationnels », eux-mêmes divisés en sous-secteurs [40]. Dans la pratique, la coordination de la « sale guerre » a été secrètement assurée, pour l'essentiel, par la police politique, le DRS, qui avait de fait autorité sur l'ensemble des forces de répression : forces spéciales de l'armée et unités du DRS, mais aussi de la police et de la gendarmerie, et milices civiles créées à partir de mars 1994 sur le modèle des « supplétifs » de l'armée française (harkis, mokhzanis, etc.) pendant la guerre d'indépendance. L'épine dorsale de cette organisation était constituée des fameux CTRI (centres territoriaux de recherche et d'investigation), antennes de la direction du contre-espionnage du DRS, dirigée par le général Smaïl Lamari, dans chacune des six régions militaires, fédérant autour d'eux des dizaines de centres secrets de détention et de torture [41] – l'équivalent exact des « détachements opérationnels de protection » (DOP) de l'armée française pendant la guerre d'indépendance de l'Algérie (voir *supra*, chapitre 9)...

Mais, bien plus encore que dans le cas du « modèle français » de la première guerre d'Algérie et des dictatures latino-américaines des années 1970, ce dispositif de « guerre révolutionnaire » est resté soigneusement caché derrière la façade civile du pouvoir, contrôlé en sous-main par les généraux, comme l'a bien vu Algeria-Watch : « Il est essentiel de souligner que les organigrammes de ce "noyau dur" du dispositif de répression sont restés, tout au long de ces années, très largement secrets (ce n'est que par le recoupement de témoignages de militaires et policiers dissidents que les informations précédentes ont pu être synthétisées). Par ailleurs, les opérations de répression elles-mêmes ont été le plus souvent menées de façon quasi clandestine, avec des moyens sophistiqués pour tenter d'effacer toute trace des violations systématiques des droits humains. Cette organisation de l'opacité explique que, souvent, les chaînes de commandement officielles ne correspondent pas à la réalité du terrain (au point qu'il n'est pas rare, par exemple que des officiers du DRS puissent donner des ordres à des officiers de l'ANP de grade supérieur). Seuls les quelques généraux au cœur du pouvoir sans discontinuer depuis 1992 (essentiellement les généraux Larbi Belkheir, Mohamed Lamari, Mohamed Médiène, Smaïl Lamari, Kamel Abderrahmane, Brahim Fodhil Chérif) ont une vision d'ensemble des méthodes illégales (en particulier la manipulation des groupes armés islamistes) employées par les différentes composantes de la "machine de mort" qu'ils ont déployée contre la population [42]. »

L'action psychologique : c'est sans conteste dans ce domaine que les généraux algériens ont le plus nettement dépassé les enseignements du colonel Lacheroy, du capitaine Léger et des 5es bureaux (voir *supra*, chapitre 8). Forts de l'expérience accumulée depuis 1962 par la Sécurité militaire – dont nombre des cadres ont été formés dans les écoles du KGB et de la Stasi –, ils ont conduit à partir de 1992 une action de désinformation particulièrement élaborée, reposant notamment sur l'infiltration et la manipulation des groupes armés islamistes, à la fois pour contrôler et diviser leurs adversaires et pour intoxiquer l'opinion publique internationale. À l'image de la « Force K », ce contre-maquis prétendument antifrançais créé par la DST en 1956 pour lutter contre le FLN [43], les chefs du DRS ont créé des faux maquis islamistes – dirigés par des officiers transformés en « émirs » – et infiltré les vrais, au point d'éliminer ces derniers et de s'assurer, à partir du début de 1996, l'entier contrôle du GIA (Groupe islamiste armé), fédérant les groupes armés islamistes [44].

Habileté suprême, en 1996 et 1997, c'est à ces groupes, connus de tous avec terreur comme les « égorgeurs », que sera dévolue par les généraux la tâche classique de la « guerre révolutionnaire » de déplacer les populations civiles pour mieux les contrôler : à coups de massacres aveugles, dont les plus atroces surviendront à l'automne 1997 [45], près d'un million et demi de personnes seront contraintes à quitter leurs villages et à s'entasser dans des bidonvilles à la périphérie des grandes villes – où elles vivent toujours, dans une effroyable misère, en 2004 [46]...

Le pays des droits de l'homme

Et la France aujourd'hui ? Cette question revient avec constance dès qu'est organisé un débat à la suite de la projection de mon film *Escadrons de la mort, l'école française*. Que le lecteur se « rassure » : fort heureusement, il y a belle lurette que l'armée française a banni de ses enseignements – à l'École militaire ou dans tout autre institut de formation dépendant du ministère de la Défense – toute référence à la théorie et aux techniques de la « guerre révolutionnaire ». Dès le début des années 1960, et sur ordre, comme on l'a vu, du général De Gaulle, cette « matière » si prisée du temps des guerres coloniales a disparu des programmes militaires, pour ainsi dire du jour au lendemain.

Il n'en reste pas moins vrai que ce sont bien des officiers français, venus pour beaucoup des rangs de la résistance au nazisme, qui, au nom d'une

idéologie – l'anticommunisme et la défense des valeurs de l'Occident chrétien –, ont mis au point lors des guerres coloniales en Indochine et en Algérie des « méthodes de guerre » qui ont légitimé les pires sauvageries contre les populations civiles. Et ces méthodes, grâce à leur efficacité, sont devenues des modèles, voire des fins en soi, pour des chefs politiques, dictateurs et despotes (dans le tiers monde et en Russie) ou démocrates (aux États-Unis). Il s'agit là d'une vérité historique que la France officielle ne peut continuer à occulter en invoquant encore et toujours la « raison d'État ».

Or, dans ce domaine, le travail de mémoire et, surtout, de reconnaissance publique des responsabilités politiques a tout juste commencé. Il a fallu attendre quarante ans pour que l'on parle enfin ouvertement des atrocités commises par l'armée française en Algérie. Mais dès qu'un Aussaresses ouvre la bouche, les loups se mettent à hurler – sur le thème qu'il faut taire ce qui pourrait salir l'honneur de la France –, entraînant de tragiques conséquences : combien de vieux militaires ai-je rencontrés, qui, échaudés par l'expérience de leur « ancien camarade », ont finalement décidé d'emporter leurs « secrets » dans la tombe ? Les déboires en justice du général Aussaresses sont révélateurs de cette incapacité qui caractérise la classe politique et intellectuelle française de se pencher sereinement sur ce que Bernard Stasi appelle la « face cachée de l'histoire de la France ». Tout aussi révélateur est le fait qu'aujourd'hui encore il ne soit pas possible de consulter librement l'ensemble des archives disponibles sur la guerre d'Algérie : théoriquement « déclassifiées » après le délai de quarante ans de rigueur, bon nombre d'entre elles sont, en fait, soumises à des dérogations spéciales que n'octroie jamais le ministre de la Défense.

Cette « omerta légale », pour reprendre l'expression de mon confrère Paul Moreira, et cet « excès de secret [a] » ne sont pas dignes d'un grand pays démocratique comme la France, si prompte, par ailleurs, à donner des leçons de morale humanitaire dès qu'il s'agit, par exemple, de réclamer l'extradition d'un tortionnaire argentin comme Alfredo Astiz... Or, telle la lune du poète allemand Rainer Maria Rilke, les deux faces de la France sont intimement liées : pour que sa face lumineuse brille pleinement – à l'intérieur comme à l'extérieur –, il faut que soit reconnue, et donc enfin assumée publiquement, sa face cachée et sombre. Il y va tout simplement de la crédibilité, et donc de la respectabilité, du « pays des droits de l'homme »...

---

[a] « Crever l'excès de secret en France » : c'est le titre d'un appel pour un « accès plus libre à l'information », publié dans *Libération* le 16 avril 2004, et signé dix jours plus tard par deux cents journalistes et hommes politiques. Cet appel demande que soit votée une loi permettant la déclassification des dossiers d'État gardés secrets, à l'instar de la procédure américaine du *Freedom of Information Act*, qui « oblige toute administration, même la plus sensible, à fournir au public l'accès aux documents classés, sous réserve de neuf exceptions qui devront être correctement motivées ».

Notes

Notes du chapitre 1

1 Charles LACHEROY, *De Saint-Cyr à l'action psychologique. Mémoires d'un siècle*, Lavauzelle, Paris, 2003, pp. 83-95.
2 Entretien avec l'auteur, 19 décembre 2002.
3 Paul PAILLOLE, préface à Charles LACHEROY, *De Saint-Cyr à l'action psychologique*, *op. cit.*, p. 7.
4 Paul VILLATOUX, « Charles Lacheroy, l'unité d'un homme », préface à Charles LACHEROY, *De Saint-Cyr à l'action psychologique*, *op. cit.*
5 Charles LACHEROY, *De Saint-Cyr à l'action psychologique*, *op. cit.*, p. 61.
6 Entretien avec l'auteur, 19 décembre 2002.
7 Roger TRINQUIER, *Les Maquis d'Indochine. Les missions spéciales du Service Action*, Albatros, Paris, 1976.
8 Cité par Paul et Marie-Catherine VILLATOUX, *La Guerre et l'Action psychologiques en France (1945-1960)*, thèse de doctorat d'histoire sous la direction de Maurice Vaïsse, Université Paris I-Panthéon-Sorbonne, mars 2002, p. 75 (thèse publiée aux Indes savantes, Paris, 2004).
9 Cité par François MASPERO, préface à Yves BENOT, *Massacres coloniaux, 1944-1950. La IVe République et la mise au pas des colonies françaises*, La Découverte, Paris, 2001, p. XIII.
10 *Ibid.*
11 Cité par Jacques DALLOZ, *La Guerre d'Indochine*, Seuil, Paris, 1987, pp. 38-39.
12 Cité dans sa préface au livre de Jacques RAPHAËL-LEYGUES, *Ponts de lianes*, Hachette, Paris, 1976.
13 Marcel BIGEARD, *De la brousse à la jungle*, Le Rocher, Monaco, 2002, p. 23.
14 Yves BENOT, *Massacres coloniaux, 1944-1950*, *op. cit.*, p. 75.
15 Jacques RAPHAËL-LEYGUES, *Ponts de lianes*, *op. cit.*
16 Cité par Pierre PÉLISSIER, *Massu*, Perrin, Paris, 2003, p. 152.

Notes du chapitre 2

1 Cité par Jacques DALLOZ, *La Guerre d'Indochine*, *op. cit.*, p. 141.
2 Entretien avec l'auteur, 25 février 2003.
3 Cité dans la conférence du lieutenant Morio.
4 Võ Nguyên GIAP, *Guerre du peuple, armée du peuple*, Maspero, Paris, 1966.
5 Commandant Yves GRAS, « Le conflit d'Indochine », document du Service historique de l'armée de terre (SHAT), s.d.
6 « Évolution du combat de nuit dans la guerre d'Indochine », SHAT.
7 Charles LACHEROY, « Action Viêt-minh et communiste en Indochine, ou une leçon de guerre révolutionnaire », conférence au Centre militaire d'information et de spécialisation pour l'Outre-mer, 25 avril 1955 (la fin est soulignée par Lacheroy).
8 Entretien avec l'auteur, 19 décembre 2002.
9 Roger TRINQUIER, *La Guerre moderne*, La Table ronde, Paris, 1961.
10 Roger TRINQUIER, *Les Maquis d'Indochine*, *op. cit.*

11 Cité par Jacques Dalloz, *La Guerre d'Indochine*, *op. cit*, p. 87.
12 Paul-Alain Léger, *Aux carrefours de la guerre*, Albin Michel, Paris, 1983.
13 Guy de Chaumont-Guitry, *Lettres d'Indochine. De Rhin et Danube à la Plaine des Joncs*, Alsatia, Paris, 1951 (cité par Jacques Dalloz, *La Guerre d'Indochine*, *op. cit*, p. 148).
14 « Note pour les combattants de la 2e DB sur la conduite à tenir en Indochine », 20 octobre 1945.
15 Vô Nguyên Giap, *Guerre de libération*, Éditions sociales, Paris, 1970.
16 Charles-Robert Ageron, « Les guerres d'Indochine et d'Algérie au miroir de la "guerre révolutionnaire" », *in* Charles-Robert Ageron et Marc Michel (dir.), *L'Ère des décolonisations*, Karthala, Paris, 1995, p. 54 ; voir aussi les analyses très fines du sociologue Paul Mus, *Viêt-nam, sociologie d'une guerre*, Seuil, Paris, 1952.
17 Entretien avec l'auteur, 25 février 2003.
18 Entretien avec l'auteur, 3 février 2003.
19 Charles Lacheroy, « Action Viêt-minh et communiste en Indochine, ou une leçon de guerre révolutionnaire », *loc. cit.*
20 Entretien avec l'auteur, 12 mars 2003.
21 Cité par le colonel Pierre Charton, *RC 4*, Albatros, Paris, 1975.
22 Voir notamment le témoignage d'un ancien administrateur de la France d'outre-mer : René Moreau, *Huit ans otage chez les Viêts*, Pygmalion/Gérard Watelet, Paris, 1982.
23 Marie Daures, *Le capitaine Jean Graziani, 1926-1959*, mémoire de maîtrise, IEP de Toulouse.

Notes du chapitre 3

1 Entretien avec l'auteur, 6 janvier 2003.
2 Cité par Paul et Marie-Catherine Villatoux, *La Guerre et l'Action psychologiques en France (1945-1960)*, *op. cit.*
3 Discussion consécutive à la synthèse de travail en comité à l'IHEDN, section militaire, 27 décembre 1948.
4 Décret du 20 novembre 1944.
5 Cité par Paul et Marie-Catherine Villatoux, *La Guerre et l'Action psychologiques en France (1945-1960)*, *op. cit.*, p. 81.
6 *Ibid.*
7 Voir à ce propos Rémi Kauffer, *OAS, histoire d'une guerre franco-française*, Seuil, Paris, 2002 ; et aussi Frédéric Laurent, *L'Orchestre noir*, Stock, Paris, 1978. Voir aussi, *infra*, chapitre 23.
8 Lionel-Max Chassin, *La Conquête de la Chine par Mao Tsé Toung (1945-1949)*, Payot, Paris, 1952.
9 Lionel-Max Chassin, « Du rôle idéologique de l'armée », *Revue militaire d'information*, 10 octobre 1954.
10 Jean Boucher de Crèvecœur, « Le problème militaire français en Indochine », conférence donnée à l'ESG en 1952.
11 Pierre Dabezies, « Subversion, antisubversion, autosubversion », *in* Olivier Forcade, Philippe Vial, Éric Duhamel (dir.), *Militaires en République, 1870-1962. Les officiers, le pouvoir et la vie publique en France*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1999, p. 555.
12 Comme « Action Viêt-minh et communiste en Indochine, ou une leçon de guerre révolutionnaire », *loc. cit.* ; « Guerre révolutionnaire et arme psychologique », conférence du 2 juillet 1957 dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne ; ou « La guerre révolutionnaire », *in La Défense nationale*, PUF, Paris, 1958, etc.
13 Entretien avec l'auteur, 19 décembre 2002.
14 Paul-Alain Léger, *Aux carrefours de la guerre*, *op. cit.*
15 Entretien avec l'auteur, 19 décembre 2002.
16 Cité par Paul et Marie-Catherine Villatoux, *La Guerre et l'Action psychologiques en France (1945-1960)*, *op. cit.*
17 Charles Lacheroy, « Scénario-type de guerre révolutionnaire », Centre militaire d'information et de spécialisation pour l'Outre-mer, 4e trimestre 1955.
18 Voir Gabriel Périès, *De l'action militaire à l'action politique. Impulsion, codification et application de la doctrine de la « guerre révolutionnaire » au sein de l'armée française (1944-1966)*, thèse de doctorat, Université Paris-I, 1999.
19 Marie-Catherine et Paul Villatoux, *Revue historique des armées*, n° 3, 2003.
20 Lucien Poirier, *Le Chantier stratégique. Entretiens avec Gérard Chaliand*, Hachette, coll. « Pluriel », Paris, 1997, p. 225.
21 *Ibid.*, note 22.
22 Pierre Le Chevoir, *En quête de l'âme Lao, 1954-1955. Itinéraire d'un officier d'infanterie de marine au Laos*, Arma-Communication, Paris, 2001, p. 13.
23 Cf. notamment les articles : « Guerre révolutionnaire ou révolution dans l'art de la guerre », *Revue de défense nationale*, décembre 1956, p. 1497-1513 ; « Guerre révolutionnaire et pacification », *Revue militaire d'information*, n° 280, janvier 1957, p. 7-24 ; « L'armée française devant la guerre révolutionnaire », *Revue de défense nationale*, janvier 1957, p. 77-89 ; « Le soldat dans la guerre révolutionnaire », *Revue de défense nationale*, février 1957, p. 211-226 ; « Tactique et stratégie dans la guerre révolutionnaire », *Revue militaire d'information*, n° 295, juin 1958, p. 23-35 ; « Cette guerre de notre temps », *Revue de défense nationale*, août-septembre 1958, p. 1304-1319.
24 Cité par le général Quilichini, inspecteur des troupes de marine, lors de son allocution prononcée aux obsèques du général Némo, *L'Ancre d'or-Bazeilles*, n° 127, juin 1971, p. 29.
25 *Les Facteurs politiques et sociaux dans les opérations militaires (33C5)*, cours de guerre psychologique du colonel Némo, 17e promotion, 1955-1956, 30 p., ESG, FV. 675. Parmi les publications du général Némo : « La guerre dans la foule », *Revue de défense nationale*, juin 1956, p. 721-734 ; « La guerre dans le milieu social », *Revue de défense nationale*, mai 1956, p. 605-623 ; « Combat de mêlée et défense nationale », *Revue de défense nationale*, août-septembre 1957, p. 1289-1303.
26 *Tactiques révolutionnaires et contre-révolutionnaires. Débat entre les commandants Renaudin, Cogniet et Hogard*, ESG, 9e commission, 18 juin 1957, Centre de documentation de l'ESG.

Notes du chapitre 4

1 Entretien avec l'auteur, 13 décembre 2002.
2 Paul Aussaresses, *Services spéciaux, Algérie 1955-1957*, Perrin, Paris, 2001.
3 Florence Beaugé, « Le secret du général Aussaresses », *Le Monde*, 20-21 mai 2001.
4 Paul Aussaresses, *Services spéciaux, Algérie 1955-1957*, *op. cit.*, p. 18.
5 Paul Aussaresses, *Pour la France. Services spéciaux 1942-1954*, Le Rocher, Monaco, 2001, p. 7.
6 *Ibid.*, p. 83.
7 *Ibid.*, p. 84.
8 Paul Aussaresses, *Services spéciaux, Algérie 1955-1957*, *op. cit.*, p. 15.
9 Cité par Roger Faligot et Pascal Krop, *DST, police secrète*, Flammarion, Paris, 1999.
10 Cité par Douglas Porch, *Histoire des services secrets français*, Albin Michel, Paris, 1995, tome 2, p. 130.
11 Entretien avec l'auteur, 21 octobre 2003.
12 Voir à ce sujet Roland Jacquard, *La Guerre du mensonge. Histoire secrète de la désinformation*, Plon, Paris, 1986.
13 Cité par Susan L. Marquis, *Unconventional Warfare. Rebuilding US Special Operations Forces*, Brookings Institution Press, Washington, 1997.
14 Victor Marchetti, *The CIA and the Cult of Intelligence*, Albert Knopf, New York, 1974 ; et Alain Guérin, *Les Gens de la CIA*, Éditions sociales, Paris, 1980.
15 Allen C. Hansen, *USIA. Public Diplomacy in the Computer Age*, Praeger Publisher, New York, 1984 ; et John W. Henderson, *The United States Information Agency*, Praeger Library of US Government Departments and Agencies, Washington, 1969.
16 André Gazut, *Destins : général de Bollardière*, film diffusé par la RTBF en 1974 (ce film a été refusé par toutes les chaînes françaises de télévision, jusqu'à sa diffusion, fort discrète, sur la Chaîne parlementaire-Assemblée nationale, le 8 juillet 2001 ; voir Jean-Dominique Merchet, « Échos de la torture en Algérie », *Libération*, 10 juillet 2001).
17 Paul Aussaresses, *Pour la France. Services spéciaux 1942-1954*, *op. cit.*, p. 254.
18 Entretien avec l'auteur, 28 octobre 2003.
19 Roger Trinquier, *Les Maquis d'Indochine*, *op. cit.*
20 Pierre Dabezies, *Rapport sur les activités du GCMA*, 27 février 1952.
21 Roger Trinquier, *La Guerre moderne*, *op. cit.*, p. 126.
22 Sur André Souyris, autre grand spécialiste de la guerre révolutionnaire, voir Paul et Marie-Catherine Villatoux, *La Guerre et l'Action psychologiques en France (1945-1960)*, *op. cit.*
23 Capitaine André Souyris, « Un procédé efficace de contre-guérilla : l'autodéfense des populations », *Revue de défense nationale*, juin 1956, p. 688.
24 Marcel Bigeard, *Pour une parcelle de gloire*, Plon, Paris, 1975, p. 64.
25 Pierre Vidal-Naquet, *Les Crimes de l'armée française. Algérie 1954-1962*, Maspero, Paris, 1975 (rééd. en poche : La Découverte, Paris, 2001).
26 *Ibid.*, p. 15.
27 Cité par Pierre Vidal-Naquet, *ibid.*, pp. 17-20.

28 Jacques Raphaël-Leygues, *Ponts de lianes*, *op. cit.*, p. 35-36.
29 Henry Ainley, *An Order to Die. With the French Foreign Legion in Indochina*, Burke, Londres, 1955, p. 30.
30 *Soldatenleben*, Barett Verlag, Düsseldorf, 1988 (cité par Yves Benot, *Massacres coloniaux, 1944-1950*, *op. cit.*).
31 Entretien avec l'auteur, 12 mars 2003.
32 Marcel Bigeard, *Pour une parcelle de gloire*, *op. cit.*, p. 202. La moitié des prisonniers trouveront la mort avant la signature des accords de Genève.
33 Marcel Bigeard, *De la brousse à la jungle*, *op. cit.*, pp. 188-189.
34 Hélie de Saint-Marc, *Les Champs de braise. Mémoires*, Perrin, Paris, 1995, p. 123.
35 Henri Navarre, *Agonie de l'Indochine*, Plon, Paris, 1956.
36 Jacques Hogard, *Revue de défense nationale*, 3 janvier 1957.
37 Paul et Marie-Catherine Villatoux, *La Guerre et l'Action psychologiques en France (1945-1960)*, *op. cit.*, p. 761.
38 Numéro de février-mars 1957, qui comprend trois parties : « Données et aspects », « Méthodes et raisonnement », « Parade et riposte ». L'introduction est rédigée par Lacheroy.
39 Voir Martin S. Alexander, Martin Evans, John F.V. Keiger (dir.), *The Algerian War and the French Army, 1954-1962. Experiences, Images, Testimonies*, Palgrave Macmillan, Londres, 2002, pp. 43-60.

Notes du chapitre 5

1 Entretiens avec l'auteur, 27 janvier et 31 juillet 2003.
2 Lieutenant-colonel Lucien François de Montagnac, *Lettres d'un soldat*, Plon, Paris, 1885, réédité par Christian Destremeau, 1998, p. 153 (cité par Alain Ruscio, « Y'a bon les colonies », *in Oublier nos crimes*, Autrement, n° 144, avril 1994, p. 41).
3 Cité par Pierre Nora, *Les Français d'Algérie*, Julliard, Paris, 1961, p. 88.
4 Bernard Droz et Évelyne Lever, *Histoire de la guerre d'Algérie*, Seuil, Paris, 1982, p. 15.
5 Annie Rey-Goldzeiguer, *Aux origines de la guerre d'Algérie. 1940-1945, de Mers-el-Kébir aux massacres du Nord-Constantinois*, La Découverte, Paris, 2002.
6 Entretien avec l'auteur, 12 mars 2003.
7 Cité par Mohammed Harbi, *Archives de la révolution algérienne*, Jeune Afrique, Paris, 1981.
8 Dans une interview à *El Djarida*, publiée le 21 février 1970.
9 Bernard Droz et Évelyne Lever, *Histoire de la guerre d'Algérie*, *op. cit.*, p. 135.
10 Roger Trinquier, *Les Maquis d'Indochine*, *op. cit.*
11 Roger Trinquier, *La Guerre*, Albin Michel, Paris, 1980, p. 158.
12 Marcel Bigeard, *Pour une parcelle de gloire*, *op. cit.*, pp. 212 et 22?
13 Antoine Argoud, *La Decadence, l'Imposture et la Tragédie*, Fayard, Paris, 1974.
14 Jean Pouget, « Ce mal rapporté d'Indochine », *Historia Magazine*, numéro spécial *La guerre d'Algérie*.
15 Cité par Paul et Marie-Catherine Villatoux, *La Guerre et l'Action psychologiques en France (1945-1960)*, *op. cit.*
16 Louis Pichon, « Caractères généraux de la guerre insurrectionnelle », *La Revue militaire générale*, 7 juillet 1957.
17 Paul et Marie-Catherine Villatoux, *La Guerre et l'Action psychologiques en France (1945-1960)*, *op. cit.*
18 André Souyris, « Les conditions de la parade et de la riposte à la Guerre révolutionnaire », *Revue militaire d'information*, n° 281, février-mars 1957.
19 Pierre Vidal-Naquet, *Les Crimes de l'Algérie française, Algérie 1954-1962*, *op. cit.*, p. 21.
20 Voir son témoignage : Noël Favrelière, *Le Désert à l'aube*, Minuit, Paris, 1961 (nouvelle édition, 2001).
21 Rapporté par Patrick Rotman, *L'Ennemi intime*, Seuil, Paris, 2002, p. 27.
22 Gabriel Périès, *De l'action militaire à l'action politique*, *op. cit.*
23 Antoine Argoud, *La Décadence, l'Imposture et la Tragédie*, *op. cit.*
24 Raoul Salan, *Mémoires*, Presses de la Cité, Paris, 1972.
25 Marcel Bigeard, *Pour une parcelle de gloire*, *op. cit.*, p. 256.
26 Antoine Argoud, *La Décadence, l'Imposture et la Tragédie*, *op. cit.* (souligné par l'auteur).

Notes du chapitre 6

1 Entretien avec l'auteur, 13 mars 2003.
2 Paul Aussaresses, *Pour la France. Services spéciaux 1942-1954*, *op. cit.*, p. 257.

3 Paul Aussaresses, *Services spéciaux, Algérie 1955-1957*, *op. cit.*, pp. 24 et 26.
4 *Ibid.*, pp. 28 et 33-34.
5 *Ibid.*, p. 35.
6 Raphaëlle Branche, *La Torture et l'Armée pendant la guerre d'Algérie, 1954-1962*, Gallimard, Paris, 2001, p. 109.
7 Voir notamment Bernard Droz et Évelyne Lever, *Histoire de la guerre d'Algérie*, *op. cit.*, pp. 75-78.
8 Directive du 18 août 1956 (document SHAT).
9 Expression de Raphaëlle Branche, *La Torture et l'Armée pendant la guerre d'Algérie*, *op. cit.*, p. 51.
10 Document du SHAT cité par Raphaëlle Branche, *ibid.*, p. 72.
11 Pierre Montagnon, *La Guerre d'Algérie. Genèse et engrenage d'une tragédie*, Pygmalion/Gérard Watelet, Paris, 1984.
12 Marcel Bigeard, *Pour une parcelle de gloire*, *op. cit.*, p. 277.
13 Document du SHAT, classé « Top secret ».
14 Note « Secret confidentiel » du 12 janvier 1959, ministère des Armées « terre » (document SHAT)
15 Bernard Droz et Évelyne Lever, *Histoire de la guerre d'Algérie*, *op. cit.*, p. 89. De même, M.C.A. Colliard, doyen de la faculté de droit de Grenoble, caractérise le pouvoir du ministre résident comme un « pouvoir véritablement dictatorial dont jamais aucun fonctionnaire ou ministre de la République n'avait disposé » (cité par Pierre Vidal-Naquet, *Les Crimes de l'armée française*, *op. cit.*, p. 81).
16 *Ibid.*, p. 93.
17 Patrick Rotman, *L'Ennemi intime*, *op. cit.*, p. 119.
18 Entretien avec l'auteur, 18 juin 2003. Voir aussi Yacef Saâdi, *La Bataille d'Alger*, Casbah, Alger, 1997.
19 Gilbert Meynier, *Histoire intérieure du FLN, 1954-1962*, Fayard, Paris, 2002, p. 326.
20 André Gazut, *Destins : général de Bollardière*, *op. cit.*
21 Jacques Soustelle, « La rébellion algérienne dans le cadre du panarabisme », *Revue de défense nationale*, juillet 1956.
22 Pierre Pélissier, *Massu*, *op. cit.*, p. 179.
23 Cité par Patrick Rotman, *L'Ennemi intime*, *op. cit.*, p. 121.
24 Marcel Bigeard, *Pour une parcelle de gloire*, *op. cit.*, p. 275.
25 Cité par Yves Courrière, *Le Temps des léopards*, Fayard, Paris, 1969.

Notes du chapitre 7

1 Jacques Massu, *La Vraie Bataille d'Alger*, Plon, Paris, 1971 (nouvelle édition : Le Rocher, Monaco, 1997). Dans une note en bas de page, p. 15, Massu précise que sainte Mélanie fut une « disciple de saint Augustin, évêque d'Hippone, près de Bône, où il vécut de 391 à 430 ».
2 Notes de Marcel Champeix, archives Champeix (cité par Raphaëlle Branche, *La Torture et l'Armée pendant la guerre d'Algérie*, *op. cit.*, p. 82).
3 Raphaëlle Branche, *La Torture et l'Armée pendant la guerre d'Algérie*, *op. cit.*, p. 185.
4 *Ibid.*, p. 186. Voir aussi, sur cette question, l'ouvrage très complet de Sylvie Thénault, *Une drôle de justice. Les magistrats dans la guerre d'Algérie*, La Découverte, Paris, 2001.
5 Paul Aussaresses, *Services spéciaux, Algérie 1955-1957*, *op. cit.*, p. 88.
6 Pierre Montagnon, *La Guerre d'Algérie. Genèse et engrenage d'une tragédie*, *op. cit.*
7 André Gazut, *Destins : général de Bollardière*, *op. cit.*
8 Directive générale n° 3 du 19 janvier 1957 (document SHAT).
9 *Journal d'Alger*, 16 janvier 1957.
10 Jacques Massu, *La Vraie Bataille d'Alger*, *op. cit.*, p. 55.
11 *Ibid.*, p. 123.
12 Pierre Montagnon, *La Guerre d'Algérie. Genèse et engrenage d'une tragédie*, *op. cit.*
13 Yacef Saâdi, *La Bataille d'Alger*, *op. cit.*, tome 2, p. 25.
14 Jacques Massu, *La Vraie Bataille d'Alger*, *op. cit.*, p. 127.
15 Paul Aussaresses, *Services spéciaux, Algérie 1955-1957*, *op. cit.*, p. 102.
16 Entretien avec l'auteur, 13 mars 2003.
17 Document classé « secret », du 23 mars 1957, émanant du Commandement interarmées (document SHAT).
18 Directive du 18 janvier 1957, à l'intention des parachutistes, ordre général 109 (document SHAT).
19 Directive sur « L'extirpation de l'organisation rebelle » rédigée par le 2e bureau de la 10e division parachutiste, février 1957.
20 Entretien avec l'auteur, 31 juillet 2003.
21 Marcel Bigeard, *Pour une parcelle de gloire*, *op. cit.*, p. 276.

22 Jacques MASSU, *La Vraie Bataille d'Alger*, *op. cit.*, p. 109.
23 Article publié en 1956 et cité par Marcel BIGEARD, *Pour une parcelle de gloire*, *op. cit.*, p. 254.
24 Film de Mark ROBSON, 1966, avec Alain Delon, Claudia Cardinale, Michèle Morgan, d'après le roman de Jean Lartéguy (*Les Centurions*, Presse de la Cité, Paris, 1961).
25 Entretien avec l'auteur, 12 mars 2003.
26 Note de service du général Dulac, état-major interarmées, 29 janvier 1957 (cité par Raphaëlle BRANCHE, *La Torture et l'Armée pendant la guerre d'Algérie*, *op. cit.*, p. 118).
27 Pierre VIDAL-NAQUET, *Les Crimes de l'armée française*, *op. cit.*, p. 83.
28 Henri ALLEG, *Prisonniers de guerre*, Minuit, Paris, 1961. Voir aussi Henri ALLEG, *La Question*, Minuit, Paris, 1958.
29 Cité par Jacques MASSU, *La Vraie Bataille d'Alger*, *op. cit.*, p. 355.
30 Raphaëlle BRANCHE, *La Torture et l'Armée pendant la guerre d'Algérie*, *op. cit.*, p. 122.
31 Cité par Jacques MASSU, *La Vraie Bataille d'Alger*, *op. cit.*, p. 358 (souligné par Robert Lacoste).
32 *Ibid.*, pp. 363-364.
33 Cité par Patrick ROTMAN, *L'Ennemi intime*, *op. cit.*, p. 124.
34 Pierre VIDAL-NAQUET, *Les Crimes de l'armée française*, *op. cit.*, p. 81.

Notes du chapitre 8

1 Cité par Patrick ROTMAN, *L'Ennemi intime*, *op. cit.*, p. 144.
2 Paul AUSSARESSES, *Services spéciaux, Algérie 1955-1957*, *op. cit.*, pp. 161-171.
3 Entretiens avec l'auteur, 13 mars et 21 octobre 2003.
4 *In* Peter BATTY, *The Algerian War*, documentaire de la BBC, 1984. Dans sa note du 1er septembre 1957 aux membres de la Commission de sauvegarde, Paul Teitgen avait comptabilisé 3 024 disparitions (note reproduite *in* Pierre VIDAL-NAQUET, *La Raison d'État*, *op. cit.*, p. 194).
5 Raphaëlle BRANCHE, *La Torture et l'Armée pendant la guerre d'Algérie*, *op. cit.*, p. 145.
6 Daniel HERMANT, « L'espace ambigu des disparitions politiques », *Cultures et conflits*, n° 13-14, 1994, p. 90.
7 Pierre VIDAL-NAQUET, *Les Crimes de l'armée française*, *op. cit.*, p. 78.
8 Entretien avec l'auteur, 13 mars 2003.
9 Jacques MASSU, *La Vraie Bataille d'Alger*, *op. cit.*, p. 207.
10 *Ibid.*, pp. 341-342.
11 Entretien avec l'auteur, 18 juin 2003.
12 Jean-Charles JAUFFRET, *Soldats en Algérie, 1954-1962*, Autrement, Paris, 2000.
13 Entretien avec l'auteur, 12 mars 2003.
14 « Étude sur les procédés propres à détruire les dispositifs politico-militaires rebelles », document classé « secret » du 23 mars 1957 (document SHAT).
15 *Jours de France*, 15 juillet 1956.
16 Marcel BIGEARD, *Pour une parcelle de gloire*, *op. cit.*, p. 286.
17 *Ibid.*, p. 28.
18 Pierre MONTAGNON, *La Guerre d'Algérie. Genèse et engrenage d'une tragédie*, *op. cit.* (ce que l'historien Pierre Vidal-Naquet avait affirmé dès 1959, à l'issue d'une enquête rigoureuse : Pierre VIDAL-NAQUET, *L'Affaire Audin*, *op. cit.*).
19 Paul et Marie-Catherine VILLATOUX, *La Guerre et l'Action psychologiques en France (1945-1960)*, *op. cit.*
20 *Ibid.*, p. 614.
21 Paul-Alain LÉGER, *Aux carrefours de la guerre*, *op. cit.* Fils de militaire, Léger a passé une partie de son enfance à Sétif.
22 Entretien avec l'auteur, 18 juin 2003.
23 Entretien avec l'auteur, 12 mars 2003.
24 Paul-Alain LÉGER, *Aux carrefours de la guerre*, *op. cit.*, p. 229.
25 *Ibid.*
26 *Ibid.*, p. 236.
27 Entretien avec l'auteur, 12 mars 2003.
28 Paul-Alain LÉGER, *Aux carrefours de la guerre*, *op. cit.*, p. 240.
29 Entretien avec l'auteur, 31 juillet 2003.
30 Pierre MONTAGNON, *La Guerre d'Algérie. Genèse et engrenage d'une tragédie*, *op. cit.*
31 Postface à l'édition suisse (La Cité) du livre d'Henri ALLEG, *La Question*, *op. cit.*
32 Bernard DROZ et Évelyne LEVER, *Histoire de la guerre d'Algérie*, *op. cit.*, p. 291.
33 « Étude sur les procédés propres à détruire les dispositifs politico-militaires rebelles », *loc. cit.*

Notes du chapitre 9

1 *Le Livre blanc de l'armée française en Algérie*, Éditions Contretemps, Paris, 2001.
2 Patrick ROTMAN, *L'Ennemi intime*, *op. cit.*, p. 164.

3 Rapport cité par Pierre VIDAL-NAQUET, *La Raison d'État*, *op. cit.*, p. 63 *sq* ; et par Pierre PÉLISSIER, *Massu*, *op. cit.*, p. 217.
4 Rapport transmis aux ministres du gouvernement d'Edgar Faure (cité par Pierre VIDAL-NAQUET, *La Torture dans la République*, Maspero, Paris, 1975).
5 Cité par Raphaëlle BRANCHE, *La Torture et l'Armée pendant la guerre d'Algérie*, *op. cit.*, p. 34.
6 Cité par André GAZUT, *Une civilisation de la torture*, documentaire de la Télévision suisse romande, 1972 ; voir aussi le documentaire de Jean-Luc HESS, *Massu par Massu*, La Cinquième, 1997.
7 Roger TRINQUIER, *La Guerre moderne*, *op. cit.*
8 Cité par Jacques MASSU, *La Vraie Bataille d'Alger*, *op. cit.*, pp. 46-48.
9 Roger TRINQUIER, *La Guerre moderne*, *op. cit.* Les italiques sont de l'auteur.
10 Cité par André GAZUT, *Une civilisation de la torture*, *op. cit.*
11 Pierre CHÂTEAU-JOBERT, *Feu et lumière sur ma trace* (cité par Frédéric CABROL, *La guerre d'Algérie et le discours militaire français*, mémoire de l'Université de Toulouse, 1982, pp. 82-83).
12 Peter BATTY, *The Algerian War*, *op. cit.*
13 Rapport du 25 mars 1957, cité par Jacques MASSU, *La Vraie Bataille d'Alger*, *op. cit.*, p. 152.
14 Rapport du 23 mars 1957, *ibid.*, p. 153.
15 Pierre PÉLISSIER, *Massu*, *op. cit.*, p. 216.
16 *Ibid.*, pp. 216-217 ; et Jacques MASSU, *La Vraie Bataille d'Alger*, *op. cit.*, p. 157. Les italiques sont de l'auteur.
17 Note de service du général Massu, 19 mars 1957 (document classé « secret » du SHAT). Les italiques sont de l'auteur.
18 Document classé « secret » du SHAT. En revanche, la « directive particulière » évoquée par Massu n'a pas été retrouvée. Les italiques sont de l'auteur.
19 Note de service (document SHAT).
20 Raphaëlle BRANCHE, *La Torture et l'Armée pendant la guerre d'Algérie*, *op. cit.*
21 Cité par Pierre VIDAL-NAQUET, *Les Crimes de l'armée française*, *op. cit.*, p. 155.
22 La transcription du débat a été retrouvée dans les archives de l'ESG. Les italiques sont de l'auteur.
23 Document classé « secret », SHAT.
24 André GAZUT, *Destins : général de Bollardière*, *op. cit*
25 *Ibid.* L'anecdote est aussi rapportée par Patrick ROTMAN, *L'Ennemi intime*, *op. cit.*, pp. 150-154.
26 *L'Express*, 29 mars 1957.
27 *Le Monde*, 15 mars 1957.
28 Raphaëlle BRANCHE, *La Torture et l'Armée pendant la guerre d'Algérie*, *op. cit.*, p. 15.
29 Patrick ROTMAN, *L'Ennemi intime*, *op. cit.*, p. 128.
30 Raphaëlle BRANCHE, *La Torture et l'Armée pendant la guerre d'Algérie*, *op. cit.*, p. 14.
31 Antoine ARGOUD, *La Décadence, l'Imposture et la Tragédie*, *op. cit.*
32 Rex BLOONSTEIN, *Torture*, film de 1986.
33 Paul et Marie-Catherine VILLATOUX, *La Guerre et l'Action psychologiques en France (1945-1960)*, *op. cit.* ; voir aussi *Des officiers parlent*, Julliard, Paris, 1961.
34 Cité par Patrick ROTMAN, *L'Ennemi intime*, *op. cit.*, p. 53 ; voir aussi le témoignage de Pierre-Alban THOMAS, *Les Désarrois d'un officier en Algérie*, Seuil, Paris, 2002.
35 Document SHAT.
36 Cité par Raphaëlle BRANCHE, *La Torture et l'Armée pendant la guerre d'Algérie*, *op. cit.*, p. 258.
37 Pierre MONTAGNON, *La Guerre d'Algérie. Genèse et engrenage d'une tragédie*, *op. cit.*
38 Marcel BIGEARD, *De la brousse à la jungle*, *op. cit.*, p. 52.
39 Jacques CHABAN-DELMAS, *Mémoires pour demain*, Flammarion, Paris, 1997.
40 Note non datée signée du général Lorillot, secrétaire d'État aux Forces armées « Terre », au général commandant la 10e région militaire (document SHAT).
41 Note du 16 mai 1958, destinée aux trois généraux commandant Alger, Oran et Constantine (document SHAT).
42 Entretien avec l'auteur, 12 mars 2003.
43 Cité par Marcel BIGEARD, *Pour une parcelle de gloire*, *op. cit.*, p. 361.
44 Cité par Pierre VIDAL-NAQUET, *Les Crimes de l'armée française*, *op. cit.*, p. 115.
45 Entretien avec l'auteur, 31 juillet 2003.
46 L'expression est de Gérard Oudinot, qui définit ainsi son ami, dans un texte rédigé en mars 2003 pour l'association des « Paras au feu » (archives personnelles du général Chabannes).

Notes du chapitre 10

1 Voir Serge et Merry BROMBERGER, *Les Treize Complots du 13 mai*, Fayard, Paris, 1959.

2 Cité par Bernard FROZ et Évelyne LEVER, *Histoire de la guerre d'Algérie*, *op. cit.*, p. 171.
3 Paul-Alain LÉGER, *Aux carrefours de la guerre*, *op. cit.*, p. 320.
4 *Ibid.*, p. 316.
5 Cité par Bernard FROZ et Évelyne LEVER, *Histoire de la guerre d'Algérie*, *op. cit.*, p. 173.
6 Voir Philippe BERNET, *Roger Wybot et la bataille pour la DST*, Presses de la Cité, Paris, 1975.
7 Entretien avec l'auteur, 11 juin 2003.
8 Charles LACHEROY, *De Saint-Cyr à l'action psychologique*, Lavauzelle, Paris, 2003, p. 75.
9 Bernard FROZ et Évelyne LEVER, *Histoire de la guerre d'Algérie*, *op. cit.*, p. 155.
10 Gabriel PÉRIÈS, *De l'action militaire à l'action politique*, *op. cit.*, p. 44.
11 Cité par Gabriel PÉRIÈS, *ibid.*, p. 434 (voir aussi Peter PARET, *French Revolutionary Warfare from Indochina to Algeria. The Analysis of a Political and Military Doctrine*, F.A. Praeger Inc. Publishers, New York, 1964).
12 George A. KELLY, *Soldats perdus. L'armée et l'empire français en crise, 1947-1962*, Fayard, Paris, 1967 ; et John S. AMBLER, *The French Army in Politics*, Mershon Center for Education in National Security, Ohio State University Press, Columbus, 1969.
13 Gabriel PÉRIÈS, *De l'action militaire à l'action politique*, *op. cit.*, p. 314.
14 Lionel-Max CHASSIN, « Du rôle idéologique de l'armée », *loc. cit.*
15 Paul et Marie-Catherine VILLATOUX, *La Guerre et l'Action psychologiques en France (1945-1960)*, *op. cit.*, p. 441.
16 Rapport de la grande commission « tactique » de la 69ᵉ promotion de l'ESG, dont l'un des rédacteurs est le lieutenant-colonel Mattityahou Peled, de l'armée israélienne, qui fut l'un des créateurs de la Hagana (archives de l'ESG). Voir aussi Paul et Marie-Catherine VILLATOUX, *La Guerre et l'Action psychologiques en France (1945-1960)*, *op. cit.*, p. 434.
17 Jacques HOGARD, « Tactique et stratégie dans la guerre révolutionnaire », *Revue militaire d'information*, juin 1958. Les italiques sont de Hogard.
18 *Journal officiel*, première séance du 12 novembre 1957.
19 Michel ROCARD, *Rapport sur les camps de regroupement et autres textes sur la guerre d'Algérie*, Les Mille et une nuits, Paris, 2003.
20 Benoît REY, *Les Égorgeurs*, Minuit, Paris, 1961, p. 17-24.
21 Annexe à la directive n° 1 du général Challe (« Expérience unique au monde que la France possède depuis Juin 40 »), 28 décembre 1958 (document SHAT).
22 Marcel BIGEARD, *De la brousse à la jungle*, *op. cit.*, p. 45.
23 Entretien avec l'auteur, 12 mars 2003.
24 Cité par Bernard DROZ et Évelyne LEVER, *Histoire de la guerre d'Algérie*, *op. cit.*, p. 221.
25 Marcel BIGEARD, *Pour une parcelle de gloire*, *op. cit.*, pp. 385-390.
26 *Ibid.*, pp. 383-384.
27 Gérard PÉRIOT, *Deuxième classe en Algérie*, Flammarion, Paris, 1962, p. 20.
28 Pierre MONTAGNON, *La Guerre d'Algérie. Genèse et engrenage d'une tragédie*, *op. cit.*
29 Voir Paul-Alain LÉGER, *Aux carrefours de la guerre*, *op. cit.*, pp. 262-305.
30 Gilbert MEYNIER, *Histoire intérieure du FLN, 1954-1962*, *op. cit.*, p. 431.
31 Cité par Gilbert MEYNIER, *ibid.*, pp. 431-432 (document SHAT).
32 *Ibid.*, p. 435 (document SHAT).
33 Cité par Gilbert MEYNIER, *ibid.*, p. 430.
34 Entretien avec l'auteur, 11 juin 2003.
35 Charles LACHEROY, *De Saint-Cyr à l'action psychologique*, *op. cit.*, p. 74.
36 Paul et Marie-Catherine VILLATOUX, *La Guerre et l'Action psychologiques en France (1945-1960)*, *op. cit.*, p. 726.
37 Entretien avec l'auteur, 19 décembre 2002.
38 Hans Ulrich KEMPSKI, « Massu déçu par De Gaulle », *Süddeutsche Zeitung*, 18 janvier 1960.

Notes du chapitre 11

1 Jacques OSWALD, *Renaissance catholique*, mai-juin 1994.
2 *Una Voce*, mai-juin 1994 ; cité par Raphaëlle DE NEUVILLE, *Jean Ousset et la Cité catholique*, Dominique Martin Morin, Bouère, 1998, p. 17. Ce livre a pour origine un mémoire de maîtrise d'histoire, soutenu à l'université Pierre-Mendès-France de Grenoble en 1997. Il est préfacé par Jacques Trémollet de Villers.
3 Raphaëlle DE NEUVILLE, *Jean Ousset et la Cité catholique*, *op. cit.*, p. 25.
4 *Ibid.*, p. 26.
5 *Ibid.*, p. 31.
6 Jean OUSSET, *Onze leçons de notre histoire* (texte cité par Raphaëlle DE NEUVILLE, *Jean Ousset et la Cité catholique*, *op. cit.*, p. 38).

7 *Ibid.*
8 Dans un entretien avec la revue *La Nef*, n° 40, juin 1994 (cité par Raphaëlle DE NEUVILLE, *Jean Ousset et la Cité catholique*, *op. cit.*, p. 41).
9 *Ibid.*, p. 43.
10 Émile POULAT, *Intégrisme et catholicisme intégral*, Casterman, Paris, 196
11 *Verbe*, n° 59, février 1954.
12 Supplément au n° 70 de *Verbe*, avril 1955.
13 Raphaëlle DE NEUVILLE, *Jean Ousset et la Cité catholique*, *op. cit.*, p. 208.
14 Jean OUSSET, *Pour qu'Il règne*, Dominique Martin Morin, Bouère, 1986, p. 122. La première édition de *Pour qu'Il règne* date de 1958. Elle est préfacée par Mgr Lefebvre.
15 *Ibid.*, pp. 224-225.
16 *Verbe*, n° 82, avril 1957.
17 Cité par Raphaëlle DE NEUVILLE, *Jean Ousset et la Cité catholique*, *op. cit.*, p. 97.
18 *Ibid.*, p. 208. *Le Marxisme-Léninisme* sera réédité en 1970 sous le titre *Marxisme et révolution*, à l'instar de son édition argentine.
19 Rémi KAUFFER, *OAS, Histoire d'une guerre franco-française*, *op. cit.*, p. 107 ; voir aussi Frédéric LAURENT, *L'Orchestre noir*, *op. cit.*
20 Raphaëlle DE NEUVILLE, *Jean Ousset et la Cité catholique*, *op. cit.*, p. 233.
21 *Verbe*, n° 74, janvier 1956.
22 Tous ces noms sont cités par Raphaëlle DE NEUVILLE, *Jean Ousset et la Cité catholique*, *op. cit.*, p. 239.
23 Raphaëlle DE NEUVILLE, *Jean Ousset et la Cité catholique*, *op. cit.*, p. 242.
24 *Morale, Droit et Guerre révolutionnaire*, *Verbe*, nᵒˢ 90-91-92, janvier, février et mars 1959. Ces articles seront, on le verra, publiés quasiment mot pour mot, dans la version argentine de *Verbo*, en septembre et octobre 1975, soit six mois avant le coup d'État qui portera au pouvoir le général Videla... L'auteur en est un mystérieux « Centurión ».
25 Gabriel PÉRIÈS, *De l'action militaire à l'action politique*, *op. cit.*, p. 834.
26 *Verbe*, supplément 12.
27 21 mai 1959.
28 12 octobre 1959.
29 31 décembre 1959.
30 *Esprit*, décembre 1959. L'article est signé par Madeleine Garrigou-Lagrange.
31 Frédéric LAURENT, *L'Orchestre noir*, *op. cit.*, p. 65.
32 *Paris-Presse*, 21 avril 1959
33 Cité par Joseph ALGAZY, *La Tentation néofasciste en France, 1944-1965*, Fayard, Paris, 1984, p. 186.
34 *Lettre d'information du CESPS*, n° 16, décembre 1959.
35 Cité par Frédéric LAURENT, *L'Orchestre noir*, *op. cit.*, p. 61.
36 Paul et Marie-Catherine VILLATOUX, *La Guerre et l'Action psychologiques en France (1945-1960)*, *op. cit.*, p. 725.
37 John S. AMBLER, *The French Army in Politics*, *op. cit.*
38 Paul et Marie-Catherine VILLATOUX, *La Guerre et l'Action psychologiques en France (1945-1960)*, *op. cit.*, p. 725.

Notes du chapitre 12

1 Emilio F. MIGNONE, *Iglesia y Dictatura*, Ediciones del pensamiento nacional, Buenos Aires, 1986, p. 16.
2 Gabriel PÉRIÈS, *De l'action militaire à l'action politique*, *op. cit.*, p. 705.
3 Document SHAT daté du 13 mars 1959.
4 Document SHAT.
5 Document classé « secret-confidentiel » du 5 octobre 1958 (SHAT).
6 Lettre adressée au ministre de la Défense, le 29 mars 1956 (archives du Quai d'Orsay).
7 Lettre du colonel François Serralta au capitaine des Rieux, chef du service d'information de la Légion étrangère à Paris. Objet : « Candidats pour la LE, volontariat d'Argentine » (document non daté des archives du Quai d'Orsay).
8 *Revista de la Escuela superior de guerra*, n° 335, octobre-décembre 1959, pp. 611-647.
9 Lettre du colonel François Serralta, attaché militaire auprès de l'ambassade de France en Argentine, envoyée par l'ambassadeur Armand de Blanquet du Chayla au ministre des Affaires étrangères, le 20 novembre 1959 (archives du Quai d'Orsay).
10 Henri GRAND D'ESNON, « Guerra subversiva », *Revista de la Escuela superior de guerra*, n° 338, juillet 1960, p. 340.
11 Paul-Alain LÉGER, *Aux carrefours de la guerre*, *op. cit.*, p. 405.
12 Voir à ce sujet l'article de Thierry MEYSSAN, président du réseau Voltaire : « Quand le *stay-behind* voulait renverser De Gaulle », <www.reseauvoltaire.net>.

Notes du chapitre 13

1 C'est ce que dit notamment, sans donner plus d'explication, Rémi KAUFFER, *OAS, histoire d'une guerre franco-française*, *op. cit.*, p. 422.
2 Charles LACHEROY, *De Saint-Cyr à l'action psychologique*, *op. cit.*, p. 80.
3 Entretien avec l'auteur, 19 décembre 2002.
4 Charles LACHEROY, *De Saint-Cyr à l'action psychologique*, *op. cit.*, p. 81.
5 *Ibid.*
6 Cité par Bernard DROZ et Évelyne LEVER, *Histoire de la guerre d'Algérie*, *op. cit.*, p. 305.
7 *Ibid.*, pp. 309-310.
8 *L'Express*, 11 mai 1961. Cité par Raphaëlle DE NEUVILLE, *Jean Ousset et la Cité catholique*, *op. cit.*, p. 209. L'auteur cite également toute une série de journaux dénonçant la Cité catholique comme une « société secrète », comme *France-Observateur* du 9 novembre 1961, *La Croix*, *Le Figaro* et *Le Monde* du 10 novembre 1961, *La Revue française de sociologie*, etc. Face à ces accusations, Jean Ousset criera au mensonge, en argumentant dans un numéro spécial de *Verbe* intitulé « À propos de la récente campagne de presse », *Verbe*, n° 127, janvier 1962.
9 Cité par Georges FLEURY, *Histoire secrète de l'OAS*, Grasset, Paris, 2002, p. 342.
10 Raphaëlle DE NEUVILLE, *Jean Ousset et la Cité catholique*, *op. cit.*, p. 242.
11 Cité par Thierry MEYSSAN, « Quand le *stay-behind* voulait renverser De Gaulle », *loc. cit.*
12 *Ibid.*
13 Cité par Marie DUMONT, *L'Organisation armée secrète en Algérie : comme un poisson dans l'eau ?*, maîtrise d'histoire soutenue à l'université François-Rabelais, Tours, 1977.
14 Jean-Jacques SUSINI, *Histoire de l'OAS*, La Table ronde, Paris, 1963 (cité par Marie DUMONT, *ibid.*)
15 Paul et Marie-Catherine VILLATOUX, *La Guerre et l'Action psychologiques en France (1945-1960)*, *op. cit.*, p. 704.
16 Jean PLANCHAIS, « Au procès du réseau OAS de l'Ouest, des accusés mettent en cause les méthodes "antisubversives" qu'on leur a enseignées », *Le Monde*, 13 septembre 1962 (cité par Paul et Marie-Catherine VILLATOUX, *ibid.* Ceux-ci précisent que l'arme psychologique est supprimée des programmes de l'enseignement militaire supérieur en 1963).
17 Entretien avec l'auteur, 19 décembre 2002.
18 Pierre MONTAGNON, *La Guerre d'Algérie. Genèse et engrenage d'une tragédie*, *op. cit.*
19 *Ibid.*
20 Voir Frédéric LAURENT, *L'Orchestre noir*, *op. cit.*, p. 74 ; Douglas PORCH, *Histoire des services secrets français*, *op. cit.*, tome 2, p. 129 ; et Roger FALIGOT et Pascal KROP, *La Piscine. Les services secrets français, 1944-1984*, Seuil, Paris, 1984, pp. 153-154.
21 Frédéric LAURENT, *L'Orchestre noir*, *op. cit.*, p. 74.
22 Cité par Frédéric LAURENT, *ibid.*, p. 98.
23 *Panorama*, 19 décembre 1974 (cité par Frédéric LAURENT, *ibid.*, p. 104).
24 Voir *Le Monde* du 11 octobre 1962, où Robert Gardiner, représentant au Congo du secrétaire général de l'ONU, dénonce le « recrutement d'équipes terroristes de l'OAS » par le gouvernement sécessionniste katangais.
25 Cité par Frédéric LAURENT, *L'Orchestre noir*, *op. cit.*
26 *Ibid.*, p. 119 *sq.*
27 Toutes ces informations sont issues du mémoire de maîtrise de Geneviève VERDO, *Les Français d'Afrique du Nord en Argentine. Bilan provisoire d'une migration. (1964-1988)*, Université de Paris-I, 1988.
28 Rémi KAUFFER, *OAS, Histoire d'une guerre franco-française*, *op. cit.*, p. 389.
29 Les associations de pieds-noirs dénombrent 9 000 victimes.
30 Bernard DROZ, Évelyne LEVER, *Histoire de la guerre d'Algérie*, *op. cit.*, p. 349.
31 Le procès eut lieu le 1er août 1962 (cité par Pierre VIDAL-NAQUET, *Les Crimes de l'armée française*, *op. cit.*, p. 155).
32 Pierre VIDAL-NAQUET, *La Raison d'État*, *op. cit.*, p. 324.
33 Raphaëlle BRANCHE, *La Torture et l'Armée pendant la guerre d'Algérie*, *op. cit.*, p. 420.

Notes du chapitre 14

1 Gabriel PÉRIÈS, *De l'action militaire à l'action politique*, *op. cit.*, p. 743.
2 Cecil JANE, *Liberty and Despotism in Spanish America*, Oxford University Press, 1929 (cité par Prudencio GARCÍA, *El Drama de la autonomía militar*, Alianza Editorial, Madrid, 1995, p. 73).
3 Alain ROUQUIÉ, « Hegemonía militar, estado y dominación social », *in* Alain ROUQUIÉ (dir.), *Argentina hoy*, Siglo XXI, Mexico, 1982, p. 11.
4 *Ibid*, p. 12.

5 Prudencio GARCÍA, *El Drama de la autonomía militar*, *op. cit.*, p. 73.
6 Carlos A. GÓMEZ, « La nueva política mundial y la situación de la Argentina », *Revista militar*, novembre 1938 (cité par Alain ROUQUIÉ, *Pouvoir militaire et société politique en Argentine*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1978, p. 277).
7 Major Jacinto HERNÁNDEZ, « Nuestro militar profesional », *Revista militar*, novembre 1935 (cité par Alain ROUQUIÉ, *ibid.*, p. 262).
8 Cité par Alain ROUQUIÉ, *ibid.*, p. 315.
9 *Ibid.* (la citation est tirée du texte *Las Memorias de Juan Perón (1895-1945)*, publié par *Panorama*, 14 avril 1979, p. 23).
10 *Ibid.*, p. 333.
11 Interview du général Julio Alberto Lagos, l'un des fondateurs du GOU, réalisée par Alain ROUQUIÉ, *Pouvoir militaire et société politique en Argentine*, *op. cit.*, p. 315.
12 *Ibid.*, p. 361.
13 Voir Horacio BALLESTER, *Memorias de un coronel democrático*, Ediciones de la Flor, Buenos Aires, 1998, p. 67.
14 Voir José Luis D'ANDREA MOHR, *Memoria de vida*, Colihue, Buenos Aires, 1999.
15 Jean NOUGUÈS, « Radioscopia subversiva en la Argentina », *Revista de la Escuela superior de guerra*, n° 344, janvier 1962, p. 32.
16 Gabriel PÉRIÈS, *De l'action militaire à l'action politique*, *op. cit.*
17 Alain ROUQUIÉ, *Pouvoir militaire et société politique en Argentine*, *op. cit.*, p. 471. Tous les articles publiés dans la *Revista de la Escuela superior de guerra* sont la retranscription de conférences tenues dans les différents instituts militaires argentins. Parmi eux, citons :
– François P. BADIE, « La guerra psicológica », octobre 1958 ;
– Patrice DE NAUROIS, « Algunos aspectos de la estrategia y táctica aplicados por el Viet-minh durante la campaña de Indochina », janvier 1958 ; « Una teoría para la guerra subversiva », avril 1958 ; « Guerra subversiva y guerra revolucionaria », octobre 1958 ;
– Robert Louis BENTRESQUE, « Método de razonamiento en guerra subversiva », octobre 1959 ; « Los acontecimientos de Laos », octobre 1960 ;
– Jorge Raúl ORFILA, « Del proceso Salán, surgen experiencias asimilables al mando militar actual ? », janvier 1962 ;
– Miguel Manrique MOM, « Guerra revolucionaria. El conflicto mundial en desarrollo », octobre 1958 ; « Guerra revolucionaria. Causas, proceso, desarrollo », juillet 1959 ;
– Tomás Sánchez DE BUSTAMANTE, « La guerra revolucionaria », septembre 1960 ; « La guerra revolucionaria comunista. La Guerra de China », octobre 1961 ; « La situación mundial. El cerco estratégico », janvier 1962 ;
– Jean NOUGUÈS, « Características generales de las operaciones en Argelia », avril 1960 ; « Radioscopia subversiva en la Argentina », janvier 1962.
18 Patrice DE NAUROIS, « Guerra subversiva y guerra revolucionaria », *loc. cit.*
19 Miguel Manrique MOM, « Guerra revolucionaria. El conflicto mundial en desarrollo », *loc. cit.*
20 Alain ROUQUIÉ, *Pouvoir militaire et société politique en Argentine*, *op. cit.*, pp. 470 et 670.
21 *Ibid.*, p. 469.
22 Voir François GÈZE et Alain LABROUSSE, *Argentine, révolution et contre-révolutions*, Seuil, Paris, 1995, p. 128.
23 Conmoción interna del Estado (commotion interne de l'État).
24 François GÈZE et Alain LABROUSSE, *Argentine, révolution et contre-révolutions*, *op. cit.*, p. 81.
25 Jean NOUGUÈS, « Radioscopia subversiva de la Argentina », *loc. cit.*
26 Document des archives du Quai d'Orsay.
27 Carlos TÚROLO, *Discurso inaugural del curso de guerra contrarevolucionaria*, Ejército argentino, Buenos Aires, 1961, p. 4 (cité par Prudencio GARCÍA, *El Drama de la autonomía militar*, *op. cit.*, p. 99).
28 *Ibid.*, p. 99.
29 « Temario para el desarrollo de la mesa redonda », *Curso interamericano de guerra contrarevolucionaria*, Ejército argentino, Buenos Aires, 1961, p. 2 (cité par Prudencio GARCÍA, *El Drama de la autonomía militar*, *op. cit.*, p. 102). D'après le document, cette citation est tirée du livre *Le Zéro et l'Infini* d'Arthur Koestler.
30 Bureau confidentiel du service des relations extérieures des États-Unis, 16 avril 1962 (cité par Martin Edwin ANDERSEN, *Dossier secreto. El mito de la « guerra sucia » en la Argentina*, Sudamericana, Buenos Aires, 2000, pp. 64-65).
31 « Instrucciones para la lucha contra la subversión », Secretaría de guerra, Buenos Aires, 1962 (cité par Prudencio GARCÍA, *El Drama de la autonomía militar*, *op. cit.*, pp. 96-102).

32 *Ibid.*, p. 96.
33 Roger TRINQUIER, *La Guerra moderna*, Edición Rioplatense, Buenos Aires, 1963.
34 Jean NOUGUÈS, « Radioscopía subversiva de Argentina », *loc. cit.*
35 Mario ORSOLINI, *La Crisis del Ejército*, Ediciones Arayú, Buenos Aires, 1964, p. 52-53.

Notes du chapitre 15

1 Marcel LEFEBVRE, *Homélies « été chaud 1976 ». Lille, Genève, Besançon, Écône*, La Fraternité sacerdotale Saint-Pie X en Suisse.
2 Marcel DE CORTE, « Los derechos del hombre y la revolución permanente », *Cuadernos Fides. Difundir para convencer*, n° 15, Gráficas García, Buenos Aires, 1998.
3 Jacques PLOCARD D'ASSAC, *La Iglesia ocupada*, Ediciones San Pio X, Buenos Aires, 1989.
4 EPISCOPADO ESPAÑOL, « Carta colectiva sobre la cruzada de liberación nacional », *Cuadernos Fides. Difundir para convencer*, n° 19, Gráficas García, Buenos Aires, 1998.
5 Georges FLEURY, *Histoire secrète de l'OAS*, *op. cit.*, pp. 52, 700 et 931.
6 Claude MOUTON, *Le Père André. Un vrai prêtre*, Éditions de Chiré, Chiré-en-Montreuil, 2001.
7 Entretien réalisé à Buenos Aires, le 14 mai 2003.
8 Horacio VERBITSKY, *El Vuelo*, Planeta, Buenos Aires, 1995 (traduction française : Dagorno, Paris, 1995).
9 *Página 12*, 6 octobre 1987.
10 Joseph COMBLIN, *Le Pouvoir militaire en Amérique latine. L'idéologie de la sécurité nationale*, Jean-Pierre Delarge/Éditions universitaires, Paris, 1977, p. 147.
11 PARTIDO COMUNISTA DE ARGENTINA, *Esbozo de historia del Partido comunista de Argentina*, Anteo, Buenos Aires, 1947, p. 130-150 (cité par Alain ROUQUIÉ, *Pouvoir militaire et société politique en Argentine*, *op. cit.*, p. 684).
12 Manuel DE LEZICA, *Recuerdos de un nacionalista*, Astral, Buenos Aires, 1968, p. 104 (cité par Alain ROUQUIÉ, *ibid.*, p. 258).
13 *La Nación*, 2 novembre 1943 (cité par Alain ROUQUIÉ, *ibid.*, p. 347).
14 C'est un national-catholique, Manuel Rodríguez Ocampo, qui écrivit l'hymne de la *Revolución libertadora*, la *Marcha de la libertad*, inspirée de la marche phalangiste *Cara al sol*.
15 Cité par Alain ROUQUIÉ, *Pouvoir militaire et société politique en Argentine*, *op. cit.*, p. 435.
16 Julio MEINVIELLE, *El Comunismo en la Revolución anticristiana*, Theoría, Buenos Aires, 1961 (rééd. Cruz y Fierro Editores, Buenos Aires, 1982).
17 Jordán Bruno GENTA, *La Franc-maçonnerie et le Communisme*, Pellegrini Imp., Buenos Aires, 1955 (cité par Gabriel PÉRIÈS, *De l'action militaire à l'action politique*, *op. cit.*).
18 Julio MEINVIELLE, *Hacia la cristiandad*, Adsum, Buenos Aires, 1940 (cité par Uki GOÑI, *La Auténtica Odessa*, Paidós, Buenos Aires, 2002, p. 61).
19 Julio MEINVIELLE, *El Judío*, Antídoto, Buenos Aires, 1936.
20 Voir Uki GOÑI, *La Auténtica Odessa*, *op. cit.*, pp. 34-57.
21 Entretien avec l'auteur, 17 avril 2003.
22 Uki GOÑI, *La Auténtica Odessa*, *op. cit.*
23 L'expression est d'Éric CONAN, *L'Express*, 19 août 1993. Voir aussi Frédéric LAURENT, *L'Orchestre noir*, *op. cit.* ; Claudio DÍAZ, Antonio ZUCCO, *La ultraderecha argentina y su conexión internacional*, Contrapunto, Buenos Aires, 1987.
24 Rapport du 18 septembre 1946 (cité par Uki GOÑI, *La Auténtica Odessa*, *op. cit.*, p. 131).
25 *Ibid.*
26 Cité par Uki GOÑI, *ibid.*, p. 137.
27 Communication d'Eugène Tisserant à l'ambassade argentine, le 7 mai 1946 (cité par Uki GOÑI, *ibid.*, p. 131).
28 Philippe AZIZ, *Les Criminels de guerre*, Denoël, Paris, 1974 ; Simon WIESENTHAL, *Les assassins sont parmi nous*, Stock, Paris, 1967 ; Ladislas FARAGO, *Le 4e Reich*, Belfond, Paris, 1975.
29 Fernando ALMIRÓN, *Campo santo. Los asesinatos del Ejército en Campo de Mayo, testimonios del ex-sargento Víctor Ibáñez*, Editorial 21, Buenos Aires, 1999, p. 33.
30 Prudencio GARCÍA, *El Drama de la autonomía militar*, *op. cit.*, p. 6.
31 Ignacio GONZALES JANZEN, *La Triple A*, Contrapunto, Buenos Aires, 1986.
32 Voir notamment, outre les ouvrages déjà cités, Jean POUTET, *L'Argentine de la peur. Histoire d'une frustration*, Plon, Paris, 1978, p. 125 ; Diego LLUMÁ, « Los maestros de la tortura. La influencia militar francesa en la lucha antisubversiva argentina », *Todo es historia*, n° 422, septembre 2002, p. 9.
33 Ignacio Gonzales JANZEN, *La Triple A*, *op. cit.*
34 Alain ROUQUIÉ, *Pouvoir militaire et société politique en Argentine*, *op. cit.*, pp. 576 et 685.
35 *Ibid.*, p. 575.
36 *La Razón*, 22 septembre 1965. Le point 9 des Objectifs de la révolution stipule parmi les objectifs prioritaires : « La neutralisation de l'infiltration marxiste et la suppression de l'action du communisme » (Alain ROUQUIÉ, *Pouvoir militaire et société politique en Argentine*, *op. cit.*, p. 573).
37 *El Verbo*, n° 156-157, septembre et octobre 1975.
38 Horacio VERBITSKY, *El Vuelo*, *op. cit.*, p. 132.
39 Voir Liliana CHEREN, *La Masacre de Trelew, 22 de agosto de 1972. Institucionalización del terrorismo de Estado*, Corregidor, Buenos Aires, 1997 ; Alain ROUQUIÉ, *Pouvoir militaire et société politique en Argentine*, *op. cit.*, p. 609 ; Martin EDWIN ANDERSEN, *Dossier secreto*, *op. cit.*, pp. 108-109.

Notes du chapitre 16

1 Paul AUSSARESSES, *The Battle of the Casbah. Terrorism and Counter Terrorism in Algeria, 1955-1957*, Enigma Books, New York, 2002. C'est la version anglaise du livre du général Aussaresses, *Services spéciaux. Algérie. 1955-1957*, *op. cit.*
2 Paul AUSSARESSES, *Services spéciaux. Algérie 1955-1957*, *op. cit.*, p. 124.
3 Alfred H. PADDOCK, *US Army Special Warfare*, National Defense University, 1982, p. 5.
4 Cité par Alfred H. PADDOCK, *ibid.*, p. 11.
5 *Ibid.*, p. 26.
6 General of the Army Dwight D. EISENHOWER, *Letter*, Headquarters, US Forces, European theater, Office of the Commanding General, *in* PSYCHOLOGICAL WARFARE DIVISION, « Operations in Western European campaign », p. 1 (cité par Alfred H. PADDOCK, *US Army Special Warfare*, *op. cit.*, p. 20).
7 Cité par Alfred H. PADDOCK, *ibid.*, p. 30.
8 *Ibid.*, p. 32.
9 C'est le titre de la deuxième partie de l'étude réalisée par le colonel Alfred H. PADDOCK, *ibid.*, p. 111.
10 En mars 1948, le colonel Lucius Clay, commandant en chef du Commandement européen, envoie un câble à Washington dans lequel il dit : « J'ai senti un changement subtil dans l'attitude soviétique que je ne peux pas définir, mais qui me donne le sentiment que la guerre peut arriver avec une rapidité dramatique » (cité par Alfred H. PADDOCK, *ibid.*, p. 39).
11 Daniel YERGIN, *Shattered Peace. The Origins of the Cold War and the National Security Doctrin*, Houghton Mifflin Co, Houston, 1977, p. 54. Voir aussi Robert BOROSAGE, « The making of the National Security State », *in* Leonard S. RODBERG et Derek SHEA (dir.), *The Pentagon Watchers. Students Report on the National Security State*, Doubleday/Garden City, New York, 1970, p. 7.
12 Joseph COMBLIN, *Le Pouvoir militaire en Amérique latine*, *op. cit.*, p. 84.
13 Department of the Army, Plans and Operations Division, Washington D.C., 19 mai 1948, National Archivs (cité par Alfred H. PADDOCK, *US Army Special Warfare*, *op. cit.*, p. 73).
14 Alfred H. PADDOCK, *ibid.*, p. 89.
15 *Ibid.*, p. 143.
16 HEADQUARTERS, PSYCHOLOGICAL WARFARE CENTER, *Administrative Information Handbook*, Psychological Warfare Seminar, Fort Bragg, 17-19 décembre 1952, p. 2 (cité par Alfred H. PADDOCK, *ibid.*, p. 144).
17 DEPARTMENT OF THE ARMY, OFFICE OF THE CHIEF OF INFORMATION, *Special Warfare, US Army : An Army Specialty*, Washington D.C., 1962 (cité par Alfred H. PADDOCK, *ibid.*, p. 3).
18 *Dictionnary of US Military Terms for Joint Usage*, Washington D.C., août 1968.
19 Toutes les informations concernant Bernard Fall sont issues d'une étude réalisée par Christopher Goscha, chercheur à l'Institut des études sur l'Extrême-Orient de Lyon, « Bernard Fall et la guerre : l'impact intellectuel d'un Français aux États-Unis », *in* Christopher E. GOSCHA et Maurice VAÏSSE (dir.), *La Guerre du Viêt-nam et l'Europe (1963-1973)*, Bruylant, Bruxelles, 2003. Il s'agit des actes d'un colloque organisé par le Centre d'histoire de l'Europe du XXe siècle (FNSP) et l'Association Diplomatie et Stratégie, les 24 et 25 janvier 2003.
20 Roger TRINQUIER, *Modern Warfare. A French View of Counterinsurgency*, Frederick A. Praeger Publisher, New York, 1964.
21 Bernard FALL, *The Viet-minh Regime. Government and Administration in the Democratic Republic of Viet-Nam*, Pacific Relations Institute and Cornell University, New York, 1956 (version française : *Le Viêt-minh. La République démocratique du Viêt-nam, 1945-1960*, Armand Colin/FNSP, Paris, 1960).
22 Publié en français sous le titre *Indochine, chronique d'une guerre révolutionnaire*, Robert Laffont, Paris, 1962.
23 Bernard FALL, *Hell in a Very Small Place. The Siege of Dien Bien Phu*, Pall Mall Press, Oxford, 1966. Bernard Fall a aussi écrit *The Two*

Viet-Nams. A Political and Military Analysis, Frederick A. Praeger Publishers, New York, 1964 ; et *Viet-Nam Witness, 1953-1966*, Frederick A. Praeger, New York, 1966. Il préfaça, entre autres, la version anglaise du livre de Vô Nguyên GIAP, *People's War, People's Army*, Praeger, New York, 1963.

24 Il est notamment l'auteur d'un texte de référence intitulé *Counterinsurgency : the French Experience*, publication n° L63-109, Industrial War College of the Armed Forces, Washington, D.C., 18 janvier 1963.

25 Entretien avec l'auteur, 13 mars 2003.

26 Roger TRINQUIER, *Modern Warfare. A French View of Counterinsurgency*, *op. cit.*

27 Cité par Douglas VALENTINE, *The Phoenix Program*, William Morrow and Company, New York, 1990, pp. 9-10.

28 *Ibid.*, p. 13.

29 *Ibid.*, p. 220.

30 *Ibid.*, p. 206.

31 Voir Tran VAN TRUONG, *A Vietcong Memoir*, Hartcourt Brace Jovanovich, New York, 1985.

32 Frank SNEPP, *Decent Interval*, Random House, New York, 1978, p. 31 (cité par Douglas VALENTINE, *The Phoenix Program*, *op. cit.*, pp. 221-222).

33 Douglas VALENTINE, *ibid.*, pp. 342-347.

34 *Ibid.*, pp. 316-317.

Notes du chapitre 17

1 Alan FARELL, « The green beret, schreckfigur for the new age », *The Viet-Nam Generation Big Book*, vol. 5, n° 1-4, Viet-Nam Generation Inc., University of Virginia, Charlottesville, 1994. Alan Farell est chercheur à l'Institut militaire de Virginie.

2 Jean LARTÉGUY, *Les Centurions*, *op. cit.*, p. 296 (dans son texte, Alan Farell cite aussi Jean LARTÉGUY, *Un million de dollars le Viêt*, Solar, Paris, 1965).

3 Harry TRUMAN, *Mémoires*, Plon, Paris, t. II, vol. I, p. 124. Voir aussi André FONTAINE, *Histoire de la guerre froide*, t. 1, Fayard, Paris, 1965 ; et Robert BOROSAGE, « The making of the National Security State », *loc. cit.*

4 Joseph COMBLIN, *Le Pouvoir militaire en Amérique latine*, *op. cit.*, p. 30.

5 *Ibid.*, p. 85.

6 Cité par Joseph COMBLIN, *ibid.*, p. 102.

7 Penny LERNOUX, *Cry of the People. The Struggle for Human Rights in Latin America and the Catholic Church in Conflict with US Policy*, Penguin Books, New York, 1980, p. 160.

8 Cité par Jack NELSON-PALLMEYER, *School of Assassins. Guns, Greed and Globalization*, Orbis Book, New York, 2001, p. 65.

9 Cité par Thomas MCCANN, *An American Company. The Tragedy of United Fruit*, Crown Publishers, New York, 1976, pp. 39-40. À noter qu'en 1954 John Foster Dulles, ancien avocat de la United Fruit, est secrétaire d'État et que son frère, Allen Dulles, est directeur de la CIA...

10 Eduardo Luis DUHALDE, *El Estado terrorista argentino*, Eudeba, Buenos Aires, 1999, pp. 221-222.

11 Joseph COMBLIN, *Le Pouvoir militaire en Amérique latine*, *op. cit.*, pp. 32 et 86.

12 Prudencio GARCIA, *El Drama de la autonomía militar*, *op. cit.*, p. 40.

13 Genaro ARRIAGA, *Seguridad nacional y política*, cité par Salvador María LOZADA, Julio J. VAGGIO, Carlos ZAMORANA, Eduardo S. BARCESAT, *Inseguridad y Desnacionalización. La « doctrina » de la seguridad nacional*, Liga argentina por los derechos del hombre/Ediciones Derechos del hombre, Buenos Aires, juillet 1985, p. 46.

14 Joseph COMBLIN, *Le Pouvoir militaire en Amérique latine*, *op. cit.*, p. 86.

15 Cité par Eduardo Luis DUHALDE, *El Estado terrorista argentino*, *op. cit.*, p. 224 ; voir aussi Robert MCNAMARA, *The Essence of Security*, Harper and Row, New York, 1968.

16 Robert MCNAMARA, *The Essence of Security*, *ibid.*

17 Cité par Penny LERNOUX, *Cry of the People*, *op. cit.*, p. 176.

18 A. J. LANGGUTH, *Hidden Terrors. The Truth about US Police Operations in Latin America*, Pantheon Books, New York, 1978, p. 120.

19 Eduardo Luis DUHALDE, *El Estado terrorista argentino*, *op. cit.*, p. 225. D'après les sources consultées par Duhalde, entre 1961 et 1972, quatre-vingt-quatre policiers argentins ont suivi ce type de cours. Voir aussi COMISIÓN ARGENTINA POR LOS DERECHOS HUMANOS (CADHU), *Argentina : proceso al genocidio*, Elías Querejeta Ediciones, Madrid, mars 1977, pp. 131-132.

20 Bulletin du département d'État du 12 septembre 1971, p. 82 (cité par Eduardo Luis DUHALDE, *El Estado terrorista argentino*, *op. cit.*, p. 225).

21 Alfred C. STEPHAN, « The new professionalism of internal warfare and military role », *in* Alfred C. STEPHAN (dir.), *Authoritarian Brazil*, Yale University Press, New Haven, 1973, pp. 47-65.

22 Cité dans *Informe de la Comisión nacional sobre la desaparición de personas (CONADEP), Nunca más !*, Eudeba, Buenos Aires, 1984, p. 475 ; et par Penny LERNOUX, *Cry of the People*, *op. cit.*, p. 160.

23 Cité par Joseph COMBLIN, *Le Pouvoir militaire en Amérique latine*, *op. cit.*, p. 108.

24 *The Rockefeller Report on the Americas*, Quadrangle Books, Chicago, 1969 (cité par Eduardo Luis DUHALDE, *El Estado terrorista argentino*, *op. cit.*, p. 224 ; et par Penny LERNOUX, *Cry of the People*, *op. cit.*, p. 160).

25 Jeffrey STEIN, « Grad school for juntas », *The Nation*, 21 mai 1977, pp. 621-624.

26 Cité par Penny LERNOUX, *Cry of the People*, *op. cit.*, p. 160.

27 Cité par Jeffrey STEIN, « Grad school for juntas », *loc. cit.*

28 Joseph COMBLIN, *Le Pouvoir militaire en Amérique latine*, *op. cit.*, p. 107.

29 Luigi R. EINAUDI, Richard L. MAULLIN, Alfred C. STEPHAN III, *Latin-American Security Issues*, Rand Corporation, Santa Monica, Californie, avril 1969, p. v (cité par Penny LERNOUX, *Cry of the People*, *op. cit.*, p. 156).

30 Jack NELSON-PALLMEYER, *School of Assassins*, *op. cit.*, p. vii.

31 *School of the Americas, An Insider Speaks out !*, documentaire produit par SOA Watch, Maryknoll, NY.

32 Entretien téléphonique réalisé le 17 janvier 2004. L'étude de Leslie Gill sera publiée par Duke University Press à la fin de 2004 sous le titre de *The School of the Americas. Military Training and Political Violence.*

33 On peut consulter des extraits de ces manuels (l'ensemble compte 1 100 pages...) sur <www.soawne.org/SOAManuals.html>.

34 Roger TRINQUIER, *La Guerre moderne*, *op. cit.*, pp. 46-80.

35 *Terrorism and the Urban Guerilla*, pp. 118-119.

36 *Handling of Sources*, p. 7.

37 Joseph COMBLIN, *Le Pouvoir militaire en Amérique latine*, *op. cit.*, p. 104.

38 Penny LERNOUX, *Cry of the People*, *op. cit.*, p. 180.

39 Fernando RIVAS SÁNCHEZ et Elisabeth REIMAN WIEGED, *Las Fuerzas armadas de Chile : un caso de penetración imperialista*, 75, México, 1976.

40 Congressional Record, 20 mai 1994, p. H3771 (cité par Jack NELSON-PALLMEYER, *School of Assassins*, *op. cit.*, p. 61).

41 Alain ROUQUIÉ, *Pouvoir militaire et société politique en République argentine*, *op. cit.*, pp. 668-669.

42 *United Nations Truth Commission Report*, 15 mars 1993.

43 ARCHDIOCESE OF GUATEMALA, *Guatemala, Never Again ! The Official Report of the Human Rights Office*, Orbis Books, New York, 1999 (cité par Jack NELSON-PALLMEYER, *School of Assassins*, *op. cit.*, pp. 35-37).

44 Glenn R. WEIDNER, « A word from the commandant », *Historical Edition of Adelante : US Army School of the Americas 1946-2000*, p. 2 (cité par Jack NELSON-PALLMEYER, *School of Assassins*, *op. cit.*, pp. 28-29).

Notes du chapitre 18

1 Joseph COMBLIN, *Le Pouvoir militaire en Amérique latine*, *op. cit.*, p. 35.

2 Alfred C. STEPHAN, « The new professionalism of internal warfare and military role », *loc. cit.*, p. 57.

3 Prudencio GARCÍA, *El Drama de la autonomía militar*, *op. cit.*, p. 41. Les italiques sont de l'auteur.

4 Joseph COMBLIN, *Le Pouvoir militaire en Amérique latine*, *op. cit.*, p. 56.

5 *Ibid.*, pp. 35, 42-43 et 175.

6 CONFERENCIA GENERAL DEL EPISCOPADO LATINOAMERICANO, *Documentos finales de Medellín*, Ediciones Paulinas, Buenos Aires, 1972.

7 Cité par Penny LERNOUX, *Cry of the People*, *op. cit.*, p. 172.

8 Augusto PINOCHET UGARTE, *El Día decisivo : 11 de septiembre de 1973*, Editorial Andrès Bello, Santiago, 1979.

9 Cité par Paz ROJAS, Viviana URIBE, María Eugenia ROJAS, Iris LARGO, Isabel ROPERT, Víctor ESPINOZA, *Páginas en blanco. El 11 de septiembre en La Moneda*, Ediciones B, Santiago, 2001, p. 241 (sur le profil des putschistes, voir pp. 235-324).

10 Henry KISSINGER, *Mis memorias*, Atlántida, 1979, Buenos Aires, p. 460.

11 *Covert action in Chile 1963-1973*, Staff Report on the Select Committee to Study Governmental Operations with Respect to Intelligence Activities, Sénat des États-Unis, Washington, 1975.

12 Désormais publics, ces documents peuvent être consultés sur <www.gwu.edu/~nsarchiv/latin_america/chile.htm>. Voir aussi le cahier de *Libération*, « Ombres chiliennes. 1973-2003 », 10 septembre 2003.

13 Luis Alberto Moniz Bandeira, *De la Triple Alianza al Mercosur, 1870-2003*, Editora Revan, Río de Janeiro, 2003.

14 Entretien avec l'auteur, Santiago du Chili, 27 mars 2003.

15 Ascanio Cavallo, Manuel Salazar et Oscar Sepúlveda, *La Historia oculta del régimen militar. Memoria de una época 1973-1988*, Grijalbo, Santiago, 1997, p. 50.

16 *Discours du président de l'honorable junte de gouvernement le 11 octobre 1973*, Éditions nationales Gabriela Mistral, p. 5 (cité par Joseph Comblin, *Le Pouvoir militaire en Amérique latine*, *op. cit.*, p. 138).

17 Reportage diffusé dans l'émission « Reporter » de La Cinq, 1988.

18 Joseph Comblin, *Le Pouvoir militaire en Amérique latine*, *op. cit.*, p. 135.

19 *Ibid.*, p. 59.

20 Paz Rojas, Viviana Uribe, María Eugenia Rojas, Iris Largo, Isabel Ropert, Víctor Espinoza, *Páginas en blanco*, *op. cit.*, p. 241.

21 Pablo Azócar, *Pinochet. Epitafio para un tirano*, Cuarto Propio, Santiago du Chili, 1999, p. 26.

22 Americas Watch Report, *Unfinished Business. Human Rights in Chile at the Start of the Frei Presidency*, 1994.

23 Cité par Francisco Martorell, *Operación Condor. El vuelo de la muerte*, Editorial LOM, Santiago, 1999, p. 78.

24 Voir *La flaca Alejandra*, un documentaire de Carmen Castillo, diffusé en 1994 sur France 3 ; et aussi le témoignage d'une militante socialiste retournée qui devint chef de section à la DINA : Luz Arce, « Primera confesión desde el interior de la DINA », *Revista APS*, n° 380, Santiago de Chile, mars 1991.

Notes du chapitre 19

1 Joseph Comblin, *Le Pouvoir militaire en Amérique latine*, *op. cit.*, p. 146.

2 Fernando Almirón, *Campo santo. Los asesinatos del Ejército en Campo de Mayo*, *op. cit.*, p. 33.

3 Joseph Comblin, *Le Pouvoir militaire en Amérique latine*, *op. cit.*, p. 145.

4 « Palabras pronunciadas por el comandante en jefe del ejército, el día 6 de agosto de 1964 en West Point (EU) en oportunidad de realizarse la V[a] conferencia de los ejércitos americanos », *Boletín público de la Secretaría de guerra*, 10 septembre 1964. Voir aussi *Geopolítica*, Buenos Aires, n° 25, 1982.

5 Alain Rouquié, *Pouvoir militaire et société politique en République argentine*, *op. cit.*, p. 618.

6 Estado Mayor del Ejército, « Plan de evolución de las Fuerzas armadas, 1970-1971 (secreto) », 1969 (cité par Alain Rouquié, *Pouvoir militaire et société politique en République argentine*, *op. cit.*, p. 634).

7 *Ibid.*

8 *Declaración de Córdoba* de la Delegación regional de Córdoba, CGT de los Argentinos, 21 mars 1969, tract, 4 p. (cité par Alain Rouquié, *Pouvoir militaire et société politique en République argentine*, *op. cit.*, p. 600).

9 Alain Rouquié, *Pouvoir militaire et société politique en République argentine*, *op. cit.*, p. 601.

10 *Ibid.*, p. 602.

11 « Relieves políticos. Mayo de 1969 », note confidentielle du département d'État des États-Unis, 23 juin 1969 (cité par Martin Edwin Andersen, *Dossier secreto*, *op. cit.*, p. 83).

12 François Gèze et Alain Labrousse, *Argentine, révolution et contre-révolutions*, *op. cit.*, p. 133.

13 Cité par Martin Edwin Andersen, *Dossier secreto*, *op. cit.*, p. 159.

14 *Ibid.*, p. 158.

15 Alain Rouquié, *Pouvoir militaire et société politique en République argentine*, *op. cit.*, p. 609.

16 Horacio Verbitsky, *Ezeiza*, Contrapunto, Buenos Aires, 1986.

17 Alain Rouquié, *Pouvoir militaire et société politique en République argentine*, *op. cit.*, p. 610.

18 Voir Ignacio González Janzen, *La Triple A*, Contrapunto, Buenos Aires, 1986 ; Claudio Díaz, Antonio Zucco, *La ultraderecha argentina y su conexión internacional*, *op. cit.* ; Frédéric Laurent, *L'Orchestre noir*, *op. cit.*

19 Voir Rémi Kauffer, *OAS, l'histoire d'une guerre franco-française*, *op. cit.*, pp. 358-360.

20 Document cité par Martin Edwin Andersen, *Dossier secreto*, *op. cit.*, p. 134.

21 *Ibid.*, p. 129.

22 Cité par Ignacio González Janzen, *La Triple A*, *op. cit.*

23 Rodolfo Peregrino Fernández, *Autocrítica policial*, El Cid Editor, Buenos Aires, 1983, p. 54.

24 Document du 9 décembre 1975 (cité par Martin Edwin Andersen, *Dossier secreto*, *op. cit.*, p. 193).

25 Ignacio González Janzen, *La Triple A*, *op. cit.*, pp. 17 et 134.

26 Télégramme confidentiel du département d'État du 21 juin 1974 (cité par Martin Edwin Andersen, *Dossier secreto*, *op. cit.*, p. 150).

27 Jorge Tapia Valdés, *Terrorismo del estado. La Doctrina de la seguridad nacional en el Cono sur*, Nueva Imagen, Mexico, 1980, pp. 27-28.

28 *El Periodista*, Buenos Aires, 23 octobre 1987 (cité par Prudencio García, *El Drama de la autonomía militar*, *op. cit.*, p. 63).

29 Cité par Martin Edwin Andersen, *Dossier secreto*, *op. cit.*, p. 160.

30 Alain Rouquié, *in* Asociación alemana de investigaciones sobre América latina (dir.), *El Poder militar en la Argentina (1976-1981)*, Verlag Klaus Dieter Vervuert, Frankfurt, 1982, p. 73.

31 Document secret YM-15, 5 février 1975 (cité par Martin Edwin Andersen, *Dossier secreto*, *op. cit.*, p. 161).

32 Le journaliste américain Martin Andersen et l'avocat Antonio López Crespo ont publié des extraits de ce manuscrit de 329 pages dans *El Periodista de Buenos Aires*, le 6 février 1986.

33 Roger Trinquier, *Guerra, Subversión y Revolución*, Rioplatense, Buenos Aires, 1975.

34 CONADEP, *Nunca más !*, *op. cit.*, p. 213.

35 Entretien téléphonique réalisé le 31 janvier 2003.

36 CONADEP, *Nunca más !*, *op. cit.*, p. 96.

37 Cité par Francisco Martorell, *Operación Condor, el vuelo de la muerte*, *op. cit.*, p. 29.

38 *Summary of Argentine Law and Practice of Terrorism*, mars 1976 (cité par Martin Edwin Andersen, *Dossier secreto*, *op. cit.*, pp. 135-136).

39 Document n° 463/AM MR/GG, 23 avril 1975, Archives du Quai d'Orsay. D'après le courrier, Pinochet et Isabel Martínez se sont rencontrés sur la base aérienne de Morón.

40 Cité par Francisco Martorell, *Operación Condor, el vuelo de la muerte*, *op. cit.*, p. 32.

41 Sur l'assassinat du général Prats, voir Mónica González et Edwin Harrington, *Bomba en una calle de Palermo*, Editorial Emisión, Santiago, 1987 ; et Stella Calloni, *Los años del lobo. Operación Condor*, Ediciones Continente, Buenos Aires, 1999.

42 *Ibid.*, p. 103 *sq.*

43 Sur l'opération Colombo, voir Mónica González et Edwin Harrington, *Bomba en una calle de Palermo*, *op. cit.*, pp. 438-447.

Notes du chapitre 20

1 Comisión argentina por los derechos humanos (CADHU), *Argentina : proceso al genocidio*, *op. cit.*, p. 41.

2 Cité par María Soane et Vicente Muleiro, *El Dictator*, Sudamericana, Buenos Aires, 2001, p. 164.

3 *Clarín* et *La Nación*, 25 mars 1976.

4 CADHU, *Argentina : proceso al genocidio*, *op. cit.*, p. 42.

5 Eduardo Luis Duhalde, *El Estado terrorista argentino*, Eudeba, Buenos Aires, 1999, p. 72.

6 CONADEP, *Nunca más !*, *op. cit.*, p. 391.

7 *La Capital de Rosario*, 14 juin 1980.

8 United Press International, 25 mai 1977 (cité in CADHU, *Argentina : proceso al genocidio*, *op. cit.*, p. 8).

9 Cette phrase « célèbre » est notamment citée par la CADHU, *Argentina : proceso al genocidio*, *op. cit.*, p. 22.

10 Cité par Asociación americana de juristas, *Juicios a los militares*, Cuaderno n° 4, Buenos Aires, 1988,p. 8 et 16.

11 *La Prensa*, 22 février 1980.

12 CONADEP, *Nunca más !*, *op. cit.*, pp. 224-225.

13 Entretien avec l'auteur, 16 décembre 2002.

14 CADHU, *Argentina : proceso al genocidio*, *op. cit.*, p. 133.

15 Reynaldo Bignone, *El último de facto*, Impreso en Argentina, 2000, p. 22.

16 « Entretien » avec l'auteur, 17 avril 2003.

17 Jean-Pierre Bousquet est l'auteur de *Les Folles de la place de Mai*, Stock 2, Paris, 1981 (édité en espagnol par Cid Editor, Buenos Aires, 1982).

18 Le terme *villa miseria*, qui désigne en Argentine les bidonvilles, a été inventé par l'écrivain Bernardo Verbitsky, le père d'Horacio, qui écrivit, en 1957, un roman très célèbre : *Villa Miseria. También es América*, Sudamericana, Buenos Aires, 2003.

19 *Gente*, 22 décembre 1977 ; *Clarín* et *La Opinión*, 18 décembre 1977.

20 Prudencio García, *El Drama de la autonomía militar*, *op. cit.*, p. 204.

21 Cité par *Clarín*, 26 avril 1984.

22 Cité par *El Periodista*, 8 mai 1987.

23 Cité par CADHU, *Argentina : proceso al genocidio*, *op. cit.*, p. 124.

24 Voir María Seoane et Héctor Ruiz Núñez, *La Noche de los lápices*, Planeta bolsillo, Buenos Aires, 1987.

25 CADHU, *Argentina : proceso al genocidio*, *op. cit.*, p. 147.

26 Gary W. Wynia, *Argentina in the Postwar Era*, University of New Mexico Press, Albuquerque, 1978, p. 231 (cité par Martin Edwin Andersen, *Dossier secreto*, *op. cit.*, p. 232).

27 Cité par CADHU, *Argentina : proceso al genocidio*, *op. cit.*, p. 31.

Notes du chapitre 21

1 CONADEP, *Nunca más !*, *op. cit.*, pp. 27-32.
2 Cité par Prudencio García, *El Drama de la autonomía militar*, *op. cit.*, p. 129.
3 CADHU, *Argentina : proceso al genocidio*, *op. cit.*, p. 61.
4 Ramón Díaz Bessone, *Guerra revolucionaria en Argentina (1959-1976)*, Edición Círculo militar, Buenos Aires, 1988, p. 17.
5 Argentine : *Página 12*, 1er, 2, 3 et 4 septembre ; *La Nación*, 3 et 4 septembre ; *Clarín*, 3 et 4 septembre. Chili : *Siete + Siete*, 5 septembre 2003. Venezuela : *El Universal*, 7 septembre 2003. Brésil : *Primeira Leitura*, octobre 2003. Espagne : *El País*, 3 septembre 2003. Italie : *Il Manifesto*, 3 septembre 2003 ; *Il Corriere della Sera*, 8 septembre 2003 ; *La Stampa*, 15 septembre 2003. Norvège : *Dagsavisen*, 21 septembre 2003. États-Unis : *Newsweek*, 6 octobre 2003 ; *International Herald Tribune*, 8 septembre 2003. Et en France, citons *Le Monde*, 25 septembre 2003 ; *Télérama*, 10 et 17 septembre 2003 ; *Le Nouvel Observateur*, 30 octobre 2003 ; et *L'Humanité*, 20 septembre 2003.
6 William L. Shirer, *The Raise and Fall of the Third Reich*, Simon & Schuster, New York, 1960, p. 8. (cité par Prudencio García, *El Drama de la autonomía militar*, *op. cit.*, p. 139).
7 CONADEP, *Nunca más !*, *op. cit.*, p. 479.
8 *Ibid.*, p. 9.
9 Prudencio García, *El Drama de la autonomía militar*, *op. cit.*, pp. 163-166.
10 CONADEP, *Nunca más !*, *op. cit.*, pp. 246-247.
11 *Ibid.*, p. 343.
12 *La Prensa*, 4 avril 1981.
13 *Cambio 16*, 20 janvier 1984. Le général Camps a été condamné à vingt-cinq ans de prison, en 1984.
14 *Página 12*, 1er septembre 2003.
15 Témoignage de José Deheza, Juicio de los tribunales federales de Buenos Aires a la junta, 1985 (cité par Martin Edwin Andersen, *Dossier secreto*, *op. cit.*, p. 222).
16 *Libération*, 25 septembre 1979.
17 *La Opinión*, 25 octobre 1977.
18 Voir *Le Monde*, 12 février 1963 ; Rémi Kauffer, *OAS, une histoire franco-française*, *op. cit.*, p. 301 ; Frédéric Laurent, *L'Orchestre noir*, *op. cit.*
19 *Le Matin*, 22 septembre ; *Le Monde*, 26 septembre 1979 ; et les dépêches de l'AFP rédigées par Jean-Pierre Bousquet.

Notes du chapitre 22

1 Voir Uki Goñi, *Judas. La verdadera historia de Alfredo Astiz, el infiltrado*, Sudamericana, Buenos Aires, 1996.
2 Eduardo Massera, *El país que queremos*, Fondación para el estudio de los problemas argentinos, Buenos Aires, 1981, p. 66 (cité par María Oliveira Cezar, *Un modelo contrarevolucionario en Argentina : el grupo de tareas de la Escuela de mecánica de la Armada (1976-1978)*, mémoire d'histoire, Paris, 1988).
3 *France Soir-Dimanche*, 2 décembre 1979 (cité par Arlette Welty Domon et Alain Dutertre, *Soleil de justice*, Éditions ouvrières, Paris, 1984, p. 99).
4 CONADEP, *Nunca más !*, *op. cit.*, p. 352.
5 *France-Soir*, *La Croix*, *Le Figaro*, *Libération*, *Le Monde*, *Le Matin*, 14 décembre 1977.
6 *Paz y Justicia*, n° 7, décembre 1983 (cité par CONADEP, *Nunca más !*, *op. cit.*, p. 387).
7 Uki Goñi, *Judas. Astiz el infiltrado*, *op. cit.*, p. 112 ; et Juan Gasparini, *La Pista suiza*, Legasa, Buenos Aires, 1986, p. 134.
8 María Oliveira Cezar, *Un modelo contrarevolucionario en Argentina*, *op. cit.*
9 *Ibid.*, p. 54.
10 Entretien avec l'auteur, 9 mai 2003.
11 CONADEP, *Nunca más !*, *op. cit.*, pp. 131-132.
12 María Oliveira Cezar, *Un modelo contrarevolucionario en Argentina*, *op. cit.*, p. 100.
13 Témoignage présenté devant la Commission des droits de l'homme des Nations unies, à Genève, en février 1982 (CADHU, Madrid, 1982, p. 22).
14 Voir le témoignage de Silvia Labayrú devant la CONADEP, *Nunca más !*, *op. cit.*, p. 136.
15 Voir « El lucro de la represión », *in* CONADEP, *Nunca más !*, *op. cit.*, pp. 282-292.
16 Témoignage de Miriam Lewin de García, présenté devant le tribunal fédéral chargé de juger les commandants de la junte, *Diario del juicio*, pp. 137-171 (cité par María Oliveira Cezar, *Un modelo contrarevolucionario en Argentina*, *op. cit.*, p. 103).
17 CONADEP, *Nunca más !*, *op. cit.*, p. 235.
18 Cité par CADHU, *Argentina : proceso al genocidio*, *op. cit.*, p. 63.
19 *Ibid.*, p. 64.
20 CONADEP, *Nunca más !*, *op. cit.*, pp. 250-251.
21 *Ibid.*, p. 235.
22 Horacio Verbitsky, *El Vuelo*, *op. cit.*, pp. 65-67.
23 Fernando Almirón, *Testimonios del ex-sargento Víctor Ibáñez*, *op. cit.*, pp. 182-184.
24 Cité par María Oliveira Cezar, *Un modelo contrarevolucionario en Argentina*, *op. cit.*, p. 27.
25 Témoignage d'Amalia Iarralde (CONADEP, *Nunca más !*, *op. cit.*, p. 143).
26 *France-Soir*, 3 février 1978. L'article est signé par François Corre.
27 Entretien avec l'auteur, 18 mai 2003 ; voir aussi Uki Goñi, *Judas. La verdadera historia de Alfredo Astiz, el infiltrado*, « La conexión francesa », *op. cit.*, pp. 192-194.
28 *Ibid.*
29 Entretien par téléphone, 2 mars 2004.
30 <www.nuncamas.org>.
31 Voir Miguel Bonasso, *Recuerdo de la Muerte*, Bruguera Argentina, Buenos Aires, 1984, p. 300.
32 « Toda la verdad sobre el centro piloto », *Siete Días*, Buenos Aires, n° 869, 8-14 février 1984, pp. 3-14.
33 Entretien avec l'auteur, 19 mars 2003.
34 CONADEP, *Nunca más !*, *op. cit.*, p. 251. La disparition d'Elena Holmberg a provoqué quelques remous dans la junte, car elle était la nièce du général Alejandro Lanusse, qui avait présidé le gouvernement militaire en 1971.
35 Informe Rattenbach, *El Drama de Malvinas*, Espartaco, Buenos Aires, 1988, p. 293.
36 CONADEP, *Nunca más !*, *op. cit.*, pp. 342-343.
37 Prudencio García, *El Drama de la autonomía militar*, *op. cit.*, p. 245.
38 Norberto Ceresole, *Crisis militar argentina*, Instituto latinoamericano de cooperación tecnológica y relaciones internacionales, Buenos Aires, 1988, pp. 112, 120-121.
39 Prudencio García, *El Drama de la autonomía militar*, *op. cit.*, p. 291.

Notes du chapitre 23

1 La conversation a eu lieu le 18 mai 2003 et a été enregistrée en caméra cachée.
2 Entretien avec l'auteur, 20 mai 2003.
3 John Dinges, *The Condor Years*, The New Press, New York, 2004, pp. 57-58 (traduction française à paraître aux Éditions La Découverte, 2005).
4 Voir le témoignage de Luz Arce, *in* John Dinges, *ibid.*, p. 109.
5 John Dinges, *ibid.*, p. 94.
6 Roger Faligot et Pascal Krop, *DST, police secrète*, *op. cit.*, pp. 304-306.
7 Entretien avec l'auteur, 21 mai 2003.
8 Lettre non datée du général Manuel Contreras au général paraguayen Francisco Brites, où il l'invite à la réunion de Santiago : « J'espère, écrit-il, que cette réunion pourra être la base d'une excellente coordination et d'une meilleure action au bénéfice de la sécurité nationale de nos pays respectifs » (« Archives de la terreur »).
9 John Dinges, *The Condor Years*, *op. cit.*, p. 15.
10 CONADEP, *Nunca más !*, *op. cit.*, p. 265.
11 Cité par Martin Edwin Andersen, *Dossier secreto*, *op. cit.*, p. 234 ; et par Francisco Martorell, *Operación Condor. El vuelo de la muerte*, *op. cit.*, p. 148. D'après le *New York Times* du 4 juin 1976, le crime aurait été perpétré par des rangers boliviens et des agents de la police fédérale avec l'approbation du général Harguindéguy. Voir aussi Martín Sivak, *El Asesinato de Juan José Torres*, Ediciones del pensamiento nacional, Buenos Aires, 1998.
12 John Dinges, *The Condor Years*, *op. cit.*, pp. 207-210.
13 Cité par John Dinges, *ibid.*, pp. 159-161.
14 Rapport du ministère de l'Intérieur italien, présenté lors de l'instruction sur les attentats de Milan. (Direction générale de la sécurité publique, rapport n° 224/14451). Cité par Frédéric Laurent, *L'Orchestre noir*, *op. cit.*, p. 119. En France, Aginter était liée aux comités Tixier-Vignancour, puis, après 1966, au groupe Occident où officie alors un jeune militant du nom de Gérard Longuet.
15 Voir Ascanio Cavallo, Manuel Salazar et Oscar Sepúlveda, *La Historia oculta del régimen militar*, Grijalbo, Buenos Aires, 1997, pp. 145-147.
16 Cité par Jaime Lagos et Paul Friedrich Violenstein, *Colonia Dignidad*, Ediciones Jean Richter, Santiago, 1988.
17 Voir le passionnant ouvrage de Samuel Blixen, *Operación Condor. Del archivo del terror y el asesinato de Letelier al caso Berríos*, Virus Editorial, Montevideo, 1998 ; et Stella Calloni, *Los años del lobo*, *op. cit.*
18 Voir John Dinges, *The Condor Years*, *op. cit.*, p. 130 ; et Francisco Martorell, *Operación Condor. El vuelo de la muerte*, *op. cit.*, pp. 124-125.
19 Sergio Israel, *El Enigma Trabal*, Trilce, Montevideo, 2002.

20 *Brecha*, 23 décembre 1999.
21 Martín SIVAK, *El Asesinato de Juan José Torres*, *op. cit.*, p. 152. La piste de Valladolid avait été déjà citée par René Backmann dans un article du *Nouvel Observateur*, et reprise par le journal argentin *La Opinión*, le 11 juin 1976.
22 Entretien avec l'auteur, 23 janvier 2004.
23 Entretien avec l'auteur, 26 janvier 2004.
24 Entretien avec l'auteur, 28 octobre 2003.
25 Cité par Éric MERLEN, Frédéric PLOQUIN, *Carnets intimes de la DST*, Fayard, Paris, 2003, p. 23.
26 Roger FALIGOT, Pascal KROP, *DST, Police secrète*, *op. cit.*, p. 213.
27 Voir Raymond MARCELLIN, *L'Ordre public et les groupes révolutionnaires*, Plon, Paris, 1969.
28 Claude ANGELI et René BACKMANN, *Les Polices de la nouvelle société*, François Maspero, Paris, 1971, p. 13.
29 *Ibid.*, pp. 52-53.
30 Voir le fac-similé du « répertoire d'urgence » *in* Claude ANGELI et René BACKMANN, *ibid.*, pp. 30-33.
31 Éric MERLEN et Frédéric PLOQUIN, *Carnets intimes de la DST. Trente ans au cœur du contre-espionnage français*, *op. cit.*
32 *Ibid.*, p. 138.
33 Entretien avec l'auteur, 20 novembre 2003.
34 Entretien avec l'auteur, 28 octobre 2003.
35 Ignacio GONZÁLEZ JANZEN, *La Triple A*, *op. cit.*, p. 67.
36 Voir Horacio VERBITSKY, *La Última Bataílla de la tercera guerra mundial*, Legasa, Buenos Aires, 1985, pp. 90-96 ; Martin Elwin ANDERSEN, *Dossier secreto*, *op. cit.*, pp. 313-321 ; Eduardo Luis DUHALDE, *El Estado terrorista argentino*, *op. cit.*, pp. 284-294.
37 Cité par Martin ANDERSEN, *Dossier secreto*, *op. cit.*, p. 315 ; et « Case concerning military activities against Nicaragua », International Court of Justice, 5 septembre 1985, p. 21.

Notes de la conclusion

1 *Télérama*, 10 septembre 2003.
2 *Le Monde*, 25 septembre 2003.
3 Rapport 1295, décembre 2003. On peut le consulter sur le site de l'Assemblée nationale : <www.assemblée-nationale.fr>.
4 Lire notamment *Siete +7*, 5 septembre 2003.
5 *El Mercurio*, 2 février 2004 ; *Le Monde*, 5 février 2004.
6 Patrick DE SAINT-EXUPÉRY, *L'Inavouable. La France au Rwanda*, Les Arènes, Paris, 2004.
7 Cité par Patrick DE SAINT-EXUPÉRY, *ibid.*, p. 252.
8 Roméo DALLAIRE, *J'ai serré la main du diable. La Faillite de l'humanité au Rwanda*, Libre expression, Outremont, 2003.
9 *Libération*, 7 avril 2004.
10 Patrick DE SAINT-EXUPÉRY, *L'Inavouable*, *op. cit.*, p. 201.
11 *Ibid.*, pp. 247-248.
12 *Ibid*
13 *Ibid.*, pp. 178-179.
14 *Le Nouvel Observateur*, 1er-7 avril 2004.
15 Patrick DE SAINT-EXUPÉRY, *L'Inavouable*, *op. cit.*, p. 253.
16 *Ibid.*, p. 263.
17 *Ibid.*, p. 284.
18 *Ibid.*, p. 283.
19 Publié aux éditions Faber and Faber en 1971, le livre a ensuite été retiré de la circulation.
20 Roger FALIGOT, *Guerre spéciale en Europe*, Flammarion, Paris, 1980, p. 17.
21 *Ibid.*, pp. 11-12.
22 Jean-Franklin NARODETZKI, *Nuits serbes et brouillards occidentaux. Introduction à la complicité de génocide*, L'Esprit frappeur, Paris, 1999.
23 Voir Marie-Monique ROBIN, *Les 100 Photos du siècle*, Éditions du Chêne, Paris, 1999, pp. 92-93.
24 COMITÉ TCHÉTCHÉNIE, *Tchétchénie : dix clés pour comprendre*, La Découverte, Paris, 2003.
25 *Ibid.*, p. 11.
26 « La torture dans la guerre », *Le Monde*, 9-10 mai 2004.
27 Jean GUISNEL, *Délires à Washington. Les citations les plus terrifiantes des faucons et néoconservateurs américains*, La Découverte, Paris, 2003, chapitre 14, « La torture, pourquoi pas ? ».
28 *Ibid.*
29 *The Washington Post*, 26 août 2003 ; *International Herald Tribune*, 8 septembre 2003 ; *Le Monde*, 9 septembre 2003.
30 *The New Yorker*, 17 mai 2004 ; *Libération*, 17 mai 200
31 Cité par Mohammed SAMRAOUI, *Chronique des années de sang. Algérie : comment les services secrets ont manipulé les groupes islamistes*, Denoël, Paris, 2003, p. 162.
32 Salah-Eddine SIDHOUM et ALGERIA-WATCH, *Algérie : la machine de mort*, <www.algeria-watch.org/fr/mrv/mrvtort/machine_mort/machine_mort.htm>, octobre 2003.
33 Voir à ce sujet la somme, très précisément documentée, de Lounis AGGOUN et Jean-Baptiste RIVOIRE, *Françalgérie. Crimes et mensonges d'État*, La Découverte, Paris, 2004.
34 COMITÉ NATIONAL CONTRE LA TORTURE, *Cahier noir d'octobre*, ENAG, Alger, 1989.
35 Voir Me Mahmoud KHÉLILI, *La Torture en Algérie (1991-2001)*, Algeria-Watch, octobre 2001, <www.algeria-watch.org/mrv/mrvtort/torture_khelili.htm>.
36 John SWEENEY, « Atrocités en Algérie : "Nous étions les meurtriers qui ont tué pour l'État" », *The Observer*, 11 janvier 1998.
37 Lounis AGGOUN et Jean-Baptiste RIVOIRE, *Françalgérie. Crimes et mensonges d'État*, *op. cit.*, p. 369.
38 *Ibid.*, p. 373.
39 Mohammed SAMRAOUI, *Chronique des années de sang*, *op. cit.*, pp. 190-193.
40 Habib SOUAÏDIA, *La Sale Guerre*, La Découverte, Paris, 2001, p. 99.
41 Quatre-vingt-quinze de ces centres ont été répertoriés par Salah-Eddine SIDHOUM et ALGERIA-WATCH, *Algérie : la machine de mort*, *op. cit.*
42 *Ibid.*
43 Lounis AGGOUN et Jean-Baptiste RIVOIRE, *Françalgérie. Crimes et mensonges d'État*, *op. cit.*, p. 27.
44 *Ibid.*, p. 465 ; et Mohammed SAMRAOUI, *Chronique des années de sang*, *op. cit.*, p. 214 *sq.*
45 Lounis AGGOUN et Jean-Baptiste RIVOIRE, *Françalgérie. Crimes et mensonges d'État*, *op. cit.*, p. 502 *sq.*
46 NORWEGIAN REGUGEE COUNCIL, « Plus d'un million de déplacés internes sont ignorés par la communauté internationale », Oslo, mars 2004.

Index

A

B

C

D

E

F

G

M

N

O

P

Q

R

S

T

U

V

W

Y

Z

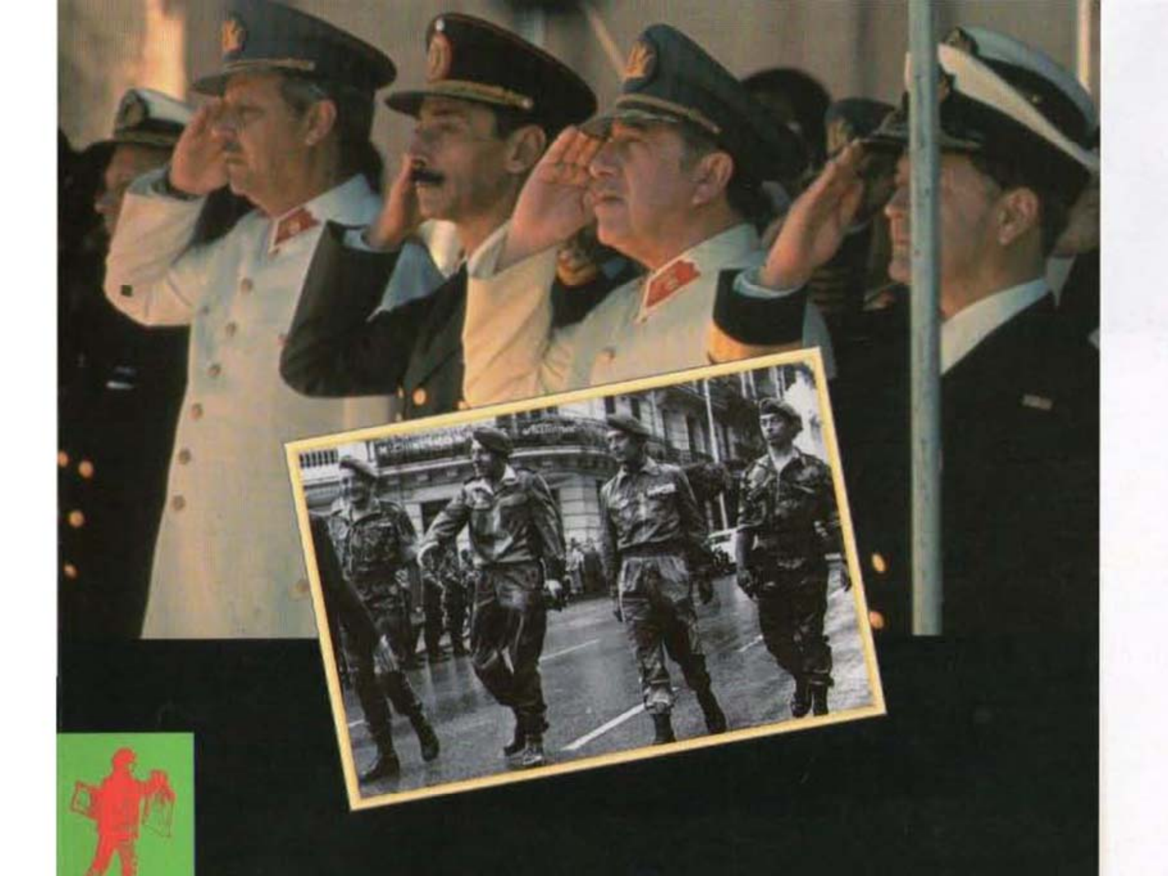
Table

I

De l'Indochine à l'Algérie, la naissance de la doctrine française

II

L'exportation aux Amériques



La Découverte/Poche

Marie-Monique Robin

Escadrons de la mort, l'école française

Escadrons de la mort, l'école française

Marie-Monique Robin

Dans les années 1970 et 1980, les dictatures militaires du Cône sud de l'Amérique latine ont férocement réprimé leurs opposants, utilisant à grande échelle les techniques de la « guerre sale » (rafles, torture, exécutions, escadrons de la mort...). C'est en enquêtant sur l'organisation transnationale dont s'étaient dotées ces dictatures — le fameux « Plan Condor » — que Marie-Monique Robin a découvert le rôle majeur joué secrètement par des militaires français dans la formation à ces méthodes de leurs homologues latino-américains. Dès la fin des années 1950, les méthodes de la « bataille d'Alger » sont enseignées à l'École supérieure de guerre de Paris, puis en Argentine, où s'installe une « mission militaire permanente française » constituée d'anciens d'Algérie. De même, en 1960, des experts français en lutte antisubversive, dont le général Paul Aussaresses, formeront les officiers américains aux techniques de la « guerre moderne », qu'ils appliqueront au Sud-Vietnam.

Des dessous encore méconnus des guerres françaises en Indochine et en Algérie, jusqu'à la collaboration politique secrète établie par le gouvernement de Valéry Giscard d'Estaing avec les dictatures de Pinochet et de Videla, ce livre — fruit d'une enquête de deux ans, en Amérique latine et en Europe — dévoile une page occulte de l'histoire de France, où se croisent aussi des anciens de l'OAS, des fascistes européens ou des « moines soldats » agissant pour le compte de l'organisation intégriste la Cité catholique...

« La "bataille d'Alger" est restée le modèle de référence des tortionnaires de l'armée et des services secrets américains jusqu'en Afghanistan et en Irak. Un livre terrifiant. »

LE NOUVEL OBSERVATEUR

Marie-Monique Robin est lauréate du prix Albert-Londres (1995). Journaliste et réalisatrice, elle a réalisé de nombreux documentaires et reportages tournés en Amérique latine, Afrique, Europe et Asie. Elle est notamment l'auteur, à La Découverte/Arte Éditions, de *Le Monde selon Monsanto* (2008) ainsi que de *Notre poison quotidien* (2011).

En couverture : en haut, au centre : général Videla et général Pinochet, rencontre de Viña del Mar, 1er novembre 1976 © Diego Goldberg / Corbis Sygma ; en vignette, de gauche à droite : colonel Bigeard, général Massu, colonel Trinquier, capitaine Léger, pendant la bataille d'Alger en 1957 (DR).



La Découverte
www.editionsladecouverte.fr
9 *bis*, rue Abel-Hovelacque
75013 Paris